SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités et des Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements Registered with the Secretariat of the League of Nations.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

et des Engagements internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations

VOLUME LXV **1927** **NUMÉROS 1, 2, 3 et 4**

TABLE DES MATIÈRES.

Pages

N° 1516. — Autriche et Lettonie :

Traité de commerce et de navigation, avec protocole final. Signés à Riga, le 9 août 1924 ... 7

N° 1517. — Grande-Bretagne et Japon :

Convention complémentaire du Traité de commerce et de navigation du 3 avril 1911 entre la Grande-Bretagne et le Japon, signée à Londres, le 30 juillet 1925, et procès-verbal y relatif, de la même date 29

N° 1518. — Espagne et Suisse :

Déclaration réciproque pour déterminer les rapports entre la Suisse et la zone de protectorat de l'Espagne dans l'Empire chérifien, signée à Berne, le 4 août 1926, avec trois notes de la même date y annexées... 39

N° 1519. — Allemagne et Pologne :

Accord concernant la suppression de l'administration commune des services des eaux de la Haute-Silésie. Signé à Katowice, le 12 janvier 1924... 47

N° 1520. — Hongrie et Tchécoslovaquie :

Traité de commerce, avec protocole final et annexes contenant : Une convention relative au traitement juridique des entreprises de production et de transport ; une convention concernant le trafic par chemins de fer ; une convention concernant le règlement du trafic frontière local ; une convention réglant le secours mutuel au dédouanement, l'empêchement, la poursuite et la punition des contraventions aux prescriptions douanières et l'assistance judiciaire réciproque en matières pénales douanières, et une convention vétérinaire concernant le trafic des animaux, des matières premières d'origine animale et des produits animaux. Prague, le 31 mai 1927... 61

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements registered with the Secretariat of the League of Nations.

VOLUME LXV **1927** **NUMBERS 1, 2, 3 and 4**

TABLE OF CONTENTS.

Pages

No. 1516. — Austria and Latvia :

Treaty of Commerce and Navigation, with Final Protocol. Signed at Riga, August 9, 1924 7

No. 1517. — Great Britain and Japan :

Supplementary Convention to the Treaty of Commerce and Navigation of April 3, 1911, between Great Britain and Japan, signed at London, July 30, 1925, and Minutes of a Meeting relating thereto, of the same Date 29

No. 1518. — Spain and Switzerland :

Reciprocal Declaration for defining the Relations between Switzerland and the Spanish Protected Zone of the Shereefian Empire, signed at Berne, August 4, 1926, with three Notes of the same Date annexed thereto 39

No. 1519. — Germany and Poland :

Agreement concerning the Discontinuance of the Joint Administration of the Public Water Supply Service in Upper-Silesia. Signed at Kattowitz, January 12, 1924... 47

No. 1520. — Hungary and Czechoslovakia :

Commercial Treaty, with Final Protocol and Annexes, containing : a Convention concerning the Legal Treatment of Production and Transport Undertakings ; a Convention regarding Railway Traffic ; A Convention concerning the Regulation of Local Frontier Traffic ; A Convention regarding mutual Assistance in the Matter of Customs Clearance, the Prevention, Prosecution and Punishment of Infringements of the Customs Regulations, and mutual Legal Assistance in Criminal Cases relating to the Customs, and a Veterinary Convention, concerning Traffic in Animals, Raw Materials of Animal Origin, and Animal Products. Prague, May 31, 1927 61

Pages

N° 1521. — Italie et Suisse :

Convention et règlement international pour la navigation sur le lac Majeur et le lac de Lugano. Signés à Lugano, le 22 octobre 1923 301

N° 1522. — Allemagne et Pologne :

Accord concernant les formalités douanières et des passeports, ainsi que le trafic ferroviaire à Korzeniow (Kurzebrack), avec protocole final. Signé à Berlin, le 16 juin 1926 379

N° 1523. — Belgique et Estonie :

Convention d'extradition. Signée à Bruxelles, le 11 novembre 1926 405

Pages

No. 1521. — Italy and Switzerland :

Convention and International Regulations regarding Navigation on Lake Maggiore and Lake Lugano. Signed at Lugano, October 22, 1923 301

No. 1522. — Germany and Poland :

Agreement regarding Customs and Passport Formalities and regarding Railway Traffic at Korzeniow (Kurzebrack), with Final Protocol. Signed at Berlin, June 16, 1926 ... 379

No. 1523. — Belgium and Estonia :

Extradition Convention. Signed at Brussels, November 11, 1926 405

N° 1516.

AUTRICHE ET LETTONIE

Traité de commerce et de navigation, avec protocole final. Signés à Riga, le 9 août 1924.

AUSTRIA AND LATVIA

Treaty of Commerce and Navigation, with Final Protocol. Signed at Riga, August 9, 1924.

N° 1516. — TRAITÉ [1] DE COMMERCE ET DE NAVIGATION ENTRE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE ET LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE. SIGNÉ A RIGA, LE 9 AOUT 1924.

Texte officiel français communiqué par le représentant du Gouvernement fédéral d'Autriche auprès de la Société des Nations et le ministre des Affaires étrangères de Lettonie. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 8 août 1927.

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE, d'une part, et LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE, d'autre part, désirant favoriser le développement des relations commerciales et maritimes entre les deux États :

Ont résolu de conclure à cet effet un traité de commerce et de navigation, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT FÉDÉRAL DE LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

Monsieur Nicolas POST, envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire de la République d'Autriche à Riga ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE DE LETTONIE :

Monsieur Louis SEJA, ministre des Affaires étrangères ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

CHAPITRE PREMIER

DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET DROITS DES RESSORTISSANTS.

Article premier.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront réciproquement, en se conformant aux lois du pays, entrer, voyager ou séjourner en toute liberté dans toute l'étendue des territoires et possessions de l'autre.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes ne seront soumis, quant à leurs personnes ou leurs biens ou quant à leur commerce ou leur industrie, à aucune taxe, soit générale, soit locale, ni à aucun impôt ou obligation, quelle que soit leur nature, autres ou plus élevés que ceux auxquels sont soumis ou pourront être soumis les ressortissants de l'autre Partie, ou les ressortissants de la nation la plus favorisée.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu le 26 juillet 1927.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1516. — TREATY [2] OF COMMERCE AND NAVIGATION BETWEEN THE AUSTRIAN REPUBLIC AND THE LATVIAN REPUBLIC. SIGNED AT RIGA, AUGUST 9, 1924.

French official text communicated by the Representative of the Austrian Federal Government accredited to the League of Nations and the Latvian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Treaty took place August 8, 1927.

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC, of the one part, and THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC, of the other part, being desirous of promoting the development of commercial and maritime relations between the two States,

Have resolved to conclude a Treaty of Commerce and Navigation for this purpose, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE FEDERAL PRESIDENT OF THE AUSTRIAN REPUBLIC :

M. Nicolas POST, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Austrian Republic at Riga ;

THE PRESIDENT OF THE LATVIAN REPUBLIC :

M. Louis SEJA, Minister for Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

CHAPTER I.

GENERAL PROVISIONS AND RIGHTS OF NATIONALS.

Article 1.

The nationals of each of the High Contracting Parties may freely enter, travel through or stay in any part of the other's territories and possessions, provided they conform to the laws of the country.

The nationals of either High Contracting Party shall not be subject, in respect of their persons or property, or in respect of their commerce or industry, to any taxes, whether general or local, or to imposts or obligations of any kind whatever, other or greater than those which are or may hereafter be imposed upon nationals of the other Party or nationals of the most favoured nation.

---

[1] Traduit par le Secretariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place July 26, 1927.

Article 2.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront, en se conformant aux lois du pays, pour tout ce qui concerne le voyage et la résidence, les études et investigations, l'exercice de leurs métiers et professions, l'exécution de leurs entreprises industrielles et manufacturières et le droit de faire le trafic de tous articles de commerce licite, placés, à tous égards, sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 3.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes pourront, en se conformant aux lois du pays également sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée, acquérir, posséder ou louer et occuper les maisons, les manufactures, les magasins, les boutiques et les locaux qui peuvent leur être nécessaires, et prendre à bail des terrains à l'effet de les utiliser dans un but licite.

Pour tout ce qui concerne la transmission des biens mobiliers par succession testamentaire ou autre, et le droit de disposer, de quelque manière que ce soit, des biens de toutes sortes qu'ils peuvent légalement acquérir, ils jouiront dans les territoires de l'autre Partie contractante, en se conformant aux lois du pays, des mêmes privilèges, libertés et droits, et ne seront pas soumis, sous ce rapport, à des droits, taxes, impôts ou à des charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront établis sur les ressortissants de l'autre Partie contractante ou sur les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 4.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, en se conformant aus lois du pays, d'une protection et d'une sécurité constante et complète, pour leurs personnes et leurs propriétés ; ils auront un accès libre auprès des tribunaux de justice tant pour réclamer que pour défendre leurs droits à tous les degrés de juridiction établis par les lois ; ils seront, en outre, admis à faire valoir leurs réclamations contre l'Etat et ses organes devant les tribunaux aux autres autorités compétentes ; et quant aux autres matières qui se rapportent à l'administration de la justice, ils jouiront également de tous les droits et privilèges dont jouissent les nationaux.

Ils pourront employer, dans toutes les instances, les avocats, avoués et agents de toutes classes, autorisés par les lois du pays, et jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et avantages qui sont ou seront accordés aux nationaux.

Article 5.

Les habitations, magasins manufactures et boutiques des ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes dans les territoires de l'autre, ainsi que tous les locaux, qui en dépendent, employés pour des buts licites, seront respectés conformément aux lois du pays.

Article 6.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront réciproquement exempts de tout service militaire personnel obligatoire, soit dans l'armée de terre ou de mer, soit dans la garde ou milice nationale ; de toute contribution, soit en argent, soit en nature, destinée à tenir lieu du service personnel obligatoire.

Il n'est fait d'exception que pour les charges qui sont attachées à la possession, à titre quelconque d'un bien fonds, ainsi que pour les prestations et les réquisitions militaires auxquelles tous les nationaux peuvent être appelés à se soumettre comme propriétaires fonciers ou comme fermiers.

Article 2.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall, provided they conform to the laws of the country, be granted the same status in every respect as nationals of the most favoured nation in all matters connected with travelling, residence, study and research, the exercise of their trades and professions, the conduct of their industrial and manufacturing enterprises, and the right to trade in all lawful commodities.

Article 3.

The nationals of each of the High Contracting Parties may also, provided they conform to the laws of the country, acquire, possess or rent and occupy such houses, factories, shops, stalls and premises as they may need, and may lease land for any lawful purpose on the same conditions as the nationals of the most favoured nation.

In all matters connected with the transfer of movable property by bequest or other form of inheritance, and the right to utilise lawfully-acquired property of any kind in any manner they may desire, they shall enjoy in the territory of the other Contracting Party, provided they conform to the laws of the country, the same privileges, immunities and rights, nor shall they be subject in this respect to any duties, charges, taxes, or imposts under any denomination whatever, other or higher than those which are or may hereafter be levied on nationals of the other Contracting Party or of the most favoured nation.

Article 4.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall, provided they conform to the laws of the country, enjoy constant and complete protection and security for their persons and property ; they shall have free access to the courts of justice of any degree of jurisdiction established by law, for the purpose both of claiming and of defending their rights, and they shall further be entitled to lodge claims against the Government and organs thereof before the courts or other competent authorities : as regards other matters connected with the administration of justice they shall likewise enjoy all the rights and privileges enjoyed by nationals.

They may employ, in all courts, counsel, solicitors and any class of agents recognised by the laws of the country, and shall enjoy in this respect the same rights and advantages as are or may be hereafter be granted to nationals.

Article 5.

Houses, shops, factories and stalls belonging to nationals of one of the High Contracting Parties and situated in the territory of the other, together with all premises appurtenant thereto, which are employed for lawful purposes, shall be respected in conformity with the laws of the country.

Article 6.

The nationals of each of the High Contracting Parties shall be exempt from any compulsory military service, either in the army or navy or in the national guard or militia ; they shall also be exempt from any monetary or other contribution in lieu of compulsory personal service.

The only exception to this provision shall be in respect of charges connected with the possession by any title of landed property, and in respect of military loans and requisitions to which all nationals may be liable as landed proprietors or leaseholders.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties contractantes seront également dispensés de toute charge et fonction judiciaire ou municipale quelconque.

Article 7.

En ce qui concerne les brevets d'invention, les marques de fabrique et les dessins, les ressortissants de chacune des Parties contractantes jouiront, sur les territoires de l'autre Partie, de tous les droits que leur législation respective accorde ou pourra accorder à leurs propres ressortissants.

Sous réserve de réciprocité, la Lettonie s'engage à reconnaître et à protéger tous les droits de propriété industrielle appartenant actuellement à des ressortissants autrichiens ou qui leur auraient appartenu, sur une partie quelconque des territoires lettons, avant leur cession à la Lettonie, c'est-à-dire, avant le 18 novembre 1918, si la guerre ou la révolution en Russie n'avait pas eu lieu; et les délais nécessaires seront accordés à ces ressortissants autrichiens en vue du renouvellement de leurs droits.

Les Parties contractantes conviennent qu'en ce qui concerne l'application des dispositions ci-dessus, la Lettonie pourra exiger des preuves écrites et l'enregistrement de ces droits en Lettonie.

Les Parties contractantes conviennent également que les brevets d'invention et les droits dans le domaine de la propriété industrielle qui ont été enregistrés en Lettonie avant la date de la conclusion du présent traité, et qui seraient identiques à des brevets d'invention et des droits dans le domaine de la propriété industrielle précédemment enregistrés en Russie au nom de ressortissants autrichiens, ne pourront être déclarés nuls en Lettonie que par une décision des tribunaux. La Lettonie s'engage à promulguer, dans un délai de six mois à partir de la date de la ratification du présent traité, une loi spéciale relative à l'annulation des brevets d'invention et des droits dans le domaine de la propriété industrielle ainsi enregistrés.

Article 8.

Les sociétés anonymes ou autres et les associations commerciales, industrielles ou financières qui sont ou seront constituées conformément aux lois de l'une des Hautes Parties contractantes et qui ont leur domicile dans les territoires (ou possessions) de cette Partie sont autorisées, dans les territoires ou possessions de l'autre, en se conformant aux lois de celle-ci, à exercer leurs droits et à ester en justice, soit pour intenter une action, soit pour y défendre.

La disposition précédente n'aura aucune influence sur la question de savoir, si une pareille société établie dans l'un des deux pays aura ou n'aura pas le droit de faire du commerce ou d'exploiter une industrie dans l'autre, un tel droit restant toujours subordonné aux lois et ordonnances en vigueur dans les pays respectifs.

Les sociétés et associations susnommées jouiront, sous ce rapport, des mêmes droits et avantages qui sont ou seront reconnus aux organisations similaires d'une tierce Puissance.

CHAPITRE II.

DISPOSITIONS CONSULAIRES.

Article 9.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura la faculté d'établir des consuls généraux, consuls, vice-consuls ou agents consulaires dans toutes les villes et places de l'autre Partie, dans lesquelles de tels officiers consulaires de toute autre tierce Puissance seront admis.

Lesdits consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires, ayant reçu du Gouvernement du pays dans lequel ils sont nommés l'exequatur ou autres autorisations nécessaires, auront

The nationals of each of the High Contracting Parties shall also be exempt from all judicial or municipal responsibilities or duties of any kind whatever.

Article 7.

The nationals of each of the Contracting Parties shall have in the territories of the other the same rights in regard to patents of inventions, trade marks, and designs, as their respective laws grant or may hereafter grant to their own nationals.

Latvia agrees, on condition of reciprocity, to recognise and protect all rights of industrial property now possessed by Austrian nationals or which, but for the war or the revolution in Russia, they would have possessed in any part of her territories before the transfer of those territories to Latvia, *i. e.*, before November 18, 1918, and for the renewal of such rights the proper extension of time will be accorded.

The Contracting Parties agree that for the purposes of the above provisions Latvia may require documentary evidence and also the registration of such rights in Latvia.

The Contracting Parties further agree that patents and rights in respect of industrial property which have been registered in Latvia before the date of the conclusion of this Treaty and would be identical with those previously registered in the names of Austrian subjects in Russia can be revoked in Latvia only by the decision of the courts of law. Latvia undertakes to promulgate within six months from the date of the ratification of this Treaty a special law concerning the revocation of patents and rights in industrial property so registered.

Article 8.

Incorporated or other companies and commercial, industrial or financial associations which are or may hereafter be constituted in conformity with the laws of one of the High Contracting Parties and which have their headquarters in the territories or possessions of that Party shall be authorised within the territories or possessions of the other Party, provided they conform to the laws of that Party, to exercise their rights and to bring or defend actions in the courts.

The above provision shall not in any way affect the question whether such a company established in one of the two countries has or has not the right to carry on trade or industry in the other, such right to be determined in all cases by the laws and decrees in force in the respective countries.

The above-mentioned companies and associations shall enjoy in this respect the same rights and privileges as are or may hereafter be accorded to similar organisations of a third Power.

CHAPTER II.

PROVISIONS RELATING TO CONSULAR OFFICERS.

Article 9.

Each of the High Contracting Parties shall be entitled to appoint Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls or Consular Agents in all towns and places within the territory of the other in which such consular representatives of any other third Power are admitted.

The said Consuls-General, Consuls, Vice-Consuls and Consular Agents, having received their exequatur or other necessary authorisation from the Government of the country in which they

à charge de réciprocité, le droit d'exercer toutes les fonctions et de jouir de tous les privilèges, exceptions et immunités qui sont ou pourront être accordée aux officiers consulaires du même grade de la nation la plus favorisée. Le gouvernement donnant l'exequatur ou autres autorisations a le droit de les annuler selon son propre jugement ; toutefois, il est tenu dans ce cas d'expliquer les raisonspour lesquelles il a jugé à propos d'agir ainsi.

Article 10.

Dans le cas où un ressortissant de l'une des Hautes Parties contractantes viendrait à mourir dans les territoires ou possessions de l'autre, sans avoir laissé, dans le pays du décès, aucun héritier ou exécuteur testamentaire, l'officier consulaire compétent du pays auquel appartient le défunt, aura le droit, les formalités nécessaires remplies, soit personnellement soit par délégué, de représenter de plein droit les héritiers ou les exécuteurs testamentaires et sera officiellement reconnu comme leur fondé de pouvoir, sans qu'il soit tenu de justifier de son mandat par un titre spécial. Il pourra, en conséquence, se présenter, soit en personne, soit par des délégués, choisis parmi les personnes qui y sont autorisées par la législation du pays, par-devant les autorités compétentes pour y prendre, dans toute affaire se rapportant à la succession ouverte, les intérêts des héritiers en poursuivant leurs droits ou en répondant aux demandes formées contre eux. Il est, toutefois, bien entendu que ledit officier consulaire étant considéré comme fondé de pouvoir de ses nationaux, ne pourra jamais être personnellement mis en cause relativement à toute affaire concernant la succession. L'officier consulaire compétent aura le droit de prendre, en se conformant aux lois du pays, à l'égard de la succession mobilière ou immobilière du défunt, toutes les mesures conservatoires qu'il jugera utiles dans l'intérêt des héritiers. Il pourra l'administrer, soit personnellement, soit par des délégués choisis par lui et agissant en son nom et il aura le droit de se faire remettre toutes les valeurs appartenant au défunt qui pourront se trouver déposées soit dans les caisses publiques, soit chez des particuliers. Toutefois, rien de ce qui est contenu dans cet article ne saurait être tenu comme pouvant dessaisir les tribunaux du pays où se trouvent les biens, des affaires rentrant dans leur propre compétence. Les droits accordés par cet article à l'officier consulaire ne touchent pas les prescriptions concernant la garantie des impôts, taxes ou autres charges relativement aux biens mobiliers et immobiliers dans l'Etat où se trouvent lesdits biens.

Les dispositions précédentes seront, de même, applicables au cas où un ressortissant de l'une des Parties contractantes possédant des biens mobiliers ou immobiliers dans les territoires ou possessions de l'autre, viendrait à mourir en dehors desdits territoires ou possessions sans avoir laissé, dans le pays où ses biens sont situés, aucun héritier ou exécuteur testamentaire.

CHAPITRE III.

Du commerce et de la navigation.

Article 11.

Il y aura entre les territoires des deux Hautes Parties contractantes, liberté réciproque de commerce et de navigation. Les ressortissants de chacune des Parties contractantes auront, sur le même pied que les ressortissants de la nation la plus favorisée, pleine liberté de se rendre avec leurs navires et leurs cargaisons dans les lieux, ports et rivières des territoires et possessions de l'autre, qui sont ou pourront être ouverts au commerce extérieur ; ils sont, toutefois, tenus de se conformer toujours aux lois du pays où ils arrivent.

Les navires de commerce appartenant aux ressortissants ou société de chacun des pays contractants, leurs équipages et cargaisons jouiront à leur arrivée aux territoires ou possessions de

are appointed, shall be entitled, upon condition of reciprocity, to exercise all the functions and enjoy all the privileges, exemptions and immunities which are or may hereafter be conceded to consular officers of the same rank belonging to the most favoured nation. The Government granting the exequatur or other authorisation shall be entitled to annul them if it thinks fit, but must give its reasons for so doing.

Article 10.

Should a national of one of the High Contracting Parties die in the territories or possessions of the other Party without having left in the country where death occurred any heir or testamentary executor, the competent consular officer of the country of which the deceased was a national shall be entitled, the necessary formalities being observed, to represent *ex officio*, either personally or by proxy, the heirs or testamentary executors, and shall be officially recognised as their legal representative without being required to prove his right to do so by any special authorisation. He may therefore appear before the competent authorities, either personally or through substitutes, who must be persons authorised thereto by the legislation of the country, in order to defend the interests of the heirs in any matter relating to the succession by upholding their rights or by replying to claims lodged against them. It shall, however, be understood that no action relating to any matter concerning the succession can at any time be brought against the said consular officer personally, he being considered as the legal representative of the nationals of his country. The competent consular officer shall be entitled, provided he conforms to the laws of the country, to take with respect to the movable or immovable succession of the deceased, any measures of conservancy which he may consider to be in the interests of the heirs. He may administer it either personally or through substitutes chosen by him and acting in his name, and he shall be entitled to take over all securities belonging to the deceased person which may have been deposited either in public safe deposits or with private individuals. Nothing in this Article, however, shall be interpreted as preventing matters coming within the competence of the courts of the country where the property is situated from being referred to such courts. The rights granted under this Article to the consular officer shall not affect the regulations concerning security for duties, taxes or other charges on movable and immovable property in the State in which the said property is situated.

The foregoing provisions shall also be applicable in the case where a national of one of the Contracting Parties, possessing movable or immovable property in the territories or possessions of the other, dies outside the said territories or possessions without leaving in the country where his property is situated any heir or testamentary executor.

CHAPTER III.

COMMERCE AND NAVIGATION.

Article 11.

There shall be between the territories of the two High Contracting Parties reciprocal freedom of commerce and navigation. The nationals of each of the Contracting Parties shall have full liberty, on the same footing as nationals of the most favoured nation, to come with their ships and cargoes to all places, ports and rivers in the territories and possessions of the other which are or may in future be open to foreign trade ; they shall, however, be obliged at all times to conform to the laws of the country to which they have come.

Commercial vessels belonging to nationals or companies of each of the Contracting Parties, their crews and cargoes, whether arriving directly from the country of origin or from another country

l'autre pays, soit directement du pays d'origine, soit d'un autre pays, et quel que soit le lieu de provenance ou la destination de leur cargaison, sous tous les rapports, d'un traitement au moins aussi favorable que celui accordé aux navires, équipages et cargaisons de la nation la plus favorisée.

Article 12.

Tous les produits du sol ou de l'industrie d'une des Parties contractantes qui seront importés dans le territoire de l'autre, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation, soit au transit, seront soumis au traitement accordé à la nation la plus favorisée, et notamment ne seront passibles de taxes ou droits d'entrée ni plus élevés ni autres que ceux qui frappent les produits ou marchandises de la nation la plus favorisée.

A l'exportation pour les territoires de l'autre Partie contractante, il ne sera pas perçu de droits de sortie ou de taxes quelconques autres ou plus élevés qu'à l'exportation des mêmes produits et marchandises pour les pays les plus favorisés à cet égard.

Les Parties contractantes se garantissent, quant à l'application des règlements douaniers, la procédure douanière, la vérification et l'analyse des marchandises importées, ainsi qu'au paiement des droits et charges, la classification et l'interprétation des tarifs douaniers et à l'exercice des monopoles, le traitement de la nation la plus favorisée.

De même, aucune prohibition au restriction ne sera maintenue ou imposée par l'une des Parties contractantes à l'importation ou à l'exportation d'un article quelconque en provenance ou à destination des territoires ou possessions de l'autre, qui ne s'étendra également aux articles similaires venant de tout autre pays ou y allant. La dernière disposition n'est cependant pas applicable aux prohibitions ou restrictions maintenues ou imposées, soit comme mesures sanitaires, soit dans le but de protéger des animaux ou des plantes utiles, soit en ce qui concerne la contrebande de guerre, soit pour les raisons de sûreté publique, soit en ce qui concerne les articles qui dans les Etats contractants font l'objet d'un monopole d'Etat.

Article 13.

Chacun des deux pays contractants s'engage à accorder le libre transit à travers ses territoires et possessions aux produits, navires, wagons et envois postaux à destination ou en provenance de l'autre pays et à les assujettir à un traitement au moins aussi favorable que celui accordé à la nation la plus favorisée.

Sur les chemins de fer, lesdits objets jouiront, en ce qui concerne l'expédition et les frais de transport, du traitement appliqué à la nation la plus favorisée.

Le trafic en transit ne sera soumis à aucuns droits spéciaux par rapport au transit (y compris l'entrée et la sortie) à l'exception des droits destinés exclusivement à couvrir les dépenses de surveillance et d'administration provoquées par le transit, sans préjudice toutefois des taxes fiscales afférentes aux transactions dont ces marchandises pourraient être l'objet au cours de leur entreposage ou de leur transport.

Ni l'une ni l'autre des Hautes Parties contractantes ne sera tenue par cet article ou le précédent à accorder passage aux voyageurs dont l'admission est défendue dans ses territoires et possessions ou aux marchandises d'une catégorie dont l'importation est prohibée, soit pour sauvegarder la santé ou la sécurité publique, soit comme mesure de précaution contre les maladies des animaux et des plantes, soit en ce qui concerne les marchandises qui, dans les Etats contractants, font l'objet d'un monopole d'Etat.

Seront considérés comme en transit à travers les territoires ou possessions placés sous la souveraineté et l'autorité de l'un des Etats contractants, les personnes, bagages, marchandises, ainsi que les navires, bateaux, voitures, wagons ou autres instruments de transport, dont le trajet par lesdits territoires ou possessions accomplis avec ou sans transbordement, avec ou sans chargement de mode de transports, n'est que la fraction d'un trajet total, commencé et devant être terminé en dehors des frontières de l'Etat à travers les territoires et possessions duquel le transit s'effectue.

and whatever be the place of departure or destination of their cargoes, shall in all respects enjoy in the territories or possessions of the other country treatment at least as favourable as that accorded to the vessels, crews and cargoes of the most favoured nation.

Article 12.

All products of the soil or of industry of one of the Contracting Parties which are imported into the territory of the other and are intended for consumption, warehousing, re-export, or transit, shall be subject to the same treatment as that accorded to the most favoured nation, and in particular shall not be subject to import taxes or duties other or higher than those imposed upon similar products or goods of the most favoured nation.

Neither of the Contracting Parties shall impose on goods exported from its territory to that of the other Party any export duties or taxes other or higher than those which may be imposed on similar articles exported to the countries most favoured in this respect.

As regards the application of Customs regulations, Customs procedure, the verification and analysis of imported goods, as well as payment of duties and charges, the classification and interpretation of Customs tariffs, and the exercise of monopolies, the Contracting Parties shall grant each other most-favoured-nation treatment.

Similarly, no prohibition or restriction shall be maintained or imposed by one of the Contracting Parties in respect of the import or export of any article whatever from or to the territory or possessions of the other Party unless such prohibition or restriction is also applied to all similar articles coming from or consigned to any other country. The latter provision shall not however be applicable to prohibitions or restrictions which are maintained or imposed either as health measures or for the protection of useful animals or plants, or in regard to contraband of war, or for reasons of public safety or in respect of goods which constitute a State monopoly in the contracting countries.

Article 13.

Each Contracting Party undertakes to accord freedom of transit across its territories and possessions to products, vessels, wagons, and mails proceeding to or coming from the other country, and to grant them treatment at least as favourable as that granted to the most favour ednation.

The said goods shall be granted on the railways, as regards forwarding and transport charges, the treatment applied to the most favoured nation.

Traffic in transit shall not be subjected to any special dues on account of transit (including entry and exit), except the dues imposed exclusively to cover the costs of supervision and administration involved by such transit, without prejudice, however, to revenue taxes on any transactions in goods during their warehousing or transport.

Neither of the High Contracting Parties shall be bound by this or the foregoing Article to grant freedom of passage to travellers who are forbidden to enter its territories or possessions, or to any category of goods, the importation of which is prohibited for reasons of health or public safety, or as a protection against diseases of animals or plants, or in respect of goods which constitute a State monopoly in the contracting countries.

Persons, baggage and goods, and vessels, boats, carriages, wagons, or other means of transport, shall be considered to be in transit across the territories or possessions under the sovereignty and authority of one of the Contracting Parties, if their passage through such territories or possessions, with or without transhipment, and with or without change of means of transport, constitutes only one part of a whole journey begun and to be completed outside the frontiers of the State across whose territories or possessions such transit takes place.

Article 14.

Les négociants, les fabricants et les industriels ressortissants de l'une des Hautes Parties contractantes, domiciliés et exerçant leur commerce et industrie dans les territoires ou possessions de cette Partie, qui prouvent par l'exhibition d'une carte de légitimation industrielle délivrée par les autorités de leur pays, qu'ils sont autorisés à y exercer leur commerce ou industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts établis légalement, pourront, dans les territoires ou possessions de l'autre, soit en personne, soit par des commis voyageurs, faire des achats chez les négociants et producteurs ou dans les locaux de vente publique ou recueillir des commandes, avec ou sans échantillons chez les négociants ou autres personnes qui, pour leur commerce ou leur industrie, utilisent des marchandises correspondant à ces échantillons. Ces négociants, fabricants, industriels et leurs commis voyageurs, en faisant ainsi des achats et en recueillant des commandes, jouiront, en matière d'imposition et facilité du traitement de la nation la plus favorisée.

Les articles importés comme échantillons dans les buts susmentionnés, seront, dans chacun des deux pays, admis temporairement en franchise de droits, en conformité des règlements et formalités de douane établis pour assurer leur réexportation ou le paiement de droits de douane prescrits en cas de non-réexportation dans le délai prévu par la loi. Toutefois, ledit privilège ne s'étendra pas aux articles qui, à cause de leur quantité ou valeur, ne peuvent pas être considérés comme échantillons, ou qui, à cause de leur nature, ne sauraient être identifiés lors de leur réexportation. Le droit de décider si un échantillon est susceptible d'admission en franchise, appartient exclusivement, dans tous les cas, aux autorités compétentes du lieu où l'importation a été effectuée.

Article 15.

Dans les ports et eaux et sur les cours d'eau navigables de l'une des Parties contractantes les ressortissants, les biens et le pavillon de l'autre Partie seront traités sur le pied d'une parfaite égalité avec les ressortissants, les biens et le pavillon nationaux et jouiront du traitement de la nation la plus favorisée.

Le traitement susmentionné aura lieu en ce qui concerne le droit à l'importation, à l'exportation, au transit et à l'entreposage de marchandises de tout genre également admises et les droits et charges éventuels y afférants; il aura lieu de même, en ce qui concerne les taxes et charges de navigation et autres, quelle que soit leur nature et au profit de quiconque elles soient perçues, le placement des navires, les facilités de ports et entrepôts, le chargement, le traitement douanier, les formalités et règlements pour navires, équipages et cargaisons, l'assistance en cas d'accidents ou de détresse et le traitement de biens sauvés ainsi que sous tout autre rapport.

Article 16.

Il est fait exception aux dispositions de l'article précédent pour le cabotage maritime, lequel reste exclusivement réservé au pavillon national. Toutefois, cette disposition ne s'applique pas à la navigation par échelons. Les navires de l'une des Parties contractantes pourront, par conséquent, décharger dans un ou plusieurs ports de l'autre Partie contractante leur cargaison, toute ou partie apportée de l'étranger et y composer ou compléter leur chargement destiné à l'étranger.

Il est fait exception de même aux stipulations du présent traité, en ce qui concerne les avantages, dont les produits de la pêche nationale sont ou pourront être l'objet.

Il s'entend cependant que les ressortissants et les navires de l'une des deux Parties contractantes jouiront en ces matières sur les territoires ou possessions de l'autre du traitement accordé à la nation la plus favorisée.

Article 17.

Les certificats de jaugeage des navires de l'une des Parties contractantes seront acceptés par l'autre Partie, si les mesures de jauge ont été faites d'après le système Moorsom.

Article 14.

Merchants, manufacturers, and industrialists who are nationals of one of the High Contracting Parties, and are domiciled and carry on their trade or industry in the territory or possessions of that Party, and who prove by the production of an identity card issued by the competent authorities of their country, that they are authorised to carry on their trade or industry therein and are therein paying all legally established charges and taxes, may, in the territories or possessions of the other Party, either in person or through commercial travellers, make purchases from merchants and producers or in public markets, or solicit orders, on sample or otherwise, from merchants or other persons who for the purposes of their trade or industry make use of goods corresponding to such samples. Such merchants, manufaturers, industrialists and their commercial travellers, when thus making purchases or soliciting orders, shall, with respect to taxation and facilities for carrying on their trade, enjoy most-favoured-nation treatment.

Articles imported as samples for the above-mentioned purposes shall in both countries be temporarily admitted duty free, in accordance with the Customs regulations and formalities prescribed with a view to ensuring their re-exportation, or the payment of the requisite Customs duties in the event of their not being re-exported within the period prescribed by law. This privilege shall, however, not be extended to articles which on account of their quantity or value cannot be considered as samples, or which on account of their nature cannot be identified on re-exportation. In all cases it shall be the exclusive privilege of the competent authorities at the place at which importation takes place to decide whether a sample may or may not be admitted duty free.

Article 15.

The nationals, property, and flag of each of the Contracting Parties shall be treated in the ports and territorial waters and on the navigable water ways of the other Party on a footing of perfect equality with the nationals, property, and flag of that Party, and shall enjoy most-favoured-nation treatment.

The above-mentioned treatment shall be accorded with respect to the right to import, export, convey in transit, and deposit in Customs warehouses goods of any kind legally admitted, and to the contingent dues and charges connected therewith ; it shall also be accorded with respect to navigation and other dues and charges, whatever the nature of such taxes or the authority levying them, the berthing of ships, port and warehousing facilities, loading of goods, Customs treatment, formalities and regulations relating to vessels, crews and cargoes, assistance in case of accident or distress, and the treatment of salvage, as well as in respect to all other matters.

Article 16.

The provisions of the preceding Article do not apply to the coasting trade, which shall be exclusively reserved to the national flag. This provision, however, does not apply to navigation by stages. The vessels of each of the Contracting Parties may therefore discharge at one or more ports of the other Contracting Party the whole or part of their cargoes brought from abroad, and take on board there the whole or part of their cargo for destinations abroad.

Likewise the provisions of the present Treaty do not apply to any privileges which are or may in future be granted to products of national fisheries.

It is understood, however, that nationals and vessels of each of the Contracting Parties shall enjoy most-favoured-nation treatment in these respects in the territories or possessions of the other.

Article 17.

Tonnage certificates of vessels of each of the Contracting Parties shall be accepted by the other Party if the tonnage measurements have been carried out according to the Moorsom system.

Les bâtiments appartenant aux ressortissants ou aux sociétés de chacun des pays contractants jaugés d'après la méthode susmentionnée, seront admis dans les ports de chacune des Parties contractantes, sans être assujettis, pour le paiement des droits de navigation, à aucune nouvelle opération de jaugeage. Les droits de navigation seront calculés d'après le tonnage net du navire.

Article 18.

La nationalité des navires marchands de l'une des deux Parties contractantes sera reconnue par l'autre Partie, pourvu qu'ils aient à bord les documents requis par leurs lois et règlements nationaux pour établir leur nationalité.

Article 19.

Réserve faite des cas où le present traité en dispose autrement de manière expresse, les Hautes Parties contractantes conviennent, que tout pour ce qui concerne le commerce, la navigation et l'industrie, tout privilège, faveur, facilité ou immunité quelconque que l'une d'elles a déjà accordés ou accorderait à l'avenir aux ressortissants ou aux produits du sol et de l'industrie de tout autre Etat, seront étendus, immédiatement et sans conditions, aux ressortissants et aux produits respectifs de l'autre Partie contractante, la volonté des Hautes Parties contractantes étant que, pour tout ce qui a rapport à l'exercice du commerce, de la navigation et de l'industrie, les ressortissants de l'Autriche jouissent dans les territoires et possessions de la Lettonie, et les ressortissants de la Lettonie en Autriche, réciproquement du traitement accordé à la nation la plus favorisée.

CHAPITRE IV.

Du trafic sur les chemins de fer.

Article 20.

Les deux Parties contractantes se déclarent d'accord pour ne faire aucune distinction en ce qui concerne l'expédition, les prix de transport et les impôts publics relatifs au transport sur les chemins de fer dans le trafic des voyageurs et de leurs bagages, effectués dans les mêmes conditions.

Article 21.

Les marchandises remises au transport dans le territoire de l'une des Parties contractantes et devant être expédiées sur le territoire de l'autre Partie contractante ou à travers ce territoire pour un tiers Etat, ne seront traitées moins favorablement ni sous le rapport de l'expédition, ni sous celui des prix des transports et des impôts publics, grevant les envois, que les marchandises similaires remises au transport dans le territoire de l'autre Partie contractante ou dans un tiers Etat, dans les mêmes conditions, pour la même direction et sur le même parcours.

Seront traitées pareillement les marchandises remises au transport dans un tiers Etat et devant être expédiées à travers le territoire de l'une des Paries contractantes à destination du territoire de l'autre Partie contractante.

Article 22.

Les dispositions des articles 20 et 21 ne visent pas les réductions de tarifs, accordées soit en faveur des œuvres de charité et de bienfaisance, soit en faveur du service des administrations publiques, soit en faveur du service du chemin de fer, ni les réductions accordées, dans le cas d'une calamité publique, aux transports des voyageurs et des marchandises.

Vessels belonging to nationals or companies of each of the Contracting Parties, the tonnage of which is measured by the above-mentioned method, shall be admitted to the ports of both Contracting Parties without being subjected to any fresh tonnage measurement with a view to the payment of shipping dues. Shipping dues shall be calculated ou the net tonnage of the vessel.

Article 18.

The nationality of merchant vessels of each of the two Contracting Parties shall be recognised by the other Party provided they have on board the papers required under their national laws and regulations to established their nationality.

Article 19.

Except as otherwise expressly provided by the present Treaty, the High Contracting Parties agree that, in everything concerning commerce, navigation and industry, every privilege, favour, facility or immunity of any kind which is already granted or may in future be granted by one Party to nationals or to products of the soil and industry of any other State shall be immediately and unconditionally extended to the nationals and the corresponding products of the other Contracting Party, the desire of the High Contracting Parties being that in everything concerning the exercise of commerce, navigation and industry nationals of Austria shall enjoy most-favoured-nation treatment in the territories and possessions of Latvia, and nationals of Latvia reciprocally in the territories and possessions of Austria.

CHAPTER IV.

Railway Traffic.

Article 20.

The two Contracting Parties agree to make no distinction as regards forwarding, transport rates and public taxes connected with railway transport, in passenger and luggage traffic carried out under the same conditions.

Article 21.

Goods despatched in the territory of one the Contracting Parties and to be conveyed to the territory of the other Contracting Party or through that territory to a third country shall not be treated less favourably, either with respect to forwarding or with respect to transport rates and public dues on consignments, than similar goods despatched in the territory of the other Contracting Party or in a third State under the same conditions, in the same direction and by the same route.

Similar treatment shall be accorded to goods despatched in a third State and to be conveyed through the territory of one of the Contracting Parties to the territory of the other Contracting Party.

Article 22.

The provisions of Articles 20 and 21 shall not affect tariff reductions granted to charitable and benevolent organisations or to public services or to the railway service, or reductions granted on the transport of passengers and goods on the occasion of a public calamity.

Il est également entendu que sur les chemins de fer secondaires (chemins de fer vicinaux, chemins de fer d'intérêt local, tramways) affectés principalement au trafic de tourisme, des réductions des prix de voyage pourront être réservées aux habitants indigènes des communes limitrophes.

Article 23.

Les Parties contractantes conviennent que les tarifs directs pour le trafic des voyageurs et des marchandises entre les territoires des Patries contractantes, ainsi que pour le trafic entre les territoires de l'une des Parties contractantes et ceux d'un tiers Etat, en transit par le territoire de l'autre Partie contractante, devront être établis en tant que le besoin effectif s'en fera sentir, dès que les circonstances le permettront.

En attendant l'établissement de ces tarifs directs, le calcul des prix de transport sera facilité par les tableaux élaborés à cette fin.

Article 24.

Les deux Parties contractantes s'engagent à prendre toutes les mesures utiles pour abolir toute entrave qui pourrait se présenter dans certains cas en ce qui concerne le trafic des voyageurs et des marchandises entre leurs territoires et entre les territoires d'une des Parties contractantes et ceux d'un tiers Etat à travers les territoires de l'autre Partie contractante.

Les Parties contractantes s'efforceront qu'il soit tenu compte des nécessités du trafic direct entre leurs territoires et entre les territoires d'une des Parties contractantes et celui de tiers Etats à travers le territoire de l'autre Partie contractante, en établissant des services directs de trains de voyageurs et de marchandises et de procéder dans un esprit de conciliation réciproque sous les rapports du service, du mouvement et du transport.

Lors de la fourniture des wagons les besoins du trafic intérieur et de l'exportation dans le territoire de l'autre Partie contractante seront, en principe, traitées d'une manière équitable.

En particulier, en ce qui concerne la fourniture des wagons pour le trafic d'exportation à destination des territoires de l'autre Partie contractante, il ne sera pas procédé d'une manière moins favorable, que lors de la fourniture des véhicules pour le trafic d'exportation à destination de tiers Etats.

Article 25.

Les deux Parties contractantes prendront soin que, dans le transit réciproque des personnes, des bagages et des marchandises par chemin de fer, soient appliquées, après leur ratification, les dispositions des Conventions internationales sur le transport des personnes et des bagages, ainsi que sur le transport des marchandises par chemin de fer, établies à Berne, le 8 juin 1923.

Les administrations des chemins de fer pourront admettre, pour la durée des difficultés actuelles de transport, certaines dérogations aux dispositions de cette convention internationale.

Les conventions qui seront soumises à l'approbation des autorités supérieures de contrôle, devront se conformer, en ce qui concerne leur portée et leur étendue, aux limites strictement nécessaires et ne s'appliqueront, en aucun cas, à l'étendue de la responsabilité du chemin de fer pour perte (totale ou partielle) ou avarie de la marchandise ni pour non-observation des délais de livraison.

Les deux Parties contractantes veilleront à ce que les dispositions de la Convention internationale sur le transport des marchandises par chemin de fer soient appliquées, autant que possible, sans modification, également au trafic avec des tiers Etats auquel participe l'une des Parties contractantes.

It is likewise understood that on secondary railways (light railways, local railways, tramways) which principally carry tourist traffic, special reductions in fares may be granted to natives of the country living in neighbouring communes.

Article 23.

The Contracting Parties agree that, as soon as circumstances permit, through tariffs for passenger and goods traffic between the territories of the Contracting Parties, as well as for traffic between the territories of one of the Contracting Parties and those of a third State through the territory of the other Contracting Party, shall be drawn up so far as they are found to be really needed.

Pending the establishment of such through tarffs, the calculation of transport rates shall be facilitated by tables made out for that purpose.

Article 24.

The two Contracting Parties agree to take all suitable measures to eliminate any hindrance which may arise in certain cases as regards passenger and goods traffic between their territories and between the territories of one of the Contracting Parties and those of a third State through the territories of the other Contracting Party.

The Contracting Parties will endeavour to take account of the needs of through traffic between their territories, and between the territories of one of the Contracting Parties and those of a third State through the territory of the other Contracting Party; by establishing through passenger and goods train services, and to act in a spirit of mutual conciliation with regard to traffic and transport services.

With regard to the supply of trucks, the needs of inland traffic and of export traffic to the territory of the other Contracting Party shall, as a general rule, be treated in an equitable manner.

In particular, as regards the supply of trucks for export traffic to the territories of the other Contracting Party, the treatment accorded shall not be less favourable than with respect to the supply of rolling stock for export traffic to third States.

Article 25.

The two Contracting Parties shall ensure that the provisions of the International Conventions on the transport of passengers and baggage and on railway goods traffic, drawn up at Berne on June 8th, 1923, shall, after ratification, be applied to the reciprocal transit of passengers, baggage, and goods by rail.

The railway administrations may, during the continuance of the present transport difficulties, allow certain derogations from the provisions of this International Convention.

The Conventions, which shall be submitted for approval to the supervisory authorities, must, as regards their application and scope, keep within the strictly necessary limits, and shall not in any case apply to the extent of the railway's responsibility for loss (total or partial) or damage to goods, or for non-observance of the periods fixed for delivery.

The two Contracting Parties shall take care that the provisions of the International Convention on railway goods traffic are also as far as possible applied unaltered to traffic with third States, in which one of the Contracting Parties is concerned.

CHAPITRE V.

DE L'APPLICATION DES DISPOSITIONS DU TRAITÉ.

Article 26.

Les dispositions du présent traité sont applicables à tous les territoires et possessions appartenant à l'une ou à l'autre des Hautes Parties contractantes ou administrés par elle.

Article 27.

Les litiges et divergences d'opinions entre les deux Hautes Parties contractantes sur l'application et l'interprétation du présent traité seront tranchés par un tribunal arbitral mixte. Le tribunal arbitral mixte sera constitué *ad hoc* et devra comprendre un nombre égal de représentants des deux Parties. Si ces représentants ne parviennent pas à se mettre d'accord, ils feront appel à un tiers-arbitre neutre dont la désignation sera éventuellement demandée au président de la Cour permanente de Justice internationale[1].

Article 28.

Ne seront pas censés déroger au principe du traitement de la nation la plus favorisée, qui est le but du présent traité, les franchises, immunités et privilèges mentionnés ci-après, savoir :

a) Les privilèges qui ont été ou qui seront accordés à des Etats voisins en vue de faciliter le trafic local à l'intérieur de l'une et l'autre zone frontière (sur une profondeur maximum de 15 kilomètres des deux côtés de la frontière).

b) Les privilèges qui ont été ou qui seront consentis par une des Hautes Parties contractantes à un tiers Etat en vertu d'une convention douanière déjà existante ou qui sera conclue à l'avenir.

c) Les franchises, immunités et privilèges que la Lettonie reconnaît ou reconnaîtra à un des Etats baltiques (Finlande, Estonie et Lithuanie) en raison d'accords particuliers. Il en est de même en ce qui concerne les privilèges que la Lettonie pourrait accorder à la Russie en vertu de conventions ou d'accords douaniers spéciaux.

d) Les avantages que l'Autriche pourrait accorder à la Tchécoslovaquie et à la Hongrie en vertu du Traité de paix de Saint-Germain.

CHAPITRE VI.

DISPOSITIONS DIVERSES.

Article 29.

Les deux Parties contractantes s'efforceront de faciliter et d'accélérer, dans la mesure du possible, les formalités requises, pour les voyages, particulièrement pour ceux qui sont entrepris dans un but commercial ou pour utiliser, en vue d'un traitement curatif, les stations climatériques, les sources minérales, les bains, les sanatoriums et les cliniques.

[1] Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159 et vol. LIV, page 387, de ce recueil.

CHAPTER V.

APPLICATION OF THE PROVISIONS OF THE TREATY.

Article 26.

The provisions of the present Treaty shall be applicable to all territorities and possessions belonging to either of the High Contracting Parties or administered by them.

Article 27.

Disputes and differences of opinion between the two High Contracting Parties as to the application and interpretation of the present Treaty shall be settled by a Mixed Arbitral Tribunal. The Mixed Arbitral Tribunal shall be constituted *ad hoc* and shall comprise an equal number of representives of each of the two Parties. Should these representatives fail to reach an agreement, they shall appeal to a neutral umpire who shall be appointed if necessary by the President of the Permanent Court of International Justice[1].

Article 28.

The following exemptions, immunities and privileges shall not be considered to constitute a departure from the principle of most-favoured-nation treatment which is the object of the present Treaty :

(a) Privileges which have been or may hereafter be granted to neighbouring States with a view to facilitating local traffic in either frontier zone (that is, within an area not more than 15 kilometres in depth on either side of the frontier) ;

(b) Privileges which have been or may hereafter be granted by one of the High Contracting Parties to a third State in virtue of a Customs convention which has been or may in future be concluded ;

(c) Exemptions, immunities and privileges which Latvia grants or may hereafter grant to one of the Baltic States (Finland, Estonia and Lithuania) in virtue of separate agreements. The same applies to privileges which Latvia may grant to Russia in virtue of special Customs conventions or agreements ;

(d) Privileges which Austria may grant to Czechoslovakia and Hungary in virtue of the Treaty of Peace of Saint-Germain.

CHAPTER VI.

MISCELLANEOUS PROVISIONS.

Article 29.

The two Contracting Parties shall endeavour to facilitate and expedite as far as possible the formalities relating to travelling, particularly to journeys undertaken with a commercial purpose ; or in order to receive curative treatment at health resorts, mineral springs, watering places, sanatoria and clinics.

[1] Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159, and vol. LIV, page 387, of this Series.

WISCONSIN STATE LIBRARY

Article 30.

Les Hautes Parties contractantes sont d'accord pour conclure des conventions spéciales sur les matières suivantes :

a) Questions douanières ;
b) Protection réciproque de la propriété intellectuelle, et particulièrement protection des brevets d'invention ;
c) Aide judiciaire réciproque.

CHAPITRE VII.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 31.

Le présent traité sera ratifié et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

Article 32.

Le traité entrera en vigueur le jour de l'échange des ratifications et tout d'abord pour la durée d'une année. L'année écoulée, il restera encore en vigueur par voie de tacite reconduction tant qu'il ne sera pas dénoncé par une des deux Hautes Parties contractantes, moyennant un avis donné six mois à l'avance à l'autre Partie contractante. Le présent traité cesse d'être en vigueur six mois après avoir été dénoncé de la façon susmentionnée.

En foi de quoi les plénipotentiaires des deux Hautes Parties contractantes ont signé et revêtu de leur sceau le présent traité.

Fait en double original en français.

RIGA, *le* 9 *août* 1924.

(L. S.) POST, *m. p.* *(L. S.)* SEJA, *m. p.*

PROTOCOLE FINAL

Au moment de procéder à la signature du présent traité les soussignés ont fait les déclarations suivantes :

A l'article premier.

Il est entendu que les stipulations contenues dans des conventions conclues entre l'une des Hautes Parties contractantes et un Etat tiers et ayant pour objet une délimitation mutuelle de la faculté d'imposition ne sauraient être appliquées aux ressortissants des Hautes Parties contractantes en vertu de la clause de la nation la plus favorisée.

A l'article 14.

Les commerçants ou les industriels pourvus d'une carte d'identité commerciale, ainsi que les voyageurs de commerce à leur service, pourront transporter avec eux des échantillons, mais non des marchandises.

POST, *m. p.* SEJA, *m.* p.

Article 30.

The High Contracting Parties agree to conclude special conventions on the following subjects :

(a) Customs questions,
(b) Mutual protection of intellectual property, and in particular protection of patents,

(c) Mutual judicial assistance.

CHAPTER VII.

FINAL PROVISIONS.

Article 31.

The present Treaty shall be ratified and the ratifications exchanged as soon as possible.

Article 32.

The Treaty shall come into force on the day of the exchange of ratifications, for a period of one year at the outset. At the end of this year it shall still remain in force by tacit agreement unless denounced at six months' notice by either of the High Contracting Parties. The present Treaty shall cease to be in force six months after having been denounced as above described.

In faith whereof the Plenipotentiaries of the two High Contracting Parties have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate in French.

RIGA, *August* 9, 1924.

(L. S.) *(Signed)* POST. *(L. S.)* *(Signed)* SEJA.

FINAL PROTOCOL.

At the moment of signing the present Treaty the undersigned have made the following declarations :

Ad Article 1

It is understood that provisions contained in Conventions concluded between one of the High Contracting Parties and a third State with a view to defining the extent of their respective rights in the matter of taxation shall not be applied to nationals of the High Contracting Parties in virtue of the most-favoured-nation clause.

Ad Article 14 :

Merchants and industrialists holding commercial identity cards, as well as commercial travellers in their employ may carry with them samples but not goods.

(Signed) POST. *(Signed)* SEJA.

N° 1517.

GRANDE-BRETAGNE ET JAPON

Convention complémentaire du Traité de commerce et de navigation du 3 avril 1911 entre la Grande-Bretage et le Japon, signée à Londres, le 30 juillet 1925, et procès-verbal y relatif, de la même date.

GREAT BRITAIN AND JAPAN

Supplementary Convention to the Treaty of Commerce and Navigation of April 3, 1911, between Great Britain and Japan, signed at London, July 30, 1925, and Minutes of a Meeting relating thereto, of the same Date.

No. 1517. — SUPPLEMENTARY CONVENTION [1] TO THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION OF APRIL 3, 1911, BETWEEN GREAT BRITAIN AND JAPAN. SIGNED AT LONDON, JULY 30, 1925.

Texte officiel anglais communiqué par le directeur du Bureau impérial du Japon à la Société des Nations et par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 *août* 1927.

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN, and HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, being desirous of confirming the good understanding which happily subsists between them, have resolved to supplement the provisions of the Treaty [2] of Commerce and Navigation, signed at London on the 3rd April, 1911, and for that purpose have appointed their Plenipotentiaries, that is to say :

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN :

His Excellency Baron Gonsuke HAYASHI, His Imperial Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at the Court of St. James ; and

HIS BRITANNIC MAJESTY :

The Right Honourable Joseph Austen CHAMBERLAIN, M. P., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article 1.

The stipulations of the Treaty of Commerce and Navigation, signed at London on the 3rd April, 1911, will not be held to preclude either of the High Contracting Parties from making any special reduction of customs duty for goods imported over the land frontier of the territory of that Party which may be shown to be justified by the considerations referred to in Article 7 of the Statute on the International Régime of Maritime Ports [3] adopted by the Second General Conference on Communications and Transit which met at Geneva on the 15th November, 1923. Should any question arise as to whether any such reduction of customs duty is in accordance with the terms of the said Article 7, it shall, in the event of a dispute, be dealt with in the manner prescribed in

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Londres, le 29 juillet 1927.

[2] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome VIII, page 413.

[3] Vol. LVIII, page 284, de ce recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° 1517. — CONVENTION [2] COMPLÉMENTAIRE DU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION DU 3 AVRIL 1911 ENTRE LA GRANDE-BRETAGNE ET LE JAPON. SIGNÉE A LONDRES, LE 30 JUILLET 1925.

English official text communicated by the Director of the Imperial Japanese League of Nations Office and by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Convention took place August 10, 1927.

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON et SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE, D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, désireux de resserrer les liens de bonne entente qui existent heureusement entre eux, ont résolu de compléter les dispositions du Traité [3] de commerce et de navigation, signé à Londres le 3 avril 1911, et, à cet effet, ont désigné pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

Son Excellence le baron Gonsuke HAYASHI, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté impériale à la Cour de Saint-James ; et

SA MAJESTÉ BRITANNIQUE :

Le Tiès Honorable Joseph Austen CHAMBERLAIN, M.P., principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères ;

Qui, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les dispositions du Traité de commerce et de navigation, signé à Londres le 3 avril 1911, ne devront pas être interprétées comme interdisant à l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, d'appliquer, pour des marchandises importées par la frontière terrestre du territoire de cette Partie, toute réduction spéciale de droits de douane qui pourra se justifier par les considérations auxquelles il est fait allusion dans l'article 7 du Statut sur le régime international des ports maritimes [4], adopté par la deuxième Conférence générale des communications et du transit, qui s'est réunie à Genève, le 15 novembre 1923. S'il s'élève un doute sur la question de savoir si l'une quelconque de ces réductions spéciales de droits de douane est en harmonie avec les dispositions dudit

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at London, July 29, 1927.

[3] *British and Foreign State Papers*, Vol. 104, page 159.

[4] Vol. LVIII, page 284, of this Series.

Articles 21 and 22 of the Statute. In the event of a dispute, moreover, both Parties agree to abide by any preliminary opinion given by the Technical Organisation referred to in Article 21 of the Statute pending a final settlement.

Article 2.

For Article 21 of the Treaty of Commerce and Navigation, signed at London on the 3rd April, 1911, there shall be substituted the following article :

The coasting trade of the High Contracting Parties is excepted from the provisions of the present Treaty, and shall be regulated according to their respective laws. It is, however, understood that the subjects and vessels of either High Contracting Party shall enjoy in this respect most-favoured-nation treatment in the territories of the other, but this benefit will be claimed only under the condition of reciprocity in the event of such condition being required by the laws of either Party or by the terms of an arrangement with a third Party by which special concessions in that respect may be granted to that third Party.

Japanese and British vessels may, nevertheless, proceed from one port to another, either for the purpose of landing the whole or part of their passengers or cargoes brought from abroad, or of taking on board the whole or part of their passengers or cargoes for a foreign destination.

It is also understood that, in the event of the coasting trade of either Party being exclusively reserved to national vessels, the vessels of the other Party, if engaged in trade to or from places not within the limits of the coasting trade so reserved, shall not be prohibited from the carriage between two ports of the territories of the former Party of passengers holding through tickets, or merchandise consigned on through bills of lading to or from places not within the above-mentioned limits, and while engaged in such carriage these vessels and their cargoes shall enjoy the full privileges of this Treaty.

Article 3.

The stipulations of the Treaty signed at London on the 3rd April, 1911, as modified by the provisions of the present Convention, shall be applicable to all Japanese possessions, to Japanese leased territories and to territories in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Majesty the Emperor of Japan, and the right of either High Contracting Party under the second paragraph of Article 27 of the said Treaty to terminate it separately at any time, on giving twelve months' notice, shall be understood to extend to the termination of the Treaty as modified in respect of any Japanese possession, Japanese leased territory or territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Majesty the Emperor of Japan.

Article 4.

The modifications of the Treaty signed at London on the 3rd April, 1911, contained in the present Convention, shall not be applicable to any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates on behalf of which notice of accession has been given under Article 26 of the said Treaty unless notice shall have been given by His Britannic Majesty's Representative at Tokyo of the desire of His Britannic Majesty that the said modifications shall apply to any such territory, in which event the said Treaty shall apply as modified. If no such notice shall have been given in respect of any such self-governing Dominion, Colony, Possession or Protectorate, the stipulations of the said Treaty shall continue to apply to such self-governing Dominion, Colony, Possession or Protectorate without the modifications contained

article 7, l'affaire sera réglée, en cas de différend, de la manière prescrite aux articles 21 et 22 du Statut. En outre, les deux Parties conviennent de se conformer en cas de litige, à tout avis préliminaire qui pourra être donné par l'organisation technique mentionnée à l'article 21 du statut, en attendant un règlement définitif de la question.

Article 2.

L'article 21 du Traité de commerce et de navigation, signé à Londres le 3 avril 1911, sera remplacé par l'article suivant :

Les dispositions de la présente convention ne s'appliqueront pas au commerce de cabotage des Hautes Parties contractantes, qui sera réglementé conformément aux législations respectives de ces Parties. Toutefois, il est entendu que les ressortissants et les navires de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront, à cet égard, sur les territoires de l'autre Partie, du traitement de la nation la plus favorisée, mais ce privilège ne sera revendiqué que sous la condition de réciprocité, au cas où cette condition serait imposée par les lois de l'une ou l'autre Partie, ou par les dispositions d'un arrangement avec une tierce Partie, en vertu duquel des concessions spéciales à cet égard seraient accordées à cette tierce Partie.

Les navires japonais et britanniques pourront néanmoins se rendre d'un port à un autre, soit pour débarquer la totalité ou une partie de leurs passagers ou cargaisons en provenance de l'étranger, soit pour embarquer la totalité ou une partie de leurs passagers ou cargaisons, à destination d'un pays étranger.

Il est également entendu que, dans le cas où le commerce de cabotage de l'une des Parties serait exclusivement réservé aux navires nationaux, il ne sera pas interdit aux navires de l'autre Partie, s'ils s'assurent des transports à destination ou en provenance de localités situées en dehors de la zone de cabotage ainsi réservée, de transporter entre deux ports des territoires de cette première Partie, des passagers détenteurs de billets directs ou des marchandises expédiées par connaissements directs, à destination ou en provenance de localités situées en dehors de la zone mentionnée : au cours de ces opérations de transport, ces navires et leurs chargements jouiront de tous les privilèges prévus par la présente convention.

Article 3.

Les clauses du Traité signé à Londres le 3 avril 1911, telles qu'elles sont modifiées par les dispositions de la présente convention, seront applicables à toutes les possessions japonaises, aux territoires japonais à bail et aux territoires pour lesquels Sa Majesté l'Empereur du Japon a accepté un mandat au nom de la Société des Nations ; en outre, il est entendu que le droit que possède chacune des Hautes Parties contractantes, en vertu du second paragraphe de l'article 27 dudit traité, de dénoncer ce dernier séparément, à n'importe quel moment, moyennant préavis de douze mois, s'étend à la dénonciation du traité — tel qu'il est modifié — en ce qui concerne toute possession japonaise, territoire japonais à bail ou territoire à l'égard duquel Sa Majesté l'Empereur du Japon a accepté un mandat, au nom de la Société des Nations.

Article 4.

Les modifications du Traité signé à Londres le 3 avril 1911, contenues dans la présente convention, ne seront applicables à aucun des Dominions autonomes, colonies, possessions ou protectorats de Sa Majesté britannique, pour lesquels l'accession au traité a été signifiée, conformément à l'article 26 dudit traité, à moins que le représentant de Sa Majesté britannique à Tokio n'ait notifié le désir de Sa Majesté britannique de voir lesdites modifications s'appliquer à l'un quelconque de ces territoires ; dans ce cas, ledit traité s'appliquera avec ses modifications. Dans le cas où aucune notification de ce genre n'aura été faite à l'égard de l'un quelconque de ces Dominions autonomes, colonies, possessions ou protectorats, les dispositions dudit traité continueront à être applicables à ce Dominion autonome, colonie, possession ou protectorat, sans les modifications contenues dans la présente

in the present Convention, unless notice of termination shall have been given by either Party in accordance with the second paragraph of Article 27 of the Treaty in respect of such self-governing Dominion, Colony, Possession or Protectorate, in which event the Treaty shall cease to have effect as regards such self-governing Dominion, Colony, Possession or Protectorate twelve months after notice of termination has been given.

Article 5.

The stipulations of article 4 shall be understood to extend to the Irish Free State and in addition the right of either Party under the second paragraph of Article 27 of the Treaty to terminate it separately shall be understood to extend to separate termination in respect of the Irish Free State.

Article 6.

The stipulations of the Treaty signed at London on the 3rd April, 1911, as modified by the present Convention, may be made applicable to any of His Britannic Majesty's self-governing Dominions, Colonies, Possessions or Protectorates on behalf of which notice of accession has not been given under Article 26 of the said Treaty, and to any British leased territory or any territory in respect of which a mandate on behalf of the League of Nations has been accepted by His Britannic Majesty if notice is given by His Britannic Majesty's Representative at Tokyo of the desire of His Britannic Majesty that the said stipulations shall so apply to any such territory, and the right of either Party under the second paragraph of Article 27 of the Treaty to terminate it separately at any time on giving twelve months' notice shall be understood to extend to separate termination of the Treaty as modified in respect of such self-governing Dominion, Colony, Possession, Protectorate or Territory.

Article 7.

Notwithstanding the provisions of the first paragraph of Article 27 of the Treaty of Commerce and Navigation, signed at London on the 3rd April, 1911, the remaining provisions of that Treaty shall, except so far as modified by the present Convention, continue in force until the expiration of the present Convention.

Article 8.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged at London as soon as possible. It shall enter into operation from the date of the exchange of ratifications and shall remain in force for five years from that date. In case neither Party shall have given notice to the other twelve months before the expiration of the said period of his intention to terminate the present Convention, it shall continue in force until the expiration of twelve months from the date on which either of the High Contracting Parties shall have denounced it.

In witness whereof the undersigned have signed the present Convention and have affixed thereto their seals.

Done at London in duplicate this 30th day of July, 1925.

(L.S.) Austen CHAMBERLAIN.
(L.S.) HAYASHI.

convention, à moins que l'une ou l'autre des Parties n'ait signifié, conformément au second paragraphe de l'article 27 du traité, son intention de dénoncer ledit traité, en ce qui concerne ce dominion autonome, colonie, possession ou protectorat ; dans ce cas, le traité cessera de porter effet pour ledit dominion autonome, colonie, possession ou protectorat douze mois après que le préavis de dénonciation aura été donné.

Article 5.

Il est entendu que les dispositions de l'article 4 s'étendent à l'Etat libre d'Irlande et, en outre, que le droit que possède chaque Partie, en vertu du second paragraphe de l'article 27 du traité, de dénoncer ledit traité séparément s'étend également à une dénonciation séparée, en ce qui concerne l'Etat libre d'Irlande.

Article 6.

Les dispositions du Traité signé à Londres le 3 avril 1911, telles qu'elles sont modifiées par la présente convention, pourront être rendues applicables à l'un quelconque des dominions autonomes, colonies, possessions, ou protectorats de Sa Majesté britannique, au nom duquel l'accession au traité n'a pas été signifiée conformément à l'article 26 dudit traité, et à tout territoire à bail britannique ou tout territoire à l'égard duquel Sa Majesté britannique a accepté un mandat au nom de la Société des Nations, si le représentant de Sa Majesté britannique à Tokio signifie le désir de Sa Majesté britannique de voir lesdites dispositions s'appliquer à l'un de ces territoires ; en outre, il est entendu que le droit que possède chacune des deux Parties, en vertu du second paragraphe de l'article 27 du traité, de dénoncer ledit traité séparément à n'importe quel moment, moyennant un préavis de douze mois s'étendra également à la dénonciation séparée du traité — tel qu'il est modifié — en ce qui concerne ce dominion autonome, colonie, possession, protectorat ou territoire.

Article 7.

Nonobstant les dispositions du premier paragraphe de l'article 27 du Traité de commerce et de navigation, signé à Londres le 3 avril 1911, les autres dispositions de ce traité, sauf dans la mesure où elles sont modifiées par la présente convention, resteront en vigueur jusqu'à l'expiration de la présente convention.

Article 8.

La présente convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront échangés à Londres aussitôt que possible. Elle entrera en vigueur à dater du jour de l'échange des ratifications et restera applicable pendant cinq ans à partir de cette date. Au cas où aucune des Parties n'aura signifié à l'autre, douze mois avant l'expiration de ladite période, son intention de dénoncer la présente convention, celle-ci restera en vigueur jusqu'à l'expiration d'un délai de douze mois à dater du jour où l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes l'aura dénoncée.

En foi de quoi les soussignés ont signé la présente convention et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Londres en double exemplaire, le 30 juillet 1925.

(L. S.) Austen CHAMBERLAIN.
(L. S.) HAYASHI.

MINUTES

OF A MEETING BETWEEN THE BRITISH AND JAPANESE REPRESENTATIVES, HELD AT 4 p.m. ON JULY 30, 1925, AT THE FOREIGN OFFICE, LONDON, FOR THE PURPOSE OF SIGNING A CONVENTION SUPPLEMENTING THE PROVISIONS OF THE TREATY OF COMMERCE AND NAVIGATION, SIGNED AT LONDON ON APRIL 3, 1911.

Communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique le 11 *octobre* 1927.

Plenipotentiaries present :

UNITED KINGDOM.

The Right Honourable Joseph Austen CHAMBERLAIN, M.P., His Britannic Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs.

JAPAN.

His Excellency Baron Gonsuke HAYASHI, His Imperial Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at the Court of St. James.

The Secretary of State for Foreign Affairs announced that the negotiation of the Supplementary Convention between the United Kingdom and Japan was now concluded and that the Convention was ready for signature.

COASTING TRADE.

The Japanese Ambassador stated, in reference to the condition of reciprocity provided for in Article 2 of the Supplementary Convention, that his Government had no intention of refusing the benefits of any concession to ships registered in one part of the British Empire on the ground that another part of the Empire failed to give reciprocity to Japanese ships. He suggested that the detailed examination of the questions involved might be left over for negotiation between representatives of the two Powers until a decision to admit foreign ships to the Japanese coasting trade had actually been taken by the Japanese Government.

The Secretary of State for Foreign Affairs concurred.

MANDATED TERRITORIES.

The Japanese Ambassador stated that he assumed that the clauses of the Supplementary Convention relating to the application to the mandated territories of the High Contracting Parties of the provisions of the Treaty under reference as amended by the Supplementary Convention did not prejudice the provisions of the Covenant of the League of Nations and the terms of the mandates in respect of these territories.

The Secretary of State for Foreign Affairs replied that such was also the assumption of the British Government.

EFFECT OF ABROGATION OF ARTICLE 8 OF THE TREATY OF 1911.

The Japanese Ambassador enquired whether he was correct in assuming that it was agreed between the Parties that, as the abrogation of Article 8 and the annexed schedule of the Treaty takes effect apart from the provisions of the present Supplementary Convention, the stipulations of Article 5 of the Supplementary Convention are not to be applicable in respect of the said abrogation.

The Secretary of State for Foreign Affairs replied that it was so agreed.

The Plenipotentiaries, the Right Honourable Joseph Austen Chamberlain for the United Kingdom and His Excellency Baron Gonsuke Hayashi for Japan, then proceeded to the signature of the Supplementary Convention, and the proceedings terminated.

Austen CHAMBERLAIN.

HAYASHI.

PROCÈS-VERBAL

D' UNE RÉUNION DES REPRÉSENTANTS BRITANNIQUES ET JAPONAIS TENUE A 16 HEURES LE 30 JUILLET 1925, AU FOREIGN OFFICE, A LONDRES, AUX FINS DE SIGNATURE D'UNE CONVENTION DESTINÉE A COMPLÉTER LES DISPOSITIONS DU TRAITÉ DE COMMERCE ET DE NAVIGATION, SIGNÉ A LONDRES LE 3 AVRIL 1911.

Communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office, October 11, 1927.

Plénipotentiaires présents :

ROYAUME-UNI.

Le très honorable Joseph Austen CHAMBERLAIN, M. P., principal secrétaire d'Etat de Sa Majesté britannique aux Affaires étrangères.

JAPON.

Son Excellence le baron Gonsuke HAYASHI, ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté impériale à la Cour de Saint-James.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères fait connaître que la négociation de la Convention supplémentaire entre le Royaume-Uni et le Japon est terminée et que la convention est prête à être signée.

COMMERCE DE CABOTAGE.

L'ambassadeur du Japon déclare, en se référant à la condition de réciprocité instituée par l'article 2 de la convention supplémentaire, que son gouvernement n'a pas l'intention de refuser le bénéfice d'une concession quelconque aux navires enregistrés dans l'une des parties de l'Empire britannique, du fait qu'une autre autre partie de l'Empire n'accorderait pas la réciprocité aux navires japonais. Il propose que l'examen détaillé des questions à régler fasse l'objet de négociations entre les représentants des deux Puissances, jusqu'à ce que le Gouvernement japonais ait effectivement décidé d'admettre, au cabotage sur les côtes japonaises, les navires étrangers.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères déclare se rallier à cette proposition.

TERRITOIRES SOUS MANDAT.

L'ambassadeur du Japon déclare qu'il présume que les clauses de la convention complémentaire, concernant l'application, aux territoires placés sous le mandat des Hautes Parties contractantes, des dispositions du traité en question, telles qu'elles ont été amendées par la convention supplémentaire, ne portent atteinte, en ce qui concerne ces territoires, ni aux dispositions du Pacte de la Société des Nations ni aux termes des mandats.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères déclare, en réponse, que telle est également l'attitude du Gouvernement de Sa Majesté britannique.

EFFETS DE L'ABROGATION DE L'ARTICLE 8 DU TRAITÉ DE 1911.

L'ambassadeur du Japon demande s'il est fondé à présumer que les Parties sont convenues de ce qui suit : l'abrogation de l'article 8 et du tableau annexé au traité étant distincte de l'entrée en vigueur des dispositions de la présente convention supplémentaire, les stipulations de l'article 5 de la convention supplémentaire ne seront pas applicables en ce qui concerne ladite abrogation.

Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères déclare, en réponse, que les Parties sont d'accord sur ce point.

Les plénipotentiaires, le très honorable Joseph Austen Chamberlain pour le Royaume-Uni, et Son Excellence le baron Gonsuke Hayashi pour le Japon, procèdent alors à la signature de la convention supplémentaire et la réunion prend fin.

Austen CHAMBERLAIN.
HAYASHI.

N° 1518.

ESPAGNE ET SUISSE

Déclaration réciproque pour déterminer les rapports entre la Suisse et la zone de protectorat de l'Espagne dans l'Empire chérifien, signée à Berne, le 4 août 1926, avec trois notes de la même date y annexées.

SPAIN AND SWITZERLAND

Reciprocal Declaration for defining the Relations between Switzerland and the Spanish Protected Zone of the Shereefian Empire, signed at Berne, August 4, 1926, with three Notes of the same Date annexed thereto.

N° 1518. — DÉCLARATION RÉCIPROQUE[1] ENTRE L'ESPAGNE ET LA SUISSE POUR DÉTERMINER LES RAPPORTS ENTRE LA SUISSE ET LA ZONE DE PROTECTORAT DE L'ESPAGNE DANS L'EMPIRE CHÉRIFIEN. SIGNÉE A BERNE, LE 4 AOUT 1926.

Textes officiels espagnol et français communiqués par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de cette déclaration a eu lieu le 13 août 1927.

En vue de préciser la situation conventionnelle de la Suisse dans la zone de protectorat de l'Espagne dans l'Empire chérifien, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit :

1° La Suisse bénéficiera dans la zone de protectorat de l'Espagne dans l'Empire chérifien de la liberté économique, sans inégalité aucune, telle qu'elle résulte ou résultera de l'Acte général[2] d'Algésiras du 7 avril 1906 et des conventions internationales subséquentes.

En conséquence, tous les avantages qui seraient accordés à une Puissance ou à ses ressortissants seront étendus aussitôt et de plein droit à la Suisse et à ses ressortissants sans contre-prestation d'aucune sorte.

2° La Suisse renonce à réclamer pour ses ressortissants et ses établissements dans la zone de protectorat de l'Espagne dans

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 4 août 1927.

[2] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXXIV, page 238.

TEXTE ESPAGNOL. — SPANISH TEXT.

N° 1518. — DECLARACIÓN RECIPROCA[1] ENTRE SUIZA Y ESPAÑA PARA DETERMINAR LAS RELACIONES ENTRE SUIZA Y LA ZONA DEL PROTECTORADO DE ESPAÑA EN EL IMPERIO JERIFIANO. FIRMADA EN BERNA EL 4 DE AGOSTO DE 1926.

French and Spanish official texts communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Declaration took place August 13. 1927.

Con el fin de precisar la situación convencional de Suiza en la Zona de Protectorado de España en el Imperio jerifiano, los abajo firmantes, debidamente autorizados a este efecto por sus respectivos Gobiernos han convenido lo que sigue :

1° Suiza gozará en la Zona de Protectorado de España en el Imperio jerifiano de libertad económica, sin desigualdad alguna como resulta o resultará del Acta general[2] de Algeciras de 7 de Abril de 1906 y convenios internacionales posteriores.

En consecuencia todas las ventajas que se concedan a una Potencia o a sus subditos serán extendidas desde luego y de pleno derecho a Suiza y a sus ciudadanos sin prestación reciproca de ninguna clase.

2° Suiza renuncia a reclamar para sus ciudadanos y sus establecimientos en la Zona de Protectorado de España en el

[1] The exchange of ratifications took place at Berne, August 4, 1927.

[2] *British and Foreign State Papers*, Vol. 99, page 141.

l'Empire chérifien tous droits et privilèges issus du régime des capitulations.

Elle s'abstiendra de réclamer pour ses consuls et ses établissements dans la zone d'autres droits et privilèges que ceux qui lui sont acquis en Espagne.

3° Les traités et conventions de toute nature en vigueur entre l'Espagne et la Suisse sont, sauf clause contraire, étendus à la zone de protectorat de l'Espagne dans l'empire chérifien pour autant que cette extension n'est pas contraire au contenu même desdits accords ou n'est pas incompatible avec l'égalité économique stipulée au paragraphe premier de la présente déclaration.

Disposition transitoire.

En attendant la création de consulats de Suisse dans la zone de protectorat de l'Espagne dans l'Empire chérifien, les ressortissants suisses immatriculés à un consulat d'un Etat tiers avant la date de la signature de la présente déclaration, demeureront justiciables des tribunaux consulaires dudit Etat si cet Etat n'a pas encore renoncé à son privilège de juridiction ; ils ne pourront, cependant, en aucun cas, passer de la protection de ce consulat à celle du consulat d'un autre Etat tiers.

La présente déclaration sera ratifiée et les ratifications seront échangées dans le plus bref délai possible; elle produira ses effets dans les dix jours de la date de l'échange des ratifications.

Fait en double, à Berne, le quatre août mil neuf cent vingt-six.

(Signé) SCHEURER.

Imperio jerifiano los derechos y privilegios emanados del regimen de capitulaciones.

Suiza se abstendrá de reclamar para sus consules y sus establecimientos en la Zona otros derechos y privilegios que los que le están reconocidos en España.

3° Los tratados y convenios de cualquier naturaleza en vigor entre España y Suiza se extienden, salvo clausula en contrario, a la Zona de Protectorado de España en el Imperio jerifiano en cuanto esta extensión no sea contraria al contenido de dichos acuerdos o incompatible con la igualdad económica estipulada en el párrafo 1 de la presente declaración.

Disposición transitoria.

En espera de la creación de consulados de Suiza en la Zona de Protectorado de España en el Imperio jerifiano, los ciudadanos suizos inscritos en el Consulado de un tercer Estado antes de la fecha de la firma de la presente declaración seguiran sometidos a la jurisdicción de los tribunales consulares de dicho Estado, si este no hubiese renunciado aún a su privilegio de jurisdicción ; pero no podrán en ningun caso pasar de la protección de este consulado a la del consulado de otro tercer Estado.

La presente declaración será ratificada y las ratificaciones cambiadas en el más breve plazo posible, produciendo sus efectos desde los 10 dias siguientes a la fecha del cambio de ratificaciones.

Hecho en doble ejemplar en Berna el cuatro de Agosto de mil novecientos veintiséis.

(Signé) Mauricio LOPEZ-ROBERTS.
MARQUÉS DE LA TORREHERMOS

ANNEXES

I.

NOTE DU DÉPARTEMENT POLITIQUE FÉDÉRAL A LA LÉGATION D'ESPAGNE CONCERNANT L'EXTENSION DU TRAITÉ HISPANO-SUISSE D'EXTRADITION A LA ZONE ESPAGNOLE DU MAROC.

BERNE, *le 4 août* 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Au moment de procéder à la signature de la déclaration déterminant les rapports entre la Suisse et la zone de protectorat de l'Espagne dans l'Empire chérifien, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Conseil fédéral suisse, en prenant cette décision, estime qu'il est bien entendu :

1° Que le délai de trente jours stipulé à l'alinéa final de l'article III du traité d'extradition du 21 août 1883 entre la Suisse et l'Espagne pour le maintien de l'arrestation provisoire jusqu'à la remise par la voie diplomatique des pièces à l'appui d'une demande d'extradition est, pour la zone de protectorat de l'Espagne dans l'Empire chérifien, porté à deux mois ;

2° Que les déclarations de réciprocité échangées jusqu'à ce jour ou à échanger à l'avenir en vue d'étendre ou de modifier ledit traité d'extradition seront applicables de plein droit à la zone de protectorat de l'Espagne dans l'Empire chérifien.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Département politique fédéral.

Le remplaçant :

(Signé) SCHEURER.

II.

NOTE DE LA LÉGATION D'ESPAGNE AU DÉPARTEMENT POLITIQUE FÉDÉRAL CONCERNANT L'EXTENSION DU TRAITÉ HISPANO-SUISSE D'EXTRADITION A LA ZONE ESPAGNOLE DU MAROC.

BERNE, *le 4 août* 1926.

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

Au moment de procéder à la signature de la déclaration déterminant les rapports entre la Suisse et la zone de protectorat de l'Espagne dans l'Empire chérifien, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence qu'il est bien entendu :

1° Que le délai de trente jours stipulé à l'alinéa final de l'article III du traité d'extradition du 21 août 1883, entre l'Espagne et la Suisse, pour le maintien de l'arrestation provisoire jusqu'à la remise par la voie diplomatique des pièces à l'appui d'une demande d'extradition est, pour la zone de protectorat de l'Espagne dans l'Empire chérifien, porté à deux mois ;

2° Que les déclarations de réciprocité échangées jusqu'à ce jour ou à échanger à l'avenir en vue d'étendre ou de modifier ledit traité d'extradition seront applicables de plein droit à la zone de protectorat de l'Espagne dans l'Empire chérifien.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) MARQUIS DE LA TORREHERMOSA.

III.

NOTE DE LA LÉGATION D'ESPAGNE AU DÉPARTEMENT POLITIQUE FÉDÉRAL CONCERNANT L'INTERPRÉTATION A DONNER A LA DÉCLARATION RÉCIPROQUE DU 4 AOUT 1926.

BERNE, *le 4 août* 1926.

MONSIEUR LE CONSEILLER FÉDÉRAL,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté, toujours désireux de faire preuve vis-à-vis de celui de la Confédération suisse de sa cordiale amitié, s'empresse de déclarer que le paragraphe premier de la déclaration déterminant les rapports entre la Suisse et la zone de protectorat de l'Espagne dans l'Empire chérifien, conclue en date de ce jour, doit être interprété dans ce sens que la Suisse jouira à tous égards, sans exception ni réserve, de tous les avantages visés audit paragraphe qui sont actuellement ou seront à l'avenir accordés dans ladite zone de protectorat de l'Espagne à une autre Puissance ou à ses ressortissants.

Veuillez agréer, Monsieur le Conseiller fédéral, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) MARQUIS DE LA TORREHERMOSA.

Pour copie conforme :
Berne, le 12 août 1927.
Le vice-chancelier :
Leimgruber.

---

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1518. — RECIPROCAL DECLARATION BY SPAIN AND SWITZERLAND DEFINING THE RELATIONS BETWEEN SWITZERLAND AND THE SPANISH PROTECTED ZONE OF THE SHEREEFIAN EMPIRE. SIGNED AT BERNE, AUGUST 4, 1926.

With a view to defining the situation as Switzerland as established by Treaty in the Spanish Protectorate Zone in the Shereefian Empire, the undersigned, being duly authorised for that purpose by their respective Governments, have agreed as follows :

(1) Switzerland shall enjoy in the Spanish Protectorate Zone in the Shereefian Empire, the same economic freedom, subject to no differential treatment of any kind, as is or may hereafter be granted under the General Act of Algeciras of April 7, 1906, and the subsequent international conventions.

In consequence, all benefits granted to any Power or to its nationals shall be extended to Switzerland and to her nationals immediately and as of right, without any equivalent benefits being claimed in return.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

(2) Switzerland agrees not to claim for her nationals or establishments in the Spanish Protectorate Zone in the Shereefian Empire any rights or privileges arising out of the régime of the capitulations.

Switzerland shall not claim for her consuls or establishments in the Zone any rights or privileges other than those granted to her in Spain.

(3) The treaties and conventions of all kinds in force between Spain and Switzerland shall, subject to any clause to the contrary, be extended to the Spanish Protectorate Zone in the Shereefian Empire, unless such extension is contrary to the tenor of the said agreements or is incompatible with the economic equality stipulated in the first paragraph of the present Declaration.

Temporary Provision.

Pending the establishment of Swiss consulates in the Spanish Protectorate Zone in the Shereefian Empire, Swiss nationals registered at a consulate of a third State before the date of signature of the present Declaration shall continue to be amenable to the jurisdiction of the consular courts of that State unless the said State has already renounced its right of jurisdiction ; they may in no case, however, be transferred from the protection of the aforesaid consulate to that of the consulate of any other third State.

The present Declaration shall be ratified and the ratifications shall be exchanged as soon as possible ; it shall come into force ten days after the date of the exchange of ratifications.

Done in duplicate at Berne, August 4, 1926.

(Signed) SCHEURER.
(Signed) Mauricio LOPEZ-ROBERTS
MARQUÈS DE LA TORREHERMOSA.

ANNEXES.

I.

NOTE FROM THE FEDERAL POLITICAL DEPARTMENT TO THE SPANISH LEGATION REGARDING THE EXTENSION OF THE SPANISH-SWISS EXTRADITION TREATY TO THE SPANISH ZONE OF MOROCCO.

BERNE, *August* 4, 1926.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Wher proceeding to sign the Declaration determining the relations between Switzerland and the Spanish Protectorate Zone in the Shereefian Empire, I have the honour to inform you that the Swiss Federal Council, in taking this decision, understands that :

(1) The period of 30 days stipulated in the final paragraph of Article III of the Extradition Treaty, dated August 21, 1883, between Switzerland and Spain for the continuance of provisional arrest until the documentary evidence in support of a requisition for extradition is forwarded through the diplomatic channel shall, in the case of the Spanish Protectorate Zone in the Shereefian Empire, be extended to two months ;

(2) The declarations of reciprocity which have already or may hereafter be exchanged with a view to extending or modifying the said Extradition Treaty shall be applicable as of right to the Spanish Protectorate Zone in the Shereefian Empire.

I have the honour to be, etc.

(Signed) SCHEURER.
Federal Political Department.

II.

NOTE FROM THE SPANISH LEGATION TO THE FEDERAL POLITICAL DEPARTMENT REGARDING THE EXTENSION OF THE SPANISH-SWISS EXTRADITION TREATY TO THE SPANISH ZONE OF MOROCCO.

BERNE, *August* 4, 1926.

SIR,

At the time of signing the Declaration determining the relations between Switzerland and the Spanish Protectorate Zone in the Shereefian Empire, I have the honour to confirm the following: it is understood that

(1) The period of thirty days stipulated in the final paragraph of Article III of the Extradition Treaty, dated August 21, 1883, between Spain and Switzerland for the continuance of provisional arrest until the documentary evidence in support of a requisition for extradition is forwarded through the diplomatic channel shall, in the case of the Spanish Protectorate Zone in the Shereefian Empire, be extended to two months.

(2) The declarations of reciprocity which have already or may hereafter be exchanged with a view to extending or modifying the said Extradition Treaty shall be applicable as of right to the Spanish Protectorate Zone in the Shereefian Empire.

I have the honour to be, etc.

(Signed) MARQUÉS DE LA TORREHERMOSA.

III.

NOTE FROM THE SPANISH LEGATION TO THE FEDERAL POLITICAL DEPARTMENT CONCERNING THE INTERPRETATION OF THE RECIPROCAL DECLARATION OF AUGUST 4, 1926.

BERNE, *August* 4, 1926.

SIR,

I have the honour to inform you that His Majesty's Government, being at all times desirous of affording the Government of the Swiss Confederation proof of its cordial friendship, desires to state that the first paragraph of the Declaration determining the relations between Switzerland and the Spanish Protectorate Zone in the Shereefian Empire, concluded to-day, should be understood to mean that Switzerland shall enjoy in all respects, without exception or reservation, all the advantages referred to in the said paragraph which are now or may hereafter be granted in the said Spanish Protectorate Zone to any other Power or to its nationals.

I have the honour to be, etc.

(Signed) MARQUÉS DE LA TORREHERMOSA.

N° 1519.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Accord concernant la suppression de l'administration commune des services des eaux de la Haute-Silésie. Signé à Katowice, le 12 janvier 1924.

GERMANY AND POLAND

Agreement concerning the Discontinuance of the Joint Administration of the Public Water Supply Service in Upper-Silesia. Signed at Kattowitz, January 12, 1924.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

N° 1519. — UMOWA [1] MIĘDZY POLSKĄ A NIEMCAMI O ZNIESIENIU WSPÓLNEGO ZARZĄDU PAŃSTWOWEGO ZAKŁADU WODOCIĄGOWEGO NA GÓRNYM ŚLĄSKU, PODPISANA W KATOWICACH DNIA 12 STYCZNIA 1924r.

Textes officiels allemand et polonais communiqués par le délégué de la Pologne à la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 16 *août* 1927.

RZĄD POLSKI i RZĄD NIEMIECKI postanowiły—na zasadzie artykułu 343-go Konwencji [2] polsko-niemieckiej, dotyczącej Górnego Śląska, podpisanej w Genewie dnia 15-go maja 1922 r.—przeprowadzić rokowania w sprawie natychmiastowego zniesienia wspólnego zarządu państwowego zakładu wodociągowego, istniejącego na podstawie wymienionego artykułu i zamianowały w tym celu swymi pełnomocnikami :

RZĄD POLSKI :

b. Wiceministra D-ra Zygmunta SEYDĘ ;

RZĄD NIEMIECKI :

Posła D-ra Paul ECKARDT,
Prezydenta Policji D-ra Gottfried SCHWENDY.

Pełnomocnicy ci, po wzajemnem przedłożeniu sobie pełnomocnictw i po uznaniu ich za sporządzone w dobrej i należytej formie, ugodzili się co do następujących postanowień :

Artykuł I.

Dotychczasowy wspólny zarząd państwowego zakładu wodociągowego uważa się za zniesiony z dniem 1-go stycznia 1924 r.

Artykuł II.

§ 1.

1. Przewidziane w § 1-ym artykułu 352-go Konwencji polsko-niemieckiej, dotyczącej Górnego Śląska, podpisanej w Genewie dnia 15-go maja 1922 r., ostateczne objęcie w posiadanie urządzeń, wymienionych w artykule 336-ym tejże Konwencji, nastąpi przez polskiego komisarza wodociągowego.

2. Państwo Polskie przejmuje na siebie zlecenia i umowy, które zawarł dotychczasowy zarząd zakładu wodociągowego, odnośnie do polskiego obszaru.

[1] Ratifié par la Pologne le 14 mai 1927.

[2] Vol. IX, page 465 ; et vol. XIX, page 282, de ce recueil.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 1519. — ABKOMMEN [1] ZWISCHEN POLEN UND DEUTSCHLAND ÜBER DIE AUFHEBUNG DER GEMEINSAMEN VERWALTUNG DER STAATLICHEN WASSERVERSORGUNGSANLAGE IN OBERSCHLESIEN, GEZEICHNET IN KATTOWITZ AM 12. JANUAR 1924.

German and Polish official texts communicated by the Polish Delegate accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place August 16, 1927.

DIE POLNISCHE und die DEUTSCHE REGIERUNG haben gemäss Artikel 343 des am 15. Mai 1922 in Genf unterzeichneten polnisch-deutschen Abkommens [2] über Oberschlesien beschlossen, in Verhandlungen über die alsbaldige Aufhebung der nach dem bezeichneten Artikel eingerichteten gemeinsamen Verwaltung der staatlichen Wasserversorgungsanlage einzutreten, und haben für diese Verhandlungen zu ihren Bevollmächtigten ernannt :

DIE POLNISCHE REGIERUNG :

Den Vizeminister a. D. Dr. Zygmunt SEYDA ;

DIE DEUTSCHE REGIERUNG :

Den Gesandten Dr. Paul ECKARDT,
Den Polizei-Präsidenten Dr. Gottfried SCHWENDY.

Die Bevollmächtigten haben, nachdem sie einander ihre Vollmachten mitgeteilt und diese in guter und gehöriger Form befunden haben, Nachstehendes vereinbart :

Artikel I.

Die bisher geführte gemeinsame Verwaltung der staatlichen Wasserversorgungsanlage gilt als mit dem 1. Januar 1924 aufgehoben.

Artikel II.

§ 1.

1. Die im Artikel 352 § 1 des am 15. Mai 1922 in Genf unterzeichneten polnich-deutschen Abkommens über Oberschlesien vorgesehene endgültige Übernahme der im Artikel 336 desselben Abkommens aufgeführten Anlagen erfolgt durch den polnischen Kommissar der Wasserversorgungsanlage.

2. Der Polnische Staat tritt in die von der bisherigen Leitung der Wasserversorgungsanlage für das polnische Gebiet erteilten Aufträge und in die für dieses geschlossenen Verträge ein.

[1] Ratified by Poland, May 14, 1927.

[2] Vol. IX, page 465 ; and Vol. XIX, page 282, of this Series.

§ 2.

1. O ileby Niemcy w chwili przewidzianego w powyższym § 1-ym oddania zarządu nie mogły w całej rozciągłości uczynić zadość zobowiązaniu, wynikającemu z § 3-go artykułu 352-go Konwencji, dotyczącej Górnego Śląska w sprawie wydania Polsce aktów i t. p., oddadzą Polsce na żądanie później brakujące dokumenty i załączniki.

2 Niemcy oświadczają gotowość udzielania także w przyszłości wyjaśnień, dotyczących państwowych wodociągów, położonych na terytorjum polskiem, o ile Polska wyjaśnień tych życzyć sobie będzie.

§ 3.

1 Obustronne sieci rurociągów będą rozdzielone z wyjątkiem łącznicy, mającej być założoną na podstawie ustępu 2-go artykułu 341-go Konwencji[1], dotyczącej Górnego Śląska, w brzmieniu układu z dnia 11-go stycznia 1924 r Przy rozdzielaniu będą wydane zarządzenia w tym kierunku, aby zaopatrywanie w wodę obu obszarów odbywało się nadal bez przeszkody.

2. Techniczne przeprowadzenie powyższych zarządzeń nastąpi na podstawie porozumienia się kierowników obu zakładów wodociągowych.

3. Polska zgadza się na to, by łącznicę, wymienioną w powyższym ustępie 1-ym, założono narazie na obszarze niemieckim. Do łącznicy tej stosować się będzie przepis ustępu 3-go artykułu 341-go Konwencji, dotyczącej Górnego Śląska, w brzmieniu układu z dnia 11-go stycznia 1924 r. Przełożenie łącznicy na obszar polski musi być uskutecznione na koszt Niemiec najpóźniej do dnia 1-go stycznia 1926 r.

§ 4.

Polski zakład wodociągowy dostarczać będzie do dnia 31-go marca 1924 r. niemieckiej sieci rurociągów wody do łącznicy, przewidzianej w ustępie 3-im powyższego § 3-go, każdorazowo według potrzeby w maksymalnej dziennej ilości 3.000 metrów sześciennych po cenie 7 fenigów złotych (80 fenigów złotych równa się 1-mu frankowi złotemu) za 1 metr sześcienny. Zapłata za tę wodę nastąpi w ciągu jednego miesiąca po nadejściu rachunku w walucie polskiej po kursie giełdy warszawskiej w dniu poprzedzającym dzień wypłaty. W razie braku jednolitego kursu miarodajną jest średnia między notowaniem «placą» i «żądają».

§ 5.

1. Nakłady, które w czasie o dnia 1-go kwietnia 1923 r. aż do chwili przejęcia zarządu polskiego zakładu wodociągowego przez Polskę poczynił Pruski Fiskus Górniczy dla zakładu wodociągowego w Szybie Adolfa i dla należących do niego zakładów i rurociągów—z wyjątkiem wydatków na ogólne koszty administracyjne, zwróci Polska Pruskiej Dyrekcji Górniczej w Zabrzu (Hindenburg) w ciągu 8-miu tygodni po nadesłaniu zestawienia poczynionych nakładów.

2. Wydatki, poczynione przez Pruską Dyrekcję Górniczą, będą przeliczane według średniej kursu dewizowego dolara północno-amerykańskiego między notowaniem «płacą» i «żądają» na giełdzie w Berlinie w dniu uiszczenia. Do tego będą doliczane od sum wyłożonych procenty w wysokości 5 % rocznie, począwszy od dnia 1-go stycznia 1924 r. Dla zwrotów, które Polska ma uskutecznić, miarodajny jest kurs giełdy berlińskiej w dniu, poprzedzającym dzień wpłaty. Wpłata nastąpi w markach niemieckich.

3. Ilości wody, które w czasie od dnia 1-go kwietnia 1923 r. aż do dnia przejęcia przez Polskę polskiego zakładu wodociągowego zostały dostarczone niemieckim odbiorcom z zakładu wodociągowego w Szybie Adolfa, a polskim odbiorcom z zakładu wodociągowego w Zawadzie, nie będą między oboma zakładami ani rozliczane, ani płacone.

4. Pruski Fiskus Górniczy odstępuje zarządowi polskiego zakładu wodociągowego swe pretensje z tytułu opłat za wodę, które są dłużni odbiorcy w Polsce za czas od dnia 1-go kwietnia

[1] Vol. XLI, page 187, de ce recueil.

§ 2.

1. Für den Fall, dass die im Artikel 352 § 3 des Abkommens über Oberschlesien vorgesehene Verpflichtung zur Übergabe von Akten u. s. w. an Polen aus irgendwelchen Gründen nicht in vollem Umfange bei der im vorstehenden § 1 erwähnten Übergabe erfüllt werden kann, wird Deutschland die fehlenden Stücke Polen auf Verlangen später übergeben.

2. Deutschland erklärt sich bereit, auch in Zukunft etwa von Polen gewünschte Aufklärungen über die staatlichen Wasserleitungen im polnischen Gebiete zu geben.

§ 3.

1. Die beiderseitigen Leitungsnetze werden getrennt, abgesehen von der Verbindungsstelle, die gemäss Artikel 341 Absatz 2 des Abkommens über Oberschlesien in der Fassung des Abkommens[1] vom 11. Januar 1924 herzustellen ist. Bei der Trennung wird Vorsorge getroffen werden, dass die Wasserversorgung in beiden Gebieten ungestört aufrechterhalten bleibt.

2. Die technische Durchführung der vorbezeichneten Massnahmen erfolgt auf Grund von Vereinbarungen zwischen den Leitern der beiden Wasserversorgungsanlagen.

3. Polen ist damit einverstanden, dass die in dem vorstehenden Absatz 1 erwähnte Verbindungsstelle zunächst auf deutschem Gebiet angelegt wird. Artikel 341 Absatz 3 des Abkommens über Oberschlesien in der Fassung des Abkommens vom 11. Januar 1924 findet Anwendung. Die Verlegung der Verbindungsstelle auf polnisches Gebiet, und zwar auf deutsche Kosten, muss spätestens bis zum 1. Januar 1926 durchgeführt sein.

§ 4.

Die polnische Wasserversorgungsanlage wird bis zum 31. März 1924 in das deutsche Leitungsnetz an der in dem vorstehenden § 3 Absatz 3 vorgesehenen Verbindungsstelle Wasser jeweils nach Bedarf bis zu einer Höchstmenge von täglich 3000 cbm zum Preise von 7 Goldpfennigen (80 Goldpfennige = 1 Goldfrank) je Kubikmeter abgeben. Zahlung hat binnen einem Monat nach Eingang der Rechnung in polnischer Währung nach dem Kurse der Warschauer Börse am Vortage der Zahlung zu erfolgen. Mangels eines einheitlichen Kurses gilt das Mittel zwischen Geld- und Briefnotierung.

§ 5.

1. Abgesehen von den Generalverwaltungsunkosten werden die Aufwendungen, die von dem preussischen Bergfiskus in der Zeit vom 1. April 1923 bis zur Übernahme der Verwaltung der polnischen Wasserversorgungsanlage durch Polen für das Wasserwerk Adolfschacht und die zu diesem gehörigen Anlagen und Leitungen gemacht worden sind, von Polen der preussischen Bergwerksdirektion in Hindenburg binnen acht Wochen nach Eingang der Zusammenstellung der entstandenen Unkosten erstattet.

2. Hierbei werden die von der preussischen Bergwerksdirektion gemachten Auslagen nach dem an den jeweiligen Zahlungstagen gültigen Devisenkurse des nordamerikanischen Dollars im Mittel zwischen Geld- und Briefnotierung an der Börse in Berlin umgerechnet. Hierzu treten für die verauslagten Beträge 5 % Zinsen jährlich vom 1. Januar 1924 ab. Für den von Polen zu zahlenden Gegenwert ist der Kurs der Berliner Börse an dem dem Zahlungstage vorhergehenden Tage massgebend. Die Zahlung erfolgt in deutscher Mark.

3. Die von dem Wasserwerk Adolfschacht an deutsche Abnehmer und von dem Wasserwerk Zawada an polnische Abnehmer in der Zeit vom 1. April 1923 bis zur Übernahme der Verwaltung der polnischen Wasserversorgungsanlage durch Polen gelieferten Wassermengen werden zwischen den Verwaltungen der beiden Wasserversorgungsanlagen weder verrechnet, noch werden sie von ihnen bezahlt.

4. Der preussische Bergfiskus tritt seine Forderungen auf den Wasserzins, den die Abnehmer in Polen seit dem 1. April 1923 schulden, sowie seine Rechte auf Einforderung eines Vorschusses von den

[1] Vol. XLI, page 187, of this Series.

1923 r., jak również swe prawa do żądania od odbiorców, mieszkających w Polsce, a to stosownie do § 2-go artykułu 348-go Konwencji, dotyczącej Górnego Śląska.

5. Każdy z obu zarządów zakładów wodociągowych ustala na swoim obszarze wysokość zaległych opłat za wodę.

6. Zarząd niemieckiego zakładu wodociągowego uprawniony jest do ściągnięcia opłat za wodę, dostarczoną z Szybu Adolfa, począwszy od dnia 1-go kwietnia 1923 r., odbiocom w Niemczech ; podobnie zarząd polskiego zakładu wodociągowego jest uprawniony do ściągnięcia od odbiorców w Polsce takich opłat za dostarczoną im wodę z Zawady.

7. W przeciągu 4-ch tygodni od dnia przejęcia przez Polskę zarządu polskiego zakładu wodociągowego poda niemiecki zakład wodociągowy zarządowi polskiego zakładu wodociągowego zużycie wody przez odbiorców w Polsce.

§ 6.

1. Pruska Dyrekcja Górnicza w Zabrzu (Hindenburg) zobowiązuje się udzielać polskim urzędnikom wszelkiej pomocy przy zaznajamianiu się z administracją wodociągową. Zgadza się ona na to, aby dwaj polscy urzędnicy obznajomili się ze swojemi zadaniami w Pruskiej Dyrekcji Górniczej, i udzieli im na życzenie do dnia 1-go kwietnia 1924 r. odpowiedniego lokalu do pracy.

2. Za czas, w którym urzędnicy ci zaznajamiać się będą z administracją wodociągową, zapłaci Polska Pruskiej Dyrekcji Górniczej pełne uposażenie służbowe niemieckiego urzędnika państwowego grupy 9-ej i zwróci koszta dostarczonych do tego celu materjałów

3. Pozostawia się uznaniu polskiego zarządu, jako też funkcjonarjuszów technicznych, zatrudnionych obecnie we wspólnym zarządzie zakładu wodociągowego, czy chcą zawrzeć umowę, mocą której funkcjonarjusze ci przejęci zostaną do służby w polskim zakładzie wodociągowym.

§ 7.

Spory, powstałe z różnicy interpretacji i zastosowania powyższych postanowień, będzie rozstrzygał sąd rozjemczy, do którego każda Strona wyznaczy swego członka. O zamianowanie przewodniczącego będzie w razie potrzeby uproszony Prezydent Komisji Mieszanej dla Górnego Śląska.

Artykuł III.

Niniejszy układ obowiązuje od dnia jego podpisania.

Na dowód powyższego pełnomocnicy układ ten podpisali i przyłożyli na nim swoje pieczęcie.

Spisano w Katowicach, dnia 12-go stycznia 1924 r., po dwa egemplarze w języku polskim i niemieckim.

(L. S.) (—) Dr. Sygmunt SEYDA.

(L. S.) (—) Paul ECKARDT.

(L. S.) (—) Gottfried SCHWENDY.

in Polen wohnhaften Abnehmern gemäss Artikel 348 § 2 des Abkommens über Oberschlesien an die Verwaltung der polnischen Wasserversorgungsanlage ab.

5. Jede der beiden Verwaltungen der Wasserversorgungsanlagen setzt den in ihrem Bezirke rückständigen Wasserzins fest.

6. Die Verwaltung der deutschen Wasserversorgungsanlage ist berechtigt, den Wasserzins für die vom Adolfschacht an Abnehmer in Deutschland seit dem 1. April 1923 gelieferten Wassermengen von diesen einzuziehen ; desgleichen ist die Verwaltung der polnischen Wasserversorgungsanlage zur Einziehung des Wasserzinses von Abnehmern in Polen für die an diese von Zawada gelieferten Wassermengen berechtigt.

7. Den Wasserverbrauch der Abnehmer in Polen wird die deutsche Wasserversorgungsanlage der Verwaltung der polnischen Wasserversorgungsanlage binnen vier Wochen nach Übernahme der Verwaltung der polnischen Wasserversorgungsanlage durch Polen mitteilen.

§ 6.

1. Die preussische Bergwerksdirektion in Hindenburg verpflichtet sich, den polnischen Beamten bei der Einarbeitung in die Verwaltung in jeder Weise behilflich zu sein. Sie ist damit einverstanden, dass sich zwei polnische Beamte bei der preussischen Bergwerksdirektion mit ihren Aufgaben vertraut machen, und wird ihnen auf Wunsch bis zum 1. April 1924 einen entsprechenden Arbeitsraum zur Verfügung stellen.

2. Für die Dauer der Einarbeitung dieser Beamten zahlt Polen an die preussische Bergwerksdirektion das Endgehalt eines deutschen Staatsbeamten der Gruppe 9 und erstattet den Wert gelieferter Materialien.

3. Ob technische Angestellte, die für die bisherige gemeinsame Verwaltung der Wasserversorgungsanlage beschäftig waren, in den Dienst der polnischen Verwaltung übertreten, bleibt der freien Vereinbarung zwischen dieser und den betreffenden Angestellten vorbehalten.

§ 7.

Ergeben sich Streitigkeiten über die Auslegung und Anwendung der vorstehenden Vereinbarungen, so soll darüber ein Schiedsgericht entscheiden, zu dem jede Partei einen Beisitzer ernennt. Um Benennung des unparteiischen Obmanns soll nötigenfalls der Präsident der Gemischten Kommission für Oberschlesien gebeten werden.

Artikel III.

Dieses Abkommen tritt mit dem Tage seiner Unterzeichnung in Kraft.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten das Abkommen unterzeichnet und mit ihren Siegeln versehen.

Ausgefertigt in Kattowitz am 12. Januar 1924 in doppelter Urschrift je in polnischer und in deutscher Sprache.

(L. S.) (—) Dr. Zygmunt SEYDA.

(L. S.) (—) Paul ECKARDT.

(L. S.) (—) Gottfried SCHWENDY.

[1] TRADUCTION.

N° 1519. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE CONCERNANT LA SUPPRESSION DE L'ADMINISTRATION COMMUNE DES SERVICES DES EAUX DE LA HAUTE-SILÉSIE. SIGNÉ A KATOWICE, LE 12 JANVIER 1924.

Conformément à l'article 343 de la Convention polono-allemande relative à la Haute-Silésie, signée à Genève le 15 mai 1922, LE GOUVERNEMENT POLONAIS et LE GOUVERNEMENT ALLEMAND ont décidé d'engager des négociations au sujet de la suppression immédiate de l'administration commune du service public des eaux, établie en vertu de l'article susmentionné, et ont désigné, à cet effet, pour leurs plénipotentiaires :

LE GOUVERNEMENT POLONAIS :

Le Dr Zygmunt SEYDA, ancien vice-ministre ;

LE GOUVERNEMENT ALLEMAND :

Le Dr Paul ECKARDT, ministre plénipotentiaire ; et
Le Dr Gottfried SCHWENDY, président de police ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

L'administration commune du service des eaux, telle qu'elle a existé jusqu'à présent, sera considérée comme supprimée à la date du 1er janvier 1924.

Article II.

Paragraphe premier.

1. La prise en possession définitive, prévue au paragraphe 1 de l'article 352 de la Convention polono-allemande relative à la Haute-Silésie, signée à Genève le 15 mai 1922, des installations mentionnées à l'article 336 de ladite convention, sera effectuée par le commissaire polonais du service des eaux.

2. L'Etat polonais se substitue à l'ancienne direction du service des eaux en ce qui concerne les ordres passés par cette dernière et les contrats conclus en son nom, dans la mesure où ces ordres et ces contrats intéressent le territoire polonais.

Paragraphe 2.

1. Au cas où, lors du transfert de l'administration visé au paragraphe 1 ci-dessus, l'Allemagne ne serait pas en mesure de remplir entièrement l'obligation, prévue à l'article 352, paragraphe 3,

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 1519. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND POLAND CONCERNING THE DISCONTINUANCE OF THE JOINT ADMINISTRATION OF THE PUBLIC WATER-SUPPLY SERVICE IN UPPER SILESIA. SIGNED AT KATTOWITZ, JANUARY 12, 1924.

THE POLISH GOVERNMENT and THE GERMAN GOVERNMENT have decided in conformity with Article 343 of the Polish-German Convention on Upper Silesia, which was signed at Geneva on May 15, 1922, to open negotiations for the immediate discontinuance of the joint administration of the public water-supply service instituted under the aforesaid Article and have for this purpose appointed as their Plenipotentiaries :

THE POLISH GOVERNMENT :

Dr. Zygmunt SEYDA, former Secretary of State (Vice-Minister) ;

THE GERMAN GOVERNMENT :

Dr. Paul ECKARDT, Minister Plenipotentiary ; and
Dr. Gottfried SCHWENDY, Commissioner of Police,

Who having communicated their full powers found in good and due form, have agreed to the following provisions :

Article 1.

The joint administration of the public water-supply service, in the form in which this administration exists at present, shall be deemed to cease as from January 1st, 1924.

Article II.

Paragraph 1.

1. The definitive taking-over of the installations mentioned in Article 336 of the Polish-German Convention on Upper Silesia, signed at Geneva on May 15, 1922, which was provided for in Article 352, paragraph 1, of the aforesaid Convention, shall be effected by the Polish Commissioner of the water-supply service.

2. The Polish State shall take the place of the former management of the water-supply service as regards orders placed and contracts passed by the latter so far as they relate to Polish territory.

Paragraph 2.

1. If the obligation laid down in Article 352, paragraph 3 of the Convention on Upper Silesia, to hand over all documents, etc. to Poland, cannot for any reason be completely fulfilled at the

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

de la Convention relative à la Haute-Silésie, stipulant la remise à la Pologne de documents, etc., elle remettra ultérieurement, sur demande, à cette dernière, les pièces manquantes.

2. Au cas où la Pologne en exprimerait le désir, l'Allemagne se déclare également prête à fournir, à l'avenir, des éclaircissements concernant les conduites publiques d'eau situées en territoire polonais.

Paragraphe 3.

1. Les réseaux des conduites d'eau situées de art et d'autre de la frontière seront séparés, à l'exception du raccordement qui doit être établi en vertu de l'article 341, alinéa 2, de la Convention relative à la Haute-Silésie, amendé par l'Accord du 11 janvier 1924. Lors de la séparation, des mesures seront prises en vue d'assurer l'alimentation ininterrompue des deux territoires en eau.

2. L'exécution technique des mesures ci-dessus mentionnées aura lieu conformément aux dispositions prises d'un commun accord par les directeurs des deux services des eaux.

3. La Pologne accepte que le raccordement mentionné à l'alinéa 1 ci-dessus soit provisoirement établi en territoire allemand. Il sera fait application des dispositions de l'article 341, alinéa 3, de la Convention relative à la Haute-Silésie, amendé par l'Accord du 11 janvier 1924. Le transfert du raccordement en territoire polonais devra être effectué au plus tard le 1er janvier 1926, aux frais de l'Allemagne.

Paragraphe 4.

Jusqu'au 31 mars 1924, le service des eaux polonais fournira au réseau de conduites d'eau allemand, au raccordement prévu au paragraphe 3, alinéa 3, ci-dessus, la quantité d'eau nécessaire aux besoins, jusqu'à concurrence de 3.000 m³. par jour, au prix de 7 pfennigs-or (80 pfen.-or = un franc-or) par mètre cube. Le paiement devra être effectué au cours du mois qui suivra la remise du compte, en monnaie polonaise, au cours noté à la Bourse de Varsovie la veille de la date du paiement. A défaut de cours fait, on prendra la moyenne entre les cours de l'offre et de la demande.

Paragraphe 5.

1. Hormis les frais généraux d'administration, les dépenses encourues par l'administration prussienne des mines domaniales pour l'usine hydraulique Adolfschacht *(Szyb Adolfa)* et pour les installations et conduites en dépendant, pendant la période comprise entre le 1er avril 1923 et le moment du transfert à la Pologne de l'administration de l'installation polonaise de distribution des eaux, seront remboursées par la Pologne à la Direction prussienne des mines, à Hindenburg *(Zabrze)*, au cours des huit semaines qui suivront la remise du relevé desdites dépenses.

2. Les débours effectués par la direction prussienne des mines seront convertis en dollars des Etats-Unis, en prenant pour base de conversion la moyenne des cotes de l'offre et de la demande de cette devise à la Bourse de Berlin le jour où chaque paiement a été effectué. Les sommes en question seront majorées d'intérêts à raison de 5 % par an, à partir du 1er janvier 1924. La contre-valeur à verser par la Pologne sera déterminée par le cours de la Bourse de Berlin la veille du jour du versement. Le versement sera effectué en marks allemands.

3. Les quantités d'eau fournies aux consommateurs allemands par l'usine hydraulique de l'Adolfschacht et aux consommateurs polonais par l'usine hydraulique de Zawada, au cours de la période comprise entre le 1er avril 1923 et le moment du transfert à la Pologne de l'administration de l'installation polonaise de distribution des eaux, ne feront pas l'objet d'un décompte entre les deux services des eaux ni ne seront payées par ces services.

4. L'administration prussienne des mines domaniales cède à l'administration polonaise du service des eaux ses créances concernant les taxes d'eau que doivent les consommateurs de Pologne à partir du 1er avril 1923 ; elle lui cède également le droit de réclamer des avances aux consommateurs résidant en Pologne, conformément à l'article 348, paragraphe 2, de la Convention relative à la Haute-Silésie.

5. Chacune des deux administrations du service des eaux fixe le montant des taxes d'eau arriérées dans son district.

time of the taking-over mentioned in paragraph 1 above, Germany shall, subsequently, on request, hand over the missing documents to Poland.

2. Germany also declares that she is prepared to give, in the future, any explanations that Poland may desire regarding the public water-conduits in Polish territory.

Paragraph 3.

1. The two conduit-systems shall be separated, except for the junction to be established in accordance with Article 341, paragraph 2, of the Convention on Upper Silesia, as amended by the Agreement of January 11, 1924. In effecting this separation, steps will be taken to maintain an uninterrupted water supply in both territories.

2. The technical execution of the above-mentioned measures shall be effected in accordance with arrangements made by the heads of the two water-supply services.

3. Poland agrees that the junction mentioned in paragraph 1 above, shall be established provisionally upon German territory; Article 341, paragraph 3, of the Convention on Upper Silesia, as amended by the Agreement of January 11, 1924, shall apply. The removal of the junction to Polish territory at Germany's expense must be completed not later than January 1, 1926.

Paragraph 4.

Up to March 31, 1924, the Polish water-supply service shall pump into the German conduit-system at the junction provided for in paragraph 3, section 3, above, according to requirements, a quantity of water not exceeding 3,000 cubic metres per day at a price of 7 gold pfennigs (80 gold pfennigs = one gold franc) per cubic metre. Payment shall be made not later than one month after receipt of the account, in Polish currency at the rate on the Warsaw Exchange on the day before payment. Failing a uniform rate, the average between supply and demand rates shall be taken.

Paragraph 5.

1. Apart from departmental overhead costs, outlays made by the Prussian Mines Exchequer in respect of the Adolfschacht *(Szyb Adolfa)* waterworks and the plant and conduits belonging thereto from April 1, 1923, up to the date on which Poland takes over the administration of the Polish water-supply service shall be refunded by Poland to the Prussian Department of Mines at Hindenburg *(Zabrze)* not later than eight weeks after receipt of the account for such expenditure.

2. The outlays made by the Prussian Department of Mines will be converted into United States dollars by taking the average rate between the supply and demand of the dollars on the Berlin Exchange at the respective dates of payment. In addition, annual interest at 5 % will be charged as from January 1, 1924, in respect of these outlays. The moneys to be paid by Poland shall be reckoned at the rate on the Berlin Exchange on the day before date of payment. Payment shall be made in German marks.

3. The quantities of water supplied by the Adolfschaft Waterworks to German consumers, and by the Zawada Waterworks to Polish consumers, in the period from April 1, 1923, up to the date when Poland takes over the administration of the Polish water-supply service, shall neither be set off as between the administrations of the two water supply services nor paid by them.

4. The Prussian Mines Exchequer shall relinquish in favour of the Administration of the Polish water supply service its claims in respect of water rate due from consumers in Poland since April 1, 1923, as well as its rights under Article 348, section 2, of the Convention on Upper Silesia, to demand payment on account from consumers residing in Poland.

5. Each of the two Administrations of the water supply services shall determine the amount of arrears of water rate due in their districts.

6. L'administration allemande du service des eaux est autorisée à percevoir les taxes pour l'eau fournie par l'Adolfschacht à des consommateurs d'Allemagne à partir du 1er avril 1923 ; de même l'administration polonaise du service des eaux est autorisée à percevoir ces taxes des consommateurs de Pologne pour l'eau qui leur a été fournie par Zawada.

7. Dans les quatre semaines qui suivront le transfert à la Pologne de l'administration de l'installation polonaise de distribution des eaux, le service des eaux allemand fera connaître à l'administration du service des eaux polonais la quantité d'eau nécessaire aux consommateurs de Pologne.

Paragraphe 6.

1. La direction prussienne des mines à Hindenburg s'engage à venir de toute manière en aide aux fonctionnaires polonais pour leur permettre de se familiariser avec la gestion du service des eaux. Elle accepte que deux fonctionnaires polonais se mettent au courant de leurs fonctions en faisant un stage à la direction prussienne des mines, et leur assignera, si le désir en est exprimé, un bureau de travail approprié jusqu'au 1er avril 1924.

2. Pendant toute la durée du stage de ces fonctionnaires, la Pologne versera à la direction prussienne des mines le montant maximum du traitement d'un fonctionnaire d'Etat allemand du neuvième groupe et remboursera le coût des matériaux fournis.

3. L'administration polonaise et les agents techniques employés actuellement par l'administration commune du service des eaux, seront libres de s'entendre en vue de l'engagement de ces derniers au service de l'administration polonaise.

Paragraphe 7.

Les différends qui pourraient surgir au sujet de l'interprétation et de l'application des dispositions qui précèdent, seront tranchés par un tribunal arbitral composé de deux membres, chaque Partie en nommant un. En cas de besoin, le président de la Commission mixte de Haute-Silésie sera prié de désigner un surarbitre neutre.

Article III.

Le présent accord entre en vigueur le jour de sa signature.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux

Fait à Katowice, le 12 janvier 1924, en double original, en langues polonaise et allemande.

(L. S.) *(Signé)* Dr Zygmunt SEYDA.

(L. S.) *(Signé)* Paul ECKARDT.

(L. S.) *(Signé)* Gottfried SCHWENDY.

6. The Administration of the German water supply service shall be entitled to collect water rate in respect of the quantities supplied by the Adolfschaft to consumers in Germany since April 1, 1923 ; similarly, the Administration of the Polish water supply service shall be entitled to collect water rate from consumers in Poland in respect of the quantities supplied to them by the Zawada.

7. Within four weeks after the taking-over by Poland of the administration of the Polish water supply service, the German water supply service will inform the administration of the Polish service of the quantity of water required by consumers in Poland.

Paragraph 6.

1. The Prussian Department of Mines at Hindenburg undertakes to help the Polish officials in every way to familiarise themselves with the water administration. It agrees that two Polish officials shall be admitted to the Prussian Department of Mines in order to learn the routine, and will, on request, place suitable office accommodation at their disposal up to April 1, 1924.

2. While these officials are being initiated into their duties, Poland shall pay to the Prussian Department of Mines the maximum salary of a German State official of Group 9, and also refund the value of all materials supplied.

3. The question whether technical officials employed by the former joint administration of the water supply service shall pass into the service of the Ploish administration shall be entirely a matter for arrangement bettween the latter and the officials concerned.

Paragraph 7.

1. Any disputes arising as to the interpretation or application of the above provisions shall be settled by an arbitral tribunal, to which each Party shall appoint one member, the President of the Mixed Commission for Upper Silesia being asked, if necessary, to appoint an impartial umpire.

Article III.

The present Convention shall come into force as from the date of its signature.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Agreement and have affixed their seals thereto.

Done at Kattowitz, January 12, 1924, in duplicate, in Polish and in German.

(L. S.) *(Signed)* Dr. Zygmunt SEYDA.

(L. S.) *(Signed)* Paul ECKARDT.

(L. S.) *(Signed)* Gottfried SCHWENDY.

N° 1520.

HONGRIE ET TCHÉCOSLOVAQUIE

Traité de commerce, avec protocole final et annexes contenant :

Une convention relative au traitement juridique des entreprises de production et de transport ;

Une convention concernant le trafic par chemins de fer ;

Une convention concernant le règlement du trafic frontière local ;

Une convention réglant le secours mutuel au dédouanement, l'empêchement, la poursuite et la punition des contraventions aux prescriptions douanières et l'assistance judiciaire réciproque en matières pénales douanières, et

Une convention vétérinaire concernant le trafic des animaux, des matières premières d'origine animale et des produits animaux.

Prague, le 31 mai 1927.

HUNGARY AND CZECHOSLOVAKIA

Commercial Treaty, with Final Protocol and Annexes, containing :

A Convention concerning the Legal Treatment of Production and Transport Undertakings ;

A Convention regarding Railway Traffic ;

A Convention concerning the Regulation of Local Frontier Traffic;

A Convention regarding mutual Assistance in the Matter of Customs Clearance, the Prevention, Prosecution and Punishment of Infringements of the Customs Regulations, and mutual Legal Assistance in Criminal Cases relating to the Customs, and

A Veterinary Convention, concerning Traffic in Animals, Raw Materials of Animal Origin, and Animal Products.

Prague, May 31, 1927.

N° 1520. — TRAITÉ [1] DE COMMERCE ENTRE LE ROYAUME DE HONGRIE ET LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE. SIGNÉ A PRAGUE, LE 31 MAI 1927.

Texte officiel français, communiqué par le délégué permanent de la République tchécoslovaque à la Société des Nations. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 18 août 1927.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE et SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE HONGRIE ont résolu, afin de faciliter et de développer les relations commerciales entre la République tchécoslovaque et le Royaume de Hongrie, de conclure un traité de commerce et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE :

M. le Dr J. FRIEDMANN, chef de la Section économique au Ministère des Affaires étrangères ;

SON ALTESSE SÉRÉNISSIME LE RÉGENT DE HONGRIE :

M. Alfred NICKL DE OPPAVÁR, conseiller de légation, directeur de la Section économique au Ministère royal hongrois des Affaires étrangères,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

Les ressortissants, navires, bateaux, marchandises, produits naturels ou fabriqués de l'une des Parties contractantes jouiront, dans le territoire de l'autre Partie, d'un traitement aussi favorable que les ressortissants, navires, bateaux, marchandises, produits naturels ou fabriqués d'un pays tiers quelconque.

Article II.

1. Les ressortissants des Parties contractantes seront réciproquement traités, en ce qui concerne l'établissement et l'exercice du commerce et de l'industrie, aussi favorablement que les ressortissants d'un autre Etat quelconque.

2. Les dispositions précédentes ne s'appliquent pas à la profession de pharmacien, au courtage, aux industries ambulantes, non plus qu'au colportage, ainsi qu'à l'exploitation des entreprises cinématographiques.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Budapest, le 24 juillet 1927.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1520. — COMMERCIAL TREATY [2] BETWEEN THE KINGDOM OF HUNGARY AND THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC. SIGNED AT PRAGUE, MAY 31, 1927.

French official text communicated by the Permanent Delegate of the Czechoslovak Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Treaty took place August 18, 1927.

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC and HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY have resolved, in order to promote and develop commercial relations between the Czechoslovak Republic and the Kingdom of Hungary, to conclude a Commercial Treaty, and have appointed as their Plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC :

Dr. J. FRIEDMANN, Head of the Economic Section of the Ministry of Foreign Affairs ;

HIS MOST SERENE HIGHNESS THE REGENT OF HUNGARY :

M. Alfred NICKL DE OPPAVÁR, Counsellor of Legation, Director of the Economic Section of the Royal Hungarian Ministry of Foreign Affairs ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following Articles :

Article I.

The nationals, ships, boats, goods, natural products or manufactured articles of each of the Contracting Parties shall enjoy in the territory of the other Party treatment as favourable as the nationals, ships, boats, goods, natural products or manufactured articles of any third country.

Article II.

1. As regards establishment and the carrying on of commerce and industry, the nationals of the Contracting Parties shall receive reciprocally treatment as favourable as that of the nationals of any other State.

2. The preceding provisions do not apply to the professions of pharmaceutical chemist or broker, nor to itinerant trading or hawking, nor to cinematographic undertakings.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Budapest, July 24, 1927.

Article III.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes, se rendant aux foires et marchés dans le territoire de l'autre Partie, seront réciproquement traités comme les nationaux.

Article IV.

1. Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes seront réciproquement traités, par rapport à leur situation juridique personnelle, leurs biens mobiliers et immobiliers, leurs droits et intérêts, aussi favorablement que les ressortissants d'un Etat tiers quelconque. Ils seront libres de régler leurs affaires dans le territoire de l'autre Partie soit personnellement, soit par un intermédiaire de leur propre choix, sans être soumis à cet égard à d'autres restrictions que celles prévues par les lois et règlements en vigueur pour tous dans le territoire respectif.

2. Ils auront le droit d'ester en justice et auront accès libre auprès des autorités de l'autre Partie ; ils pourront se servir, pour la sauvegarde de leurs intérêts, d'avocats ou de mandataires choisis par eux-mêmes, sans être soumis à d'autres restrictions que celles prévues généralement par les lois et règlements en vigueur dans le territoire respectif, et seront traités, sous tous les rapports, de la même manière que les ressortissants d'un autre Etat quelconque.

Article V.

1. Les négociants, les fabricants et autres industriels de l'une des Parties contractantes qui prouvent par la présentation d'une carte de légitimation industrielle, délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y acquittent les impôts et droits prévus par les lois, auront le droit, soit personnellement, soit par des voyageurs à leur service, de faire des achats dans le territoire de l'autre Partie, chez des négociants ou producteurs ou dans des locaux de vente publics. Ils pourront aussi prendre des commandes, même sur échantillons, chez les négociants ou autres personnes qui pour leur commerce ou leur industrie utilisent des marchandises analogues à celles qui sont offertes, sans être astreints à acquitter de ce chef, un impôt ou droit spécial.

2. Les négociants et les industriels munis d'une carte de légitimation industrielle et les voyageurs de commerce à leur service auront le droit d'avoir avec eux des échantillons ou modèles, mais non des marchandises.

3. Les cartes de légitimation industrielles devront être conformes au modèle figurant dans la Convention [1] internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève, le 3 novembre 1923.

4. Les Parties contractantes se communiqueront réciproquement les autorités chargées de délivrer les cartes de légitimation industrielles.

5. Les négociants ou industriels (voyageurs de commerce) munis d'une carte de légitimation industrielle n'auront le droit ni de conclure des affaires ni d'y intervenir pour autrui que pour les négociants ou industriels dénommés dans la carte de légitimation. Ils ne pourront recueillir des commandes et faire des achats qu'en voyageant.

6. En ce qui concerne les formalités de tout genre auxquelles ces négociants ou industriels (voyageurs de commerce) sont soumis dans les territoires des Parties contractantes, les deux Parties se garantissent un traitement aussi favorable que celui qui est ou sera accordé à une autre nation quelconque.

[1] Vol. XXX, page 371 ; vol. XXXV, page 324 ; vol. XXXIX, page 208 ; vol. XLV, page 140 ; vol. L, page 161 ; vol. LIV, page 398 ; et vol. LIX, page 365, de ce recueil.

Article III.

The nationals of each Contracting Party, when proceeding to fairs and markets in the territory of the other Party, shall be treated as nationals of the latter.

Article IV.

1. With regard to their personal legal status, their movable and immovable property, their rights and interests, the nationals of each of the two Contracting Parties shall be reciprocally treated as favourably as the nationals of any third State. They shall be free to transact their business in the territory of the other Party, either personally or through an intermediary of their own choice, without being subject in this respect to any other restrictions than those established by the laws and regulations in force for all in the territory in question.

2. They shall have the right to appear in a court of law, and shall have free access to the authorities of the other Party. For the safeguarding of their interests, they shall be permitted to employ counsel or agents chosen by themselves, without being subject to any other restrictions than the general restrictions established by the laws and regulations in force in the territory in question, and shall be treated in every respect in the same way as the nationals of any other State.

Article V.

1. Merchants, manufacturers and other business men belonging to either of the two Parties who prove, by producing a business identity card issued by the competent authorities in their own country, that they are authorised to carry on their trade or industry in the said country and that they pay therein the legal charges and taxes, shall have the right to make purchases in the territory of the other Contracting Party from traders or producers or in the open market, either in person or through commercial travellers in their employ. They may also accept orders, even on samples, from merchants or other persons who make use in their trade or business of goods of the same nature as those which are offered, without being required to pay any special charge or duty on this ground.

2. Merchants and industrialists holding business identity cards, and commercial travellers in their employ, shall have the right to carry with them samples or patterns but not goods.

3. Business identity cards shall conform to the specimen appearing in the International Convention [1] relating to the Simplification of Customs Formalities, signed at Geneva on November 3, 1923.

4. The Contracting Parties shall notify each other of the authorities competent to issue business identity cards.

5. Merchants or business men (commercial travellers) holding business identity cards shall not be entitled either to transact business or to represent any one other than the merchants or business men named in the identity card. They may collect orders and make purchases only when travelling.

6. As regards the formalities of every kind to which such merchants or business men (commercial travellers) are subject in the territories of the Contracting Parties, the two Parties guarantee each other treatment as favourable as that which is or may hereafter be granted to any other nation.

[1] Vol. XXX, page 371 ; Vol. XXXV, page 324 ; Vol. XXXIX, page 208 ; Vol. XLV, page 140 ; Vol. L, page 161 ; Vol. LIV, page 398 ; and Vol. LIX, page 365, of this Series.

Article VI.

Les ressortissants de chacune des deux Parties contractantes seront exempts, dans le territoire de l'autre Partie, de toute obligation, quelle qu'elle soit, au service militaire personnel, tant dans l'armée de terre, de mer et d'air, que dans d'autres institutions militaires, ou militairement organisées, destinées à la défense de l'Etat et au maintien de l'ordre et de la sûreté à l'intérieur de l'Etat ; ils seront également exempts de toutes taxes imposées en lieu et place de ce service.

Cependant, ils seront tenus de se soumettre à des prestations autres que celles du service personnel telles que des réquisitions, des prestations autres que celles du service personnel (telles que des réquisitions, des prestations, du logement des troupes, de la fourniture d'attelages, etc.) dans la mesure et suivant les règles appliquées aux nationaux.

D'autre part, ils ne seront aucunement empêchés de remplir leur devoir militaire dans leur propre Etat.

Ils seront également exempts de toute fonction officielle obligatoire d'ordre judiciaire, administratif ou municipal, sauf l'obligation de se charger de la tutelle (curatelle) de leurs compatriotes.

Article VII.

Les sociétés anonymes et autres sociétés commerciales, industrielles ou financières, y compris les compagnies d'assurance, de même que les coopératives d'achats, d'exploitation et de crédit, qui ont leur siège dans le territoire de l'une des Parties contractantes et qui y sont légalement constituées conformément aux lois de cette Partie, auront le droit également dans le territoire de l'autre Partie, de défendre tous leurs droits et, notamment, d'ester en justice comme demanderesses et comme défenderesses, en se soumettant aux lois et ordonnances y relatives, en vigueur dans le territoire de cette Partie.

Article VIII.

1. Les ressortissants de chacune des Parties contractantes, ainsi que les sociétés commerciales industrielles et autres associations du même genre, n'auront à payer pour l'exercice de leur commerce et de leur industrie, dans le territoire de l'autre Partie, des impôts, taxes ou droits autres ou plus élevés que ceux perçus des nationaux.

2. Lors de l'imposition des droits de toute sorte au commerce et à l'industrie, l'origine des marchandises utilisées dans ces entreprises, en soi-même n'entraînera pas une imposition plus onéreuse.

Article IX.

L'admission des sociétés anonymes, ainsi que des autres sociétés commerciales et industrielles, légalement constituées dans le territoire de l'une des Parties contractantes, qui désireraient, après l'entrée en vigueur du présent traité, étendre leur activité sur le territoire de l'autre Partie, et qui, à cet effet, auraient besoin d'une autorisation spéciale, sera régie par les lois et ordonnances en vigueur dans le territoire de l'Etat respectif. Cependant, ces sociétés jouiront aussi bien à cet égard qu'à tous autres égards des mêmes droits que les sociétés analogues d'un Etat tiers quelconque qui voient leur existence juridique reconnue.

Article X.

1. Le traitement juridique des entreprises de production et de transport qui, le 1er novembre 1918, étaient constituées dans le territoire de l'une des Parties contractantes et avaient leur siège dans le territoire de l'autre, est réglé par une convention spéciale formant partie intégrante du présent traité (Annexe C).

Article VI.

Nationals of each of the two Contracting Parties shall be exempt, in the territory of the other Party, from any obligation whatsoever to perform personal military service whether in the land, sea or air forces or in other military institutions or institutions organised on a military basis for the defence of the State and for the maintenance of law and order within the State. They shall also be free from all taxes imposed in lieu of such service.

They shall, however, be subject to contributions other than those representing personal service (such as requisitions, billeting of troops, garnishing of teams, etc.) in the same measure and according to the same rules as nationals.

On the other hand, they shall in no wise be prevented from performing their military duties in their own State.

They shall also be exempt from every obligatory official duty of a judicial, administrative or municipal nature, except the obligation to undertake the guardianship (trusteeship) of their compatriots.

Article VII.

Incorporated companies and other commercial, industrial or financial companies, including insurance companies, as also co-operative societies for purchase, operation, or credit, which have their head offices in the territory of one of the Contracting Parties and are lawfully constituted there in accordance with the laws of that Party, shall equally be entitled in the territory of the other Party to defend all their rights, and especially to appear in the courts of law as plaintiffs and as defendants, provided that they observe the relevant laws and regulations in force in the territory of that Party.

Article VIII.

1. Nationals of each of the Contracting Parties, and also commercial and industrial companies and other associations of the same kind, shall not, in order to carry on their business or industry in the territory of the other Party, be required to pay any taxes, fees, or dues other or higher than those levied on nationals.

2. When dues of any kind are imposed on commercial and industrial concerns, the origin of the goods used by these concerns shall not, in itself, entail heavier taxation.

Article IX.

The admission of incorporated companies and of other commercial and industrial companies lawfully constituted in the territory of one of the Contracting Parties, which may desire, after the coming into force of the present Treaty, to extend their activities into the territory of the other Party, and which may need a special authorisation for this purpose, shall be governed by the laws and regulations in force in the territory of the State concerned. These companies shall, however, in this as in all other respects, enjoy the same rights as similar companies of any third State which are recognised in law.

Article X.

1. The legal treatment of production or transport undertakings, which on November 1, 1918, were constituted in the territory of one of the Contracting Parties and had their head offices in the territory of the other, is regulated by a special Convention forming an integral part of the present Treaty (Annex C).

2. Les sociétés anonymes fondées avant le 1er novembre 1918 dont le siège se trouve dans le territoire de l'un des deux Etats et qui, déjà avant cette date, exerçaient régulièrement leur activité dans le territoire de l'autre, sont obligées, dans les trois mois après l'entrée en vigueur du présent traité, à demander l'admission auprès du ministère compétent de l'autre Etat, en tant qu'elles n'ont pas présenté jusque-là cette demande.

Jusqu'à ce qu'une décision soit prise au sujet de leur demande, les sociétés en question pourront, en vertu de leurs anciennes autorisations, poursuivre leurs affaires dans l'étendue ancienne. Ces sociétés n'auront à payer les taxes d'admission — pour autant que de telles taxes sont prévues par la législation de l'Etat respectif — que du montant dont le capital-actions et le capital-obligations ont été augmentés à partir du 1er novembre 1918 et qui est destiné à l'exploitation dans l'Etat respectif. Leur exploitation sera soumise aux prescriptions générales, en vigueur dans le territoire l'Etat respectif, pour toutes les autres sociétés étrangères de la même catégorie.

Article XI.

Les dispositions des articles précédents ne doivent point porter préjudice aux lois, ordonnances et prescriptions spéciales en matière de commerce, d'industrie, de police et de sûreté générale qui sont ou seront en vigueur dans les territoires des Parties contractantes et applicables à tous les étrangers, en général.

Les ressortissants de l'un des deux pays ne seront assujettis, à titre de leur séjour dans le territoire de l'autre pays, à aucune charge publique. En cas que l'un des deux pays percevrait de telles charges, l'autre pays aura le droit de les percevoir à son tour de manière analogue.

Article XII.

Les droits intérieurs, perçus pour le compte de qui que ce soit, qui grèvent ou grèveront la production, la fabrication ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des Parties contractantes, ne pourront frapper sous aucun motif les produits de l'autre Partie d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits nationaux de la même espèce, ou ceux originaires d'un autre pays.

Article XIII.

1. Chacune des Parties contractantes assurera aux ressortissants de l'autre Partie dans son territoire une protection effective contre la concurrence déloyale et traitera ces ressortissants à cet égard de la même manière que les nationaux.

2. Chacune des Parties contractantes s'engage à respecter les lois et ordonnances en vigueur dans le territoire de l'autre Partie qui lui ont été notifiées conformément aux règles par les autorités compétentes et qui réglementent l'emploi des appellations d'origine locale, y compris les appellations de régions et de pays, des produits vinicoles, de la bière, des eaux minérales et des produits d'eaux minérales. L'importation, l'exportation, la vente, la mise en vente ou en général la mise en circulation des produits portant des indications contraires à ces lois et ordonnances, doivent être prohibées et réprimées par des mesures appropriées.

3. La Tchécoslovaquie s'engage à prendre les mesures appropriées en vue d'accorder, conformément aux prescriptions tchécoslovaques en vigueur, au paprika d'épice *(füszerpaprika)*, produit dans le territoire de l'Etat hongrois et importé dans le territoire de la République tchécoslovaque et y mis en vente ou en circulation, comme produit spécifiquement hongrois, une protection appropriée soit contre la falsification de sa qualité, soit contre la fausse indication de son origine locale. Le Gouvernement hongrois communiquera, à cet effet, au Gouvernement tchécoslovaque les prescriptions respectives se rapportant à la protection du paprika.

4. Ne pourront être mis dans le commerce en Hongrie, sous la dénomination de « houblons tchécoslovaques », notamment sous les appellations « houblon de Bohême » (« houblon de Žatec »,

2. Incorporated companies founded before November 1st, 1918, whose head offices are situated in the territory of one of the two States and which even before that date regularly operated in the territory of the other, must, within three months after the coming into force of the present Treaty, apply to the competent Ministry of the other State for admission, if they have not already done so.

Until a decision is taken with regard to their application, the companies in question shall, by virtue of their former authorisations, be permitted to carry on their business in the former area. These companies shall have to pay admission fees — if such fees are prescribed by the legislation of the State concerned — only on the amount by which the share and debenture capital has been increased since November 1, 1918, and which is to be used for operations in the country in question. Their operations shall be subject to the general regulations in force in the territory of the State in question for all other foreign companies of the same class.

Article XI.

The provisions of the preceding Articles shall not prejudice any laws, ordinances or special regulations relating to commerce, industry, or public order and safety, which are or may hereafter be in force in the territories of the Contracting Parties and applicable to all foreigners in general.

Nationals of one of the two countries shall not be subject to any public impost in respect of their stay in the territory of the other country. In the event of one country levying such imposts, the other country shall have the right to levy them in a like manner.

Article XII.

Internal duties levied on behalf of any authority, which are or may hereafter be imposed upon the production, manufacture or consumption of an article in the territory of one of the Contracting Parties, shall under no pretext be imposed upon the products of the Party in a more burdensome or vexations manner than on the national products of the same type, or on those originating in another country.

Article XIII.

1. Each of the Contracting Parties shall guarantee to the nationals of the other Party in its territory effective protection against unfair competition and shall in this respect treat them in the same manner as its own nationals.

2. Each of the Contracting Parties undertakes to respect the laws and regulations in force in the territory of the other Party which have bean notified to it by the competent authorities in accordance with the rules, and which regulate the use of appellations of local origin including the appellations of districts and countries, of vine-products, beer, mineral waters and products of mineral waters. The importation, exportation, sale and offering for sale, or in general, the putting into circulation of products bearing appellations contrary to these laws and regulations shall be prohibited and punished by appropriate measures.

3. Czechoslovakia binds herself to take appropriate measures with a view to granting, in accordance with the Czechoslovak regulations in force, to spice-paprika *(füszerpaprika)* produced in Hungarian territory and imported into the territory of the Czechoslovak Republic and there offered for sale or put into circulation as a specifically Hungarian product, appropriate protection both against adulteration of its quality and false designation of its local origin. With this in view the Hungarian Government shall communicate to the Czechoslovak Government its regulations concerning the protection of paprika.

4. No trade shall be done in Hungary in so-called " Czechoslovak hops ", in particular, those designated as " Bohemian hops " (" Žatec hops ", " Roudnice hops ", " Úštěk hops ",

« houblon de Roudnice », « houblon d'Úštěk », « houblon de Dubá »), « houblon de Moravie » (« houblon de Tršice »), que les houblons munis du marquage et accompagnés du certificat de vérification de l'un des offices publics de marquage tchécoslovaques, conformément aux prescriptions législatives concernant l'appellation d'origine du houblon en vigueur dans la République tchécoslovaque. Ces houblons doivent, en outre, être dans l'emballage original, c'est-à-dire dans l'emballage portant l'appellation d'origine, le cachet et le plomb, conformément auxdites prescriptions tchécoslovaques.

La Hongrie s'engage à appliquer à tous les cas étant en contravention avec les stipulations prévues par l'alinéa précédent, les dispositions respectives de l'article de loi XLVI de l'année 1895. Si la Hongrie substituait d'autres dispositions légales audit article de loi, au moins la même efficacité de protection sera assurée par la nouvelle législation aux houblons tchécoslovaques.

5. Les Parties contractantes se déclarent disposées à poursuivre et à punir, d'après les prescriptions y relatives en vigueur, les falsifications des marques de jaugeage de l'autre Partie contractante, commises dans leur territoire. Il y est entendu que la réciprocité, pour autant que ces prescriptions l'exigent, doit être considérée comme garantie.

Article XIV.

1. Les marchandises, produits naturels ou fabriqués, de l'une des Parties, ne seront pas soumis à leur importation dans le territoire de l'autre Partie, à un traitement autre ou moins favorable que celui accordé à un autre pays quelconque, et, notamment, ils ne seront pas assujettis à des droits ou taxes — y compris toutes les taxes supplémentaires et surtaxes — autres ou plus élevés que ceux qui sont perçus sur les produits ou marchandises d'un autre pays quelconque.

2. Les objets fabriqués dans le territoire de l'une des Parties contractantes, sous le régime de l'admission temporaire, par transformation des matières étrangères, seront également considérés comme produits industriels de cette Partie.

3. A l'exportation dans le territoire de l'autre Partie, ne seront pas perçus des droits de sortie ou taxes autres ou plus élevées qu'à l'exportation des mêmes marchandises pour un autre Etat quelconque.

4. A tous autres égards, chacune des Parties contractantes s'engage, en outre, à ne pas soumettre l'importation et l'exportation dans les relations avec l'autre Partie à un traitement autre ou moins favorable que celui appliqué à un Etat tiers quelconque.

5. Cette disposition s'applique notamment à l'égard de l'application des prescriptions douanières, du traitement en douane, du mode de vérification et d'analyse des marchandises importées, des conditions du payement des droits de douane et des taxes, de la classification et de l'interprétation des tarifs, ainsi que de l'exploitation des monopoles.

6. Les dispositions de cet article ne s'appliquent pas aux faveurs spéciales, accordées aux Etats limitrophes pour faciliter le trafic frontière local entre les habitants des zones frontières.

Article XV.

Les droits d'entrée en Tchécoslovaquie sur les produits naturels ou fabriqués, d'origine ou de production hongroises désignés dans l'annexe A du présent traité, et les droits d'entrée en Hongrie sur les produits naturels ou fabriqués, d'origine ou de production tchécoslovaques, désignés dans l'annexe B du présent traité, ne pourront dépasser les taux indiqués dans ces annexes.

Les droits de douane du tarif tchécoslovaque, ainsi que ceux fixés dans l'annexe A du présent traité, sont exprimés en couronnes tchécoslovaques.

Si l'on devait constater dans le cours de la couronne tchécoslovaque, comparé au cours moyen de l'année 1925 de la même couronne en fonction du dollar ou de la livre sterling, ou de la moyenne des cours de ces deux monnaies, une augmentation ou une diminution d'au moins 10 p. 100 résultant de la moyenne des changes d'un mois entier, le Gouvernement tchécoslovaque introduira un coeffi-

" Dubá hops "), or " Moravian hops " (" Tršice hops "), except in those provided with a mark and accompanied by a certificate of genuineness issued by one of the Czechoslovak public marking-offices in accordance with the regulations in force in the Czechoslovak Republic concerning the appellations of the origin of hops. Furthermore, these hops shall be in the original packing, that is to say, in the packing bearing the appellation of origin, stamp and lead seal, in accordance with the said Czechoslovak regulations.

Hungary undertakes to apply to all cases which contravene the stipulations of the preceding paragraph the relevant provisions of Law No. XLVI of the year 1895. If Hungary should substitute other legal provisions for the said Law, protection at least as effective shall be guaranteed to Czechoslovak hops by the new legislation.

5. The Contracting Parties declare themselves prepared to prosecute and punish according to the regulation in force relative thereto any falsifications of the tonnage measurement marks of the other Contracting Party committed in their territory. It is hereby understood that reciprocity, where these regulations demand it, shall be regarded as guaranteed.

Article XIV.

1. Merchandise, natural products or manufactured articles of one of the Parties shall not, on their importation into the territory of the other Party, be subject to other or less favourable treatment than that granted to any other country, and especially, they shall not be subject to any duties or taxes — including all supplementary taxes and surtaxes — other or higher than those which are levied on the products or goods of any other country.

2. Articles manufactured in the territory of one of the Contracting Parties under the system of temporary admission, by working up foreign materials, shall also be considered as industrial products of that Party.

3. On exportation to the territory of the other Party no Customs duties or taxes shall be levied other or higher than on the exportation of the same goods to any third State.

4. In all other respects each of the Contracting Parties furthermore undertakes not to subject imports from and exports to the other Party to treatment other or less favourable than that accorded to any other State.

5. This clause applies especially to the application of Customs regulations, to the treatment of goods passing through the Customs, to the mode of checking and analysing imported goods, to the conditions of payment of Customs duties and taxes, to the classification and interpretation of the tariffs, and to the exploitation of monopolies.

6. The provisions of this Article shall not apply to special privileges granted to adjacent States to facilitate local frontier traffic between the inhabitants of the frontier zones.

Article XV.

The import duties in Czechoslovakia on the natural products or manufactured articles originating or produced in Hungary, enumerated in Annex A to the present Treaty, and the import duties in Hungary on the natural products or manufactured articles originating or produced in Czechoslovakia, enumerated in Annex B to the present Treaty, shall not exceed the rates specified in those Annexes.

The Customs duties of the Czechoslovak tariff and those fixed in Annex A to the present Treaty are expressed in Czechoslovak crowns.

If the rate of the Czechoslovak crown, compared with the average rate during the year 1925 for the same crown in terms of the dollar or of the pound sterling or of the average of the rates of these two currencies, should show a rise or fall of at least 10 % on the average exchange during one whole month, the Czechoslovak Government shall introduce an exchange coefficient so that the duties,

cient de change, de manière que les droits, généraux et conventionnels, gardent la valeur qu'ils avaient par rapport au cours moyen des monnaies susdites en l'année 1925.

Afin de maintenir constamment cette équivalance dans la valeur des droits de douane, le Gouvernement tchécoslovaque modifiera, le cas échéant, le coefficient de change, une fois au moins par période d'un mois.

Pour la fixation des cours du change, le Gouvernement tchécoslovaque se basera sur la cote des bourses de Praha ou de New-York ou de Londres.

Les droits de douane du tarif hongrois, ainsi que ceux fixés dans l'annexe B du présent traité sont exprimés en or.

Article XVI.

Les Parties contractantes conviennent d'appliquer dans leurs relations réciproques les dispositions de la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, conclue à Genève le 3 novembre 1923.

Article XVII.

En ce qui concerne le transit à travers leurs territoires, les deux Parties contractantes appliqueront réciproquement dans leurs relations les dispositions de la Convention [1] et du Statut sur la liberté du transit, signée à Barcelone le 20 avril 1921.

Article XVIII.

La Hongrie assure la franchise absolue des droits de douane et taxes aux envois tchécoslovaques de transit qui traversent le territoire hongrois sur le parcours partiel de Drégelypalánk-Ipolytarnóc en trafic scindé, c'est-à-dire au trafic combiné par les voies publiques et par chemin de fer et qui, à cet effet, sont transmis au transport ou seront délivrés dans les gares de chemin de fer hongroises situées sur la ligne mentionnée.

De même, la Tchécoslovaquie garantit la franchise absolue des droits de douane et taxes aux envois hongrois de transit qui passent à travers le territoire tchécoslovaque sur les parcours partiels de Pastuchov-Šahy et de Výlok-Čop-Slovenské Nové Mesto en trafic scindé, c'est-à-dire au trafic combiné par les voies publiques et par chemins de fer et qui, à cet effet, sont transmis au transport ou seront délivrés dans les gares du chemin de fer tchécoslovaques situées sur les lignes mentionnées.

Ce trafic de faveur n'est admis que sur les voies douanières sur lesquelles sont établis des deux côtés des postes de douane.

Aux agents des postes frontières de douane de l'une des Parties contractantes, munis des cartes de légitimation régulièrement établies, il sera permis d'accompagner les envois de transit dans le territoire de l'autre Partie contractante, de la frontière jusqu'à la gare de chemin de fer et en sens inverse, ainsi que de procéder aux formalités de douane dans la gare étrangère respective.

Les modalités détaillées de ce trafic de faveur seront fixées d'un commun accord par les administrations des douanes des deux côtés.

Les deux gouvernements sont disposés à établir d'un commun accord et à admettre au besoin un trafic similaire, même sur d'autres parcours partiels, à la frontière.

Article XIX.

1. Il y aura, entre les territoires des deux Parties contractantes, une liberté réciproque de commerce et de navigation.

[1] Vol. VII, page 11 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 304 ; vol. XIX, page 278 ; vol. XXIV, page 154 ; vol. XXXI, page 244 ; vol. XXXV, page 298 ; vol. XXXIX, page 166 ; et vol. LIX, page 344, de ce recueil.

general or conventional, may maintain a constant value with reference to the average rate of the said currencies in the year 1925.

In order to maintain this constant level in the value of the Customs duties, the Czechoslovak Government shall, if necessary, modify the exchange coefficient at least once in a period of one month.

In determining the rates of exchange, the Czechoslovak Government shall rely upon the quotations of the Prague, New-York, or London Stock Exchanges.

The Customs duties of the Hungarian tariff and those fixed in Annex B to the present Treaty are expressed in gold.

Article XVI.

The Contracting Parties agree, in their reciprocal relations, to apply the provisions of the International Convention relating to the Simplification of Customs Formalities, concluded at Geneva on November 3, 1923.

Article XVII.

As regards transit across their territories the two Contracting Parties shall in their reciprocal relations apply the provisions of the Convention [1] and Statute on Freedom of Transit, signed at Barcelona on April 20, 1921.

Article XVIII.

Hungary guarantees entire freedom from Customs duties and other taxes to Czechoslovak consignments in transit crossing Hungarian territory over the Drégelypalánk-Ipolytarnóc section in divided traffic, *i. e.*, to combined traffic by public highway and by rail, which for this purpose is despatched from or may be delivered at Hungarian railway stations situated on the said line.

Czechoslovakia likewise guarantees entire freedom from Customs duties and other taxes to Hungarian consignments in transit, crossing Czechoslovak territory over the Pastuchov-Šahy and Výlok-Čop-Slovenské Nové Mesto sections in divided traffic, *i. e.*, to combined traffic by public highway and by rail which for this purpose is despatched from or may be delivered at the Czechoslovak railway stations situated on the said lines

This privileged traffic shall only be allowed on those Customs routes on which there are Customs posts on both sides

The officials of the frontier Customs posts of either of the Contracting Parties, if holding identity-cards in proper order, shall be permitted to accompany consignments in transit through the territory of the other Contracting Party from the frontier to the railway station and in the reverse direction, and to discharge Customs formalities in the foreign station in question.

The details of this privileged traffic shall be settled by agreement between the Customs administrations on both sides.

The two Governments are prepared to establish by agreement, and to permit where necessary, similar traffic on other partial routes on the frontier.

Article XIX.

1. Between the territories of the two Contracting Parties there shall be reciprocal freedom of commerce and navigation.

[1] Vol. VII, page 11 ; Vol. XI, page 406 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XIX, page 278 ; Vol. XXIV, page 154 ; Vol. XXXI, page 244 ; Vol. XXXV, page 298 ; Vol. XXXIX, page 166 ; and Vol. LIX, page 344, of this Series.

2. Toutefois, les Parties contractantes se réservent de prohiber ou de restreindre l'importation et l'exportation dans les cas suivants, et pour autant que ces prohibitions ou restrictions soient en même temps applicables à tous les autres pays se trouvant dans des conditions similaires :

a) Pour des raisons de sûreté d'Etat et de sécurité publique ;

b) Pour des raisons de police sanitaire et vétérinaire et en vue de protéger les animaux et les plantes contre les maladies, les insectes, les parasites et autres ennemis de toute espèce ;

c) Pour les approvisionnements de guerre dans des circonstances extraordinaires ;

d) Par égard aux monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir ;

e) Afin de pouvoir étendre aux marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions qui sont fixées ou seraient éventuellement fixées ultérieurement par la législation intérieure, pour la production, le trafic, la consommation ou le transport des mêmes marchandises indigènes à l'intérieur du pays.

Les prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation ne seront pas appliquées non plus au trafic des marchandises déclarées franches de droits d'importation et d'exportation en vertu de l'article XX, chiffre 1 *a)* et *b)* et chiffre 2.

Article XX.

1. L'exemption temporaire des droits d'entrée et de sortie sera consentie dans le trafic d'annotation et aux conditions prévues par les lois douanières des Parties contractantes, à l'égard des objets suivants :

a) Objets destinés à être réparés.

b) Emballages extérieurs de tout genre, ayant déjà servi, qui, lors de l'importation de produits, ont été expédiés du territoire de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre pour être réexportés remplis ou vides ou qui sont réimportés après avoir été exportés remplis ou vides, pour autant que ces emballages ne sont pas exempts de droits de douane ou qu'ils ne sont pas considérés, d'après les dispositions concernant la tare, comme faisant partie de la marchandise elle-même ou bien ne sont pas soumis à un autre traitement spécial en vertu des prescriptions douanières en vigueur. Les dispositions autonomes des deux Parties en vigueur au sujet du trafic d'annotation des sacs en tissu grossier, ayant déjà servi, qui sortent remplis et rentrent vides ou qui sont importés pour être remplis, ne seront pas atteintes par les stipulations ci-dessus.

c) Marchandises (à l'exception des articles de consommation) transportées aux marchés ou foires ou envoyées pour la vente incertaine en dehors des foires et marchés; pour tous ces objets, s'ils sont retournés non-vendus dans un délai à fixer d'avance.

2. Les marchandises (à l'exeption des objets de monopole ou de consommation) propres à servir exclusivement de modèles ou d'échantillons ne seront pas soumises aux droits d'entrée et de sortie.

Article XXI.

Sans préjudice des dispositions de la Convention [1] établissant le statut définitif du Danube signée à Paris le 23 juillet 1921, relatif au régime sur le réseau internationalisé du Danube, les dispositions suivantes seront appliquées en ce qui concerne la navigation intérieure :

Les ressortissants, les biens et les pavillons de l'une des Parties contractantes jouiront, sous tous les rapports, dans tous les ports et sur toutes les voies d'eau intérieures de l'autre Partie contractante du même traitement que les ressortissants, les biens et les pavillons de cette Partie contractante.

[1] Vol. XXVI, page 173, de ce recueil.

2. The Contracting Parties, however, reserve the right to prohibit or restrict imports and exports in the following cases, provided that such prohibitions or restrictions at the same time apply to all other countries in a like situation :

(a) For reasons of the security of the State and of public safety ;

(b) For reasons considered valid by the medical and veterinary authorities and for the purpose of protecting animals and plants against diseases, insects, parasites and other pests of every kind ;

(c) For war supplies in exceptional circumstances ;

(d) For the benefit of State monopolies which are at present in force or may in the future be established ;

(e) In order to extend to foreign goods prohibitions or restrictions which are or may hereafter be imposed by internal legislation upon the production, sale, consumption or transportation of the like native goods within the country.

Import and export prohibitions and restrictions shall not apply to traffic in goods declared free of import and export duties by virtue of Article XX, No. 1 *(a)* and *(b)* and No. 2.

Article XX.

1. Temporary exemption from import and export duties shall be conceded to the following goods when imported under the system of temporary admission, on the conditions prescribed by the Customs laws of the Contracting Parties :

(a) Articles for repair ;

(b) External packings of every kind which have already been used and which at the time of the importation of goods were despatched from the territory of one of the Contracting Parties into the territory of the other to be re-exported full or empty, or which have been re-imported after having been exported full or empty, whenever these packings are not free of Customs duty or, according to the regulations relative to tare, are not considered to form part of the goods themselves, or are not subject to any special treatment by virtue of the Customs regulations in force. The independent regulations of the two Parties concerning the temporary admission of sacks of coarse textile material which have already been used and which are exported full and returned empty or which are imported in order to be filled shall not be affected by the above provisions ;

(c) Goods, with the exception of articles for consumption, conveyed to markets or fairs or sent to be offered for chance sale elsewhere than in fairs and markets ; this applies to all such articles if they are returned unsold within a time-limit to be fixed in advance.

2. With the exception of monopoly articles or articles of consumption, goods intended to serve exclusively as patterns or samples shall not be subject to import and export duties.

Article XXI.

Without prejudice to the provisions of the Convention [1] establishing the definitive Statute of the Danube, signed at Paris on July 23, 1921, relating to the régime of the internationalised Danube system, the following provisions shall apply to inland navigation :

The nationals, goods and flags of each of the Contracting Parties shall enjoy in all respects, in all ports and on all inland waterways of the other Contracting Party, the same treatment as the nationals, goods and flags of the latter Party.

[1] Vol. XXVI, page 173, of this Series.

Les bateaux et radeaux de chacune des Parties contractantes sont, en particulier, autorisés à transporter des voyageurs et des marchandises de toute espèce en provenance ou destination de tous les ports et lieux publics d'embarquement et de débarquement de l'autre Partie contractante, aux conditions qui ne seront pas moins favorables que celles appliquées aux bateaux et radeaux battant le pavillon de cette Partie.

Ces bateaux et radeaux seront traités sur le pied d'une parfaite égalité avec les bateaux et radeaux de l'Etat riverain lui-même tant en ce qui concerne l'usage des ports et des lieux publics d'embarquement et de débarquement avec leur outillage et leurs installations qu'en ce qui concerne les taxes et redevances de port de toute espèce, sans prendre en considération si cet outillage et ces installations sont administrées ou exploitées par l'Etat, par des communes ou corporations publiques ou par des concessionnaires privés.

Les taxes et redevances ne pourront être exigées que pour emploi effectif de l'outillage et des installations visés ci-dessus.

Le trafic des voyageurs et des marchandises ne sera soumis à aucune autre restriction qu'à celles résultant des règlements de douane et de police, des prescriptions sanitaires et vétérinaires, des prescriptions sur l'immigration et l'émigration, ainsi que des prohibitions ou restrictions d'importation et d'exportation.

Les bateaux en transit n'auront à payer aucune taxe de convoyage ou de visite. En cas d'un convoyage éventuel le propriétaire du bâtiment devra, toutefois, loger gratuitement à bord les membres de l'escorte d'une façon appropriée et livrer aux prix de revient, moyennant le paiement en espèces, aux fonctionnaires la nourriture des officiers du pont, aux agents celle des hommes d'équipage.

La reconnaissance réciproque des certificats de jaugeage et d'autres papiers de bord qui seraient délivrés par les autorités compétentes des deux Parties contractantes fera objet des accords spéciaux à conclure dans le plus bref délai possible.

Les deux Parties contractantes s'engagent à simplifier les formalités nécessaires pour les contrôles de douane et autres de façon à éviter des arrêts superflus.

Article XXII.

L'usage des chaussées et autres voies, des bacs (barques traversières) et des ponts, en tant que destinés au trafic public, est accordé aux ressortissants de l'autre Partie contractante sous les mêmes conditions et contre paiement des mêmes droits et taxes que ceux qui sont à payer par ses propres ressortissants.

Article XXIII.

Les Parties contractantes sont d'accord pour entrer, aussitôt que possible, en pourparlers afin de conclure une Convention concernant la réglementation mutuelle du trafic aérien.

Article XXIV.

En ce qui concerne les relations postales, télégraphiques et téléphoniques entre les deux Etats, les stipulations des conventions, arrangements et règlements d'exécution[1] en vigueur de l'Union postale universelle ou de l'Union télégraphique[2] seront applicables pour autant que ces relations ne seront pas réglées par des dispositions des arrangements spéciaux, conclus ou à conclure entre les administrations respectives.

Article XXV.

1. Il ne sera fait aucune différence entre les ressortissants des deux Parties contractantes, en ce qui concerne l'expédition et l'exécution du transport, les prix de transport et les impôts publics imposées sur le prix de transport sur les chemins de fer dans le trafic des voyageurs et de leurs bagages, effectué dans les mêmes conditions.

[1] Vol. XL, pages 19 et suivantes; vol. XLI, pages 9 à 139; et vol. L, pages 166 à 177, de ce recueil.

[2] Vol. LVII, page 201, de ce recueil.

The boats and rafts of each of the Contracting Parties are, in particular, authorised to transport passengers and goods of every kind coming from, or going to, all the ports and public places of embarkation and landing of the other Contracting Party, under conditions which shall not be less favourable than those which apply to the boats and rafts flying the flag of the latter Party

These boats and rafts shall be treated on a footing of perfect equality with the boats and rafts of the riparian State itself, as regards the use of harbours and public places of embarkation and landing with their equipment and fittings, and also as regards taxes and harbour dues of every kind, irrespective of whether this equipment and these fittings are administered or managed by the State, by municipalities or public corporations, or by private concessionaires.

Taxes and dues may only be exacted for the actual use of the equipment and fittings mentioned above.

Passenger and goods traffic shall not be subject to any restrictions other then those established by the Customs and police regulations, by the sanitary and veterinary regulations, by the emigration and immigration regulations, and by import and export prohibitions or restrictions.

Boats in transit shall pay no tax for convoy or examination. Should a boat be convoyed, however, the owner shall provide free and appropriate lodging on board for the members of the escort, and shall supply the higher officials, at cost price, to be paid in cash, with the usual food of ship's officers, and the subordinate officials with that of ordinary members of the crew.

The reciprocal recognition of tonnage measurement certificates and other ship's papers issued by the competent authorities of the two Contracting Parties shall be regulated by special agreements to be concluded as soon as possible.

The two Contracting Parties undertake to simplify the formalities necessary for Customs and other examinations so as to avoid unnecessary delays.

Article XXII.

The use of highways and other ways, ferries (passage-boats) and bridges, so far as these are open to public traffic, is granted by each Contracting Party to the nationals of the other Party under the same conditions and in return for payment of the same dues and taxes as those payable by its own nationals.

Article XXIII.

The Contracting Parties agree to enter as soon as possible into negotiations with a view to concluding a Convention for the mutual regulation of air traffic.

Article XXIV.

With regard to postal, telegraphic and telephonic relations between the two States, the stipulations of the operative Conventions, Agreements, and executory Regulations[1] of the Universal Postal Union or the Telegraphic Union[2] shall be applied, so far as these relations are not regulated by the provisions of special arrangements which have been or may hereafter be concluded between the respective administrations.

Article XXV

1 With regard to forwarding and actual transport, fares and public taxes on fares, no difference shall be made between the nationals of the two Contracting Parties in railway passenger and luggage traffic when carried under the same conditions.

[1] Vol. XL, page 19 and following; Vol. XLI, page 9 to 139; and Vol. L, page 166 to 177, of this Series.

[2] Vol. LVII, page 201, of this Series.

2. Les transports de marchandises qui empruntent les chemins de fer de toutes les deux Parties contractantes, soit dans leur trafic réciproque, soit dans leur trafic avec un ou plusieurs Etats tiers, ne seront pas traités — sous les mêmes conditions — sur les chemins de fer des Parties contractantes moins favorablement, ni quant à l'expédition et à l'exécution du transport, ni quant au prix de transport, ni quant aux impôts publics imposés sur le prix de transport, que les marchandises similaires à expédier dans le trafic interne de chacune des Parties contractantes ou dans le trafic réciproque de chacune des Parties contractantes avec un tiers Etat dans la même direction et sur la même ligne.

3. Ce principe sera également appliqué aux marchandises transportées par d'autres moyens de communication que les chemins de fer au delà de la frontière sur le territoire de l'autre Partie contractante et réexpédiées, ensuite, par chemin de fer. Dans ce cas aucune distinction ne devra être faite entre les sociétés de navigation des Parties contractantes en ce qui concerne les frais de transport par chemin de fer, y compris les taxes de transbordement.

4. Toutes conditions s'opposant aux principes édictés dans le présent article devront être considérées comme nulles et non avenues.

5. Le calcul le plus réduit des prix de transport résultant de l'application des principes énoncés aux alinéas 1 et 2 du présent article, devra être, à la demande de l'une des Parties contractantes, pris pour base lors de l'établissement des tarifs directs intéressant les deux pays.

6. Les dispositions précédentes ne visent pas les réductions de tarifs accordées en faveur des œuvres de bienfaisance ou de l'instruction publique, ni les réductions accordées dans le cas des calamités publiques transitoires, ni celles consenties aux fonctionnaires publics ou aux agents des chemins de fer, ou en faveur des transports de service des entreprises de communication.

Article XXVI.

Les dispositions ayant rapport à l'exécution des transports par chemin de fer se trouvent dans la convention concernant le trafic par chemin de fer ainsi que dans le protocole final dressé lors de la signature du présent traité de commerce. La convention fait partie intégrante du présent traité et se trouve dans l'annexe (Annexe D).

Article XXVII.

Les conventions spéciales suivantes feront partie intégrante du présent traité de commerce et resteront en vigueur aussi longtemps que celui-ci :

a) Conventions concernant le règlement du trafic frontière local (Annexe E) ;

b) Convention réglant le secours mutuel au dédouanement, l'empêchement, la poursuite et la punition des contraventions aux prescriptions douanières et l'assistance judiciaire réciproque en matières pénales douanières, y compris les dispositions relatives à la réunion des postes frontières tchécoslovaques et hongrois de douane et de contrôle des passeports (Annexe F) ;

c) Convention vétérinaire concernant le trafic des animaux, des matières premières d'origine animale et des produits animaux, y compris les dispositions relatives à la désinfection des wagons de chemin de fer et des bateaux (Annexe G).

Annexe XXVIII.

Les Parties contractantes s'engagent à examiner avec bienveillance la question du traitement des travailleurs et employés de l'une des Parties dans le territoire de l'autre par rapport à la protection des travailleurs et employés et à l'assurance sociale, afin de garantir, de part et d'autre, à ces travailleurs et employés par des arrangements appropriés un traitement leur offrant des avantages aussi équivalents que possible. Ces arrangements seront fixés par une convention spéciale.

2. Goods carried over the railways of both the Contracting Parties, whether in traffic between them or in their traffic with one or more third States, shall not, when the same conditions prevail, be treated less favourably on the railways of the Contracting Parties, either as regards forwarding and actual transport or as regards freights and public taxes levied on freights, than similar goods carried in the internal traffic of either Contracting Party or in the mutual traffic of either Contracting Party with a third State in the same direction and on the same lines.

3. This principle shall equally apply to goods transported by ways of communication other than railways beyond the frontier into the territory of the other Contracting Party and then re-despatched by rail. In this case no distinction shall be drawn between the shipping companies of the Contracting Parties as regards costs of transport by rail, including transhipment charges.

4. All conditions which are contrary to the principles enumerated in the present Article shall be considered null and void.

5. The minimum fares and freights resulting from the application of the principles enumerated in paragraphs 1 and 2 of the present Article shall, at the request of one of the Contracting Parties, be taken as a basis in establishing through rates affecting both countries.

6. The preceding provisions do not apply to reductions in rates granted to charitable or educational institutions, nor to reductions granted in the event of transient public calamities, nor to those granted to public officials or railway officials, nor to those granted to the service traffic of transport undertakings.

Article XXVI.

The provisions dealing with railway transport are to be found in the Convention concerning railway traffic and the Final Protocol drawn up at the time of signing the present Commercial Treaty. The Convention forms an integral part of the present Treaty, and is to be found in the Annex (Annex D).

Article XXVII.

The following special Conventions shall form an integral part of the present Commercial Treaty and shall remain in force as long as this Treaty :

(a) The Convention concerning the regulation of local frontier traffic (Annex E) ;

(b) The Convention regarding mutual assistance in the Customs clearance the prevention, prosecution and punishment of infringements of the Customs regulations, and mutual legal assistance in criminal cases relating to the Customs, including the provisions relating to the union of the Czechoslovak and Hungarian frontier-posts for Customs and passport examination (Annex F) ;

(c) The Veterinary Convention concerning the traffic in animals, raw materials of animal origin, and animal products, including the regulations dealing with the disinfecting of railway trucks and of boats (Annex G).

Article XXVIII.

The Contracting Parties undertake to give favourable consideration to the question of the treatment of workers and employees of one of the Parties in the territory of the other in reference to the protection of workers and employees, and to social insurance, in order mutually to guarantee to these workers and employees by appropriate arrangements a treatment which offers them advantages as equal as possible. These arrangements shall be determined by a special convention.

Article XXIX.

Les deux Parties contractantes sont d'accord de réserver à une convention consulaire spéciale les questions concernant l'admission des consuls (consuls généraux, consuls, vice-consuls et agents consulaires), ainsi que leurs privilèges, exemptions et compétence.

Il est entendu toutefois que, jusqu'à la conclusion de cette convention, les consuls de l'une des Parties contractantes bénéficieront, après leur admission par l'autre Partie contractante et à charge de réciprocité, dans le territoire de l'autre Partie, des mêmes privilèges, exemptions et attributions dont jouissent ou jouiront les consuls d'un tiers pays quelconque.

Les deux Parties contractantes conviennent, en outre, de ne pas concéder, en considération de la condition de réciprocité, les privilèges, exemptions et attributions qui, conformément à la clause de la nation la plus favorisée, sont à accorder aux consuls d'une Partie dans le territoire de l'autre, dans une étendue plus large qu'ils ne sont accordés aux représentants consulaires de cette Partie dans le territoire de la première Partie.

Article XXX.

1. Si des contestations surgissaient entre les Parties contractantes au sujet de l'interprétation ou de l'application des dispositions du présent traité, le litige, si l'une des Parties en fait la demande, sera soumis à la décision arbitrale.

2. Le tribunal arbitral sera constitué, pour chaque différend, de telle manière que chacune des Parties commettra pour arbitres deux personnages propres, choisis parmi ses ressortissants, et que les Parties contractantes choisiront comme surarbitre un ressortissant d'un tiers Etat. Les Parties contractantes se réservent de s'entendre, à l'avance et pour une période déterminée, sur la personne du surarbitre à nommer le cas échéant.

3. Au premier cas d'arbitrage, le tribunal arbitral siégera dans le territoire de la Partie défenderesse, au second cas, dans le territoire de l'autre Partie contractante, et ainsi de suite, alternativement dans les territoires de l'une ou de l'autre Partie. La Partie sur le territoire de laquelle le tribunal arbitral devra se réunir désignera le lieu du siège. Elle aura la charge de fournir les locaux, les employés de bureau et le personnel de service nécessaire pour le fonctionnement du tribunal. Le tribunal sera présidé par le surarbitre. Les décisions seront prises à la majorité des voix.

4. Les Parties contractantes s'entendront, le cas échéant ou une fois pour toutes, sur la procédure du tribunal arbitral. A défaut d'une telle entente, la procédure sera réglée par le tribunal arbitral lui-même. La procédure pourra se faire par écrit, si les deux Parties sont d'accord à ce sujet.

5. En ce qui concerne la citation et l'audition des témoins et des experts, les autorités de chacune des Parties contractantes prêteront, sur la réquisition du tribunal arbitral à adresser au gouvernement respectif, leur assistance judiciaire de la même manière qu'aux réquisitions des tribunaux civils du pays.

Article XXXI.

Le présent traité sera ratifié aussitôt que faire se pourra. Les instruments de ratification seront échangés à Budapest. Le traité entrera en vigueur quinze jours après l'échange des instruments de ratification et restera en vigueur aussi longtemps qu'il ne sera pas dénoncé par l'une des deux Parties. Dans ce cas, il cessera à produire ses effets six mois à partir du jour auquel la dénonciation a été portée à la connaissance de l'autre Partie contractante.

Fait en double exemplaire, en langue française, à Praha, le trente et un mai mil neuf cent vingt-sept.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé le présent traité et y ont apposé leur cachet.

(L. S.) Dr. Jul. FRIEDMANN, *m. p.*

(L. S.) NICKL, *m. p.*

Article XXIX.

The two Contracting Parties agree to reserve for a special consular convention the questions regarding the admission of consuls (consuls-general, consuls, vice-consuls and consular agents) and also their privileges, immunities and jurisdiction.

It is, however, understood that until the conclusion of this convention, the consuls of one of the Contracting Parties shall, after their admission by the other Contracting Party and on condition of reciprocity, enjoy in the territory of the other Party the same privileges, immunities and rights as those which the consuls of any third country enjoy or may hereafter enjoy.

The two Contracting Parties further agree, having regard to the condition of reciprocity, not to concede the privileges, immunities and rights which, in conformity with the most-favoured-nation clause, are to be conceded to the consuls of the one Party in the territory of the other, to a greater extent than that to which they are conceded to the consular representatives of the latter Party in the territory of the former Party.

Article XXX.

1. If disputes should arise between the Contracting Parties with regard to the interpretation or application of the provisions of the present Treaty, the case shall be submitted to arbitration if one of the Parties so demands.

2. The Court of Arbitration shall for each dispute be constituted in such a manner that each of the Parties shall appoint as arbitrators two suitable persons chosen from among its own nationals, and the Contracting Parties shall choose as Chairman a national of a third State. The Contracting Parties reserve the right to come to an agreement in advance and for a specified period, as to the umpire to be nominated.

3. In the first case arising for arbitration the Court of Arbitration shall sit in the territory of the defendant Party, in the second case in the territory of the other Contracting Party, and so on alternately in the territories of one or the other Party. The Party in whose territory the Court of Arbitration is to sit shall choose the place of meeting. It shall be responsible for providing the accommodation and the secretarial and other staff required for the work of the Court. The umpire shall preside over the Court. Decisions shall be taken by majority vote.

4. The Contracting Parties may come to a temporary or permanent agreement as to the procedure of the Court of Arbitration. In default of such agreement the procedure shall be decided by the Court of Arbitration itself. If the two Parties agree thereto, the proceedings may be carried on in writing.

5. As regards the summoning and hearing of witnesses and experts, the authorities of each of the Contracting Parties shall, at the request of the Court of Arbitration, which shall be addressed to the Government concerned, furnish their judicial assistance in the same manner as at the request of the civil courts of the country.

Article XXXI.

The present Treaty shall be ratified as soon as possible. The instruments of ratification shall be exchanged at Budapest. The Treaty shall enter into force fifteen days after the exchange of the instruments of ratification, and shall remain in force until denounced by one of the two Parties. In that case it shall cease to be operative six months from the day when the denunciation was communicated to the other Contracting Party.

Done in duplicate in French at Prague, May the thirty-first, One thousand nine hundred and twenty-seven.

In faith whereof the Plenipotentiaries have signed the present Treaty and have thereto affixed their seals.

(L. S.) *(Signed)* Dr. Jul. FRIEDMANN.

(L. S.) *(Signed)* NICKL.

ANNEX A.

DROITS D'ENTRÉE SUR LE TERRITOIRE DOUANIER TCHÉCOSLOVAQUE.

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Kč
	II. EPICES.	Par 100 kg.
ex 4	Poivre (noir, blanc et rouge [espagnol, même paprika] poivre long ; poivre en poudre) ; piment (poivre de la Jamaïque) ; gingembre :	
	b) Paprika	180
	VI. CÉRÉALES ; MALT ; LÉGUMES A COSSE ; FARINES ET PRODUITS DE LA MEUNERIE ; RIZ.	
ex 23	Froment, seigle mélangé (méteil), épeautre :	
	Froment	30
24	Seigle	38
ex 27	Maïs :	
	Maïs pour usages d'affourragement	6
ex 31	Haricots et fèves, pois, lentilles :	
	b) Haricots et fèves	9
32	Vesces, lupins :	
	a) Vesces.	6
	b) Lupins	exempts
33	Farines et produits de la meunerie (grains mondés, concassés, décortiqués ; grains perlés, gruaux, semoules) des céréales et des légumes à cosse	70
	VII. FRUITS, LÉGUMES, PLANTES ET PARTIES DE PLANTES.	
	Fruits :	
ex 35	*a)* Raisins frais :	
	Raisins de table en colis d'un poids brut de 11,5 kg. au plus, du 1er août au 30 novembre	120
ex 36	Noix et noisettes, mûres :	
	Noix :	
	Non décortiquées	120
	Décortiquées	140
ex 37	Fruits, non spécialement dénommés, frais :	
	ex *a)* Fruits de table fins :	
	Abricots du 1er juillet au 15 août	34
	Pêches du 1er juillet au 30 septembre.	80
	Cerises et griottes du 1er juin au 31 juillet	52,50
ex 39	Fruits, non spécialement dénommés, préparés (séchés, tapés, comprimés, coupés, en poudre ou autrement réduits en morceaux ; confits à l'eau salée ou au vinaigre, en tonneaux ; marmelade de prunes sans addition de sucre) :	
	Fruits foulés (pulpe de fruits, moût de fruits) :	
	D'abricots	40
	D'autres fruits	70
	Légumes :	
41	Oignons et aulx	24
42	Choux, frais	16

ANNEX A.

DUTIES ON IMPORTS ENTERING CZECHOSLOVAK CUSTOMS TERRITORY.

Number in the Czecho-slovakian Customs Tariff	Designation of Goods	Import Duty in Crowns
	II. SPICES.	Per 100 kg.
ex 4	Pepper, black, white and red (Spanish, paprika or not), long pepper ; pepper dust ; allspice (Jamaica pepper) ; ginger :	
	(b) Paprika	180
	VI. CORN ; MALT ; PULSE ; MEAL AND MEAL PRODUCTS, RICE.	
ex 23	Wheat, meslin, spelt :	
	Wheat	30
24	Rye	38
ex 27	Maize :	
	Maize for fodder	6
ex 31	Beans, peas, lentils :	
	(b) Beans	9
32	Vetches, lupines :	
	(a) Vetches	6
	(b) Lupines	free
33	Meal and meal products (husked, crushed and shelled ; grain, groats and grits) of corn and pulse	70
	VII. FRUIT, VEGETABLES, PLANTS AND PARTS OF PLANTS.	
	Fruit :	
ex 35	*(a)* Grapes, fresh :	
	Table grapes in packages, of a gross weight of not over 11.5 kg. from August 1st, to November 30	120
ex 36	Nuts and hazel nuts, ripe :	
	Nuts :	
	Unshelled	120
	Shelled	140
ex 37	Fruits, not specially mentioned, fresh :	
	ex *(a)* Fine table fruit :	
	Apricots, from July 1 to August 15	34
	Peaches, from July 1 to September 30	80
	Cherries and egriots, from June 1 to July 31	52.50
ex 39	Fruit, not specially mentioned, prepared, (dried, beaten, pressed, cut-up, powdered or otherwise reduced ; preserved in brine or vinegar, in casks ; plum jam, without the addition of sugar) :	
	Pressed fruits (fruit pulp, fruit must) :	
	Of apricots	40
	Of other fruits	70
	Vegetables :	
41	Onions and garlic	24
42	Cabbage, fresh	16

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Kč
ex 43	Légumes, non spécialement dénommés, et autres plantes potagères, frais :	par 100 kg.
	ex *a)* Légumes de table fins :	
	Pommes de terre de primeur :	
	Du 1er avril au 15 juin	exemptes
	Du 16 juin au 31 juillet	80
	Choux-fleurs, du 1er novembre au 30 avril	52
	Tomates :	
	Du 1er avril au 31 juillet	60
	Du 1er août au 15 septembre	50
	Pois verts, même en cosses, du 15 mai au 15 juin	35
	Haricots en gousses et haricots verts, du 1er juin au 31 août	35
	Asperges, du 1er avril au 31 mai	130
	Concombres :	
	Du 15 juin au 15 juillet	70
	Du 16 juillet au 31 août	50
	Choux de Bruxelles, du 1er novembre au 31 mars	40
	Oseille, du 1er mars au 30 avril	26
	Choux-raves :	
	Du 1er avril au 30 juin	50
	Du 1er juillet au 31 août	10
	Melons :	
	Sucrins	40
	Melons d'eau	exempts
	ex *b)* Légumes ordinaires :	
	1° Pommes de terre	5
	ex 2. Autres :	
	Arroche, carottes communes (à l'exception des carottes fines), racines de persil, fèves *(faba vulgaris)* et féveroles *(faba vulgaris, varietas equina)*, radis noir, betteraves rouges (à salade), courge comestible, navet d'août, chou-navet, navet	10
	Plantes et parties de plantes :	
	Semences :	
46	Graines de pavot (même têtes de pavot mûres)	50
ex 49	Semences de trèfle :	
	a) Semences d'esparcette	35
	ex *b)* Autres :	
	Semences d'incarnat	40
	Semences de luzerne	84
	Semences de trèfle violet	168
ex 52	Semences, non spécialement dénommées :	
	Semences, non spécialement dénommées, à l'exception des graines de betterave à sucre, de betterave fourragère et de conifères	60
53	Semences de toute sorte, en enveloppes et similaires, conditionnées pour la vente au détail	500
	Autres plantes et parties de plantes :	
ex 62	Plantes et parties de plantes non spécialement dénommées :	
	b) Séchées ou préparées (en poudre ou autrement, réduites en morceaux ou teintes)	42
	VIII. Animaux de boucherie et de trait	par pièce
63	Bœufs	360
64	Taureaux	240
65	Vaches	210

Number in the Czecho-slovakian Customs Tariff	Designation of Goods	Import Duty in Crowns
ex 43	Vegetables, not specially mentioned, and other kitchen-garden produce, fresh :	Per 100 kg.
	ex *(a)* Vegetables for table use :	
	New potatoes :	
	From April 1 to June 15	free
	From June 15 to July 31	80
	Cauliflowers, from November 1 to April 30	52
	Tomatoes :	
	From April 1 to July 31	60
	From August 1 to September 15	50
	Peas, green, in pods or not, from May 15 to June 15	35
	Broad beans and French beans, from June 1 to August 31	35
	Asparagus, from April 1 to May 31	130
	Cucumbers :	
	From June 15 to July 15	70
	From July 16 to August 31	50
	Brussels sprouts, from November 1 to March 31	40
	Sorrels, from March 1 to April 30	26
	Kohl-rabi :	
	From April 1 to June 30	50
	From July 1 to August 31	10
	Melons :	
	Sweet-melons	40
	Water-melons	free
	ex *(b)* Ordinary vegetables :	
	(1) Potatoes	5
	ex (2) Other :	
	Orache, common carrots (except fine carrots), parsley roots, beans *(faba vulgaris)* and horse-beans *(faba vulgaris, varietas equina)*, black radishes, red beets (salad), edible gourds, August turnip, turnip-cabbage, turnip	10
	Plants, and parts of plants :	
	Seeds :	
46	Poppy seeds and ripe poppy heads	50
ex 49	Clover seed :	
	(a) Esparcet seed	35
	ex *(b)* Other :	
	Pink clover seeds	40
	Lucerne seeds	84
	Purple clover seeds	168
ex 52	Seeds, not specially mentioned :	
	Seeds, not specially mentioned, except sugar-beet and fodder-beet seed and seeds of conifers	60
53	Seeds of all kinds, in envelopes and the like, for retail sale	500
	Other plants and parts of plants :	
ex 62	Plants and parts of plants not specially mentioned :	
	(b) Dried or prepared (powdered or otherwise reduced or coloured)	42
	VIII. CATTLE AND DRAUGHT ANIMALS.	each
63	Oxen	360
64	Bulls	240
65	Cows	210

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Kč
		par pièce
66	Jeunes animaux de l'espèce bovine	126
ex 68	Brebis et chèvres (y compris les béliers, les moutons et les boucs) :	
	Brebis (y compris les béliers et les moutons)	15,50
ex 69	Agneaux et chevreaux :	
	Agneaux	10,50
ex 70	Porcs :	
	b) Pesant plus de 10 kg., jusqu'à 120 kg.	84
	c) Pesant plus de 120 kg.	110
ex 71	Chevaux :	
	ex *a)* Agés de plus de deux ans :	
	Chevaux à sang chaud des races ou souches dites Lipica, Nonius, Furioso, Gidran, du croisement anglo-arabe, ainsi que des croisements desdits chevaux à sang chaud entre eux	900
	ex *b)* De deux ans et au-dessous :	
	Chevaux à sang chaud des races ou souches dites Lipica, Nonius, Furioso, Gidran, du croisement anglo-arabe, ainsi que des croisements desdits chevaux à sang chaud entre eux . . .	550
	IX. Animaux autres	par 100 kg.
73	Volailles de toute espèce (excepté le gibier à plumes) :	
	a) Vivantes :	
	Oies et canards	33,60
	Autres	56
	b) Abattues, même vidées, plumées ou privées des extrémités	131,25
ex 75	Poissons, écrevisses d'eau douce, escargots, scampi, frais :	
	ex *b)* Autres :	
	Poissons d'eau douce	110
	X. Produits animaux	
78	Lait	exempt
ex 79	Œufs de volaille, ainsi que jaunes d'œufs et blancs d'œufs, liquides :	
	ex *a)* Œufs de volaille et blancs d'œufs, liquides :	
	Œufs de volaille	40
85	Plumes, non spécialement dénommées (y compris les plumes à lit et les tuyaux de plumes) ; plumes de parure, non ajustées	exemptes
ex 86	Vessies et boyaux, frais, salés ou séchés ; baudruches ; cordages en boyau :	
	Vessies et boyaux, frais, salés ou séchés	24
ex 87	Produits animaux, non spécialement dénommés :	
	Sérums médicinaux et lymphes	exempts
	XI. Graisses	
	Graisses alimentaires :	
89	Graisse de porc (panne) ; saindoux, lard ; graisse d'oie, même fondue	150
90	Beurre artificiel et margarine, ainsi que d'autres graisses alimentaires, non spécialement dénommées	105
	Graisses techniques et acides gras :	
101	Graisses et mélanges de graisses, non spécialement dénommés	17,50

Number in the Czecho-slovakian Customs Tariff	Designation of Goods	Import Duty in Crowns
		each
66	Young cattle	126
ex 68	Sheep and goats, (also rams, wethers and bucks) :	
	Sheep (also rams and wethers)	15.50
ex 69	Lambs and kids :	
	Lambs	10.50
ex 70	Swine :	
	(b) Weighing over 10 kg., up to 120 kg.	84
	(c) Weighing over 120 kg.	110
ex 71	Horses :	
	ex *(a)* Over two years old :	
	Anglo-Arab blood-horses of the so-called Lipica, Nonius, Furioso and Gidran breeds or strains, also cross-breeds of the above	900
	ex *(b)* Up to two years old :	
	Anglo-Arab blood-horses of the so-called Lipica, Nonius, Furioso and Gidran breeds or strains, also cross-breeds of the above	550
	IX. ANIMALS, OTHER.	per 100 kg.
73	Poultry of all kinds (but not feathered game) :	
	(a) Living :	
	Geese and ducks	33.60
	Other	56
	(b) Dead, also cleaned, plucked or with their extremities cut off.	131.25
ex 75	Fish, crayfish, land snails, *scampi*, fresh :	
	ex *(b)* Other :	
	Fresh-water fish	110
	X. ANIMAL PRODUCTS.	
78	Milk	free
ex 79	Birds' eggs, also yolk and white of egg, liquid :	
	ex *(a)* Birds' eggs and white of egg, liquid :	
	Birds' eggs	40
85	Feathers, not specially mentioned (also feathers for beds and quills) ; ornamental feathers, not dressed :	free
ex 86	Bladders and gut, fresh, salted or dried ; gold beaters' skin ; gut strings :	
	Bladders and gut, fresh, salted or dried	24
ex 87	Animal produce not otherwise mentioned :	
	Medical sera and lymphs	free
	XI. FATS.	
	Edible fats :	
89	Hog's fat ; lard, bacon ; goose fat, melted down or not	150
90	Artificial butter and margarine, and other edible fats not specially mentioned	105
	Fats and fatty acids for technical purposes :	
101	Fats and fatty mixtures not specially mentioned	17.50

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Kč
	XII. HUILES GRASSES	par 100 kg.
ex 102	Huile de colza en tonneaux, en outres ou en vessies :	
	Huile de colza	168
	Observation : Le sédiment d'huile de colza pour chaque pour cent du contenu réel d'huile	1,44
ex 104	Huiles d'olive, de maïs, de pavot, de sésame, d'arachide, de faîne et de tournesol, en tonneaux, en outres ou en vessies :	
	Huile de tournesol, accompagnée d'un certificat délivré par l'autorité compétente, attestant que l'huile n'a été extraite que des graines de tournesol	84
	XIII. BOISSONS	
ex 108	Spiritueux distillés :	
	ex *b)* Liqueurs, essences de punch et autres spiritueux distillés, additionnés de sucre ou d'autres substances, eau-de-vie de François :	
	Liqueurs et autres spiritueux distillés additionnés de sucre ou d'autres substances	2.200
	ex *d)* Autres spiritueux distillés :	
	Spiritueux distillés de fruits, à l'exception de l'esprit de Maraschino, distillé de la griotte dite « marasca »	1.640
ex 109	Vin, vin de fruits, moût de raisins et de fruits, jus de fruits et de baies, non condensés ; hydromel :	
	ex *a)* En tonneaux :	
	Les vins de provenance et d'origine hongroises, des régions viticoles de Sopron, Neszmély, Buda-Sashegy, Mór, Somlyó, Badacsony, Balatonvidék, Somogy-Zala, Szekszárd, Villány-Pécs, Pest-Nógrád, Gyöngyös-Visonta, Eger, Miskolcz-Abauj, Tokaj-Hegyalja, Alföld, Nyirség, accompagnés d'un certificat d'origine délivré par l'autorité hongroise compétente	210.—
	ex *b)* En bouteilles :	
	Les vins de provenance et d'origine hongroises des régions viticoles de Sopron, Neszmély, Buda-Sashegy, Mór, Somlyó, Badacsony, Balatonvidék, Somogy-Zala, Szekszárd, Villány-Pécs, Pest-Nógrád, Gyöngyös-Visonta, Eger, Miskolcz-Abauj, Tokaj-Hegyalja, Alföld, Nyirség, accompagnés d'un certificat d'origine délivré par l'autorité hongroise compétente	487,50
ex 110	Vin mousseux :	
	Vins mousseux de provenance et d'origine hongroises, accompagnés d'un certificat d'origine délivré par l'autorité hongroise compétente	1.200
112	Eaux minérales, naturelles ou artificielles	10,50
	XIV. COMESTIBLES	
114	Articles de boulangerie (biscuits, cakes, gâteaux, oublies, etc.) :	
	Biscuits non fourrés et cakes non fourrés : zwiebacks	385
	Autres	560

Number in the Czecho-slovakian Customs Tariff	Designation of Goods	Import Duty in Crowns
	XII. FATTY OILS.	Per 100 kg.
ex 102	Rape-seed oil in barrels, leather bags, and bladders:	
	Rape-seed oil	168
	Note : Rape-seed oil sediment, per 1 % of actual oil content . .	1.44
ex 104	Olive, maize, poppy-seed, sesamum, groundnut, beechnut and sunflower oils, in barrels, leather bags, and bladders :	
	Sunflower oil, accompanied by a certificate issued by the proper authority to the effect that the oil has been extracted from sunflower seeds only.	84
	XIII. BEVERAGES.	
ex 108	Distilled spirituous liquors :	
	ex *(b)* Liqueurs, punch essences and other distilled spirituous liquors mixed with sugar or other substances, French brandy :	
	Liqueurs and other distilled spirituous liquors mixed with sugar or other substances	2,200
	ex *(d)* Other distilled spirituous liquors :	
	Distilled spirituous fruit liquors except spirit of maraschino, distilled from the so-called " marasca " egriot	1,640
ex 109	Wines, fruit wines, wine and fruit must, juices of fruit and berries, not inspissated ; mead :	
	ex *(a)* In casks :	
	Wines of Hungarian manufacture and origin, from the vine-growing regions of Sopron, Neszmély, Buda-Sashegy, Mór, Somlyó, Badacsony, Balatonvidék, Somogy-Zala, Szekszárd, Villány-Pécs, Pest-Nógrád, Gyöngyös-Visonta, Eger, Miskolcz-Abauj, Tokaj-Hegyalja, Alföld, Nyirség, accompanied by a certificate of origin issued by the responsible Hungarian authority	210
	ex *(b)* In bottles :	
	Wines of Hungarian manufacture and origin, from the vine-growing regions of Sopron, Neszmély, Buda-Sashegy, Mór, Somlyó, Badacsony, Balatonvidék, Somogy-Zala, Szekszárd, Villány-Pécs, Pest-Nógrád, Gyöngyös-Visonta, Eger, Miskolcz-Abauj, Tokaj-Hegyalja, Alföld, Nyirség, accompanied by a certificate of origin issued by the responsible Hungarian authority	487.50
ex 110	Sparkling wines :	
	Sparkling wines of Hungarian manufacture and origin, accompanied by a certificate of origin, issued by the responsible Hungarian authority.	1,200
112	Mineral waters, natural or artificial	10.50
	XIV. COMESTIBLES.	
114	Bakers' produce (biscuits, cakes, wafers, etc.) :	
	Plain biscuits and cakes, rusks ; zwiebacks	385
	Other	560

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Kč
ex 117	Viande :	par 100 kg.
	a) Fraîche :	
	Porcs saignés et nettoyés, entiers, pesant par pièce plus de 140 kg., ou en moitiés, pesant plus de 70 kg.	150
	Autre	165
ex 118	Saucissons de viande :	
	Salami, dit hongrois	350
ex 119	Fromages :	
	ex *b)* Autres :	
	Caillebotte	85
ex 127	Cacao en pâte ; chocolat, succédanés du chocolat et articles en chocolat :	
	Chocolat et articles en chocolat	1.470
	Préparations de malt diététiques	720
ex 128	Conserves de poissons, de viande et de crustacés :	
	Pâtés de foie	600
129	Conserves de légumes [à l'exception des légumes desséchés du N° 44 *a)*] :	
	Conserves de tomates	200
	Autres	420
ex 130	Conserves de fruits, moût condensé, jus de fruits et de baies condensés ; tamarins :	
	Jus de tomates, condensé	200
	Conserves de fruits, moût condensé, autres jus de fruits et de baies, condensés	420
ex 131	Comestibles de toute sorte, en boîtes, en bouteilles et autres récipients semblables, hermétiquement fermés (excepté ceux dénommés sous les nos 114, 126 et 127) :	
	Pâtés de foie et de viande	600
	Conserves de légumes :	
	Conserves de tomates	200
	Autres conserves de légumes	420
	Compotes en bocaux	480
	Marmelades et jams	560
	Préparations de malt diététiques	720
ex 132	Comestibles, non spécialement dénommés :	
	Préparations de malt diététiques	720
	XVII. MINÉRAUX.	
142	Pierres brutes ou simplement dégrossies ou sciées sur trois côtés au plus ; plaques, non refendues et non sciées	exemptes
	XXII. COTON, FILS ET ARTICLES DE COTON, même mélangées d'autres matières textiles végétales, mais sans mélange de laine ou de soie	
	Articles en coton :	
ex 189	Ordinaires, c'est-à-dire tissus faits de fils du n° 50 et au-dessous, ayant 38 fils ou moins par carré de 5 mm. de côté :	
	Ordinaires, c'est-à-dire tissus faits de fils du n° 50 et au-dessous, ayant 38 fils ou moins par carré de 5 mm. de côté, à l'exception des tissus dits de Bagdad et de Madras :	
	a) Unis, même à croisement simple :	
	1° Ecrus	600
	2° Blanchis	800

Number in the Czecho-slovakian Customs Tariff	Designation of Goods	Import Duty in Crowns
ex 117	Meat :	per 100 kg.
	(a) Fresh :	
	Hogs, bled and cleaned, whole, weighing each over 140 kg., or in halves weighing each over 70 kg.	150
	Other	165
ex 118	Meat sausages :	
	" Hungarian " salami	350
ex 119	Cheese :	
	ex *(b)* Other :	
	Cream cheese	85
ex 127	Cocoa in paste, chocolate and chocolate substitutes and manufactures of chocolate :	
	Chocolate and manufactures of chocolate	1,470
	Dietetic preparations of malt.	720
ex 128	Preserves of fish, meat and shellfish :	
	Liver pastes	600
129	Preserves of vegetables (except kiln-dried vegetables, No. 44 *(a)*) :	
	Tomato preserves	200
	Other	420
ex 130	Fruit preserves, inspissated must, inspissated prices of fruits and berries ; tamarinds :	
	Inspissated tomato-juice	200
	Fruit preserves, inspissated must, other inspissated juices of fruits and berries	420
ex 131	All comestibles in tins, bottles, and similar hermetically-sealed receptacles (except those mentioned in Nos. 114, 126 and 127) :	
	Liver and meat pastes.	600
	Vegetable preserves :	
	Tomato preserves	200
	Other vegetable preserves	420
	Preserved fruit in jars	480
	Jams and jellies.	560
	Dietetic preparations of malt.	720
ex 132	Comestibles, not specially mentioned :	
	Dietetic preparations of malt	720
	XVII. MINERALS.	
142	Stones rough or only roughly hewn or sawn on not more than 3 sides ; slabs not split nor sawn	free
	XXII. COTTON, YARN AND WARES THEREOF, mixed or not with other vegetable textile materials, but not mixed with wool or silk.	
	Cotton Goods :	
ex 189	Common, *i.e.* tissues made of No. 50 yarn and under, having in a square of 5 mm. side 38 threads or less :	
	Common, *i.e.* tissues made of No. 50 yarn and under, having in a square of 5 mm. side 38 threads or less, except "Baghdad" and " Madras " fabrics :	
	(a) Plain, simply twilled or not :	
	(1) Unbleached.	600
	(2) Bleached	800

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Kč
ex 189	Articles de coton *(suite)* :	par 100 kg.
	a) Unis, etc.	
	3° Teints	1.300
	4° Imprimés en une, jusqu'à quatre couleurs ou tissés en deux couleurs	1.600
	5° Imprimés en cinq couleurs ou plus ou tissés en plus de deux couleurs	1.700
	b) Façonnés :	
	1° Écrus	800
	2° Blanchis	1.000
	3° Teints	1.550
	4° Imprimés en une, jusqu'à quatre couleurs ou tissés en deux couleurs	1.800
	5° Imprimés en cinq couleurs ou plus ou tissés en plus de deux couleurs	1.900
ex 190	Ordinaires, serrés, c'est-à-dire tissus faits de fils du n° 50 et au-dessous, ayant plus de 38 fils par carré de 5 mm. de côté :	
	Ordinaires, serrés, c'est-à-dire tissus faits de fils du n° 50 et au-dessous, ayant plus de 38 fils par carré de 5 mm. de côté, à l'exception des tissus dits de Bagdad et de Madras :	
	a) Unis, même à croisement simple :	
	1° Écrus	1.000
	2° Blanchis	1.200
	3° Teints	1.700
	4° Imprimés en une, jusqu'à quatre couleurs ou tissés en deux couleurs	1.900
	5° Imprimés en cinq couleurs ou plus ou tissés en plus de deux couleurs	2.000
	b) Façonnés :	
	1° Écrus	1,100
	2° Blanchis	1.300
	3° Teints	1.850
	4° Imprimés en une, jusqu'à quatre couleurs, ou tissés en deux couleurs	2.100
	5° Imprimés en cinq couleurs ou plus, ou tissés en plus de deux couleurs	2.200
	XXIII. LIN, CHANVRE, JUTE ET AUTRES MATIÈRES TEXTILES VÉGÉTALES, NON SPÉCIALEMENT DÉNOMMÉES, FILS ET ARTICLES DE CES MATIÈRES,	
	sans mélange de coton, de laine ou de soie.	
	Fils :	
ex 205	Fils de chanvre (de filaments et d'étoupe de chanvre, même mélangés avec d'autres matières textiles rangées dans la présente classe) ; fils, non spécialement dénommés :	
	a) Simples, écrus	72
	Articles en lin, en chanvre, en jute, etc. :	
ex 219	Articles de corderie et articles pour usages techniques :	
	a) Cordes, câbles, cordages d'un diamètre de 5 mm. ou plus, même blanchis, goudronnés	216
	e) Articles de corderie et articles pour usages techniques, non spécialement dénommés	480

Number in the Czecho-slovakian Customs Tariff	Designation of Goods	Import Duty in Crowns
ex 189	Cotton Goods *(continued)* :	per 100 kg.
	(a) Plain, etc.	
	(3) Dyed	1,300
	(4) Printed in 1, 2, 3 or 4 colours or woven in 2 colours	1,600
	(5) Printed in 5 or more colours or woven in more than 2 colours	1,700
	(b) Figured :	
	(1) Unbleached	800
	(2) Bleached	1,000
	(3) Dyed	1,550
	(4) Printed in 1, 2, 3 or 4 colours or woven in 2 colours	1,800
	(5) Printed in 5 or more colours or woven in more than 2 colours	1,900
ex 190	Common, close woven, *i.e.* tissues made of No. 50 yarn and under, having in a square of 5 mm. side more than 38 threads :	
	Common, close woven, *i.e.* tissues made of No. 50 yarn and under, having in a square of 5 mm. side more than 38 threads, except " Bagdad " and " Madras " fabrics :	
	(a) Plain, simply twilled or not :	
	(1) Unbleached	1,000
	(2) Bleached	1,200
	(3) Dyed	1,700
	(4) Printed in 1, 2, 3 or 4 colours or woven in 2 colours	1,900
	(5) Printed in 5 or more colours or woven in more than colours	2,000
	(b) Figured :	
	(1) Unbleached	1,100
	(2) Bleached	1,300
	(3) Dyed	1,850
	(4) Printed in 1, 2, 3 or 4 colours or woven in 2 colours	2,100
	(5) Printed in 5 or more colours or woven in more than 2 colours	2,200
	XXIII. Flax, Hemp, Jute and other vegetable textile materials not specially mentioned, yarns and wares thereof	
	not mixed with Cotton, Wool or Silk.	
	Yarns :	
ex 205	Hemp yarn (of hemp fibre and hemp tow, mixed or not with other textile materials belonging to Class XXIII) ; yarns not specially mentioned :	
	(a) Single, unbleached	72
	Wares of flax, hemp, jute, etc. :	
ex 219	Cordage and articles for technical purposes :	
	(a) Ropes, cables and cords 5 mm. or more in diameter, bleached or tarred or not	216
	(e) Ropemakers' wares and articles for technical purposes not specially mentioned	480

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Kč
	XXV. SOIE ET ARTICLES EN SOIE, même mélangés avec d'autres matières textiles.	par 100 kg.
ex 244	Soie artificielle :	
	a) Ecrue ou blanche, non teinte :	
	1° Simple	1.050
	2° Retorse	1.400
	XXVI. ARTICLES CONFECTIONNÉS.	par pièce
ex 267	Chapeaux d'hommes et de garçons :	
	ex *c)* En paille, en liber, en copeaux de bois ou en autres matières :	
	ex 1° Non garnis :	
	Chapeaux, fabriqués de tresses de paille en forme de rubans, d'une largeur de plus de 8 mm., conformes à l'espèce des modèles déposés, importés par les bureaux de douane de Parkán, Filakovo, Slovenské, Nové Mesto et Čop	1,50
	ex 2. Garnis :	
	Chapeaux, fabriqués de tresses de paille en forme de rubans, d'une largeur de plus de 8 mm., conformes à l'espèce des modèles déposés, importés par les bureaux de douane de Parkán, Filakovo, Slovenské Nové Mesto et Čop :	
	Garnis seulement d'une ganse en paille, mais non ajustés autrement	1,50
	Autrement garnis	3
	XXVII. ARTICLES DE BROSSERIE ET DE TAMISERIE.	par 100 kg.
ex 275	Articles de brosserie, communs, c'est-à-dire en soies animales (même en succédanés de soies), non ultérieurement préparées, paille, piassava et autres matières végétales, même montés sur bois ou sur fer, non teint, ni verni, ni laqué :	
	ex *a)* Balais en paille, piassava ou autres matières végétales :	
	Balais en paille de millet	105
	b) Pinceaux grossiers	430
ex 276	Articles de brosserie, non spécialement dénommés (à l'exception des brosses en fils de fer pour usages techniques), avec montures :	
	ex *a)* En matières ordinaires :	
	Balais en paille de millet, avec des manches simplement trempés dans la couleur	105
	Autres balais en paille de millet	150
	XXIX. PAPIER ET ARTICLES EN PAPIER.	
286	Cartons goudronnés et carton-pierre :	
	Sablés	36
	Autres	72
	Papier :	
ex 292	Papier préparé pour usages photographiques :	
	b) Sensible à la lumière	600

Number in the Czecho-slovakian Customs Tariff	Designation of Goods	Import Duty in Crowns
	XXV. SILK AND WOOL WARES, mixed or not with other textile materials.	per 100 kg.
ex 244	Artificial Silk :	
	(a) Unbleached or white, undyed :	
	(1) Single	1,050
	(2) Twist	1,400
	XXVI. MADE-UP ARTICLES.	each
ex 267	Hats for men and boys :	
	ex *(c)* Of straw, bast, wood-shavings or other material :	
	ex (1) Untrimmed :	
	Hats made of ribbon-shaped straw plaiting 8 mm. wide, according to the samples lodged, imported through the Customs offices of Parkan, Filakovo, Slovenské, Nové, Mesto, and Čop	1.50
	ex (2) Trimmed :	
	Hats made of ribbon-shaped straw plaiting 8 mm. wide according to the samples lodged, imported through the Customs offices of Parkan, Filakovo, Slovenské, Nové, Mesto, and Čop :	
	Trimmed only with a straw cord, without other fittings .	1.50
	Otherwise trimmed	3
	XXVII. BRUSH-AND SIEVEMAKERS' WARES.	Per 100 kg.
ex 275	Brushmakers' wares, common, *i.e.* of bristles (also substitutes for bristles) not further worked, straw, piassava and other vegetable materials, mounted or not with wood or iron, undyed, not polished or lacquered :	
	ex *(a)* Brooms of straw, piassava or other vegetable material :	
	Brooms of millet straw	105
	(b) Coarse paintbrushes	430
ex 276	Brushmakers' wares, not specially mentioned, except wire brushes for technical purposes, mounted :	
	ex *(a)* With common materials :	
	Brooms of millet straw with roughly-stained handles	105
	Other brooms of millet straw.	150
	XXIX. PAPER AND PAPER WARES.	
286	Tarred cardboard and carton pierre :	
	Sanded	36
	Other	72
	Paper :	
ex 292	Paper prepared for photographic purposes :	
	(b) Sensitised	600

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Kč
	Articles en papier :	par 100 kg.
ex 300	Articles en papier, carton ou pâte à papier, non spécialement dénommés :	
	a) En pâte à papier, en carton, en papier, sauf le papier des nos 290 *b)*, 294 et 296 *c)*	360
	ex *b)* En papier ou avec papier des nos 290 *b)*, 294 et 296 *c)*, ainsi que tous les articles avec images ou peintures :	
	Plateaux et jattes, même avec bordure en or, mais autrement sans images ou peintures	360
	Autres articles, à l'exception du papier à lettres en cassettes, des albums, des carnets, des livres de commerce et des articles similaires de relieur	720
	XXX. CAOUTCHOUC ET GUTTA-PERCHA ET ARTICLES DE CES MATIÈRES.	
309	Articles, non spécialement dénommés, en plaques brevetées, vulcanisés ou non, même combinés avec des matières ordinaires ou fines :	
	Articles trempés, sans couture (à l'exception des jouets), même gants chirurgicaux	1.950
	Jouets	1.200
	Autres	1.560
310	Jouets d'enfants, en caoutchouc mou, même combinés avec des matières ordinaires ou fines :	
	Balles	800
	Autres	900
311	Chaussures, même combinées avec des articles textiles de toute sorte ou avec d'autres matières :	
	Talons	720
	Autres	600
313	Caoutchouc durci, dur ou ayant la dureté du cuir, en plaques, bâtons et tubes, même polis, mais non autrement ouvrés	210
ex 320	Articles pour usages techniques :	
	ex *e)* Pneumatiques (chambres à air et bandages) :	
	2° Autres	1.000
	f) Pièces isolantes en plaques brevetées, même vulcanisées .	910
	ex *g)* Armatures pour usages techniques et électro-techniques, pour instruments, etc., en caoutchouc durci, à l'exception des pièces estampées brutes en caoutchouc durci, rangées sous le n° 314 *a)* :	
	Coffrets en ébonite pour accumulateurs	405
	XXXIV. ARTICLES EN BOIS ; ARTICLES EN MATIÈRES A TOURNER ET A SCULPTER.	
ex 350	Frises, baguettes, bâtons et plaques, rabotés, de même que parquets (planches collées ou autrement assemblées) ; tous ces articles ni plaqués ni marquetés :	
	ex *a)* Bruts :	
	Frises, baguettes, bâtons et plaques, rabotés	50
ex 351	Feuilles de placage, ainsi que planches en feuilles de placage collées ensemble :	
	ex *a)* Non marquetées :	
	1° Brutes	105

Number in the Czecho-slovakian Customs Tariff	Designation of Goods	Import Duty in Crowns
	Paper wares :	Per 100 kg.
ex 300	Wares of paper, pasteboard or paper pulp, not specially mentioned :	
	(a) Of paper pulp, pasteboard, paper, except paper included under Nos. 290 *(b)*, 294 or 296 *(c)*	360
	ex *(b)* Of or with paper included under Nos. 290 *(b)*, 294 or 296 *(c)*, and all articles with pictures or painting :	
	Trays and bowls, gilt-edged or not, but otherwise without pictures or painting	360
	Other wares, except writing-paper in boxes, albums, notebooks, trade ledgers and similar bookbinders' wares.	720
	XXX. INDIARUBBER AND GUTTAPERCHA AND WARES THEREOF	
309	Wares made of patent sheets not specially mentioned, vulcanised or not, combined or not with fine or common materials :	
	Tempered rubber wares, seamless (except toys), including surgical gloves	1,950
	Toys	1,200
	Other	1,560
310	Childrens' toys, of soft rubber, combined or not with fine or common materials :	
	Balls	800
	Other	900
311	Boots and shoes, combined or not with textiles of all kinds or with other materials :	
	Heels	720
	Other	600
313	Hardened indiarubber (solid or hard as leather) in sheets, rods and tubes, polished or not, but not further worked	210
ex 320	Articles for technical purposes :	
	ex *(e)* Pneumatic tyres (inner or outer tubes)	
	(2) Other	1,000
	(b) Insulating material made of patent sheets, vulcanised or not	910
	ex *(g)* Fittings for technical and electrotechnical purposes, for instruments, etc., of hardened indiarubber (except rough stamped articles in hardened indiarubber included under No. 314 *(a)*) :	
	Ebonite boxes for accumulators.	405
	XXXIV. WOODEN WARES ; WARES OF MATERIALS FOR TURNING AND CARVING.	
ex 350	Friezes, reglets, rods and planks, planed ; also parquetry (blocks glued or otherwise put together) ; all these neither veneered nor inlaid :	
	ex *(a)* Rough :	
	Friezes, reglets, rods and planks, planed	50
ex 351	Veneers ; also planks made by glueing veneers together :	
	ex *(a)* Not inlaid :	
	(1) Rough	105

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Kč
ex 356	Articles, non spécialement dénommés, en bois ordinaire, même rabotés (unis ou profilés), grossièrement tournés ou grossièrement sculptés, même collés, emboîtés ou autrement assemblés :	par 100 kg.
	ex *b)* Bruts, avec garnitures ou autrement combinés avec du fer ou avec d'autres métaux communs :	
	ex 2° En bois dur ou plaqués (de bois ordinaire) :	
	Tonneaux	100
	ex *c)* Passés aux mordants, teints, vernis, laqués, polis, ainsi que tous les articles combinés avec du cuir ou des matières ordinaires, excepté ceux tarifés à la lettre *b)* :	
	ex 2° En bois dur ou plaqués (de bois ordinaire) :	
	Meubles en bois de hêtre, même plaqués de bois ordinaire .	220
ex 357	Articles, non spécialement dénommés, en bois fins ou plaqués de bois fins, même rabotés (unis ou profilés), grossièrement tournés ou grossièrement sculptés, même collés, emboîtés ou autrement assemblés :	
	ex *b)* Passés aux mordants, teints, vernis, laqués, polis, ainsi que tous les articles combinés avec du cuir ou des matières ordinaires, excepté ceux rangés sous la lettre *a)* :	
	Meubles	400
ex 358	Articles, non spécialement dénommés, en bois, finement tournés, ainsi que tous les articles avec ornements obtenus au feu, par estampage ou fraisage, même combinés avec du cuir ou des matières ordinaires ; articles rembourrés, mais non recouverts :	
	Meubles	600
ex 359	Articles en bois, non spécialement dénommés, finement ajourés ou sculptés ; articles en bois dorés, argentés ou bronzés (à l'exception des baguettes et cadres en bois) ; articles en bois finement peints ; articles en bois, non spécialement dénommés, combinés avec des matières fines, à l'exception du cuir et des revêtements en matières textiles :	
	Meubles	750
ex 360	Articles en bois, non spécialement dénommés, avec incrustation (boule, intarsie, mosaïque en bois) ; articles en bois, non spécialement dénommés, avec revêtements de toute sorte :	
	Meubles	900
	XXXV. VERRE ET ARTICLES EN VERRE.	
	Verre en feuilles :	
ex 388	Articles en verre ou en émail, non spécialement dénommés :	
	ex *b)* Combinés avec du caoutchouc, du cuir ou avec parties en fer ou en métaux communs, non nickelées :	
	Lampes-appliques	385
	XXXVI. OUVRAGES DE PIERRES, en pierres, en terres non cuites, en ciment et en mélanges de pierres.	
399	Ciment	13,50
ex 401	Articles en asbeste :	
	ex *a)* Papier et carton d'asbeste, non façonnés :	
	Ardoises en aggloméré d'asbeste et de ciment	97,50

Number in the Czechoslovakian Customs Tariff	Designation of Goods	Import Duty in Crowns
ex 356	Wares, not specially mentioned, of common wood, whether or not planed (flat or in profile), roughly turned or roughly carved ; also glued, rabbeted or otherwise joined together :	Per 100 kg.
	ex *(b)* In the rough, with fittings, or otherwise combined with iron or other base metal :	
	ex (2) Of hard wood or veneered (with common wood) :	
	Casks	100
	ex *(c)* Stained, dyed, varnished, lacquered, polished, and all articles combined with leather or common materials, except those included under *(b)* :	
	ex (2) Of hard wood or veneered (with common wood) :	
	Furniture of beech wood, veneered or not with common wood	220
ex 357	Wares, not specially mentioned, of fine wood, or veneered with such wood, planed or not (flat or in profile), roughly turned or roughly carved; also glued, rabbeted or otherwise put together :	
	ex *(b)* Stained, dyed, varnished, lacquered, polished and all articles combined with leather or common materials, except those tariffed under *(a)* :	
	Furniture	400
ex 358	Wares, not specially mentioned, of wood, finely turned, and all articles with burnt-in, moulded or cut-in ornamentation, combined or not with leather or common materials ; upholstered wares not covered :	
	Furniture	600
ex 359	Wares, not specially mentioned, of wood with fine fretwork or carved work ; gilt, silvered or bronzed wooden wares (except mouldings or frames) ; finely painted wooden wares ; wares of wood, not specially mentioned, combined with fine materials, except with leather or coverings of tissue :	
	Furniture	750
ex 360	Wares, not specially mentioned, of wood with inlaid work (buhl-work, tarsia-work, marquetry) ; wares, not specially mentioned, of wood, with coverings of all kinds :	
	Furniture.	900
	XXXV. Glass and Glassware.	
	Sheet and plate glass :	
ex 388	Glass and enamel wares, not specially mentioned :	
	ex *(b)* Combined with india-rubber, leather, or with non-nickelled parts of iron or base metal :	
	Bracket-lamps.	385
	XXXVI. Wares of Stone, Unburnt Clay, Cement, and Compositions of Stone.	
399	Cement.	13.50
ex 401	Wares of asbestos :	
	ex *(a)* Asbestos paper and asbestos cardboard, not shaped :	
	Slates of a compound of asbestos and cement	97.50

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Kč
	XXXVII. ARTICLES EN ARGILE.	par 100 kg.
ex 422	Poterie commune en argile ordinaire, se colorant par la cuisson :	
	Non vernissée	14
ex 425	Articles en argile, non spécialement dénommés :	
	ex *b)* Autres :	
	ex 1° Unicolores :	
	Pipes à fumer en argile	108
	ex 2° De deux ou plusieurs couleurs, bordés, peints, imprimés, argentés, dorés :	
	Pipes à fumer, en argile	180
ex 426	Articles en argile, autres (non tarifés ailleurs), en combinaison :	
	ex *a)* Avec des matières ordinaires :	
	Pipes à fumer, en argile	210
	ex *b)* Avec des matières fines :	
	Pipes à fumer, en argile	700
	ex *c)* Avec des matières très fines :	
	Pipes à fumer, en argile	1.800
	XXXVIII. FER ET ARTICLES DE FER.	
	Articles en fer :	
ex 445	Articles en tôle, non spécialement dénommés :	
	ex *b)* En tôle noire, grossièrement recouverts d'un enduit, ou en tôle dressée, même grossièrement recouverts d'un enduit :	
	Corps d'éclairage et leurs parties	304
	ex *c)* Adoucis, recouverts d'un enduit fin ou vernis, plombés, zingués, étamés (même en fer-blanc) ; même combinés avec des matières ordinaires :	
	Corps d'éclairage et leurs parties	400
	ex *d)* Peints, imprimés, bronzés, laqués ; émaillés ou en tôles à dessins ; même combinés avec des matières ordinaires :	
	1° Ustensiles émaillés	504
	ex 2° Autres :	
	Corps d'éclairage et leurs parties, laqués	450
	ex *e)* Polis, cuivrés, recouverts de laiton, nickelés, plaqués de cuivre, d'alliages de cuivre ou d'aluminium ou argentés ; même combinés avec des matières ordinaires ou fines :	
	Corps d'éclairage et leurs parties, cuivrés ou recouverts de laiton	660
	Corps d'éclairage et leurs parties, nickelés	1.400
	Outils :	
452	Faux et faucilles, même combinées avec du bois	128
454	Pics, pioches et pelles (y compris les truelles), même combinés avec du bois :	
	a) Bruts, même passés à la meule sur le tranchant ou sur l'arête	140
	b) Ayant subi un autre travail ordinaire ou fin	176
ex 466	Articles en fil de fer, non spécialement dénommés :	
	ex *b)* Finement enduits, étamés, zingués :	
	Lyres pour lampes à suspension	350
	Toiles métalliques et treillis, en fils zingués	400
	ex *c)* Ayant subi un autre travail fin, même polis ou nickelés ; fil recouvert de filés :	
	Lyres laquées ou bronzées pour lampes à suspension	400

Number in the Czecho-slovakian Customs Tariff	Designation of Goods	Import Duty in Crowns
	XXXVII. EARTHENWARE.	Per 100 kg.
ex 422	Common pottery of common clay, coloured in the burning :	
	Unglazed	14
ex 425	Earthenware, not specially mentioned :	
	ex *(b)* Other :	
	ex (1) Of one colour :	
	Clay pipes for smokers.	108
	ex (2) Of two or more colours, edged, painted, printed, silvered, gilt :	
	Clay pipes for smokers.	180
ex 426	Earthenware, other (not otherwise tariffed) combined :	
	ex *(a)* With common materials :	
	Clay pipes for smokers	210
	ex *(b)* With fine materials :	
	Clay pipes for smokers	700
	ex *(c)* With very fine materials :	
	Clay pipes for smokers	1,800
	XXXVIII. IRON AND IRON WARES.	
	Iron wares :	
ex 445	Wares of sheet iron, not specially mentioned :	
	ex *(b)* Of black sheet, coarsely primed, or of dressed sheet iron, coarsely primed or not :	
	Lighting fittings and their parts	304
	ex *(c)* Smoothed, finely primed or varnished ; coated with lead, zinc, tin (also of tin plate) ; combined or not with common materials :	
	Lighting fittings and their parts	400
	ex *(d)* Painted, printed, bronzed, lacquered ; enamelled or of sheet iron with designs ; combined or not with common materials :	
	(1) Enamelled utensils	504
	ex (2) Other :	
	Lighting fittings and their parts, lacquered	450
	ex *(e)* Polished, coated with copper or brass, or nickelled, plated with copper, alloys of copper, aluminium, or silvered ; combined or not with fine or common materials :	
	Lighting fittings and their parts, coated with copper or brass.	660
	Lighting fittings and their parts, nickelled	1,400
	Tools :	
452	Scythes and sickles combined or not with wood	128
454	Clamps, hoes and spades (including trowels) combined or not with wood :	
	(a) Rough, whether or not smoothed on the cutting edge or on the narrow side	140
	(b) Otherwise ordinarily or finely worked	176
ex 466	Wares of wire not specially mentioned :	
	ex *(b)* Finely painted, coated with zinc or tin :	
	Suspensions for hanging lamps	350
	Metallic tissues and lattices of zinc coated threads	400
	ex *(c)* Otherwise finely worked, polished, nickelled or not ; wire coated with textile threads :	
	Lacquered or bronzed suspensions for hanging lamps	400

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Kč
ex 473	Serrures, clefs et autres parties de serrures :	par 100 kg.
	ex *a)* Serrures ordinaires, à l'exception des serrures de sûreté et de celles constituant des ouvrages de serrurerie d'art, pesant par pièce :	
	2° 300 gr. ou moins	660
	b) Serrures de sûreté, même avec travail de serrurerie d'art	930
	c) Clefs et parties de serrures, ayant subi un travail ordinaire ou fin, à l'exception des ressorts de serrures :	
	Clefs	550
	Autres	715
ex 481	Articles en fonte non malléable, non spécialement dénommés, même avec pièces de jonction en fer malléable ou combinés avec du bois :	
	ex *c)* Ayant subi un travail fin, pesant par pièce :	
	ex 3° Plus de 5 kg., jusqu'à 40 kg. :	
	Ustensiles émaillés	315
	ex 4° 5 kg. ou moins :	
	Ustensiles émaillés	315
ex 482	Fonte artistique et autre fonte fine non malléable, même avec pièces de jonction en fer malléable ou combinée avec du bois :	
	ex *a)* Brute ou simplement frottée :	
	Corps d'éclairage et leurs parties	448
	ex *b)* Ayant subi un autre travail ordinaire ou fin, même combinée avec d'autres matières ordinaires :	
	Corps d'éclairage et leurs parties	448
	XXXIX. MÉTAUX COMMUNS ET ARTICLES EN MÉTAUX COMMUNS.	
	Articles en métal :	
ex 505	Feuilles de plomb et d'étain (tain), simplement laminées, avec dessins, colorées ou laquées ; capsules pour bouteilles, tubes et articles similaires, en étain, en plomb étamé ou en alliages de plomb :	
	Capsules pour bouteilles, ainsi que tubes en étain, en plomb étamé ou en alliages de plomb	576
ex 517	Articles, non spécialement dénommés, en cuivre et autres métaux communs non dénommés ailleurs ou alliages non dénommés ailleurs, en métaux communs, même combinés avec des matières ordinaires :	
	ex *a)* Ayant subi un travail ordinaire :	
	Seringues contre le péronospora	600
	Corps d'éclairage et leurs parties	660
	Autres, excepté le chauffe-eau automatiques	825
	ex *b)* Ayant subi un travail fin :	
	Seringues contre le péronospora	600
	Corps d'éclairage et leurs parties	1.000
	Autres, excepté les chauffe-eau automatiques	1.800
	XL. MACHINES, APPAREILS ET LEURS PIÈCES DÉTACHÉES EN BOIS, EN FER OU EN MÉTAUX COMMUNS, EXCEPTÉ LES OBJETS RANGÉS DANS LES CLASSES XLI ET XLII.	
ex 527	Locomotives et tenders ; locomobiles :	
	ex *b)* Locomobiles :	
	Locomobiles complètes pour usages agricoles	288

Number in the Czecho-slovakian Customs Tariff	Designation of Goods	Import Duty in Crowns
ex 473	Locks, keys and other component parts of locks :	Per 100 kg.
	ex *(a)* Locks, ordinary, except safety locks and those included under locksmiths' artistic work, weighing each :	
	(2) 300 gr. or less	660
	(b) Safety locks, with or without locksmiths' artistic work .	930
	(c) Ordinarily or finely worked keys and parts of locks, except lock springs :	
	Keys	550
	Other	715
ex 481	Wares of non-malleable cast iron not specially mentioned, with or without combining pieces of malleable iron, or combined with wood :	
	ex *(c)* Finely worked, weighing :	
	ex (3) More than 5 and up to 40 kg. each :	
	Enamelled utensils	315
	ex (4) 5 kg. or less each :	
	Enamelled utensils.	315
ex 482	Art castings and other fine non-malleable cast iron, with or without combining pieces of malleable iron, or combined with wood :	
	ex *(a)* Rough or merely scoured :	
	Lighting fittings and their parts	448
	ex *(b)* Otherwise ordinarily or finely worked, combined or not with other common materials :	
	Lighting fittings and their parts	448
	XXXIV. BASE METALS AND WARES THEREOF.	
	Metal wares :	
ex 505	Tin-foil and lead-foil, figured, coloured or lacquered, bottle capsules, tubes and similar wares of tin, tinned lead or lead alloys :	
	Bottle capsules, also tubes of tin, tinned lead or lead alloys . .	576
ex 517	Articles, not specially mentioned, of copper and other not otherwise mentioned base metals or alloys thereof, combined or not with common materials :	
	ex *(a)* Ordinarily worked :	
	Peronospora sprays	600
	Lighting fittings and their parts	660
	Other, except automatic boilers.	825
	ex *(b)* Finely worked :	
	Peronospora sprays	600
	Lighting fittings and their parts	1,000
	Other, except automatic boilers.	1,800
	XL. MACHINERY, APPARATUS AND PARTS THEREOF OF WOOD, IRON, OR BASE METAL, EXCEPT THOSE INCLUDED UNDER CLASSES XLI AND XLII.	
ex 527	Locomotives and tenders ; portable engines :	
	ex *(b)* Portable engines :	
	Complete portable engines for agricultural purposes	288

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Kč
ex 528	Machines à vapeur et autres moteurs, non spécialement dénommés (excepté les moteurs rangés dans les classes XLI et XLII) ; machines de travail, faisant corps avec des moteurs à vapeur (dragues à vapeur, grues à vapeur, marteaux-pilons à vapeur, pompes à vapeur, pompes à incendie à vapeur et machines analogues) ; pesant par pièce :	par 100 kg.
	ex *a)* 2 quintaux ou moins :	
	Moteurs à combustion et à explosion	400
	ex *b)* Plus de 2 quintaux, jusqu'à 25 quintaux :	
	Moteurs à combustion et à explosion	320
	ex *c)* Plus de 25 quintaux, jusqu'à 100 quintaux :	
	Moteurs à combustion et à explosion	260
	ex *d)* Plus de 100 quintaux, jusqu'à 1.000 quintaux :	
	Moteurs à combustion et à explosion	220
	ex *e)* Plus de 1.000 quintaux :	
	Moteurs à combustion et à explosion	200
ex 530	Machines et appareils agricoles, non spécialement dénommés :	
	b) Batteuses	180
	ex *c)* Autre :	
	2° En fer :	
	Corps de charrue, têtes de charrue, versoirs (tôles en forme de maie, tôles de versoir), socs de charrue et coutres de charrues	171
	Autres	192
ex 538	Machines et appareils, non spécialement dénommés, autres, pesant par pièce :	
	ex *a)* 2 quintaux ou moins :	
	Moulins à cylindres pour la meunerie	450
	ex *b)* Plus de 2 quintaux, jusqu'à 10 quintaux :	
	Moulins à cylindres pour la meunerie	420
	Machines à broyer des pierres	350
	ex *c)* Plus de 10 quintaux :	
	Moulins à cylindres pour la meunerie, machines à broyer des pierres	300
	XLI. MACHINES ET APPAREILS ÉLECTRIQUES ET OBJETS SERVANT A DES USAGES ÉLECTROTECHNIQUES.	
539	Dynamos et moteurs électriques (à l'exception des moteurs pour automobiles), même s'ils font corps avec des dispositifs ou appareils mécaniques ; transformateurs (convertisseurs rotatifs ou fixes) ; pesant par pièce :	
	a) 25 kg. ou moins	1.080
	b) Plus de 25 kg., jusqu'à 5 quintaux	750
	c) Plus de 5 quintaux, jusqu'à 30 quintaux	708
	d) Plus de 30 quintaux, jusqu'à 80 quintaux	594
	e) Plus de 80 quintaux	396
ex 540	Appareils électriques de télégraphie, de sonnerie, à signaux et appareils de sûreté pour chemins de fer ; téléphones et microphones ; parafoudres (à l'exception des paratonnerres) ; appareils de mesure et compteurs, électriques ; pesant par pièce :	
	ex *a)* 5 kg. ou plus :	
	Appareils de sonnerie, à signaux et appareils de sûreté pour chemins de fer	2.100
	Autres, à l'exception des appareils de télégraphie et de téléphonie sans fil	2.400

Number in the Czecho-slovakian Customs Tariff	Description of Goods	Import Duty in Crowns
ex 528	Steam engines and other motors not specially mentioned (except those belonging to Classes XLI and XLII) : industrial machinery permanently combined with steam motors (steam dredgers, steam cranes, steam hammers, steam pumps, steam fire engines and the like) ; weighing each :	Per 100 kg.
	ex *(a)* 2 q. or less :	
	Internal combustion and explosion engines	400
	ex *(b)* Over 2 q. and up to 25 q. :	
	Internal combustion and explosion engines	320
	ex *(c)* Over 25 q. and up to 100 q. :	
	Internal combustion and explosion engines	260
	ex *(d)* Over 100 q. and up to 1,000 q. :	
	Internal combustion and explosion engines.	220
	ex *(e)* Over 1,000 q. :	
	Internal combustion and explosion engines.	200
ex 530	Agricultural machinery and apparatus not specially mentioned :	
	(b) Threshing machines	180
	ex *(c)* Other :	
	(2) Of iron :	
	Plough bodies and heads, mouldboards (sheet iron in the shape of a trough mould-board sheets), ploughshares and coulters	171
	Other	192
ex 538	Machines and apparatus not specially mentioned, other weighing each :	
	ex *(a)* Up to 2 q. :	
	Roller mills for grinding meal	450
	ex *(b)* Over 2 q. and up to 10 q. :	
	Roller mills for grinding meal	420
	Machines for crushing stones	350
	ex *(c)* Over 10 q. :	
	Roller mills for grinding meal, machines for crushing stones. .	300
	XLI. ELECTRICAL MACHINES AND APPARATUS AND ELECTRO-TECHNICAL NECESSITIES.	
539	Dynamos and electric motors (except motors for automobiles), whether or not permanently combined with mechanical devices or apparatus ; transformers (rotary or static converters) ; weighing each :	
	(a) 25 kg. or less	1,080
	(b) Over 25 kg. and up to 5 q.	750
	(c) Over 5 q. and up to 30 q.	708
	(d) Over 30 q. and up to 80 q.	594
	(e) Over 80 q.	396
ex 540	Electrical telegraph, ringing, signalling, and railway safety apparatus ; telephones and microphones ; lightning arresters (except lightning conductors) ; electrical calculating and measuring apparatus ; weighing each :	
	ex *(a)* 5 kg. or more :	
	Ringing, signalling, and railway safety apparatus	2,100
	Other, except wireless telegraph and telephone apparatus . .	2,400

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Kč
ex 540	Appareils électriques, etc. *(suite) :*	par 100 kg
	ex *b)* Moins de 5 kg. :	
	Téléphones, microphones, même avec les parafoudres y appartenant	3.600
	Appareils de mesure et compteurs, électriques	3.900
	Autres, à l'exception des appareils de télégraphie et de téléphonie sans fil	4.200
541	Dispositifs de commutation et de contact, coupe-circuits montés et appareils de conduction électrique similaires ; tous ces appareils dans des douilles (boîtes et similaires), pesant par pièce jusqu'à 250 gr.	2.250
ex 542	Lampes électriques (à arc, à incandescence et similaires), douilles montées pour lampes électriques ; corps de verre montés pour effets lumineux électriques :	
	Douilles montées et pieds montés pour lampes à incandescence .	1.400
	Lampes électriques à incandescence et leurs parties, à l'exception des douilles montées et des pieds montés pour lampes à incandescence	2.600
	XLVI. MATIÈRES CHIMIQUES AUXILIAIRES ET PRODUITS CHIMIQUES.	
	Sels et autres combinaisons, spécialement dénommés :	
ex 599	Sels de potassium, de sodium et d'ammonium, spécialement dénommés :	
	ex *c)* Sulfate de potassium ; bisulfate de potassium et de sodium ; préparations de tartre ; potasse (carbonate de potassium), contenant jusqu'à 85 % de carbonate de potassium :	
	ex 1° Sulfate de potassium ; bisulfate de potassium ; potasse, contenant jusqu'à 85 % de carbonate de potassium :	
	Potasse, contenant jusqu'à 85 % de carbonate de potassium	42,75
	ex *e)* Potasse, contenant plus de 85 % de carbonate de potassium ; verre soluble, solide :	
	Potasse, contenant plus de 85 % de carbonate de potassium	81
	Autres matières chimiques auxiliaires et produits chimiques :	
ex 611	Colle de toute sorte, même colle de poisson (ichthyocolle) :	
	Colle de toute sorte	175,50
ex 612	Albumine et albuminoïdes ; caséine, caséogomme :	
	ex *b)* Caséine, caséogomme :	
	Caséine	72,50
ex 613	Amidon (ainsi que farine d'amidon) :	
	Fécules de pommes de terre et farine de fécules de pommes de terre, accompagnées d'un certificat délivré par l'autorité compétente du pays de production, attestant qu'il s'agit de fécules de pommes de terre ou de farine de fécules de pommes de terre	149,50
	Amidon de froment et de maïs, même farine d'amidon de froment et de maïs	208
615	Levure pressée	385
	Observation : La surtaxe à l'impôt sur les eaux-de-vie, perçue sur la fabrication de la levure pressée s'attachant à la distillation des eaux-de-vie, est comprise dans ce droit.	
ex 621	Gaz liquéfiés, non spécialement dénommés :	
	Gaz de Blau	45

Number in the Czechoslovakian Customs Tariff	Description of Goods	Import Duty in Crowns
ex 540	Electrical telegraph, etc. *(continued)* :	Per 100 kg.
	ex *(b)* Less than 5 kg. :	
	Telephones, microphones, with or without lightning arresters attached	3,600
	Electrical measuring apparatus and meters	3,900
	Other, except wireless telegraph and telephone apparatus . . .	4,200
541	Switch and contact devices, mounted fuses and the like ; electrical conduction apparatus ; all these in holders (boxes and the like), weighing each up to 250 grammes	2,250
ex 542	Electric lamps (arc, incandescent, and similar lamps), mounted holders for electric lamps ; mounted glasses for electric lights :	
	Mounted holders and feet for incandescent lamps	1,400
	Incandescent electric lamps and their parts, except mounted holders and feet for incandescent lamps	2,600
	XLVI. CHEMICAL AUXILIARY SUBSTANCES AND CHEMICAL PRODUCTS.	
	Salts and other combinations specially mentioned :	
ex 599	Potassium, sodium and ammonium salts specially mentioned :	
	ex *(c)* Sulphate of potassium, bisulphate (hydrosulphate) of potassium and of sodium ; preparations or tartar ; potash (carbonate of potassium), containing up to 85 % of carbonate of potassium :	
	ex (1) Sulphate of potassium ; bisulphate of potassium ; potash containing up to 85 % of carbonate of potassium :	
	Potash, containing up to 85 % of carbonate of potassium	42.75
	ex *(e)* Potash, containing more than 85 % of carbonate of potassium ; silicate of sodium, solid :	
	Potash containing more than 85 % of carbonate of potassium	81
	Other chemical auxiliary materials and products :	
ex 611	Glue of all kinds, also isinglass :	
	Glue of all kinds	175.50
ex 612	Albumen and albuminoids, casein, caseum glue :	
	ex *(b)* Casein, caseum glue :	
	Casein	72.50
ex 613	Starch, also starch meal :	
	Potato starch and potato starch meal, accompanied by a certificate issued by the responsible authority of the country of production, certifying that the products in question are really derived from potatoes	149.50
	Wheat and maize starch, also wheat and maize starch flour . .	208
615	Compressed yeast	385
	Note : The surtax on spirits, collected on the manufacture of compressed yeast for spirits distilleries, is included in this duty.	
ex 621	Liquefied gases not specially mentioned :	
	Blau gas	45

Numéros du tarif douanier tchéco-slovaque	Dénomination des marchandises	Droits d'entrée Kč
	XLVIII. BOUGIES ET CHANDELLES, SAVONS ET ARTICLES EN CIRE.	par 100 kg.
ex 637	Savon : ex *a)* Ordinaire : *Observation :* Savons, mous à base de potassium pour la fabrication du lysoforme, sur permis et moyennant les conditions et le contrôle à déterminer par ordonnance	70
	LI. DÉCHETS.	
ex 653	Son (même son d'amandes) ; déchets de riz ; germes de malt ; balle ; résidus solides de la fabrication des huiles grasses, même moulus vinasses ; rinçures ; cossettes de betteraves épuisées : Son	exempt

ANNEXE B.

DROITS D'ENTRÉE SUR LE TERRITOIRE DOUANIER HONGROIS.

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes-or
ex 16	Viande (y compris les jambons) et lard, préparés, séchés, salés, en saumure, fumés, cuits ou autrement préparés : Jambons et viande fumée	par 100 kg. 48
17	Lait	exempt
18	Crème	3
22	Fromage de Liptov *(bryndza)*	10
ex 23	Fromages : ex *b)* mous : Fromages mous dits « *tvarůžky* »	8,50
ex 71	Semences de betteraves à sucre et fourragères : *a)* Semences de betterave à sucre	exemptes
ex 79	Cerises et griottes, fraîches : Cerises, fraîches du 1er juin au 31 juillet	7,50
	ex Observation 2 aux nos 77-84 : Les pulpes de fruits non sucrées (passées au tamis ou non), à l'exception de la marmelade de prunes, en tonneaux ou en autres récipients non hermétiquement fermés, sont soumises à un droit de douane de	10
ex 116	Choux et choux frisés : Choux du 1er avril au 1er décembre	2,30
	Choux frisés	1,50
ex 117	Autres plantes potagères fraîches : Chou-rave du 1er avril au 30 juin	7,20
	Chou-rave du 1er juillet au 31 août, chou-navet, arroche, carottes communes (à l'exception des carottes fines), racines de persil, fèves *(faba vulgaris)* et féveroles *(faba vulgaris, varietas equina)*, radis noir, betteraves rouges (à salade), courge comestible, navet d'août, navet	1,50

Number in the Czecho-slovakian Customs Tariff	Designation of Goods	Import Duty in Crowns
	XLVIII. CANDLES, SOAP, AND ARTICLES OF WAX.	Per 100 kg.
ex 637	Soap : ex *(a)* Common : *Note :* Soft soap with a potash base, for the manufacture of lysoform, on licence, under conditions and supervision to be determined by Order.	70
	LI. WASTE.	
ex 653	Bran (also almond bran) ; rice waste ; malt germs ; chaff ; solid residue from the manufacture of fatty oils, ground up or not ; distillers' wash, swill ; exhausted beet slices : Bran	free

ANNEX B.

DUTIES ON IMPORTS ENTERING HUNGARIAN CUSTOMS TERRITORY.

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
ex 16	Meat (including ham) and bacon, prepared, dried, salted, pickled, smoked, cooked or otherwise prepared :	Per 100 kg.
	Ham and smoked meat	48
17	Milk	free
18	Cream	3
22	Liptau cheese *(bryndza)*	10
ex 23	Cheese : ex *(b)* Soft : " Tvaruzky " soft cheese.	8.50
ex 71	Sugar and fodder beet seeds : *(a)* Sugar beet seeds	free
ex 79	Cherries and egriots, fresh : Cherries, fresh, from June 1 to July 31	7.50
	ex Note 2 to Nos. 77-84 : Unsugared fruit pulps (whether passed through a sieve or not) except plum jam, in barrels or other receptacles not hermetically sealed, pay a Customs duty of	10
ex 116	Cabbages and savoys : Cabbages from April 1 to December 1	2.30
	Savoys	1.50
ex 117	Other fresh pot-herbs : Kohlrabi from April 1 to June 30	7.20
	Kohlrabi from July 1 to August 31, turnip-cabbage, orache, common carrots (except fine carrots), parsley roots, beans *(faba vulgaris)* and horse-beans *(faba vulgaris, varietas, equina)*, black radishes, red beets (salad), edible gourd, August turnip, turnip	1.50

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
		par 100 kg.
120	Racines de chicorées, fraîches et séchées au four	2
ex 121	Houblon, farine de houblon :	
	Houblon	20
ex 130	Bière :	
	a) En tonneaux	12
	Observation : La consolidation du droit d'entrée reste en vigueur seulement pour autant que le droit du numéro 107 *a)* du tarif douanier tchécoslovaque ne dépasse pas 84-Kč.	
ex 134	Eaux minérales :	
	Eaux minérales des sources tchécoslovaques dénommées dans le Protocole final	exemptes
	Observation : Les eaux minérales, ayant droit au taux conventionnel, seront dédouanées selon le poids des bouteilles vides au droit d'entrée valable, le cas échéant, pour les bouteilles.	
ex 137	Aliments de toute espèce, à l'exception des aliments médicinaux :	
	Préparations de malt	120
ex 142	Produits de la mouture de l'avoine :	
	Farine d'avoine, flocons d'avoine, gruaux d'avoine, non ajustés pour la vente au détail	10
ex 149	Articles de boulangerie de toute espèce [à l'exception de ceux rangés sous le n° 159 *c)*] :	
	Zwiebacks, non fourrés.	55
ex 162	Autres plantes potagères, salées, aigries, conservées au vinaigre ou par d'autres procédés (à l'exception de ceux dénommés au n° 118), ainsi que légumes et champignons préparés de même manière :	
	ex *a)* En tonneaux :	
	Choucroute	10
ex 163	Conserves de fruits :	
	ex *a)* Jus de fruits (concentrés ou non), non additionnés de sucre, en tonneaux ou autres emballages non hermétiquement fermés :	
	Jus de framboises non additionné de sucre	15
	ex *c)* Conserves de fruit, pulpe de fruits sucrée, ainsi que fruits conservés au sel, au vinaigre ou par tout autre procédé à froid, pulpe et jus de fruits non sucrés, ainsi que purée de prune non sucrée, en emballages hermétiquement fermés :	
	ex 1° En récipients pesant 3 kg. et plus, poids brut :	
	Sirop de framboises et marmelades en emballages non hermétiquement fermés	60
	ex 2° En récipients pesant moins de 3 kg., poids brut :	
	Sirop de framboises et marmelades	80
ex 167	Conserves de viande et extraits de viande :	
	ex *d)* Autres conserves de viande :	
	Conserves de jambons	58
ex 168	Poissons, coquillages et crustacés, fumés et séchés ; poissons, coquillages et crustacés, conservés à l'huile et marinés, ainsi que poissons salés, en récipients de moins de 50 kg. poids brut :	
	ex *a)* En tonneaux, caisses et récipients analogues :	
	ex 1° Poissons fumés et séchés :	
	Poissons fumés	36
	ex 2° Autres :	
	Poissons dits russes	50
	ex *b)* En bocaux ou en boîtes, tubes, etc., hermétiquement fermés :	
	2° Autres conserves de poissons, ainsi que pâtés	160

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
		Per 100 kg.
120	Fresh or kiln-dried chicory root	2
ex 121	Hops, hop-meal : Hops.	20
ex 130	Beer : *(a)* In casks.	12
	Note : Consolidation of import duties continues to apply only if the duty on No. 107 *(a)* of the Czechoslovak Customs Tariff does not exceed 84 Kč.	
ex 134	Mineral waters : Mineral waters from Czechoslovak springs mentioned in the Final Protocol	free
	Note : Mineral waters entitled to conventional rates will be cleared according to the weight of the empty bottles at the import duty rates, if any, applicable to the bottles.	
ex 137	Foods of every kind, except medicinal foods : Malt preparations	120
ex 142	Products of oat mills : Oaten flour, flaked oats, oatmeal, not put up for retail sale .	10
ex 149	Bakers' produce of all kinds (except those under No. 159 *(c)*) : Rusks, plain	55
ex 162	Other pot-herbs, salted, soured, preserved in vinegar or by any other process (except those mentioned in No. 118), and vegetables and mushrooms similarly prepared : ex *(a)* In casks : Sauerkraut	10
ex 163	Fruit preserves : ex *(a)* Fruit juice (concentrated or not) unsugared, in casks or other containers not hermetically sealed : Raspberry juice, unsugared.	15
	ex *(c)* Fruit preserves, sugared fruit pulp, fruits preserved in salt, vinegar or by any other cold process, unsugared pulp or juice of fruits, also plum purée, unsugared, in hermetically-sealed containers : ex (1) In containers of 3 kg. gross weight and over : Raspberry syrup and jam in hermetically-sealed containers .	60
	ex (2) In containers of less than 3 kg. gross weight : Raspberry syrup and jam	80
ex 167	Preserved meat and meat extracts : ex *(d)* Other preserved meats : Preserved ham	58
ex 168	Fish, shell-fish and crustaceans, smoked and dried ; fish, shell-fish and crustaceans preserved in oil or pickled, and salted fish, in containers of less than 50 kg. gross weight : ex *(a)* In casks, cases and similar containers : ex (1) Smoked and dried fish : Smoked fish	36
	ex (2) Other : " Russian " fish	50
	ex *(b)* In bottles or tins, tubes, etc., hermetically sealed : (2) Other fish preserves and pastes	160

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
ex 193	Bois à brûler, bûches, rondins et ramilles, même coupés, sciés et mis en fagots ; copeaux et déchets de bois ; sciure de bois, briquettes de sciure, pommes de sapin vides ; arbres de Noël :	par 100 kg.
	Bois à brûler, bûches, rondins	exempts
ex 194	Charbon de bois, briquettes de charbon de bois :	
	Charbon de bois	exempt
ex 195	Bois ronds (bois de construction, bois d'œuvre, long bois, bois en billes, bois de mine, perches) d'essences forestières européennes, même imprégnés, ainsi que bois de cellulose :	
	Bois ronds (bois de construction, bois d'œuvre, long bois, bois en billes, bois de mine, perches) d'essences forestières européennes, même imprégnés	exempt
ex 197	Bois d'essences forestières européennes, équarri, charpenté ou fendu, ainsi que bardeaux, bouvetés ou non, et piquets de clôture :	
	Bois d'essences forestières européennes, équarri, charpenté ou fendu	exempts
ex 198	Traverses pour chemins de fer, même imprégnées :	
	Traverses pour chemins de fer, en bois de hêtre, même imprégnées .	exemptes
ex 199	Bois de tonnellerie, à l'exception des parties de tonneaux appropriées et rabotées :	
	Bois de tonnellerie de hêtre, à l'exception des parties de tonneaux appropriées et rabotées	exempt
202	Bois de charronnage ébauché, brut, dégrossi, fendu ou scié	exempt
ex 203	Bois scié d'essences forestières européennes :	
	ex *a)* Non raboté, non bouveté, non rainé :	
	2° De bois feuillus	exempt
	ex *b)* Raboté, bouveté, rainé, même imprégné ou teint dans la masse :	
	ex 2° De bois feuillus, même planchettes pour parquets dits américains :	
	Planchettes pour parquets dits américains, en hêtre . . .	7
ex 205	Cannes et manches en bois, bruts :	
	b) Arrondis à la machine (rabot rond), mais non tournés	450
ex 246	Autres minéraux non spécialement dénommés :	
	Cailloutis de toute sorte	exempt
	Boue minérale de Piešťany et de Trenčianské Teplice, même conditionnée pour la vente au détail.	exempte
ex 265	Oxydes et autres combinaisons de terres rares ; acide tungstique, acide molybdique :	
	Bioxyde de titane pour la fabrication de couleurs à base de titane, sur permis spécial et moyennant les conditions à fixer par ordonnance et sous contrôle	exempt
ex 268	Chlorures :	
	ex *a)* Chlorure de zinc	8
ex 309	Huiles de goudron de houille de la série des benzols :	
	ex *c)* Huile lourde (huile d'anthracène ayant son point d'ébullition jusqu'à 360° C) :	
	Huile lourde, dérivée du goudron de houille, de la série des benzols d'un poids spécifique de 1,05 au moins	2,50
ex 318	Poix préparée, autre :	
	Poix de brasseurs, de tonneliers, de brossiers et de cordiers . .	5,25
ex 353	Résines artificielles, solides et liquides :	
	a) Résines à base de phénol	30

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
ex 193	Firewood, billet-wood, round blocks and twigs, cut, sawn and bundled or not ; wood shavings and chips ; sawdust, sawdust cakes, empty fir-cones ; Christmas trees :	Per 100 kg.
	Firewood, billet-wood, round blocks	free
ex 194	Charcoal and charcoal briquettes :	
	Charcoal	free
ex 195	Round timber (building timber, hewn timber, long wood, billets, pit-props, poles) of European forest species, impregnated or not, and cellulose wood :	
	Round timber (building timber, hewn timber, long wood, billets, pit-props, poles) of European forest species, impregnated or not .	free
ex 197	European forest timber, squared, hacked or split, also shingles, grooved or not, fencing standards :	
	European forest timber squared, hacked or split	free
ex 198	Railway sleepers, impregnated or not :	
	Railway sleepers, of beechwood, impregnated or not	free
ex 199	Coopers' timber, except planed adaptable parts of casks :	
	Coopers' timber, of beechwood, except planed adaptable parts of casks	free
202	Wheelwrights' timber, rough, shaped, hewn, split or sawn	free
ex 203	Sawn European forest timber :	
	ex *(a)* Neither planed, grooved nor rabbetted :	
	(2) Of leafy trees.	free
	ex *(b)* Planed, grooved, rabbetted : impregnated or stained in the mass or not :	
	ex (2) Of leafy trees, including floor boarding (American flooring) :	
	Floor boarding (American flooring) of beechwood. . . .	7
ex 205	Wooden canes and handles, rough :	
	(b) Rounded in planing machine, but not turned	4.50
ex 246	Other minerals not specially mentioned :	
	Road metal of every kind	free
	Piešťany and Trenčianské Teplice mineral mud, prepared or not for retail sale	free
ex 265	Oxides and other combinations of rare earths ; tungstic acid and molybdenic acid :	
	Bioxide of titanium for the manufacture of paints with titanium base, by special permit subject to such conditions as may be laid down by Ordinance and under control	free
ex 268	Chlorides :	
	ex *(a)* Chloride of zinc	8
ex 309	Coal tar oils of the benzol series :	
	ex *(c)* Heavy oil (anthracine oil with boiling point up to 360° C.) :	
	Heavy oil derived from coal tar of the benzol series with specific gravity not less than 1.05	2.50
ex 318	Other prepared pitch :	
	Brewers', coopers', brushmakers' and ropemakers' pitch	5.25
ex 353	Artificial resins, solid or liquid :	
	(a) Resins with a phenol base	30

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
ex 363	Siccatifs et laques, ainsi que colorants caustiques liquides et solides :	par 100 kg.
	Couleurs dites « couleurs metagon » pour fabriques de cuir, sur permis spécial et moyennant les conditions à fixer par ordonnance et sous contrôle	45
ex 366	Savon de soude (de ménage), non clarifié (non blanchi, non teint, non parfumé, non moulé), en blocs ou marceaux :	
	« Bengalwachs », d'après les échantillons déposés, pour l'industrie textile et de cuir, sur permis spécial et moyennant les conditions à fixer par ordonnance et sous contrôle	16
ex 375	Substances pour nettoyer, amollir, apprêter, laquer et conserver le cuir, crème pour chaussures, ainsi que cire pour cordonniers :	
	« Molenol » et « Gerhardine », d'après les échantillons déposés, pour fabriques de cuir, sur permis spécial et moyennant les conditions à fixer par ordonnance et sous contrôle	16
ex 380	Gomme d'amidon (dextrine) et ses produits :	
	Colle végétale, léiogomme, gommeline ; succédanés de la gomme, non dénommés ; adhésifs et apprêts amylacés, à l'exception de ceux tombant sous le n° 381 :	
	Adhésifs et apprêts amylacés, à l'exception de ceux tombant sous le n° 381, contenant 1 % de sucre au plus	30
ex 414	Poudres colorantes chimiques :	
	f) Blanc de zinc, gris de zinc	20
ex 420	Craie, fusain, crayons :	
	ex *c)* Crayons et craie avec gaine en bois, ainsi que crayons de poche, crayons à mine et portemines de toute sorte, même sans mines :	
	Crayons avec gaine en bois	200
	d) Mines pour crayons.	900
ex 425	Autres huiles volatiles purifiées (rectifiées), ainsi que menthol :	
	Huile d'anis, huile de fenouil	144
ex 430	Acétate amylique, butyrate amylique, valérianate amylique, acétate méthylique et autres esters aromatiques non dénommés sous d'autres numéros du tarif :	
	Acétate amylique	240
ex 434	Préparations cosmétiques sans alcool :	
	Extraits d'aiguilles de pin de Mariánské Lázně	60
447	Sulfure de carbone	10
ex 458	Préparations galéniques (extraits, teintures, onguents, pilules, emplâtres curatifs) et autres médicaments préparés, ainsi que matières de toute sorte désignées par leurs inscriptions, étiquettes, etc., comme étant des remèdes médicaux ou vétérinaires :	
	a) Hosties pharmaceutiques	200
	ex *c)* Médicaments chimiquement homogènes, conditionnés en tablettes pour la vente au détail :	
	Les produits de sources minérales, dénommés dans le Protocole final	15 % *ad valorem*
	ex *d)* autres :	
	Les produits de sources minérales, dénommés dans le Protocole final, ainsi que les préparations tchécoslovaques y mentionnées pour dentistes	15 % *ad valorem*, mais 750 couronnes-or au plus par 100 kg.

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
ex 363	Siccatives and lacs, also liquid and solid caustic colouring substances :	Per 100 kg.
	" Metagon " colours for leather works, by special permit subject to such conditions as may be laid down by Ordinance and under control	45
ex 366	Soda soap (household), not clarified (neither bleached, coloured, scented nor moulded) in blocks or cakes :	
	" Bengalwachs ", like the samples deposited, for the textile and leather industries, by special permit subject to such conditions as may be laid down by Ordinance and under control	16
ex 375	Substances for cleaning, softening, dressing, varnishing and preserving leather ; shoe cream and cobblers' wax :	
	" Molenol " and " Gerhardine ", like the samples deposited, for leather works, by special permit subject to such conditions as may be laid down by Ordinance and under control	16
ex 380	Starch glue (dextrine) and its products :	
	Vegetable glue, leiocome, gomeline ; glue substitutes not mentioned ; adhesives and amylaceous dressings, except those falling under No. 381 :	
	Adhesives and amylaceous dressings, except those falling under No. 381, containing not more than 1 % of sugar	30
ex 414	Chemical dyeing powders :	
	(f) Zinc white, zinc grey	20
ex 420	Chalk, charcoal and other pencils :	
	ex *(c)* Pencils and chalk with wooden sheath, pocket pencils, lead pencils and pencil-cases of every kind, with or without lead :	
	Pencils with wooden sheath	200
	(d) Pencil leads	900
ex 425	Other refined (rectified) essential oils, also menthol :	
	Anise oil, fennel oil	144
ex 430	Amylic acetate, amylic butyrate, amylic valerianate, methylic acetate and other aromatic esters not mentioned in other numbers of the tariff :	
	Amylic acetate	240
ex 434	Non-alcoholic cosmetic preparations :	
	Marienbad pine-needle extracts	60
447	Carbon sulphide	10
ex 458	Galenic preparations (curative extracts, tinctures, ointments, pills, plasters) and other prepared medicaments, as well as all substances which from their marks, inscriptions, etc., come under the designation of medical or veterinary remedies :	
	(a) Pharmaceutical wafers	200
	ex *(c)* Chemically homogeneous medicaments in tablets packed for retail sale :	
	Products of mineral springs mentioned in the Final Protocol . .	15 % *ad valorem*
	ex *(d)* Other :	
	Products of mineral springs mentioned in the Final Protocol and also Czechoslovak preparations for dentists mentioned therein.	15 % *ad valorem* but not exceeding 750 gold crowns per 100 kg.

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
462	Produits chimiques pour dentistes tels que : ciments dentaires préparés, substances à modeler pour dentistes, émail pour dents, substances à polir les dents	par 100 kg. 20
463	Ouate et pansements préparés ou apprêtés pour usages médicaux	140
ex 468	Laine de bois et autres copeaux, ainsi que fil de bois carré pour allumettes :	
	Laine de bois	3,50
ex 469	Chevilles en bois et fil de bois rond :	
	b) Autres :	
	Chevilles en bois	16
	Fil de bois rond	12
ex 470	Caisses et parties de caisses en bois :	
	a) Parties de caisses coupées sur mesure :	
	1. Brutes (non rabotées, non rainées, non collées, non clouées)	1,60
	2. Rabotées ou rainées ou collées ou travaillées d'autre façon	3,60
ex 474	Tonneaux, cuves et autres ouvrages de tonnellerie, avec ou sans cercles, ainsi que les parties de ces articles :	
	ex *b)* En bois dur :	
	Tonneaux	14,50
ex 475	Ustensiles et outils domestiques, agricoles et industriels, en bois, ainsi qu'articles en bois, tournés, non dénommés, même combinés avec d'autres matières :	
	ex *a)* Bruts :	
	2° Autres, à l'exception des embauchoirs : navettes à tisser, bobines pour fils, bobines pour navettes et battants pour métiers à tisser	35
	Autres articles techniques pour l'industrie de tissage	exempts
	Bondes, mêmes pressées	8
	Robinets pour tonneaux	20
	ex *b)* Peints, polis ou autrement ouvrés, ainsi qu'embauchoirs, même bruts :	
	Robinets pour tonneaux	20
ex 478	Articles pour sports et gymnastique, en bois :	
	ex *a)* Combinés uniquement avec du fer ou du métal :	
	Skis	35
	ex *b)* Autres :	
	Skis	50
ex 480	Sièges pour chaises, sièges pour water-closets, en bois :	
	Sièges	14
481	Baguettes en bois pour meubles, cadres et similaires :	
	a) Unies ou cannelées :	
	1° Brutes, à l'exception de celles dénommées sous chiffre 3	12
	2° Passées au mordant, peintes, vernies, laquées, à l'exception de celles dénommées sous chiffre 3	20
	3° Recouvertes de composition ou avec motifs en composition, ainsi qu'avec ornements fraisés, pyrogravés ou pressés, ou plaquées, brutes, passées au mordant, peintes, vernies, laquées	36
	4° Polies	65
	Bronzées, dorées, argentées ou décorées de fines peintures	70
	b) Finement ajourées ou avec travail de sculpture, ainsi que celles avec marqueterie	100
482	Cadres, à l'exception des articles de fantaisie :	
	a) Cadres angulaires en baguettes du n° 481 *a)* 1 du tarif	17
	b) Cadres angulaires en baguettes du n° 481 *a)* 2 du tarif	28

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
462	Chemical products for dentists, such as prepared dental cements, dentists' moulding material, tooth enamel and polishing material.	Per 100 kg. 20
463	Cotton wool and dressings prepared or adapted for medical use . .	140
ex 468	Wood wool and other wood shavings, square wooden match splints :	
	Wood wool	3.50
ex 469	Wood pegs and wire :	
	(b) Other :	
	Wooden pegs	16
	Wooden wire	12
ex 470	Wooden cases and parts of cases :	
	(a) Parts of cases cut to size :	
	(1) Rough (neither planed, grooved, glued nor nailed). . . .	1.60
	(2) Planed, grooved, glued or otherwise worked	3.60
ex 474	Casks, vats and other coopers' material, with or without hoops, and parts thereof :	
	ex *(b)* Of hard wood :	
	Casks	14.50
ex 475	Utensils and tools for household, agricultural and industrial use, of wood, also wares of turned wood not mentioned, combined or not with other materials :	
	ex *(a)* Rough :	
	(2) Other, except boot-trees ; weaving shuttles, thread bobbins, bobbins for shuttles, and battens for weaving looms . . .	35
	Other technical articles for the weaving industry	free
	Bungs, impressed or not	8
	Taps for casks	20
	ex *(b)* Painted, polished or otherwise worked, including rough boot-trees :	
	Taps for casks	20
ex 478	Wooden sport and gymnastic apparatus :	
	ex *(a)* Combined solely with iron or other metal :	
	Skis	35
	ex *(b)* Other :	
	Skis	50
ex 480	Wooden arm-chair seats and W. C. seats :	
	Seats.	14
481	Wooden mouldings for furniture, frames and the like :	
	(a) Planed or grooved :	
	(1) Rough, except those under section 3	12
	(2) Stained, painted, varnished or lacquered, except those under section 3	20
	(3) Coated or ornamented with composition (also with beaded, pyro-engraved or impressed decoration) or veneered, rough, stained, painted, varnished or lacquered	36
	(4) Polished	65
	Bronzed, gilt, silvered or finely painted	70
	(b) Finely fret worked or with carving, also when inlaid	100
482	Frames, except fancy goods :	
	(a) Of angular wood mouldings mentioned under No. 481 *(a)* 1 of the Tariff	17
	(b) Of angular wood mouldings mentioned under No. 481 *(a)* 2 of the Tariff	28

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
482	Cadres, etc. *(suite) :*	par 100 kg.
	c) Cadres angulaires en baguettes du n° 481 *a)* 3 du tarif. . . .	50
	d) Cadres angulaires en baguettes du n° 481 *a)* 4 du tarif :	
	En baguettes polies	90
	Autres	95
	e) Cadres angulaires en baguettes du n° 481 *b)* du tarif, ainsi que cadres autres qu'angulaires, de toute sorte, bruts	140
	f) Cadres autres qu'angulaires de toute sorte, ouvrés	170
ex 483	Meubles et parties de meubles, courbés :	
	a) Non rembourrés	30
ex 489	Articles en bois, non dénommés :	
	Jalousies en bois achevées, même combinées avec des matières textiles ou avec du fer et des métaux	39
	Boîtes en copeaux de bois, collées, pour usages d'emballage . . .	25
491	Carton pour toiture, brut	4
492	Carton pour toiture, goudronné ou imprégné d'asphalte :	
	a) Recouvert de sable ou de gravier	5
	b) Non recouvert de sable ou de gravier	10
ex 495	Cartons autres, pesant 180 gr. ou plus au mètre carré :	
	a) Carton à la main, non autrement ouvré :	
	1° Pesant 385 gr. ou plus au mètre carré :	
	a) Carton gris	5,25
496	Papier d'emballage (à l'exception de celui dénommé au n° 498) :	
	a) Pesant 30 gr. ou plus au mètre carré	7,50
	Observation : Papier d'emballage à la fabrication des sacs à ciment usines de ciment, sur permis spécial et moyennant les conditions à fixer par ordonnance et sous contrôle	6
	b) Pesant moins de 30 gr., mais pas moins de 20 gr. au mètre carré	14,50
	Observation au n° 504 c) du tarif : Papier de gummoïde pour la fabrication des plaques, des bâtons et des tuyaux en gummoïde sera admis au droit du n° 493 du tarif valable, le cas échéant, sur permis spécial et moyennant les conditions à fixer par ordonnance et sous contrôle	
ex 526	Cahiers à écrire et à dessiner, carnets de poche et autres articles de reliure non dénommés :	
	ex *c)* Avec reliures autres :	
	Reliures de livres, à l'exception de celles ayant le caractère d'art appliqué	280
ex 529	Article de cartonnage :	
	ex *f)* Boîtes, étuis et similaires, recouverts, ornés ou ajustés d'autres matières, mêmes avec côtes en bois, à l'exception de ceux dénommés à la lettre *g):*	
	Articles de cartonnage ornés de coquilles	60
ex 532	Articles en papier, non dénommés, à l'exception des produits imprimés :	
	Articles de gummoïde pour usages techniques, tels que tuyaux, anneaux et similaires en gummoïde, d'après les échantillons déposés, importés par les bureaux principaux de douane dénommés au protocole final.	40
	ex Observation au n° 533 : Livres, périodiques et musiques reliés en cuir, parchemin, soie, velours ou matières plus précieuses similaires ou combinés avec ces matières :	
	Livres de prières, même reliés en celluloïd	90

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
482	Frames, etc. *(continued)* :	Per 100 kg.
	(c) Of angular wood mouldings mentioned under No. 481 *(a)* 3 of the Tariff	50
	(d) Of angular wood mouldings mentioned under No. 481 *(a)* 4 of the Tariff :	
	Of polished mouldings	90
	Other	95
	(e) Of angular wood mouldings mentioned under No. 481 *(b)* of the Tariff, and rough frames other than angular, of every kind	140
	(f) Wrought wood frames other than angular, of every kind	170
ex 483	Furniture and parts of furniture, bent :	
	(a) Not upholstered	30
ex 489	Wooden articles not mentioned :	
	Wooden blinds, complete, and combined or not with textile materials or with iron or other metals	39
	Boxes of wood shavings, glued, for packing purposes	25
491	Rough roofing cardboard	4
492	Tarred or asphalted roofing cardboard :	
	(a) Covered with sand or gravel	5
	(b) Not covered with sand or gravel	10
ex 495	Other cardboard, weighing 180 grammes or over per square metre :	
	(a) Handmade cardboard, not otherwise treated :	
	(1) Weighing 385 grammes or over per square metre :	
	(a) Grey cardboard	5.25
496	Wrapping or packing paper (except that mentioned under No. 498) :	
	(a) Weighing 30 grammes and over per square metre	7.50
	Note : Wrapping or packing paper for the manufacture of cement bags for cement works, by special permit subject to such conditions as may be laid down by Ordinance and under control	6
	(b) Weighing less than 30 but not less than 20 grammes per square metre	14.50
	Note to No. 504 (c) of the Tariff : Gummoid paper for the manufacture of gummoid plates, sticks and tubes pay the duties under No. 493 of the Tariff in force, if necessary, by special permit and subject to such conditions as may be laid down by Ordinance and under control.	
ex 526	Writing and drawing exercise books, pocket books and other bound work not mentioned :	
	ex *(c)* With other bindings :	
	Book bindings, except those in the nature of applied art	280
ex 529	Cardboard wares :	
	ex *(f)* Boxes, cases and similar articles, covered, decorated or finished with other materials, with or without wooden sides, except articles mentioned under *(g)* :	
	Cardboard wares decorated with shells	60
ex 532	Paper wares not mentioned, except printed goods :	
	Gummoid articles for technical purposes, such as pipes, rings and similar gummoid articles, like the samples deposited, imported through the principal Customs offices named in the Final Protocol	40
	ex Note to No. 533 : Books, periodicals and music bound in leather, parchment, silk, velvet or similar finer materials, or combined with such materials :	
	Prayer books, bound in celluloid or not	90

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
ex 535	Articles de vannerie en osier :	par 100 kg.
	ex *a)* Non teints :	
	ex 2° En osier décortiqué :	
	Paniers pour fruits avec couvercle	15
	ex *b)* Teints, laqués ou faits en combinaison avec d'autres matières végétales à tresser :	
	Paniers en sparte	250
ex 536	Articles de vannerie en jonc :	
	ex *a)* Non teints :	
	ex 1° Bats-tapis	90
	ex *b)* Teints, laqués ou faits en combinaison avec d'autres matières végétales à tresser :	
	Paniers en sparte	250
ex 537	Articles en tresses et de vannerie en paille, épart, roseau, laiche ou autres matières végétales :	
	ex *c)* Autres, non doublés et non décorés :	
	Paniers grossiers en copeaux de bois, non teints	20
	ex *d)* Doublés ou autrement tressés ou décorés avec d'autres matières :	
	Jalousies en bois entrelacées de fils textiles :	
	1° Entièrement entrelacées	250
	2° Partiellement entrelacées	135
ex 540	Brosses en matières végétales et animales :	
	ex *a)* Avec monture en bois ou carton, même combinées avec du fer :	
	1° Exclusivement en matières végétales :	
	α) Avec monture non polie ou non laquée	40
	β) Avec monture polie ou laquée	48
	ex 2° Exclusivement en matières animales :	
	β) Avec monture polie ou laquée	200
	ex 3° En matières mélangées :	
	β) Avec monture polie ou laquée	150
	ex *c)* Avec montures autres ou combinées avec des matières autres :	
	Brosses à dents	800
552	Tissus de coton, ordinaires, en fils du n° 50 anglais et au-dessous, présentant en chaîne et en trame 76 fils au moins dans 1 cm^2 :	
	a) Unis, même à croisement simple :	
	1° Ecrus, pesant au mètre carré :	
	Plus de 170 gr.	90
	170 gr. et moins	100
	2° Blanchis, pesant au mètre carré :	
	Plus de 170 gr.	165
	170 gr. et moins	180
	3° Teints, pesant au mètre carré :	
	Plus de 170 gr.	205
	170 gr. et moins	225
	4° Imprimés en 1-2 couleurs ou tissés en deux couleurs, pesant au mètre carré :	
	Plus de 170 gr.	225
	170 gr. et moins	250
	5° Imprimés en 3-4 couleurs ou tissés en 3-4 couleurs, pesant au mètre carré :	
	Plus de 170 gr.	235
	170 gr. et moins	255

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
ex 535	Basket-work :	Per 100 kg.
	ex *(a)* Undyed :	
	ex (2) Of stripped wicker :	
	Fruit-baskets with lids.	15
	ex *(b)* Dyed, lacquered, or combined with other plaited vegetable materials :	
	Esparto baskets	250
ex 536	Cane goods :	
	ex *(a)* Undyed :	
	ex (1) Carpet-beaters	90
	ex *(b)* Dyed, lacquered, or combined with other plaited vegetable materials :	
	Esparto baskets	250
ex 537	Plaited goods and basket work of straw, esparto grass, reeds, sedge or other vegetable material :	
	ex *(c)* Other, neither lined nor ornamented :	
	Coarse baskets of wood shavings, not dyed	20
	ex *(d)* Lined or otherwise plaited, or ornamented with other materials :	
	Wooden blinds interwoven with textile threads :	
	(1) Entirely interwoven	250
	(2) Partially interwoven.	135
ex 540	Brushes of vegetable or animal materials :	
	ex *(a)* With mounting of wood or cardboard, combined or not with iron :	
	(1) Of vegetable materials only :	
	α) With mounting neither polished nor lacquered	40
	β) With polished or lacquered mounting	48
	ex (2) Of animal materials only :	
	β) With polished or lacquered mounting	200
	ex (3) Of mixed materials :	
	β) With polished or lacquered mounting	150
	ex *(c)* With other mounting or combined with other materials :	
	Tooth-brushes.	800
552	Common cotton fabrics of No. 50 English yarn and under, having in warp and weft 76 threads or fewer per square centimetre :	
	(a) Plain, simply twilled or not :	
	(1) Unbleached, weighing per square metre :	
	Over 170 grammes	90
	170 grammes or less.	100
	(2) Bleached, weighing per square metre :	
	Over 170 grammes	165
	170 grammes or less.	180
	(3) Dyed, weighing per square metre :	
	Over 170 grammes	205
	170 grammes or less.	225
	(4) Printed in 1-2 colours or woven in 2 colours, weighing per square metre :	
	Over 170 grammes	225
	170 grammes or less.	250
	(5) Printed in 3-4 colours or woven in 3-4 colours, weighing per square metre :	
	Over 170 grammes	235
	170 grammes or less.	255

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
552	Tissus de coton, etc. *(suite)* :	par 100 kg.
	6° Imprimés en 5 couleurs ou plus ou tissés en 5 couleurs ou plus, pesant au mètre carré :	
	Plus de 170 gr.	240
	170 gr. et moins	265
	b) Façonnés :	
	1° Écrus, pesant au mètre carré :	
	Plus de 170 gr.	110
	170 gr. et moins	120
	2° Blanchis, pesant au mètre carré :	
	plus de 170 gr.	190
	170 gr. et moins	205
	3° Teints, pesant au mètre carré :	
	Plus de 170 gr.	225
	170 gr. et moins	245
	4° Imprimés en 1-2 couleurs ou tissés en 2 couleurs, pesant au mètre carré :	
	Plus de 170 gr.	250
	170 gr. et moins	275
	5° Imprimés en 3-4 couleurs ou tissés en 3-4 couleurs, pesant au mètre carré :	
	Plus de 170 gr.	260
	170 gr. et moins	280
	6° Imprimés en 5 couleurs ou plus ou tissés en 5 couleurs ou plus, pesant au mètre carré :	
	Plus de 170 gr.	265
	170 gr. et moins.	290
553	Tissus de coton, serrés, ordinaires, en fils du n° 50 anglais et au-dessous, présentant en chaîne et en trame plus de 76 fils dans 1 cm² :	
	a) Unis, même à croisement simple :	
	1° Ecrus	110
	2° Blanchis, pesant au mètre carré :	
	Plus de 170 gr.	195
	170 gr. et moins	200
	3° Teints, pesant au mètre carré :	
	Plus de 170 gr.	240
	170 gr. et moins	245
	4° Imprimés en 1-4 couleurs ou tissés en 2 couleurs, pesant au mètre carré :	
	Plus de 170 gr.	275
	170 gr. et moins	285
	5° Imprimés en 5 couleurs ou plus ou tissés en plus de 2 couleurs, pesant au mètre carré :	
	Plus de 170 gr.	285
	170 gr. et moins	295
	b) Façonnés :	
	1° Écrus.	145
	2° Blanchis, pesant au mètre carré :	
	Plus de 170 gr..	235
	170 gr. et moins	240
	3° Teints, pesant au mètre carré :	
	Plus de 170 gr.	275
	170 gr. et moins	285

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
552	Common cotton, etc. *(continued)* :	Per 100 kg.
	(6) Printed in 5 or more colours, or woven in 5 or more colours, weighing per square metre :	
	Over 170 grammes	240
	170 grammes or less	265
	(b) Figured :	
	(1) Unbleached, weighing per square metre :	
	Over 170 grammes	110
	170 grammes or less	120
	(2) Bleached, weighing per square metre :	
	Over 170 grammes	190
	170 grammes or less	205
	(3) Dyed, weighing per square metre :	
	Over 170 grammes	225
	170 grammes or less	245
	(4) Printed in 1-2 colours or woven in 2 colours, weighing per square metre :	
	Over 170 grammes	250
	170 grammes or less	275
	(5) Printed in 3-4 colours or woven in 3-4 colours, weighing per square metre :	
	Over 170 grammes	260
	170 grammes or less	280
	(6) Printed in 5 or more colours or woven in 5 or more colours, weighing per square metre :	
	Over 170 grammes	265
	170 grammes or less	290
553	Common close-woven cotton fabrics of No. 50 English yarn and under, having in warp and weft more than 76 threads per square centimetre :	
	(a) Plain, simply twilled or not :	
	(1) Unbleached	110
	(2) Bleached, weighing per square metre :	
	Over 170 grammes	195
	170 grammes or less	200
	(3) Dyed, weighing per square metre :	
	Over 170 grammes	240
	170 grammes or less	245
	(4) Printed in 1-4 colours or woven in 2 colours, weighing per square metre :	
	Over 170 grammes	275
	170 grammes or less	285
	(5) Printed in 5 or more colours, or woven in more than two colours, weighing per square metre :	
	Over 170 grammes	285
	170 grammes or less	295
	(b) Figured :	
	(1) Unbleached	145
	(2) Bleached, weighing per square metre :	
	Over 170 grammes	235
	170 grammes or less	240
	(3) Dyed, weighing per square metre :	
	Over 170 grammes	275
	170 grammes or less	285

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
553	Tissus de coton, etc. *(suite) :*	par 100 kg.
	4° Imprimés en 1-4 couleurs ou tissés en 2 couleurs, pesant au mètre carré :	
	Plus de 170 gr.	310
	170 gr. et moins	320
	5° Imprimés en 5 couleurs ou plus ou tissés en plus de 2 couleurs, pesant au mètre carré :	
	Plus de 170 gr.	320
	170 gr. et moins	330
ex 556	Châles et mouchoirs de tête en fils de coton du n° 50 anglais et au-dessous, tissés de dimension (mais non écrus) ou imprimés de dimension, en pièces ou découpés, même simplement ourlés	340
557	Mouchoirs de poche en coton, tissés de dimension (mais non écrus) ou imprimés de dimension, en pièce, ainsi que les tissus dits Tetra . .	340
558	Couvertures en coton, tissées de dimension, à l'exception de celles tombant sous le n° 604, en pièces ou découpées, même simplement ourlées :	
	a) Lainées des deux côtés	150
	b) Autres	250
	ex Observations aux nos 552-558 du tarif :	
	ex 1. Les tissus de coton des nos 552, 553, 556 et 557 du tarif, mercerisés à la pièce, ou les tissus de coton des numéros du tarif mentionnés, entièrement au partiellement en fils mercerisés ou lustrés sont soumis à une surtaxe de	20
	ex 2. Les tissus de coton des nos 552, 553, 556 et 557 du tarif, additionnés de 15 % au plus de fils de soie naturelle ou artificielle, seront dédouanés aux droits sur les tissus de coton selon l'espèce, mais majorés — au cas d'une addition de fils :	
	De soie artificielle de	50 %
	De soie naturelle de	75 %
559	Velours et tissus veloutés de coton, pesant au mètre carré :	
	a) 450 gr. et plus :	
	1° Velours à côtes	400
	2° Autres	360
	b) Moins de 450 gr., mais 400 gr. au moins :	
	1° Velours à côtes	480
	2° Autres	360
	c) Moins de 400 gr.	540
ex 562	Fils de lin :	
	a) Ecrus :	
	1° Simples :	
	α) Jusqu'au n° 8 anglais inclusivement	14,50
	β) au-dessus du n° 8 anglais jusqu'au n° 14 anglais inclusivement	16,50
	γ) Au-dessus du n° 14 anglais jusqu'au n° 20 anglais inclusivement	20
	δ) Au-dessus du n° 20 anglais jusqu'au n° 35 anglais inclusivement	24,50
	ε) Au-dessus du n° 35 anglais jusqu'au n° 50 anglais inclusivement	36
	Au-dessus du n° 50 anglais jusqu'au n° 70 anglais inclusivement	12
	Au-dessus du n° 70 anglais	exempts

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
553	Common close-woven cotton, etc. *(continued)* :	Per 100 kg.
	(4) Printed in 1-4 colours, or woven in two colours, weighing per square metre :	
	Over 170 grammes	310
	170 grammes or less	320
	(5) Printed in 5 colours or more, or woven in more than 2 colours, weighing per square metre :	
	Over 170 grammes	320
	170 grammes or less	330
ex 556	Shawls and kerchiefs of cotton of No. 50 English yarn and under, woven with indication for cutting (but not unbleached) or printed with indication for cutting in the piece or cut out, simply hemmed or not	340
557	Pocket handkerchiefs of cotton with indication for cutting (but not unbleached) or printed with indication for cutting, in the piece, and also " Tetra " fabrics	340
558	Blankets of cotton, woven with indication for cutting, except those coming under No. 604, in the piece or cut out, simply hemmed or not :	
	(a) Napped on both sides	150
	(b) Other	250
	ex Notes to Nos. 552-558 of the Tariff :	
	ex (1) Cotton fabrics under Nos. 552, 553, 556 and 557 of the tariff, mercerised in the piece, or cotton fabrics under the said tariff numbers entirely or partially of mercerised or glazed yarn, are subject to a surtax of	20
	ex (2) Cotton fabrics under Nos. 552, 553, 556 and 557 of the tariff, containing an admixture of not more than 15 % of natural or artificial silk yarn pay the duties on cotton fabrics according to kind, plus an increase, in the case of admixture of yarn :	
	Of artificial silk, of	50 %
	Of natural silk, of	75 %
559	Velvet and tissues similar to velvet, of cotton, weighing per square metre :	
	(a) 450 grammes and over :	
	(1) Ribbed velvet	400
	(2) Other	360
	(b) Less than 450 grammes but not less than 400 grammes :	
	(1) Ribbed velvet	480
	(2) Other	360
	(c) Less than 400 grammes	540
ex 562	Flax yarn :	
	(a) Unbleached :	
	(1) Single :	
	α) Up to No. 8 English inclusive	14.50
	β) Over No. 8 and up to No. 14 English inclusive	16.50
	γ) Over No. 14 and up to No. 20 English inclusive	20
	δ) Over No. 20 and up to No 35 English inclusive	24.50
	ε) Over No. 35 and up to No. 50 English inclusive	36
	Over No. 50 and up to No. 70 English inclusive	12
	Over No. 70 English	free

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
ex 562	Fils de lin *(suite)* :	par 100 kg.
	2° A plusieurs bouts ou retors :	
	α) Jusqu'au n° 8 anglais inclusivement	28
	β) Au-dessus du n° 8 anglais jusqu'au n° 14 anglais inclusivement	32
	γ) Au-dessus du n° 14 anglais jusqu'au n° 20 anglais inclusivement	40
	δ) Au-dessus du n° 20 anglais jusqu'au n° 35 anglais inclusivement	52
	ε) Au-dessus du n° 35 anglais jusqu'au n° 50 anglais inclusivement	72
	Au-dessus du n° 50 anglais jusqu'au n° 70 anglais inclusivement	48
	Au-dessus du n° 70 anglais	36
	ex *b)* Blanchis ou lustrés seront soumis au droit des fils écrus correspondants avec une surtaxe :	
	Pour les fils blanchis de	17
	Pour les fils lustrés de	24
ex 563	Fils de lin conditionnés pour la vente au détail :	
	a) Ecrus :	
	1° Simples	50
	2° A plusieurs bouts ou retors	110
ex 570	Tissus en fils de lin :	
	a) Non façonnés, avec une simple armure fondamentale :	
	1° Ecrus, présentant en chaîne et en trame dans 1 cm² :	
	α) 20 fils et plus	80
	β) Plus de 20, mais 40 fils au plus	100
	γ) Plus de 40, mais 60 fils au plus	110
	δ) Plus de 60 fils	135
	2° Blanchis, teints, imprimés ou tissés en couleurs, présentant en en chaîne et en trame dans 1 cm² :	
	α) 20 fils au plus :	
	Blanchis	110
	Teints, imprimés ou tissés en couleurs :	120
	β) Plus de 20, mais 40 fils au plus :	
	Blanchis	130
	Teints, imprimés ou tissés en couleurs	140
	γ) Plus de 40, mais 60 fils au plus :	
	Blanchis	150
	Teints, imprimés ou tissés en couleurs	160
	δ) Plus de 60 fils	200
	b) Façonnés, avec armure fondamentale alternant ou autrement façonnés, à l'exception des damas :	
	1° Ecrus, présentant en chaîne et en trame dans 1 cm² :	
	α) 20 fils au plus	100
	β) Plus de 20, mais 40 fils au plus	115
	γ) Plus de 40, mais 60 fils au plus	140
	δ) Plus de 60 fils	180
	2° Blanchis, teints, imprimés ou tissés en couleurs, présentant en chaîne et en trame dans 1 cm² :	
	α) 20 fils au plus :	
	Blanchis	130
	Teints, imprimés ou tissés en couleurs	140
	β) Plus de 20, mais 40 fils au plus :	
	Blanchis	150
	Teints, imprimés ou tissés en couleurs	160

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
ex 562	Flax yarn *(continued)* :	Per 100 kg.
	(2) Of several threads or twisted :	
	α) Up to No. 8 English inclusive	28
	β) Over No. 8 and up to No. 14 English inclusive	32
	γ) Over No. 14 and up to No. 20 English inclusive	40
	) Over No. 20 and up to No. 35 English inclusive	52
	ε) Over No. 35 and up to No. 50 English inclusive	72
	Over No. 50 and up to No. 70 English inclusive	48
	Over No. 70 English	36
	ex *(b)* Bleached or glazed yarns pay the duties on the corresponding unbleached yarns, with a surtax :	
	For bleached yarns, of.	17
	For glazed yarns, of.	24
ex 563	Flax yarn conditioned for retail sale :	
	(a) Unbleached :	
	(1) Single	50
	(2) Of several threads or twisted	110
ex 570	Fabrics of linen :	
	(a) Unfigured, with plain groundwork :	
	(1) Unbleached, having in warp and weft per square centimetre :	
	α) Not over 20 threads.	80
	β) Over 20 but not more than 40 threads	100
	γ) Over 40 but not more than 60 threads	110
	δ) Over 60 threads	135
	(2) Bleached, dyed, printed or woven in colours, having in warp and weft per square centimetre :	
	α) Not over 20 threads	
	Bleached	110
	Dyed, printed or woven in colours	120
	β) Over 20 but not more than 40 threads :	
	Bleached	130
	Dyed, printed or woven in colours	140
	γ) Over 40 but not more than 60 threads :	
	Bleached	150
	Dyed, printed or woven in colours	160
	) Over 60 threads	200
	(b) Figured, with variegated ground work or otherwise figured, except damasks :	
	(1) Unbleached, having in warp and weft per 1 square centimetre :	
	α) Not over 20 threads.	100
	β) Over 20 but not more than 40 threads	115
	γ) Over 40 but not more than 60 threads	140
	δ) Over 60 threads	180
	(2) Bleached, dyed, printed or woven in colours, having in warp and weft per 1 square centimetre :	
	α) Not over 20 threads :	
	Bleached	130
	Dyed, printed or woven in colours	140
	β) Over 20 but not more than 40 threads :	
	Bleached	150
	Dyed, printed or woven in colours	160

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
ex 570	Tissus en fils de lin *(suite) :*	par 100 kg.
	2° Blanchis, teints, etc.	
	γ) Plus de 40, mais 60 fils au plus :	
	Blanchis	180
	Teints, imprimés ou tissés en couleurs	200
	δ) Plus de 60 fils	224
571	Damas de toute sorte, même tissus de mi-lin damassés, présentant en chaîne et en trame dans 1 cm² :	
	a) 40 fils au plus :	
	Blanchis	190
	Autres	220
	b) Plus de 40, mais 60 fils au plus, les tissus de mi-lin damassés même avec plus de 60 fils :	
	Blanchis	220
	Autres	260
	c) Plus de 60 fils :	
	Blanchis	260
	Autres	300
572	Batistes, gazes, linons et autres tissus non serrés, en lin, chanvre, ramie	750
582	Fils cardés et fils non spécialement dénommés, du genre des fils cardés :	
	a) Ecrus, simples	28
	b) Ecrus, doubles ou à plusieurs bouts	40
	c) Blanchis, teints, imprimés ou mélangés :	
	1° Simples	40
	2° Doubles ou à plusieurs bouts	56
ex 585	Couvertures grossières *(kotzen)*, couvertures (à l'exception de celles rangées sous le n° 604), *loden* grossier, *halinatuch :*	
	ex *a)* Tissus grossiers dits halina et tissus pour couvrir le plancher, principalement en fils de poils, même avec addition peu importante de laine, pesant au mètre carré :	
	1° Plus de 1100 gr.	45
	2° 1100 gr. et moins, mais plus de 950 gr.	50
	3° 950 gr. et moins, mais plus de 800 gr.	60
	ex *b)* Fins, pesant au mètre carré :	
	ex 2. 700 gr. au plus, mais 500 gr. au moins :	
	Couvertures grossières dites *kotzen* et couvertures	240
	ex 3. Moins de 500 gr., mais 400 gr. au moins :	
	Couvertures grossières dites *kotzen* et couvertures	240
586	Châles et mouchoirs de tête en laine, tissés de dimension (mais non écrus) ou imprimés de dimension, en pièces et découpés, même simplement ourlés, pesant au mètre carré :	
	a) Plus de 420 gr. :	
	1° Tissés en couleurs	350
	2° Autres	425
	b) 420 gr. et moins, mais plus de 200 gr.	425
	c) 200 gr. et moins :	
	1° Imprimés	700
	2° Autres	650
587	Tissus de laine, non dénommés, pesant au mètre carré :	
	a) Plus de 700 gr. :	
	1° Avec la chaîne en coton pur, dédouanés à Budapest	200
	2° Autres	225

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
ex 570	Fabrics of linen *(continued)* :	Per 100 kg.
	(2) Bleached, etc. :	
	γ) Over 40 but not more than 60 threads :	
	Bleached	180
	Dyed, printed or woven in colours	200
	δ) Over 60 threads	224
571	Damasks of every kind, even half-linen damask fabrics, having in warp and weft per square centimetre :	
	(a) Not over 40 threads :	
	Bleached	190
	Other	220
	(b) Over 40 but not more than 60 threads, half-linen damask fabrics even with more than 60 threads :	
	Bleached	220
	Other	260
	(c) Over 60 threads :	
	Bleached	260
	Other	300
572	Batiste, gauze, lawn and other openwoven fabrics of linen, hemp or ramie	750
582	Carded yarn and yarn of like nature not specially mentioned :	
	(a) Unbleached, single	28
	(b) Unbleached, double or of several threads	40
	(c) Bleached, dyed, printed or mixed :	
	(1) Single	40
	(2) Double or of several threads.	56
ex 585	Coarse blankets " *Kotzen* ", blankets (except those coming under No. 604), coarse *lodens*, " *Halinatuch* " :	
	ex *(a)* Coarse " Halina " fabrics and floor coverings, principally of hair yarn, even with slight admixture of wool, weighing per square metre :	
	(1) Over 1100 grammes	45
	(2) 1100 grammes or less, but more than 950 grammes . . .	50
	(3) 950 grammes or less, but more than 800 grammes . . .	60
	ex *(b)* Fine, weighing per square metre :	
	ex (2) Not more than 700 grammes and not less than 500 grammes :	
	Coarse blankets *Kotzen*, blankets	240
	ex (3) Less than 500 grammes but not less than 400 grammes :	
	Coarse blankets *Kotzen*, blankets	240
586	Woollen shawls and kerchiefs, woven with indication for cutting (but not unbleached) or printed with indication for cutting, in the piece or cut out, simply hemmed or not, weighing per square metre :	
	(a) Over 420 grammes :	
	(1) Woven in colours	350
	(2) Other	425
	(b) 420 grammes or less but more than 200 grammes	425
	(c) 200 grammes or less :	
	(1) Printed	700
	(2) Other	650
587	Woollen fabrics not mentioned, weighing per square metre :	
	(a) Over 700 grammes :	
	(1) Having the warp of pure cotton, cleared at Budapest . . .	200
	(2) Other	225

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
587	Tissus de laine, etc. *(suite)* :	par 100 kg.
	Observation : Feutres tissés sans fin pour la fabrication du papier, pesant au mètre carré plus de 800 gr., d'une largeur de plus de 2 m.	100
	b) 700 gr. et moins, mais plus de 450 gr. :	
	1° Avec la chaîne de coton pur, dédouanés à Budapest	320
	2° Autres	380
	c) 450 gr. et moins, mais plus de 350 gr. :	
	1° Avec la chaîne en coton pur, dédouanés à Budapest	400
	2° Autres	460
	d) 350 gr. et moins, mais plus de 300 gr. :	
	1° Ecrus	400
	2° Teints, imprimés ou tissés en couleurs :	
	α) Avec la chaîne en coton pur, dédouanés à Budapest	400
	β) Autres	460
	300 gr. et moins, mais plus de 200 gr. :	
	1° Ecrus	460
	2° Teints, imprimés ou tissés en couleurs	530
	e) 200 gr. ou moins :	
	1° Ecrus :	
	α) Avec la chaîne en coton pur, dédouanés à Budapest	420
	β) Autres	500
	2° Teints ou tissés en couleurs :	
	α) Avec la chaîne en coton pur, dédouanés à Budapest	480
	β) Autres	570
	3° Imprimés :	
	α) Avec la chaîne en coton pur, dédouanés à Budapest	520
	β) Autres	620
	Observation aux nos 586 et 587 du tarif : Les mouchoirs de tête et châles en laine, ainsi que les tissus de laine non dénommés, additionnés de fils de soie naturelle et artificielle de 15 % au plus seront dédouanés selon leur espèce avec une surtaxe :	
	Pour fils de soie artificielle de	25 %
	Pour fils de soie naturelle de	33 1/3 %
588	Velours et tissus veloutés, en laine	420
ex 589	Feutres et articles en feutre, non spécialement dénommés :	
	b) Autres feutres, ainsi qu'articles en feutre, non spécialement dénommés	155
ex 597	Tissus en soie pure pour parapluies et ombrelles, en armure de taffetas, croisé ou satin, unis ou façonnés, non imprimés, avec deux bordures fortes en reps, d'une largeur de 46 cm. au moins et 57 cm. au plus, noir et de couleur	1.800
ex 600	Tissus en mi-soie, c'est-à-dire tissus dans lesquels la chaîne ou la trame ne sont ni en soie, ni en schappe de soie, ni en soie artificielle, pourvu que l'addition de ces fils dépasse 15 % :	
	a) En chaîne ou en trame en coton, lin ou laine et en soie artificielle respectivement, à l'exception des tissus façon crêpe :	
	1° Unis :	
	α) Ecrus	1.250
	β) Blanchis, teints, imprimés ou tissés en couleurs	1.450
	2° Façonnés :	
	α) Ecrus	1.400
	β) Blanchis, teints, imprimés ou tissés en couleurs	1.600

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
587	Woollen fabrics, etc. *(continued)* :	Per 100 kg.
	Note : Felt, woven without indication for cutting, for paper manufacture weighing per square metre over 800 grammes, over 2 metres in width	100
	(b) 700 grammes or less, but more than 450 grammes :	
	(1) Having the warp of pure cotton, cleared at Budapest	320
	(2) Other	380
	(c) 450 grammes or less, but more than 350 grammes :	
	(1) Having the warp of pure cotton, cleared at Budapest	400
	Other	460
	(d) 350 grammes or less, but more than 300 grammes :	
	(1) Unbleached	400
	(2) Dyed, printed or woven in colours :	
	(a) Having the warp of pure cotton, cleared at Budapest	400
	(b) Other	460
	300 grammes or less, but more than 200 grammes :	
	(1) Unbleached	460
	(2) Dyed, printed or woven in colours	530
	(e) 200 grammes or less :	
	(1) Unbleached :	
	α) Having the warp of pure cotton, cleared at Budapest	420
	β) Other	500
	(2) Dyed or woven in colours :	
	α) Having the warp of pure cotton, cleared at Budapest	480
	β) Other	570
	(3) Printed :	
	α) Having the warp of pure cotton, cleared at Budapest	520
	β) Other	620
	Note to Nos. 586 *and* 587 *of the Tariff :* Woollen kerchiefs and shawls and woollen fabrics not mentioned, containing an admixture of not more than 75 % of natural or artificial silk yarn are subject, according to their kind, to a surtax :	
	For artificial silk yarn, of	25 %
	For natural silk yarn, of	33 1/3 %
588	Velvet and tissues similar to velvet, of wool	420
ex 589	Felt and articles of felt, not specially mentioned :	
	(b) Other felts and felt articles, not specially mentioned	155
ex 597	Fabrics of pure silk for umbrellas and parasols, with groundwork of taffetas, twill or satin, plain or figured, not printed, with two strong borders of reps, not less than 46 centimetres and not more than 57 centimetres in width, black or coloured	1,800
ex 600	Fabrics of half-silk, *i.e.*, fabrics having warp or weft neither of silk, floss silk or artificial silk, if the proportion of these materials is over 15 % :	
	(a) Having warp or weft of cotton, flax or wool and artificial silk respectively, except figured crêpe fabrics :	
	(1) Plain :	
	α) Unbleached	1,250
	β) Bleached, dyed, printed or woven in colours	1,450
	(2) Figured :	
	α) Unbleached	1,400
	β) Bleached, dyed, printed or woven in colours	1,600

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
		par 100 kg.
ex 600	Tissus en mi-soie, etc. *(suite)* :	
	b) En chaîne et trame en soie artificielle, à l'exception des tissus façon crêpe :	
	1° Unis :	
	α) Ecrus	1.500
	β) Blanchis, teints, imprimés ou tissés en couleurs	1.750
	2° Façonnés :	
	α) Ecrus	1.700
	β) Blanchis, teints, imprimés ou tissés en couleurs.	1.900
	c) En chaîne ou en trame en coton, lin ou laine et en soie naturelle respectivement, à l'exception des tissus façon crêpe :	
	1° Unis :	
	α) Ecrus	1.800
	β) Blanchis, teints, imprimés ou tissés en couleurs	2.200
	2° Façonnés :	
	α) Ecrus	2.000
	β) Blanchis, teints, imprimés ou tissés en couleurs	2.500
	Observations au n° 600 du tarif :	
	1° Tissus en mi-soie pour parapluies et ombrelles en armure de taffetas, croisé ou satin, unis ou façonnés, non imprimés, qui présentent au fond (partie intérieure), sans égard à la bordure du tissu, dans 1 cm², moins de fils de soie en chaîne qu'il ne répond au double des fils d'autres matières textiles en trame, d'une largeur de 46 cm. au moins et de 57 cm. au plus, noirs et de couleur	800
	2° Les nappes et serviettes de table, avec dessins tissés de dimension, en chaîne ou en trame de soie artificielle et de fils de coton ou de lin respectivement, pesant au mètre carré plus de 200 gr., simplement ourlées	700
601	Velours et tissus veloutés, en mi-soie	3.000
ex 603	Tapis de pied :	
	ex *b)* Paillassons-décrottoirs en fils de coco	40
	d) En fils d'autres matières textiles végétales ou en poils grossiers :	
	1° A poils :	
	α) Non veloutés	85
	β) Veloutés	100
	2° Ras :	
	α) Tapis en chenille de jute	80
	β) Autres	125
	ex *e)* En fils de laine :	
	2° Autres :	
	α) Tapis en feutre.	180
	Autres à poils	140
	β) Ras	270
	Observation : Les tapis dits bouclés du genre des échantillons déposés, importés par les bureaux principaux de douane dénommés dans le protocole final	110
ex 604	Couvre-lits, tapis de table, couvre-divans et rideaux, avec dessins tissés de dimension, même découpés ou ourlés :	
	a) En coton ou en autres matières textiles végétales (à l'exception des rideaux genre bobinet ou genre dentelles) :	
	1° Non tissés façon velours, pesant plus de 150 gr. au mètre carré :	
	α) Avec franges cousues ou avec garnitures	240
	β) Autres	200

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
ex 600	Fabrics of half-silk, etc. *(continued)* :	
	(b) Having warp or weft of artificial silk, except figured crêpe fabrics :	Per 100 kg.
	(1) Plain :	
	α) Unbleached	1,500
	β) Bleached, dyed, printed or woven in colours	1,750
	(2) Figured :	
	α) Unbleached	1,700
	β) Bleached, dyed, printed or woven in colours	1,900
	(c) Having warp or weft of cotton, flax or wool and natural silk respectively, except figured crêpe fabrics :	
	(1) Plain :	
	α) Unbleached	1,800
	β) Bleached, dyed, printed or woven in colours	2,200
	(2) Figured :	
	α) Unbleached	2,000
	β) Bleached, dyed, printed or woven in colours	2,500
	Notes to No. 600 of the Tariff :	
	(1) Fabrics of half silk for umbrellas and parasols with groundwork of taffeta twill, or satin, plain or figured, not printed, having in the main body of the fabric (exclusive of the border) per square centimetre, fewer silk threads in the warp than twice the number of threads of other textile materials in the weft, not less than 46 centimetres and not more than 57 centimetres in width, black or coloured	800
	(2) Table cloths and table napkins, with designs woven with indication for cutting, with warp or weft of artificial silk and yarn of cotton or flax respectively, weighing per square metre over 200 grammes, simply hemmed	700
601	Velvet and tissues similar to velvet, of half silk	3,000
ex 603	Carpets :	
	ex *(b)* Mats of coco-nut yarn	40
	(d) Of yarn of other vegetable textile materials or of coarse hair :	
	(1) With pile :	
	α) Non-velvet	85
	β) Velvet	100
	(2) Smooth :	
	α) Jute woven carpets	80
	β) Other.	125
	ex *(e)* Of woollen yarn :	
	(2) Other :	
	α) Carpets of felt	180
	Other, with pile.	140
	β) Smooth	270
	Note : So-called " bouclé " carpets, of the type of the samples deposited, imported through the principal Customs offices mentioned in the Final Protocol	110
ex 604	Quilts, table-covers and curtains woven with designs with indications for cutting, even cut out or hemmed :	
	(a) Of cotton or other vegetable textile materials (except curtains of bobbinet or lace style) :	
	(1) Not woven in velvet style, weighing over 150 grammes per square metre :	
	(α) With sewn fringes or with trimmings	240
	(β) Other	200

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
ex 604	Couvre-lits, etc. *(suite)* :	par 100 kg.
	ex 2. Non tissés façon velours, pesant 150 gr. au plus au mètre carré :	
	α) Avec garnitures	500
	β) Sans garnitures	400
	Tissés façon velours, découpés ou même ourlés :	
	α) Avec garnitures	435
	β) Sans garnitures	345
	ex *b)* En laine :	
	1° Non tissés façon velours :	
	α) Avec franges cousues ou avec garnitures	330
	β) Autres	270
ex 610	Toile cirée, mousseline cirée, taffetas ciré, non dénommés :	
	ex *a)* Imprimés ou non, mais sans dessin délimité :	
	ex 2. Pesant moins de 500 gr. par mètre carré :	
	Tissus d'emballage et autres tissus imprégnés d'huile ou de mélanges de graisses ou préparés chimiquement d'autre façon, en matières textiles végétales (à l'exception de ceux rentrant aux nos 607, 608 et 678 du tarif), pesant au mètre carré moins de 500 gr., mais 400 gr. au moins.	200
	Tissus pour sacs de touristes, imprégnés, pesant au mètre carré moins de 400 gr.	280
ex 611	Articles à points de maille et de tricot, en coton et en autres matières textiles végétales :	
	b) Bas :	
	1° Sans travail de couture, la douzaine de paires pesant :	
	α) Plus de 1 kg.	200
	β) 1 kg. et moins, mais plus de 500 gr.	270
	γ) 500 gr. et moins	370
	2° Avec travail de couture	680
	c) Gants :	
	1° Sans travail de couture, la douzaine de paires pesant :	
	α) Plus de 300 gr.	400
	β) 300 gr. et moins	950
	2° Avec travail de couture, la douzaine de paires pesant :	
	α) Plus de 300 gr.	820
	β) 300 gr. et moins	1.200
	d) Autres articles, même avec travail de couture	360
	Observation au n° 611 b) 1. du tarif :	
	Les bas sans travail de couture, fabriqués entièrement ou principalement de fils courant parallèlement, même enlacés d'un troisième fil, sont soumis à une surtaxe de	40 %
	Les bas sans travail de couture, fabriqués entièrement ou principalement de fils de coton à deux ou plusieurs bouts ou en fils de coton mercerisés, sont soumis à une surtaxe de	60 %
	Observation au n° 611 d) du tarif :	
	Les articles entièrement ou principalement en fils de coton à deux ou à plusieurs bouts ou en fils de coton mercerisés	570
	Observation au n° 611 du tarif :	
	Les articles à points de maille et de tricot en fils de déchets de coton (de vigogne) seront dédouanés comme ceux en fils de coton . . .	

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
ex 604	Quilts, table-covers, etc. *(continued)* :	Per 100 kg.
	ex (2) Not woven in velvet style, not weighing over 150 gr. per square metre :	
	α) With trimmings	500
	β) Without trimmings	400
	Woven in velvet style, cut out or even hemmed :	
	(a) With trimmings	435
	(b) Without trimmings	345
	ex *(b)* Of wool :	
	(1) Not woven in velvet style :	
	α) With sewn fringes or with trimmings	330
	β) Other.	270
ex 610	Oilcloth, waxed muslin, waxed taffetas, not mentioned :	
	ex *(a)* Printed or not, but without distinct design :	
	ex (2) Weighing less than 500 grammes per square metre :	
	Packing and other fabrics impregnated with oil or fatty mixtures or otherwise chemically treated, of vegetable textile materials (except those included under Nos. 607, 608 and 678 of the Tariff), weighing per square metre less than 500 gr. but not less than 400 grammes	200
	Fabrics for travelling bags, impregnated, weighing less than 400 grammes per square metre	280
ex 611	Knitted wares and hosiery of cotton and other vegetable textile materials :	
	(b) Stockings :	
	(1) Without needlework, weighing per dozen pairs :	
	α) Over one kg.	200
	β) Not over one kg. but over 500 grammes	270
	γ) 500 grammes or less	370
	(2) With needlework	680
	(c) Gloves :	
	(1) Without needlework, weighing per dozen pairs :	
	α) Over 300 grammes	400
	β) 300 grammes or less	950
	(2) With needlework, weighing per dozen pairs :	
	α) Over 300 grammes.	820
	β) 300 grammes or less	1,200
	(d) Other articles, with or without needlework	360
	Note to No. 611 (b) 1 *of the Tariff :*	
	Stockings without needlework, made wholly or chiefly of threads running parallel, even interwoven with a third thread, pay a surtax of	40 %
	Stockings without needlework, made wholly or chiefly of double cotton yarn, of several threads or mercerised, pay a surtax of .	60 %
	Note to No. 611 (d) *of the Tariff :*	
	Articles made wholly or chiefly of double cotton yarn, of several threads or mercerised	570
	Note to No. 611 *of the Tariff :*	
	Knitted wares and hosiery of cotton waste yarn (vicuña) pay the duties levied on articles of cotton yarn	

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
ex 612	Articles à points de maille et de tricot, en laine :	par 100 kg.
	b) Bas, la douzaine de paires pesant :	
	1° Plus de 1 kilo	350
	2° 1 kg. et moins, mais plus de 500 gr.	575
	3° 500 gr. et moins	575
	c) Gants	550
	ex Observation aux nos 611 et 612 du tarif :	
	1° Les coins (façons) rectilignes de gants (dites coutures à tambour, chenilles) en fils de soie naturelle ou artificielle n'entrent pas en considération lors du dédouanement.	
	2° Les bas, ornés par couture en fils de soie naturelle ou artificielle, seront dédouanés selon le numéro correspondant du tarif avec une surtaxe de	25 %
	3° Les articles à points de maille et de tricot des nos 611 *b) — d)* et 612 *b) — c)* du tarif, à l'exception de ceux dénommés dans les observations 1 et 2, additionnés de 15 % au plus de fils de soie naturelle ou artificielle, seront dédouanés selon le numéro correspondant du tarif avec une surtaxe de	33 1/3 %
	4. Les broderies en fils autres que de soie naturelle ou artificielle n'entrent pas en considération lors du dédouanement.	
ex 614	Les articles à points de maille et de tricot, en soie artificielle ou en mi-soie (c'est-à-dire additionnés de plus de 15 % sans dépasser 50 % de fils de soie) :	
	b) Bas	2.500
	c) Gants	2.800
ex 619	Articles de passementerie, de rubanerie et de boutonnerie :	
	a) En pièces (au mètre) :	
	1. En coton, en lin, en chanvre, en jute ou en autres matières textiles végétales :	
	α) Cordons (lacets) d'un diamètre de 6 mm. et plus	325
	β) Autres, pesant aux 100 mètres courants :	
	Plus de 300 gr.	435
	300 gr. et moins	460
	ex 3° En soie, en soie artificielle ou en mi-soie, à l'exception des tresses pour chapeaux :	
	α) En soie	1800
	β) En soie artificielle ou en mi-soie, pesant aux 100 mètres courants :	
	Plus de 250 gr.	1.400
	250 gr. et moins	1.600
	ex *b)* Fabriqués de dimension ou confectionnés :	
	1° En soie, en soie artificielle ou en mi-soie :	
	α) En soie	2.200
	β) En soie artificielle ou en mi-soie	2.000
	ex 2° Boutons en fils retors de coton et de lin	700
ex 622	Articles de mercerie :	
	ex *b)* En jute	80
	c) En coton, en lin ou en autres matières textiles végétales :	
	1° α) Mèches à lampe, tuyaux, sangles et courroies de transmission	200
	β) Elastiques pour chaussures, d'une largeur de :	
	Plus de 16 cm.	225
	16 cm. et moins, mais plus de 13 cm.	250

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
ex 612	Knitted wares and hosiery of wool :	Per 100 kg.
	(b) Stockings, weighing per dozen pairs :	
	(1) Over 1 kg.	350
	(2) Not over 1 kg., but over 500 grammes	575
	(3) 500 grammes or less	575
	(c) Gloves.	550
	ex Note to Nos. 611 and 612 of the Tariff :	
	(1) Straight stitching on gloves (so-called " tambour " or " chenille " stitching) of natural or artificial silk yarn is not dutiable.	
	(2) Stockings with stitching of natural or artificial silk yarn pay the duties on the corresponding Tariff number, plus a surtax of .	25 %
	(3) Knitted wares and hosiery under Nos. 611 *(b-d)* and 612 *(b-c)* of the Tariff (except those mentioned in Notes (1) and (2)) with addition at most of 15 % natural or artificial silk yarn, pay the duties on the corresponding Tariff number, plus a surtax of . .	33 1/3 %
	(4) Embroideries in yarn other than natural or artificial silk are not dutiable.	
ex 614	Knitted wares and hosiery of artificial silk or half silk (*i.e.* with addition of over 15 % but not more than 50 % silk yarn) :	
	(b) Stockings	2,500
	(c) Gloves.	2,800
ex 619	Passementerie, ribbon-and button-makers' articles :	
	(a) In the piece (per metre) :	
	(1) Of cotton, linen, hemp, jute or other vegetable textile materials :	
	α) Laces of 6 millimetres in diameter or over	325
	β) Other, weighing per 100 lineal metres :	
	Over 300 grammes	435
	300 grammes or less.	460
	ex (3) Of silk, artificial silk or half silk, except plaits for hats :	
	α) Of silk	1,800
	β) Of artificial silk or half silk, weighing per one hundred lineal metres :	
	Over 250 grammes	1,400
	250 grammes or less.	1,600
	ex *(b)* Manufactured with indication for cutting or made up :	
	(1) Of silk, artificial silk or half silk :	
	α) Of silk	2,200
	β) Of artificial silk or half silk	2,000
	ex (2) Buttons of twisted cotton or linen yarn	700
ex 622	Small wares (mercery) :	
	ex *(b)* Of jute.	80
	(c) Of cotton, linen or other vegetable textile materials :	
	(1) α) Lamp wicks, piping, girths and transmission belts	200
	β) Elastic for foot-wear :	
	Exceeding 16 centimetres in width	225
	16 centimetres or less in width, but more than 13 centimetres	250

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
ex 622	Articles de mercerie *(suite)* :	par 100 kg.
	2° Rubans en velours	750
	3° Autres :	
	α) Non façonnés, tissés en une couleur	450
	β) Non façonnés, tissés en plusieurs couleurs, ou façonnés, ainsi que rubans élastiques, façonnés ou non	450
	Observation : Les articles de mercerie mercerisés à la pièce ou fabriqués entièrement ou partiellement en fils mercerisés ou lustrés, acquittent une surtaxe de	20
	d) En laine :	
	1° Tuyaux, sangles, courroies de transmission	280
	2° Tampons pour coussinets	500
	Autres, même élastiques, pour chaussures et rubans élastiques	700
ex 625	Vêtements pour hommes et garçonnets, paletots et vêtements d'enfants, importés par pièces isolées ; costumes de soirée et de cérémonie pour hommes ; vêtements pour hommes, garçonnets et enfants, ainsi que paletots de tout genre doublés de soie, de soie artificielle ou de mi-soie ou de fourrure ou combinés d'autre manière avec de la fourrure ; vêtements d'apparat, uniformes, livrées, chasubles et autres vêtements d'église :	par pièce
	Paletots dits micado, combinés avec de la fourrure ordinaire	20
626	Paletots pour hommes, garçonnets et enfants, non doublés de soie, de soie artificielle ou de mi-soie, non combinés avec de la fourrure, ainsi que paletots en tissus imprégnés, à l'exception de ceux suivant le régime du n° 678, pesant par pièce :	
	a) Plus de 1600 gr. :	
	1° Non doublés ou doublés en partie	17
	2° Entièrement doublés	22
	b) 1600 gr. et moins	16
	Observation : Les paletots non doublés pour garçonnets et enfants, d'une longueur de 100 cm. et moins et d'un contour de la poitrine de 88 cm. et moins, mesurés au paletot boutonné, en tant que reconnaissables sans doute, aussi par leur extérieur, comme paletots pour garçonnets et enfants	15
ex 627	Vêtements pour hommes, garçonnets et enfants, en tissus de coton, de lin ou d'autres matières textiles végétales, non doublés, même doublés jusqu'à la moitié de leur propre matière :	
	a) Pour hommes (pantalon, gilet, veston, ce dernier d'une longueur de plus de 70 cm.)	8
	b) Pour garçonnets (pantalon, gilet, veston, ce dernier d'une longueur de plus de 60 cm., mais 70 cm. au plus)	6,50
	c) Pour enfants (culotte et veston, ce dernier d'une longueur de 60 cm. au plus)	3,50
	Observation : Les culottes dites tyroliennes pour enfants, en futaine de velours, de coton et de drap	2,40
ex 628	Vêtements pour hommes, garçonnets et enfants, de tout genre, non dénommés dans les numéros précédents, en tissus de laine :	
	a) Pour hommes (pantalon, gilet, veston, ce dernier d'une longueur de plus de 70 cm.)	19
	b) Pour garçonnets (pantalon, gilet, veston, ce dernier d'une longueur de plus de 60 cm., mais 70 cm. au plus)	14,50
	c) Pour enfants (culotte et veston, ce dernier d'une longueur de 60 cm. au plus)	8

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
ex 622	Small wares (mercery) *(continued)* :	Per 100 kg.
	(2) Velvet ribbons	750
	(3) Other :	
	α) Unfigured, woven in one colour	450
	β) Unfigured, woven in several colours, or figured, and woven elastic ribbons, figured or not . . .	450
	Note : Small wares (mercery) in the piece, mercerised or manufactured wholly or partly of mercerised or glazed yarn, pay a surtax of	20
	(d) Of wool :	
	(1) Piping, girths, transmission belts	280
	(2) Cushion pads	500
	Others, even elastic for footwear and elastic ribbon	700
ex 625	Men's and boy's clothing, children's clothing and overcoats imported in single pieces ; dress and ceremonial suits for men ; clothing for men, boys and children, including all kinds of overcoats, lined with silk, artificial silk or half-silk or with fur lining or combined in any other way with fur ; parade or dress clothes, uniforms, liveries, chasubles and other religious vestments :	per item
	" Mikado " overcoats combined with ordinary fur	20
626	Overcoats for men, boys and children, not lined with silk, artificial silk or half silk, not combined with fur ; overcoats of impregnable fabrics, except those coming under No. 678, weighing each :	
	(a) Over 1600 grammes :	
	(1) Unlined or partly lined	17
	(2) Entirely lined	22
	(b) 1600 grammes or less.	16
	Note : Unlined boys' and children's overcoats 100 centimetres and less in length and 88 centimetres and less round the chest, measured with the overcoat buttoned, in so far as they are by their appearance unmistakably overcoats for boys and children.	15
ex 627	Clothing for men, boys and children, of cotton, linen or other vegetable textile materials, unlined or lined to half the length of the garment :	
	(a) For men (trousers, waistcoat, coat, the latter over 70 centimetres in length.)	8
	(b) For boys (trousers, waistcoat, coat, the latter over 60 centimetres and less than 70 centimetres in length)	6.50
	(c) For children (breeches and coat, the latter not over 60 centimetres in length)	3.50
	Note : The so-called Tyrolese breeches for children, of cotton-velvet fustian and of cloth	2.40
ex 628	Clothing for men, boys and children, of every kind not mentioned in the preceding numbers, of woollen materials :	
	(a) For men (trousers, waistcoat, coat, the latter over 70 centimeters in length)	19
	(b) For boys (trousers, waistcoat, coat, the latter over 50 centimetres but not over 70 centimetres)	14.50
	(c) For children (trousers and coat, the latter not over 60 centimetres in length)	8

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
ex 628	Vêtements pour hommes, etc. *(suite) :*	par pièce
	Observation : Les vestons de lustre en tissu lustré, uni, de couleur bleue ou noire, conforme aux échantillons de tissu déposés aux bureaux principaux de douane dénommés dans le protocole final, non doublés, même doublés jusqu'à la moitié de leur propre matière, pesant par pièce 650 gr. et moins	4
ex 629	Vêtements pour dames et fillettes, ainsi que costumes :	par 100 kg.
	Costumes, manteaux et jupes en tissus de laine pour dames	le droit de la partie essentielle la plus imposée, avec une surtaxe de 100 %
ex 630	Lingerie de femme, de fillette et de nourrisson, ainsi que linge de lit et de table, essuie-mains, mouchoirs de poche et lingerie similaire :	
	a) Mouchoirs de poche :	
	1° Avec ourlets à jour, ourlets *(Hohlsaum)* ou à-jours d'ornement, simples :	
	α) En tissus de coton	725
	β) En tissus du n° 570 du tarif	450
	γ) En tissus du n° 572 du tarif	1.150
	δ) En tissus des n°s 596, 597, 599 et 600 du tarif	le droit du tissu fondamental, avec une surtaxe de 150 %
	2° Avec d'autres ornements :	
	α) En tissus de coton	1.000
	β) En tissus du n° 570 du tarif	600
	γ) En tissus du n° 572 du tarif	1.350
	δ) En tissus des n°s 596, 597, 599 et 600 du tarif	le droit du tissu fondamental, avec une surtaxe de 150 %
	b) Linge de lit et de table, ainsi qu'essuie-mains :	
	1° Avec ourlets à-jour, ourlets *(Hohlsaum)* et à-jours d'ornement, simples, même fixés par couture	le droit du tissu fondamental, avec une surtaxe de 20 %
	2° Avec d'autres ornements	le droit du tissu fondamental, avec une surtaxe de 70 %
	Observation : Le linge de lit et de table, essuie-mains et mouchoirs de poche, avec simples ourlets rectilignes, sont admis sans une surtaxe quelconque aux droits du tissu fondamental en vigueur.	
ex 631	Lingerie d'hommes et de garçonnets :	
	a) Cols, manchettes et devants de chemises :	
	Cols mous	550
	Autres	600
ex 633	Articles cousus en matières textiles, non dénommés :	
	Compresses cousues, remplies de boue minérale	12
	Articles en tissus à points de maille et de tricot du n° 611 *a)* du tarif, demi-réguliers ou découpés et confectionnés, même entièrement ou principalement en fils de coton à deux ou à plusieurs bouts ou mercerisés	570

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
ex 628	Clothing for men, etc. *(continued)* : *Note :* Coats of lustre, in glazed material, plain, blue or black, according to the samples of material lodged with the principal Customs offices mentioned in the Final Protocol, unlined or lined to half the length of the garment, weighing 650 grammes each or less.	Per piece 4
ex 629	Clothing for ladies and girls, also costumes :	Per 100 kg.
	Costumes, cloaks and skirts of woollen materials for ladies	Duty of the highest rated chief component material, plus a surtax of 100%
ex 630	Linen for ladies, girls and infants ; bed and table linen, towels, pocket handkerchiefs and similar linen articles :	
	(a) Pocket handkerchiefs :	
	(1) With openwork or hem-stitched borders *(Hohlsaum)* or openwork trimming, plain :	
	α) Of cotton materials	725
	β) Of materials under Tariff No. 570	450
	γ) Of materials under Tariff No. 572	1,150
	δ) Of materials under Tariff Nos. 596, 597, 599 and 600 . .	duty of the chief material plus a surtax of 150%
	(2) With other trimming :	
	α) Of cotton materials	1,000
	β) Of materials under No. 570 Tariff	600
	γ) Of materials under Tariff No. 572	1,350
	δ) Of materials under Tariff Nos. 596, 597, 599 and 600 . .	duty of the chief material plus a surtax of 150%
	(b) Bed and table linen, also towels :	
	(1) With openwork or hem-stitched borders *(Hohlsaum)* and openwork trimming, plain, attached by seam or not	duty of the chief material plus a surtax of 20 %
	(2) With other trimming	duty of the chief material plus a surtax of 70 %
	Note : Bed and table linen, towels and handkerchiefs having plain rectilinear hems are admitted without any surtax to the duties ruling for the chief material.	
ex 631	Linen for men and boys :	Per 100 kg.
	(a) Collars, cuffs and shirt fronts :	
	Soft collars	550
	Others	600
ex 633	Sewn articles of textile materials, not mentioned :	
	Sewn compresses filled with mineral mud	12
	Knitted wares and hosiery under Tariff No. 611 *(a)*, half-regular or cut out and made up, wholly or chiefly made of cotton yarn with 2 or more ends, mercerised or not	570

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
ex 633	Articles cousus en matières textiles, etc. *(suite)* :	par 100 kg.
	Observation : Les articles en tissus à points de maille et de tricot, fabriqués de fils de déchets de coton (de vigogne), sont soumis au même traitement que les articles en tissus à points de maille et de tricot du n° 611 *a)* du tarif.	
ex 640	Chapeaux de dames et de fillettes, de tout genre, garnis, ainsi que chapeaux de dames et de fillettes, en dentelle, tulle, velours, soie ou autres tissus, ou en autres matières non dénommées aux nos 637 et 639 (à l'exception des articles en fourrures), même non garnis : Bonnets à points de maille et de tricot, en laine (bonnets dits suisses), pour dames et fillettes, d'après le genre des échantillons déposés	par pièce 1
ex 645	Cuir pour courroies de transmission et cuir pour la fabrication d'autres articles techniques (y compris le cuir à nouer ou à coudre les courroies) :	par 200 kg.
	b) Tanné à l'aide de matières minérales, même en tannage combiné	140
647	Cuir d'empeigne, graissé, tanné à l'aide d'écorces, pour la fabrication de chaussures (y compris le cuir à courroies), de couleur naturelle ou noire, non verni :	
	a) En peaux de bœuf ou de cheval	100
	b) En peaux de jeunes bovidés ou de veaux (pesant par pièce jusqu'à 4 kg. inclusivement)	125
	Observation au n° 647 a) — b).	
	Peaux refendues de doublure	35
	Peaux refendues à cirer, collets et flancs	80
	Les articles mentionnés dans l'observation seront dédouanés d'après les échantillons déposés aux bureaux principaux de douane dénommés au Protocole final.	
	c) En peaux de mouton, d'agneau, de chèvre ou de chevreau	100
	d) En peaux autres	200
ex 648	Cuir d'empeigne, tanné à l'aide de matières minérales, pour la fabrication de chaussures, non verni :	
	a) En peaux de bœuf ou de cheval :	
	1° Noir	280
	2° En couleurs	340
	ex *b)* En peaux de veau :	
	1° Noir	380
	d) En peaux de mouton ou d'agneau (chevrette) :	
	1° Noir	250
	2° En couleurs	300
ex 649	Cuir mi-tanné de porc, de bouc, de chèvre, de chevreau, de mouton et d'agneau, non teint, non autrement travaillé, ainsi que les peaux mi-tannées du bœuf des Indes orientales *(kips)* :	
	ex *b)* Autres :	
	Cuir de mouton et d'agneau	80
653	Courroies de transmission en cuir :	
	a) Tannées à l'aide d'écorces	160
	b) Tannées à l'aide de matières minérales, y compris les courroies de transmission en peaux brutes	245
654	Courroies de couture, lanières et courroies de chasse en cuir :	
	a) Tannées à l'aide d'écorces	100
	b) Tannées à l'aide de matières minérales, même en peaux brutes	150

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
ex 633	Sewn articles of textile materials, etc. *(continued)* : *Note :* Knitted wares and hosiery made of cotton (vicuna) shoddy are subject to the same treatment as the knitted wares and hosiery falling under Tariff No. 611 *(a)*.	Per 100 kg.
ex 640	Trimmed hats of every kind for ladies and girls, also hats for ladies and girls of lace, tulle, velvet, silk or other fabric, or of materials not mentioned under Nos. 637 and 639 (except articles of fur) whether trimmed or not : Knitted and woven caps of wool (so-called Swiss caps) for ladies and girls, according to kind of samples lodged	each 1
ex 645	Leather for driving belts and leather for the manufacture of other technical articles (including leather for laced or sewn belts) :	per 100 kg.
	(b) Mineral tanned or of mixed tanning	140
647	Vamp or upper leather, greased, bark-tanned, for the manufacture of footwear (including belt leather), of natural colour or black, not lacquered (patent) : *(a)* Of ox or horse hide	100
	(b) Of hides of young cattle or calves (weighing up to 4 kg. inclusive per piece)	125
	Note to No. 647 (a)-(b) : Split skins for lining	35
	Split skins for waxing, necks and sides	80
	The articles mentioned in this Note will be dutiable according to the samples lodged with the principal Customs Offices mentioned in the Final Protocol.	
	(c) Of sheep, lamb, goat or kid skins	100
	(d) Of other skins	200
ex 648	Vamp or upper leather, mineral tanned, for the manufacture of footwear, not lacquered (patent) : *(a)* Of ox or horse hide : (1) Black	280
	(2) Coloured	340
	ex *(b)* Of calf skin : (1) Black	380
	(d) Of sheep or lamb skin (chevrette) : (1) Black	250
	(2) Coloured	300
ex 649	Half-tanned pigskin, buckskin, goat, kid, sheep and lambskin, undyed and not otherwise worked, also half-tanned skins of the East Indian ox (kips) : ex *(b)* Other : Sheep and lamb skins	80
653	Driving belts of leather : *(a)* Bark tanned	160
	(b) Mineral tanned, including driving belts of raw hide	245
654	Sewing thongs, binding thongs and pickers : *(a)* Bark tanned	100
	(b) Mineral tanned, whether of raw hide or not	150

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
ex 656	Chaussures, avec semelles fixées à part, en matières de toute sorte, d'une longueur (entre la base du talon et la pointe de la chaussure) de :	la paire
	ex *a)* 23 cm. au moins :	
	2° Avec empeignes en cuir, doublées, même avec parties en tissus :	
	α) Cousues sur trépointe ou collées	4
	β) Piquées ou clouées	3,50
	ex 3. Souliers en cuir verni, en velours, en soie, en satin, en broché, souliers dorés, argentés ou bronzés, souliers de théâtre, souliers en antilope véritable et en imitation, ainsi que souliers garnis de fourrure :	
	Souliers vernis, piqués	4
	Souliers en velours de coton avec talons en cuir	1,50
	ex 4. Souliers en tissus autres, à l'exception des souliers avec semelles en caoutchouc :	
	ex *α)* Avec empeignes en tissus de coton, de mi-lin et de lin :	
	D'une armure de toile, de reps et de shirting :	
	De couleur naturelle ou blanchis	1,20
	Teints	1,60
	En d'autres tissus de coton, de mi-lin et de lin (à l'exception de ceux rangés sous chiffre 3)	2,10
	ex *β)* Avec ornements en cuir :	
	En tissus de coton, de mi-lin et de lin :	
	D'une armure de toile, de reps et de shirting :	
	De couleur naturelle, blanchis ou teints	2
	En d'autres tissus de coton, de mi-lin et de lin (à l'exception de ceux rangés sous chiffre 3)	2,60
	ex 5. Sandales, pantoufles, mules et souliers de gymnastique : Souliers dits « hunya », d'après le genre des échantillons déposés, importés par les bureaux principaux de douane, dénommés au Protocole final	0,50
	ex *b)* Moins de 23 cm., mais d'au moins 15 cm. :	
	2° Avec empeignes en cuir, doublées, même avec parties en tissus :	
	a) Cousues sur trépointe ou collées	2,40
	b) Piquées ou clouées	2,10
	ex 3. Souliers en cuir verni, en velours, en soie, en satin, en broché, souliers dorés, argentés ou bronzés, souliers de théâtre, souliers en antilope véritable et en imitation, ainsi que souliers garnis de fourrure :	
	Souliers vernis, piqués	3
	ex 4. Souliers en tissus autres, à l'exception des souliers avec semelles en caoutchouc :	
	Avec empeignes en tissus de coton, de mi-lin et de lin, même avec ornements en cuir :	
	D'une armure de toile, de reps et de shirting :	
	De couleur naturelle ou blanchis	0,75
	Teints	1
	En d'autres tissus de coton, de mi-lin et de lin (à l'exception de ceux rangés sous chiffre 3)	1,30
	c) Moins de 15 cm.	0,80
ex 659	Gants de peau, même simplement découpés, ainsi que doublés ou combinés d'autre façon avec des matières textiles, ou brodés :	
	a) Non combinés avec des matières textiles, non plus brodés, ni ornés autrement, d'une longueur non supérieure de 35 cm. . .	1,20

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
ex 656	Footwear with soles of any material, fixed separately :	Per pair
	ex *(a)* Of at least 23 centimetres length (from base of heel to toe point) :	
	(2) With leather uppers, lined, with or without parts of cloth :	
	α) Welted	4
	β) Stitched or nailed	3.50
	ex (3) Patent, velvet, silk, satin, broché, gilt, silvered or bronzed shoes, theatre shoes, real or imitation antelope leather shoes, and shoes trimmed with fur :	
	Patent shoes, stitched	4
	Cotton velvet shoes with heels of leather	1.50
	ex (4) Shoes of other fabrics except shoes with rubber soles :	
	ex *α)* With uppers of cotton material, half-linen or linen :	
	With a ground of canvas, rep or shirting :	
	Natural colour or bleached.	1.20
	Dyed.	1.60
	Of other cotton fabrics, half-linen and linen (except those) under item (3)	2.10
	ex *β)* With leather trimmings	
	Of cotton, half-linen and linen :	
	With a ground of canvas, rep or shirting :	
	Natural colour, bleached or dyed	2
	Of other cotton, half-linen and linen fabrics (except those under item (3).	2.60
	ex (5) Sandals, slippers, house and gymnastic shoes :	
	So-called " hunya " shoes, according to the kind of samples lodged, imported through the principal Customs Offices, mentioned in the Final Protocol	0.50
	ex *(b)* Of less than 25 centimetres but at least 13 centimetres :	
	(2) With leather uppers, lined, with or without parts of cloth :	
	a) Welted	2.40
	b) Stitched or nailed	2.10
	ex (3) Patent, velvet, silk, satin, broché, gilt, silvered or bronzed shoes, theatre shoes, real or imitation antelope leather shoes and shoes trimmed with fur :	
	Patent shoes, stitched	3
	ex (4) Shoes of other fabrics, except shoes with rubber soles :	
	With uppers of cotton, half-linen and linen fabrics, with or without leather trimmings :	
	With a ground of canvas, rep or shirting :	
	Natural or bleached	0.75
	Dyed.	1
	Of other cotton, half-linen or linen fabrics (except those under No. (3))	1.30
	c) Less than 15 centimetres	0.80
ex 659	Skin gloves, also merely cut out lined or otherwise combined with textile materials or embroidered :	
	(a) Non combined with textile materials not embroidered or otherwise ornamented, not exceeding 35 centimetres in length .	1.20

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
		par 100 kg.
ex 671 *a)*	Courroies en balata	100
ex 678 *b)*	Tenaxit	300
682	Verre creux pour emballages, même avec des appareils de fermeture, clissés ou avec enveloppes en vannerie :	
	a) Bouteilles (à eau minérale, à bière, à vin, à eau-de-vie, ainsi que bouteilles pour sauces de tomates) :	par 100 kg. du poids brut
	1° De couleur naturelle	5,75
	2° Non de couleur naturelle	7
	b) Autre	7
	Observation : Bouteilles à vin mousseax, bouteilles dites siphons sans monture, bouteilles pour boissons gazeuses, ainsi que flacons avec bouchons compte-gouttes ou avec fermetures spéciales similaires en verre	4
		par 100 kg.
ex 684	Articles d'éclairage en verre :	du poids brut
	a) Verres de lampes	12
	ex *b)* Autres :	
	Simplement exécutés en verre opale ou doublé en vert, dépoli à demi, transparent à demi ou avec simple peinture à main, non pyrogravée ou avec pantographie	7
ex 685	Verre creux pour usages hygiéniques et de laboratoire :	par 100 kg.
	ex *a)* Ampoules, fioles, tubes en verre, les derniers sans monture et sans indication d'échelle	du poids brut 4
	ex *b)* Autres sans monture et sans indication d'échelle	10
686	Verre creux et verre massif non dénommés :	
	a) Avec surface lisse ou avec ornements en lignes mates ou avec décorations moulées, même avec bords et fonds usés à la meule, mais autrement non travaillé	par 100 kg. du poids brut 12
	b) Pendeloques pour lustres même sur fils métalliques, ainsi que franges en perles pour lustres	par 100 kg. du poids net 18
	Autre	33
	Observation au n° 686 du tarif :	
	Les articles en verre de ce numéro du tarif avec montures en nickel, nickelées ou argentées ou avec montures en alliages nickelées sont soumis à une surtaxe de 33 1/3 %.	
	Toutes les autres montures, à l'exception des montures en or et en argent, ne rentrent pas en considération lors du dédouanement.	
		par 100 kg.
ex 688	Verre coulé, non poli :	du poids brut
	b) Coulé sur fils métalliques	1
	c) Briques de construction et tuiles en verre	1
	d) Autre	1
ex 689	Autre verre en feuilles, non poli :	
	a) De couleur naturelle, non ouvré, mesurant au total (largeur plus longueur) :	par 100 kg. du poids brut
	1° Pas plus de 150 cm.	14
	2° Plus de 150 cm., mais pas plus de 270 cm.	14,50
	3° Plus de 270 cm.	16
	Observation : Le verre en feuilles machinellement étiré (dit verre de Fourcault) d'une épaisseur de 4,5 mm. et plus	exempt

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
		Per 100 kg.
ex 671 *(a)*	Balata belting	100
ex 678 *(b)*	Tenaxit	300
682	Hollow glass for containers, with or without stoppers, with straw or wicker-work covering :	
	(a) Bottles (mineral water, beer, wine, brandy, also tomato sauce bottles) :	Per 100 kg. gross weight
	(1) Natural colour	5·75
	(2) Not natural colour	7
	(b) Other	7
	Note : Bottles for sparkling wine, so-called syphon bottles, without fitting, bottles for aerated waters, also bottles with dropper stoppers or with similar special stoppers of glass	4
		Per 100 kg.
ex 684	Articles of glass for lighting purposes :	gross weight
	(a) Lamp glass	12
	ex *(b)* Other :	
	Plainly executed in opal or green coated glass, half frosted, half transparent or simply hand-painted, not pyro-engraved or with pantograph design	7
ex 685	Hollow glass for hygienic or laboratory use :	Per 100 kg. gross weight
	ex *(a)* Bulbs, phials, glass tubes, the latter without mounting and without marking of scale	4
	ex *(b)* Others ,without mounting and without scale-marking	10
686	Hollow glass and massive glass not mentioned :	
	(a) With smooth surface, or with dull line or moulding decoration, with or without ground edges and bottoms,but otherwise unworked	Per 100 kg. gross weight 12
	(b) Pendants for hanging lamps, mounted on metallic wires or not, and beaded fringe for hanging lamps	Per 100 kg. net weight 18
	Other	33
	Note to Tariff No. 686 :	
	Glass articles under this tariff number, with nickel, nickel-plated or silver-plated mounting or with mountings of nickel-plated alloys, pay a surtax of 33 1/3 %.	
	All other mountings, except mountings of gold or silver, do not affect the duty.	
		Per 100 Kg.
ex 688	Cast glass, unpolished :	gross weight
	(b) Cast on metallic wire (wired glass)	1
	(c) Glass building bricks and tiles	1
	(d) Other	1
ex 689	Other sheet glass, unpolished :	
	(a) Natural colour, unworked measuring altogether (length plus breadth) :	Per 100 kg. gross weight
	(1) Not over 150 centimetres	14
	(2) Over 150 centimetres, but not over 270 centimeters	14.50
	(3) Over 270 centimetres	16
	Note : Machine-drawn sheet glass (so-called Fourcauld glass) of a thickness of 4.5 mm. and over	Free.

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
ex 690	Verre en feuilles, de toute sorte, poli :	par 100 kg.
	a) De couleur naturelle, non étamé, non coloré, non décoré, non biseauté et non bombé	exempt
	ex *b)* de couleur (coloré dans la masse ou peint), étamé, décoré, biseauté, bombé :	
	Verre à signaux, même sur fils métalliques	15
	Miroirs de meubles et d'appartements	50
ex 695	Briques réfractaires et articles pour usages techniques en matières réfractaires, vernissés ou non :	
	a) En chamotte, dinas, ainsi que pierres de quartzite	1,80
	ex *c)* En bauxite, magnésite ou autres matières réfractaires :	
	En bauxite	2,40
ex 696	Carreaux résistant à l'action des acides et des lessives et autres articles pour usages techniques (y compris les tuyaux) en grès-cérame ou autres terres cuites (ceux en porcelaine exceptés), vernissés ou non :	
	Tuyaux en grès-cérame ou autres terres cuites (ceux en porcelaine exceptés), vernissés ou non	2,50
697	Carreaux de revêtement et de pavage, en faïence, d'une épaisseur non supérieure de 30 mm. (excepté les carreaux en matières réfractaires et en porcelaine) :	
	a) Non vernissés :	
	1° Unicolores :	
	α) D'une épaisseur de plus de 15 mm.	5
	β) D'une épaisseur ne dépassant pas 15 mm.	7
	2° Multicolores :	
	α) D'une épaisseur de plus de 15 mm.	8
	β) D'une épaisseur ne dépassant pas 15 mm.	9,50
	b) Vernissés	18
698	Carreaux pour poêles et autres parties de poêles et de fourneaux, ainsi qu'ornements pour édifices, en faïence :	
	a) Unicolores (à l'exception de ceux de couleur blanche ou blanchâtre), ni dorés, ni argentés	9,50
	b) Autres :	
	1° De couleur blanche ou blanchâtre	14
	2° Autres	20
ex 700	Ustensiles de table, de ménage, d'hygiène et d'usage courant et articles similaires en faïence, (à l'exception de ceux en porcelaine) :	
	ex *a)* Poterie ordinaire, prête à l'usage, en terre commune se colorant par la cuisson, ainsi qu'en grès-cérame commun, non vernissée	2
	b) Vernissés :	
	ex 1° Poterie ordinaire en terre commune, se colorant par la cuisson, recouverte entièrement ou partiellement d'un vernis unicolore, ordinaire (vernis de plomb)	7,50
	2° En faïence blanche :	
	α) Articles en grès-cérame, en matière se colorant blanchâtre ou jaunâtre par la cuisson, conformément aux tessons de modèle, importés par les bureaux principaux de douane dénommés au protocole final :	
	Unicolores	12
	Autres	18
	β) Autres :	
	Unicolores	19
	Autres	25

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
ex 690	Sheet glass of every kind, polished :	Per 100 kg.
	(a) Natural coloured, neither foliated coloured, decorated, bevelled, nor convex	Free.
	ex *(b)* Coloured (coloured in the lump or painted), foliated, decorated, bevelled or convex :	
	Signal glass, on metallic wires or not	15
	Mirrors for furniture and rooms	50
ex 695	Fire proof bricks and articles for technical use of fireproof materials, glazed or not :	
	(a) Of chamotte, dinas, also quartzite stones	1.80
	ex *(c)* Of bauxite, magnesite or other fire-proof materials :	
	Of bauxite	2.40
ex 696	Acid and lye-wash resisting tiles and other articles for technical use (including piping) of sandstone or other terra-cotta material (except porcelain), glazed or not :	
	Pipes of sandstone or other terra-cotta materials (except porcelain) glazed or not	2.50
697	Facing and paving tiles of earthenware, not more 30 mm. thick (except tiles of fireproof material or of porcelain) :	
	(a) Unglazed :	
	(1) Single coloured :	
	α) Over 15 mm. thick	5
	β) Not over 15 mm. thick	7
	(2) Of more than one colour :	
	α) Over 15 mm. thick	8
	β) Not over 15 mm. thick	9.50
	(b) Glazed	18
698	Stove tiles and other parts of stoves and ovens, also building ornaments, of earthenware :	
	(a) Single-coloured (except white or yellowish) neither gilded nor silvered	9.50
	(b) Other :	
	(1) White or yellowish	14
	(2) Other	20
ex 700	Utensils for table, household, hygienic and general use and similar articles, of earthenware, except those of porcelain :	
	ex *(a)* Ordinary pottery ready for use, of common earthenware, colouring in the burning, also of common ceramic stone-ware, unglazed	2
	(b) Glazed :	
	ex (1) Ordinary pottery of common earthenware, colouring in the burning, wholly or partially covered with ordinary single coloured glaze (lead glaze)	7.50
	(2) Of white earthenware :	
	α) Articles of ceramic stone-ware or of material taking on a white or yellowish colour in the burning, according to samples imported through the principal Customs offices mentioned in the Final Protocol :	
	Single coloured	12
	Other	18
	β) Other :	
	Single coloured	19
	Other	25

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
ex 701	Articles en porcelaine, non dénommés :	par 100 kg.
	a) Vaisselle et autres ustensiles de table, de ménage et d'hygiène :	
	1° Unicolores	20
	2° Autres	30
	b) Articles pour usages techniques (à l'exception des articles électrotechniques)	20
	ex *c)* Autres, non combinés avec d'autres matières	36
709	Pierres de pavage pour rues et trottoirs, en basalte, en granit et en trachyte	exemptes
ex 711	Ouvrages en pierre, bouchardés, dressés au ciseau, ainsi que plaques sciées à une épaisseur de 20 cm. et moins :	
	c) En granit, porphyre, syénite et pierres dures similaires	5
ex 712	Ouvrages en pierre, passés à la meule ou polis, argentés, dorés ou ouvrés d'autre manière ; ouvrages en pierre, de toute sorte, décorés de travail ornemental de sculpture, pesant plus de 30 kg. par pièce :	
	a) En granit, porphyre, syénite et pierres dures similaires	20
713	Pierres meulières, achevées et mi-achevées (non encore recouvertes de ciment), composées de plusieurs parties reliées ou faites d'une pièce) ; pierres meulières artificielles :	
	a) Pierres meulières naturelles faites d'une pièce (dites pierres meulières slovaques)	3
	b) Autres	4,20
ex 715	Disques à polir, même pierres et disques à aiguiser en matières naturelles ou artificielles, à l'exception de ceux en grès :	
	Disques à polir, même pierres et disques à aiguiser en matières artificielles	30
722	Fer brut et alliages de fer :	
	Fer brut	1,50
	Alliages de fer	exempts
	Observation au n° 726 du tarif :	
	L'acier creux de foret avec un profil rond, hexanogal ou octogone sera dédouané d'après le n° 726 *a)*, l'acier de battement de la longueur de fabrication (c'est-à-dire long de plus de 2 m.), non perforé et non percé, ainsi que l'acier de foret serpentin, plein ou creux d'après le n° 726 *b)*.	
ex 727	Acier pour outils et acier fin :	
	ex *a)* Acier pour outils :	
	1° En blocs bruts (lingots)	6
	2° En blooms ou platines	8
	3° Laminé ou forgé	12
	b) Acier fin, à l'exception de celui rangé sous *c)* :	
	1° En blocs bruts (lingots)	9
	2° En blooms ou platines	12
	3° Laminé ou forgé	18
	c) Acier fin spécial :	
	1° En blocs bruts (lingots)	15
	2° En blooms ou platines	19,20
	3° Laminé ou forgé	30
ex 729	Tôles de fer et d'acier :	
	d) Avec dessins	64
ex 731	Tôle de fer et d'acier, ajourées, percées ou découpées autrement qu'en cercle :	
	ex *a)* Tôle noires :	
	Ajourées ou percées	27

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
ex 701	Articles of porcelain, not mentioned :	Per 100 kg.
	(a) Crockery and other articles for table, household and hygienic use :	
	(1) Single coloured	20
	(2) Other	30
	(b) Articles for technical use (except electro-technical articles)	20
	ex *(c)* Other, not mixed with other materials	36
709	Paving stones for roads and pavements, of basalt, granite, and trachyte	Free.
ex 711	Stone wares, bushhammered, chiselled, also, sawn, slabs 20 centimetres thick and under :	
	(c) Of granited, prophyry, syenite and similar hard stone	5
ex 712	Wrought stone, ground or polished, silvered, gilded or otherwise worked ; stone wares of every kind with ornamental sculptural work weighing over 30 kg. each :	
	(a) Of granite, porphyry, suynite and similar hard stone	20
713	Millstones, finished or half-finished (not covered with cement) composed of several joined pieces or of a single piece ; artificial millstones :	
	(a) Natural millstones made ot a single piece (so-called Slovak millstones)	3
	(b) Other	4.20
ex 715	Polishing discs, also sharpening stones and discs of natural or artificial materials, except those of sand stone :	
	Polishing discs, also sharpening-stones and discs of artificial materials	30
722	Raw iron and alloys of iron :	
	Raw iron	1.50
	Alloys of iron	Free.
	Note to Tariff No. 726 :	
	Hollow Drill steel with round, hexagonal or octogonal outline will be dutiable under No. 726 *(a)*, flange steel of trade length (*i.e.* over 2 metres long) not perforated or pierced, also spiral drill steel, solid or hollow, under No. 726 *(b)*.	
ex 727	Tool and fine steel :	
	ex *(a)* Tool steel :	
	(1) In rough ingots	6
	(2) In billets or plates	8
	(3) Rolled or forged	12
	(b) Fine steel, except that under item *(c)* :	
	(1) In rough ingots	9
	(2) In billets or plates	12
	(3) Rolled or forged	18
	(c) Special fine steel :	
	(1) In rough ingots	15
	(2) In billets or plates	19.20
	(3) Rolled or forged	30
ex 729	Iron and steel sheets :	
	(d) With designs	64
ex 731	Iron and steel sheets, perforated, pierced, or cut out otherwise than in circles :	
	ex *(a)* Black sheets :	
	Perforated or pierced	27

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
734	Tuyaux d'acier sans couture, étirés à froid, d'une épaisseur de paroi donnée (tuyaux de précision), ayant en épaisseur de paroi :	par 100 kg.
	a) 2,5 mm. ou plus	50
	b) Moins de 2,5 mm., mais pas moins de 1 mm.	65
	c) Moins de 1 mm.	140
ex 737	Ressorts :	
	ex *c)* Autres, à l'exception des ressorts de montres :	
	ex 3. Pesant par pièce moins de 500 gr., mais pas moins de 50 gr. :	
	Ressorts pour meubles	75
739	Tuyaux en fonte :	
	a) Bruts ou frottés ou enduits d'asphalte (goudron), ayant en épaisseur de paroi :	
	1° 7 mm. ou plus, d'un diamètre intérieur de :	
	α) Plus de 300 mm.	11
	β) 300 mm. et moins	12
	2° Moins de 7 mm.	16
	b) Travaillés, ayant en épaisseur de paroi :	
	1° 7 mm. ou plus	19
	2° Moins de 7 mm.	26
740	Pièces de raccord pour tuyaux, pièces façonnées et collets, en fonte, pesant par pièce :	
	a) 100 kg. et plus	16
	b) Moins de 100 kg., mais pas moins de 25 kg.	20
	c) Moins de 25 kg., mais pas moins de 5 kg.	22
	d) Moins de 5 kg.	25
	Observation au n° 740 c) et d) du tarif :	
	Pièces de raccord pour tuyaux et pièces façonnées, en fonte, pesant par pièce 10 kg. et moins, ayant en épaisseur de paroi moins de 6 ½ mm. (comptés par partage en deux parties égales de la différence entre le diamètre extérieur et intérieur de la pièce, sans égard au grossissement habituel à la bouche)	16
ex 742	Poêle et fourneaux économiques et leurs parties, en fonte :	
	ex *a)* Parties, poêles et fourneaux économiques, complets, bruts :	
	1° Poêles et fourneaux économiques, complets	18
	2° Fonte commerciale, c'est-à-dire plaques à feuillure, plaques percées de trous alésés, plaques pour chaudières, anneaux d'applique, grilles et barreaux de grilles, cadres et pieds pour fourneaux économiques	15
	ex *b)* Parties travaillées, ainsi que poêles et fourneaux économiques, complets, avec manteaux ou parties travaillées :	
	Fourneaux à feu continu et poêles dits Meidinger, ainsi que leurs parties travaillées :	
	Non nickelés, non émaillés, non plus spécialement ornés d'autre façon	35
	Autres	60
743	Vaisselle en fonte :	
	a) Brute	20
	b) Travaillée	45
745	Articles en fonte, non dénommés :	
	a) Bruts, même frottés, pesant par pièce :	
	1° 100 q. et plus	4,50
	2° Moins de 100 q., mais pas moins de 50 q.	4,80
	3° Moins de 50 q., mais pas moins de 20 q.	6,50
	4° Moins de 20 q., mais pas moins de 5 q.	8
	5° Moins de 5 q., mais pas moins de 1 q.	9

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
734	Cold-drawn seamless steel tubes of a given wall thickness (precision tubes), of a wall thickness of :	Per 100 kg.
	(a) 2 ½ millimetres or over	50
	(b) Less than 2 ½ millimetres but not less than 1 millimetre .	65
	(c) Less than 1 millimetre	140
ex 737	Springs :	
	ex *(c)* Other, except watch springs :	
	ex (3) Weighing each less than 500 but not less than 50 grammes :	
	Furniture springs	75
739	Cast iron pipes :	
	(a) Rough scoured or asphalt (tar) coated, of a wall thickness of :	
	(1) 7 millimetres or over, of an inner diameter of :	
	α) More than 300 millimetres	11
	β) 300 millimetres or less	12
	(2) Less than 7 millimetres	16
	(b) Wrought, of a wall thickness of :	
	(1) 7 millimetres or over.	19
	(2) Less than 7 millimetres	26
740	Cast-iron pipe joints and fittings, finished pieces and flanges, weighing each :	
	(a) 100 kg. and over	16
	(b) Less than 100 but not less than 25 kg.	20
	(c) Less than 25 but not less than 5 kg.	22
	(d) Less than 5 kg.	25
	Note to Tariff No. 740 (c) and (d) :	
	Cast-iron pipe joints and fittings weighing each 10 kg. or less, with a wall thickness of less than 6 ½ millimetres (reckoned by dividing into two equal parts the difference between the outer and inner diameter of the pipe not reckoning the usual thickening at the mouth)	16
ex 742	Stoves and fuel-economising cookers and their parts, of cast iron :	
	ex *(a)* Parts, complete stoves and fuel-economising cookers, rough	
	(1) Complete fuel-economising stoves and cookers.	18
	(2) Trade castings, that is, rolled slabs, slabs pierced with reamed holes, boiler-plates, detachable rings, gratings and grating bars, frames and feet for fuel-saving cookers	15
	ex *(b)* Wrought parts, also complete stoves and fuel-economising cookers with mantel pieces or wrought parts :	
	Continuous-burning stoves and so-called Meidinger stoves, and their wrought parts :	
	Not nickelled, not enamelled or otherwise specially decorated	35
	Other	60
743	Cast-iron hollow-ware :	
	(a) Rough.	20
	(b) Wrought.	45
745	Cast iron articles, not mentioned :	
	(a) Rough, scoured or not, weighing each :	
	(1) 100 q. and over	4.50
	(2) Less than 100 q. but not less than 50 q.	4.80
	(3) Less than 50 q. but not less than 20 q.	6.50
	(4) Less than 20 q. but not less than 5 q.	8
	(5) Less than 5 q. but not less than 1 q.	9

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
745	Articles en fonte, etc. *(suite)* :	par 100 kg.
	a) Bruts, etc.	
	6° moins de 1 q., Mais pas moins de 25 kg.	12,50
	7° Moins de 25 kg., mais pas moins de 5 kg. :	
	Blocs de frottement	13
	Autres	17
	8° Moins de 5 kg. :	
	Sabots de frein	17
	Autres	18,50
	b) Travaillés, pesant par pièce :	
	1° 100 q. et plus	11
	2° Moins de 100 q., mais pas moins de 50 q.	16
	3° Moins de 50 q., mais pas moins de 20 q.	21
	4° Moins de 20 q., mais pas moins de 5 q.	26
	5° Moins de 5 q., mais pas moins de 1 q.	32
	6° Moins de 1 q., mais pas moins de 25 kg.	38
	7° Moins de 25 kg., mais pas moins de 5 kg. :	
	Blocs de frottement, fonte pour canalisations	30
	Autres	46
	8° Moins de 5 kg. :	
	Sabots de frein	30
	Autres	52
ex 746	Articles non dénommés, en acier fondu, en fonte malléable et en autre fonte spéciale, telle que fonte durcie, bruts, ceux en acier fondu étant même grossièrement décapés, pesant par pièce :	
	c) Moins de 50 q., mais pas moins de 20 q.	12
	d) Moins de 20 q., mais pas moins de 5 q.	13
	e) Moins de 5 q., mais pas moins de 1 q.	15
	f) Moins de 1 q., mais pas moins de 25 kg.	17
	g) Moins de 25 kg., mais pas moins de 5 kg.	21,50
	h) 1° Moins de 5 kg., mais pas moins de 3 kg.	32
	2° Moins de 3 kg., mais pas moins de 1 kg.	35
	i) Moins de 1 kg., pais pas moins de 100 gr.	45
	j) Moins de 100 gr.	52
ex 747	Traverses, coussinets et platines de rail, ainsi que plaques de serrage, éclisses de rail, pesant par pièce :	
	ex *a)* 1 kg. et plus :	
	Platines (selles) et éclisses de rail, exclusivement en matière laminée.	12,50
	b) Moins de 1 kg.	30
ex 749	Roues de chemins de fer, roues accouplées et parties de roues :	
	a) Bandages de roues :	
	1° Bruts	32
	2° Travaillés	40
	b) Autres parties de roues, ainsi que roues de wagons, brutes, ayant en diamètre :	
	1° Plus de 36 cm..	22,50
	2° 36 cm. ou moins	29
	ex *c)* Autres parties de roues, ainsi que roues de wagons, travaillées, et roues accouplées pour chemins de fer, ayant en diamètre :	
	ex 1. Plus de 36 cm. :	
	α) Roues de wagons et roues accouplées de chemins de fer sans surface de roulement des bandages	28,50
	β) Roues de wagons et roues accouplées de chemins de fer avec surface de roulement des bandages	33

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
745	Cast iron articles, etc. *(continued)* :	Per 100 kg.
	(a) Rough, etc. :	
	(6) Less than 1 q. but not less than 25 kg.	12.50
	(7) Less than 25 kg. but not less than 5 kg. :	13
	Friction blocks	
	Other	17
	(8) Less than 5 kg. :	
	Brake-blocks	17
	Other	18.50
	(b) Wrought, weighing each :	
	(1) 100 q. and over	11
	(2) Less than 100 q. but not less than 50 q.	16
	(3) Less than 50 q. but not less than 20 q.	21
	(4) Less than 20 q. but not less than 5 q.	26
	(5) Less than 5 q. but not less than 1 q.	32
	(6) Less than 1 q. but not less than 25 kg.	38
	(7) Less than 25 kg. but not less than 5 kg. :	
	Friction-blocks, eastings for drains	30
	Other	46
	(8) Less than 5 kg. :	
	Brake-blocks	30
	Other	52
ex 746	Articles not mentioned, of cast steel, malleable cast-iron and other special cast-iron such as hardened cast-iron, rough, those of cast steel even if roughly scraped or not, weighing each :	
	(c) Less than 50 quintals but not less than 20 quintals. . . .	12
	(d) Less than 20 quintals but not less than 5 quintals	13
	(e) Less than 5 quintals but not less than 1 quintal	15
	(f) Less than 1 quintal but not less than 25 kg.	17
	(g) Less than 25 but not less than 5 kg.	21.50
	(h) (1) Less than 5 kg. but not less than 3 kg.	32
	(2) Less than 3 kg. but not less than 1 kg.	35
	(i) Less than 1 kg. but not less than 100 grammes	45
	(j) Less than 100 grammes	52
ex 747	Railway sleepers, chairs, bearing plates, tightening plates and fish plates weighing :	
	(a) 1 kilo and over :	
	Bearing-plates and fishplates, exclusively in rolled materials . .	12.50
	(b) Less than 1 kg.	30
ex 749	Railway carriage wheels, sets of wheels and wheel parts :	
	(a) Wheel tyres :	
	(1) Rough	32
	(2) Wrought	40
	(b) Other wheel parts and wagon wheels rough, of a diameter of :	
	(1) More than 36 centimetres	22.50
	(2) 36 centimetres or less	29
	ex *(c)* Other wheel parts and wagon wheels, wrought, also sets of railway wheels of a diameter of :	
	ex (1) Over 36 centimetres :	
	α) Wagon wheels and sets of railway wheels, without tyre treads	28.50
	β) Wagon wheels and sets of railway wheels, with tyre treads.	33

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
ex 749	Roues de chemins de fer, etc. *(suite)* :	Par 100 kg.
	ex 2. 36 cm. ou moins :	
	α) Roues de wagons et roues accouplées de chemins de fer sans surface de roulement des bandages	39
	β) Roues de wagons et roues accouplées de chemins de fer avec surface de roulement des bandages	47,50
750	Aiguilles pour chemins de fer, pièces de garage et de croisement :	
	a) Pour rails pesant plus de 15 kg. le mètre courant ou ayant plus de 80 mm. de haut	25
	b) Pour rails pesant 15 kg. et moins le mètre courant ou ayant 80 mm. et moins de haut	42,50
ex 754	Ustensiles de ménage et d'économie domestique, en tôle :	
	b) Plombés, zingués, polis, passés à la meule, peints, vernis . . .	36
	c) Etamés	50
	d) Emaillés ou finement travaillés d'autre façon :	
	1° Décorés	72
	2° Autres	72
ex 755	Articles en tôle, non dénommés :	
	a) En tôles, ayant une épaisseur de 1 mm. ou plus :	
	1° Bruts, même grossièrement peints	18
	2° Adoucis, peints en une couleur ou vernis, plombés ou zingués	36
	3° Etamés	50
	ex 4. Peints, imprimés, bronzés, laqués, émaillés ou en tôle à dessins, nickelés, polis, recouverts de cuivre ou de laiton, plaqués d'alliages de cuivre ou d'aluminium ou argentés :	
	Peints, imprimés, bronzés, laqués, émaillés ou en tôle à dessins, polis	68
	ex *b)* En tôle ayant une épaisseur de moins de 1 mm. :	
	3° Etamés	60
	ex 4. Peints, imprimés, bronzés, vernis, laqués, émaillés ou en tôle à dessins, nickelés, polis, recouverts de cuivre ou de laiton, plaqués d'alliages de cuivre ou d'aluminium ou argentés :	
	Objets d'usage pour usages de ménage, de table et de cuisine, ainsi que boîtes de lampe de poche, garnitures pour bâtons et pour manches de fouet	80
758	Pics, houes, hoyaux, pelles (y compris les truelles), bêches, pesant par par pièce :	
	a) 1 kg. et plus, cependant les houes et les bêches sans égard au poids de la pièce	20
	b) Moins de 1 kg.	25
ex 769	Articles en fer et en acier, non dénommés, obtenus par le forage ou l'estampage, articles estampés en tôles de plus de 4 mm., ainsi que parties forgées ou estampées, non dénommées, de machines et de véhicules de tout genre, les cadres de châssis d'automobiles exceptés :	
	ex *a)* Bruts, même frottés et grossièrement décapés, pesant par pièce :	
	1° 100 q. et plus	6
	2° Moins de 100 q., mais pas moins de 50 q.	7,50
	3° Moins de 50 q., mais pas moins de 20 q.	9,50
	4° Moins de 20 q., mais pas moins de 5 q.	14
	5° Moins de 5 q., mais pas moins de 1 q.	21,50
	ex 6. Moins de 1 q., mais pas moins de 50 kg.	33

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
ex 749	Railway carriage wheels, etc. *(continued)* :	Per 100 kg.
	ex (2) 36 centimetres or less :	
	α) Wagon wheels and sets of railway wheels, without tyre treads	39
	β) Wagon wheels and sets of railway wheels without tyre treads	47.50
750	Railway switches, shunting and crossing material :	
	(a) For rails weighing over 15 kg. per linear metre, or higher than 80 mm	25
	(b) Rails weighing 15 kg. or less per linear metre, or being 80 mm. or less in height	42.50
ex 754	Household goods and domestic utensils of sheet iron :	
	(b) Lead or zinc coated, polished, ground, painted or varnished	36
	(c) Tinned	50
	(d) Enamelled or otherwise finely worked :	
	(1) Decorated	72
	(2) Other	72
ex 755	Articles of sheet-iron not mentioned :	
	(a) Of sheet-iron 1 mm. thick or over :	
	(1) Rough, coarsely painted or not	18
	(2) Smooth, painted in a single colour or varnished, lead or zinc coated	36
	(3) Tinned	50
	ex (4) Painted, printed, bronzed, lacquered, enamelled, or of sheet-iron with designs, nickelled, polished, coated with copper or brass, plated with alloys of copper and aluminium, or silver-plated : Painted, printed, bronzed, lacquered, enamelled or of sheet-iron with designs, polished	68
	ex *(b)* Of sheet-iron less than 1 mm. thick :	
	(3) Tinned	60
	ex (4) Painted, printed, bronzed, lacquered, enamelled or of sheet iron with designs, nickelled, polished, plated with copper or brass, plated with alloys of copper or aluminium, or silver-plated : Practical articles for household, table and kitchen use, also cases for pocket torches, fittings for sticks and whip handles	80
758	Picks, hoes, mattocks, shovels (including trowels) spades :	
	(a) Weighing 1 kg. and over each, except as to hoes and spades, for which no restriction is made as to weight	20
	(b) Less than 1 kg.	25
ex 769	Forged and stamped articles of iron or steel, not mentioned, articles stamped from sheet-iron or steel over 4 millimetres thick and forged or stamped parts not mentioned, for machines and vehicles of every kind, except chassis frames for automobiles :	
	ex *(a)* Rough, scoured and roughly scraped or not, weighing each :	
	(1) 100 quintals or over	6
	(2) Less than 100, but not less than 50 quintals	7.50
	(3) Less than 50, but not less than 20 quintals	9.50
	(4) Less than 20, but not less than 5 quintals	14
	(5) Less than 5, but not less than 1 quintal	21.50
	ex (6) Less than 1 quintal but not less than 50 kg.	33

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
ex 769	Articles en fer et en acier, etc. *(suite) :*	Par 100 kg.
	ex *b)* Ayant subi un travail ultérieur, pesant par pièce :	
	1° 100 q. et plus	9,50
	2° Moins de 100 q., mais pas moins de 50 q.	13,50
	3° Moins de 50 q., mais pas moins de 20 q.	22,50
	4° Moins de 20 q., mais pas moins de 5 q.	30
	5° Moins de 5 q., mais pas moins de 1 q.	38
	ex 6. Moins de 1 q., mais pas moins de 50 kg.	66
ex 773	Cuivre, alliages de cuivre, produits à demi fabriqués et articles non dénommés en ces matières :	
	ex *h)* Articles achevés, non dénommés :	
	ex 3. Vaisselle et ustensiles pour la table et le ménage, en cuivre et laiton, ni argentés, ni dorés :	
	β) En tôle	120
	5° Articles dénommés sous 3 et 4, argentés ou dorés	400
ex 778	Clous en fer :	
	b) Crampons pour rails, ayant en diamètre :	
	1° 12 mm. × 12 mm. et plus	18
	2° Moins de 12 mm. × 12 mm.	25
	ex *e)* Autres clous (à l'exception des punaises) :	
	Clous à tête de porcelaine, pointes en forme de clous pour pianos et cithares, clous de carde	30
ex 783	Ouvrages en fil métallique et toile métallique :	
	ex γ) En métaux :	
	ex 2. Toile métallique :	
	ex γ) Ayant sur une largeur de 2 cm. plus de 40 fils de chaîne :	
	Tamis pour la fabrication de papier, en fil de bronze, tissés sans fin, d'une largeur de 2,5 m. et plus	240
ex 786	Articles en fil de fer, non dénommés, même combinés avec d'autres matières :	
	ex *a)* En fil de fer et d'acier :	
	Ustensiles de ménage en fil de fer, étamé ou laqué, ainsi que fermetures à lévier pour bouteilles, en fil de fer zingué, même avec bouton en porcelaine et anneau en caoutchouc	105
	Cardes de toute sorte, ainsi que dents de peignes à tisser, même en paquets ou torches	50
ex 787	Chaînes :	
	ex *b)* Autres chaînes et chaînons, en fer et acier, les chaînons ayant en épaisseur :	
	1° 15 mm. et plus	20
	2° Moins de 15 mm., mais pas moins de 10 mm.	27
	3° Moins de 10 mm., mais pas moins de 6 mm.	32
	ex 4. Moins de 6 mm., mais plus de 2 mm.	55
ex 795	Lampes :	
	ex *c)* Autres articles de lampisterie :	
	ex 5. Pieds de lampes, lampes à suspension, lampes de tables, lampes à main, appliques en tôle de fer ou en métaux, ainsi que lampes pour l'éclairage intérieur des wagons de chemins de fer ou pour véhicules :	
	Lanternes à main et pour écuries, ainsi que lanternes pour voitures	55
	Lanternes-tempête	70

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
ex 769	Forged and stamped articles of iron or steel, etc. *(continued)* :	Per 100 kg.
	ex *(b)* Having been further worked, weighing each :	
	(1) 100 quintals and over	9.50
	(2) Less than 100, but not less than 50 quintals	13.50
	(3) Less than 50, but not less than 20 quintals	22.50
	(4) Less than 20, but not less than 5 quintals	30
	(5) Less than 5, but not less than 1 quintal	38
	ex (6) Less than 1 quintal but not less than 50 kg.	66
ex 773	Copper, copper alloys, half-finished products and articles not mentioned made therefrom :	
	ex *(h)* Finished articles not mentioned :	
	ex (3) Vessels and table or household utensils, of copper or brass, neither silvered nor gilded :	
	β) Of sheets	120
	(5) Articles mentioned under 3 and 4, silvered or gilded. . .	400
ex 778	Iron nails :	
	(b) Railway dogspikes of a diameter of :	
	(1) 12 × 12 millimetres and over	18
	(2) Less than 12 × 12 millimetres	25
	ex *(e)* Other nails (except drawing-pins) :	
	Porcelain-headed nails, tacks for pianos and zithers, nails for weaving cards	30
ex 783	Articles of metallic wire and wire gauze :	
	ex *(γ)* Of metals :	
	ex (2) Wire gauze :	
	ex γ) Having over 40 threads in warp in a width of 2 centimetres :	
	Sieves for paper making of bronze wire, woven in tubular shape, having a breadth of 2.5 millimetres and over	240
ex 786	Wares of wire not mentioned, combined or not with other materials :	
	ex *(a)* Of iron or steel wire :	
	Household utensils of wire, tinned or lacquered, also lever stoppers for bottles, of zinc-coated wire, with or without porcelain knobs and rubber rings	105
	Weaving cards of every kind, also teeth weavers' reeds, in squares and rings or not	50
ex 787	Chains :	
	ex *(b)* Other chains and links of iron or steel, the links of a thickness of :	
	(1) 15 mm. and over	20
	(2) Less than 15, but not less than 10 mm.	27
	(3) Less than 10 but not less than 6 mm.	32
	ex (4) Less than 6, but over 2 mm.	55
ex 795	Lamps :	
	ex *(c)* Other lamp wares :	
	ex (5) Lamp stands, hanging lamps, table and hand lamps, brackets of sheet iron or of metals, also lamps for the inside lighting of railway carriages or other vehicles :	
	Hand and stable lanterns, also carriage lamps	55
	Hurricane lamps	70

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
ex 799	Articles de coutellerie non dénommés :	Par 100 kg.
	ex *d)* Autres :	
	Couteaux ordinaires pour usages de cuisine et de ménage . .	300
	Couteaux à couper le foin, d'après le genre des modèles déposés, importés par les bureaux principaux de douane dénommés au protocole final	100
ex 802	Récipients fermés ou ouverts et leurs parties ouvrées, ainsi que boîtes à feu :	
	ex *a)* En fer, même avec armatures en métal :	
	2° Autres, ainsi que chaudières composées d'éléments de tubes bouilleurs	28,50
	ex *b)* En métaux :	
	Récipients fermés en aluminium	60
803	Appareils de chauffage pour chaudières à vapeur et leurs parties . .	50
ex 804	Installations frigorifiques, ainsi que cuves ouvertes de toute sorte munies d'agitateurs et de réfrigérants :	
	ex *a)* Compresseurs réfrigérants :	
	1° Pesant par pièce 10 q. et plus	50
	b) Autres :	
	1° Le poids des armatures de fer et de métal ne dépassant pas 10 % du poids total	28
	2° Autres	37,50
ex 805	Appareils servant à cuire, à distiller, à raffiner, à évaporer, à vaporiser, à mélanger, condenseurs et condenseurs à surface, cuves fermées et autres appareils similaires pour l'industrie chimique :	
	Les appareils spéciaux, dénommés au protocole final, pour sucreries, brasseries et distilleries d'alcool, ainsi que condensateurs pour installations frigorifiques :	
	a) Exclusivement en fer	35
	ex *b)* En fer, le poids des armatures métalliques ne dépassant pas 10 % du poids total de l'appareil complet	45
	ex *c)* En majeure partie en métaux (même en argent, y compris les articles dénommés au n° 804, en argent), même avec parties en fer, pesant par pièce :	
	1° Plus de 10 q.	90
	10 q. et moins, mais plus de 5 q.	100
ex 806	Locomobiles :	
	ex *b)* Locomobiles autres, même avec mise en marche propre, et tracteurs :	
	1° A vapeur, pesant par pièce :	
	Plus de 150 q.	45
	150 q. et moins, mais plus de 50 q.	50
	ex 2. A force motrice autre (y compris les locomotives de cette espèce pour chemins de fer), à l'exception de celles à moteur d'un nombre de tours faits de plus de 400 (quant aux moteurs à naphte brut cependant de plus de 500) et à l'exception des tracteurs, pesant par pièce :	
	α) Plus de 50 q.	45
	β) 50 q. et moins, mais plus de 20 q.	55
	γ) 20 q. et moins	65
ex 807	Autres machines motrices à piston :	
	b) Machines à vapeur autres, pesant par pièce :	
	1° Plus de 100 q.	45
	2° 100 q. et moins, mais plus de 5 q.	55

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
ex 799	Cutlery not mentioned :	Per 100 kg.
	ex *(d)* Other :	
	Common knives for kitchen and household use	300
	Knives for cutting hay, according to the kind of samples lodged, imported through the principal Customs offices mentioned in the Final Protocol	100
ex 802	Closed or open containers and their worked parts, also fire-boxes :	
	ex *(a)* Of iron, with or without metal fittings :	
	(2) Other, including boilers consisting of water-tubing . . .	28.50
	ex *(b)* Of metals :	
	Closed containers of aluminium	60
803	Heating apparatus for steam boilers and their parts	50
ex 804	Refrigerating apparatus and all kinds of open vats provided with stirring and cooling appliances :	
	ex *(a)* Refrigerating compressers weighing each :	
	(1) 10 quintals and over	50
	(b) Other :	
	(1) Weight of iron and metal fittings not exceeding 10 % of the total weight	28
	(2) Other	37.50
ex 805	Boiling, distilling, refining, evaporating, vaporising and mixing apparatus ; condensers and surface condensers, closed vats and other similar apparatus for the chemical industry :	
	The special apparatus mentioned in the Final Protocol for sugar refineries, breweries and spirit distilleries, also condensers for refrigerating apparatus :	
	(a) Wholly of iron	35
	ex *(b)* Of iron with metal fittings not exceeding 10 % of the total weight of the complete apparatus	45
	ex *(c)* Mainly of metals (even of silver, including silver articles falling under No. 804), with or without iron parts, weighing each :	
	(1) Over 10 quintals	90
	10 quintals or less but over 5 quintals	100
ex 806	Locomobiles :	
	ex *(b)* Other locomobiles with or without self-starting arrangement, and tractors :	
	(1) Steam, weighing each :	
	Over 150 quintals	45
	Not over 150, but over 50 quintals	50
	ex (2) With other motive power, including locomotives of this kind for railways, except those with motors exceeding 400 revolutions (in the case of motors worked with crude naphta, exceeding 500) and except tractors, weighing each :	
	α) Over 50 quintals	45
	β) Not over 50, but over 20 quintals	55
	γ) Not over 20 quintals	65
ex 807	Other piston-driven engines :	
	(b) Other steam engines, weighing each :	
	(1) Over 100 quintals	45
	(2) Not over 100, but over 5 quintals	55

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
ex 807	Autres machines motrices à piston *(suite)* :	par 100 kg.
	ex *c)* Moteurs Diesel :	
	2° Autres, pesant par pièce :	
	α) Plus de 200 q.	35
	β) 200 q. et moins, mais plus de 50 q.	53
	γ) 50 q. et moins	73
	ex *d)* Autres machines motrices à explosion et à combustion :	
	ex 1. Machines motrices à explosion et à combustions de toute sorte, pesant par pièce moins de 5 q., à l'exception des moteurs Diesel, pour autant que le nombre de leurs tours faits ne dépasse pas 500, pesant par pièce :	
	α) Plus de 4 q.	65
	β) 4 q. et moins, mais plus de 2 q.	80
	2° Autres, y compris les moteurs à gaz avec générateurs, pesant par pièce :	
	α) Plus de 20 q.	39
	β) 20 q. et moins, mais 5 q. au moins	44
	ex *e)* Parties de machines à vapeur, de machines motrices à explosion et à combustion, finies, importées séparément, à l'exception des volants, des arbres à manivelle et des régulateurs, ainsi que machines siêilaires incomplètes, la partie pesant par pièce :	
	1° Plus de 100 kg. :	
	α) Plus de 100 q.	40
	β) 100 q. et moins, mais plus de 10 q.	50
	γ) 10 q. et moins, mais plus de 3 q.	55
	δ) 3 q. et moins	70
	2° 100 kg. et moins, mais plus de 25 kg. :	
	α) Plus de 50 kg.	90
	β) 50 kg. et moins	110
ex 809	Turbines à vapeur et à gaz et leurs parties, pesant par pièce :	
	a) Plus de 50 q. :	
	1° Plus de 1000 q.	50
	2° 1000 q. et moins, mais plus de 500 q.	60
	3° 500 q. et moins, mais plus de 100 q.	70
	4° 100 q. et moins	80
ex 811	Pompes (y compris les pulsimètres) et autres pompes (à incendie) non dénommées et leurs parties :	
	a) Pompes centrifuges, à turbines et à pistons, ainsi que pompes à action directe et pompes à vapeur à manivelle, montées sur châssis, pesant par pièce :	
	1° Plus de 10 q.	25
	2° 10 q. et moins, mais plus de 1 q.	40
	3° 1 q. et moins	56
ex 813	Pompes à air, aspirateurs, compresseurs à air (à l'exception des compresseurs réfrigérants) et leurs parties, pesant par pièce :	
	a) Plus de 10 q.	35
ex 814	Machines à travailler la terre et leurs parties (à l'exception des fers et seps de charrues) :	
	b) Semoirs, planteuses et distributeurs d'engrais	25
	c) Charrues autres, ainsi que herses et machines à travailler la terre, non dénommées	23
815	Moissonneuses et faucheuses, ainsi que râteaux, et leurs parties :	
	a) Moissonneuses	14
	b) Machines à couper l'herbe, râteaux à foin, faneuses et autres faucheuses et râteaux	27

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
ex 807	Other piston-driven engines *(continued)* :	Per 100 kg.
	ex *(c)* Diesel engines :	
	(2) Other, weighing each :	
	α) Over 200 quintals	35
	β) Not over 200, but over 50 quintals.	53
	γ) Not over 50 quintals	73
	ex *(d)* Other explosion and combustion power engines :	
	ex (1) Weighing less than 5 quintals each, other than Diesel engines, provided the number of revolutions does not exceed 500:	
	α) Weighing over 4 quintals each	65
	β) Not over 4 but over 2 quintals each	80
	(2) Other, including gas engines with generators, weighing each :	
	α) Over 20 quintals	39
	β) Not over 20 and not less than 5 quintals	44
	ex *(e)* Parts of steam engines, of explosion and combustion power engines, finished, imported separately, except fly-wheels, crank-shafts and governors, also similar engines incomplete, each part weighing :	
	(1) Over 100 kg. :	
	α) Over 100 quintals	40
	β) Not over 100, but over 10 quintals	50
	γ) Not over 10, but over 3 quintals	55
	δ) Not over 3 quintals	70
	(2) Not over 100, but over 25 kg. :	
	α) Over 50 kg. :	90
	β) Not over 50 kg.	110
ex 809	Steam and gas turbines and their parts :	
	(a) Weighing over 50 quintals each :	
	(1) Over 1,000 quintals	50
	(2) Not over 1,000 but over 500 quintals	60
	(3) Not over 500 but over 100 quintals	70
	(4) 100 quintals and under	80
ex 811	Pumps (including pulsometers) and other pumps (fire-extinguishing pumps) not mentioned and their parts :	
	(a) Centrifugal turbine and piston pumps, also direct-acting pumps and steamdriven crank pumps mounted on frames, weighing each :	
	(1) Over 10 quintals	25
	(2) Not over 10 but over 1 quintal	40
	(3) Not over 1 quintal	56
ex 813	Air pumps, vacuum pumps, air compressors (except refrigerating compressors) and parts thereof, weighing each :	
	(a) Over 10 quintals	35
ex 814	Agricultural machines and parts thereof (except coulters and shares) :	
	(b) Sowing, planting and artificial manuring machines. . . .	25
	(c) Other ploughs, harrows and machines, not specially mentioned	23
815	Reaping and mowing machines, rakes and parts thereof :	
	(a) Reaping machines	14
	(b) Grass-mowers, hay rakes, tedders and other mowing machines and rakes	27

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
ex 817	Batteuses et leurs machines complémentaires, ainsi que leurs parties :	Par 100 kg.
	Batteuses ne pesant pas par pièce plus de 20 q. et leurs machines complémentaires, ainsi que leurs parties	25
ex 819	Autres machines et appareils agricoles et leurs parties :	
	a) Hache-paille, coupe-betteraves, égrenoirs à maïs et broyeuses :	
	Hache-paille	26
	Coupe-betteraves et égrenoirs à maïs	27
	Moulins à égruger à bras	22
	ex *b)* Moulins à égruger et autres moulins agricoles, ainsi que machines agricoles de toute sorte, non dénommées sous d'autres numéros :	
	Arracheuses de pommes de terre et de betteraves	22
	Autres, y compris les écremeuses, cependant à l'exception d'autres machines de laiterie et des machines à déchirer la paille de maïs	40
ex 820	Presses (à l'exception de celles rangées sous les nos 823 et 824) et leurs parties :	
	ex *b)* Presses et filtres-presses pour sucreries et brasseries, pesant par pièce :	
	1° Plus de 20 q.	28
	2° 20 q. et moins, mais plus de 5 q.	35
	3° 5 q. et moins, mais plus de 1 q.	50
ex 826	Machines-outils pour le travail du fer et des métaux (les presses exceptées), ainsi que parties de ces machines :	
	ex *a)* Marteaux mécaniques, ainsi que machines à mortaiser et machines à cisailler :	
	Machines à percer et cisailler, mécaniques, pesant par pièce :	
	3° 5 q. et moins, mais plus de 1 q.	40
	4° 1 q. et moins	48
	ex *b)* Tours, machines à centrer, machines à fileter et machines à fraiser :	
	Tours, pesant par pièce :	
	1° Plus de 20 q.	30
	2° 20 q. et moins, mais plus de 10 q.	48
	3° 10 q. et moins, mais plus de 5 q.	60
	4° 5 q. et moins	85
	ex *c)* Machines à aléser, pesant par pièce :	
	4° 5 q. et moins, mais plus de 150 kg.	56
	5° 150 kg. et moins	65
	d) Raboteuses, pesant par pièce :	
	1° Plus de 20 q.	28
	2° 20 q. et moins, mais plus de 10 q.	47
	3° 10 q. et moins, mais plus de 5 q.	60
	4° 5 q. et moins	70
827	Machines-outils pour travailler le bois et d'autres matières à sculpter, ainsi que parties de ces machines, pesant par pièce :	
	a) Plus de 25 q.	34
	b) 25 q. et moins, mais plus de 5 q.	47
	c) 5 q. et moins, mais plus de 1 q.	60
	d) 1 q. et moins	68
ex 834	Machines à laver et autres machines pour établissements de blanchissage et leurs parties :	
	ex *a)* Laveuses de bouteilles et leurs parties	54
	ex *b)* Machines à laver autres, ainsi que machines centrifuges et machines à repasser, ne pesant pas plus de 20 q. par pièce :	
	Centrifuges pour sûcreries et leurs parties	40

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
ex 817	Threshing machines and their supplementary machines, also parts thereof :	Per 100 kg.
	Threshing-machines not weighing more than 20 quintals each and their supplementary machines, also parts thereof	25
ex 819	Other agricultural machines and apparatus, and parts thereof :	
	(a) Chaff-cutters, beet-slicers, maize shellers and grinding machines :	
	Chaff-cutters	26
	Beet-slicers and maize-shellers	27
	Hand grinding-mills	22
	ex *(b)* Grinding-mills and other agricultural mills, also all agricultural machinery not specially mentioned under other numbers :	
	Potato and beetroot diggers	22
	Other, including cream separators, except other dairy machines and machines for tearing maize-straw	40
ex 820	Presses (except those falling under Nos. 823 and 824) and parts thereof :	
	ex *(b)* Presses, filter presses for sugar refineries and breweries, weighing each :	
	(1) Over 20 quintals	28
	(2) Not over 20 but over 5 quintals.	35
	(3) Not over 5 but over 1 quintal	50
ex 826	Iron and metal-working machine tools (except presses) and parts thereof :	
	ex *(a)* Power hammers, perforating and shearing machines : power drilling and shearing machines, weighing each :	
	(3) Not over 5, but over 1 quintal	40
	(4) Not over 1 quintal	48
	ex *(b)* Lathes, centralising machines, screw-cutting and shaping machines, weighing each :	
	(1) Over 20 quintals	30
	(2) Not over 20, but over 10 quintals	48
	(3) Not over 10, but over 5 quintals	60
	(4) Not over 5 quintals	85
	ex *(c)* Boring machines, weighing each :	
	(4) Not over 5, but over 150 kg.	56
	(5) Not over 150 kg.	65
	(d) Planing machines, weighing each :	
	(1) Over 20 quintals	28
	(2) Not over 20, but over 10 quintals	47
	(3) Not over 10, but over 5 quintals	60
	(4) Not over 5 quintals	70
827	Machine tools for working wood and other carving materials and parts thereof, weighing each :	
	(a) Over 25 quintals	34
	(b) Not over 25, but over 5 quintals	47
	(c) Not over 5, but over 1 quintal.	60
	(d) Not over 1 quintal	68
ex 834	Washing machines, laundry machines and parts thereof :	
	ex *(a)* Bottle washing machines and their parts	54
	ex *(b)* Other washing machines, also centrifugal and ironing machines, not weighing over 20 quintals each :	
	Centrifugal machines for sugar refineries and their parts . . .	40

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
ex 835	Monte-charges et autres appareils de levage, ainsi qu'installations de transport et de chargement, transbordeurs et plaques tournantes, de toute sorte, dragueuses et excavateurs, pelles automatiques et autres dispositifs servant à enlever des matières en amas, ainsi que parties des machines et appareils susmentionnés :	Par 100 kg.
	ex *a)* A main :	
	ex 3. Pesant par pièce 1 q. et moins :	
	Vérins de levage pour voitures	45
	ex *b)* Autres, pesant par pièce :	
	1° Plus de 50 q.	36
	2° 50 q. et moins, mais plus de 5 q.	45
ex 836	Machines et appareils non dénommés :	
	ex *b)* En fer, pesant par pièce :	
	ex 1° Plus de 20 kg. :	
	Les machines spéciales dénommées au Protocole final, pour sucreries, brasseries, malteries et distilleries d'alcool . . .	33,50
	ex 2. 20 kg. et moins, mais plus de 5 kg. :	
	Hachoirs et autres machines de ménage	65
	ex 3. 5 kg. et moins :	
	Hachoirs et autres machines de ménage	80
848	Arbres de transmission	23
ex 849	Accouplements d'essieux :	
	a) Accouplements à friction, pesant par pièce :	
	1° 10 kg. et plus :	
	α) Plus de 10 q.	60
	β) 10 q. et moins, mais 10 kg. au moins.	75
	2° Moins de 10 kg.	90
ex 850	Poulies, molettes et tambours pour cordes, volants :	
	ex *a)* En fer, pesant par pièce :	
	ex 1. 50 q. et plus :	
	Volants	22
	ex 2. Moins de 50 q., mais 5 q. au moins :	
	Volants	26,50
	ex 3. Moins de 5 q. mais 1 q. au moins :	
	Poulies	30
	ex 4. Moins de 1 q. :	
	Poulies	40
ex 851	Roues dentées, crémaillères, roues-hélices et roues à chaînes :	
	ex *b)* Ouvrées, pesant par pièce :	
	ex 1. 50 kg et plus :	
	Roues dentées et roues-hélices	45
	ex 2. Moins de 50 kg., mais au moins 5 kg. :	
	Roues dentées et roues-hélices	60
ex 852	Coussinets et parties de transmission non dénommées :	
	Coussinets à l'exception des roulements à billes et parties de transmission non dénommées ailleurs.	40
ex 864	Couples :	
	Piles sèches	220
868	Voitures d'enfants, achevées :	
	a) Non capitonnées, non rembourrées.	80
	b) Capitonnées ou rembourrées :	
	1° Sans toit et sans ressorts	100
	2° Autres.	130
ex 914	Instruments à cordes :	
	ex *b)* Instruments complets :	
	2° Teints et laqués	100

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
ex 835	Lifts and other raising apparatus, also transport and loading plant, traversers and turntables of every kind, dredgers and excavators, automatic diggers and other contrivances for raising and carrying away material in bulk, also parts of all these :	Per 100 kg.
	ex *(a)* Driven by hand power, weighing each :	
	ex (3) Not over 1 quintal :	
	Screw-jacks for carriages	45
	ex *(b)* Other, weighing each :	
	(1) Over 50 quintals	36
	(2) Not over 50, but over 5 quintals	45
ex 836	Machines and apparatus not specially mentioned :	
	ex *(b)* Of iron, weighing each :	
	ex (1) Over 20 kg. :	
	The special machines mentioned in the Final Protocol for sugar refineries, breweries, malthouses and spirit distilleries .	33.50
	ex (2) Not over 20, but over 5 kg. :	
	Choppers and other household machines	65
	ex (3) Not over 5 kg. :	
	Choppers and other household machines	80
848	Transmission rollers	23
ex 849	Axle couplings :	
	(a) Friction couplings, weighing each :	
	(1) 10 kg. or over :	
	α) Over 10 quintals	60
	β) Not over 10 quintals, but not less than 10 kg.	75
	(2) Less than 10 kg.	90
ex 850	Pulleys, pulley wheels and drums for ropes, fly wheels :	
	ex *(a)* Of iron, weighing each :	
	ex (1) 50 quintals and over :	
	Fly wheels	22
	ex (2) Less than 50 quintals, but not less than 5 quintals :	
	Fly wheels	26.50
	ex (3) Less than 5 quintals, but not less than 1 quintal :	
	Pulleys	30
	ex (4) Less than 1 quintal :	
	Pulleys	40
ex 851	Cogged wheels, racks, caterpillar wheels and chain wheels :	
	ex *(b)* Worked, weighing each :	
	ex (1) 50 kg. and over :	
	Cogged wheels and worm wheels	45
	ex (2) Less than 50 kg., but not less than 5 kg. :	
	Cogged wheels and caterpillar wheels	60
ex 852	Bearings and transmission parts not specially mentioned :	
	Bearings except ball-bearings and transmission parts not elsewhere mentioned	40
ex 864	Primary cells :	
	Dry batteries	220
868	Finished perambulators :	
	(a) Neither upholstered nor padded	80
	(b) Upholstered or padded :	
	(1) Without hood or springs.	100
	(2) Other	130
ex 914	String instruments :	
	ex *(b)* Complete instruments :	
	(2) Coloured and varnished	100

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
ex 917	Instruments à vent :	Par 100 kg.
	ex *a)* En bois :	
	ex 2. Autres :	
	β) Achevés	220
	ex *b)* En métaux :	
	3° Instruments achevés, avec et sans mécanique	400
ex 939	Pierres demi-précieuses et coraux véritables, taillés, non montés :	
c	Pierres demi-précieuses, dénommées au protocole final	500
ex 942	Boutons :	
	ex *a)* En bois, en verre ou en porcelaine :	
	En verre ou porcelaine, ainsi que perles en bois	60
	ex *b)* En papier mâché, en fer ou en métaux, à l'exception de ceux rangés sous *e)* :	
	Boutons en carton moulé pour chaussures, boutons en acier pour chemises, boutons en tôle de laiton pour confections d'enfants (dits boutons à ancre), perles et écailles en fer ou en métaux	80
	Boutons simples en tôle de fer, non nickelés, non combinés avec d'autres matières	150
	ex *c)* En corozo, en os, en corne, en ongles, en celluloïd, en galalith, en jais et en autres matières non dénommées et boutons en matières dénommées sous *a)* et *b)* combinés avec ces mêmes matières, ainsi que boutons recouverts de tissus et parties de ces boutons en fer ou en métaux :	
	En corozo, os, corne, ongles, celluloïd et corne artificielle (galalith) et similaire	380
	ex *d)* En nacre et boutons en matières dénommées sous *a)* à *c)* combinés avec de la nacre :	
	Perles en nacre sur permis spécial et moyennant les conditions à fixer par ordonnance et sous contrôle	200
	Boutons en fer ou en métaux, combinés avec de la nacre	900
	Autres	1.100
	ex *e)* En fer ou en métaux, dorés ou argentés ou plaqués d'or ou ou d'argent ou émaillés ; boutons de toute espèce, avec mécanismes (les boutons à pression exceptés), ainsi que boutons combinés avec des pierres demi-précieuses, des imitations de perles, de coraux ou de pierres véritables :	
	Boutons et mécanismes de boutons, même argentés ou plaqués d'argent, mais ni dorés, ni plaqués d'or, ni émaillés, même combinés avec d'autres matières	1.300
	Boutons et mécanismes de boutons, dorés ou plaqués d'or ou émaillés, même combinés avec d'autres matières	1.500
	ex Observation : Les perles en verre ou en porcelaine blanc ou de couleur, ni peintes, ni dorées, ni argentées, non enfilées, même enfilées uniquement pour faciliter l'emballage et le transport .	10
ex 943	Aiguilles et similaires :	
	ex *b)* Agrafes, agrafes à pression (boutons à pression), hameçons, œillets pour bâches et œillets à lacer, punaises, clavettes, pinces pour cravates, dés, boucles de jarretières et autres petits articles d'usage similaires, en fer ou en métaux, non dénommés, non argentés, ni dorés, même recouverts de celluloïd ou de matières similaires, ainsi que miroirs de poche avec monture en fer ou en métaux ou combinés avec du fer ou des métaux :	
	Boucles, boutons à pression, dés, agrafes, pinces pour cravates (à l'exception de celles rentrant au n° 961 du tarif), en fer ou en métaux, non combinés avec d'autres matières, ni argentés, ni dorés.	250

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
ex 917	Wind instruments :	Per 100 kg.
	ex *(a)* Of wood :	
	ex (2) Other :	
	β) Finished	220
	ex *(b)* Of metal :	
	(3) Finished instruments with or without mechanism	400
ex 939	Semi-precious stones and real corals, cut but unset :	
	Semi-precious stones mentioned in the Final Protocol	500
ex 942	Buttons :	
	ex *(a)* Of wood, glass or porcelain :	
	Of glass or porcelain, also woven beads	60
	ex *(b)* Of papier mâché, iron or metals except those falling under item *(e)* :	
	Moulded cardboard buttons for shoes, steel buttons for shirts, sheet brass buttons for children's ready-made clothes (so called Anchor buttons), beads and button-sheathes of iron or metals	80
	Plain buttons, of iron sheeting, not nickelled, not mixed with other materials	150
	ex *(c)* Of ivory nut, bone, horn, animal hoof, celluloid, galalith, jet and other material, not mentioned ; buttons of materials mentioned under items *a)* and *(b)*, combined with the materials herein mentioned, also cloth buttons and parts of buttons made of iron or metals :	
	Of ivory nut, bone, animal hoof, celluloid and of artificial horn (galalith) and similar materials	380
	ex *(d)* Of mother-of-pearl, and buttons of materials mentioned under items *(a)* to *(c)* combined with mother-of-pearl :	
	Mother-of-pearl beads by special licence under conditions to be determined by ordinance, and under supervision	200
	Buttons of iron or metal combined with mother-of-pearl	900
	Other	1,100
	ex *(e)* Of iron or metals, gilt or silvered, gold or silver-plated or enamelled ; buttons of every kind with mechanism (except press buttons), also buttons combined with semi-precious stones, imitation pearls, corals or precious stones :	
	Buttons and button mechanisms, silvered and silver-plated or not, but neither gilt, gold-plated or enamelled, combined or not with other materials	1,300
	Buttons and button mechanisms, gilt, gold plated or enamelled, combined or not with other materials	1,500
	ex Note : Buttons of glass or porcelain, white or coloured, not painted, gilt or silvered, unstrung, even if strung simply to facilitate packing and carriage	10
ex 943	Needles and similar articles :	
	ex *(b)* Clasps, press fastenings (press buttons), fish-hooks, eyes for canvas and lacing drawing pins, pegs, tie clips, thimbles, garters fasteners, and other small articles for use of a similar kind, of iron or metals, not mentioned, neither silvered nor gilt, covered or not with celluloid or similar materials, also pocket mirrors with iron or metal mountings or combined with iron or metals :	
	Buckles, press buttons, thimbles, clasps, tie clips (except those under Tariff No. 961) or iron or metals, not combined with other materials, neither silvered nor gilt	250

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
ex 943	Aiguilles et similaires *(suite)* :	Par 100 kg.
	ex *c)* Articles rangés sous *a)* et *b)*, argentés ou dorés :	
	Boucles, boutons à pression, dés, agrafes, pinces pour cravates (à l'exception de celles rentrant au n° 961 du tarif), en fer ou en métaux, non combinés avec d'autres matières, argentés ou dorés	320
ex 944	Ciseaux et couteaux de poche :	
	ex *b)* Couteaux de poche :	
	2° Avec manches en fer, ainsi que lames de couteaux de poche, finies	250
	2° Avec manches en bois (à l'exception des canifs ordinaires dits *Taschenfeitel)* ou en métal	340
ex 947	Articles pour fumeurs :	
	ex *b)* Têtes de pipes et pipes :	
	ex 1. Têtes de pipes en faïence ou porcelaine :	
	α) Avec garniture en nickel ou garnitures nickelées ou argentées :	
	Pipes dites à emboîter (têtes de pipes en deux parties) en porcelaine	80
	β) Avec d'autres garnitures ou sans garnitures :	
	Pipes dites à emboîter (têtes de pipes en deux parties) en porcelaine :	
	Unicolores	24
	Multicolores	40
	ex 2. Têtes de pipes et pipes en bois ordinaires, combinées avec de la corne, de l'ambre, de l'ambroïde, du caoutchouc durci ou des matières similaires :	
	Pipes et têtes de pipes en bois ordinaires, même combinées avec du caoutchouc durci, ainsi qu'avec garnitures non nickelées non argentées	260
	ex 3. Têtes de pipes et pipes, en bois fins, en écume de mer ou imitation d'écume de mer, combinées avec de la corne, de l'ambre, de l'ambroïde, du caoutchouc durci ou des matières similaires :	
	Pipes en bois de bruyère	600
ex 948	Articles non dénommés en celluloïd et en matières artificielles similaires :	
	ex *b)* Autres :	
	Couvertures pour livres de prières, en celluloïd ou combinées avec du celluloïd	280
ex 952	Cannes, manches de parapluies et d'ombrelles et manches de fouets, achevés :	
	ex *b)* Manches de parapluies et d'ombrelles en bois exotique, ainsi que cannes et manches de fouets, achevées, en bois et en jonc de toute sorte :	
	ex 1. Sans ornements et sans sculpture ornementale ; manches de fouets en jonc, unis, non teints, même avec garnitures :	
	Manches de fouets en jonc, unis, non teints, même avec garnitures	80
	ex 2. Ornés de cuir, de corne, d'os, de corne de cerf, de métaux, de celluloïd, de galalith ou d'autres matières non dénommées ou avec sculpture ornementale ; manches de fouets en jonc, teints, polis ou combinés avec d'autres matières :	
	Manches de fouets en jonc, teints, polis ou combinés avec d'autres matières	110

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
ex 943	Needles and similar articles *(continued)* :	Per 100 kg.
	ex *(c)* Articles under items *(a)* and *(b)* silvered or gilt :	
	Buckles, press buttons, thimbles, clasps, tie clips (except those under Tariff No. 961) of iron or metals, not combined with other materials, silvered or gilt	320
ex 944	Scissors and pocket-knives :	
	ex *(b)* Pocket-knives :	
	(2) With iron handles, also pocket-knife blades, finished . . .	250
	(2) With wooden handles (except the common pen-knives called *Taschenfeitel)* or of metal	340
ex 947	Smokers' requisites :	
	ex *(b)* Pipe-bowls, pipes :	
	ex (1) Pipe-bowls of eathenware or porcelain :	
	α) With nickel mountings or with nickelled or silvered mountings :	
	So-called jointed pipes (pipe-bowls in two parts) of porcelain	80
	β) With other mountings or without mountings :	
	So-called jointed pipes (pipe-bowls in two parts), of porcelain :	
	Of one colour	24
	Of two or more colours	40
	ex (2) Pipe-bowls and pipes of common wood combined with horn, amber, ambroid, hard rubber or similar materials :	
	Pipes and pipe-bowls of plain wood, combined or not with hard rubber, also with mountings not nickelled or silvered :	260
	ex (3) Pipe-bowls and pipes of fine woods, of real or imitation meerschaum, combined with horn, amber, ambroid, hard rubber or similar materials :	
	Briar pipes	600
ex 948	Articles not specially mentioned, of celluloid and similar artificial materials :	
	ex *(b)* Other :	
	Prayer-book covers, of celluloid or combined with celluloid . .	280
ex 952	Canes, umbrella, parasol and whip handles, finished :	
	ex *(b)* Umbrella and parasol handles of exotic wood and finished canes and whip handles, of wood or cane of every kind :	
	ex (1) Without ornaments or ornamental carving ; plain undyed whip handles of cane, with or without fittings :	
	Plain undyed whip handles of cane, with or without fittings .	80
	ex (2) Ornamented with leather, horn, bone, hartshorn, metals, celluloid, galalith or other materials not specially mentioned, or with ornamental carving ; whip handles of cane, dyed, polished or combined with other materials :	
	Whip handles of cane, dyed, polished or combined with other materials	110

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
ex 954	Parements d'église et objets religieux non dénommés :	Par 100 kg.
	ex *b)* Autres :	
	ex 1. En bois :	
	Objets religieux, décorés de coquilles, conformément aux modèles déposés, importés par les bureaux principaux de douane, dénommés au protocole final	60
	ex 2. En fer ou en métaux, ni argentés, ni dorés, ainsi qu'en matières autres de toute espèce (les tissus exceptés) :	
	Objets religieux en cartons spéciaux, décorés de coquilles, conformément aux modèles déposés, importés par les bureaux principaux de douane, dénommés au protocole final	60
ex 961	Articles de parure :	
	a) En fer, en métaux, en verre, en porcelaine :	
	En verre ou en porcelaine, même combinés avec des épingles, ainsi qu'avec montures simples en fer ou en métaux	170
	En fer ou en métaux	200
	ex *b)* En celluloïd et en matières non dénommées :	
	Broches, colliers, épingles-fixe-chapeaux, parure de chapeau, montures de sacs de dames, boucles d'oreilles, anneaux pour enfants, bracelets, cadres de fleurs en métal, ouvrages en perles fausses et ornements de fleurs avec perles en verre et pierres de verre	1.000
	ex *c)* En ivoire, en écaille, en nacre ou en ambre véritables ou en matières dénommées sous *a)* et *b)*, dorés ou argentés, plaqués d'or ou d'argent, émaillés, combinés avec des pierres demi-précieuses ou des imitations de perles, de coraux ou de pierres précieuses :	
	Articles de la position *a)* et articles dénommés sous ex *b)*, combinés avec des pierres demi-précieuses ou des imitations de perles, de coraux ou de pierres précieuses :	
	1° Dorés ou argentés, plaqués d'or ou d'argent	1.000
	2° Emaillés	1.200
ex 962	Articles de fantaisie :	
	ex *a)* En papier ou en papier mâché :	
	Cadres pour photographies, ornés de coquilles	60
	Observation au n° 962 du tarif :	
	1° Articles de fantaisie en verre :	
	a) Vases, jardinières, bonbonnières, supports pour photographies même montés sur fils métalliques, ainsi qu'articles de fantaisie en verre, pour autant qu'ils ne rentrent pas sous les dispositions du protocole final au n° 962 du tarif, moulés, soufflés, coulés, simplement avec fonds ou bords usés à la meule, même avec ornements dépolis (matés), mais n'ayant pas subi un travail ultérieur, de couleur naturelle, blancs, colorés dans la masse ou doublés ou même peints, cependant ni pyrogravés, ni argentés, ni dorés	33
	b) Les mêmes articles passés à la meule ou polis ou gravés à l'acide, même doublés ou pyrogravés, ou argentés ou dorés	140
	c) Tous les autres articles en verre, y compris ceux dénommés au protocole final au n° 962 du tarif, en tant qu'ils sont pyrogravés ou argentés ou dorés	60
	d) Articles en verre de ce numéro du tarif avec montures en nickel, nickelées ou argentées ou avec montures en alliages de nickel, sont soumis à une surtaxe de.	33 1/3 %

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
ex 954	Church ornaments and sacred articles not specially mentioned :	Per 100 kg.
	ex *(b)* Others :	
	ex (1) Of wood :	
	Sacred articles ornamented with shells according to the models lodged, imported through the principal Customs offices mentioned in the Final Protocol	60
	ex (2) Of iron or metals not silvered or gilt, also of other materials of every kind (except fabrics) :	
	Sacred articles of special cardboards, ornamented with shells according to the models lodged, imported through the principal Customs offices mentioned in the Final Protocol . . .	60
ex 961	Ornaments :	
	(a) Of iron, metals, glass or porcelain :	
	Of glass or porcelain combined with pins or not, with or without plain iron or metal mountings	170
	Of iron or metals	200
	ex *(b)* Of celluloid and materials not specially mentioned :	
	Broaches, necklaces, hat-pins, hat-ornaments, mounts for ladies' bags, ear-rings, babies' rings, bangles, frames made of metal flowers, articles made of beads and flower ornaments with glass beads or glass stones	1,000
	ex *(c)* Of real ivory, tortoiseshell, mother-of-pearl or amber, of materials under items *(a)* and *(b)*, gilt, silvered, gold or silver-plated, enamelled or combined with semi-precious stones or imitation pearls, imitation corals or imitation precious stones :	
	Articles under item *(a)* and articles mentioned under ex *(b)*, combined with semi-precious stones or imitation pearls, imitation corals and imitation precious stones :	
	(1) Gilt or silvered, gold-plated or silver-plated	1,000
	(2) Enamelled	1,200
ex 962	Fancy goods :	
	ex *(a)* Of paper or papier mâché :	
	Photograph-frames ornamented with shells.	60
	Note on Tariff No. 962.	
	(1) Fancy goods of glass :	
	(a) Vases, flower stands, sweet-boxes, photograph stands, mounted on metallic wires or not, also glass fancy goods not falling under the provisions of the Final Protocol relating to Tariff No. 962, moulded, blown, cast, with plain ground bottoms or edges, with or without dulled ornamenting, but not further worked, of natural colour or white, coloured in the lump or lined, or even painted, but not pyro-engraved silvered nor gilt	33
	(b) The same articles, ground or polished, or etched, whether or not lined, pyro-engraved, silvered or gilt	140
	(c) All other articles of glass including those mentioned in the Final Protocol under Tariff No. 962, if pyro-engraved, silvered or gilt	60
	(d) Articles of glass under this Tariff No. with nickel, nickelled, or silvered mountings, or with mountings of nickel alloys, pay a surtax of	33 1/3%

Numéros du tarif douanier hongrois	Dénomination des marchandises	Droits en couronnes or
ex 962	Articles de fantaisie *(suite)* :	par 100 kg.
	d) Articles en verre, etc. :	
	Toutes les autres montures, à l'exception des montures en or ou en argent, n'entrent pas en considération lors du dédouanement.	
	2° Articles de fantaisie en terre (en terre cuite, grès-cérame, argile, faïence) et porcelaine (biscuit)	33 1/3 % *ad valorem*
	Les articles dénommés au protocole final qui sont à dédouaner selon leur espèce, en terre et en porcelaine, avec montures en nickel, nickelées ou argentées ou avec montures en alliages de nickel, sont soumis à une surtaxe de	33 1/3 %
	Toutes les autres montures, à l'exception des montures en or et en argent, n'entrent pas en considération lors du dédouanement.	
	3° Services de fumeurs, briquets de table, cendriers, chandeliers à main et à table garnitures de bureau, bonbonnières, corbeilles à fleurs et à cartes de visite, vases, pots à fleurs, surtouts de table, plateaux, cassettes pour bijoux, argent et similaires, services à café, thé, liqueur, tous ces articles pour autant qu'ils ne présentent pas par leur décoration particulière la qualité d'objets de parure et de luxe :	
	a) Non nickelés, ni argentés, ni dorés :	
	α) En tôle de fer	120
	β) En tôles de cuivre et d'alliages de cuivre	160
	b) Nickelés, en tôle de fer ou en tôle de cuivre et d'alliages de cuivre	240
	c) Argentés ou dorés, en tôle de fer ou en tôle de cuivre et d'alliages de cuivre	400
ex 964	Jouets autres (y compris les poupées d'art appliqué, achevées) :	
	ex *a)* En bois ou en matières tressées :	
	ex 1. Bruts :	
	Jeux et jouets en bois, à l'exception des jeux de société sculptés et tournés	40
	ex 2. Peints, laqués ou combinés avec d'autres matières :	
	Jeux et jouets en bois, à l'exception des jeux de société sculptés et tournés	80

ANNEXE C

CONVENTION

RELATIVE AU TRAITEMENT JURIDIQUE DES ENTREPRISES DE PRODUCTION ET DE TRANSPORT.

Article premier.

Le Gouvernement tchécoslovaque déclare qu'il n'appliquera la loi du 11 décembre 1919, n° 12 du Recueil des lois et ordonnances de l'année 1920, concernant les entreprises ayant leur siège hors du territoire de la République tchécoslovaque, qu'autant que les entreprises visées par cette loi produisent ou transportent dans le territoire de la République tchécoslovaque. Toute production et tout transport effectués dans le territoire de l'Etat hongrois demeurent exclus en principe de l'application de cette loi. Il est pourtant entendu, de part et d'autre, que, sans préjudice

Number in the Hungarian Customs Tariff	Designation of Goods	Duty in gold Crowns
ex 962	Fancy goods *(continued)* :	Per 100 kg.
	(d) Articles of glass, etc. :	
	All other mountings, except gold and silver mountings, do not affect the duty.	
	(2) Fancy goods of earthenware (terra cotta, ceramic stone-ware, clay, stone) and porcelain (biscuit)	33 1/3% *ad valorem*
	The articles mentioned in the Final Protocol which are dutiable according to their kind, of earthenware and porcelain with nickel, nickelled or silvered mountings, or with mountings of nickel alloys, pay a surtax of	33 1/3%
	All other mountings except gold and silver mountings do not affect the duty.	
	(3) Smokers' sets, standing cigarette-lighters, ash-trays, hand and table candlesticks, office fittings, sweet-boxes, flower-holders, and card trays, vases, flower pots, épergnes, trays and jewel-cases of silver and similar materials, coffee, tea and liqueur sets, provided that they cannot be classed as ornaments or luxury articles on account of their special decoration :	
	(a) Not nickelled, silvered or gilt :	
	α) Of sheet iron	120
	β) Of sheet copper or copper alloys.	160
	(b) Nickelled, or of sheet-iron or sheet copper and copper alloys	240
	(c) Silvered or gilt, of sheet iron or sheet copper and copper alloys	400
ex 964	Other toys (including finished dolls of appliqué art work) :	
	ex *(a)* Of wood or plaited work :	
	ex (1) Rough :	
	Wooden games and toys, except carved and turned drawing-room games.	40
	ex (2) Painted, lacquered or combined with other materials :	
	Wooden games and toys, except carved and turned drawing-room games.	80

ANNEX C

CONVENTION

CONCERNING THE LEGAL TREATMENT OF PRODUCTION AND TRANSPORT UNDERTAKINGS.

Article 1.

The Czechoslovak Government declares that it will apply the law of December 11, 1919, No. 12 of the Collection of Laws and Decrees of the year 1920 concerning undertakings having their head offices outside the territory of the Czechoslovak Republic only in so far as the undertakings covered by this law are engaged in production or transport in the territory of the Czechoslovak Republic. All production and transport carried out in the territory of the Hungarian State shall be excluded in principle from the scope of this law. It is, however, understood on both sides that, without

des dispositions de l'article 2 de cette convention, l'existence des entreprises secondaires appartenant à des entreprises de production et de transport qui ont leur siège dans la République tchécoslovaque (par exemple : baux agricoles d'une sucrerie et autres choses pareilles), n'empêche pas le Gouvernement tchécoslovaque d'exiger le transfert du siège de l'entreprise toute entière dans la République tchécoslovaque, tandis que, d'autre part, l'existence des entreprises secondaires du même genre, appartenant à une entreprise hongroise dans le territoire de la République tchécoslovaque ne pourra servir de motif pour demander le transfert du siège ou le sectionnement de l'entreprise.

Le Gouvernement tchécoslovaque declare qu'il n'appliquera la loi du 11 décembre 1919 en ce qui concerne l'Etat hongrois que par rapport aux entreprises de production et de transport qui existaient le 1er novembre 1918 dans le territoire de la République tchécoslovaque et avaient leur siège dans le territoire de l'Etat hongrois.

Article 2.

Dans les cas où l'état de choses rendrait utile le sectionnement en deux ou plusieurs sociétés d'une société exploitant des entreprises de production ou de transport dans les territoires des deux Etats, les deux Etats aideront sous tous les rapports les transactions, de quelque nature qu'elles soient, reconnues nécessaires et utiles pour l'exécution du sectionnement et ne leur feront des obstacles par aucune mesure gouvernementale que ce soit, spécialement en matière du droit financier. A cette occasion, il faudra procéder à une répartition proportionnée des biens et des réserves de la société entre les sociétés nouvellement formées.

Article 3.

Si les sociétés ayant leur siège en Hongrie possédaient, au 1er novembre 1918, des entreprises de production ou de transport aussi bien dans le territoire de la République tchécoslovaque que dans le territoire d'un Etat tiers, les sociétés en question devront, sur l'invitation du Gouvernement tchécoslovaque, transformer l'entreprise de production ou de transport sise dans le territoire de la République tchécoslovaque en entreprise indépendante et, dans ce cas, les dispositions de cette convention concernant le sectionnement des entreprises seront appliquées.

Article 4.

Les réclamations éventuelles contre un procédé de l'autre gouvernement qui, selon l'avis de l'un des gouvernements contractants, ne répondrait pas aux principes de cette convention, seront mutuellement communiquées aussi rapidement que possible, pour qu'il en soit décidé d'un commun accord.

Article 5.

Au cas où le Gouvernement tchécoslovaque inviterait une entreprise à transférer son siège conformément à cette convention, il s'engage à provoquer les démarches nécessaires afin que le tribunal hongrois, compétent en raison du siège actuel de l'entreprise à la tenue du Registre des raisons sociales, et le bureau des contributions hongrois compétent, ou, à Budapest, l'inspecteur des contributions soient avisés sans retard

Si l'invitation au transfert a été déjà émise, la communication aura lieu ultérieurement.

De plus, le Gouvernement tchécoslovaque prendra soin, au cas du sectionnement, que le Ministère royal hongrois du commerce soit avisé en temps utile

Le transfert du siège projeté doit être annoté au registre des raisons sociales. Avant la radiation dans le registre des raisons sociales hongrois, il faut procéder à une convocation des créanciers. Les dispositions des paragraphes 202 et 205 de l'article de la loi hongroise XXXVII de l'année 1875

prejudice to the provisions of Article 2 of this Convention, the existence of subsidiary undertakings belonging to production and transport undertakings which have their head offices in the Czechoslovak Republic (for example, agricultural leases for sugar factories and the like) shall not prevent the Czechoslovak Government from requiring that the head offices of the entire undertakings be transferred to the Czechoslovak Republic, while, on the other hand, the existence of subsidiary undertakings of the same nature belonging to a Hungarian undertaking in the territory of the Czechoslovak Republic may not serve as a ground for demanding the transfer of the head offices or the division of the undertaking.

The Czechoslovak Government declares that it will apply the law of December 11, 1919, in matters which concern the Hungarian State, only to production and transport undertakings which existed on November 1, 1918, on the territory of the Czechoslovak Republic and which had their head offices on the territory of the Hungarian State.

Article 2.

Where circumstances make it desirable that a company operating production and transport undertakings in the territory of both States should be divided up into two or more companies, the two States shall facilitate in every way all transactions of every kind which may be recognised as necessary and useful for carrying out the division and shall not impede them by any governmental measure whatsoever, especially in matters of financial law. In connection therewith the assets and reserves of the company shall be divided proportionately among the newly formed companies.

Article 3.

If companies having their head offices in Hungary owned on November 1, 1918, production or transport undertakings in the territory of the Czechoslovak Republic and in the territory of a third State, the companies in question shall, being asked to do so by the Czechoslovak Government, convert the production or transport undertaking situated in the territory of the Czechoslovak Republic into an independent undertaking, and in this case, the provisions of the present Convention concerning the division of undertakings shall be applied.

Article 4.

Any complaints against a procedure adopted by one Contracting Government, which in the opinion of the other Government is at variance with the principles of this Convention, shall be communicated to the first Government with as little delay as possible with a view to a joint decision.

Article 5.

Should the Czechoslovak Government require an undertaking to transfer its head offices in conformity with this Convention, it undertakes to adopt the necessary measures so as to notify without delay the Hungarian Court which is competent by reason of the existing head offices of the undertaking to keep the Register of Firms and the competent Hungarian revenue office, or, at Budapest, the Revenue Commissioner.

If the order for the transfer has already been made, notification shall take place subsequently.

Moreover, in the case of division, the Czechoslovak Government shall take care that the Royal Hungarian Ministry of Commerce is notified in good time.

The proposed transfer of the head offices shall be entered in the Register of Firms. Before the undertaking is removed from the Hungarian Register of Firms a meeting of the creditors must be summoned. The provisions of paragraphs 202 and 205 of the Hungarian Law XXXVII

seront applicables suivant leur sens général à cette convocation, avec la modification qu'un délai de deux mois doit être accordé aux créanciers pour la déclaration.

On pourra renoncer au procédé de convocation soit que le tribunal compétent déclare admissible la radiation sans un pareil procédé, soit que l'entreprise établisse, en tenant compte des prescriptions légales, une succursale au lieu de l'ancien établissement principal hongrois.

Il faut ensuite procéder à la radiation au registre des raisons sociales hongrois.

Article 6.

Les questions d'imposition résultant du transfert du siège et du sectionnement des entreprises de production et de transport seront réglées comme suit :

A. Impôt sur les bénéfices industriels, impôt sur les sociétés, impôt sur les mines, impôt de guerre ou impôt sur l'augmentation des bénéfices et impôt sur le capital.

1. En ce qui concerne ces impôts, les dispositions de la Convention [1], conclue le 13 juillet 1923 entre la République tchécoslovaque et le Royaume de Hongrie en vue de régler l'assiette des impôts internes et étrangers, notamment d'éviter la double imposition en matière de contributions directes, sont valables.

2. Dans les cas cependant où l'établissement d'exploitation se trouve tout entier dans le territoire de l'un des Etats, et le siège de l'entreprise dans le territoire de l'autre, l'assiette de l'impôt sur les bénéfices industriels, de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur les mines, de l'impôt de guerre (de l'impôt sur l'augmentation des bénéfices) pour les années de 1919 jusqu'au jour du transfert du siège, doit être faite par l'Etat dans lequel les établissements d'exploitations sont situés. 10 % des impôts fixés d'après les lois de l'Etat qui les établit seront remis à l'autre Etat pour l'assiette des impôts comme quote-part échéant au siège de l'entreprise. Cette remise aura lieu par l'envoi d'une copie du document ayant servi de base à la fixation des impôts.

3. Aux entreprises qui conformément à cette convention transfèrent leur siège ou se partagent et qui le jour du transfert du siège ou du sectionnement possèdent des emprunts de guerre dont la valeur est indiquée dans le bilan servant de base pour le transfert du siège ou le sectionnement, il sera permis d'amortir, en exemption des droits, la valeur conforme au bilan de ces emprunts pendant dix années commençant par l'année commerciale qui suit celle du transfert du siège ou du sectionnement.

4. Au sectionnement des sociétés (Article 2), l'évaluation de la quote-part des emprunts de guerre qui sont à amortir en exemption des droits, se fera d'accord avec les dispositions de l'article 2.

5. L'estampille hongroise, appliquée sur les titres d'emprunts de guerre mentionnés aux alinéas 3 et 4 sera annulée avant la radiation au registre des raisons sociales hongrois, ou avant le sectionnement.

6. Quant aux sociétés anonymes qui, conformément à cette convention, transfèrent leur siège ou se partagent, l'impôt sur les bénéfices industriels de troisième classe, l'impôt sur le revenu et l'impôt de guerre, prescrits pour les années 1919 et suivantes, leur seront amortis sur demande et l'impôt sur les bénéfices industriels et l'impôt de guerre pour les années respectives seront établis d'après les dispositions des lois relatives aux sociétés soumises à la reddition publique de compte. Les dispositions légales à l'égard de la prescription du droit de l'Etat concernant la mise au point de l'imposition ne sont pas applicables dans ces cas

B. Droits à l'occasion du transfert ou du sectionnement des entreprises.

I. Les entreprises qui transfèrent leur siège, conformément à cette convention, ne seront assujetties de ce fait à aucune imposition (droits et taxes) de quelque nature

[1] Vol. XXXV, page 237, de ce recueil.

of the year 1875 shall apply to the convening of this meeting, except that a period of two months shall be accorded to the creditors for the declaration.

This meeting need not be summoned if the competent Court declares that the undertaking may be removed from the Register without such a procedure, or if the undertaking legally establishes a branch instead of the former Hungarian principal establishment.

The undertaking shall then be removed from the Hungarian Register of Firms.

Article 6.

Questions of taxation arising out of the transfer of the head offices and the division of production and transport undertakings shall be settled as follows :

A. Industrial profits tax, companies tax, mines tax, war tax or excess profits tax, and tax on capital.

1. As regards these taxes the provisions of the Convention [1] concluded on July 13, 1923, between the Czechoslovak Republic and the Kingdom of Hungary with a view to settling the assessment of home and foreign taxes, and especially to avoiding double taxation in respect of direct taxes, shall apply.

2. When, however, the operating establishment is entirely in the territory of one of the States, and the head offices of the undertaking in the territory of the other, the assessment of the industrial profits tax, the companies tax, the mines tax, and the war tax (excess profits tax) for the years from 1919 until the date when the head offices are transferred, shall be effected by the State in which the operating establishments are situated. Ten per cent of the taxes fixed under the laws of the State which imposes them shall be set aside for the other State for tax assessment, as the portion falling to the head offices of the undertaking. This notification shall be made by a copy of the document which served as the basis for determining the taxes.

3. Undertakings which transfer their head offices or are divided under this Convention and which on the date of transfer of the head offices or of the division possess war loans, the value of which is shown in the balance sheet which serves as the basis for the transfer of the head offices or the division may redeem, free of duty, these loans according to their value as shown in the balance sheet in the course of a period of ten years reckoned from the business year following that of the transfer of the head offices or the division

4. When companies are divided (Article 2) the portion of the war loans to be redeemed, free of duty, shall be fixed under the provisions of Article 2.

5. The Hungarian stamp on the bonds of the war loans mentioned in paragraphs 3 and 4 shall be cancelled before the undertaking is removed from the Hungarian Register of Firms or is divided.

6. In the case of incorporated companies which transfer their headquarters or are divided under this Convention the tax on third class industrial profits, the income and the war tax imposed for 1919 and subsequent years shall be redeemed on request, and the tax on industrial profits and the war tax for the years in question shall be established according to the provisions of the laws relating to companies subject to the public rendering of accounts. The regulations of the State concerning legal prescription as regards the adjustment of taxation are not applicable to these cases.

B. Duties connected with the transfer or division of undertakings.

I. Undertakings which transfer their head offices according to this Convention shall not thereby be liable to taxation (duties and taxes) of any kind whatever. This

[1] Vol. XXXV, page 237, of this Series.

que ce soit. Ce principe sera également appliqué dans son sens général en cas de sectionnement des entreprises. Cela ne porte aucun préjudice au traitement en matière d'imposition qui est conforme aux prescriptions en vigueur et auquel les fonds de réserve seront soumis pour l'avenir aussi bien dans l'Etat dans lequel se trouve l'établissement central que dans l'Etat où est située la succursale d'une entreprise.

Les profits résultant des transactions de capitaux en conséquence du transfert du siège ou du sectionnement, ne seront pas soumis à l'imposition, en tant qu'ils seront déposés dans un fonds de réserve extraordinaire qui doit figurer au bilan comme passif spécial, et que l'entreprise renoncera à la prescription du droit de l'imposition ultérieure en cas d'emploi imposable de cette réserve.

II. A l'occasion du transfert du siège ou du sectionnement dans le sens de cette convention, les entreprises en question sont exemptes :

Des droits fixes et de pourcentage pour les inscriptions et radiations au registre du commerce (des raisons sociales) ;

Des droits de transmission de toute sorte ;

Des droits pour les inscriptions au Livre du cadastre ;

Des droits pour l'émission d'actions, mais seulement concernant ce montant du capital-actions qui correspond à la valeur de bilan figurant au bilan spécial des biens situés sur le territoire de l'Etat pratiquant l'imposition ;

Des taxes d'admission, toutefois seulement pour cette part du capital-actions ou du capital-obligations qui, déjà avant le 1er novembre 1918, était consacré aux exploitations situées sur le territoire de l'Etat autorisé à l'imposition. Quant à l'augmentation du capital-actions ou du capital-obligations qui a eu lieu après le 31 octobre 1918, cette taxe ne sera calculée que sur la base de la quote-part de capital engagée effectivement dans l'Etat percepteur ;

De plus de toutes les surtaxes autonomes éventuelles aux droits susmentionnés, de même que des taxes autonomes et indépendantes éventuelles qui sont prélevées à l'occasion de la transmission des biens ;

Enfin, de l'impôt sur le chiffre d'affaires et de la taxe de luxe.

Article 7.

Le sectionnement des entreprises doit avoir lieu, par principe, en prenant pour base la valeur inscrite au bilan.

Article 8.

Si une entreprise dont le siège doit être transféré, dispose d'un fonds formé, soit par des cotisations communes du patron et des employés, soit exclusivement par des cotisations des employés, et servant à l'entretien des fonctionnaires, employés et ouvriers de l'entreprise en question ainsi que des membres de leur famille et des survivants (fonds divers de pension, d'alimentation et autres), il faudra prendre les dispositions appropriées pour que les droits acquis ou déjà échus des employés et des membres de leur famille et des survivants soient satisfaites de ces biens en tant qu'ils suffisent, étant entendu que les ressortissants des deux Etats seront traités d'une façon égale.

Article 9.

Les faveurs accordées par cette convention seront concédées aussi aux entreprises de production et de transport qui ont procédé au transfert du siège ou au sectionnement en raison des prescriptions de la convention déjà avant son entrée en vigueur.

principle shall also apply generally in the event of the undertakings being divided. This shall not in any way affect the treatment in regard to taxation which is in conformity with the rules in force and to which the reserve funds shall be subject in future both in the State in which the central establishment is situated and in the State in which the branch of an undertaking is situated.

Profits from transactions in capital resulting from the transfer of the head offices or from a division shall not be subject to taxation if they are placed in an extraordinary reserve fund which must appear in the balance sheet as a special liability, and if the undertaking renounces its right to benefit by legal prescription in the event of a subsequent taxable use of such reserve.

II. On the transfer of head offices or division in accordance with this Convention the undertakings concerned shall be exempt from the following charges :

Fixed percentage and duties for insertion in and removal from the commercial register (firms) ;

Transfer taxes of any kind ;

Duties for inscription in the land register ;

Duties for the issue of shares, but only as regards that amount of the share capital which corresponds to the balance sheet value appearing in the special balance sheet of assets owned in the territory of the State which imposes the taxes ;

Admission fees, but only for that portion of the share or debenture capital which before November 1, 1918, was employed in industrial undertakings in the territory of the State authorised to impose the taxation. As regards any increase of share or debenture capital which has taken place since October 31, 1918, this tax shall be calculated only on the basis of the portion of the capital which is actually employed in the State collecting the taxes ;

Any autonomous surtaxes on the above-mentioned dues and any autonomous and independent taxes levied in connection with the transfer of property ;

Finally, the turnover tax and the luxury tax.

Article 7.

Undertakings shall be divided in principle on the basis of the value entered in the balance sheet.

Article 8.

If an undertaking the head offices of which are to be transferred possesses a fund, formed either by joint subscriptions from the employer and the employees or solely by subscriptions from the employees, which serves for the maintenance of the officials, employees and workmen of the said undertaking and the members of their families and surviving dependents (various pension, food and other funds), the necessary measures shall be taken to ensure that the acquired rights of the employees, the members of their families and their surviving dependents or claims which have already fallen due shall be met out of these assets in so far as they are sufficient for the purpose, it being understood that the same treatment shall be accorded to nationals of both States.

Article 9.

The concessions granted by this Convention shall also be extended to production and transport undertakings which have transferred their head offices or have been divided under the provisions of the Convention even before the latter became operative.

Article 10.

L'obligation, statuée par l'article X, alinéa 2, première phrase du traité de commerce, concernant la présentation d'une requête relative à l'admission à l'exercice, ne s'applique pas aux sociétés à l'égard desquelles, conformément à cette convention, un transfert du siège ou un sectionnement a été exécuté ou entamé.

Article 11.

Les dispositions de cette convention sont applicables de façon analogue aux entreprises qui se livrent à la production ou au transport dans le territoire de l'Etat hongrois, tandis que leur siège et leur direction économique se trouvent dans la République tchécoslovaque.

Article 12.

Toutes les autres questions résultant de l'exécution du transfert et du sectionnement des entreprises, sont réservées à des accords spéciaux.

Article 13.

Les dispositions contenues dans l'article 6, lettre B, alinéa 2, de cette convention, concernant la taxe d'admission, s'appliqueront également aux entreprises de production et de transport qui n'ont pas procédé au transfert du siège ou au sectionnement dans le sens de cette convention, pour autant que les entreprises en question avaient déjà avant le 1er novembre 1918, leur siège dans le territoire de l'une des Parties contractantes et dans le territoire de l'autre un ou plusieurs établissements d'exploitation et qu'elles continuaient leur exploitation d'après les dispositions de l'article X, alinéa 2 du traité de commerce.

ANNEXE D.

CONVENTION

CONCERNANT LE TRAFIC PAR CHEMINS DE FER.

Article premier.

En application des dispositions de la Convention [1] et du Statut sur le régime international des voies ferrées, arrêtés et signés à Genève par la deuxième Conférence générale des communications et du transit, le 9 décembre 1923, les Parties contractantes s'engagent à prendre toutes les mesures utiles pour assurer la régularité du trafic international par chemins de fer empruntant les réseaux des Parties contractantes et pour supprimer sans retard les entraves s'y opposant éventuellement.

Article 2.

Les relations réciproques de trafic devront être surtout facilitées, autant que possible, par l'établissement d'horaires favorables avec des bonnes correspondances dans les services de voyageurs et de marchandises, ainsi que par le passage direct des voitures isolées et des groupes de voitures.

[1] Vol. XLVII, page 55; et vol. L, page 180, de ce recueil.

Article 10.

The obligation laid down in Article X, paragraph 2, first sentence of the Commercial Treaty concerning the submission of an application for permission to carry on trade shall not apply to companies in regard to which in conformity with this Convention, transfer of the head offices or division has been completed or begun.

Article 11.

The provisions of this Convention shall apply by analogy to undertakings engaged in production or transport in the territory of the Hungarian State, while their head offices and their business centre of control are situated in the Czechoslovak Republic.

Article 12.

All other questions which may arise from the transfer or division of undertakings shall be settled by special agreements.

Article 13.

The provisions contained in Article 6, B, paragraph 2, of this Convention regarding admission fees shall apply equally to production and transport undertakings which have not transferred their head offices or been divided under this Convention, provided the undertakings in question had, before November 1, 1918, their head offices in the territory of one of the Contracting Parties and one or more operating establishments in the territory of the other Party, and provided they continued their business according to the provisons of Article X, paragraph 2, of the Commercial Treaty.

ANNEX D.

CONVENTION

REGARDING RAILWAY TRAFFIC.

Article 1.

In execution of the provisions of the Convention[1] and Statute on the International Régime of Railways agreed upon and signed at Geneva by the Second General Conference on Communications and Transit on December 8, 1923, the Contracting Parties undertake to adopt the necessary measures to ensure the regular operation of international railway traffic, making use of the railway systems of the Contracting Parties and to remove without delay any obstacles to such operation.

Article 2.

Reciprocal traffic relations shall in particular be facilitated as far as possible by the establishment of suitable time-tables with good connections for the passenger and goods services, as well as by the through passage of single carriages and groups of carriages.

[1] Vol. XLVII, page 55; and Vol. L, page 180, of this Series.

Les Parties contractantes prendront soin que leurs Administrations des chemins de fer se mettent d'accord sur l'exécution rapide et sûre du transport des marchandises urgentes, notamment des denrées alimentaires, des animaux vivants, des combustibles, du naphte et de ses dérivés, par vagons complets ou groupes de vagons.

Les Parties contractantes inviteront leurs administrations de chemins de fer à s'annoncer mutuellement d'avance, en temps utile, les transports plus considérables et en cas de besoin de s'entendre sur l'exécution appropriée de ces transports.

Les Parties contractantes prendront soin pour que leurs administrations de chemins de fer facilitent le trafic réciproque, en tenant compte — autant que possible — des désirs réciproques concernant la composition des trains.

Article 3.

Pour la réception, la remise, le transfert et l'utilisation des véhicules de chemins de fer seront valables les dispositions des règlements en vigueur pour l'utilisation réciproque des vagons et des voitures en service international (Règlement international véhicules : « R. I. V. » et Règlement international carosses : « R. I. C. »).

En ce qui concerne la mise à disposition du matériel roulant en cas d'un besoin dépassant la mesure ordinaire, il devra être tenu compte du besoin des vagons pour le trafic à destination du territoire de l'autre Partie contractante dans le même pourcentage que du besoin de vagon de même catégorie dans toutes les autres relations.

Article 4.

Les administrations des chemins de fer devront s'efforcer de mettre fin, par tous les moyens disponibles, à toute interruption du trafic.

Dans le cas où le trafic devrait être suspendu ou limité en raison des difficultés de service, les Administrations des chemins de fer atteintes se mettront au plus vite en relation avec l'Administration des chemins de fer de l'autre Etat pour s'entendre avec elle sur les moyens aptes à assurer l'entrée ou le passage sur le territoire de l'autre Etat. Les Administrations respectives devront remédier aux troubles déjà survenus dans le service par tous les moyens à leur disposition.

Article 5.

Le trafic des marchandises par chemins de fer entre les Parties contractantes s'effectuera sous le régime de la Convention [1] internationale sur le transport des marchandises par chemins de fer conclue à Berne le 14 octobre 1890, modifiée et complétée par les Arrangements additionnels [2] du 16 juillet 1895 et les Conventions additionnelles du 16 juin 1898 [3] et du 19 septembre 1906 [4], ainsi que sous le régime des conditions complémentaires communes et des cinq conventions uniformes élaborées par le Comité international des transports par chemins de fer, comme sous le régime des arrangements, conventions et conditions qui pourront être conclus à l'avenir, auxquels les Parties contractantes auront adhéré.

Toutefois, vu les difficultés de trafic encore existantes, les accords conclus entre les administrations des chemins de fer pourront prévoir certaines dérogations auxdites conventions. Ces accords, soumis à la ratification des gouvernements respectifs, ne devront prévoir de dérogations à la Convention internationale de Berne que pour la durée et dans les limites absolument nécessaires. Les Parties contractantes sont d'accord, dans l'intérêt du commerce, que ces dérogations ne concer-

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XIX, page 289

[2] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXIV, page562.

[3] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XXX, page 184.

[4] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, troisième série, tome III, page 920.

The Contracting Parties shall ensure that their railway administrations concert measures for the speedy and certain transport of urgent goods, especially foodstuffs, living animals, fuel, naptha and its derivatives, in complete waggons or groups of waggons.

The Contracting Parties shall instruct their railway administrations to give each other adequate notice of heavy traffic and when necessary to arrange together for dealing suitably with such traffic.

The Contracting Parties shall ensure that their railway administrations facilitate mutual traffic, each administration taking into account as far as possible the wishes of the other concerning the making up of trains.

Article 3.

The reception, delivery, transfer and use of rolling stock shall be governed by the regulations in force for the reciprocal use of waggons and coaches in international service (Règlement international véhicules : "R. I. V." and Règlement international carosses : "R. I. C.").

As regards the allocation of rolling stock in the case of exceptional demands, each administration shall, in apportioning any particular class of waggon, show the same consideration to traffic of the same kind proceeding to the territory of the other Contracting Party as to traffic proceeding in any other direction.

Article 4.

The railway administrations shall endeavour by all possible means to put an end to any interruption of traffic.

In the event of traffic having to be suspended or restricted owing to service difficulties, the railway administration affected shall as soon as possible communicate with the railway administration of the other State in order to decide with it the best means of ensuring entry into or passage across the territory of the other State. The respective administrations shall put an end to the difficulties which have already occurred in the service by all means at their disposal.

Article 5.

The carriage of goods by rail between the Contracting Parties shall take place in accordance with the International Convention [1] on the Transport of Goods by Rail, concluded at Berne on October 14, 1890, modified and supplemented by the additional Agreements [2] of July 16, 1895, and the additional Conventions of June 16, 1898,[3] and September 19, 1906, and also in accordance with the joint supplementary agreements and the five uniform Conventions drawn up by the International Railway Transport Committee, and the arrangements, conventions and agreements which may be concluded in future and to which the Contracting Parties may have acceded.

Nevertheless, in view of difficulties in traffic still existing, the agreements concluded between the railway administrations may provide for certain exceptions to the said Conventions. These agreements, which are subject to ratification by the respective Governments, shall allow for exceptions to the International Convention of Berne only for a length of time and within limits which are absolutely necessary. The Contracting Parties agree in the interests of trade, that such

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 82, page 771.
[2] *British and Foreign State Papers*, Vol. 87, page 806.
[3] *British and Foreign State Papers*, Vol. 92, page 433.

neront pas la restriction de la responsabilité des chemins de fer pour les pertes, avaries et délais de livraison.

Au cas qu'une nouvelle convention internationale remplacerait la Convention de Berne actuellement en vigueur et que les Parties contractantes y adhèrent, cette convention nouvelle sera adoptée par les Parties contractantes au lieu de ladite Convention de Berne.

Les Parties contractantes se déclarent prêtes à conclure les accords prévus au deuxième alinéa du protocole de signature à la Convention internationale concernant le transport des voyageurs et des bagages par chemins de fer, signé à Berne le 23 octobre 1924 et à l'alinéa I du protocole de signature à la Convention internationale concernant le transport des marchandises par chemins de fer, signé au même lieu et le même jour, aussitôt qu'il sera assuré que ces conventions entreront en vigueur dans le trafic entre les deux Parties contractantes d'une part et l'Allemagne, l'Autriche, l'Italie et la Suisse, d'autre part.

Article 6.

Les Parties contractantes inviteront leurs administrations des chemins de fer à pourvoir à ce que — au fur et à mesure des besoins du trafic de voyageurs et de marchandises — dans le trafic entre leurs territoires, ainsi que entre le territoire de l'une des Parties contractantes et le territoire d'un Etat tiers en transit par le territoire de l'autre Partie contractante, des tarifs directs soient établis au plus tôt, au moins pour les marchandises et les relations les plus importantes.

Lors de l'établissement des tarifs directs, il sera — dans la mesure du possible — tenu compte aussi des réductions des taxes accordées par voie de publication pour les lignes de transport respectives.

Article 7.

Les Parties contractantes sont d'accord qu'il est hautement désirable, en formant des tarifs directs, d'établir dans chacun des tarifs directs les prix de transport en une seule et même monnaie.

Article 8.

Tous les tarifs, les modifications des tarifs et toutes les réductions tarifaires dans le trafic intérieur et commun, doivent être dûment publiés avant leur mise en vigueur. Des réductions secrètes, des primes (réfactions) secrètes et d'autres facilités secrètes, qui auraient pour but de rabaisser les taxes des tarifs publiés, ne sont pas admises.

Les Parties contractantes se communiqueront réciproquement les règles et dispositions valables pour la publication des tarifs et de leurs modifications.

Les Parties contractantes inviteront leurs administrations de chemins de fer à se mettre d'accord pour l'échange mutuel des tarifs de chemins de fer.

Article 9.

Dans les rapports entre les stations les plus voisines de la frontière des Parties contractantes, tous les payements concernant le trafic des voyageurs et des marchandises pourront être faits dans la monnaie légale de la Partie contractante sur le territoire de laquelle le payement s'effectue, même dans le cas où les tarifs respectifs seront établis dans la monnaie de l'autre Partie contractante.

Ce règlement du payement ne porte préjudice, en aucun sens, aux accords à conclure entre les administrations des chemins de fer intéressées, concernant le règlement du décompte.

Article 10.

Le matériel roulant — y compris les locomotives, les voitures à moteur, etc. — les objets mobiliers de toute nature contenus dans ce matériel et appartenant à un chemin de fer, ainsi que les restants en caisse et les créances d'un chemin de fer, résultant du trafic international, ne peuvent faire l'objet d'aucune saisie sur un territoire autre que celui dont dépend l'administration propriétaire, sauf le cas où la saisie est faite à raison d'un jugement rendu par l'autorité judiciaire de l'Etat auquel appartient le chemin de fer propriétaire.

exceptions shall not extend to the limitation of the responsibility of railways for loss, damage and periods of delivery.

In the event of a new international Convention taking the place of the Berne Convention at present in force and of the Contracting Parties acceding thereto, this new convention shall be adopted by the Contracting Parties in the place of the said Berne Convention.

The Contracting Parties declare themselves ready to conclude the agreements referred to in the second paragraph of the Protocol of Signature of the International Convention concerning the carriage of passengers and luggage by rail, signed at Berne on October 23, 1924, and in paragraph 1 of the Protocol of Signature of the International Convention concerning the transport of goods by rail, signed at the same place and on the same day, as soon as it is settled that these Conventions shall enter into force in respect of traffic between the two Contracting Parties, on the one side, and Germany, Austria, Italy and Switzerland, on the other.

Article 6.

The Contracting Parties shall instruct their railway administrations to arrange — in accordance with the requirements of passenger and goods traffic — for through tariffs to be established as soon as possible, at least for the most important goods and connections, in respect of traffic between their territories and traffic between the territory of one of the Contracting Parties and that of a third State in transit through the territory of the other Contracting Party.

When through tariffs are being established, account shall also be taken as far as possible of duly published reduced rates on any lines concerned.

Article 7.

The Contracting Parties agree that it is highly desirable, when framing through tariffs, to state the rates in each tariff in one and the same currency.

Article 8.

All tariffs, and modifications of tariffs, and all tariff reductions in internal and combined traffic, shall be duly published before their coming into force. Secret reductions, secret premiums (or rebates) and other secret facilities intended to reduce the published rates are prohibited.

The Contracting Parties shall communicate to each other the rules and regulations in force for the publication and modifications of tariffs.

The Contracting Parties shall instruct their railway administrations to agree as to the interchange of railway tariffs.

Article 9.

All payments connected with passenger and goods traffic, as between the stations situated nearest the frontier of the Contracting Parties, may be made in the legal currency of the Contracting Party on whose territory the payment is made, even when the tariffs applied are established in the currency of the other Contracting Party.

This regulation as to payment shall not in any way affect the agreements to be concluded between the railway administrations concerned, as regards the settlement of accounts.

Article 10.

Rolling stock, including locomotives, power-driven vehicles, etc., and all movable property contained in such rolling stock and belonging to a railway, as well as the cash in hand and the outstanding claims of a railway resulting from international traffic, shall be immune from seizure on territory other than that to which the owning administration belongs, except in virtue of a judgment by the Courts of the State to which the owning railway belongs.

ANNEXE E.

CONVENTION

CONCERNANT LE RÈGLEMENT DU TRAFIC-FRONTIÈRE LOCAL.

Pour faciliter le trafic réciproque dans les zones frontières limitrophes, les Parties contractantes sont convenues des dispositions suivantes :

Paragraphe 1.

Seront reconnues comme zones frontières les zones de territoires situées des deux côtés de la frontière douanière commune dont la limitation plus précise est réservée à chacun des deux gouvernements. En principe, la largeur de la zone frontière ne devra pas dépasser 10 km., tout en tenant compte des nécessités locales de l'un et de l'autre côté. Aux endroits où les circonstances locales l'exigeront, les zones frontières pourront, d'entente des deux gouvernements, être étendues jusqu'à 15 km.

Les deux Parties contractantes se communiqueront réciproquement la liste des communes situées dans ces zones frontières.

I.

LE TRAFIC DES PERSONNES.

Paragraphe 2.

Pour faciliter le passage de la frontière aux habitants domiciliés dans les zones frontières qui, par suite de leur profession ou de leur occupation, sont obligés à franchir la frontière une fois ou à plusieurs reprises, des permis de passage de frontière leur peuvent être délivrés.

Les ouvriers agricoles saisonniers seront aussi assimilés, par exception, aux habitants domiciliés dans le cas où — en vertu d'un contrat de travail — ils sont occupés sur l'une des propriétés mentionnées aux paragraphes 15 et 16.

Paragraphe 3.

Les permis de passage de frontière ne pourront être délivrés qu'aux personnes reconnues non douteuses et irréprochables au point de vue de la police criminelle et de la police d'Etat aussi bien qu'à l'égard des prescriptions fiscales.

Paragraphe 4.

Les permis de passage de frontière pourront être délivrés aux personnes suivantes :

a) Aux agriculteurs, propriétaires fonciers et fermiers,

b) Aux membres de leurs familles et à leurs aides, aux médecins, vétérinaires et sages-femmes diplômées, autorisés à exercer leur profession dans la zone frontière, ainsi qu'à d'autres employés et ouvriers qui travaillent régulièrement dans un endroit situé dans la zone frontière de l'autre Partie contractante,

c) Aux personnes qui désireraient franchir la frontière une fois pour des raisons dignes de considération.

Pour les personnes dénommées sous *a)* et *b)*, les permis de passage de frontière seront délivrés pour une durée de douze mois.

ANNEX E.

CONVENTION

CONCERNING THE REGULATION OF LOCAL FRONTIER TRAFFIC.

In order to facilitate reciprocal traffic in the adjacent frontier zones the Contracting Parties have agreed upon the following provisions :

Paragraph 1.

Zones situated on either side of the common Customs frontier, the exact extent of which shall be determined by each of the two Governments, shall be recognised as frontier zones. In principle, the breadth of the frontier zone shall not exceed ten kilometres, regard being had, however, to local requirements on either side. In places where local circumstances necessitate such a measure, the frontier zones may, with the consent of both Governments, be extended to fifteen kilometres.

The two Contracting Parties shall communicate to each other a list of the communes situated in these frontier zones.

I.

MOVEMENT OF PERSONS.

Paragraph 2.

Permits to cross the frontier may be granted to persons domiciled in the frontier zones, who by reason of their profession or occupation are obliged to cross the frontier on one or more occasions.

Seasonal agricultural workers shall also, by exception, be regarded as persons domiciled in the frontier zone if they are employed under a contract of service on one of the properties mentioned in paragraphs 15 and 16.

Paragraph 3.

Permits to cross the frontier may be issued only to persons of good character who have not been convicted of political or criminal offences or of offences against the fiscal regulations.

Paragraph 4.

Permits to cross the frontier may be issued to the following persons :

(a) Agriculturists, land owners and farmers ;

(b) Members of their families and their servants, doctors, veterinary surgeons and certified midwives, authorised to exercise their profession in the frontier zone as well as other employees and workmen regularly employed in a locality situated in the frontier zone of the other Contracting Party ;

(c) Persons who may wish to cross the frontier once for adequate reasons.

In the case of the persons described under *(a)* and *(b)* permits to cross the frontier shall be issued for a period of twelve months.

La prolongation, respectivement le renouvellement de tels permis de passage de frontière se fera sans la moindre difficulté, si l'on peut démontrer que les circonstances décisives à la délivrance primitive du permis de passage de frontière subsistent.

Pour les personnes indiquées sous *c)*, les permis de passage de frontière seront établis pour un délai allant jusqu'à cinq jours.

Pour franchir la frontière en compagnie de personnes adultes, les enfants au-dessous de quatorze ans n'auront pas besoin d'un permis de passage de frontière personnel, pourvu qu'ils soient inscrits dans le permis de passage de frontière de ces personnes.

Paragraphe 5.

Les permis de passage de frontière, autorisant le passage de la frontière une fois et à plusieurs reprises, seront délivrés par l'autorité administrative ou policière de première instance compétentes.

Les permis de passage de frontière établis conformément aux lit. *a)* et *b)* du paragraphe 4 n'autorisent au passage de la frontière que s'ils sont munis d'un visa de l'autorité administrative ou policière de première instance compétente de l'autre Partie.

Les visas pourront être refusés pour des raisons citées au paragraphe 3. Les visas seront exempts de taxes et devront être délivrés autant que faire se pourra dans les huit jours.

L'autorité compétente de l'autre Etat devra être avertie immédiatement, et par le moyen le plus court, de la délivrance d'un permis de passage de frontière conformément au lit. *c)* du paragraphe 4.

Paragraphe 6.

Le permis de passage de frontière autorise les personnes mentionnées au lit. *a)* et *b)* du paragraphe 4 à un séjour ininterrompu dans la zone frontière de l'autre Partie contractante allant jusqu'à huit jours, les personnes indiquées au lit. *c)* du paragraphe 4 à un séjour ininterrompu allant jusqu'à trois jours, les jours du passage de la frontière n'étant pas compris dans le délai de trois jours.

Paragraphe 7.

Le porteur d'un permis de passage de frontière n'aura à payer aucune taxe lors du passage de la frontière ; toutefois il est obligé de se soumettre aux prescriptions de contrôle existantes et de présenter le permis de passage de frontière.

Paragraphe 8.

Le passage de la frontière ne pourra avoir lieu que par les routes et chemins que les autorités compétentes fixeront d'un commun accord, pour autant que le passage même aux points de passage naturels (paragraphe 15) n'est pas expressément permis conformément à la présente convention

Paragraphe 9.

Les permis de passage de frontière devront être délivrés d'après les trois modèles ci-annexés et ceux établis conformément aux lit. *a)* et *b)* du paragraphe 4 devront être munis de la photographie du porteur.

Paragraphe 10.

Dès que les suppositions qui ont servi de base à la délivrance du permis de passage de frontière subissent une modification et, notamment, que la réputation non-douteuse et irréprochable du porteur du permis de passage de frontière au point de vue de la police et à l'égard des prescriptions fiscales cesse de subsister, le permis de passage de frontière devra être retiré même pendant la durée de sa validité et l'autorité compétente de l'autre Partie contractante en devra être avertie sans délai.

No objection whatever shall be made to the extension or renewal of such permits to cross the frontier if it can be shown that the circumstances which decided the original granting of the permit still exist.

In the case of the persons mentioned under *(c)* the permits to cross the frontier shall be granted for a period not exceeding five days.

Children under fourteen years of age who cross the frontier accompanied by adult persons shall not require a personal permit if their names are inscribed in the permits of the said persons.

Paragraph 5.

Permits to cross the frontier on one or more occasions shall be issued by the competent administrative or police authorities of first instance.

Permits issued to the persons mentioned in *(a)* and *(b)* of paragraph 4 are valid for the crossing of the frontier only if they are *visé* by the competent administrative or police authority of first instance of the other Party.

Visas may be refused for the reasons stated in paragraph 3. No charge shall be made for visas and they shall be issued as far as possible within eight days.

The competent authority of the other State shall be notified immediately through the most expeditious channel of the granting of a permit to cross the frontier to the persons mentioned in *(c)* of paragraph 4.

Paragraph 6.

The frontier permit authorises the persons mentioned in *(a)* and *(b)* of paragraph 4 to stay in the frontier zone of the other Contracting Party for a continuous period not exceeding eight days, and the persons mentioned in *(c)* of paragraph 4 for a continuous period not exceeding three days, the days on which the frontier was crossed not being included in the period of three days.

Paragraph 7.

The holder of a frontier permit shall pay no charge when crossing the frontier, but he must conform to the existing control regulations and show his permit.

Paragraph 8.

The frontier may only be crossed by such roads and paths as the competent authorities shall fix by common agreement, except in so far as the present Convention allows the frontier to be crossed at the natural crossing places (paragraph 15).

Paragraph 9.

Permits to cross the frontier shall be made out in accordance with one of the three specimens annexed hereto, and those issued to the persons mentioned in *(a)* and *(b)* of paragraph 4 must be provided with a photograph of the holder.

Paragraph 10.

Should there be any change in the circumstances which led to the issuing of the permit and, in particular, should the holder of the permit commit an offence against the police or the fiscal regulations, the permit shall be withdrawn even if it is still valid, and the competent authorities of the other Contracting Party shall be notified of this without delay.

II.

LE TRAFIC ÉCONOMIQUE.

Paragraphe 11.

Dans le trafic-frontière, les personnes qui, en conformité des dispositions ci-dessus, sont munies d'un permis de passage de frontière et se rendent sur le territoire de l'autre Partie contractante pour y faire leur travail, pourront avoir avec eux en franchise de droits de douane et de taxes des aliments, à savoir de la viande fraîche ou simplement préparée, en quantité ne dépassant pas deux kilos, des produits de meunerie provenant des céréales ou des légumineuses en quantités ne dépassant pas trois kilos, du pain ordinaire et des articles de boulangerie en quantités ne dépassant pas trois kilos.

Paragraphe 12.

L'exemption des droits de douane est accordée aux sacs et autres emballages, ainsi qu'aux moyens de transport (excepté les automobiles) qui, remplis de marchandises entrant en considération pour le trafic entre les zones frontières, passent d'une zone frontière dans celle de l'autre côté et en rentrent vides par le même chemin.

Paragraphe 13.

Les médicaments préparés que les habitants des zones frontières font venir des pharmacies voisines sur l'ordonnance d'un médecin ou d'un vétérinaire, autorisé à exercer sa profession dans la zone frontière, en petites quantités correspondant aux besoins des acheteurs, peuvent être importés même sans permis de l'autorité compétente et dédouanés en franchise de droits de douane et de taxes. Quant aux drogues simples servant à d'usages médicaux, ainsi qu'aux préparations pharmaceutiques et chimiques simples portant sur leur emballage une indication pharmaceutique exacte et claire et qui d'après les prescriptions en vigueur dans le pays en question, peuvent être mises en vente de main à main, on renoncera à exiger la présentation d'une ordonnance médicale vétérinaire.

Les deux Parties contractantes s'engagent à se communiquer réciproquement les listes des spécialités pharmaceutiques autorisées et les modifications et suppléments éventuels à ces listes.

Paragraphe 14.

Dans le trafic réciproque des zones frontières, où par suite des circonstances locales, il paraîtra désirable et admissible, les marchandises suivantes pourront, le cas échéant et en prenant des mesures appropriées, être transportées au delà de la frontière, pour autant qu'elles jouissent de la franchise de droits de douane et de taxes, même sur des chemins secondaires fixés par les autorités financières (douanières) :

les engrais naturels et artificiels, le lin et le chanvre en tiges, les fourrages verts et séchés (plantes fourragères, foin, paille, paille hachée), litière de fanes, mousse, joncs, roseaux, sable ordinaire pour construction, cailloux, émeri en morceaux, argile ordinaire et terre glaise, bois à brûler, lait (ces deux derniers seulement pour l'usage personnel des habitants de la zone frontière), tourbe, boue de marais et amadou brut.

Paragraphe 15.

Si des entreprises agricoles ou autres propriétés agricoles sont coupées par la frontière ou si leurs immeubles se trouvant sur les deux territoires sont situés tout près l'un de l'autre, la continuation non interrompue de l'exploitation ne doit être ni entravée, ni empêchée de ce chef. En particulier, le bétail et les instruments (outils) d'exploitation appartenant à ces propriétés, les semailles

II.

BUSINESS TRAFFIC.

Paragraphe 11.

In frontier traffic, holders of permits under the above provisions who are proceeding to the territory of the Contracting Party to perform their work may take food with them free of Customs duty and other taxes ; that is to say, fresh or simply cooked meat in quantities not exceeding two kilogrammes, cereal products and leguminous vegetables in quantities not exceeding three kilogrammes, and ordinary bread and other baker's wares in quantities not exceeding three kilogrammes.

Paragraph 12.

Sacks and other receptacles, as well as means of transport (with the exception of motor cars) containing goods permitted in frontier traffic may be conveyed across the frontier from one frontier zone to the other free of Customs duty, and may similarly be returned empty by the same route free of Customs duty.

Paragraph 13.

Prepared medicines — in small quantities according to the needs of the purchasers — which the inhabitants of the frontier zones procure from neighbouring chemists on the prescription of a doctor or veterinary surgeon authorised to exercise his profession in the frontier zone, may be imported even without a permit from the competent authorities, and passed through the Customs free of duty and taxes. In the case of ordinary drugs used for medical purposes as well as simple pharmaceutical and chemical preparations which bear on their wrapping an exact and clear pharmaceutical description, and which according to the regulations in force in the country concerned may be sold without restriction, the production of a doctor's or veterinary surgeon's prescription shall not be required.

The two Contracting Parties undertake to communicate to each other lists of authorised pharmaceutical products and any modifications in or additions to these lists.

Paragraph 14.

In reciprocal traffic between the frontier zones, where local conditions seem to render it desirable and admissible, the following goods may, if necessary and subject to the adoption of appropriate measures, be conveyed across the frontier, even on the secondary roads designated by the financial (Customs) authorities, provided such goods are not liable to Customs duties and taxes :

Natural and artificial manures, flax and hemp in the stalk, green or dried fodder (plants for fodder, hay, straw, chopped straw), bedding of dried leaves, moss, rushes and reeds, ordinary sand for building, pebbles, emery in pieces, common clay and potter's clay, wood for fuel, milk (these two latter only for the personal use of the inhabitants of the frontier zone), peat, marsh-mud, and tinder.

Paragraph 15.

If agricultural undertakings or other agricultural holdings are intersected by the frontier, or if their buildings, being on the two territories, are situated quite close to each other, the continuous working of the undertaking shall not be hindered or prevented on that account. In particular, cattle and implements (tools) for cultivation belonging to these estates, the seeds

nécessaires pour la culture de ces propriétés et les produits de l'agriculture et de l'élevage du bétail en provenant peuvent être transportés en franchise de droits de douane et de taxes aux points de passage naturels à travers la frontière d'une partie de la propriété à l'autre.

Paragraphe 16.

Les habitants des zones frontières qui, dans la zone frontière de l'autre côté, ont à exécuter, sur leurs propres terres ou sur des terres prises à ferme, des travaux agricoles ou forestiers, peuvent transporter en franchise de droits de douane et de taxes à travers la frontière le bétail et les instruments (outils) nécessaires à ces travaux, les semailles nécessaires et les produits agricoles et forestiers recueillis sur les terres travaillées. Le passage de la frontière peut avoir lieu même sur des chemins secondaires fixés par les autorités financières (douanières), si les circonstances locales ou le genre de travaux à exécuter l'exigent et si les mesures prises pour garantir la perception des droits de douane sont respectées.

Paragraphe 17.

Le bétail mené aux pâturages dans la zone frontière de l'autre côté ou rentrant de là, sera exempt des droits de douane et des taxes, si son identité est constatée. Les produits de ce bétail, tels que lait, beurre, fromage, laine et les jeunes animaux nés dans l'entre-temps, peuvent être ramenés en franchise des droits de douane et des taxes, en quantités proportionnées au nombre du bétail et à la durée du pâturage. En tant que les circonstances locales l'exigeront, le passage de la frontière pourra s'effectuer sur des chemins secondaires fixés par les autorités financières (douanières), en tenant compte des mesures de précaution locales à fixer en ce cas.

Les quantités de sel, de sel pour le bétail, de farine et de pain à fixer par les administrations douanières dans la mesure des besoins, transportées aux pâturages situés dans la zone frontière de l'autre côté pour y être consommées pendant le pacage, seront également exemptes des droits de douane et des taxes.

Le bétail égaré ou volé peut être ramené à travers la frontière douanière en franchise des taxes, si le droit de propriété est prouvé hors de doute, éventuellement par la mairie.

Paragraphe 18.

Le bétail destiné au pesage ou à un travail passager, ainsi que les machines et instruments (outils) agricoles destinés à un usage passager, restent exempts des droits de douane et des taxes, sous réserve de la garantie douanière prescrite pour le trafic d'annotation.

Paragraphe 19.

Les céréales, les graines oléagineuses, le chanvre, le lin, la laine, le bois, l'écorce et les autres produits agricoles similaires, transportés par les habitants de la zone frontière dans la zone frontière de l'autre côté pour y être moulus, broyés, coupés, râpés, etc., et réimportés à l'état ouvré, restent exempts des droits de douane et des taxes, aux conditions prescrites à l'habitude pour l'admission temporaire ou bien quand des circonstances locales dignes d'être prises en considération le recommandent, à des conditions facilitées par rapport à ces circonstances.

Les quantités des produits qui peuvent être réimportées ou doivent être réexportées, en place des matières premières, sont à fixer, le cas échéant, d'un commun accord par les administrations douanières des deux Parties.

Paragraphe 20.

Pour faciliter aux habitants des zones frontières des deux côtés le trafic des objets servant à leur usage personnel qui sont transportés d'une zone frontière dans l'autre pour y être réparés ou transformés par des artisans et qui rentrent de là, les douanes-frontières des deux côtés seront autorisées à admettre le trafic de ce genre dans les deux directions. Le travail salarié à domicile

necessary for the cultivation of these estates and the produce of agriculture and of the breeding of cattle derived therefrom may be conveyed free of Customs dues and taxes to the natural frontier crossing places from one part of the estate to the other.

Paragraph 16.

Inhabitants of a frontier zone who have to execute agricultural or forestry work on their own land or on leased land in the opposite frontier zone may convey across the frontier free of Customs duties and taxes the cattle and the implements (tools) required for this work, as well as the necessary seeds and agricultural and forestry products obtained from the land cultivated. The frontier may be crossed even on secondary roads designated by the financial (Customs) authorities if this is necessitated by local circumstances or the nature of the work to be executed, and subject to compliance with the regulations made to ensure the collection of Customs duties.

Paragraph 17.

No Customs duties or taxes shall be levied on cattle driven to pasture in the opposite frontier zone, or returning thence, if proof of their identity is furnished. Produce derived from such cattle, such as milk, butter, cheese, wool, and young born in the meantime, may be brought back free of Customs duties and taxes in quantity and number proportionate to the number of the cattle and the period during which they were at pasture. If local circumstances so require, the frontier may be crossed on secondary roads designated by the financial (Customs) authorities, regard being had to the local precautionary measures to be fixed in this case.

The amount of salt, salt for cattle, and flour and bread fixed by the Customs administrations according to requirements and conveyed to the pastures situated in the opposite frontier zone for consumption there during the period of pasture, shall also be exempt from Customs duties and taxes.

Lost or stolen cattle may be brought back across the Customs frontier free of tax, provided the ownership is established beyond doubt, if necessary by the communal authorities.

Paragraph 18.

Cattle intended to be weighed or to be employed on temporary work, as well as agricultural machines and implements (tools) intended for temporary use, shall continue to be free from Customs duties and taxes, subject to the Customs guarantee laid down for the temporary importation traffic.

Paragraph 19.

Cereals, oil-seed, hemp, flax, wool, wood, bark and other similar agricultural products conveyed by the inhabitants of one frontier zone into the opposite frontier zone, there to be ground, crushed, cut, grated, etc., and reimported in a finished state, shall continue to be free from Customs duties and taxes, subject to the usual conditions for temporary importation; should local circumstances, however, make it desirable, they shall be reimported under specially favourable conditions appropriate to these circumstances.

The quantities of produce which may be reimported or must be re-exported in the place of raw materials shall be fixed, if necessary, by common consent of the Customs administrations of the two Parties.

Paragraph 20.

In order to afford facilities to inhabitants of the frontier zones on both sides of the frontier for traffic in articles for their personal use which are conveyed from one frontier zone into the other to be repaired or made up by workmen and are then brought back, the frontier Customs officials on both sides of the frontier shall be authorised to permit traffic of this nature in both

doit être assimilé à la transformation par des artisans. En ce qui concerne la transformation des étoffes pour la confection des vêtements, la franchise des droits de douane s'étend également aux fournitures employées à la confection.

Paragraphe 21.

Les habitants des zones frontières qui, sur la base des contrats de service, exécutent des travaux dans des exploitations agricoles, forestières ou minières de la zone frontière de l'autre côté, peuvent, pourvu qu'ils rentrent régulièrement de l'autre zone frontière à leur domicile au plus tard avant l'expiration du sixième jour qui suit leur entrée dans l'endroit de leur travail et qu'ils observent les dispositions prises par les autorités dans des cas pareils pour garantir la perception des droits de douane, franchir la frontière douanière même sur des chemins secondaires fixés par les autorités financières (douanières) et transporter, en franchise des droits de douane et des taxes, à travers la frontière, les instruments et outils indispensables à leur travail, de plus le salaire en espèces et en nature (appointements en nature) gagné, sous réserve de révocation à volonté.

Le salaire en nature toutefois ne peut être transporté que sur une route douanière.

Les aliments préparés à leur domicile pour ces ouvriers peuvent également leur être apportés en franchise de douane à travers la frontière.

Paragraphe 22.

Les médecins, vétérinaires et sages-femmes diplômées, domiciliés dans les zones frontières et autorisés à y exercer leur profession, peuvent, en observant les prescriptions en vigueur dans la zone de l'autre côté, exercer leur profession même dans la zone frontière de l'autre côté. Ils peuvent, pourvu qu'ils soient munis d'un document émanant d'une autorité douanière, franchir la frontière, dans l'exercice de leur profession, même sur des bicycles ou motocyclettes, sans être obligés de s'arrêter chaque fois à un bureau de douane, aussi par des voies secondaires et sans limitation de l'heure du jour. Les dispositions détaillées concernant ces facilités seront établies d'un commun accord par les administrations douanières des deux côtés.

Il n'est permis d'administrer des médicaments apportés qu'en cas de danger imminent.

La vaccination n'est admise que dans les limites des prescriptions en vigueur.

Les deux gouvernements se communiqueront mutuellement les prescriptions en vigueur concernant l'exercice des services sanitaires ci-dessus, en vue d'informer les personnes du service sanitaire intéressées, échangeront réciproquement aussi les listes des médecins, vétérinaires et sages-femmes diplômées autorisés à exercer leur profession dans la zone frontière et avertiront l'un l'autre des modifications ou suppléments éventuels.

Ces stipulations sont à considérer comme arrangement provisoire et seront remplacées par une convention définitive concernant l'admission des personnes du service sanitaire à l'exercice de leur profession sur le territoire de l'autre Etat.

Paragraphe 23.

Dans le trafic frontière, on pourra avoir avec soi de petites quantités d'articles d'usage journalier pour lesquels en général un permis d'importation ou d'exportation est exigé, quand il y a lieu d'admettre, d'après le genre de la marchandise et la situation de l'habitant de la zone frontière, que ces articles sont évidemment destinés à l'usage personnel et non au commerce.

Les douanes frontières devront procéder libéralement, en ce qui concerne l'appréciation des quantités.

Paragraphe 24.

En général, les prohibitions d'importation et d'exportation existantes ne sont pas applicables au trafic autorisé par les paragraphes 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 et 23.

Les Parties contractantes se réservent toutefois de soumettre le trafic mentionné ci-dessus à un contrôle approprié.

directions. Paid domestic industry shall be regarded as work performed by workmen. Freedom from Customs dues shall also extend to trimmings and accessories employed in the making of clothing.

Paragraph 21.

Inhabitants of the frontier zones employed under a contract of service, on farms or in forests and mines in the opposite frontier zone may cross the Customs frontier, even by secondary roads designated by the financial (Customs) authorities, and convey across the frontier free of Customs duties and taxes the implements and tools required in their work, as well as their wages, whether in cash or in kind (payment in kind), provided that they return regularly from the other frontier zone to their homes not later than the end of the sixth day after their arrival at their place of work, and provided that they observe the regulations issued by the authorities in such cases to ensure the collection of Customs dues ; this permission may, however, be revoked at pleasure.

Payment in kind, however, may be conveyed by one Customs road only.

Food prepared for these workmen in their homes may also be brought to them across the frontier free of duty.

Paragraph 22.

Doctors, veterinary surgeons and certificated midwives resident in the frontier zones and authorised to exercise their profession therein, may practice even in the opposite frontier zone subject to compliance with the regulations in force in that zone. Provided that they possess a document issued by a Customs authority, they may cross the frontier in the exercise of their profession at any hour, even upon bicycles or motor bicycles and also by secondary roads, without being obliged to stop each time at a Customs office. The detailed regulations concerning these facilities shall be established by common consent of the Customs authorities of both countries.

Medecines carried into the frontier zone may be administered only in case of imminent danger.

Vaccination shall be permitted only within the limits of the regulations in force.

The two Governments shall communicate to each other the regulations in force concerning the exercice of the above public health services in order to inform the members of the public health service concerned ; they shall also send each other lists of the doctors, veterinary surgeons and certificated midwives authorised to exercise their profession in the frontier zone, and shall inform each other of any modifications or additions.

These stipulations must be considered as a provisional arrangement ; they shall be replaced by a definitive convention respecting the admission of persons belonging to the public health service to the exercise of their profession in the territory of the other State.

Paragraph 23.

In frontier traffic persons may carry with them small quantities of articles in daily use for which an import or export permit is required as a rule, when it is clear from the nature of the goods and the circumstances of the inhabitant of the frontier zone that such articles are obviously intended for personal use and not for trade.

The frontier Customs officials shall act liberally in deciding what quantities may be carried.

Paragraph 24.

In general, existing import and export prohibitions are not applicable to the traffic authorised by paragraphs 11, 12, 13, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21 and 23.

Nevertheless, the Contracting Parties reserve the right to subject the above-mentioned traffic to suitable control.

Paragraphe 25.

Au reste, les restrictions existantes dans les deux Etats à la liberté du trafic, ainsi que les prescriptions concernant l'exploitation de certains produits par l'Etat, ne sauraient être atteintes par les règlements établis pour le trafic frontière.

Pour les habitants des zones frontières d'un Etat, il ne résultera du fait qu'ils exploitent aussi quelques terres sur le territoire de l'autre Etat, aucune obligation à des prestations en faveur de cet Etat.

Paragraphe 26.

Il doit être également permis aux habitants des zones frontières l'usage des routes et chemins importants pour eux, qui traversent en partie le territoire de l'autre Etat ou longent la frontière de l'autre côté. Le transit des marchandises sur ces voies exigera pourtant une autorisation spéciale.

L'usage de ces routes et chemins est accordé aussi au trafic postal.

Paragraphe 27.

La concession de facilités spéciales, personnelles ou économiques, qui paraîtraient éventuellement nécessaires ou désirables pour les zones frontières, sera réservée à une entente entre les autorités compétentes des deux Parties contractantes.

Paragraphe 28.

Les facilités accordées dans le trafic frontière ne pourront porter aucune atteinte au droit des gouvernements des deux Parties de prendre les mesures nécessaires pour des raisons sanitaires, vétérinaires ou analogues, telles que par exemple pour la protection des plantes.

Paragraphe 29.

Le passage de la frontière, même par des chemins secondaires, de jour et de nuit, est permis aussi sans permis de passage de frontière, aux habitants des zones frontière en cas d'inondation et aux sapeurs pompiers en cas d'incendie.

Paragraph 25.

Moreover, the existing restrictions on the freedom of traffic in both States, as well as the regulations concerning the exploitation of certain products by the State, cannot be modified by the regulations established for frontier traffic.

Inhabitants of frontier zones in one State, who also cultivate lands in the territory of the other State, shall not be liable on that account to contributions of any kind to the latter State.

Paragraph 26.

Inhabitants of the frontier zones shall also be allowed to use roads and paths of importance for them, which partly cross the territory of the other State or skirt the frontier on the other side. Special authorisation shall, however, be required to convey goods along such roads.

The use of these roads and paths is also permitted for postal traffic.

Paragraph 27.

The granting of special personal or economic facilities which may subsequently appear to be necessary or desirable for the frontier zones shall be held over for agreement between the competent authorities of the two Contracting Parties.

Paragraph 28.

The right of the Governments of the two Parties to adopt the necessary measures for sanitary. veterinary or similar reasons, such, for example, as the protection of plants, shall in no wise be affected by the facilities accorded to frontier traffic.

Paragraph 29.

The frontier may also be crossed without a frontier permit even by secondary roads and by day or by night by the inhabitants of the frontier zones in the case of floods and by members of fire brigades in the case of fire.

1. strana — TEXTE TCHÉCOSLOVAQUE. — CZECHOSLOVAK TEXT.
1. *oldal* — *TEXTE HONGROIS. — HUNGARIAN TEXT.*

MODÈLES DES PERMIS DE PASSAGE (au paragraphe 4 de l'Annexe E).
A lit. (a) *du paragraohe* 4.

Razítko vystavujúcej vrchnosti.
A kiállító hatóság fejbélyegzője.

Číslo .... obvod colnej stráže
Szám *vámőrskörlet.*

POHRANIČNÁ CESTOVNÁ LEGITIMÁCIA.
HATÁRSZÉLI UTIIGAZOLVÁNY.

Meno .....
Név

Zamestnanie ..... Štátny občan.....
Foglalkozás *Állampolgár*

Stále bydlisko ..... Číslo domu.....
Állandó lakhely *Házszám*

Druh majetku (árendy) .....
A birtok (bérlet) neme

Miesto majetku (árendy) .....
A birtok (bérlet) helye

Pomenovaný je oprávnený na základe tejto legitimácie československo-maďarskú hranicu tu
Nevezett jogosult jelen utiigazolvány alapján a magyar-csehszlovák határvonalat az itt megjelölt uton

označenou cestou (cestami) .....
megjelölt uton (utakon)

.....

viac ráz prekročiť a na majetku (árende) neprestajne bez pretrhnutia za 8 (osem) dní meškať.
többször átlépni és a birtokán (bérletén) megszakítás nélkül egyfolytában 8 (nyolc) napigi dözni.

Mená detí niže 14 ročných .....
14 éven aluli gyermekek neve

Platná do 28. februára 192...
Érvényes 192... évi február 28.-ig.

Dané .....
Kelt

M. P.
P. H.

Podpis vystavujúceho :
A kiállító aláírása :

.....

2.	strana : Popis osoby.	2.	*oldal : Személyleirás.*
3.	strana : Vidimovanie.	3.	*oldal : Láttamozás.*
4.	strana : Popis pohraničného majetku (árendy).	4.	*oldal : A határszéli birtok (bérlet) leirása.*
5.	sreana : Popis hospodárskych zvierat.	5.	*oldal : A gazdasági állatok leirása.*
6.	strana : Popis pracovných a hospodárskych nástrojov.	6.	*oldal : Munka- és gazdasági eszközök leirása.*
7.	strana : Popis plodín od hospodárskych a pastevných zvierat získaných.	7.	*oldal : A gazdasági és legelö állatoktól nyert termények leirása.*
8.—9.	strana : Záznam v stave hospodárskych nástrojov a zvierat nastalých premien.	8.—9.	*oldal : A gazdasági eszközök és állatok állományában beállott változások elöjegyzése.*
10.—12.	strana : Úradné záznamy.	10.—12.	*oldal : Hivatalos feljegyzések.*
13.—20.	strana : Poučenie.	13.—20.	*oldal : Tudnivalók.*
21.	strana : Kontrolné záznamy.	21.	*oldal : Ellenörzési feljegyzések.*
22.—27.	strana : Vyvezené a dovezené siace semená a plodiny.	22.—27.	*oldal : Ki- és beléptetett vetömagok és termények.*
28.—75.	strana : Kalendárny záznam vývozu a dovozu.	28.—75.	*oldal : A kilépés-belépés naptári elöjegyzése.*

A lit. (b) *du par.* 4

1. strana
1. *oldal*

Razítko vystavujúcej vrchnosti.
A kiállító hatóság fejbélyegzője.

Číslo .... obvod colnej stráže.
Szám *vámőrskörlet.*

POHRANIČNÁ CESTOVNÁ LEGITIMÁCIA.
HATÁRSZÉLI UTIIGAZOLVÁGZ.

Memo .....
Név

Zamestnanie ..... Štátny občan.....
Foglalkozás *Állampolgár*

Stále bydlisko ..... Číslo domu.....
Állandó lakhely *Házszám*

Druh zamestnania .....
Az alkalmazás neme

Miesto zamestnania .....
Az alkalmazás helye

Pomenovaný je oprávnený na základe tejto legitimácie československo-maďarskú hranicu tu *Nevezett jogosult jelen utiigazolvány alapján a magyar-csehszlovák határvonalat az itt megjelölt uton*

označenou cestou (cestami) .....
(utakon)

.....

viac ráz prekročiť a na svojom pracovnom mieste neprestajne bez pretrhnutia za 6, poťažne 8 dní *többször átlépni és munkahelyén megszakítás nélkül egyfolytában* 6, *illetőleg* 8 *napig időzni.*

meškať.

Mená detí niže 14 ročných .....
14 *éven aluli gyermekek neve*

Platná do 31. decembra 192...
Érvényes 192... *évi december* 31.-*ig.*

Dané .....
Kelt

M. P.
P. H.

Podpis vystavujúceho :
A kiállító aláírása :

.....

2. strana :	Popis osoby.	2. *oldal :* *Személyleirás.*
3. strana :	Vidimovanie.	3. *oldal :* *Láttamozás.*
4. strana :	Sebou nesené náčinie a pracovné nástroje.	4. *oldal :* *Magával vitt szerszámok és munkaeszközök.*
5. strana :	Sebou vzaté vozidlá, zápražné, ťažné a pastevné zvieratá.	5. *oldal :* *A magával vitt járművek, fogatolt, igás és legelő állatok.*
6.—7. strana :	Záznamy premien nastalých v stave náčinia pracovných nástrojov, vozidiel, zápražných, ťažných a pastevných zvierat.	6.—7. *oldal :* *A szerszámok, munkaeszközök, járművek, fogatolt, igás és legelö állatok állományában beállott változások elöjegyzése.*
8.—10. strana :	Úradné záznamy.	8.—10. *oldal :* *Hivatalos feljegyzések.*
11.—18. strana :	Poučenie.	11.—18. *oldal :* *Tudnivalók.*
19. strana :	Kontrolné záznamy.	19. *oldal :* *Ellenörzési feljegyzések.*
20.—22. strana :	Kalendárny záznam vystúpenia a vstupu.	20.—22. *oldal :* *A kilépés-belépés naptári elöjegyzése.*

A lit. (c) *du paragraphe* 4.

1. strana : Titulnv list.
1. *oldal :* *Címlap.*

2. strana
2. *oldal*

Razítko vystavujúcej vrchnosti.
A kiállító hatóság fejbélyegzője.

Číslo .... obvod colnej stráže.
Szám *vámőrskörlet.*

PRÍLEŽITOSTNÁ PRESTUPKA.
ALKALMI UTILAP.

Meno .....
Név

Zamestnanie ..... Štátny občan.....
Foglalkozás *Állampolgár*

Bydlisko (byt) ..... Číslo domu.....
Lakhely (lakás) *Házszám*

Príčina a cieľ prestúpenia hranice .....
A határátlépés célja, oka

Konečné miesto prestúpenia hranice .....
A határátlépés végcélja

Pomenovaný je oprávnený československo-maďarskú hraničnú čiaru nižšie označenou cestou
Nevezett jelen utilap alapján jogosult a magyar-csehszlovák határvonalat alábbi uton (utakon)

(cestami) .....

.....

tam a nazpäť j e d o n r a z prestúpiť a na konečnom mieste prestúpenia hranice bez pretrhnutia
menet-jövet e g y s z e r átlépni és a határátlépés végcélján megszakítás nélkül 3 *(három) napig időzni.*

3 (tri) dni meškať.

Mená detí niže 14 ročných .....
14 *éven aluli gyermekek neve*

Platná za 5 (päť) odo dňa vystavenia počítaných dní.
Érvényes a kiállítás napjától számított 5 *(öt) napig.*

Dané .....
Kelt

M. P.
P. H.

Podpis vystavujúceho :
A kiállító aláírása :

.....

Feuillet 108 (francais). : A lit. (c) du par. 4.
3. strana : Popis osoby a záznamy kontrolné.
4. strana : Poučenie.

3. *oldal :* *Személyleirás és ellenőrzési feljegyzések.*
4. *oldal :* *Tudnivalók.*

[1] TRADUCTION.

MODÈLES DES PERMIS DE PASSAGE (au paragraphe 4 de l'Annexe E).

A lit. a) *du paragraphe* 4.

Page 1. Timbre de l'autorité qui établit le permis.

Date .... Secteur des douanes.

PERMIS DE PASSAGE

Nom.....

Occupation ..... Ressortissant .....

Domicile ..... N° de la maison.....

Nature de la propriété (ferme) .....

Lieu de la propriété.....

En vertu du présent permis, le susnommé est autorisé à franchir ..... fois la frontière tchéco-slovaque-hongroise par la voie (les voies) suivante (s) .....

.....

et de séjourner dans sa propriété (ferme) pendant 8 jours san interruption.

Noms des enfants au-dessous de 14 ans : .....

Valable jusqu'au 28 février 192...

le ..... Signature du fonctionnaire qui établit le permis :

.....

Page 2 : Description de la personne.
Page 3 : Visa.
Page 4 : Description de la propriété située à la frontière.
Page 5 : Description des animaux de ferme.
Page 6 : Description des outils et du cheptel mort.
Page 7 : Description des produits, des animaux de ferme et de pâture.
Pages 8–9 : Relevé des modifications dans l'état du cheptel mort ou vif.
Pages 10–12 : Observations officielles.
Pages 13–20 : Instructions.
Page 21 : Observations de contrôle.
Pages 22–27 : Exportation et importation de semences et de produits agricoles.
Pages 28–75 : Relevé chronologique des exportations et de l'importation.

[1] TRANSLATION.

FRONTIER PERMIT FORM (See Annex E, paragraph 4).

Paragraph 4 (a).

Page 1. Stamp of Issuing Authority.

Date .... Customs Area

FRONTIER PERMIT.

Name .....

Occupation ..... Nationality.....

Address ..... No. of House .....

Nature of Property (Farm) .....

Situation of Property (Farm) .....

This permit entitles the holder to cross the frontier between Czechoslovakia and Hungary ..... times by the following route (s) .....

.....

and to remain on his property (farm) for 8 (eight) days without interruption.

Names of children under 14 years of age .....

Available until February 28, 192...

Date of issue..... Signature of Issuing Officer :

.....

Page 2 : Description of holder.
Page 3 : Visa.
Page 4 : Description of frontier property (farm).
Page 5 : Description of livestock.
Page 6 : Description of implements and dead stock.
Page 7 : Description of products derived from farm and pasture stock.
Pages 8–9 : Alterations in the return of live and dead stock.
Pages 10–12 : Official observations.
Pages 13–20 : Instructions.
Page 21 : Observations for purposes of verification.
Pages 22–27 : Export and import of seeds and agricultural products.
Pages 28–75 : Chronological return of exports and imports.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

A lit. b) *du paragraphe* 4.

Page 1.

Timbre de l'autorité qui établit le permis.

Date .... Secteur des douanes.

PERMIS DE PASSAGE

Nom.....
Occupation ..... Ressortissant.....
Domicile ..... N° de la maison.....
Nature de l'occupation .....
Lieu de l'occupation .....

En vertu du présent permis, le susnommé est autorisé à franchir ..... fois la frontière tchécoslovaque-hongroise par la voie (les voies) suivante (s) : .....
.....
et de séjourner au lieu de son occupation pendant 6 jours sans interruption, ou suivant le cas, 8 jours

Noms des enfants au-dessous de 14 ans : .....

Valable jusqu'au 31 décembre 192...

le .....

Signature du fonctionnaire qui établit le permis :

.....

Page 2 : Description de la personne.
Page 3 : Visa.
Page 4 : Outils et instruments emportés.
Page 5 : Véhicules, bêtes de trait et de somme, animaux de pâture amenés.
Pages 6–7 : Liste des modifications survenues dans l'état des instruments, outils, véhicules et des animaux.

Pages 8–10 : Observations officielles.
Pages 11–18 : Instructions.
Page 19 : Observations de contrôle.
Pages 20–22 : Relevé chronologique des passages dans les deux sens.

Paragraph 4 (b).

Page 1.

Stamp of Issuing Authority

Date .... Customs Area.

FRONTIER PERMIT.

Name .....
Occupation ..... Nationality.....
Address ..... No. of House .....
Nature of Occupation .....
Place of Occupation .....

This card entitles the holder to cross the frontier between Czechoslovakia and Hungary ..... times by the following route (s) .....
.....
and remain in the place of his occupation for 6 (or 8) days without interruption.

Names of children under 14 years of age .....

Available until December 31, 192...

Date of issue.....

Signature of Issuing Officer :

.....

Page 2 : Description of holder.
Page 3 : Visa.
Page 4 : List of tools and implements carried.
Page 5 : List of vehicles, draught animals and pasture cattle taken.
Pages 6–7 : Alterations in the return of implements, tools, vehicles and livestock.

Pages 8–10 : Official observations.
Pages 11–18 : Instructions.
Page 19 : Observations for purposes of verification.
Pages 20–22 : Chronological list of crossings in each direction.

A lit. c) *du paragraphe* 4.

Page 1 : Titre.

Page 2 :

Timbre de l'autorité qui établit le permis.

Date .... Secteur des douanes.

LAISSEZ-PASSER

Nom .....
Occupation ..... Ressortissant .....
Domicile ..... N° de la maison .....
Motif et but du passage de la frontière .....
Lieu de destination .....

Le susnommé est autorisé à franchir, une fois dans chaque sens, la ligne de la frontière tchécoslovaque-hongroise par la voie (les voies) suivante (s) .....
.....
et de séjourner pendant 3 jours sans interruption au lieu de destination.

Noms des enfants au-dessous de 14 ans .....

Ce laissez-passer est valable pendant 5 jours à compter de la date à laquelle il a été établi.

le .....

Signature du fonctionnaire
qui établit le laissez-passer :
.....

Page 3 : Description de la personne et observations de contrôle.

Page 4 : Instructions.

Paragraph 4 (c).

Page 1 : Title.

Page 2 :

Stamp of Issuing Authority.

Date .... Customs Area.

LAISSEZ-PASSER.

Name .....
Occupation ..... Nationality .....
Domicile (residence) ..... No. of House .....
Reason and object of crossing the frontier .....
Place of destination after crossing the frontier .....

The person above named is hereby authorised to cross the frontier between Czechoslovakia and Hungary once in each direction by the following route (s) .....
.....
and to remain at his place of destination for 3 (three) days without interruption.

Names of children under 14 years of age .....

Available for 5 (five) days from date of issue.

Date of issue.....

Signature of Issuing Officer :
.....

Page 3 : Description of holder and observations for purposes of verification.

Page 4 : Instructions.

ANNEXE F

CONVENTION

RÉGLANT LE SECOURS MUTUEL AU DÉDOUANEMENT, L'EMPÊCHEMENT, LA POURSUITE ET LA PUNITION DES CONTRAVENTIONS AUX PRESCRIPTIONS DOUANIÈRES ET L'ASSISTANCE JUDICIAIRE EN MATIÈRES PÉNALES DOUANIÈRES.

Article premier.

1. Les Parties contractantes s'aideront réciproquement, conformément aux dispositions suivantes, au dédouanement, ainsi qu'à l'empêchement, à la poursuite et à la punition des contraventions douanières et s'accorderont l'assistance judiciaire à la procédure pénale en matière de douanes.

2. Chacune des Parties contractantes invitera ses autorités douanières et ses agents de douane à la frontière à s'instruire autant que faire se pourra sur les lois et prescriptions se rapportant au service des douanes de l'autre Partie, y compris les prohibitions d'importation, d'exportation et de transit, ainsi que les prescriptions concernant la statistique du commerce extérieur, et à y avoir égard.

I.

LE SECOURS MUTUEL AU DÉDOUANEMENT.

Article 2.

Les douanes à la frontière commune donneront aux chefs des douanes frontières de l'autre côté tous les renseignements de service sur le trafic des marchandises et tâcheront, en général, de toute façon, de prêter leur appui, si les circonstances le permettent, aux douanes frontières de l'autre côté dans l'exercice de leur service.

Article 3.

1. Chacune des Parties contractantes est obligée à ne laisser sortir les marchandises sur le territoire de l'autre Partie que sur une route douanière dans la direction d'un bureau d'entrée suffisamment autorisé, et seulement à de telles heures que ces marchandises puissent arriver au bureau de l'autre côté, en toute probabilité, encore pendant les heures de service.

2. Les routes douanières et les heures de service des douanes sur les routes à la frontière commune seront fixées, d'un commun accord et de manière concordante, et l'on se communiquera les facilités accordées en vue du passage de la frontière.

Article 4.

1. Sur les chemins de fer servant au trafic public, le transport des personnes, marchandises et bagages à travers la frontière douanière, est permis jour et nuit, et cela aussi les dimanches et les jours de fête.

2. Les chemins de fer sont obligés de communiquer aux bureaux et aux postes de douane établis dans les gares (douanes de gare) les horaires de tous les trains passant la frontière et tout changement y relatif huit jours au plus tard avant leur entrée en vigueur. Il faut aussi annoncer, en temps utile, aux douanes de gare les retards plus considérables des trains, la suppression d'un train, ainsi que les trains spéciaux et les locomotives détachées.

ANNEXE F

CONVENTION

REGARDING MUTUAL ASSISTANCE IN THE MATTER OF CUSTOMS CLEARANCE, THE PREVENTION, PROSECUTION AND PUNISHMENT OF INFRINGEMENTS OF THE CUSTOMS REGULATIONS AND MUTUAL LEGAL ASSISTANCE IN CRIMINAL CASES RELATING TO THE CUSTOMS.

Article 1.

1. The Contracting Parties agree to assist each other in accordance with the following provisions in the matter of Customs clearance and the prevention, prosecution and punishment of infringements of the Customs regulations, and to render legal assistance to each other in connection with criminal proceedings in Customs matters.

2. Each of the Contracting Parties shall instruct its Customs officials and Customs agents at the common frontier to make themselves acquainted as far as possible with the laws and regulations relating to the Customs service of the other Party, including import, export and transit prohibitions and the regulations concerning foreign trade returns, and to have due regard therefor.

I.

MUTUAL ASSISTANCE IN REGARD TO CUSTOMS CLEARANCE.

Article 2.

The Customs officials at the common frontier shall give to the Customs officials on the other side full information regarding goods traffic, and shall endeavour in every way and so far as circumstances permit to assist the frontier Customs officials of the other Party in the performance of their duties.

Article 3.

1. Each of the Contracting Parties shall only allow goods to leave for the territory of the other Party by a Customs road leading to a duly authorised inward Customs office, and only at such hours as shall enable the goods to arrive in all probability at the office on the other side during working hours.

2. The Customs roads and the working hours of the Customs offices on roads leading to the common frontier shall be fixed by mutual agreement on the same lines and each Party shall communicate to the other the facilities granted for crossing the frontier.

Article 4.

1. The transport of persons, goods and baggage accross the Customs frontier may be effected by day and night, including Sundays and holidays, on railways open to public traffic.

2. The railways must notify the Customs offices and stations (Customs stations), of the times of all trains crossing the frontier and of any alterations in the time-table, not less than eight days before they come into force. Adequate notice must also be given to the Customs stations of any considerable delays to trains, of the cancellation of any train, as well as of the running of trains and single locomotives.

Article 5.

1. Les deux Parties contractantes prendront des précautions pour que, dans le trafic réciproque des chemins de fer, les expéditions des marchandises soient accompagnées par des déclarations originaires qui seront à remettre à la douane de l'autre Partie ; toutefois, réserve est faite de convenir, pour les voies de passage court, des exceptions quant à la production des déclarations originaires.

2. A l'arrivé de chaque train conduisant, outre la voiture de service, des wagons chargés, les chemins de fer faisant le service à travers la frontière doivent remettre à la douane de l'autre Partie une liste de train conformément au modèle *a)*.

3. Doit être remis à la douane située dans le territoire de l'autre Partie, avant le départ de chaque train conduisant, outre la voiture de service, des wagons chargés, un bulletin de train conformément au modèle *b)*.

4. L'expédition d'autres documents douaniers d'accompagnement par les chemins de fer pour des usages de l'Etat voisin, n'est pas nécessaire.

Article 6.

1. Pour assurer les droits de douane, les deux Parties auront soin de ce que les marchandises qui ne proviennent pas de la libre circulation de leurs territoires, soient notées officiellement par la douane comme telles dans les documents d'accompagnement à remettre à l'autre Partie, avec indication du pays d'origine et de provenance. Ces marchandises pourront aussi, en raison des accords plus précis, être assignées directement à un bureau de douane de l'autre Partie. Dans ce cas, les fermetures de douane existantes seront reconnues équivalentes aux propres (Article 11) et les douanes des deux côtés, au point de passage de la frontière, pourront, pour autant qu'il s'agira d'une assignation à un bureau de douane à l'intérieur du pays, se restreindre simplement à l'estampillage des documents d'accompagnement. L'expédition des documents d'assignation se fera dans ce cas par le bureau auquel les marchandises étaient assignées.

2. Aux frontières, où existent des communications directes par voie ferrée et où se fait le passage des moyens de transport, les Parties contractantes exempteront du déchargement et de l'examen à la frontière, ainsi que de la fermeture des colis les marchandises qui entrent dans des voitures fermées de façon réglementaire et qui seront transportées dans les mêmes voitures à un endroit à l'intérieur où se trouve un bureau de douane autorisé au dédouanement, étant entendu que ces marchandises ont été régulièrement déclarées pour l'entrée.

3. Les marchandises exportées dans des wagons fermés de façon réglementaire du territoire de l'une des Parties contractantes à travers le territoire de l'autre Partie ou transportées du territoire d'un Etat tiers en transit sans transbordement à travers le territoire de l'une des Parties contractantes à destination du territoire de l'autre Partie, seront dispensées du déchargement et de l'examen, ainsi que du plombage des colis, aussi bien à l'intérieur qu'à la frontière, si elles ont été régulièrement déclarées pour le transit.

4. La réalisation des dispositions ci-dessus (alinéas 2 et 3) dépend cependant de ce que les administrations des chemins de fer intéressées soient obligées à faire parvenir réglementairement les wagons avec fermeture intacte au bureau de douane à l'intérieur ou à la douane de sortie et qu'il n'y ait, du point de vue des prohibitions de transit existant, aucun obstacle, contre le traitement facilité au transit.

5. Les marchandises exemptes de droits, arrivant aux douanes de frontière pour le dédouanement définitif, seront dispensées, en général, du déchargement et du pesage, si leur examen en douane sera praticable sans déchargement. A l'établissement du poids de tels envois de marchandises les douanes prendront comme base l'indication du poids contenue dans les documents relatifs au transport par chemin de fer.

Article 5.

1. The two Contracting Parties shall take steps to ensure that, as regards reciprocal railway traffic, all goods despatched are accompanied by declarations of origin to be given up to the Customs officials of the other Party. Exceptions may, however, be made in regard to the production of declarations of origin in the case of short journeys.

2. Upon the arrival of any train having loaded waggons in addition to the service car, the railway whose line crosses the frontier must deliver to the Customs officials of the other Party a train list made out in accordance with specimen form *(a)*.

3. A train schedule made out in accordance with specimen form *(b)* must be handed to the Customs office situated in the territory of the other Party before the departure of any train having loaded waggons in addition to the service car.

4. The issue by the railways of other Customs documents to accompany trains, for the use of the neighbouring State, is unnecessary.

Article 6.

1. In order to ensure the payment of Customs duties, the two Parties shall take care that, when goods do not proceed direct from their territories, an official statement to this effect is made by the Customs in the accompanying documents to be handed to the other Party, giving the country of origin and place of departure. These goods may also, under more definite arrangements, be consigned direct to a Customs office of the other Party. In that case the existing Customs seals shall be recognised by the Party as equivalent to its own seals (Article 11) and the Customs on both sides of the frontier, in so far as the goods are consigned to an inland Customs office, need only stamp the accompanying documents. The consignment documents shall in this case be issued by the office to which the goods have been consigned.

2. On frontiers where there are through railway communications and across which rolling stock is conveyed, the Contracting Parties shall exempt from unloading and examination at the frontier, and from the affixing of seals such goods as enter the country and go forward in properly closed cars to some place inland where there is a duly authorised Customs clearing-office, provided that the said goods have been duly declared to be for entry.

3. Goods exported in properly closed waggons from the territory of one of the Contracting Parties across the territory of the other Party or transported from the territory of a third State in transit without transhipment across the territory of one of the Contracting Parties to the teritory of the other Party, shall be exempt from unloading and examination as well as from the affixing of lead seals, both inland and on the frontier, provided they have been duly declared to be for transit.

4. The above provisions (paragraphs 2 and 3) shall, however, only apply provided the waggons are duly delivered with fastenings intact by the railway companies concerned to the inward or outward Customs Office, and that there is no obstacle to such transit facilities in the form of existing transit prohibitions.

5. Non-dutiable goods arriving at Customs frontier stations for final clearance shall, as a rule, be exempt from unloading and weighing, provided it is possible to examine them at the Customs without unloading. The weight of such goods shall be established by the Customs on the basis of the weight given in the documents covering the railway transport.

6. Les facilités indiquées aux alinéas 2 et 3 seront également admissibles à titre exceptionnel dans le cas d'un transbordement des marchandises fait sous la surveillance douanière sans qu'un dédouanement régulier devrait s'y joindre, si, par suite des différences de largeur des voies ferrées, un transbordement est nécessaire ou est inévitable pour d'autres motifs.

7. Les marchandises qui ne remplissent pas entièrement un wagon, peuvent également profiter des facilités indiquées aux alinéas 2-6 dans le cas où elles sont transportées dans un compartiment, sûrement fermé et installé conformément aux prescriptions sur les installations douanables des vagons, d'un vagon couvert.

8. Dans les cas de dénonciation ou de soupçon justifié d'une contravention voulue en matière des douanes, les facilités convenues aux alinéas 2-7 ne valent pas.

9. Les facilités plus étendues convenues par l'une des Parties contractantes avec des Etats tiers au sujet du dédouanement, seront appliquées également au trafic avec l'autre Partie à charge de réciprocité.

Article 7.

1. Dans les wagons de voyageurs ne doivent se trouver au moment du passage de la frontière douanière que les petits bagages des voyageurs.

2. Le dédouanement des petits bagages et des bagages enregistrés doit être accéléré à la gare frontière à tel point que même les bagages assignés à un autre bureau de douane puissent continuer leur route par le train correspondant, si les circonstances le permettent d'une manière quelconque.

3. Les marchandises transportées par des trains de voyageurs, sont soumises aux mêmes conditions et formalités qui sont en vigueur pour les objets de ce genre transportés par des trains de marchandises.

4. Toutefois, les marchandises en grande vitesse, ainsi que les animaux vivants enregistrés comme marchandises en grande vitesse et les marchandises susceptibles de se gâter rapidement, doivent être dédouanés, dans les trains transportant des voyageurs, par la douane frontière, d'une façon aussi rapide que les bagages.

Article 8.

1. Pour faciliter le trafic des voyageurs et des marchandises, les Parties contractantes réuniront, autant que faire se pourra, à un même lieu leurs douanes frontières et postes frontières de contrôle des passeports, placés l'un en face de l'autre.

2. Les dispositions convenues à cet égard sous la réserve de la parfaite réciprocité, sont contenues dans l'annexe à cette convention.

3. De plus, les deux gouvernements prendront des mesures pour écarter, autant que possible, toutes entraves au trafic des voyageurs résultant de la revision douanière dans les gares d'embranchement et pour faciliter le trafic de voyage direct en rendant possible l'assignement direct des bagages des voyageurs à une douane à l'intérieur de l'autre pays.

Article 9.

Les prescriptions convenues à la Conférence de Berne du 15 mai 1886, concernant l'installation douanable dans le trafic international, ainsi que leurs modifications et additions éventuelles, serviront de règle au sujet de l'installation douanable des wagons.

Article 10.

1. Au moment du passage de la frontière commune ou du dédouanement à la frontière les documents douaniers d'accompagnement doivent accompagner les marchandises.

6. As an exception, the facilities indicated in paragraphs 2 and 3 shall also be allowable in the case of transhipment of goods effected under Customs supervision without the need for actual clearance, if this transhipment is necessary owing to a difference in the railway gauges or is inevitable for other reasons.

7. Goods which do not completely fill a waggon may also enjoy the facilities indicated in paragraphs 2 to 6, provided they are conveyed in a compartment of any covered waggon which is securely fastened and conforms to the requirements for waggons subject to Customs inspection.

8. Where it is known or there is good reason to suspect that an intentional infraction of the Customs regulations has been committed, the facilities provided under paragraphs 2 to 7 shall not be applicable.

9. More extensive facilities provided for by one of the Contracting Parties with third States in regard to Customs clearance shall also apply to the traffic with the other Party, subject to reciprocity.

Article 7.

1. When the Customs frontier is crossed, passenger's hand baggage only shall be allowed in passenger carriages.

2. The clearance of hand baggage and registered baggage must be speedily effected at the frontier station so as to allow all baggage consigned to another Customs office to go forward by the connecting train, if this is in any way possible.

3. Goods conveyed by passenger train are subject to the same conditions and formalities as apply to similar articles conveyed by goods train.

4. Goods sent by "grande vitesse" and also living animals registered as goods sent by "grande vitesse" and perishable goods must, however, be cleared through the Customs frontier with the same rapidity as baggage, when sent by passenger trains.

Article 8.

1. In order to facilitate passenger and goods traffic, the Contracting Parties shall, so far as possible, establish their frontier Customs offices and frontier posts for the examination of passports at one and the same place, and opposite each other.

2. The provisions agreed to on this matter, subject to complete reciprocity, are contained in the Annex to this Convention.

3. The two Governments shall, moreover, take steps to remove so far as possible any hindrances to passenger traffic resulting from Customs inspection at junctions and to facilitate through journeys by arranging for the through despatch of passengers' baggage to an inland Customs office of the other country.

Article 9.

Waggons subject to special Customs control must conform to the regulations laid down by the Berne Conference of May 15, 1886, in regard to such waggons employed in international traffic and to any subsequent modifications thereof and additions thereto.

Article 10.

1. Goods crossing or cleared at the common frontier must be accompanied by the necessary Customs documents.

Si une marchandise ne pouvait être dédouanée par la douane frontière à défaut des documents douaniers d'accompagnement, cette circonstance devra être confirmée par la douane respective dans les documents d'accompagnement de chemins de fer sur la demande des chemins de fer.

2. Pour la décharge des cautions fournies en vue de la réexportation des marchandises non dédouanées, ainsi que pour la réalisation des remises de droit ou des restitutions dues pour les marchandises exportées, chacune des Parties contractantes confirmera, sur demande, à l'autre Partie, l'entrée effectuée à travers la frontière commune. L'empreinte du timbre officiel du bureau d'entrée à la frontière sur les documents d'accompagnement suffira pour prouver le passage de la frontière.

Article 11.

Les attestations, fermetures, sceaux, cachets et autres marques douanières, les marques et timbres de jaugeage sur les fûts et autres emballages extérieurs, les marques et certificats de jaugeage des bateaux de la navigation fluviale, ces derniers sur la base des conventions spéciales encore à conclure entre les Parties contractantes, et les désignations du poids apposées sur les wagons par les autorités ferroviaires seront reconnus valables, de part et d'autre, pour la procédure en douane.

II.

L'EMPÊCHEMENT DES CONTRAVENTIONS AUX PRESCRIPTIONS DOUANIÈRES.

Article 12.

1. Les agents de l'administration financière des deux Parties à la frontière commune doivent s'aider réciproquement avec empressement pour prévenir et dépister la contrebande des deux côtés, se communiquer le plus rapidement possible leurs observations et entretenir dans le service des relations de bon voisinage.

2. Pour s'entendre sur une collaboration utile à cet effet, des conférences auront lieu de temps en temps et à des occasions spéciales entre les chefs des douanes et des postes de la gare financière des deux côtés.

Article 13.

Les agents de l'administration financière des deux Parties auxquels incombe de prévenir et de poursuivre des contraventions douanières doivent également empêcher, par tous les moyens légaux à leur disposition, les contraventions aux prescriptions douanières de l'autre Partie. Les agents doivent procéder, en cela, de la même manière qu'aux contraventions aux prescriptions douanières de leur propre pays.

Article 14.

Les autorités financières entrant en considération de l'une des Parties communiqueront aussitôt aux autorités compétentes de l'autre Partie les contraventions aux prescriptions douanières de cette Partie dont ils ont obtenu connaissance, et leur transmettront, sur demande, les dossiers et les pièces justificatives.

Article 15.

1. Chacune des Parties contractantes fera surveiller, sur la demande de l'autre Partie, les individus qui ont provoqué les soupçons de la contrebande professionnelle ou habituelle envers l'autre Partie.

If any goods are unable to be cleared through the frontier Customs office owing to the absence of the necessary Customs documents, this fact must be confirmed by the Customs office concerned by a statement in the accompanuing railway documents, if the railway so requests.

2. To secure the release of security furnished with a view to the re-export of uncleared goods, and the return or refunding of sums due in respect of exported goods, each of the Contracting Parties shall, upon request, confirm to the other Party that the goods have entered the country across the common frontier. The official stamp of the inward frontier office on the accompanying documents shall suffice to prove that the goods have crossed the frontier.

Article 11.

Certificates, fastenings, seals, stamps and other Customs marks, measurement marks and stamps on casks and on other outside packings, tonnage marks and certificates of vessels employed for inland navigation, the latter being based on special conventions to be concluded between the Contracting Parties, and the weights indicated on waggons by the railway authorities, shall be recognised by both Parties as valid for the purposes of Customs procedure.

II.

Measures to prevent the infringement of Customs regulations.

Article 12.

1. There must be full co-operation between the revenue agents of the two Parties at the common frontier with a view to the prevention and discovery of smuggling on both sides. The said agents must communicate information to each other as rapidly as possible and maintain friendly official relations.

2. In order that effective co-operation may be obtained for this purpose, the heads of the Customs offices and the fiscal control offices on either side shall meet together from time to time and on any special occasions.

Article 13.

The revenue agents of the two Parties who are responsible for the prevention and prosecution of any infringements of the Customs regulations must also prevent, by all the legal means available, infringements of the Customs regulations of the other Party and must act in the same manner in regard thereto as in the case of infringements of the Customs regulations of their own country.

Article 14.

The financial authorities of either of the Parties who are called upon to take action shall at once communicate to the competent authorities of the other Party such infringements of the Customs regulations of that Party as have come to their knowledge and shall forward to them upon request the relevant papers and documentary evidence.

Article 15.

1. Each of the Contracting Parties shall, at the request of the other Party, cause persons suspected of smuggling goods regularly or habitually into the country of the other Party to be kept under observation.

2. Au cas où l'on soupçonnerait que, dans le district de frontière de l'une des Parties, des stocks de marchandises dépassent les besoins sont accumulés pour être introduits en contrebande sur le territoire de l'autre Partie, les entrepôts de ce genre seront, sur demande, placés sous une surveillance spéciale.

III.

LA POURSUITE ET LA PUNITION DES CONTRAVENTIONS AUX PRESCRIPTIONS DOUANIÈRES.

Article 16.

1. Chacune des Parties contractantes fera rechercher et punir conformément aux lois, sur la réquisition d'une autorité compétente de l'autre Partie, les contraventions aux prescriptions douanières de cette autre Partie par les même tribunaux et autorités et selon les mêmes règles que les contraventions à la propre loi douanière,

a) Si l'inculpé est le ressortissant de l'Etat qui lui doit infliger une enquête et une peine, ou

b) Si celui-ci n'étant pas ressortissant de cet Etat y a son domicile, bien que passager ou commit de ce territoire la contravention, mais aussi s'il s'y fit prendre lors ou après l'arrivée de la réquisition de poursuite.

2. Si l'amende se règle sur le montant des droits détournés, la peine doit être mesurée d'après le tarif de l'Etat dont la loi sur les droits a été lésée.

3. La poursuite d'autres actions punissables, commises éventuellement lors de la violation des prescriptions douanières de l'autre Partie, n'en est pas atteinte.

Article 17.

Aux indications officielles des autorités ou des agents de l'autre Partie, la même force démonstrative doit être attribuée qu'aux indications officielles des propres autorités ou agents.

Article 18.

1. A l'instruction relative aux contraventions aux prescriptions douanières de l'autre Partie contractante, les dépenses et frais de la procédure pénale et de l'exécution de la peine seront fixés et infligés suivant les mêmes principes qu'aux instructions par suite des contraventions de même nature aux propres prescriptions douanières.

2. L'Etat dans lequel l'instruction se fait, se chargera provisoirement des dépenses.

3. L'Etat dont les autorités ont demandé l'instruction restituera les dépenses et frais de la procédure et de l'exécution de la peine qui, au cas des contraventions aux propres prescriptions douanières, seraient à charge de l'Etat parce qu'ils ne peuvent être ni produits de l'inculpé, ni couverts par des sommes versées par des tiers ou par le montant de la vente des objets responsables de la contravention.

Article 19.

1. Outre la peine, les droits détournés aussi doivent être perçus.

2. Les montants produits de l'inculpé ou rentrant pour les objets vendus des contraventions douanières seront employés de sorte qu'en premier lieu les dépenses et frais, ensuite les droits détournés à l'autre Partie et à restituer, et finalement la peine, soient réglés.

2. Where it is suspected that stocks of goods have been accumulated in excess of requirements near the frontier of one of the Parties in order to be smuggled into the territory of the other Party such stocks shall, if so requested, be placed under special supervision.

III.

PROSECUTION AND PUNISHMENT OF INFRINGEMENTS OF THE CUSTOMS REGULATIONS.

Article 16.

1. Each of the Contracting Parties shall, at the request of any competent authority of the other Party, cause infringements of the Customs regulations of that Party to be investigated and punished according to law by the same courts and authorities and under the same rules as infringements of its own Customs law, in the following cases :

(a) Where the accused is a national of the State which is to institute an enquiry and inflict a penalty, or

(b) Where the accused is not a national of that State but is resident there, whether permanently or temporarily, or commits the offence from that territory or was arrested there on or after the arrival of the application for prosecution.

2. If the penalty is based on the amount of the duties which it has been sought to evade, such penalty must be calculated according to the tariff of the State whose Customs law has been infringed.

3. Proceedings shall in no wise prejudice the prosecution of other punishable acts which may have been committed at the time of the infringement of the Customs regulations of the other Party.

Article 17.

The same weight shall be attached to the official statements of the authorities or agents of the other Party as to those of the Party's own authorities or agents.

Article 18.

1. In the case of a legal enquiry into infringements of the Customs regulations of the other Contracting Party, the costs and expenses of the penal proceedings and of the execution of the penalty shall be fixed and imposed according to the same principles as apply to enquiries held in respect of similar infringements of the Party's own Customs regulations.

2. The cost of the enquiry shall be borne provisionally by the State in which it is held.

3. The State whose authorities have applied for the enquiry to be held shall refund the costs and expenses of the proceedings and execution of the penalty, which, in the case of infringements of its own Customs regulations, would be borne by the State, owing to the impossibility of recovering such costs from accused person, or of defraying them out of sums paid by third persons or out of the proceeds of the sale of the articles in respect of which the infringement has been committed.

Article 19.

1. In addition to the penalty, the duties which it has been sought to evade must also be collected.

2. Sums recovered from the accused person or obtained from the sale of articles in respect of which the infringement has been committed shall be employed to cover first, the costs and expenses ; secondly, the duties of which the other Party was defrauded and to which it is entitled ; and, thirdly, the penalty.

3. Les amendes rentrant et les objets confisqués restent à l'Etat dans lequel la procédure a eu lieu.

4. Une récompense des dénonciateurs ou des personnes qui ont saisi l'inculpé, dans les cas des contraventions douanières, a lieu selon les propres prescriptions des Parties contractantes.

Article 20.

Le droit de rémission ou adoucissement de la peine appartient à l'Etat dans lequel la condamnation eut lieu.

Article 21.

Par les « contraventions aux prescriptions douanières », dans cette convention, doivent être entendues aussi les contraventions aux prohibitions d'importation, d'exportation et de transit

IV.

ASSISTANCE JUDICIAIRE.

Article 22.

1. Les tribunaux et les autorités financières des Parties contractantes s'accorderont réciproquement en matière pénale douanière dans leurs compétences l'assistance judiciaire par l'audition des témoins et des experts affirmés sur demande par serment, par des expertises officielles et en faisant remettre aux inculpés qui ne sont pas ressortissants de l'Etat demandé, des jugements et citations, les dernières cependant sans indication des conséquences judiciaires pour le cas de non comparution.

2 Les dépenses et frais résultant de ces actes de fonction doivent être restitués par l'Etat demandeur.

Modèles à l'article 5 *de l'Annexe F.*

Chemins de fer ..... *Modèle* a)

LISTE DE TRAIN,

concernant le train N° ..... arrivé le ..... à la station frontière de .....

Numéros d'entrée	Marques de propriété	Numéros des vagons entrant chargés	Indication du contenu	Remarque de la douane concernant le dédouanement

Le fondé de pouvoir des Chemins de fer :

.....

Timbre à date :
La douane.

Remarque. Les Chemins de fer ne rempliront que l'en-tête et les parties entourées de lignes grasses.

N° 1520

3. Fines collected and articles confiscated shall be retained by the prosecuting State.

4. Persons denouncing or apprehending the accused person in cases of infringements of the Customs regulations shall be rewarded as the Contracting Parties may severally provide.

Article 20.

The State imposing the sentence has the right to remit or commute the penalty.

Article 21.

The expression " infringements of the Customs regulations " in this Convention is understood to apply also to infringements of import, export and transit prohibitions.

IV.

LEGAL ASSISTANCE.

Article 22.

1. The Courts and financial authorities of the Contracting Parties shall render legal assistance to each other in criminal matters relating to Customs within their jurisdiction, by the hearing of witnesses and technical experts (whose evidence shall, if requested, be given on oath), by furnishing official expert opinions and by notifying accused persons who are not nationals of the State to which application is made of judgments and summonses, without indicating in the latter, however, the legal consequences of non- appearance.

2. The costs and expenses arising from such procedure must be refunded by the State making application.

Specimen forms referred to in Article 5 *of Annex F.*

Railway ..... *Form* (a)

TRAIN LIST.

Train No. ..... arrived on ..... at the frontier station of .....

Entry Nos.	Marks of ownership	Nos. of loaded waggons	Description of contents	Customs remarks regarding clearance

Signature of the responsible railway official :
.....

Date stamp :
Customs.

Note. Only the heading and the columns ruled in heavy lines are to be filled up by the railways.

Chemins de fer .....) *Modèle* b)

BULLETIN DE TRAIN.
Train N° .....

Marques de propriété	Voiture N°	Remarque

A L'ARTICLE 8 DE L'ANNEXE F.

DISPOSITIONS

RELATIVES A LA RÉUNION DES POSTES FRONTIÈRES TCHÉCOSLOVAQUES ET HONGROIS DE DOUANE ET DE CONTRÔLE DES PASSEPORTS.

1. Pour raccourcir le dédouanement et la revision des passeports au moment du passage de la frontière dans le trafic par voie ferrée et par route entre la République tchécoslovaque et le Royaume de Hongrie, les postes frontières de douane et de contrôle des deux Etats seront réunis, autant que les conditions locales permettront et dans la mesure du possible, à un même lieu pourvu qu'une telle réunion n'ait pas eu déjà lieu.

Cette réunion est envisagée en premier lieu pour l'expédition du trafic des chemins de fer et cela en principe dans les gares frontières communes. En ce qui concerne les différentes gares le moment pour l'exécution de la réunion sera fixé après une entente à atteindre par la voie la plus courte entre les ressorts intéressés des deux côtés. Quant à l'expédition du trafic entre les postes frontières de contrôle et la frontière de l'Etat, des précautions seront prises pour les diverses lignes par des arrangements spéciaux.

Des réunions ultérieures, en particulier pour le trafic par route, seront mises en délibération plus tard, le cas échéant.

2. Pour assurer un procédé identique lors de l'établissement des nouveaux postes frontières de douane et de contrôle et lors de l'ouverture des routes douanières, et pour préparer à temps la réunion des postes frontières de douane et de contrôle pour le trafic par voie ferrée et par route, les deux Parties se communiqueront réciproquement, d'avance et en temps utile, l'établissement projeté de nouveaux postes frontières de douane et de contrôle, ainsi que l'ouverture des routes douanières.

3. Il est expressément reconnu que la réunion des postes frontières a pour but la simultanéité aussi complète que possible des actes de fonction des deux côtés ; la revision des passeports doit être réunie avec la visite douanière des voyageurs et de leurs petits bagages et, si les circonstances le permettent, avoir lieu dans le train même. La compétence et les heures d'expédition des postes frontières réunis doivent autant que possible correspondre.

4. En vue d'une exécution du service sans collision, les organes exécutifs des deux côtés se feront un devoir des rapports de bon voisinage dans tous les actes de fonction et d'une conduite discrète au service et hors de service. Les agents qui commettront des manquements à cet égard, seront rappelés sur la demande de l'autre Partie.

Il en sera de même pour les agents détachés sur le territoire de l'Etat voisin qui donneraient autrement lieu à des plaintes, spécialement en raison d'agitation politique ou nationale sur ce terri-

Railway ..... *Form* (b)

TRAIN SCHEDULE.
Train No. .....

Marks of ownership	Car No.	Remarks

AD ARTICLE 8 OF ANNEX F.

PROVISIONS

RELATING TO THE ESTABLISHMENT BY CZECHOSLOVAKIA AND HUNGARY OF COMMON FRONTIER POSTS FOR CUSTOMS AND PASSPORT EXAMINATION.

1. In order to expedite Customs clearance and passport examination of rail and road traffic crossing the frontier between the Republic of Czechoslovakia and the Kingdom of Hungary, the frontier posts for Customs and passport examination shall, in so far as local conditions permit and wherever possible, be established by the two States in the same place, provided that this has not already been done.

The primary object of the establishment of common frontier stations is the clearance of railway traffic, particularly at the common frontier stations. The date on which the scheme will be put into practice at the various stations will be fixed by agreement between the authorities concerned on both sides, to be reached by the speediest possible means. With reference to traffic between the Customs frontier stations and the State frontier, the precautions to be taken on the various lines will be a matter of special arrangement.

The establishment of other joint stations, particularly with regard to road traffic, will be considered later, if necessary.

2. In order to ensure identical procedure at the time of the establishment of the new frontier posts for Customs and passport examination, and when Customs roads are opened, and to make adequate provision for the establishment of common frontier stations for Customs and passport examination in the case of traffic by rail and road, the two Parties shall give each other adequate notice of the proposed establishment of new frontier posts for Customs and passport examination, as well as of the opening of Customs roads.

3. It is expressly recognised that the object of the establishment of common frontier posts is to ensure that the routine operations are carried out as far as possible simultaneously on both sides. The inspection of passports must be effected at the same time as the Customs examination of passengers and their hand luggage and must, if circumstances permit, take place on the train. The functions and office hours of the common frontier posts must correspond as far as possible.

4. In order to ensure the smooth operation of the service, the executive agents on both sides shall be responsible for the maintenance of a friendly spirit in all their duties and shall conduct themselves discreetly both when on and off duty. Agents who are guilty of infractions in this connection shall be recalled at the request of the other Party.

The same rule shall apply to agents in the territory of the neighbouring State against whom complaints are made, particularly with reference to agitation in political or national affairs in

toire étranger, ou pour ceux qui seraient convaincus de contrebande ou de contraventions fiscales plus graves du même ordre au détriment de l'Etat voisin.

Les agents restent responsables aux autorités de leur pays d'origine des prévarications disciplinaires et de service.

5. La question de la mise à la disposition des localités pour y établir les postes frontières et leurs agents est réservée aux arrangements spéciaux.

L'Etat sur le territoire duquel ces postes réunis se trouvent, s'engage à prêter, par tous les moyens, son secours à l'Etat voisin, en tant qu'il ne lui est pas possible d'y pourvoir lui-même, lors de l'acquisition des bureaux nécessaires pour ces postes de douane et de contrôle des passeports, ainsi que des logements appropriés aux circonstances pour les organes qui feront le service dans ces postes et pour les membres de leur famille.

6. L'importation et la réexportation sans entraves et en exemption des taxes seront assurées sur la base d'une attestation de l'administration aux ustensiles, aux objets d'ameublement et au matériel pour l'équipement et pour les usages de service des postes frontières établis ou à établir en territoire étranger, aux biens de déménagement, ainsi qu'aux objets appartenant aux agents de ces postes et envoyés au pays d'origine pour y être réparés nettoyés, etc. et après renvoyés. de là, à leurs uniformes et articles d'équipement de service. Les agents de ces postes auront aussi le droit de faire venir de leur pays d'origine, en quantité proportionnée à leurs besoins, des denrées alimentaires, des combustibles et des moyens d'éclairage, sans autorisation spéciale.

7. La libre entrée et sortie à travers la frontière est garantie en tout temps aux agents des postes frontières et aux fonctionnaires des services supérieurs chargés de leur surveillance uniquement sur la base d'une attestation officielle de leur qualité et de leur fonction officielles.

Les organes employés à demeure sur le territoire administratif étranger doivent être munis de cartes de légitimation par l'autorité compétente de douane ou de contrôle des passeports du poste frontière de l'Etat sur le territoire duquel ce poste se trouve.

Une liste des noms des organes exécutifs étrangers employés à demeure dans les postes frontières réunis doit être remise au chef du poste frontière de l'Etat sur le territoire duquel ce poste se trouve, pour être transmise à l'autorité compétente. Cette autorité aura le droit de s'opposer à l'emploi de certaines personnes. Des changements éventuels dans le personnel seront communiqués d'avance à cette autorité, de la même manière.

Dans le cas où au delà de la frontière une visite phytopathologique de l'envoi entrant se rendrait nécessaire, le libre passage de la frontière sera garanti aussi aux organes de contrôle des instituts d'essai respectifs, chargés de cette visite.

En tant que les gares d'entrée qui conformément aux dispositions de la convention vétérinaire ne sont à fixer ou à changer que d'un commun accord, correspondent aux gares frontière communes, la visite vétérinaire s'y effectuera.

8. On doit prendre soin que les agents des postes frontières sur l'autre territoire administratif ne soient pas gênés dans l'exercice de leur service que la perception des droits de douane, l'expédition et la réception des fonds de service et des pièces soient rendues possibles sans entraves et que la sûreté de leurs pièces et fonds de service ne soit pas mise en danger. Sera garantie de même aux postes frontières de l'autre Partie la libre et absolue disposition sur les personnes arrêtées dans le service et sur les biens confisqués, l'Etat sur le territoire duquel se trouve le poste devant prendre soin de leur logement ou dépôt convenables.

En cas de résistance aux organes des postes frontières situés à l'étranger ou à leurs dispositions, l'Etat sur le territoire duquel se trouve ce poste doit fournir les moyens coercitifs nécessaires pour supprimer la résistance et pour exécuter l'acte de fonction.

9. Les postes frontières de douane et de contrôle des passeports sont autorisés à se servir pour leur désignation des adresses prescrites dans la langue de leur pays d'origine et de leurs couleurs nationales.

Les agents des postes frontières ont le droit de porter dans le lieu de leur poste leur uniforme (leurs insignes) au service et hors de service, de porter au service aussi l'arme blanche d'ordonnance éventuellement prescrite.

foreign territory and to agents convicted of smuggling or of more serious fiscal infractions of the same description to the prejudice of the neighbouring State.

The agents shall be responsible to the authorities of their own country for any irregularities in regard to discipline or service.

5. The question of the obtaining of permises for the establishment of frontier posts and their agents is reserved for special arrangement.

The State within whose territory these common posts are established undertakes by all the means in its power to lend assistance to the neighbouring State, in so far as it is not possible for the latter to make its own arrangements, when acquiring the necessary offices for its Customs and passport examination posts, and to enable it to secure suitable dwellings for the agents employed at those posts and the members of their families.

6. All utensils, furniture and material for the equipment and use of the service at frontier posts established or to be established in foreign territory, household goods removed, and articles belonging to the agents of those posts and sent to the country of origin to be repaired, cleaned etc., and then returned, and their uniforms and service equipment, may be imported and re-exported without hindrance and free of duty, on the presentation of a certificate from the authorities. The agents at these posts shall also have the right to obtain from their country of origin a quantity proportionate to their needs of foodstuffs, fuel and lighting material without any special permit.

7. The agents of frontier posts and higher supervisory officials may enter and leave by the frontier freely at all times provided they present an official certificate proving their official capacity and status.

Agents permanently employed in the foreign administrative territory must obtain identity cards from the competent Customs or passport authority of the frontier post of the State within whose territory the post is situated.

A list of the names of the foreign executive agents permanently employed at common frontier posts must be submitted to the head of the frontier post of the State within whose territory this post is situated, to be handed to the competent authorities, who shall have the right to object to the employment of certain persons. Any changes in the staff shall be communicated to these authorities in advance and in the same manner.

Where a phytopathological inspection of the inward consignment is necessary beyond the frontier, the agents of the respective testing institutions who are to carry out this inspection shall be allowed to pass freely across the frontier.

So long as the inward stations which, under the provisions of the Veterinary Convention, are not to be fixed or altered except by mutual agreement, are established at the common frontier stations, the veterinary inspection shall take place there.

8. It is essential that the agents of the frontier posts in the other administrative territory shall not be hampered in the discharge of their duties, that the collection of Customs duties, the despatch and receipt of service funds and documents shall be facilitated and that the safety of such documents and service funds shall be assured. The frontier posts of the other Party shall also have the right of free and absolute disposal over persons arrested in the service and over confiscated property, the State within whose territory the post is situated providing for their suitable accommodation or storage.

In the event of resistance being offered to the agents of the frontier posts in the foreign country or to their regulations, the State within whose territory the post is situated must adopt the necessary coercive measures to overcome the resistance and give effect to the regulation.

9. Frontier posts for Customs and passport examination are entitled to make use of the prescribed addresses in the language of their country of origin and of their national colours.

Frontier post agents when at their stations are entitled to wear their uniform and badges on and off duty, and when on duty to carry the " arme blanche " which may be prescribed.

Comme agents des postes frontières entrent en considération les douaniers et les autres organes des finances, puis les agents chargés du même service, de même que les fonctionnaires de la police d'Etat et de la gendarmerie.

10. L'indigénat et le droit de citoyen, ainsi que les conditions de service des agents des deux Parties ne subissent aucun changement du fait de leur séjour et de leur emploi sur le territoire de l'autre Etat.

11. Les agents d'une Partie contractante qui sont employés dans les postes frontières situés dans le territoire de l'autre Partie contractante, ne seront soumis à l'imposition directe que conformément aux dispositions de la Convention conclue entre la République tchécoslovaque et le Royaume de Hongrie, en vue de régler l'assiette des impôts internes et étrangers, notamment d'éviter la double imposition en matière de contributions directes, signée le 13 juillet 1923.

12. Les agents dans le territoire de l'Etat étranger sont tenus d'avoir égard aux restrictions du trafic et aux prohibitions d'importation, d'exportation et de transit de l'Etat voisin.

13. Les membres de la force armée restent exclus de l'emploi dans le territoire de l'Etat étranger.

14. Les agents des postes frontières situés sur le territoire de l'Etat voisin et les membres de leur famille habitant avec eux jouiront de la même portection que les propres ressortissants de l'Etat où ils exercent leurs fonctions. Ils sont d'autre part obligés de respecter les lois pénales, les prescriptions de police, de douane et d'impôts de l'Etat sur le territoire duquel ils font leur service.

15. Les agents et les membres de leurs familles, en tant que ceux-ci ont conservé l'indigénat de leur Etat d'origine, seront exempts dans le territoire étranger de toute obligation de service militaire dans une partie quelconque de la force armée, ainsi que de toutes taxes imposées en lieu et place du service militaire ; ils seront également exempts de toutes charges des prestations publiques de toute sorte et ne seront aucunement empêchés de remplir leurs devoirs militaires ou autres de leur propre Etat d'origine.

16. Les personnes qui, sur la base d'une autorisation de l'autorité douanière d'un Etat, déclarent de profession des marchandises pour d'autres personnes, peuvent exercer leur activité au bureau de douane correspondant de l'autre Etat, pourvu qu'elles se conforment aux conditions respectives réglementaires de ce dernier Etat.

17. Les dispositions du Protocole additionnel du 14 avril 1926 à l'Accord du 8 mars 1923, concernant les gares frontières communes, ainsi que les disposition dudit accord seront applicables, en ce qui concerne les bureaux de douane et de contrôle des passeports et les agents desdites deux autorités, seulement pour autant que les dispositions du Traité de commerce entre la République tchécoslovaque et le Royaume de Hongrie cesseraient leurs effets.

ANNEXE G

CONVENTION VÉTÉRINAIRE

CONCERNANT LE TRAFIC DES ANIMAUX, DES MATIÈRES PREMIÈRES D'ORIGINE ANIMALE ET DES PRODUITS ANIMAUX.

Article premier.

Le trafic des animaux, y compris la volaille, des matières premières d'origine animale et des objets qui pourraient communiquer des agents de la contagion d'épizooties, des territoires de l'une des Parties contractantes dans les territoires de l'autre, peut être limité à certaines stations d'entrée et y être soumis au contrôle vétérinaire de la part de l'Etat auquel le passage a lieu.

By frontier post agents are meant Customs officials and other revenue agents, together with agents undertaking the same duties, and State police and gendarmerie officials.

10. The status and rights of citizens and the conditions of service of agents of the two Parties shall not be in any way affected by their being stationed and employed within the territory of the other State.

11. The agents of one Contracting Party who are employed at the frontier posts situated within the territory of the other Contracting Party shall not be subject to direct taxation except in accordance with the provisions of the Convention concluded between the Republic of Czechoslovakia and the Kingdom of Hungary, with a view to regulating the assessment of internal and foreign taxation, and in particular to prevent double taxation in the field of direct taxation, which was signed on July 13, 1923.

12. The agents in the territory of the foreign State must have due regard for the traffic restrictions and import, export and transit prohibitions of the neighbouring State.

13. Members of the armed forces are excluded from employment in the territory of the foreign State.

14. The agents of frontier posts on the territory of the neighbouring State and members of their families living with them shall enjoy the same protection as the nationals of the State in which they excercise their functions. They are likewise bound to respect the penal laws and the police, Customs and fiscal regulations of the State within whose territory they are employed.

15. Agents and members of their families who have retained their original nationality shall be exempt in foreign territory from any compulsory military service in any of the armed forces, as well as from any taxes imposed in lieu of military service ; they shall also be exempt from public contributions of any kind and shall not be in any way prevented from carrying out their military or other duties in their own State.

16. Persons who are entitled, in virtue of a certificate from the Customs authorities of one State, to declare goods on behalf of third persons may make such declarations at the corresponding Customs office of the other State, provided they comply with the relevant conditions prescribed by the latter State.

17. The provisions of the Additional Protocol of April 14, 1926, to the Agreement of March 8, 1923, relating to common frontier stations, and the provisions of the said Agreement, shall only be applicable to offices for Customs and passport examination and to their agents, if the provisions of the Commercial Treaty between the Republic of Czechoslovakia and the Kingdom of Hungary are no longer in operation.

ANNEX G.

VETERINARY CONVENTION

CONCERNING TRAFFIC IN ANIMALS, RAW MATERIALS OF ANIMAL ORIGIN, AND ANIMAL PRODUCTS.

Article 1.

Traffic in animals, including poultry, raw materials derived from animals and articles liable to spread various contagious epizootic diseases between the territory of one of the Contracting Parties and that of the other, may be confined to certain stations of entry and the animals subjected to veterinary inspection by the State into whose territory they are being conveyed.

Article 2.

A l'importation des animaux et objets dénommés à l'article premier des territoires d'une Partie dans ou à travers les territoires de l'autre, un certificat d'origine délivré par l'autorité locale doit être présenté. Ce certificat devra permettre d'établir avec certitude l'origine des animaux et objets. Il contiendra, dans les cas où il concernera des animaux vivants, leur description exacte, les marques particulières, ainsi que le lieu de destination. Ensuite,il doit être pourvu de l'attestation d'un vétérinaire, soit employé par l'Etat, soit spécialement autorisé à cet effet par l'autorité d'Etat, établissant la santé des animaux respectifs et le fait qu'au lieu d'origine, aucune épizootie soumise à la déclaration et se communiquant à la même espèce des animaux respectifs, à l'exception de la tuberculose, n'a régné au moment de l'expédition.

Quand des animaux susceptibles

a) De la peste bovine ou de la pleuropneumonie contagieuse des bovidés,

b) De la dourine des chevaux, de la peste des porcs, de la pneumo-entérite infectieuse des porcs ou de la variole des moutons,

c) De la fièvre aphteuse

doivent être exportés, il doit être attesté, en outre, que ces épizooties n'ont pas régné ni au lieu d'origine ni dans les communes avoisinantes et cela :

ad a) Pendant les derniers six mois, excepté les porcs pour lesquels le délai se réduit à 40 jours ;

ad b) Pendant les derniers 40 jours ;

ad c) Pendant les derniers 21 jours.

Au trafic des animaux destinés à l'abattage, l'attestation du vétérinaire d'Etat, en ce qui concerne les communes avoisinantes, ne s'étendra cependant qu'à la constatation que dans ces communes les épizooties dénommées sous *a)*, *b)* et *c)* et se communiquant à la même espèce des animaux respectifs n'ont pas régné au moment de l'expédition.

Des passeports individuels sont à délivrer pour les solipèdes et les bovidés, tandis que pour les moutons, chèvres, porcs et pour la volaille, des passeports collectifs, ou des certificats d'origine et de santé collectifs, sont admissibles.

Les certificats sont valables pour un délai de dix jours. Si ce délai arrive à échéance pendant le transport, il faut pour que les certificats restent valables pour les dix jours suivants, que les animaux soient de nouveau visités par un vétérinaire, soit employé par l'Etat, soit spécialement autorisé à cet effet par l'autorité d'Etat et que le résultat de cette visite soit inscrit par ledit vétérinaire dans le certificat.

En cas de transport par chemin de fer ou par bateau, il faudra procéder à une visite spéciale par un vétérinaire, soit employé par l'Etat, soit spécialement autorisé à cet effet par l'autorité d'Etat, avant l'embarquement des animaux et le résultat de cette visite devra être inscrit dans le certificat.

Les transports de volaille effectués par chemin de fer ou par bateau ne seront cependant soumis à une visite vétérinaire avant l'embarquement que dans le cas où les attestations de santé vétérinaires délivrées pour ces transports portent une date antérieure de trois jours.

Les certificats délivrés pour la viande et les produits de viande doivent établir que les articles respectifs proviennent des animaux qui, lors de la visite prescrite à l'état vivant et après l'abattage, ont été trouvés sains par un vétérinaire officiel.

Le trafic du suif et de la graisse fondue, des cretons dénaturés, de la laine lavée en fabrique et emballée en sacs clos, des boyaux secs ou salés, des gosiers, estomacs, vessies, ongles salés et mufles, logés dans des caisses ou tonneaux fermés, des peaux sèches ou salées, des poils de lièvre et de lapin, des cornes sèches, des sabots, ongles et os, des poils et soies de porc bouillis et passés à la chaux, est permis même sans présentation d'un certificat d'origine.

Article 3.

Les envois ne répondant pas aux dispositions ci-dessus, ainsi que les animaux que le vétérinaire à la frontière reconnaîtrait comme atteints ou suspects d'une maladie contagieuse, enfin,

Article 2.

For the import of the animals and articles specified in Article 1 from the territory of one Party into or across the territory of the other, a certificate of origin issued by the local authorities is required to enable the exact origin of the animals and articles to be ascertained. In the case of living animals, the certificate must bear the exact description, any special marks, and the place of destination ; it must further be accompanied by a certificate issued by a State veterinary official or by a veterinary surgeon duly authorised by the authorities of the State concerned, testifying to the healthy condition of the animals in question and to the fact that at the time of departure there was no notifiable epizootic disease communicable to that species of animal, with the exception of tuberculosis, at the place of origin.

In the case of the export of animals liable to :

(a) Cattle plague or contagious pleuro-pneumonia of cattle,
(b) Horse dourine, swine plague, infectious pneumo-enteritis of pigs, or sheep-pox,
(c) Foot-and-mouth disease,

a further guarantee must be given that these epizootic diseases have not occurred either at the place of origin or in the neighbouring communes during the following periods :

Ad (a) for the last six months, except in the case of pigs, for which the period is reduced to 40 days ;
Ad (b) for the last 40 days ;
Ad (c) for the last 21 days.

In the case of animals for slaughter, the certificate of the State veterinary official in respect of neighbouring communes shall, however, be confined to a statement to the effect that at the time of departure those communes were free from any outbreak of the epizootic diseases specified under *(a)*, *(b)* and *(c)* and communicable to the species of animals concerned.

Individual passports must be issued for the equine and bovine species, whereas for sheep, goats, pigs and poultry collective passports or collective certificates of origin and sanitary certificates are permissible.

The certificates are valid for ten days. If this period expires during the journey then, in order that the certificates may be valid for a further ten days, the animals must be re-examined by a State veterinary officer or by a duly authorised veterinary surgeon and the result noted by him on the certificate.

When the animals are conveyed by rail or boat, they shall be specially examined by a State veterinary officer or a duly authorised veterinary surgeon before entraining or embarkation and the result noted on the certificate.

Poultry conveyed by rail or boat shall not require examination by a veterinary surgeon before being loaded on the train or boat unless more than three days have elapsed since the issue of the veterinary health certificates concerned.

Certificates for meat and meat products must show that these articles were obtained from animals which, when examined before and after slaughter by an official veterinary surgeon, were found to be in a healthy condition.

Traffic in melted tallow and grease, non-edible fats ; wool washed at a factory and packed in closed bags ; dried or salted guts, salted gullets, stomachs, bladders, feet and snouts put up in closed cases or barrels ; dried or salted skins ; hare or rabbit hair ; dried horns, hoofs, feet and bones ; hog's hair and bristles boiled and soaked in lime, shall be allowed without a certificate of origin.

Article 3.

Any consignments which do not comply with the above provisions, as well as any animals which the frontier veterinary officer finds to be suffering, or suspected to be suffering, from a

les animaux transportés conjointement avec des animaux malades ou suspects ou ayant été autrement en contact avec ceux-ci, peuvent être refusés à la station d'entrée. Le motif du refus doit être inscrit dans le certificat par le vétérinaire à la frontière et confirmé par sa signature.

Le renvoi et le motif seront notifiés sans retard et par la voie la plus courte par le vétérinaire ayant procédé à l'acte de fonction à l'autorité administrative de la zone frontière de cette Partie contractante du territoire de laquelle l'exportation devait avoir lieu.

Si l'on ne s'apercevait d'une telle maladie parmi les animaux importés qu'après le passage de la frontière dans le pays de destination, l'état des choses sera constaté en présence d'un vétérinaire officiel (vétérinaire d'Etat) par procès-verbal et une copie du procès-verbal sera transmise sans délai à l'autre Partie contractante.

Dans tous les cas prévus par cet article, le délégué de l'autre Partie éventuellement dénommé (article 6) doit être averti directement et sans retard.

Article 4.

Si la peste bovine éclate sur les territoires de l'une des Parties contractantes, l'autre Partie a le droit de restreindre ou prohiber, pour la durée du danger de contamination, l'importation et le transit des ruminants, des porcs et des matières premières d'origine animale, ainsi que des objets qui pourraient communiquer des agents de la contagion.

Article 5.

Si, par suite du trafic des animaux, une épizootie soumise à la déclaration a été importée des territoires de l'une des Parties contractantes sur les territoires de l'autre Partie, ou si une telle maladie règne de façon particulièrement menaçante sur les territoires d'une Partie, l'autre Partie est autorisée à restreindre ou prohiber, pour la durée du danger de contamination, l'importation des régions contaminées et menacées des animaux auxquels cette épizootie est transmissible, ainsi que des matières premières d'origine animale et des objets qui pourraient communiquer des agents de la contagion. La même mesure peut être prise lors de l'apparition de la pleuro-pneumonie contagieuse des bovidés à l'égard de l'importation des bovidés, des parties d'origine animale provenant des bovidés, des matières premières et des objets qui pourraient communiquer des agents de la contagion, ainsi que lors de l'apparition de la dourine à l'égard de l'importation des solipèdes, même si ces épizooties ne règnent pas d'une façon menaçante.

L'importation ne doit être prohibée en cas de : charbon bactéridien, charbon emphysémateux ou symptomatique, septicémie hémorragique, rage, morve, exanthème coïtal des solipèdes et des bovidés, gale des solipèdes, moutons et chèvres, rouget du porc, choléra des poules et peste aviaire, ainsi qu'en cas de tuberculose.

La présente convention ne porte pas atteinte aux prescriptions prévues par la législation des Parties contractantes concernant les épizooties, prescriptions en vertu desquelles au cas où des épizooties contagieuses éclateraient à la frontière ou près de celle-ci, le trafic entre les zones frontières des deux côtés, ainsi que le transit à travers le district de frontière menacé, peuvent être soumis à des restrictions et prohibitions spéciales en vue de détourner et réprimer ces maladies.

Article 6.

Les Parties contractantes se concèdent réciproquement le droit d'envoyer des délégués dans l'autre Etat sans avis préalable ou les y détacher même à demeure pour prendre des informations sur l'état sanitaire du bétail, sur l'installation des marchés aux bestiaux, des abattoirs et des établissements d'engraissement, de quarantaine et autres, ainsi que sur l'exécution des prescriptions de police vétérinaire existantes. Les deux Parties donneront des instructions à leurs autorités

contagious disease, and finally, animals conveyed along with other animals suffering or suspected to be suffering from disease or which may otherwise have come into contact with such animals, may be refused at the station of entry. The grounds of refusal shall be noted on the certificate by the frontier veterinary officer, who shall personally sign the endorsement.

The veterinary officer concerned shall without delay and through the most direct channel notify the administrative authorities of the frontier zone of the Contracting Party from whose territory the animals were to be exported, of the refusal and the reasons therefor.

If any such diseases should only be detected among the imported animals after they have crossed the frontier and entered the country of destination, this fact shall be established in the presence of a veterinary officer (State veterinary surgeon), who shall prepare a report on the subject, a copy of which shall be transmitted without delay to the other Contracting Party.

In all cases mentioned in this Article, immediate notice shall be given direct to the representative, if any, of the other Party (Article 6).

Article 4.

In the event of an outbreak of cattle plague on the territory of one of the Contracting Parties, the other Party shall be entitled to restrict or prohibit, so long as the danger of infection exists, the importation and transit of ruminants, pigs and raw materials derived from animals, and also any articles likely to carry infection.

Article 5.

If in consequence of the traffic in animals a notifiable epizootic disease has been carried from the territory of one of the Contracting Parties into the territory of the other, or if a particularly dangerous outbreak of such a disease should occur in the territory of one of the Parties, the other Party shall, during the dangerous period, be entitled to restrict or prohibit the importation from the infected and threatened areas of animals to which that epizootic disease is communicable and of any raw materials of animal origin or articles liable to carry infection. Similar action may be taken in the case of the appearance of contagious pleuro-pneumonia of cattle as regards the importation of cattle, of any parts thereof, of raw materials and articles liable to carry infection, and also in the case of the appearance of dourine, as regards the importation of the equine species, even if the outbreak of these epizootic diseases is not dangerous.

In the case of malignant anthrax, emphysematous or symptomatic anthrax, haemorrhagic septicaemia, rabies, glanders and vesicular exanthema among the equine and bovine species, mange among the equine species, sheep and goats, red swine fever, chicken cholera and fowl plague among poultry and tuberculosis, importation must not be prohibited.

The present Convention shall not affect the enactments of the Contracting Parties which provide that when a contagious epizootic disease appears at or near the frontier, traffic between the frontier zones on both sides or transit across the threatened frontier district may be subjected to special restrictions and prohibitions designed to prevent and arrest the spread of such disease.

Article 6.

Each of the Contracting Parties shall be entitled to send representatives into the territory of the other without previous notice and even to keep them there permanently for the purpose of procuring information as to the health conditions among domestic animals, the organisation of cattle markets, slaughter houses and fattening, quarantine and other establishments, and as to the enforcement of existing veterinary police regulations. The two Parties shall instruct their

de prêter secours aux spécialistes mentionnés de l'autre Partie, à leur demande, aussitôt qu'ils se légitimeront comme tels, et de leur fournir des informations.

Article 7.

Chacune des Parties contractantes publiera tous les quinze jours des bulletins périodiques sur l'état où se trouvent chaque fois les épizooties et les fera parvenir directement à l'autre Partie contractante.

En ce qui concerne l'apparition des épizooties dans les districts administratifs de frontière, les autorités s'informeront réciproquement sans retard et directement.

Si sur les territoires de l'une des Parties contractantes éclate la peste bovine, la pleuro-pneumonie contagieuse des bovidés ou la dourine des chevaux, le gouvernement de l'autre Partie sera instruit de l'apparition et de l'extension de ces maladies directement par voie télégraphique.

Article 8.

Les wagons de chemins de fer et les bateaux (parties de bateaux) dans lesquels des solipèdes, des animaux à sabots fendus ou de la volaille ont été transportés, doivent, aussi bien que les ustensiles accessoires appartenant à l'administration des chemins de fer ou des entreprises de transport fluvial, être nettoyés et désinfectés en vertu des dispositions convenues simultanément avec la convention concernant les épizooties et jointes à cette convention comme annexe.

Les Parties contractantes reconnaîtront le nettoyage et la désinfection effectués règlementairement en conformité de l'alinéa 1 sur le territoire d'une Partie comme suffisants même pour l'autre Partie.

Article 9.

Les dispositions de cette convention sont applicables au trafic des animaux entre les zones frontières fixées par la convention concernant le règlement du trafic-frontière local (Annexe E) pour autant qu'il ne sera pas statué autrement ci-dessous.

1. Le trafic de pâturage est admis aux conditions suivantes :

Lors du passage de la frontière, les propriétaires des troupeaux présenteront pour la vérification (examen et légalisation), en double exemplaire, une liste des animaux qu'ils désirent mener au pâturage, délivrée par l'autorité locale et indiquant le nom du propriétaire (conducteur), l'espèce, le sexe et le nombre, ainsi que les marques extérieures caractéristiques des animaux.

Sur la liste, il doit être certifié par l'autorité locale et, au cas du passage à travers le territoire d'une autre commune, également par celle-ci, que sur le territoire de la commune respective, aucune maladie transmissible à l'espèce des animaux en question et soumise à la déclaration, ne règne.

Sur les listes des animaux qui doivent rester au pâturage plus de sept jours, il doit cependant être certifié par un vétérinaire, soit employé par l'Etat, soit spécialement autorisé à cet effet par l'autorité d'Etat, que les animaux consignés dans la liste ont été visités immédiatement avant leur départ au pâturage et trouvés sains et qu'il ne règne dans la commune d'où les animaux doivent être menés au pâturage, et au cas du passage à travers le territoire d'une autre commune, même dans la dernière, aucune maladie soumise à la déclaration et transmissible à l'espèce des animaux respectifs. Lors du retour de ces animaux du pâturage, le vétérinaire compétent, soit employé par l'Etat, soit spécialement autorisé à cet effet par l'autorité d'Etat, certifiera, outre l'état de santé, le fait qu'il ne règne ni dans la commune où les animaux étaient au pâturage, ni dans les communes à travers le territoire desquelles les animaux doivent être éventuellement menés, une maladie soumise à la déclaration et transmissible à l'espèce des animaux en question.

authorities to give assistance and information to the above-mentioned specialists of the other Party upon request, as soon as their status has been established.

Article 7.

Each of the Contracting Parties shall publish fortnightly a periodical bulletin recording the position in regard to epizootic diseases. This shall be transmitted direct to the other Contracting Party.

The respective administrative authorities shall give each other immediate and direct information as to the appearance of epizootic diseases in the frontier districts.

If cattle plague or contagious pleuro-pneumonia of cattle or horse dourine should make its appearance on the territory of one of the Contracting Parties, the Government of the other Party shall be informed direct by telegram of the appearance of the diseases and of the area affected.

Article 8.

Railway waggons and boats (parts of boats) which have been used for the transport of equines, cloven-footed animals or poultry, and the accessory equipment belonging to the railway administration or inland navigation undertakings, must be cleansed and disinfected in accordance with the provisions agreed to simultaneously with the Convention concerning epizootic diseases and attached as an annex thereto.

The Contracting Parties shall recognise that the cleansing and disinfection have been properly carried out if effected on the territory of either Party in accordance with paragraph 1.

Article 9.

The provisions of this Convention are applicable to the traffic in animals between the frontier zones fixed by the Convention concerning the regulation of local frontier traffic (Annex E) except where otherwise provided hereunder.

1. The movement of animals entering for purposes of grazing shall be allowed under the following conditions :

The owners of the herds or flocks shall, when crossing the frontier, submit for verification (examination and legalisation) a list in duplicate of the animals being driven to pasture, issued by the local authorities and giving the name of the owner (driver), species, sex and number, and also any special external marks on the animals.

A declaration must also be given in the list by the local authorities, and if the animals pass through the territory of another commune by the authorities of that commune also, to the effect that no outbreak of any notifiable disease which is communicable to the species of animal in question has occurred in the commune in question.

The list of animals to be driven to pasture for more than seven days must, however, include a certificate issued by a State veterinary officer or a duly authorised veterinary surgeon to the effect that the animals mentioned in the list were inspected immediately before their departure and found to be in a healthy condition and that no notifiable disease exists which is communicable to the species of animal concerned either in the commune from which these animals are being driven to pasture or in any other commune through which they may have passed. Upon the return of these animals from pasture, the competent State veterinary officer or duly authorised veterinary surgeon shall certify, in addition to the condition of health, the fact that no notifiable disease exists which is communicable to the species of animal in question either in the commune to which these animals were sent for purposes of grazing or in the communes through which they have subsequently to pass.

2. Le trafic des animaux de travail, de trait et de selle, des animaux destinés à la châtrure, au pesage ou au traitement vétérinaire est permis dans les deux directions à condition que les prescriptions douanières existantes soient observées, si les animaux sont munis d'un certificat (passeport d'animaux) établi par le maire de cette commune où se trouve l'étable. Pour plusieurs animaux peut être délivré un certificat (passeport d'animaux) collectif. Le certificat (passeport d'animaux) contiendra outre les données mentionnées sous chiffre 1, alinéa 2 : l'indication du lieu de destination, du but du passage de la frontière, ainsi que du fait que les animaux viennent de la zone frontière de l'autre côté. De plus, il doit être certifié par l'autorité locale qu'aucune maladie transmissible à l'espèce des animaux respectifs et soumise à la déclaration ne règne dans la commune de provenance.

3. L'apparition sporadique du charbon bactéridien, du charbon emphysémateux ou symptomatique, de l'exanthème coïtal, du rouget et de la rage dans la commune, n'empêchera pas la délivrance des certificats en question pour les animaux dénommés sous chiffres 1 et 2, si ces maladies n'apparaissent pas aux fermes dont les animaux entrent en considération pour le passage de la frontière.

4. Les certificats attestant que les communes sont indemnes, sont valables en ce qui concerne les animaux de travail et de pâturage — au cas où il s'agit de passages de la frontière plus fréquents — pour un délai de trente jours et quant aux animaux des voituriers et aux animaux destinés à la châtrure, au traitement vétérinaire ou au pesage pour un délai de dix jours ; après l'expiration de ces délais, ils doivent être prolongés de nouveau.

5. Si toutefois, pendant le pacage ou le travail, une maladie contagieuse, transmissible à l'espèce des animaux respectifs, venait à éclater, soit dans une partie du troupeau ou des animaux de travail, soit dans la commune où se trouvent le pâturage ou les terres, soit sur la route par laquelle le troupeau ou les animaux de travail doivent rentrer par le poste frontière, le retour des animaux sur le territoire de l'autre Etat sera interdit pour autant que la force majeure (manque de fourrage, intempérie, etc.) ne contraigne pas à faire une exception. Dans ce cas, le retour des animaux ne pourra s'effectuer qu'en application des mesures de sûreté convenues par les autorités de première instance compétentes pour empêcher l'importation de l'épizootie.

6. Les animaux dénommés sous chiffres 1 et 2 ne seront pas soumis, lors du passage de la frontière, au contrôle vétérinaire à la frontière. Le retour des animaux cependant devra s'effectuer en vue de pouvoir constater leur identité par le même poste frontière par lequel avait lieu la sortie.

7. Les dispositions spéciales qui seront, le cas échéant, nécessaires pour maintenir des exploitations agricoles dans les zones frontières, seront prises d'un commun accord par les autorités centrales compétentes des deux Etats.

Article 10.

Les restrictions et prohibitions qui pourraient éventuellement subsister encore au moment de l'entrée en vigueur de la présente convention et qui ne seraient pas conformes à ses dispositions, seront rapportées.

A L'ARTICLE 8 DE L'ANNEXE G.

DISPOSITIONS

RELATIVES A LA DÉSINFECTION DES VAGONS DE CHEMIN DE FER ET DES BATEAUX.

Les vagons de chemin de fer ayant servi au transport des solipèdes, des bovidés ou de la volaille, aussi bien que les ustensiles accessoires appartenant à l'administration des chemins de fer, avant d'être employés de nouveau, doivent être nettoyés et désinfectés conformément aux dispositions suivantes dans les désinfectoires désignés à cet effet.

2. Traffic in animals for agricultural or other work, draught and saddle animals, and animals intended for castration, weighing or veterinary treatment, is allowed in both directions provided that the existing Customs regulations are observed and that the animals are accompanied by a certificate (animal passport) issued by the mayor of the commune in which the stable or shed is situated. Where several animals are transported, a collective certificate (animal passport) may be issued. In addition to the particulars mentioned in No. 1, paragraph (2), the certificate (animal passport) shall contain a statement of the place of destination ; of the object of the crossing of the frontier and of the fact that the animals proceed from the frontier zone on the other side. A certificate is also required from the local authorities that no notifiable disease exists in the commune from which the animals proceed, which is communicable to that species.

3. The sporadic appearance of malignant anthrax, emphysematous or symptomatic anthrax, vesicular exanthema, red fever and rabies in the commune shall not prevent the issue of the certificates in question for the animals specified under Nos. (1) and (2), unless these diseases appear at the farms from which these animals proceed before crossing the frontier.

4. Certificates testifying that communes are free from infection are valid in the case of animals for agricultural or other work, and for pasture, for a period of 30 days (where such animals cross the frontier on several occasions), and in the case of draught animals and animals intended for castration, veterinary treatment, or weighing, for a period of ten days. Upon the expiry of these periods they must again be renewed.

5. If, however, while the animals are out at pasture or are working, a contagious disease communicable to that particular species should occur among them or in the commune where they have been grazing or working or on the road to be taken by the herd or the other animals on their return to the frontier post, they shall not be allowed to return to the territory of the other State except for urgent reasons (lack of forage, bad weather conditions, etc.). In this case, the return of the animals shall be subject to the application of the precautionary measures adopted by the competent local authorities to prevent epizootic diseases from being brought into the country.

6. The animals specified under Nos. (1) and (2), when crossing the frontier, shall not there be subjected to veterinary inspection. In order to enable the identity of the animals to be established, however, they must return by the same frontier station by which they left.

7. The special measures which may at any time be necessary to ensure the working of farms in the frontier zones shall be taken by mutual agreement between the competent central authorities of the two States.

Article 10.

Any restrictions and prohibitions which may be in force at the date of the coming into effect of the present Convention and which may be at variance with its provisions, shall be repealed.

AD ARTICLE 8 OF ANNEX G.

PROVISIONS

CONCERNING THE DISINFECTION OF RAILWAY TRUCKS AND BOATS.

Railway trucks which have been used for the transport of animals of the equine and bovine species or of poultry, and also the accessory equipment belonging to the railway administration, must, before being put to further use, be cleansed and disinfected in accordance with the following provisions, in a place selected for the purpose.

1. Avant de procéder à la désinfection proprement dite des wagons, il faut toujours enlever la litière, le fumier, les plumes, les bouts de cordes ayant servi à attacher le bétail, etc., nettoyer le wagon à fond à l'eau chaude et désinfecter d'une façon appropriée les déchets enlevés, etc. A défaut d'une quantité suffisante de l'eau chaude, il y a lieu d'employer même de l'eau froide s'écoulant sous pression ; toutefois, on devra auparavant faire un lavage à l'eau chaude pour amollir la saleté adhérente. Le nettoyage ne sera considéré comme suffisant que si toutes les impuretés provenant du transport sont complètement enlevées par ce nettoyage ; même les immondices qui ont pénétré dans les fissures du plancher des wagons doivent être complètement éloignées en cas de besoin au moyen d'ustensiles en fer à pointes et carnes émoussées.

2. La désinfection proprement dite s'étendra à toutes les parties du vagon ou du compartiment employé, et cela même au cas où le vagon n'a été chargé que partiellement.

La désinfection doit s'effectuer :

a) Dans les circonstances normales, par le lavage des planchers, plafonds et parois au moyen d'une lessive de soude échauffée à 50° C au moins, faite par la solution de 3 kilos de soude au moins pour 100 litres d'eau. Au lieu de la lessive de soude, pourra être également employée toute autre solution qui serait reconnue par le gouvernement de l'Etat respectif comme équivalente. Dans les gares pourvues des installations nécessaires, le traitement le plus minutieux des planchers, plafonds et parois à la vapeur d'eau, moyennant des appareils appropriés est aussi admissible au lieu de lavage à la lessive de soude ; la vapeur d'eau y utilisée doit avoir une pression de deux atmosphères au moins ;

b) En cas d'infection du wagon par la peste bovine, le charbon bactéridien, le charbon emphysémateux ou symptomatique, la septicémie hémorragique, la fièvre aphteuse, la morve, la peste des porcs, la pneumoentérite infectieuse des porcs, le rouget du porc, le choléra des poules, la peste aviaire, ou dans le cas de soupçon justifié d'une telle infection par application de l'un des deux procédés prescrits sous *a)* et, en outre, de sorte que les planchers, plafonds et parois seront soigneusement enduits avec le pinceau d'une solution de 3 % d'une combinaison de créosol et d'acide sulfurique, ou bien d'une solution de 2 % de formaldéhyde. La combinaison de créosol et d'acide sulfurique sera préparée par mélange de deux parties de créosol brut *(cresolum crudum* de la pharmacopée de l'une des Parties contractantes) et d'une partie d'acide sulfurique brut *(acidum sulfuricum crudum* de la pharmacopée de l'une des Parties contractantes) à la température normale. Pour préparer la solution de 3 %, le mélange doit être employé au plus tôt 24 heures et au plus tard trois mois après sa préparation. La solution doit être employée dans les 24 heures.

Au lieu d'enduire avec le pinceau, il y a aussi lieu d'arroser au moyen d'un appareil admis comme approprié par le gouvernement de l'Etat respectif.

3. En général, il ne sera procédé à la désinfection plus rigoureuse (2 *b)* qu'en vertu d'une disposition de police vétérinaire ; cependant, à défaut d'une telle disposition, il sera de même dans le cas où les wagons ont servi au transport des animaux à sabots fendus de ces gares autour desquelles, dans un rayon de 20 kilomètres, la fièvre aphteuse règne ou bien n'a pas encore été déclarée éteinte. Il reste réservé à l'autorité administrative compétente d'ordonner la désinfection plus rigoureuse (2 *b*) même dans d'autres cas, si elle l'estime indispensable pour empêcher l'importation des épizooties précitées.

4. Si des vagons avec des revêtements intérieurs de planches sont à soumettre à la désinfection plus rigoureuse (2 *b*), le revêtement doit être enlevé, ainsi que nettoyé et désinfecté de la même manière que le wagon. On pourra se désister d'enlever le revêtement intérieur de planches, si les vagons n'ont servi au transport que du petit bétail, emballé et transporté séparément.

5. Quant aux vagons rembourrés, il faut nettoyer d'une manière suffisante le rembourrage qui doit être fait de sorte qu'on le puisse détacher. En cas d'infection du vagon par l'une des épizooties dénommées sous chiffre 2 *b)*, ou s'il y a le soupçon justifié d'une telle infection, le rembourrage doit être brûlé.

1. Disinfection, properly so-called, of the trucks must in every case be preceded by the removal of the straw litter, droppings, feathers, portions of rope used for tethering cattle, etc., and by a thorough washing down with hot water and proper disinfection of the dirt removed, etc. Failing an adequate supply of hot water, a high pressure jet of cold water may be used. A preliminary washing down with hot water must, however, be effected in order to soften the dirt. The cleansing shall not be considered adequate unless all filth due to the transport of the animals has been completely removed. Dirt which has found its way into the cracks of the flooring must be entirely removed, if necessary, by means of iron implements with blunt points and edges.

2. Disinfection properly so-called must be applied to the whole of the truck or compartment which has been used, even though the truck was only partly loaded.

Disinfection shall be carried out as follows :

(a) As a general rule, the flooring, ceiling and walls shall be washed with soda lye at a temperature of not less than 50° C., the solution being formed of at least three kilogrammes of soda with 100 litres of water. Any other solution recognised as equally effective by the Government of the State concerned may be used instead of the soda lye. In stations which possess the necessary equipment, washing down with soda lye may be replaced by a thorough treatment of the flooring, walls and ceilings with steam, sprayed by means of suitable apparatus. The steam employed must be under a pressure of at least two atmospheres.

(b) In cases of infection from cattle plague, malignant, emphysematous or symptomatic anthrax, haemorrhagic septicaemia, foot-and-mouth disease, glanders, swine plague, infectious pneumoenteritis of swine, red swine fever, chicken cholera and fowl plague, or where there is good reason to suspect such infection, the disinfection of the truck shall be carried out in accordance with one of the two processes described under *(a)* above. Furthermore, the flooring, ceiling and walls shall be carefully coated with a 3 % solution of a mixture of cresol and sulphuric acid or with a 2 % solution of formaldehyde. The mixture of cresol and sulphuric acid shall be prepared by mixing at normal temperatures two parts of crude cresol (*cresolum crudum* according to the pharmacopœia specification of either of the Contracting Parties) and one part of crude sulphuric acid (*acidum sulfuricum crudum*, according to the pharmacopœia specification of either of the Contracting Parties). The mixture must not be used to make the 3 % solution within twenty-four hours after the preparation of the mixture or more than three months after its preparation. The solution must be used within twenty-four hours.

Instead of coating, spraying may be carried out with suitable apparatus approved by the Government of the State concerned.

3. As a rule, thorough disinfection as provided under 2 *(b)* is not to be carried out except by veterinary police order ; it shall, however, be resorted to without such order when trucks have been used to convey ruminants from stations within 20 kilometres of which foot-and-mouth disease is prevalent or has not yet been declared to be at an end. The competent administrative authorities retain the right to order thorough disinfection as under 2 *(b)* in other cases as well if they consider it essential to prevent the introduction of the above-mentioned epizootic diseases.

4. If thorough disinfection, (2 *b*), of trucks with an internal plank lining should be required, the said lining must be removed, cleansed and disinfected in the same manner as the truck. The internal plank lining need not be removed when the trucks have only been used to convey small animals packed separately.

5. The padding in padded trucks, which must be removable, shall be adequately cleansed. If the truck is infected with one of the epizootic diseases mentioned in 2 *(b)*, or if there is any good reason to suspect such infection, the padding shall be burnt.

Le vagon lui-même doit être traité de la même manière mentionnée sous chiffres 1 à 3. Les wagons étrangers (n'appartenant à aucune des Parties contractantes) dont le rembourrage ne peut être détaché, ne doivent être plus rechargés.

6. Sans préjudice des dispositions concernant la désinfection plus rigoureuse sous chiffres 2 *b)* et 3, les wagons de chemin de fer qui ont servi au transport du petit bétail, enfermé séparément dans des caisses ou cages, ou de la volaille vivante emballée, ne seront nettoyés et désinfectés conformément aux prescriptions précédentes qu'au cas où ils seraient souillés de la litière, du fourrage ou des immondices.

7. Les Parties contractantes s'engagent à coller sur les wagons de chemin de fer qui serviront au transport des animaux appartenant aux espèces mentionnées au commencement, lors du chargement ou, quant aux vagons arrivant d'un Etat tiers, lors de l'entrée dans les territoires des Parties contractantes, des deux côtés, des étiquettes de couleur jaune, portant l'inscription « A désinfecter ». Si un vagon doit être soumis à la désinfection plus rigoureuse [2 *b*), 3] sur un tel vagon il faut coller, à la gare où surgirent les circonstances rendant cette désinfection nécessaire ou bien où elles devinrent évidentes, des étiquettes de couleur jaune avec une rayure rouge perpendiculaire imprimée au milieu, et portant l'inscription « A désinfecter rigoureusement ». Après la désinfection, les étiquettes seront éloignées et remplacées par des étiquettes de couleur blanche, portant l'inscription : « Désinfecté le....., heure ..... à ..... » qui ne seront enlevées qu'au moment d'un nouveau chargement du vagon.

Les wagons qui serviront au transport du petit bétail, enfermé séparément dans des caisses ou cages, ou de la volaille vivante emballée, seront pour autant que leur nettoyage et désinfection seront nécessaires conformément au chiffre 6, étiquetés à la gare destinataire.

Si un vagon n'est pas étiqueté de la manière mentionnée à l'occasion du passage de la frontière des territoires d'une partie dans les territoires de l'autre, il se fera ultérieurement à la gare frontière où s'effectuera le passage par les soins de l'administration prenant en charge.

8. Les vagons vides ou chargés d'autres marchandises que des animaux appartenant aux espèces mentionnées au commencement qui entrent dans les territoires de l'une des Parties contractantes et qui ont servi d'après les signes extérieurs au transport de tels animaux, mais qui n'ont pas été nettoyés et désinfectés conformément aux prescriptions de la présente convention, seront, s'ils ne sont pas renvoyés, nettoyés et désinfectés suivant les dispositions de cette convention.

9. Ces dispositions seront également applicables de manière analogue aux bateaux en ce qui concerne les espaces qui servent à l'abri pour des animaux ou dans lesquels des animaux entrent.

10. Des modifications des dispositions ci-dessus peuvent être convenues d'un commun accord des deux gouvernements, tenant compte de nouveaux besoins qui se présentent.

PROTOCOLE FINAL

AU TRAITÉ DE COMMERCE ENTRE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE ET LE ROYAUME DE HONGRIE.

Au moment de la signature du Traité de commerce entre la République tchécoslovaque et le Royaume de Hongrie, conclu à la date de ce jour, les plénipotentiaires soussignés ont fait les déclarations suivantes qui formeront partie intégrante du Traité même :

A l'article premier.

Il est entendu que la clause de la nation la plus favorisée ne s'applique pas aux conventions spéciales qui sont ou seront conclues à l'avenir, par l'une des Parties contractantes avec une tierce Puissance, concernant le règlement réciproque de l'imposition directe. Toutefois, les ressortissants de l'une des Parties contractantes ne seront pas soumis, en matière de contributions directes, dans le territoire de l'autre Partie, à un traitement moins favorable que les nationaux, y domiciliés.

The truck itself shall be subjected to the treatment described under Nos 1 to 3. Foreign trucks (*i. e.*, those belonging to neither of the Contracting Parties) the padding of which cannot be removed, shall not be allowed to be reloaded.

6. Without prejudice to the provisions regarding thorough disinfection contained in 2 *(b)* and 3, railway trucks which have been used for the conveyance of small animals, isolated in boxes or crates, or live poultry in crates, shall be cleansed and disinfected as provided above only if soiled with straw litter, fodder or droppings.

7. The Contracting Parties undertake to mark the railway trucks used for the conveyance of animals belonging to the species mentioned above, at the time of loading, or in the case of trucks coming from a third country, at the time of entry into the territory of the Contracting Parties, by affixing to each side of such trucks a yellow label bearing the words "For disinfection". If any truck requires thorough disinfection (2 *(b)*, 3) it shall be marked at the station in which the circumstances calling for such disinfection arise or come to light, by means of yellow labels with a central perpendicular red line bearing the words "For thorough disinfection". Once the disinfection has been carried out, the labels shall be removed and replaced by white labels bearing the words "Disinfected on ..... at ..... o' clock ..... ", which shall not be removed until the truck is reloaded.

Trucks used for the conveyance of small animals packed separately in cases or crates, or live poultry in crates, shall be labelled at the station of destination if in need of cleansing and disinfection in accordance with No 6.

If a truck is not labelled in the described manner when crossing from the territory of one of the Parties into that of the other, the labels shall be affixed at the station where the frontier is crossed by the authorities taking over the said truck.

8. Empty trucks or those loaded otherwise than with animals belonging to the above-mentioned species, which enter the territory of one of the Contracting Parties and which have obviously been used for the conveyance of such animals but have not been cleansed and disinfected as provided in the present Convention shall, if not returned, be cleansed and disinfected as laid down in this Convention.

9. The above provisions shall also apply by analogy to such portions of boats as have been used for the accommodation or use of animals.

10. The above provisions may be modified by mutual consent between the two Governments as circumstances may require.

FINAL PROTOCOL

TO THE COMMERCIAL TREATY BETWEEN THE REPUBLIC OF CZECHOSLOVAKIA AND THE KINGDOM OF HUNGARY.

On signing the Commercial Treaty concluded this day between the Republic of Czechoslovakia and the Kingdom of Hungary, the undersigned Plenipotentiaries have made the following declarations, which shall form an integral part of the Treaty :

Ad Article I.

It is understood that the most-favoured-nation clause does not apply to any special conventions which are or may be concluded hereafter by either of the Contracting Parties with a third Power, concerning the reciprocal regulation of direct taxation. Nevertheless, the nationals of either Contracting Party shall not, as regards direct taxes, be subject in the territory of the other Party, to treatment less favourable than that accorded to nationals domiciled therein.

A l'article II.

1. Pour faciliter — en ce qui concerne l'établissement et l'exercice de l'industrie par des étrangers — l'application des prescriptions existantes à l'intérieur des deux Etats et se basant en partie sur le principe de la réciprocité formelle, les deux Parties déclarent d'admettre réciproquement les ressortissants de l'autre Partie à l'établissement et à l'exercice du commerce et de l'industrie, aux mêmes conditions que leurs nationaux. Les dispositions de l'article XI du présent traité ne sont pas atteintes de ce fait.

2. Quant à l'alinéa 2 de l'article II, les deux Parties sont d'accord que la recherche des commandes chez des personnes qui ne s'occupent par profession ni de la production ni de la vente des marchandises respectives, devra être assimilée au colportage.

Il est entendu que les dispositions de l'alinéa 1 de l'article II du traité de commerce ne s'appliquent pas à l'exercice de la profession des médecins et des sages-femmes diplômées.

A l'article III.

Les prescriptions sur l'importation ou l'exportation en vigueur ne sont pas atteintes par les stipulations de l'article III.

A l'article V.

1. Ne seront pas cnsidérés comme impôts spéciaux ou taxes spéciales, rentrant sous les dispositions de l'alinéa 1 de l'article V, l'impôt sur le chiffre d'affaires et la taxe de luxe, en tant qu'ils ne grèveront pas les ressortissants de l'autre Partie contractante d'une manière plus forte que les nationaux.

2. Les ouvrages en métaux précieux qui seront importés par les voyageurs de commerce, sous le régime d'annotation à l'entrée et contre garantie douanière, uniquement comme échantillons pour être présentés et qui, par conséquent, ne peuvent être mis en circulation, seront libérés, sur demande, de l'obligation du poinçonnement contre une caution adéquate garantissant la réexportation effective des échantillons.

A l'article VIII.

Les dispositions de l'article VIII, alinéa 1, n'excluent pas la perception des taxes pour l'admission à l'exercice des sociétés commerciales et industrielles et des associations analogues de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre, pour autant que des droits d'une hauteur proportionnellement égale sont perçus aussi des sociétés indigènes du même genre, à l'occasion de leur constitution, de l'octroi de leur concession ou de leur admission à l'exercice.

Il est entendu que la taxe d'admission est calculée uniquement sur la part du capital engagée dans le pays où la taxe est perçue.

A l'article IX.

1. Vu qu'en Hongrie le code de commerce n'exige pour l'établissement des sociétés anonymes étrangères que la preuve à fournir devant le tribunal (des raisons sociales) compétent des conditions prescrites par le code de commerce et que l'établissement ne dépend point d'une admission de la part de l'Etat, tandis que dans la République tchécoslovaque l'admission des sociétés anonymes étrangères incombe aux autorités administratives, les sociétés anonymes tchécoslovaques qui désireront s'établir en Hongrie, devront, aussi longtemps que cette différence dans les règles subsistera, requérir du Ministère royal du Commerce, avant de déposer au tribunal (des raisons sociales) compétent leur demande, en vue de l'enregistrement de la raison sociale, l'admission à l'exercice, en justifiant simultanément les conditions prévues par le paragraphe 211 du code de commerce (Article de loi XXXVII de l'an 1875) et elles ne pourront demander l'enregistrement de la raison sociale qu'après avoir obtenu l'admission et en présentant en même temps l'acte d'admission. L'admission concédée présente la preuve de la réciprocité prescrite par le paragraphe 211, chiffre 7, du code de commerce hongrois. Le Ministère royal hongrois du Commerce, en décidant

Ad Article II.

1. In order to facilitate the application of the existing internal regulations of the two States in regard to establishment and the exercise of trade and industry by foreigners, the two Parties, guided partly by the principle of formal reciprocity, declare that each will grant the nationals of the other the right to establish themselves and to carry on trade and industry under the same conditions as their own nationals. This arrangement does not affect the provisions of Article XI of the present Treaty.

2. A regards Article II, paragraph 2, the two Parties agree that the soliciting of orders from persons not engaged professionally in the production or sale of the goods concerned shall be regarded as hawking.

It is understood that the provisions of Article II, paragraph 1 of the Commercial Treaty do not apply to the exercise of the profession of physician or certified midwife.

Ad Article III.

The stipulations of Article III do not affect the existing regulations in regard to import or export.

Ad Article V.

1. The tax on business turnover and the luxury tax shall not be considered as special taxes or charges within the provisions of Article V, paragraph 1, provided that the nationals of the other Contracting Party are not taxed more heavily than the State's own nationals.

2. Articles made of precious metals, imported by commercial travellers under the system of temporary importation and on making a deposit with the Customs, merely as samples not intended for sale but to be shown to customers, shall upon request be exempted from stamping, subject to adequate security being given to guarantee their actual re-exportation.

Ad Article VIII.

The provisions of Article VIII, paragraph 1, shall not prevent the levying of duties in respect of the admission of commercial and industrial companies and similar associations of one of the Contracting Parties to carry on business in the territory of the other, provided that proportionately heavy duties are also levied upon domestic companies of the same kind at the time of their constitution or of the granting of their concession or of their admission to carry on trade.

It is understood that the tax in respect of admission shall be based solely on that portion of the capital which is employed in the country where the duty is collected.

Ad Article IX.

1. In view of the fact that, for the establishment of foreign incorporated companies in Hungary, the Commercial Code only requires proof to be given before the Competent Court (*i. e.*, the Court dealing with the registration of business names) that the conditions prescribed in the Commercial Code have been satisfied, and in view of the fact that establishment does not depend on admission being granted by the State, whereas in the Republic of Czechoslovakia the admission of foreign incorporated companies is decided by the administrative authorities, Czechoslovak incorporated companies desirous of establishing themselves in Hungary must, so long as this difference in the Royal régime exists, apply to the Royal Ministry of Trade for permission to carry on business and at the same time show that they have complied with the conditions laid down in paragraph 211 of the Commercial Code (Law XXXVII of 1875) before depositing with the Competent Court (*i. e.*, the Court dealing with the registration of business names) their request for registration ; this request shall not be made until the admission has been granted and the authorisation presented. The authorisation thus granted represents the proof of reciprocity

des demandes d'admission, appliquera les mêmes principes que le Gouvernement tchécoslovaque suit à l'admission des sociétés anonymes hongroises, et il traitera les sociétés ánonymes tchécoslovaques aussi favorablement que les sociétés anonymes d'autres Etats dans lesquels une admission de la part de l'Etat est obligatoire pour l'établissement des sociétés anonymes étrangères.

2. Le Gouvernement tchécoslovaque communiquera au Gouvernement royal hongrois les prescriptions, appliquées par lui en matière de l'admission des sociétés anonymes hongroises.

Aux articles VIII *et* IX.

Les coopératives d'achats, d'exploitation et de crédit ne sont pas comprises parmi les sociétés dont il est question dans les articles VIII et IX.

Aux articles VIII, IX *et à l'alinéa* 2 *de l'article* X.

Les dispositions des articles VIII, IX et de l'alinéa 2 de l'article X ne s'appliquent pas aux banques et aux compagnies d'assurance. La question de l'admission des banques et des compagnies d'assurance reste réservée à des accords spéciaux.

A l'article XIII.

1. Par les prescriptions mentionnées à l'alinéa 3 de l'article XIII, il faut comprendre les lois et ordonnances légales hongroises qui sont déterminatives pour l'appréciation de la composition, qualité, origine géographique et origine botanique, ainsi que de la production et mise en circulation du paprika d'épice hongrois (*fűszerpaprika*).

2. Il est stipulé d'un commun accord que la marque de qualification, servant à l'attestation de l'origine géographique et de l'origine botanique, à la classification, ainsi qu'au plombage du paprika, ou bien que l'étiquette de l'emballage plombé, aussi bien que d'autres marques de fermeture qui doivent certifier la pureté naturelle, la finesse, la qualité (sorte), l'origine géographique, l'origine botanique et la provenance, sont des actes publics, délivrés dans l'Etat hongrois par des autorités d'Etat, publiques et compétentes à cet effet (stations d'essai chimiques), dans les limites de leur compétence et en forme prescrite.

3. Il est établi d'un commun accord que les plombs et les sceaux apposés aux emballages des envois de paprika hongrois, en tant qu'émanant des autorités d'Etat mentionnées sous chiffre 2, seront assimilés aux indications par timbre, sceau et épreuve qui sont introduites par les instituts officiels et dont la contrefaçon doit être punie conformément aux lois tchécoslovaques.

4. Il est fixé d'un commun accord que l'usage d'emballages (récipients, boîtes et pareils) en tant que destinés ou propres à provoquer un malentendu à l'égard de la provenance ou qualité du paprika, sera punissable d'après les lois tchécoslovaques aussi bien de droit civil que de droit pénal.

5. Pour rendre possible au Gouvernement tchécoslovaque la mise en valeur des principes mentionnés sous chiffres 1 à 4, le Gouvernement hongrois mettra à la disposition du Gouvernement tchécoslovaque les échantillons des récipients servant d'emballage (boîtes), les marques de qualification d'Etat, les étiquettes, les plombs, les sceaux, d'autres marques de fermeture qui doivent être apposés aux récipients, ainsi que les signatures des techniciens qui sont autorisés à signer les marques de qualification d'Etat (marques de fermeture). Il mettra, en outre, à la disposition du Gouvernement tchécoslovaque, dans des laps de temps appropriés, les échantillons spécifiques des différentes espèces de paprika d'épice hongrois (*fűszerpaprika*).

6. Le Gouvernement tchécoslovaque règlera, sitôt que l'état de la législation intérieure le permettra, le trafic commercial des saucissons dits «salami hongrois» de manière que ce salami ne pourra être mis en circulation dans le territoire de la République tchécoslovaque avec l'indication

required by paragraph 211, Section 7, of the Hungarian Commercial Code. The decisions of the Hungarian Royal Ministry for Trade in regard to applications for admission shall be governed by the same principles as are applied by the Czechoslovak Government in relation to the admission of Hungarian incorporated companies, and Czechoslovak incorporated companies shall be treated as favourably as those of other States in which the establishment of such companies requires State authorisation.

2. The Czechoslovak Government shall communicate to the Royal Hungarian Government such regulations as are applied by the former in regard to the admission of Hungarian incorporated companies.

Ad Articles VIII *and* IX.

Co-operative buying or operating societies and co-operative banks are not included in the companies mentioned in Articles VIII and IX.

Ad Articles VIII, IX *and Article* X, *paragraph* 2.

The provisions of Articles VIII, IX and X (paragraph 2) do not apply to banks and insurance companies. The question of the admission of banks and insurance companies is reserved for special agreements.

Ad Article XIII.

1. By the regulations mentioned in Article XIII, paragraph 3, are meant Hungarian laws and enactments dealing with the composition, quality, geographical and botanical origin, and the production and putting into circulation of Hungarian spice-paprika (*füszerpaprika*).

2. It is agreed by both Parties that the descriptive mark serving to indicate the geographical and botanical origin of the paprika and for its classification and sealing, and the label on the sealed package, as well as other stamps certifying the natural purity, fineness, quality (kind), geographical origin and botanical origin of the paprika and the place from which it is consigned, are public marks issued in the Hungarian State by the competent State authorities (chemical testing institutes) within the limits of their competence and in the prescribed form.

3. It is agreed by both Parties that the lead and other seals affixed to packages containing Hungarian paprika, in so far as they have been placed there by the State authorities mentioned in No. 2., shall come under the same heading as the stamps, seals and tests of the official institutes, the forgery of which shall be punished in accordance with Czechoslovak laws.

4. It is mutually agreed that the use of packings (containers, boxes, etc.) which are intended or are likely to cause misunderstanding in regard to the origin or quality of the paprika, shall be punishable under Czechoslovak civil and criminal law.

5. To enable the Czechoslovak Government to give effect to the principles mentioned in Nos. 1 to 4, the Hungarian Government shall place at the disposal of the Czechoslovak Government samples of the containers used as packing (boxes), State descriptive marks, labels, lead and other seals as well as other marks affixed to the containers, together with the signatures of the specialists who are authorised to sign State descriptive marks. It shall also place at the disposal of the Czechoslovak Government within a reasonable space of time, specific samples of the various kinds of Hungarian spice-paprika (*fűszerpaprika*).

6. As soon as internal legislative conditions permit, the Czechoslovak Government shall regulate the trade in sausages, known as Hungarian salami, in such a way that this salami shall only be offered for sale in the territory of the Czechoslovak Republic provided it bears the indication

de la raison sociale (marque de maison) du producteur et du lieu de production. De la même façon et en même temps, le Gouvernement royal hongrois règlera le trafic des jambons dans le territoire hongrois.

7. Les Parties contractantes se déclarent prêtes à étudier ultérieurement l'extension éventuelle des dispositions, contenues dans l'article XIII, sous chiffre 2, à d'autres produits, tirant du sol ou du climat leurs qualités spécifiques.

8. Pour assurer la protection des appellations de vins hongrois, le Gouvernement tchécoslovaque prendra les mesures nécessaires, après la notification prévue à l'alinéa 2 de l'article XIII, afin que les vins coupés (moûts) ne soient mis en circulation sous la dénomination vins (moûts) « hongrois » qu'au cas où des vins produits dans les territoires hongrois entrant en considération, ont été exclusivement utilisés aussi bien à leur traitement qu'à leur coupage.

9. Un accord spécial établira quels vins peuvent être dénommés comme vins de Tokaj. Entretemps, restent décisives les dispositions légales qui règlent actuellement dans les deux Etats cette matière.

A l'article XIV.

Il est entendu que les marchandises d'une origine quelconque, transportées à travers le territoire de l'une des Parties contractantes ou entreposées dans des ports francs ou dans des zones franches, ne seront pas normalement soumises, à leur entrée dans le territoire de l'autre Partie, à des droits de douane ou taxes autres ou plus élevés que les marchandises importées directement du pays d'origine. Cette disposition s'appliquera aux marchandises transportées après transbordement, réemballage ou entreposage aussi bien qu'à celles transitées en droiture. Au cas où l'une des Parties contractantes, pour favoriser son propre commerce, se trouvait forcée à des mesures d'après soi qui s'écartent de cette règle, l'autre Partie gardera le droit de prendre aussi de son côté les mêmes ou de semblables mesures.

Les deux Parties contractantes sont d'accord que, par rapport aux prohibitions d'importation et d'exportation dans leurs relations réciproques, seules les dispositions de l'article XIX et du protocole final à l'article XIX seront applicables.

La clause de la nation la plus favorisée, assurée mutuellement en ce qui concerne l'exploitation des monopoles, ne s'étendra pas à la conclusion des contrats de livraison individuels au sujet des marchandises faisant l'objet d'un monopole d'Etat.

A l'article XV.

Quant au change de la couronne or en pengő, le paragraphe 25 de l'article de loi XXXV/1925 statue qu'une couronne or est égale à 1.1585365 pengő.

A l'article XVIII.

De la part de la Hongrie sont désignées comme autres parcours entrant en considération pour le trafic de transit de ce genre les lignes de frontière Filakovo—Bánréve, Hernadčany—Hidasnémeti et Košice—Sátoraljaujhely.

A l'article XIX.

Si, dans des circonstances extraordinaires, l'une des Parties contractantes considérait comme nécessaire de maintenir ou d'introduire pour certaines marchandises des prohibitions ou restrictions d'importation ou d'exportation, elle s'entendra à ce sujet avec l'autre Partie, à moins qu'un accord préalable ne soit intervenu.

A l'article XX.

En ce qui concerne le bétail transporté du territoire de l'une des deux Parties contractantes aux foires dans le territoire de l'autre et renvoyé de là non vendu, un dédouanement aussi facilité que possible aura lieu des deux côtés. Pour constater l'identité on considérera en général comme

of the producer's trade name, name of firm and place of production. The Royal Hungarian Government shall in the same manner and at the same time regulate the trade in hams in Hungarian territory.

7. The Contracting Parties declare their readiness to study later the question of the eventual extension of the provisions contained in Article XIII, No. 2, to other products which derive their specific qualities from the soil or the climate.

8. In order to protect the appellations of Hungarian wines, the Czechoslovak Government shall take the necessary steps, after notification as provided in Article XIII, paragraph 2, to ensure that mixed wines (musts) are not placed on the market under the name of "Hungarian" wines (musts) unless they have been treated and mixed exclusively with wines produced in the Hungarian territory in question.

9. The description of wines as "Tokay" shall be governed by special agreement. In the meantime, the existing legislation of the two States dealing with this matter shall apply.

Ad Article XIV.

It is understood that goods of any origin transported across the territory of one of the Contracting Parties or warehoused in free ports or free zones shall not normally be subject, when entering the territory of the other Party, to other or higher Customs duties or charges than goods imported direct from the country of origin. This provision shall apply to goods transported after transhipment, repacking or warehousing as well as to goods in direct transit. Should one of the Contracting Parties for the benefit of its own trade be forced to take special measures at variance with this regulation, the other Party shall have the right to take identical or similar measures.

The two Contracting Parties agree that as regards import and export prohibitions affecting their mutual relations, the provisions of Article XIX and of the Final Protocol to Article XIX shall alone be applicable.

The most-favoured-nation clause granted by each of the Parties to the other as regards the exploitation of monopolies, shall not extend to individual contracts for the delivery of goods which are a State monopoly.

Ad Article XV.

As regards the conversion of gold crowns into pengő, paragraph 25 of Law XXXV, 1925, provides that a gold crown shall be equal to 1.1585365 pengő.

Ad Article XVIII.

The frontier lines Filakovo-Bánréve, Hernadčany-Hidasnémeti and Košice-Sátoraljaujhely are given by Hungary as additional routes for transit traffic of this description.

Ad Article XIX.

If, in exceptional circumstances, one of the Contracting Parties shall consider it necessary to maintain or introduce import or export prohibitions or restrictions on certain goods, the matter shall be settled by agreement with the other Party, unless this has already been done.

Ad Article XX.

As regards the transport of cattle from the territory of one of the Contracting Parties to fairs in the territory of the other, which are sent back unsold, clearance shall be made as easy as possible on both sides. In order to establish their identity, the description of the cattle according to species,

suffisante la désignation du bétail selon l'espèce, le nombre de têtes et la couleur avec l'indication des marques particulières éventuelles.

Les prescriptions découlant des restrictions du trafic de marchandises en vigueur ne seront pas atteintes par les dispositions de l'alinéa 1, lit. c).

A l'article XXI.

La question, si et dans quelle mesure les bateaux de l'une des Parties contractantes peuvent entretenir un service local régulier de transport de voyageurs et de marchandises indigènes ou indigénées entre les ports de l'autre Partie contractante, est réservée à des accords spéciaux.

La question de l'autorisation d'établir des installations permanentes pour l'exploitation de la navigation (p. e. débarcadères, grues, entrepôts et chantiers) dans les ports et lieux publics d'embarquement et de débarquement de l'une des Parties contractantes par des ressortissants de l'autre Partie est réservée à un accord spécial à conclure.

Sous réserve des prescriptions douanières y relatives en vigueur, il est entendu que les marchandises transportées sur les bateaux de l'une des Parties contractantes dans un port de l'autre Partie et y débarquées provisoirement pour être transportées de là sur d'autres bateaux, soit dans d'autres ports de la dernière Partie, soit dans un pays tiers, ne seront pas considérées comme indigénées par suite du débarquement dans le port en question.

Eu égard à la réserve faite de la part de la République tchécoslovaque, lors de la signature du protocole additionnel à la Convention[1] sur le régime des voies navigables d'intérêt international à Barcelone, en date du 20 avril 1921, un accord spécial sera conclu en temps utile entre les deux Parties contractantes pour le cas de l'achèvement de la construction projetée du canal Danube-Elbe-Oder au sujet du régime applicable à cette voie d'eau.

A l'article XXV, *alinéa* 1-4.

A. Les Parties contractantes sont d'accord de ne considérer comme des conditions non admises aux termes de l'article XXV que les conditions d'application d'un tarif réduit qui ont pour but d'exclure du bénéfice du tarif réduit des marchandises similaires d'une provenance étrangère. Par contre, seront considérées comme admises les conditions d'application d'un tarif réduit prescrites dans le but d'assurer la satisfaction aux besoins de la consommation intérieure en ce qui concerne certains articles ou de faciliter le développement des ports maritimes, ainsi que les conditions d'application imposées par des considérations puisées dans le domaine légitime de l'exploitation ferroviaire (p. e. l'acquisition de nouveaux transports, la réduction des frais de traction, etc.).

Conformément à cette interprétation, seront considérées :

I. — *Comme non admises :*

a) La condition de provenance nationale de la marchandise ;

b) L'exigence que la marchandise soit déclarée sous un nom non accessible à une marchandise étrangère de la même espèce ;

c) La condition que la marchandise vienne de l'endroit même où se trouve la gare d'expédition ou la condition de faire parvenir la marchandise à la station d'expédition par camion, par voie ferrée industrielle, par raccordement privé, par chemin de fer secondaire ou par des voies ferrées déterminées ;

d) La condition que la matière première ou les semi-produits dont est fabriquée la marchandise jouissant d'un tarif réduit, fussent transportés par les chemins de fer nationaux ;

II. — *Comme admises :*

a) Condition de consommation intérieure ;

[1] Vol. VII, page 35 ; vol. XI, page 406 ; vol. XV, page 306 ; vol. XIX, page 280 ; vol. XXIV, page 156 ; vol. L, page 160 ; et vol. LIX, page 344, de ce recueil.

number of head and the colour, with a statement of any special marks, shall as a rule be considered sufficient.

Regulations resulting from existing restrictions in goods traffic shall not be affected by the provisions of paragraph 1 *(c)*.

Ad Article XXI.

The question whether and to what extent a regular local service for the transport of passengers and domestic goods, or goods which are so regarded, may be maintained by the vessels of one of the Contracting Parties between the ports of the other Contracting Party is reserved for special agreement.

The question of permission to establish permanent installations for navigation (landing stages, cranes, warehouses and shipyards) in the ports and places of embarkation and disembarkation of one of the Contracting Parties by nationals of the other Party is reserved for special agreement.

Subject to the relevant Customs regulations in force, it is understood that goods transported by the vessels of one of the Contracting Parties to a port of the other Party and landed provisionally there, in order to go forward by other vessels, either to other ports of the latter Party or to a third country, shall not be regarded as domestic goods by reason of their discharge at the port in question.

In view of the reservation made by the Republic of Czechoslovakia at the time of signature of the Additional Protocol to the Convention[1] on the Régime of Waterways of International Concern at Barcelona on April 20, 1921, a special agreement shall be concluded in due course between the two Contracting Parties, if the proposed Danube-Elbe-Oder canal should be completed, with regard to the régime applicable to that waterway.

Ad Article XXV, *Paragraphs* 1 *to* 4.

A. The Contracting Parties agree that they will only regard as inadmissible, according to the terms of Article XXV, conditions concerning the application of a reduced tariff the object of which is to exclude similar goods of foreign origin from the benefit of such reduced tariff. On the other hand, conditions regarding the application of a reduced tariff which are prescribed for the purpose of satisfying requirements in respect of the domestic consumption of certain articles or in order to facilitate the development of maritime ports, and conditions imposed for purposes of legitimate railway exploitation (*e. g.* the acquisition of new rolling stock, the reduction of haulage costs, etc.) shall be regarded as admissible.

In accordance with these terms as interpreted above, the following shall be regarded as :

I. Inadmissible conditions :

(a) That the goods must be of domestic origin ;

(b) That the goods must be declared under a name not applicable to foreign goods of the same description ;

(c) That the goods must proceed from the place where the station from which they are to be despatched is situated, or must be sent to that station by lorry, by industrial light railway, by private branch line, by local railway or by certain specified railways ;

(d) That the raw materials or semi-manufactured products from which the goods benefiting by the reduced tariff are made must be conveyed by national railways ;

II. Admissible conditions :

(a) That the goods must be for domestic consumption ;

[1] Vol. VII, page 35 ; Vol. XI, page 406 ; Vol. XV, page 306 ; Vol. XIX, page 280 ; Vol. XXIV, page 156 ; Vol. L, page 160 ; and Vol. LIX, page 344, of this Series.

b) Condition que la marchandise soit amenée à la gare expéditrice par voie d'eau, sans prendre en considération si le transbordement du bateau a lieu à la gare expéditrice elle-même, ou si la marchandise est amenée de la gare de transbordement à la gare expéditrice par une voie industrielle située entièrement sur le territoire de l'Etat où se trouve la gare expéditrice ;

c) Condition de la remise au transport par le même expéditeur dans un temps délimité d'une certaine quantité minime de la marchandise ;

d) Condition de remise simultanée au transport par le même expéditeur d'une marchandise en quantité suffisante pour la formation d'un train entier ou de groupes de vagons déterminés.

B. Dans le cas où l'une des Parties contractantes accorderait à un Etat tiers — en ce qui concerne l'égalité de traitement des transports — des facilités allant au delà de celles octroyées aux alinéas 1 et 2 de l'article XXV, l'autre Partie contractante pourra de plein droit revendiquer l'octroi des mêmes facilités.

A l'article XXV, *alinéa* 6.

Il est convenu que les réductions de tarifs accordées en faveur des œuvres de bienfaisance ou d'instruction publique seront accordées, par exemple, à titre d'indigence, pour faciliter l'enseignement scolaire, la construction et l'entretien d'églises, d'écoles et d'hôpitaux. Il ne s'agit donc que de réductions de tarifs accordées dans des cas isolés sans importance économique.

A l'article XXV *et annexe D.*

On est convenu que toutes les dispositions précédentes ne s'appliqueront au trafic avec d'autres Etats qu'à partir de la conclusion de conventions correspondantes avec ces Etats et dans les limites des dispositions de ces conventions.

Les dispositions de l'article XXV et de l'annexe D seront également appliquées aux envois de messageries, en tant que les Parties contractantes s'entendront sur l'introduction du transport de tels envois entre les deux Etats.

A l'article XXX.

On est convenu que la convocation du tribunal arbitral ne devra être faite que par chacun des deux gouvernements et non par des autorités secondaires ou des particuliers. De même, la convocation du tribunal arbitral ne devra avoir lieu que lorsque l'on aura essayé sans succès de résoudre le différend d'un commun accord par voie diplomatique.

A L'ANNEXE A.

DROITS D'ENTRÉE SUR LE TERRITOIRE DOUANIER TCHÉCOSLOVAQUE.

Au nº 4 b) du tarif.

Sera dédouané au taux conventionnel non seulement le paprika moulu, mais aussi le paprika en gousses mûres et rouges (même desséchées).

Au nº 27 du tarif.

Le droit conventionnel de 6 Kč par 100 kilos n'est accordé aux envois de maïs qu'au cas où il sera prouvé au bureau de douane, lors de l'importation, par une attestation officielle, émanant du Conseil de l'Agriculture tchécoslovaque ou du Département de l'Agriculture de l'Administration civile de Podkarpatská Rus, compétents, et certifiant que l'envoi est destiné aux usages d'affouragement.

(b) That the goods must be brought to the station from which they are to be despatched by water irrespective of whether they are transhipped from the boat at the station itself or are brought from the transhipment station to the station of despatch by an industrial route situated entirely within the territory of the State where the station of despatch is situated ;

(c) That the sender shall be required to present for transport within a specified period a certain minimum quantity of goods ;

(d) That the sender shall be required to present for transport at the same time a sufficient quantity of goods to make up a complete train-load or to fill a definite number of waggons.

B. In the event of one of the Contracting Parties granting to a third State more extensive facilities with regard to equal treatment of goods conveyed than the facilities granted in Article XXV, paragraphs 1 and 2, the other Contracting Party may claim as of right that the same facilities be granted to it.

Ad Article XXV, *Paragraph* 6.

It is agreed that reductions in rates to charitable or educational institutions shall be granted, for instance, on grounds of poverty, in order to facilitate school education, and the erection and maintenance of churches, schools and hospitals. Such reductions, therefore, merely represent isolated cases of no economic importance.

Ad Article XXV *and Annex D.*

It is understood that none of the foregoing provisions shall apply to traffic with other States until corresponding agreements with such States have been concluded, and then only within the limits of the provisions of such agreements.

The provisions of Article XXV and Annex D shall also apply to goods sent by carrier in so far as an arrangement is made by the Contracting Parties in regard to this form of transport between the two States.

Ad Article XXX.

It is agreed that the Arbitral Tribunal shall only be summoned at the request of either of the two Governments and not by local authorities or private persons. Similarly, the Arbitral Tribunal shall not be summoned until efforts have been made without success to settle the dispute through the diplomatic channel by mutual agreement.

AD ANNEX A.

DUTIES OF IMPORTS ENTERING CZECHOSLOVAK CUSTOMS TERRITORY.

With regard to Tariff No. 4 b.

Not only ground paprika but also paprika in ripe and red (also dried) pods shall pay duty at the conventional rates.

With regard to Tariff No. 27.

The conventional rate of six Czechoslovak crowns for 100 kg. is only allowed in respect of consignments of maize, if an official certificate issued by the competent Czechoslovak Agricultural Council or by the Department of Agriculture of the Civil Administration of Podkarpatská Rus is produced at the Customs Office at the time of importation testifying that the consignment is intended for fodder.

Au nº 33 du tarif.

1. Si le Gouvernement tchécoslovaque réduisait, conformément à l'article V de la loi nº 109, 1926 R. d. L. et O. (dans le cas d'une disette extraordinaire), les droits d'entrée pour le froment ou le seigle, il réduira, en même temps et pour la même durée, aussi les droits d'entrée pour la farine de froment ou de seigle, ainsi que pour les produits de la meunerie de froment ou de seigle, en maintenant la relation entre les droits d'entrée convenus par le présent traité pour le froment et le seigle respectivement et pour la farine de ces céréales, jusqu'à un écart minimum de 20 Kč ; il n'y a aucune obligation conventionnelle à descendre au-dessous dudit écart.

2. Les exportateurs de produits de la meunerie hongrois, ainsi que de toutes autres marchandises pourront librement disposer des montants en couronnes tchécoslovaques qui leur reviennent des ventes effectuées à destination de la Tchécoslovaquie, pour autant qu'en Hongrie la libre disposition sur les devises provenant des affaires commerciales est également assurée.

3. Si le Gouvernement tchécoslovaque émettait à l'égard de la mouture du blé des prescriptions appliquées aussi aux produits de la meunerie d'origine hongroise, les attestations délivrées par les autorités compétentes hongroises et certifiant que le produit de la meunerie répond aux prescriptions de la République tchécoslovaque y relatives, seront acceptées et les envois accompagnés de ces attestations seront admis à l'importation, sans procéder à la frontière à un examen ultérieur à cet égard.

Pour autant qu'au trafic à l'intérieur la farine de production indigène est soumise, quant à l'observation de ces prescriptions, à un contrôle par épreuves fortuites, ce contrôle peut également être appliqué à la farine d'origine hongroise.

4. Quant au système des acquits d'importation réglé par l'article VI, chiffre 2 de la Lo nº 109/1926 R. d. L. et O., il est convenu ce qui suit :

a) Les acquits d'importation délivrés d'après la disposition légale susmentionnée ne sont pas transmissibles ;

b) La durée de validité desdits acquits d'importation ne dépassera pas le délai de 9 mois, comptés du jour de délivrance ;

c) La valeur en matière première par 100 kg. de farine ou de produits de la meunerie de froment ou de seigle (du nº 33 du tarif) ne sera pas fixée au-dessus de 115 kg. de froment ou de seigle.

Au nº 37 a) du tarif.

Il est entendu qu'un taux conventionnel inférieur, accordé éventuellement à un Etat tiers pour les cerises ou les griottes, sera également appliqué simultanément aux griottes ou cerises d'origine hongroise.

Au nº 39 du tarif.

La marmelade de prunes ne sera pas considérée comme fruits foulés (pulpe de fruits, moût de fruits).

Aux nºs 64 et 65 du tarif.

Pour la durée de la validité du Traité de commerce entre la République tchécoslovaque et la Suisse seront appliqués aux taureaux reproducteurs et les vaches d'élevage de la race dite du Simmental, d'origine et de provenance hongroises, les droits de 180 Kč par pièce convenus par ce traité.

Les animaux reproducteurs et d'élevage de ladite race bénéficieront, lors de l'importation, des avantages douaniers prévus, si l'importateur présente l'attestation prescrite, émanant du Conseil de l'Agriculture tchécoslovaque ou du Département de l'Agriculture de l'Administration civile de Podkarpatská Rus, compétents, et confirmée par la constatation du vétérinaire officiel tchécoslovaque, chargé de la visite vétérinaire à l'importation, établissant que, conformément aux indica-

With regard to Tariff No. 33.

1. If, in accordance with Article 5 of Law No. 109 — 1926, Collection of Laws and Decrees (in the case of an extraordinary shortage), the Czechoslovak Goverment should reduce the import duties on wheat or rye, it shall at the same time and for the same period also reduce the import duties on wheat-flour and rye-flour and also on milled products of wheat or rye, while preserving the relation between the import duties provided for under the present Treaty for wheat and rye respectively and for the flour of these cereals within a minimum difference of 20 Czechoslovak crowns ; there is no obligation under any treaty to go below the said difference.

2. Exporters of products of Hungarian milling and exporters of all other goods shall have free disposal of the sums in Czechoslovak crowns which are due to these from sales effected in Czechoslovakia, in so far as free disposal of the moneys arising from commercial transactions is equally assured in Hungary.

3. If, in respect of the milling of wheat, the Czechoslovak Government should decree regulations applicable also to milled products of Hungarian origin, the certificates issued by the competent Hungarian authorities attesting that the milled product satisfies the regulations of the Czechoslovak Republic relative thereto shall be accepted and the consignments accompanied by these certificates shall be admitted without any further examination in this respect being required at the frontier.

If, in internal traffic, flour produced in Czechoslovakia is subject, with a view to the enforcement of these regulations, to examination by taking samples at random, flour of Hungarian origin may be subjected to a similar examination.

4. With regard to the system of import receipts provided for under Article VI, No. 2 of Law No. 109/1926 of the Collection of Laws and Decrees, the following has been agreed upon :

(a) The import receipts issued in accordance with the above-mentioned provision shall not be transferable.

(b) The period during which the said import receipts shall be valid shall not exceed nine months reckoned from the day of issue.

(c) The value in raw materials per 100 kg of flour or of milled wheat and rye products (under No. 33 of the Tariff) shall not be fixed above 115 kg of wheat or of rye.

With regard to Tariff No. 37 *a.*

It is agreed that any lower conventional rate for cherries or egriots which may at any time be granted to a third State shall at the same time equally apply to egriots or cherries of Hungarian origin.

With regard to Tariff No. 39.

Plum jam shall not be considered as crushed fruit (fruitpulp, fruit must).

With regard to Tariff Nos. 64 *and* 65.

So long as the Commercial Treaty between the Czechoslovak Republic and Switzerland shall be in force, the duty of 180 Czechoslovak crowns per head agreed upon under this Treaty shall be payable on bulls and cows of the Simmental breed of Hungarian origin exported from Hungary for breeding purposes.

Breeding stock and cattle of the Simmenthal breed shall, on importation, enjoy the Customs privileges laid down, provided that the importer produces the prescribed certificate, issued by the competent Czechoslovak Council for Agriculture or by the competent Department of Agriculture of the Civil Administration of Podkarpatská Rus and confirmed by a declaration of the official Czechoslovak veterinary surgeon responsible for the veterinary examination at the time of impor-

tions du passavant hongrois, il s'agit bien d'animaux reproducteurs et d'élevage de la race indiquée sur l'attestation.

Au nº 70 b) du tarif.

Sous réserve de la validité du régime, statué par l'observation au nº 70 *b)* du tarif insérée dans l'article II de la loi du 22 juin 1926, nº 109 R. d. L. et O., il sera perçu des porcs pesant plus de 50 kilos jusqu'à 80 kilos, dans la période du 1er juillet 1927 jusqu'au 30 juin 1928, un droit d'entrée de 60 Kč par pièce et, dans la période du 1er juillet 1928 jusqu'au 30 juin 1929, un droit de 72 Kč par pièce.

Au nº 71 du tarif.

Les chevaux à sang chaud des races ou souches dites Lipica, grand et petit Nonius, Furioso, Gidran, du croisement anglo-arabe, ainsi que des croisements desdits chevaux à sang chaud entre eux, bénéficieront, lors de l'importation dans la République tchécoslovaque, des droits conventionnels de 900 et de 550 Kč respectivement, si l'importateur présente au bureau de douane une attestation du vétérinaire officiel tchécoslovaque, chargé de la visite vétérinaire à l'importation, établissant que, conformément aux indications du passavant hongrois, il s'agit bien de chevaux à sang chaud susindiqués.

Au nº 78 du tarif.

La consolidation conventionnelle de l'exemption des droits de douane pour le lait ne s'applique pas à la crême.

Au nº 101 du tarif.

Les graisses et les huiles techniques (non raffinées) durcies (même l'huile de poisson), rentrent dans le nº 101 du tarif.

Au nº 102 du tarif.

Le contenu d'huile réel des envois de sédiment d'huile de colza établi par une constatation des stations pour l'examen des denrées alimentaires des villes de Budapest et Győr *(Budapest székesfővárosi vegyészeti hivatal, Törvényhatósági vegyvizsgáló állomás Győrött)*, sera pris pour base du dédouanement, réserve faite pour le droit de vérification des autorités tchécoslovaques.

Au nº 104 du tarif.

Le certificat attestant que l'huile n'est extraite que des graines de tournesol, sera délivré par les stations pour l'examen des denrées alimentaires des villes de Budapest et Győr *(Budapest székesfővárosi vegyészeti hivatal, Törvényhatósági vegyvizsgáló állomás Győrött)*.

Le droit à vérifier l'exactitude des indications du certificat et le contenu de l'envoi reste réservé à l'Administration de douane tchécoslovaque.

Au nº 108 a) du tarif.

Les eaux-de-vie de vin d'origine hongroise seront dédouanées, lors de l'importation dans la République tchécoslovaque, aux taux, le cas échéant valables, pour le Cognac et l'Armagnac d'origine française.

Actuellement sont applicables au Cognac et à l'Armagnac les droits de 1000 Kč pour ces distillats en bouteilles et de 3000 Kč pour ceux en tonneaux, stipulés par la Convention commerciale entre la République tchécoslovaque et la France du 17 août 1923.

tation, attesting that, in accordance with the statement in the Hungarian permit the cattle described on the certificate are breeding stock and of the breed mentioned.

With regard to Tariff No. 70 b.

Subject to the validity of the régime laid down in the Note under No. 70 *b* of the Tariff inserted in Article II of the Law of June 22, 1926, No. 109 of the Collection of Laws and Decrees, an import duty of 60 Czechoslovak crowns per head shall be levied during the period from July 1, 1927, to June 30, 1928, on pigs between 50 kg and 80 kg, and in the period from July 1, 1928, to June 30, 1929, a duty of 72 Czechoslovak crowns per head.

With regard to Tariff No. 71.

Anglo-Arab blood horses of the so-called Lipica, large and small Nonius, Furioso, Gidran breeds or strains and also cross breeds of the above shall, when imported into the Czechoslovak Republic, be subject to the conventional rates of 900 and 550 Czechoslovak crowns, respectively, provided the importer shows at the Customs Office an attestation from the official Czechoslovak veterinary surgeon responsible for the veterinary examination on importation, declaring that, in accordance with the statement in the Hungarian permit, the horses concerned are really horses of the breeds mentioned.

With regard to Tariff No. 78.

The conventional clause under which milk is exempt from Customs duties does not apply to cream.

With regard to Tariff No. 101.

Fats and industrial oils (not refined) solidified (inclusive of fish-oil) come under No. 101 of the Tariff.

With regard to Tariff No. 102.

The actual oil content of consignments of rape-seed sediment certified at the food inspection posts in the towns of Budapest and Győr *(Budapest székesfővárosi vegyészeti hivatal, Törvényhatósági vegyvizsgáló állomás Győrött)* shall be taken as the basis for the Customs duties charged. The Czechoslovak authorities shall, however, have the right of verification.

With regard to Tariff No. 104.

The certificate attesting that the oil is extracted only from sunflower-seed shall be issued by the food inspection posts of the towns of Budapest and Győr *(Budapest székesfővárosi vegyészeti hivatal, Torvényhatósági vegyvizsgáló állomás Győrött)*.

The Czechoslovak Customs authorities shall have the right to verify the accuracy of the statements contained in the certificate and the nature of the consignment.

With regard to Tariff No. 108 (a).

The duties charged on importation into the Czechoslovak Republic on spirits distilled from wine of Hungarian origin shall be those which would apply to Cognac and Armagnac of French origin.

At the present time, Cognac and Armagnac are subject to duties of 1,000 Czechoslovak crowns when in bottles, and of 3,000 Czechoslovak crowns when in casks, as provided for by the Commercial Convention between the Czechoslovak Republic and France of August 17, 1923.

Au nº 109 *du tarif.*

Lors de l'importation dans la République tchécoslovaque, les envois de vins hongrois doivent être accompagnés, outre le certificat d'origine, aussi d'une attestation d'analyse.

Les autorités suivantes sont autorisées à délivrer les certificats d'origine :

1º Toutes les inspections de ditrict vinicoles royales hongroises *(Magyar királyi szőlészeti és borászati kerületi felügyelőségek) ;*

2º Les Chambres de Commerce et d'Industrie *(Kereskedelmi és iparkamara) ;*

3º Les Chambres d'Agriculture *(Mezőgazdasági kamara).*

L'Institut ampélologique royal hongrois à Budapest *(Magyar királyi szőlő és borgazdasági központi kisérleti állomás)* est autorisé à délivrer les attestations d'analyse.

L'attestation d'analyse contiendra notamment :

Le poids spécifique ;
Les degrés d'alcool ;
Le contenu de tous les acides ;
Le contenu des acides volatils ;
Le contenu d'extrait ;
Le contenu de sucre ;
Le contenu d'extrait sans sucre ;
Le contenu de cendres (matières minérales).

Il sera indiqué dans l'attestation d'analyse que l'analyse se rapporte au même envoi de vin à l'égard duquel le certificat d'origine en question a été établi.

Le droit des autorités tchécoslovaques à vérifier les analyses des vins importés n'est pas atteint.

Au nº 110 *du tarif.*

Les certificats d'origine concernant les envois de vins mousseux seront délivrés par les Chambres de commerce et d'industrie compétentes.

Au nº 117 *du tarif.*

Par poids de la pièce au-dessus de 140 kilos et par poids au-dessus de 70 kilos, il faut comprendre le poids sans les intestins, toutefois avec la panne et les reins.

Au nº 118 *du tarif.*

Au droit conventionnel du salami dit hongrois est soumis aussi le salami en ou avec de la viande de bœuf.

Aux nºs 127, 131, 132 *du tarif.*

Seront dédouanées comme préparations de malt diététiques au taux conventionnel de 720Kč l'ovomaltine, la szitmaltine et les préparations de malt de composition similaire, même déclarées comme préparations diététiques ou comme médicaments, même additionnées, d'une quantité peu importante d'autres matières en général ou des matières qui doivent être considérées comme médicaments ; si cependant l'addition des médicaments dans les préparations de malt est de telle nature que les préparations en question sont susceptibles de produire des effets essentiellement médicamenteux, ces articles seront dédouanés comme médicaments préparés d'après le nº 630 du tarif.

Comme telles préparations de malt du nº 630 du tarif seront considérées :

Extrait de malt à l'huile de foie de morue (contenant 40% d'huile de foie de morue) ;
Extrait de malt ferrugineux (contenant 2% de *ferrum pyrophosphoricum cum ammonio citrico*) ;
Extrait de malt à phosphate de chaux (contenant 2% *calcium lactophosphoricum*) ;
Extrait de malt à iodure de fer (contenant 0.25% *ferrum iodatum*).

With regard to Tariff No. 109.

On importation into the Czechoslovak Republic, consignments of Hungarian wine shall be accompanied, in addition to the certificate of origin, by a certificate of analysis.

The following authorities are competent to issue certificates of origin :

(1) All the Royal Hungarian wine-growing district inspection offices. *(Magyar királyi szőlészeti és dorászati kerületi fetűgyelőségek).*

(2) Chambers of Commerce and Industry *(Kereskedelmi és iparkamara).*

(3) Chambers of Agriculture *(Mezőgazdasági kamara).*

The Royal Hungarian Ampelogic Institute at Budapest, *(Magyar királyi szőlő és borgazdasági kögponti kiserleti állomás)* is authorised to issue certificates of analysis.

The certificate of analysis shall state in particular :

The specific weight.
The alcoholic content in degrees.
The total acid content.
The total volatile acid content.
The extract content.
The sugar content.
The content of extract without sugar.
The ash content (mineral matter).

The certificate of analysis shall state that the analysis refers to the same consignment of wine for which the certificate of origin was issued.

The right of the Czechoslovak authorities to verify the analysis of the wines imported shall not be affected.

With regard to Tariff No. 110.

The certificates of origin for consignments of sparkling wines shall be issued by the competent Chambers of Commerce and Industry.

With regard to Tariff No. 117.

By weight per head above 140 kg and by weight above 70 kg shall be understood the weight excluding the intestines, but including the fat and kidneys.

With regard to Tariff No. 118.

Salami made of or with beef shall be subject to the same duties as " Hungarian " salami.

With regard to Tariff Nos. 127, 131 *and* 132.

Even when declared as dietetic preparations or as medicaments and even when combined with a small quantity of other materials, or of materials which are considered as medicaments, ovomaltine, szitmaltine, and malt preparation of similar composition shall be dutiable as dietetic malt preparations at the conventional rate of 729 Czechoslowak crowns. If, however, the addition of the medicaments in the malt preparations is of such a nature that the preparations are likely to produce essentially medicinal effects, the duty charged on these articles shall be that applicable to medicinal preparations, as under No. 630 of the Tariff.

The following preparations shall be considered as malt preparations coming under No 630 of the Tariff :

Malt extract with cod liver oil (containing 40% of cod liver oil) ;

Ferruginous malt extract (containing 2% of *ferrum pyrophosphoricum cum ammonio citrico*).

Malt extract with phosphate of lime (containing 2% of *calcium lactophosphoricum*).

Malt extract with iodide of iron (containing 0.25% of *ferrum iodatum*).

Aux nº 128 *et* 131 *du tarif.*

Les foies d'oie entiers, non partagés, prêts à être consommés, stérilisés dans de la graisse (foie naturel), ainsi que les foies d'oie passés par le tamis, graisseux, sans addition de truffes, (crême de foie d'oie) seront également dédouanés au taux conventionnel des pâtés de foie.

Au nº 219 *e) du tarif.*

Les sangles seront considérées comme articles pour usages techniques.

Aux nºs 275 *et* 276 *du tarif.*

Par paille de millet il faut comprendre aussi la paille de cirok.

Au nº 300 *a) du ratif.*

Au taux conventionnel seront dédouanés aussi les plateaux et jattes laqués.

Au nº 300 *b) du tarif.*

Au taux conventionnel seront dédouanés aussi les patrons de peintre.

Au nº 311 *du tarif.*

Les chaussures en tissus avec semelles en caoutchouc seront dédouanées d'après le nº 311 du tarif, même dans les cas où elles présentent une combinaison avec du cuir.

Au nº 350 *du tarif.*

Le Gouvernement tchécoslovaque se déclare disposé pour le cas où les droits d'entrée hongrois des planchettes pour parquets (ex nº 203 *b*/2 du tarif de douane hongrois) seraient réduits au-dessous du taux de 7 — couronnes or, convenu par ce traité, à réduire également le taux de 50Kč pour les frises, baguettes, bâtons et plaques, rabotés (ex nº 350 *a)* du tarif de douane tchécoslovaque au niveau correspondant à la parité. La réduction du taux tchécoslovaque entrera en vigueur simultanément avec la réduction du taux hongrois.

Au nº 356 *c*/2 *du tarif.*

Les meubles dénommés sous ce numéro seront dédouanés au taux conventionnel, même s'ils sont munis de parties en bois tendre (tiroirs et similaires).

Au nº 388 *du tarif.*

Seront considérées comme lampes — appliques les lampes — appliques qui ont la source de lumière (pétrole, huile, alcool et similaires) en elles-mêmes.

Au nº 425 *du tarif,*

Les marques de fabrique, les estampilles de maison et les indications de contenu qui ne constituent aucun ornement, n'ont pas pour conséquence que la poterie d'ailleurs unicolore serait dédouanée comme multicolore.

Les vases en argile (conformément à la teneur du nº 700 *b*/2 du tarif de douane hongrois), ayant du côté extérieur une autre couleur que du côté intérieur et les objets en argile ne présentant outre la couleur naturelle de la terre cuite qu'une seule autre couleur, ne seont pas dédouanés pour cette raison comme multicolores.

With regard to Tariff Nos. 128 *and* 131.

The conventional rate for liver pastes shall also apply to goose livers whole, not cut up, ready for consumption, sterilised in fat (natural liver), and also goose liver passed through a sieve, fatty, without any addition of truffles (cream goose liver).

With regard to Tariff No. 219 *(a).*

Straps shall also be considered as articles for industrial uses.

With regard to Tariff Nos. 275 *and* 276.

The term millet straw shall also include cirok straw.

With regard to Tariff No. 300 *(a).*

The conventional rate shall also be applicable to lacquer trays and bowls.

Item No. 300 *(b) of the Tariff.*

The conventional rate shall also apply to painters' stencils.

With regard to Tariff No. 311.

As regards fabric boots and shoes with rubber soles the rates laid down for No. 311 of the Tariff shall be applicable even if the fabric is combined with leather .

With regard to Tariff No. 350.

The Czechoslovak Government declares that should the Hungarian import duties on wooden parquet boards (ex No 203 *(b)* 2 of the Hungarian Customs Tariff) be reduced below the rate of 7 gold crowns agreed on under this Treaty, it is prepared also to reduce the rate of 50 Czechoslovak crowns for friezes, ringlets, rods and planks(planed) (ex. No. 350 *(a)* of the Czechoslovak Customs Tariff) to the corresponding level. The reduction of the Czechoslovak rate shall come into force simultaneously with the reduction of the Hungarian rate.

With regard to Tariff No. 356 *(c).* 2.

The furniture enumerated under this item shall be dutiable at the usual conventional rate, even if it is combined with portions made of soft wood (drawers and other parts).

With regard to Tariff No. 388.

Only bracket lamps made to contain within themselves the substance for generating light petroleum, oil, alcohol, etc.) shall be considered as " bracket lamps ".

With regard to Tariff No. 425.

The fact that manufacturers' marks, trade-marks and marks indicating the contents, not intended as ornamentation, are affixed to pottery otherwise of one colour shall not justify the levying on such goods of the duties applicable to pottery of two or more colours.

Under Item No. 700 *b* -2 of the Hungarian Customs Tariff, clay vases having on the outside a colour different from that of the inside, and clay articles which, apart from the natural colour of the burning, have only one other colour, shall not, for this reason, be dutiable as goods of two or more colours.

Au nº 426 a) du tarif.

Les pipes en argile, en combinaison avec des matières ordinaires, même avec ornements seront dédouanées au taux conventionnel.

Aux nºs 445, 482 et 517 du tarif.

Par corps d'éclairage, il faut comprendre aussi des lampes.

Par parties de corps d'éclairage il faut comprendre par exemple les corps de lampes (récipients en métal), les abats-jour, les becs, les supports d'abat-jour, les filets de vis d'ouverture et boîte pour vis de corps de lampes, les contrepoids avec poulies, les pieds de lampes, les appliques et les réflecteurs pour lampes-appliques.

Au nº 445 e) du tarif.

Il est entendu qu'au cas où, pour les articles nickelés d'une autre sorte de ladite position du tarif, un droit inférieur à 1400Kč par 100 kilos serait stipulé par une convention avec un Etat tiers, ce droit conventionnel sera appliqué simultanément aussi aux lampes nickelées et aux parties de lampes nickelées de cette position du tarif.

Au nº 517 du tarif.

Quant aux seringues contre le *peronospora*, le bouchage éventuel en caoutchouc ou en cuir, ainsi que les sangles et boyaux du nº 219 du tarif n'entrent pas en considération lors du dédouanement.

Au nº 538 du tarif.

Seront dédouanées aux taux conventionnels comme machines à broyer des pierres les machines suivantes : broyeurs de pierres (broyeurs à mâchoires et broyeurs giratoires), désintégrateurs à broyer des briques, du grès, de la terre glaise et de similaires, ainsi que machines à fendre des pierres.

Au nº 540 du tarif.

Sous ce numéro ne rentrent que les parties détachées électriques des appareils destinés aux installations de protection et de signalisation pour chemins de fer telles que les jeux de bloc électriques, les relais, les annonceurs de marche, les contacts pour les jeux de bloc, ensuite les transmetteurs de signaux pour l'annonce (automatique ou non), les cloches pour signaux, les inducteurs et similaires pour les appareils de la sonnerie d'annonce. Cependant, les bâtis lourds, les boîtes des soubassements de bloc, les boîtes des organes d'enclenchement, les soubassements des appareils de bureau, les bâtis pour le poids metteur de la sonnerie automatique et les parties similaires, non électriques, des appareils susmentionnés sont à dédouaner d'après le nº 450 du tarif, pour autant qu'il sont en fer.

Au nº 542 du tarif.

Les lustres, lampes, etc. seulement avec des fils isolés, cependant pas encore montés des parties détachées de lampes à incandescence, seront dédouanés comme marchandises selon la nature de la matière, combinées avec des matières ordinaires.

Au nº 613 du tarif.

Il est entendu que les certificats concernant les fécules de pommes de terre et la farine de fécules de pommes de terre seront délivrés par la Chambre de Commerce et d'Industrie compétente.

L'Administration de douane tchécoslovaque garde le droit de vérifier l'exactitude des certificats.

With regard to Tariff No. 426 *(a).*

Clay pipes combined with ordinary materials, even when ornamented, shall be dutiable at the conventional rate.

With regard to Tariff Nos. 445, 482 *and* 517.

The term lighting fittings shall also apply to lamps.

By parts of lighting fittings shall be understood parts of lamps (metal receptacles), lamp shades, gas burners, lamp shade supports, threads for the regulating screws and boxes for the screws for these lamps counter weights with pulleys, lamp stands, brackets and reflectors for lamp brackets, for instance.

With regard to Tariff No. 445 *(e).*

It is agreed that, should a duty lower than 1,400 Cezchoslovak crowns per 100 kg. on nickelled articles of another kind under this item of the Tariff be fixed by an agreement with a third State, this conventional rate shall at the same time apply to nickelled lamps and to nickelled parts of lamps under this item of the Tariff.

With regard to Tariff No. 517.

For Customs purposes the parts of *peronospora* sprays, such as stoppers of rubber or leather, and straps and tubes coming under No. 219 of the Tariff, shall not be taken into account.

With regard to Tariff No. 538.

The following machines shall be dutiable at the conventional rates applicable to machines for crushing stones : Stone crushers (crushers with jaws and rotatory crushers), disintegrators for pounding bricks, sand-stone, clay, and similar substances, and also machines for splitting stones.

With regard to Tariff No. 540.

This item shall only include the detached electric parts of apparatus for protective purposes and signalling on railways, such as electric lever blocks, levers, departure signalling devices, contact pieces for the lever blocks and transmitters of signals (automatic or therwise), signal bells, inductors and similar parts of signal bell apparatus. Nevertheless, heavy frameworks, boxes for the base blocks, boxes for interlocking apparatus, bases for office apparatus, frames for the actuating weights of automatic bells and similar non-electric parts of the above-mentioned apparatus shall, if made of iron, be dutiable at the rate laid down for Item 450 of the Tariff.

With regard to Tariff No. 542.

Chandeliers, lamps, etc. with insulated wires but not yet fitted, and detached portions of incandescent lamps shall be liable to duty at the rates applicable to goods made of the same material combined with ordinary materials.

With regard to Tariff No. 613.

It is agreed that the certificates concerning potato starch and potato starch meal shall be issued by the competent Chamber of Commerce and Industry.

The Czechoslovak Customs authorities shall have the right to verify the statement contained in the certificates.

Au nº 621 *du tarif.*

Le gaz de Blau ne sera dédouané au droit conventionnel de 45Kč qu'au cas où l'envoi sera accompagné d'un certificat à délivrer par la Chambre de commerce et d'industrie compétente du pays producteur, attestant le contenu des bouteilles en acier dans lesquelles la marchandise est importée.

A L'ANNEXE B.

DROITS D'ENTRÉE SUR LE TERRITOIRE DOUANIER HONGROIS.

Au nº ex 79 *du tarif.*

Il est entendu qu'un taux conventionnel inférieur, accordé éventuellement à un Etat tiers pour les griottes, sera appliqué simultanément même aux cerises d'origine tchécoslovaque.

Au nº 134 *du tarif.*

Les eaux minérales des sources tchécoslovaques ci-dessous ont droit au traitement conventionnel :

Běloves (source Ida), Bilina-Kyselka, Bylany, Číz, Darkov, Františkovy Lázně (source des Près, source salée, source François, source Natalie, source ferrugineuse, source de Glauber), Karlovy Vary (Sprudel, source du Moulin, source du Château, source du Marché, source des Rochers, source du Parc), Klášterec nad Ohří ; Krondorf-Kyselka ; Lázně Kynžvart (source Richard) ; eaux acidulées alcalines Loza ; Luhačovice (source Vincent, source Louise, source Amanda, source Jean), Vratislavice nad Nisou, Mariánské Lázně (sources de sel de Glauber, source de la Croix et source Ferdinand, source de la Forêt, source Rodolphe, source Ambroise, source Excelsior) ; eau Mattoniho Kysibelka, de Nová Ves u Bečova, Ondrášov u Berouna na Moravě (Bärn), Piešťany («Therma», eau thermale), Poděbrady, Markartov («Radiovka»), Lipovce (source Salvator) ; Šaratica, Šternov, Teplice-Šanov, Zaječice, Břvany (Praga), Malý Sulín (source Couronne), Baldovce (source Deák et Luci), Slatvina (source Anne), Polena, Svalava, Spišská Sobota (« Tatra »), Soločín (source Marguerite), Cigelka (source Louis, source Etienne). Sur la demande du Gouvernement tchécoslovaque, le Gouvernement royal hongrois complétera cette liste par insertion d'autres eaux minérales d'origine tchécoslovaque.

Au nº 137 *du tarif.*

Les aliments médicinaux ne seront pas dédouanés d'après ce numéro du tarif, mais d'après le nº 458 *d)* du tarif. Comme aliments médicinaux seront considérés les aliments qui sont expressément indiqués comme tels ou additionnés de médicaments (tels que l'huile de foie de morue, iode, glycéro-phosphate et similaires) ou albuminés de façon prédominante. Comme préparations de malt médicinales seront considérées notamment et rentrent, pour cette raison, dans le nº 458 *d)* du tarif, les suivantes : extrait de malt à l'huile de foie de morue, extrait de malt ferrugineux, extrait de malt à phosphate de chaux, extrait de malt à iodure de fer et similaires.

Aux nºs 139–145 *du tarif.*

Il est entendu qu'au cas où, de la part de la Hongrie, l'admission temporaire pour les moulins serait autorisée sous la forme des acquits d'importation ou du trafic de mouture, aussi de la part de la Hongrie — lors du règlement des formes susmentionnées de l'admission temporaire — aucune faveur allant au delà des engagements conventionnels pris de la part de la Tchécoslovaquie sous chiffre 4 des dispositions du protocole final au nº 33 du tarif de douane tchécoslovaque, ne sera-t-elle accordée, quant aux rapports mentionnés sous chiffre 4 ci-dessus, à l'exportation de la farine et des produits de la meunerie (conformément à la teneur du nº 33 du tarif de douane tchécoslovaque).

With regard to Tariff No. 621.

Blau gas shall be dutiable at the conventional rate of 45 Czechoslovak crowns only when the consignment is accompanied by a certificate issued by the competent Chamber of Commerce and Industry of the producing country attesting the nature of the contents of the steel bottles in which it is imported.

AD ANNEX B.

DUTIES ON IMPORTS ENTERING HUNGARIAN CUSTOMS TERRITORY.

With regard to Tariff No. 79.

It is agreed that any lower conventional rate that may subsequently be granted to a third country for egriot cherries shall also be applied simultaneously to cherries of Czechoslovak origin.

With regard to Tariff No. 134.

Mineral waters from the following Czechoslovak springs are entitled to conventional rates :

Běloves (Ida spring), Bílina-Kyselka, Bylany, Číz, Darkov, Františkovy Lázně (Meadows spring, salt spring, François spring, Natalie spring, ferruginous spring, Glauber spring), Karlovy Vary (the following Sprudel springs : Mill, Castle, Market, Rocks and Park), Klášterec nad Ohří; Krondorf-Kyselka ; Lázně Kynžvart (Richard spring) ; Loza acidulated alkalin waters ; Luhačovice (the following springs : Vincent, Louise, Amanda, Jean), Bratislava nad Nisou, Mariánske Lázně (the following springs : Glauber salts, the Cross, Ferdinand, Forest, Rudolph, Ambrose, Excelsior) ; Mattoniho Kysibelka water, Nová Ves u Bečova, Ondrášov u Berouna na Moravě (Bärn), Piešťany (" Therma ", Thermal water), Poděbrady, Markartov (" Radiovka "), Lipovce (Salvator spring) ; Šaratica, Šternov Teplice-Šnov, Zaječice, Břvany (Prague), Malý Sulín (Couronne spring), Baldovce (Deák and Luci spring), Polena, Svalava, Spišská Sobota (" Tatra "), Soločín (Solnitz) (Marguerite spring), Cigelka (Louis spring, Stephen spring). At the request of the Czechoslovak Government the Royal Hungarian Government will add other mineral waters of Czechoslovak origin to this list.

With regard to Tariff No. 137.

Medicinal foods will pay duty according to Tariff No. 458 *d)*, and not according to the above number. As medicinal foods shall be considered to be those products which are expressly declared to be such or to which have been added medicaments (such as cod liver oil, iodine, glycophosphates and the like) or albumen. The following shall be considered as medicinal malt preparations and therefore dutiable under No. 458 *d*) of the Tariff : extract of malt with cod liver oil, extract of ferruginous malt, extract of malt with phosphate of lime, extract of malt with iodide of iron and such like.

With regard to Tariff Nos. 139-145.

It is agreed that if Hungary should allow temporary importation in favour of milling products by means of import or milling receipts, that country, when dealing with the above temporary importation forms, shall not, as regards the proportions mentioned in No. 4 of the Final Protocol to No. 33 of the Czechoslovak Customs Tariff, grant any favour to the export of flour and meal products going beyond the conventional engagements undertaken by Czechoslovakia under No. 4 of the above Final Protocol.

Au nº 168 *a/2 du tarif.*

Par poissons dits russes, il faut comprendre des poissons marinés sans tête et parties abdominales et sans intestins.

Au nº 203 *b/2 du tarif.*

Il est convenu qu'au cas où les droits d'entrée hongrois des planchettes pour parquets (parquets dits américains) en bois autre qu'en bois de hêtre, seraient réduits au-dessous du taux de 7.— couronnes-or par un traité avec un Etats tiers, cette réduction s'appliquera également aux planchettes pour parquets (parquets dits américains) en bois de hêtre. Cette réduction entrera en vigueur simultanément avec la réduction du droit hongrois des planchettes pour parquets (parquets dits américains) en bois autre qu'en bois de hêtre.

Au nº 246 *du tarif.*

Les indications d'emploi annexées aux envois de boue minérale de Piešťany et de Trenčianské Teplice seront également admises en franchise de douane.

Au nº 264 *du tarif.*

L'émeri artificiel, tel que carborundum, électrite, en grains, même moulu, sera dédouané d'après ce numéro du tarif.

Au nº 363 *du tarif.*

Les couleurs dites couleurs de metagon sont des terres colorantes, suspendues et dissolues dans l'acétone, l'acétate d'amyle et similaires, avec addition de celluloïd comme gluant (épaississant). Elles sont employées dans la fabrication du cuir pour écarter la teinture inégale du cuir et sont mises en circulation en tonneaux ou en cruches de tôle.

Au nº 458 *c) du tarif.*

Le taux conventionnel est applicable aux produits de sources minérales suivants : pastilles de Sprudel de Karlovy Vary, pastilles de Mariánské Lázně, pastilles digestives de Bílina, pastilles de Poděbrady, pastilles de Luhačovice. Sur la demande du Gouvernement tchécoslovaque, le Gouvernement royal hongrois complétera cette liste par insertion d'autres produits de sources minérales d'origine tchécoslovaque.

Au nº 458 *d) du tarif.*

Le taux conventionnel est applicable aux produits de sources minérales suivants : sel de bain iodé-bromé de Číz, sel d'iode de Darkov, sel de Sprudel de Františkovy Lázně, lessive de boue de Františkovy Lázně, sel de boue de Františkovy Lázně, sel naturel de Sprudel de Karlovy Vary, sel naturel d'eau-mère de Sprudel de Karlovy Vary, sel naturel de sources de Márianské Lázně, eau-mère de Mariánské Lázně, sel d'eau-mère de Mariánské Lázně, sel de boue de Mattoni' lessive de boue de Mattoni. Sur la demande du Gouvernement tchécoslovaque, le Gouvernement royal hongrois complétera cette liste par insertion d'autres produits de sources minérales d'origine tchécoslovaque.

Les taux convenus sont applicables en outre aux préparations suivantes pour dentistes du Dr Arthur Scheuer : pâte de formaldéhyde, pâte de formaldéhyde-thymol-cocaïne, pâte d'iodoforme pour canaux, pâte de tricrésol-formaline, pâte d'iodoforme-thymol-cocaïne, pâte caustique, pâte caustique à fibres de plantes, onguent d'excavation, essence iodique, le « *Post extractionem* », solution de tricrésol-formaline, solution de tricrésol-formaline combinée avec du charbon animal, et solution de tricrésol-formaline à eugenol ;

Ainsi qu'aux préparations suivantes pour dentistes de la maison Stoma : injection de novocaïne-adrénaline, pâte de tricrésol-formaline pour canaux et pâte de camphorophénol pour canaux.

With regard to Tariff No. 168 *(a)* 2.

By so-called " Russian " fish is understood marinated fish without heads, abdominal parts and without intestines.

With regard to Tariff No. 203 *(b)* 2.

It is agreed that if the Hungarian import duty on floor boarding (so-called American floor boarding) of wood other than beech wood is reduced below the rate of seven gold crowns by treaty with a third country, this reduction shall also apply to floor boarding (so-called American flooring) of beech wood. This reduction shall enter into force at the same time as the reduction of the Hungarian duty on floor boarding (so-called American flooring) of wood other than beech wood.

With regard to Tariff No. 246.

The instructions as to use attached to consignments of mineral mud from Piešt'any and Trenčianské Teplice shall also be admitted free of duty.

With regard to Tariff No. 264.

Artificial emery, such as carborundum, electricte, granulated, whether ground or not, shall be liable to duty under the above tariff number.

With regard to Tariff No. 363.

The " metagon " colours are dyeing earths, in suspense and dissolved in acetone, amylacetate and such like, with the addition of celluloid as a thickening agent. They are employed in the manufacture of leather for preventing unequal dyeing and are sold in casks or iron containers.

With regard to Tariff No. 458 *(c).*

The conventional rate shall apply to the products of the following mineral springs : Karlovy Vary, Sprudel tablets, Mariánske Lazně tablets, Bílina digestive tablets, Poděbrady tablets and Luhacoviče tablets. At the request of the Czechoslovak Government the Royal Hungarian Government will add the products of other Czechoslovak mineral springs to this list.

With regard to Tariff No. 458 *(d).*

The conventional rate shall apply to the following products of mineral springs : Číz iodic-bromide bath salts, Darkov iodine salts, Frantiskovy Lázně Sprudel salts, Františkovy Lázně washing-mud, Frantiskovy Lázně mud-salts, Karlovy Vary natural Sprudel salts, Karlovy Vary Sprudel mother-liquor natural salt, Mariánské Lázně spring natural salts, Mariánské Lázně mother-liquor Mariánské Lásně mother-liquor salt, Mattoni mud salt, Mattoni washing mud. At the request of the Czechoslovak Government the Royal Hungarian Government will add other products of Czechoslovak mineral springs to this list.

The agreed rates shall also be applied to the following dental preparations of Dr. Arthur Scheuer : formaldehyde paste, formaldehyde-thymol-cocaine paste, iodoform paste for ducts, tricresol-formaline paste, iodoform-thymol-cocaine paste, caustic paste, vegetable fibre caustic paste, drilling ointment, iodoc essence, " *Post extractionem* ", tricresol-formaline solution, tricresol formalinl solution combined with animal charcoal and eugenol tricresol-formaline.

And to the following dental preparations of the firm of Stoma : novocaine-adrenaline injection, tricresol-formaline paste for ducts and camphorophenol paste for ducts.

Au nº 478 *du tarif.*

Le dédouanement des skis d'après le nº 478 *a)* du tarif n'est pas exclu, même s'ils sont combinés avec des lanières en cuir ou en balata.

Au nº 480 *du tarif.*

Les sièges en plaques de traversin seront également dédouanés au taux convenu de 14.— couronnes or.

Au nº 489 *du tarif.*

Boîtes en copeaux de bois, collées. Les marques de maison, de fabrique, de marchandise et autres, de couleur, pyrogravées, imprimées, même ornementées, n'entrent pas en considération lors du dédouanement.

Au nº 493 *du tarif.*

Dans ce numéro du tarif est rangé la gummoïde en plaques et en bâtons non travaillés.

Au nº 526 *c) du tarif.*

Les reliures de livres, produits de fabrication en gros, ne seront pas considérées comme reliures de livres ayant le caractère d'art appliqué.

Au nº 532 *du tarif.*

Les articles de gummoïde pour usages techniques, tels que tuyaux, anneaux et similaires en gummoïde conformes à l'espèce des échantillons déposés seront dédouanés aux bureaux principaux de douane de Budapest, Szob et Komárom.

Aux nºs 535 *b) et* 536 *b) du tarif.*

Par paniers en sparte, il faut comprendre des paniers avec une carcasse en osier ou roseau, entrelacés de sparte.

Aux nºs 535–537 *du tarif.*

Les montures non essentielles en fer ou métaux et en leurs alliages— ainsi que les combinaisons non essentielles (lacets, coins protecteurs et similaires) avec du cuir ou du cuir artificiel sont sans influence sur la tarification pourvu qu'elles ne constituent aucun ornement déterminant le caractère commercial de la marchandise.

Au nº 537 *d) du tarif.*

Seront considérées comme jalousies en bois, partiellement tressées avec des fils textiles, celles dans lesquelles les fils textiles couvrent moins de la demi-largeur de la jalousie. Les jalousies en bois, tressées avec des fils textiles, présentant même des fils tréfilés, sont également soumises aux taux convenus.

Aux nºs 552 *et* 553 *du tarif.*

Les tissus en coton avec trame de fils de déchets (de vigogne) dans lesquelles, quant au poids, il n'y a plus de 8 % de laine (déchets de laine), seront dédouanés comme tissus en coton.

With regard to Tariff No. 478.

Skis will be dutiable according to item No. 478 *(a)* even if fitted with leather of balata straps.

With regard to Tariff No. 480.

Seats made of sheets glued together in layers crosswise will also be dutiable at the agreed rate of 14 gold crowns.

With regard to Tariff No. 489.

Boxes made of wood shavings glued. Trade marks, factory marks, merchandise or other marks in colour, pyro-engraved, printed, whether decorated or not do not affect the duties.

With regard to Tariff No. 493.

Gummoid in sheets and in sticks, unworked, is dutiable according to the above item.

With regard to Tariff No. 526 *(c).*

Bookbindings, manufactured wholesale, will not be considered as bookbindings coming within the applied art class.

With regard to Tariff No. 532.

Gummoid articles for technical use, such as tubes, rings and such-like, made of gummoid similar to the samples deposited, will be cleared through the principal Customs houses of Budapest, Szob and Komárom.

With regard to Tariff Nos. 535 *(b) and* 536 *(b).*

By esparto baskets are meant baskets, the body of which is made of willow or reed, plaited with esparto.

With regard to Tariff Nos. 535-537.

Non-essential frame work of iron or metal or their alloys, and non-essential combinations (laces, corner protectors, and such-like) of leather or artificial leather, do not affect the duty on condition that they do not constitute ornamentation determining the commercial character of the goods.

With regard to Tariff No. 537 *(d).*

Blinds in which textile threads cover less than half the width of the blinds, shall be considered wood blinds, partially plaited with textile threads. Wood blinds, with textile threads, even weir drawn, are also dutiable at the agreed rates.

With regard to Tariff Nos. 552 *and* 553.

Cotton fabrics with weft of waste yarns (vicuna), in which the weight of the wool (wool waste), does not exceed 8 % shall be dutiable as cotton fabrics.

Il faut considérer comme tissus dits « *gradl* » les croisés de gradl, avec armure croisée trois ou quatre fois dans lesquels deux bandes de largeur égale alternent l'une avec l'autre sans interruption et par la largeur entière du tissu, les lignes droites courant dans l'une de ces bandes à gauche et dans l'autre à droite.

Au nº 559 du tarif.

Les mouchoirs de tête et les châles en velours ou tissus veloutés de coton sont rangés dans ce numéro du tarif, même s'ils sont pourvus de franges attachées par tissage, resserrement ou couture.

Pour l'établissement de la superficie des mouchoirs de tête et châles avec franges, la moitié de la longueur des franges sera comprise dans la mesure de longueur.

Au nº 570 du tarif.

Parmi les tissus en fils de lin non façonnés (avec une simple armure fondamentale) rentrent également :

1º Les étoffes tissées à plusieurs fils d'une armure unie (semblable à la toile), c'est-à-dire celles dans lesquelles :

a) La chaîne est divisée soit par une trame à un seul fil en groupes égaux à deux, trois ou plusieurs fils et le changement, lors de la trame suivante, a régulièrement lieu pour ces deux, trois ou plusieurs fils ; soit la chaîne est divisée par une trame à deux, trois ou plusieurs fils en fils uniques, et le changement, lors de la trame suivante, a régulièrement lieu pour ce fil unique ; ou bien :

b) Non seulement la chaîne, mais aussi la trame consistent de groupes égaux à deux, trois ou plusieurs fils et l'armure avance régulièrement pour le nombre de fils formant un groupe de fils.

2º *a)* Tous les croisés de chaîne simples, sans limitation du nombre des fils dans les groupes à plusieurs fils de la chaîne, et

b) Tous les croisés de trame simples, c'est-à-dire les croisés dans lesquels la chaîne est divisée par la trame de la même façon que dans les croisés de chaîne, le changement cependant, lors de chaque trame suivante, se fait pour le nombre des fils contenus dans le groupe à plusieurs fils de la chaîne ; des diagonales descendantes en résultent dans lesquelles les fils de trame se trouvent à la surface au-dessus de deux, trois ou plusieurs fils de chaîne ;

c) Les croisés équilatéraux (des deux côtés droits) avec une armure croisée six, huit fois, etc., dans lesquels les trois ou quatre, etc. fils de chaîne situés l'un à côté de l'autre sont alternativement placés au-dessus et au-dessous de la trame à un seul fil et le changement se produit régulièrement pour chaque fil unique ;

d) Les croisés brisés suivants : les croisés de gradl avec armure croisée trois ou quatre fois dans lesquels deux bandes de largeur égale alternent l'une avec l'autre, les lignes droites courant dans l'une de ces bandes à gauche et dans l'autre à droite ; puis le croisé brisé avec armure croisée quatre fois, présentant des points de croisement disséminés, c'est-à-dire celui dans lequel la trame à un seul fil lie les fils de chaîne contenus dans les rapports, de sorte que le changement se fait au premier rapport du dessin pour un fil, au second pour deux, au troisième pour trois et au quatrième pour deux.

3. 1º Tous les satins de chaîne et de trame. L'armure de satin consiste en ce que la chaîne est divisée par la trame à un seul fil en deux parties dont l'une ne contient que les fils isolés, l'autre toujours des groupes égaux de quatre fils au moins et que le changement, lors de la trame prochaine, a lieu pour deux fils ou plus. Si les fils de chaîne des groupes y viennent à se trouver au-dessus des fils de chaîne singuliers, mais au-dessous de la trame, ils en résulte des satins de chaîne, dans le cas contraire des satins de trame.

2º Toutes les autres armures et combinaisons d'armures telles que les croisés à effet (diagonale, *diaper*), les armures dites de Huck (dans les tissus pour essuie-main), l'armure

The following are to be considered as so-called "*gradl*" fabrics, namely, gradl twills with ground weave twilled three or four times, in which two bands of equal width alternate with each other without interruption and in which the straight lines in one of these bands run to the left and in the other to the right along the entire width of the fabric.

With regard to Tariff No. 559.

Kerchiefs and shawls made of velvet or cotton velvet are dutiable under the above number, even if they have fringes woven, knotted or sewn.

In measuring the square surface of the kerchiefs and shawls with fringes, half the length of the fringes must be included in measuring the length.

With regard to No. 570.

The following are dutiable as unfigured fabrics of linen (with plain ground works) :

(1) Fabrics woven with several yarns with a plain ground work (similar to cloth) that is to say, those in which :

(a) The warp is divided by a weft of a single yarn in equal groups of 2, 3 or more threads, and the change-over at the next weft occurs regularly for these 2, 3 or more yarns ; or the warp is divided by a weft of 2, 3 or more yarns into single threads and the change over the next weft occurs regularly for this single thread ; or else

(b) Not only the warp but the weft also consists of equal groups of 2, 3 or more yarns and the ground work progresses regularly for the number of yarns forming a group of yarns.

(2) *(a)* All single warp twills without limitation as to the number of yarns in the groups of several yarns in the weft, and

(b) All single weft twills, that is to say, the twills in which the warp is divided by the weft in the same way as the warp twills, the change over, however, at the next weft occurring for the number of yarns contained in the group of several yarns in the warp ; the result being descending diagonals in which the weft yarns are on the surface above the 2, 3 or more yarns of the warp ;

(c) Equilateral twills (on both right sides) with a ground work twilled 6, 8 times, etc. in which the 3 or 4 etc. warp yarns next to each other are placed alternatively above and below the single weft yarns, and the change over occurs regularly for each single thread ;

(d) The following broken twills : gradl twills with ground weave twilled three or four times, in which two bands of equal width alternate with each other, the straight lines running in one of these bands to the left and in the other to the right ; broken twill with ground weave twilled four times, showing scattered twill points, that is to say, one in which the weft with single yarn binds the yarns of the warp according to their proportion so that the change occurs in the first ratio of the design for one yarn, in the second for two, in the third for three and in the fourth for two.

(3) (1) All warp and weft satins. The satin work consists in the warp being divided by a single thread weft into two parts, one of which contains only isolated yarns, and the other always equal groups of four yarns at least and the change at the next weft takes place for two yarns or more. If the warp yarns of the groups occur above the single warp yarns but under the weft, the result is a warp satin, and if the contrary occurs, then it is a weft satin.

(2) All other groundworks and combinations of groundworks, such as twills with a design (diagonal, diapered), so-called Huck groundworks (in towel fabrics), so-called

dite *Gardinenbund* (chez les tissus pour broderies), les crêpes (pour confections de linge), l'armure gaufrée (chez les étoffes pour peignoirs), les combinaisons de l'armure semblable à la toile, du croisé ou satin avec bordures de brochage, rayures de reps et pareils, les combinaisons de satin de chaîne et de trame, etc. impliquent le dédouanement des tissus en fils de lin comme façonnés.

Au n° 585 a) du tarif.

Dans ce numéro du tarif sont rangés les tissus dits *halina* et les tissus pour couvrir le plancher (même tissés en couleurs ou imprimés), pesant au mètre carré moins de 1000 gr., mais seulement dans le cas où ils sont fabriqués en partie prédominante en poils grossiers, avec une addition peu importante de laine, de déchets de laine et de matières textiles végétales. Les tissus dits halina et les tissus pour couvrir le plancher, pesant au mètre carré 800 gr. et moins, rentrent, sans égard à la matière, en tout cas, dans le n° 585 *b)* du tarif.

Au n° 585 b) 3 du tarif.

Ne seront dédouanées au taux conventionnel que les couvertures qui ont des bordures de toute leur largeur ou qui, tissées de dimension, sont découpées en pièces de 2,5 m. au plus.

Au n° 586 du tarif.

Les mouchoirs de tête et châles pourvus de franges attachées par tissage, resserrement ou couture sont également rangés sous ce numéro du tarif.

Pour l'établissement de la superficie des mouchoirs de tête et châles avec franges, la moitié de la longueur des franges sera comprise dans la mesure de longueur.

Au n° 587 du tarif.

Les tissus de laine dont la chaîne est fabriquée :

a) En coton mélangé d'autres matières textiles;

b) En déchets de coton, aussi sans addition d'autres matières textiles;

c) En fils de coton retors avec d'autres fils, ne seront pas considérés comme tissus de laine avec chaîne en coton pur.

A l'observation aux nos 586 et 587 du tarif.

Les marchandises fabriquées de fils dont la matière constitue un mélange de laine et de soie artificielle, seront également dédouanées avec la surtaxe conventionnelle comme les tissus de laine additionnés de fils de soie artificielle de 15 % au plus.

Aux nos 597 et 600 du tarif.

Les mouchoirs de tête et les châles en soie (soie artificielle) ou en mi-soie, tissés de dimension en dessins rectangulaires, même simplement ourlés, sont tarifés sous ce numéro du tarif. Ces mouchoirs de tête et châles ne seront pas soumis, en aucun cas, à un droit d'entrée plus élevé que les tissus des nos 597 ou 600 du tarif, en général.

Au n° 601 du tarif.

Les mouchoirs de tête et les châles en chenille de mi-soie, même avec des franges attachées par tissage, resserrement ou couture, seront traités comme les tissus en mi-soie selon l'espèce rentrant dans le n° 600 du tarif.

Gardinenbund groundwork (in fabrics for embroideries), crêpes (for making up into linen), goffered groundwork (in fabrics for dressing-gowns), combinations of groundwork like cloth, twill or satin, with edgings of stitching, reps-striping and suchlike, combinations of warp and weft satin, etc., render flax yarn fabrics dutiable as figured fabrics.

With regard to Tariff No. 585 *(a).*

This number includes " *Halina* " fabrics and floor coverings (even if woven in colours or printed) weighing less than 1,000 grammes per square metre, but only if manufactured, as regards the greater part, of coarse hair with an unimportant addition of wool, wool waste and vegetable textile material. " Halina " fabrics and floor coverings weighing 800 grammes or less per square metre are dutiable in any case, without regard to the material, under Tariff No. 585 *(b)*.

With regard to Tariff No. 585 *(b)* 3.

Only blankets with borders along the whole width or which are woven with indication for cutting and have been cut in pieces of not more than 2.5 metres pay the conventional rate.

With regard to Tariff No. 586.

Kerchiefs and shawls with fringes woven, knotted or sewn are also dutiable according to this number.

In measuring the square surface of the kerchiefs and shawls with fringes, half the length of the fringes must be included in measuring the length.

With regard to Tariff No. 587.

Woollen fabrics of which the warp is manufactured :

(a) Of cotton mixed with other textile material ;
(b) Of cotton waste, also without the addition of other textile material ;
(c) Of cotton twist yarns with other yarns, shall not be dutiable as woollen fabrics with warp of pure cotton.

With regard to the Note to Tariffs Nos. 586 and 587.

Goods manufactured of yarns, the material of which constitutes a mixture of wool and artificial silk, shall also pay the conventional surtax in the same way as woollen fabrics containing not more than 15 % of artificial silk yarn.

With regard to Tariffs Nos. 597 *and* 600.

Kerchiefs and shawls of silk (artificial silk) or half silk, woven with indication for cutting in rectangular designs, even simply hemmed, are dutiable according to this Tariff number. These kerchiefs and shawls shall not in any case be subject to a higher import duty than, in general, the fabrics under Tariff Nos. 597 or 600.

With regard to Tariff No. 601.

Kerchiefs and shawls of half-silk chenille, even with fringes woven, knotted or sewn, shall be treated as half silk fabrics, according to their nature, under No. 600.

Au nº 603 *du tarif.*

Les tapis dits bouclés sont des tapis en matières textiles végétales et en poils grossiers, même additionnés de laine et de déchets de laine, d'une superficie non tondue et avec dos raidi.

Les tapis dits bouclés du genre des échantillons déposés seront dédouanés aux bureaux principaux de douane de Budapest, Komárom, Szob, Sopron, Győr, Szeged, Debrecen, Nyiregyháza, Sátoraljaujhely, Miskolcz, Pécs, Kaposvár, Nagy-Kanizsa, Szombathely, Székesfehérvár et Barcs.

Au nº 603 *e)* 1 *du tarif.*

Ne peuvent être considérés comme tapis noués à la main ou à la machine que ceux dans lesquels les parties de fils constituant les poils, sont nouées sous forme de la cets.Les tapis non noués, fabriqués à la machine, dans lesquels le dessin est, en effet, visible aussi du côté du dos, mais qui se distinguent des tapis noués du fait que, dans ceux-là, le fil de laine peut être étiré du côté du dos moyennant un crochet, tandis que dans les tapis noués seulement du côté de devant (au reploiement), ne seront pas dédouanés comme tapis noués, mais comme tapis autres d'après le nº 603 *e)* 2 du tarif.

Au nº 604 *du tarif.*

Les franges attachées par tissage et resserrement ne sont pas considérées comme ornements et n'entrent pas en considération lors du dédouanement.

Au nº 611 *b) du tarif.*

Les bas sans travail de couture sont tissés à points de maille, sur le métier dit Standard, en forme de tuyau répondant au bas, et ceux-ci sont pourvus, quand il s'agit de chaussettes, d'une couture à la pointe du pied, et, quand il s'agit de bas, même au bord supérieur. Seront considérés également comme bas sans travail de couture les bas fabriqués sur le métier dit Standard qui — par imitation des bas cousus — présentent une couture dite fausse ; cette fausse couture se peut facilement défaire à l'aide d'une aiguille sans que le bas même soit endommagé.

Comme bas avec travail de couture seront considérés les articles faits sur le métier dit Cotton qui sont tissés à points de maille non en forme de tuyau, mais en forme correspondante au bas découpé et déployé et qui sont cousus après, moyennant une couture allant de la pointe du pied jusqu'au bord supérieur.

Au nº 614 *b) du tarif.*

Les bas pour dames dont les tuyaux sont fabriqués en soie naturelle, la semelle, le talon, la pointe du pied et le bord supérieur en fils de coton, sont rangés sous le nº 613 *b)* du tarif. Les parties intéressées toutefois ont le droit à prouver même dans ce cas que la part des fils en soie naturelle ne fait pas plus de 50 % : dans ce cas le dédouanement aura lieu d'après le nº 614 *b)* du tarif.

Au nº 622 *du tarif.*

Les rubans en coton, en lin ou en autres matières textiles végétales, ainsi qu'en laine seront dédouanés d'après le nº 622 *c)* ou *d)* du tarif en franchise de la surtaxe, même s'ils sont additionnés de fils en soie naturelle ou artificielle de 15 % au plus.

Au nº 622 *c)* 1 *du tarif.*

Les élastiques pour chaussures d'une largeur de plus de 13 cm. seront dédouanées d'après ce numéro du tarif.

With regard to Tariff No. 603.

So-called " bouclé " carpets are carpets made of vegetable textile material and coarse hair, even with the addition of wool and wool waste, with uncut pile and stiff back.

So-called " bouclé " carpets corresponding to deposited samples shall be imported through the principal Customs offices of Budapest, Komárom, Szob, Sopron, Győr, Szeged, Debrecen, Nyiregyháza, Sátoraljaujhely, Miskolcz, Pécs, Kaposvár, Nagy-Kanizsa, Szombathely, Székesfehérvár and Barcs.

With regard to Tariff No. 603 *(e)* 1.

Only carpets in which the parts of the yarns constituting the pile are knotted in the form of laces can be considered as hand-knotted or machine-knotted carpets. Unknotted carpets, machine-made, in which the design is also visible on the back, but which are distinguished from knotted carpets by the fact that, in the former, the woollen yarn can be drawn out of the back by means of a hook, whilst in knotted carpets it can be drawn only from the front surface (on folding), shall not be liable to the rates for knotted carpets but to those for other carpets as under Tariff No. 603 *(e)* 2.

With regard to Tariff No. 604.

Woven and knotted fringes are not considered ornamentations and do not affect rates of duty.

With regard to Tariff No. 611 *(b).*

Stockings, without needlework, are knitted on so-called Standard frames in the form of a tube corresponding to the stockings, these being provided, in the case of socks, with a seam at the toe-cap, and in the case of stockings, even on the upper edge. Stockings manufactured on the so-called Standard frame shall also be dutiable as stockings, without needlework, if, in imitation of sewn stockings, they have a so-called false seam. This false seam can easily be undone by means of a needle without damaging the stockings.

Articles manufactured on the so-called Cotton frame shall be dutiable as stockings, with needlework, if knitted, not in the form of a tube, but corresponding to the form of a stocking, cut and opened out, and if sewn afterwards, by means of a seam from the toe-cap to the upper edge.

With regard to Tariff No. 614 *(b).*

Ladies' stockings, the tubes of which are manufactured of natural silk, the sole, heel, toe-cap and upper edge of cotton yarn, are dutiable according to Tariff No. 613 *(b).* Interested parties, nevertheless, are entitled to prove, even in that case, that the proportion of natural silk yarn does not exceed 50 % ; in that case, duty will be charged according to Tariff No. 614 *(b).*

With regard to Tariff No. 622.

Ribbons of cotton, linen, or other vegetable textile materials, or of wool, will pay duty in accordance with No. 622 *(c)* or *(d)* of the Tariff without a surtax, even with an addition of not more than 15 % of natural or artificial silk yarns.

With regard to Tariff No. 622 *(c)* 1.

Elastic for foot-wear over 13 centimetres wide will pay duty at the rate for this number.

Au nº 625 du tarif.

Par paletots dits micado, il faut comprendre les paletots demi-longs (d'une longueur de 90 cm. au plus) en tissus de laine du nº 587 *a)* et *b)* du tarif qui sont doublés de tissus en laine ou en coton ou de pelleterie ordinaire et éventuellement pourvus même d'un collet en pelleterie similaire.

Au nº 626 du tarif.

Les pardessus d'hiver, les paletots, les raglans, les pardessus de demi-saison, les pèlerines et similaires rentrent sous ce numéro du tarif.

Comme doublées partiellement (non doublées) seront considérées les confections de ce numéro du tarif qui sont pourvues aussi d'une large garniture de leur propre matière ou d'une doublure dite plaque dans la partie supérieure.

Au nº 628 du tarif.

Les échantillons de tissus mentionnés dans l'Observation seront déposés aux bureaux principaux de douane comme suit : Budapest, Debrecen, Nyiregyháza, Sátoraljaujhely, Miskolcz, Szeged, Pécs, Kaposvár, Nagy-Kanizsa, Szombathely, Székesfehérvar, Győr, Sopron, Barcs.

Aux nºs 627 et 628 du tarif.

A l'importation de vêtements incomplets de ce numéro du tarif les quotes-parts suivantes des droits d'entrée convenues pour les vêtements complets seront perçues de chaque seule pièce comme droit :

Des vêtements pour hommes et garçonnets :

Pour le pantalon	34 %
Pour le gilet	16 %
Pour le veston	50 %

Des vêtements pour enfants :

Pour la culotte	40 %
Pour le veston	60 %

De même, il est entendu que les courtes culottes sont considérées comme culottes pour enfants, les longs pantalons et les gilets comme pantalons pour hommes ou garçonnets et comme gilets pour hommes ou garçonnets respectivement. Quant aux vestons, ce sont les mesures de longueur des vestons fixées à l'annexe tarifaire sous les nºs 627 et 628 du tarif qui sont décisives. Les pantalons de sport d'une demi-largeur de la ceinture de 36 à 40 cm. et d'une longueur de l'enjambée de 50 cm. sont considérés comme pantalons pour garçonnets, ceux d'une largeur de la ceinture et d'une longueur de l'enjambée plus grandes comme pantalons pour hommes.

Au nº 630 du tarif.

Le linge de table et de lit, les essuie-mains et les mouchoirs de poche avec ourlets obtenus sans reploiement du bord du tissu par une simple couture ou par un reploiement plus ou moins large du bord, simple ou multiple, fixé par couture et qui ne présentent ni coutures ajourées d'aucune sorte, ni points d'ornement, ni ornements d'un autre genre, ne seront pas assujettis à aucune surtaxe douanière.

On ne tiendra pas compte, lors du dédouanement, des araignées (dessin en forme d'étoiles) qui se trouvent aux points de croisement des ajours.

Le linge de table et de lit, les essuie-mains et mouchoirs de poche, ornés uniquement d'initiales, même entrelacées ou ornementées en elles-mêmes (monogrammes, lettres fantaisie, etc.), de noms, de numéros, et similaires, brodés, ne seront pas dédouanés comme broderies.

With regard to Tariff No. 625.

By " Mikado " overcoats are understood half length overcoats (not over 90 centimetres) of woollen fabrics under Tariff No. 587 *(a)* and *(b)*, lined with fabrics of wool or cotton or ordinary fur, with or without a collar of such fur.

With regard to Tariff No. 626.

Winter overcoats, light overcoats, raglans, between-season overcoats, pelerines and such like are liable to duty at the above rate.

Garments dutiable under this number with a wide trimming of their own material or lined with a piece in the upper part, shall be held to be partially lined (unlined).

With regard to Tariff No. 628.

The samples of fabrics mentioned in the Note shall be deposited in the principal Customs-houses as follows : Budapest, Debrecen, Nyiregyháza, Sátoraljaujhely, Miskolcz, Szeged, Pécs, Kaposvár, Nagy-Kanizsa, Szombathely, Székesfehérvar, Győr, Sopron, Barcs.

With regard to Tariff No. 627 *and* 628.

Upon importation of unfinished garments under the above number, the following quotas of the importation duties agreed for finished garments shall be paid in respect of each piece :

Men's and boys' clothing :	
Trousers	34 %
Waistcoat	16 %
Jacket	50 %
Children's clothing :	
Breeches	40 %
Jacket	60 %

It is also agreed that short breeches shall be dutiable as children's breeches, and long trousers and waistcoats as men's or boys' trousers and men's or boys' waistcoats, respectively. The measurements for jackets laid down in the Tariff Annex to Nos. 627 and 628 are decisive as regards the length of jackets. Trousers for sport wear with a half-waist measurement of 36 to 40 centimetres and a leg length of 50 centimetres will be dutiable as boys' trousers ; those of a larger waist measurement and leg length will be dutiable as men's trousers.

With regard to Tariff No. 630.

Table and bed linen, towels and pocket handkerchiefs hemmed without folding the edge of the fabric, with simple stitching or with the edge more or less widely folded, simple or multiple, stitched and without openwork sewing of any kind and without ornamental stitching or ornament of any other kind, will not be liable to any surtax.

Ornamentation in the form of stars at the points where the openwork crosses will not affect the duty.

Table and bed linen, towels and pocket handkerchiefs ornamented only with initials, even interlaced or themselves ornamented (monograms, fancy lettering, etc.) with names, numbers or such like, embroidered, will not be dutiable as embroidery.

Au nº 633 *du tarif.*

Les indications d'emploi annexées aux envois de compresses remplies de boue minérale n'entrent pas en considération lors du dédouanement.

Au nº 640 *du tarif.*

Les casquettes et bonnets à points de maille et de tricot pour bébés, ainsi que ceux pour enfants, pourvu qu'ils soient importés comme parties d'un assortiment complet et qu'ils répondent par leur matière et le travail aux autres parties de l'assortiment ne seront pas dédouanés d'après le nº 640 du tarif, mais selon l'espèce de la matière comme articles à points de maille et de tricot.

Au nº 647 *du tarif.*

Comme peau refendue il faut comprendre la partie inférieure de la peau, refendue du côté de la chair, sans grain naturel, non graissée, de sorte qu'elle est sèche au toucher ; la peau refendue peut être soit dure soit douce. La peau refendue dure est employée notamment aux usages de doublure (peaux refendues de doublure), pour bottes à tiges, pour la fabrication des guêtres en cuir et pour usages similaires, la peau refendue douce pour la fabrication d'autre chaussure.

La peau refendue à cirer est également la partie inférieure de la peau, refendue du côté de la chair, sans grain naturel, égalisée et blanchie, graissée, même teinte, ressemblant au cuir d'empeigne graissé.

Les collets et les flancs sont des parties périphériques de la peau sans égard à leur grandeur qui sont découpées de la partie du dos (croupon). Selon la partie de la peau d'où les rognures sont prises, elles sont désignées comme collets ou flancs (parties abdominales, flancs, ongles, pieds).

Les échantillons visés dans l'observation seront déposés aux bureaux principaux de douane de Budapest, Szob, Győr et Komárom.

Au nº 656 *du tarif.*

Les chaussures ornées uniquement avec des pointes (bouts) en cuir verni ou simplement avec des bandes de garniture, boucles, bordures et ornements d'œils en cuir verni ne sont pas considérées comme chaussures en cuir verni. D'autre part, les chaussures dont les dessus sont fabriqués en partie de cuir verni, en partie d'autre cuir ou de tissus (appliques de tissu) seront traitées comme chaussures en cuir verni.

Comme chaussures du nº 656 *b)* du tarif seront dédouanées aussi les chaussures d'une longueur de 24 cm. au plus (compté du talon jusqu'à la pointe du bout) pourvu que le talon ne soit plus haut de 2 cm. et que la pointe du bout ne se termine pas en forme pointue (pointe dite française).

Les chaussures tournées sont rangées sous le nº 656 *a)* 2 β) ou 656 *b)* 2 β) du tarif.

Les chaussures avec dessus en tissus de coton, de mi-lin ou de lin, même s'ils présentent une armure de satin, ne seront pas dédouanées comme chaussures en satin d'après le nº 656 *a)* 3 ou *b)* 3 du tarif, mais aux taux du nº 656 *a)* 4 ou *b)* 4 du tarif.

Comme souliers dits *hunya* seront considérés les souliers de maison, faits en tissus dits hunya (tissus ressemblant au tissu dit *halina*) sans égard au poids de celui-ci, avec semelle en ficelle ou feutre ou autre matière textile, piquée avec de la ficelle.

Au nº 658 *du tarif.*

Les nºs 643 et 648 du tarif n'entrent pas en considération comme base pour le dédouanement des guêtres en cuir.

Au nº 659 *du tarif.*

Pour le cas où le droit autonome de 1,20 couronnes or pour gants de peau combinés avec des tissus ou brodés ou d'autre façon ornés ou dans une longueur de plus de 35 cm., serait augmenté,

With regard to Tariff No. 633.

Indications for use attached to consignments of compresses with mineral mud will not affect the duty.

With regard to Tariff No. 640.

Caps and bonnets of crochet work or knitted for babies and children, on condition they are imported as parts of a complete set, and correspond in material and work to the other parts of the set, will not be dutiable under item No. 640 but will be liable as crochet or knitted articles according to the kind of material.

With regard to Tariff No. 647.

By split hide is understood the lower part of the skin split on the flesh side, without natural grain, not greased, so that it is dry to the touch. Split hide can be hard or soft. Hard split hide is employed especially for lining (split lining hides) for top-boots, for the manufacture of leather gaiters and similar articles ; soft split leather is used for the manufacture of other footwear.

Split hide for waxing is also the lower part of the hide, split on the flesh side, without natural grain, smoothed, bleached, greased, even dyed, resembling greased vamp leather.

The neck and the side are the peripheral parts of the hide without regard to their size, cut from the back (butt). According to the part of the hide where the cuttings have been taken, they are called neck or side (abdominal parts, sides, hooves, feet).

The samples mentioned in the note will be deposited in the principal Customs houses of Budapest, Szob, Győr and Komárom.

With regard to Tariff No. 656.

Footwear ornamented solely with toe-caps of patent leather or simply with bands of trimming, buckles, edgings and eye-ornamentation of patent leather, are not considered as patent leather footwear. On the other hand, footwear the tops of which are made partly of patent leather, partly of another leather or of fabrics (fabric applications) will be dutiable as patent leather footwear.

Footwear of a length not exceeding 24 centimetres (reckoned from the heel to the point of the toe) will be chargeable as footwear under Tariff No. 656 *(d)* on condition that the heel is not higher than 2 centimetres and that the toe-cap does not terminate in a point (so-called French point).

Shaped footwear is liable to duty under No. 656 *(a)* 2 *(β)* or 656 *(b)* 2 *β*).

Footwear with uppers of cotton fabric, half linen or linen, even with ground of satin, will not be dutiable as satin footwear under No. 656 *(a)* 3 or *(b)* 3, but under item 656 *(a)* 4 or *(b)* 4.

House shoes made of so-called *hunya* fabric (resembling "*halina*" fabric) will be dutiable as "hunya" shoes without regard to the weight, with the sole of string or felt or other textile material, drawn with string.

With regard to Tariff No. 658.

Items 643 and 648 will not affect the duty on leather gaiters.

With regard to Tariff No. 659.

In case the autonomous duty of 1.20 gold crowns on leather gloves combined with fabrics or embroidered or ornamented in any other way or of a length of more than 35 centimetres should

il est entendu que le taux majoré ne pourra pas dépasser 2,10 couronnes or par paire. Les baguettes au tambour, les boutons d'ornement, les boucles d'ornement et les bordures de boutons, les élastiques, ainsi que les bordures simples en cuir, ne servant qu'au renfort du bord, ne seront pas considérés dans ce cas comme ornements.

Les manchettes en cuir, non ornées, n'entrent également pas en considération.

Au nº 678 b) du tarif.

Tenaxite est un tissu enduit de plus de 20 % de caoutchouc, pesant par mètre carré plus de 750 gr.

Au nº 682 a) du tarif.

Comme bouteilles dites siphons sans monture et bouteilles pour boissons gazeuses seront considérées mêmes celles pourvues d'un anneau en caoutchouc à la bouche.

Les bouteilles vertes et brunes rentrent parmi les bouteilles de couleur naturelle, sans égard à une addition éventuelle de matières colorantes.

Le Gouvernement royal hongrois se déclare disposé à accorder aux entreprises hongroises de sources minérales la permission à l'importation de Tchécoslovaquie, sous le régime d'annotation, d'une quantité maximum de 843.000 pièces au total de bouteilles à couleur naturelle pour eaux minérales, à condition de la réexportation en état rempli, pourvu que ces entreprises demandent ce permis et prouvent que les bouteilles en question, commandées avant le 1er juillet 1926, pourvues de l'étiquette de la maison ou des indications de marque de l'entreprise respective, sont prêtes pour l'expédition. L'importation de ces bouteilles devra être effectuée dans trois ans dès la mise en vigueur du présent traité au plus tard.

Au nº 684 b) du tarif.

Pour le cas où le taux autonome de 10.— couronnes or pour les articles d'éclairage en verre autres que ceux simplement exécutés en verre opale ou doublé en vert, dépoli à demi, transparent à demi ou avec simple peinture à main non pyrogravée ou avec pantographie, devrait être majoré, il est entendu que le taux majoré ne dépassera pas 20.— couronnes or.

Au nº 686 a) du tarif.

Sous ce numéro du tarif rentrent les articles en verre bruts, moulés, coulés ou soufflés, avec bouchons passés à l'émeri, simplement avec bords et fonds usés à la meule, même avec ornements mats, mais n'ayant pas subi un travail ultérieur, de couleur naturelle, blancs, colorés dans la masse ou doublés, pourvu qu'ils ne soient pas décorés de couleurs pyrogravées, d'argenture ou de dorure et qu'ils ne soient pas dénommés sous le nº 962 du tarif avec un taux plus élevé que celui convenu pour le nº 686 *a)* du tarif.

Au nº 686 b) du tarif.

Sous ce numéro du tarif sont rangés tous les articles en verre, passés à la meule, polis, gravés à l'acide, même doublés, peints ou décorés d'autre façon en tant qu'ils ne sont pas ornés de couleurs pyrogravées, d'argenture ou de dorure et qu'ils ne sont pas dénommés sous le nº 962 du tarif avec un taux plus élevé que celui convenu pour le nº 686 *b)* du tarif.

A l'établissement du poids net, les déductions suivantes de la tare seront appliquées :

En paniers, cadres ou mi-caisses, 13 %.
En caisses ou tonneaux, 23 %.

be increased, it is agreed that the increased rate will not exceed 2.10 gold crowns per pair. Embroidered clocks, ornamental buttons, ornamental buckles or edgings of buttons, elastics and simple edgings of leather, merely for strengthening the edgings, will not be considered in this case as ornaments.

Leather cuffs, not ornamented, likewise will not affect the duty.

With regard to Tariff No. 678 (b).

Tenaxite is a fabric coated with more than 20 % rubber, weighing over 750 grammes per square metre.

With regard to Tariff No. 682 (a).

Even bottles provided with a rubber ring at the mouth shall be considered as so-called syphon bottles, without fittings and bottles for sparkling drinks.

Green and brown bottles will be dutiable as natural colour bottles without consideration of any subsequent addition of colouring matter.

The Royal Hungarian Government declares that it is ready to grant permission to Hungarian mineral spring concerns to import from Czechoslovakia, under the temporary importation system, a maximum quantity of 843,000 natural colour bottles for mineral waters, provided that they are re-exported filled and that the enterprises in question apply for this permission and prove that the bottles were ordered before July 1, 1926, are provided with a label of the firm or indications of the mark of the respective concerns, and are ready for export. These bottles must be imported within three years at latest of this Treaty coming into force.

With regard to Tariff No. 684 (b).

If the autonomous rate of ten gold crowns for articles of glass for lighting purposes, other than those made simply of opal glass or green-coated glass, half frosted, half transparent, or with simple hand painting, not pyro-engraved or with pantography, should be increased, it is agreed that the increased rate shall not exceed twenty gold crowns.

With regard to Tariff No. 686 (a).

The following are dutiable under this item : articles of rough glass, moulded, cast or blown, with stoppers, rubbed with emery, with ground edges and bottoms only, with or without dull ornamentation but not having been subjected to any further work, of natural colour, white, coloured in the mass or coated, on condition that they are not decorated with pyro-engraved colours, silvered or gilt, and that they are not liable under Tariff No. 962 to a higher rate than that agreed upon for Tariff No. 686 *(a)*.

With regard to Tariff No. 686 (b).

The following are dutiable under this number : articles in glass, ground, polished, acid-engraved, coated or not, painted or decorated in any other fashion, so long as they are not ornamented with pyro-engraved colours, silvered or gilt, and that they are not liable under item No. 962 to a higher rate than that agreed upon for Tariff No. 686 *(b)*.

In determining the net weight the following tare deductions shall be applied :

In baskets, frames or in cases, 13 %.
In casks or barrels, 23 %.

Au nº 688 *du tarif.*

Sous la position *b)* sont tarifiés aussi les verres de sûreté, les briques et dalles de construction et les pavés armés de fils métalliques, même polis, ainsi que moulés. Sous la position *c)* rentrent les briques et dalles de construction aussi bien soufflées que moulées. Sous la position *d)* sont rangés aussi le verre coulé brut (uni), le verre dit ondé, le verre d'ornement et le verre cathédrale, blanc et de couleur, puis lettres et pavés, ceux-ci non armés de fils métalliques.

Au nº 698 *a) du tarif.*

Les carreaux de couleur avec une rainure blanche rentrent également sous ce numéro.

Au nº 700 *du tarif.*

La combinaison avec d'autres matières telles que métal, celluloïd, etc. n'entre pas en considération lors du dédouanement des marchandises rangées sous ce numéro.

Cette disposition ne s'applique pas cependant aux articles de ce numéro du tarif qui sont dénommés au protocole final au nº 962 du tarif et pour lesquels une surtaxe de monture est prévue dans l'annexe B au nº 962 du tarif.

Au nº 700 *b) du tarif.*

Les marques de fabrique, les estampilles de maison et les indications de contenu qui ne constituent aucun ornement, n'ont pas pour conséquence que la poterie d'ailleurs unicolore serait dédouanée comme multicolore.

Au nº 700 *b)* 2 *du tarif.*

Les articles du nº 700 *b)* 2 du tarif, ayant du côté extérieur une autre couleur que du côté intérieur, et les objets en terre ne présentant outre la couleur naturelle de la terre cuite qu'une seule autre couleur, ne seront pas dédouanés pour cette raison comme multicolores.

Au nº 700 *b)* 2 *a) du tarif.*

Les articles en grès-cérame de cette position du tarif, en matière se colorant blanchâtre ou jaunâtre par la cuisson, seront dédouanés, d'après les tessons de modèle déposés aux bureaux principaux de douane de Budapest, Debrecen, Pécs, Nagy-Kanizsa, Komárom et Szob.

Au nº 701 *a) du tarif.*

Les marques de fabrique, les estampilles de maison et les indications de contenu qui ne constituent aucun ornement, n'ont pas pour conséquence que les articles de porcelaine d'ailleurs unicolores seraient dédouanés comme multicolores.

Au nº 726 *du tarif.*

Les espèces d'aciers avec un chiffre de Bruennel de 200 au plus rentrent également sous ce numéro du tarif.

Au nº 727 *du tarif.*

Pour autant que le Gouvernement royal hongrois maintiendra la disposition actuellement en vigueur, suivant laquelle l'acier pour outils et l'acier fin en blooms ou platines doivent être dédouanés

With regard to Tariff No. 688.

Safety glass building bricks and tiles, paving glass reinforced with metal wires, even polished and cast, are dutiable under item *(b)*. Building bricks and tiles blown or moulded are dutiable under item *(c)*. Plain cast glass, so-called waved glass, ornamental glass and cathedral glass, white and coloured, letters and paving glass, not reinforced with metal wires, are dutiable under item *(d)*.

With regard to Tariff No. 698 *(a)*.

Coloured tiles with a white groove are dutiable under this number.

With regard to Tariff No. 700.

Combination with other materials such as metal, celluloid, etc., does not affect the duties on goods under this number.

This provision, however, does not apply to articles under this number which are mentioned in the Final Protocol under Tariff No. 962, and for which a surtax for fitting is laid down in Annex B to item No. 962.

With regard to Tariff No. 700 *(b)*

Trademarks, a firm's stamps and indications of contents which do not constitute an ornamentation will not render pottery, otherwise uncoloured, dutiable as multi-coloured pottery.

With regard to Tariff No. 700 *(b)* 2.

Wares under Tariff No. 700 *(b)* 2, having on the outside a colour different from that inside, and articles of earthenware having only one other colour besides the natural colour of earthenware, shall not for this reason be dutiable as multi-coloured earthenware.

With regard to Tariff No. 700 *(b)* 2 *(a)*.

Articles of ceramic stoneware under this number, of material rendered white or yellow by baking, will be dutiable according to the earthenware samples deposited in the principal Customs-houses at Budapest, Debrecen, Pécs, Nagy-Kanizsa, Komárom and Szob.

With regard to Tariff No. 701 *(a)*.

Trade marks, a firm's stamps and indications as to contents which do not constitute ornamentation do not render articles of porcelain otherwise plain coloured liable to duty as coloured porcelain.

With regard to Tariff No. 726.

Steel with a Bruennel figure not more than 200 is also liable to duty under this tariff number.

With regard to Tariff No. 727.

As long as the Royal Hungarian Government maintains the provisions at present in force by which tool and fine steel in billets or plates are dutiable under Tariff No. 725, the following surtaxes

d'après le nº 725 du tarif, les surtaxes aux taux du nº 725 du tarif suivantes sont convenues au lieu des droits convenus à l'égard des nºs 727 *a)* 3, *b)* 3 et *c)* 3 :

Au nº 727 *a)* 3 du tarif	6	couronnes	or par 100 kg.
» 727 *b)* 3 »	10	»	»
» 727 *c)* 3 »	18	»	»

Quant à l'acier de construction, un contenu de chrome de 1 % n'exclue pas la tarification d'après le nº 727 *a)* du tarif.

Au nº 730 a) du tarif.

Les fonds de chaudières et de récipients, même avec les trous d'homme, avec bords tournés, mais non perforés pour la rivure, seront dédouanés d'après le nº 730 *a)* du tarif.

Au nº 739 du tarif.

Le découpage des masselottes et le raccourcissement des tuyaux au tour ou par la scie ne sera pas considéré comme travail.

Au nº 732 du tarif.

Les poêles dits « *quint* » de toute sorte seront dédouanées d'après le nº 742 *a)* du tarif.

Au nº 742 b) du tarif.

Le nickelage des enseignes avec inscriptions (par exemple l'indication de la maison, marque de fabrique, numéro et similaires). des boutons, des loquets de porte n'entrent pas en considération lors du dédouanement.

Au nº 745 du tarif.

Comme fonte pour canalisations seront considérés : cadres et couvercles de puits, grilles pour canalisations, boîtes pour recueillir les eaux de pluie, entonnoirs d'égouts, tabernacles, caisses de rues pour bouches à eau sous le pavé, etc. Ces articles peuvent être pourvus même des charnières et des manches.

L'asphaltage de la fonte pour canalisations n'est pas considéré comme travail.

Aux nºs 739-745 du tarif.

L'éloignement des crêtes et montures des articles en fonte n'est pas considéré comme travail.

Au nº 755 b) 4 du tarif.

Seront considérés comme objets d'usage pour usages de ménage, de table et de cuisine : sucriers, réchauds, brûloirs à café, râpes, décrottoirs, boîtes aux lettres, boîtes (excepté emballages pour usages de commerce), chandeliers, réchauds à pétrole, caisses à charbon, pelles à balayure, boîtes à thé, râpes à pâtes, lardoires et similaires.

Au nº 799 d) du tarif.

Les couteaux à légumes, à viande, à saucisson et couteaux pareils avec manches en bois simples sont considérés comme couteaux ordinaires pour usage de cuisine et de ménage.

Les échantillons des couteaux à couper le foin seront déposés aux bureaux principaux de douane de Budapest, Miskolcz, Bánréve, Hidasnémeti et Somoskőujfalu.

at the rate under item No. 725 will be charged instead of the duties under No. 727 *(a)* 3, *(b)* 3, *(c)* 3 :

Under item	727 *(a)* 3	6 gold crowns	par 100 kg.
» »	727 *(b)* 3	10 »	»
» »	727 *(c)* 3	18 »	»

With regard to steel for building, 1 % chrome does not prevent this steel from being dutiable under No. 727 *(a)*.

With regard to Tariff No. 730 *(a)*.

Base pieces of boilers and vats, even with man-holes, with the edges turned but not perforated for rivetting, will be liable to duty under Tariff No. 730 *(a)*.

With regard to Tariff No. 739.

Cutting off rough edges and shortening pipes on the lathe or by saw will not be considered as work done.

With regard to Tariff No. 742.

So-called " *quint* " stoves of every kind will be liable to duty under Tariff No. 742 *(a)*.

With regard to Tariff No. 742 *(b)*.

The nickelling of labels with inscriptions (for example, the name of a firm, trade mark, number and such-like), handles and door latches does not affect the duty.

With regard to Tariff No. 745.

The following shall be considered as cast iron ware for drainage : well frames and covers, drainage grates, rainwater receptacles, sewage funnels, receptacles, boxes for water cocks under street pavements, etc. These articles may even be provided with hinges and handles.

Drainage iron work coated with asphalt will not be considered as worked.

With regard to Tariff Nos. 739-745.

Wares of cast iron with ridges and corners smoothed shall not be considered as worked.

With regard to Tariff No. 755 (*b*) 4.

The following shall be considered as articles for household, table and kitchen use : sugar bowls, chafing dishes, coffee roasters, graters, mud scrapers, letter boxes (excepting packing cases for commercial use), candlesticks, paraffin heaters, coal boxes, dust pans, tea boxes, dough cutters, larding pins and such-like.

With regard to Tariff No. 799 *(d)*.

Vegetable, meat, sausage and similar knives, with plain wood handles, are considered to be ordinary knives for kitchen and household use.

The samples of hay-cutting knives will be deposited in the principal Customs houses of Budapest, Miskolcz, Bánréve, Hidàsnémeti and Somoskőujfalu.

A la classe XXXII du tarif.

1. Les machines et appareils sont soumis aux droits applicables aux machines et appareils complets, même s'ils entrent démontés et les parties singulières arrivent simultanément ou successivement en différents envois, même en plusieurs vagons.

2. Tous les envois partiels doivent être déclarés au même bureau de douane dans le délai de six mois au plus comptés dès l'arrivée du premier envoi partiel.

3 Lors de la déclaration des machines et appareils importés complets qui arrivent démontés ou lors de la déclaration du premier envoi partiel, l'importateur présentera au bureau de douane le plan ou l'esquisse des machines et appareils complets, ainsi que la consignation des parties principales, en indiquant leur poids approximatif.

Au nº 804 *du tarif.*

Les machines frigorifiques montées aux compresseurs réfrigérants seront également dédouanées au taux des compresseurs réfrigérants.

Par le poids total mentionné sous *b)* 1, il faut comprendre le poids total de l'installation frigorifique.

Au nº 804 *b) du tarif.*

Les installations et appareils suivants seront également dédouanés aux taux conventionnels de cette position :

Réfrigérants ;
Cristallisoirs ;
Bacs à moûts avec agitateurs et accessoires ;
Bacs de clarification avec agitateurs et accessoires ;
Egouts de réfrigération, même en aluminium ;
Bacs à refroidissement ;
Réfrigérants par ruissellement ;
Cuves de fermentation, même en aluminuim ;
Macérateurs avec agitateurs ;
Bacs de fermentation ;
Refroidisseurs ;
Réfrigérants et refroidisseurs indirects ;
Système de serpentins réfrigérants pour refroidissement direct et indirect ;
Réfrigérants à air ;
Générateurs à glace ;
Refroidissement à flotteurs pour cuves de fermentation avec refroidisseurs indirects.

Au nº 805 *du tarif.*

Les appareils suivants pour sucreries, brasseries et distilleries d'alcool seront dédouanés aux droits conventionnels de ce numéro du tarif :

Pour sucreries :

Diffuseurs et appareils de diffusion ;
Saturateurs ;
Appareils pour la sulfuration des jus ;
Chauleurs ;
Appareils d'évaporation ;
Appareils à vide ;
Réchauffeurs de jus.

With regard to Class XXXII *of the Tariff.*

1. Machinery and apparatus are liable to the duties applicable to completed machinery and apparatus, even if they are imported in sections and if the sections arrive simultaneously or successively in different consignments, even in different trucks.

2. All partial consignments must be declared at the same Customs house wihin six months as from the arrival of the first partial consignment.

3. At the time of declaring machinery and apparatus imported complete, but which arrive in sections, or at the time of declaring the first partial consignment, the importer will submit to the Customs house a plan or sketch of the complete machinery and apparatus and also the consignment of the principal parts, indicating their approximate weight.

With regard to Tariff No. 804.

Freezing plant fitted with refrigerating compressers will also be liable to duty at the rate applicable to refrigerating compressers.

By the total weight mentioned under *(b)* 1 is understood the total weight of the freezing plant.

With regard to Tariff No. 804 *(b).*

The following plant and apparatus will also be liable to pay conventional rates under this number :

Refrigerators,
Crystallising pans,
Must tanks with stirring appliances and accessories,
Fining tanks with stirring appliances and accessories,
Refrigerating drainers, of aluminium or not,
Cooling tanks,
Drip system refrigerators,
Fermentation vats, of aluminium or not,
Macerators with stirring appliances,
Fermentation tanks,
Coolers,
Indirect refrigerators and coolers,
Refrigerators with serpentine system for direct and indirect cooling,
Air refrigerators,
Ice generators,
Float coolers for fermentation vats with indirect coolers.

With regard to Tariff No. 805.

The following apparatus for sugar refineries, breweries and spirit distilleries will be liable to conventional rates under this number :

For sugar refineries :

Circulators and circulating apparatus,
Carbonators,
Apparatus for the addition of bisulphate of potassium to the juice,
Limers,
Evaporating apparatus,
Vacuum apparatus,
Juice warmers.

Pour brasseries :

Cuves à trempe avec agitateurs et accessoires ;
Cuves de clarification avec agitateurs et accessoires ;
Monte-jus à houblon avec agitateurs ;
Couloirs à houblon avec agitateurs.

Pour distilleries d'alcool :

Bouilleurs ;
Appareils de distillation ;
Appareils de rectification ;
Appareils d'évaporation ;
Eprouvettes de malaxage de mélasse.

Au n° 807 d) du tarif.

Autres machines motrices à explosion et à combustion :
Les moteurs à naphte brut à deux temps, ainsi que les moteurs à naphte brut avec un nombre de tours faits jusqu'à 500 sont également rangés sous ce numéro du tarif.

Au n° 811 du tarif.

Sous ce numéro sont aussi rangés les régulateurs de pression, uniquement avec des pompes pour le transport de la bière. D'autre part les régulateurs de pression avec compresseurs à cylindres et à chaudière à air rentrent sous le n° 813 du tarif.

Au n° 815 a) du tarif.

Les lieuses de gerbes sont également tarifées sous ce numéro du tarif et seront dédouanées au taux applicable, le cas échéant, aux moissonneuses.

Au n° 817 du tarif.

Le Gouvernement royal hongrois s'engage pour le cas où le droit des batteuses pesant par pièce plus de 20 q. serait réduit au-dessous de 25 couronnes or, à appliquer le même taux réduit simultanément aux batteuses ne pesant pas plus de 20 q. par pièce.

Au n° 820 b) du tarif.

Les presses, filtres et osmogènes suivants seront dédouanés aux taux conventionnels de cette position :

Presses à pulpe ;
Presses à briqueter la pulpe sèche ;
Filtres-presses pour sucreries et brasseries ;
Presses à ingots et à plaques de sucre ;
Filtres à moûts ;
Machines à cercler les fûts, hydrauliques ou avec commande par transmission ;
Séparateurs de lait de chaux ;
Filtres (filtres ouverts à basse pression, filtres fermés en forme de boîtes, filtres de spodium) ;
Appareils pour purifier le jus par charbon actif ;
Osmogènes.

Au n° 835 a) 3 du tarif.

Le taux conventionnel s'applique aux vérins de levage pour voitures qui sont actionnés par un treuil à main ou par un levier à bras, moyennant des barres dentées ou des vis.

For breweries :

Soaking vats wish stirring appliances and accessories ;
Fining vats with stirring appliances and accessories ;
Hop juice lifts with stirring appliances ;
Hop runners with stirring appliances.

For spirit distilleries :

Boilers,
Distilling apparatus,
Rectifying apparatus,
Evaporating apparatus,
Molasses malaxation gauges.

With regard to Tariff No. 807 *(d).*

Other explosion and combustion power engines :
Two cycle heavy paraffin motors, and also heavy paraffin motors not exceeding 500 revolutions, are also liable to duty under this tariff number.

With regard to Tariff No. 811.

Pressure governors, only with pumps for transport of beer, are also dutiable at this rate. Pressure governors with pneumatic cylinders and boiler compressors are dutiable under No. 813.

With regard to Tariff No. 815 *(a).*

Binding machines are also liable to duty under this number, and, if necessary, will be dutiable at the rate applicable to reaping machines.

With regard to Tariff No. 817.

If the duty on threshing machines weighing each more than 20 quintals should be reduced to less than 25 gold crowns, the Royal Hungarian Government undertakes to apply simultaneously the same reduced rate to threshing machines weighing 20 quintals each and under.

With regard to Tariff No. 820 *(b).*

The following presses, filters, and osmogenes will be liable to the conventional rates under this number :

Pulp presses ;
Presses for caking dried pulp ;
Filter presses for sugar refineries or breweries ;
Sugar bar and sheet presses ;
Must filters ;
Machines for hooping barrels, hydraulic or driven by transmission ;
Milk of lime separators ;
Filters, (open low pressure filters, closed box-formed filters, spodium filters) ;

Apparatus for purifying the juice with active charcoal;
Osmogenes.

With regard to Tariff No. 835 *(a)* 3.

The conventional rate is applicable to jacks for raising vehicles worked by hand-wheel or by lever, by means of a ratchet or worm.

Au n° 836 du tarif.

Seront dédouanés comme machines et appareils spéciaux pour sucreries, brasseries, malteries et distilleries d'alcool, aux taux conventionnels, les machines et appareils suivants :

Pour sucreries :

Laveuses à betteraves avec collecteurs de pierres, de feuillages et de pailles ;
Epulpeurs ;
Malaxeurs ;
Fours à chaux ;
Fours régénérateurs à spodium ou à charbon actif ;
Machines découpeuses des lingots et des plaques en cubes (casseuses) ;
Machines empaqueteuses à sucre ;
Granulateurs ;
Dispositifs de tamisage de sucre ;
Laveuses à noir animal.

Pour brasseries et malteries :

Tambours de maltage et tambours de séchage ;
Calorifères ;
Retourneurs à malt ;
Machines à nettoyer et à polir le malt ;
Machines à dégerminer le malt ;
Machines à déboucher ;
Machines à essuyer les fûts ;
Machines à enlever la poix ;
Machines à injecter la poix dans les fûts ;
Appareils à laver la masse filtrante ;
Appareils de concentration ;
Appareil pour soutirer la bière en fûts ;
Soutireuses en bouteilles ;
Appareils à boucher les bouteilles.

Pour distilleries d'alcool :

Laveuses à pommes de terre ;
Appareils à levains purs.

Aux nos 820 b) et 836 du tarif.

Aux taux conventionnels des machines et appareils pour brasseries sont également soumis les mêmes machines et appareils pour exploitations de boissons, servant aux usages de la distribution (mais non au débit) de la bière.

Au n° 852 du tarif.

Les paliers finis avec des roulements à billes montés ne sont pas exclus du traitement conventionnel.

Au n° 939 du tarif.

Les pierres demi-précieuses suivantes seront dédouanées au taux conventionnel : améthyste aigue-marine, béryl, cornaline, chrysoprase, opale précieuse, topaze précieuse, grenat, hyacinthe, jaspe, malachite, pierre de la lune, obsidiane, olivine (chrysolithe), onyx (noir et blanc), péridot, tourmaline, turquoise.

With regard to Tariff No. 836.

The following machinery and apparatus will be liable to the conventional rates as special machinery and apparatus for sugar refineries, breweries, malting factories, and alcohol distilleries :

For sugar refineries :
Beetroot washers with stone, leaf, or straw collectors;
Pulpers;
Malaxators ;
Lime kilns ;
Spodium or active charcoal regenerator kilns ;
Machines for cutting bars or sheets of sugar into cubes (sugar breakers) ;
Sugar packing machines;
Granulators;
Sugar sifting apparatus;
Animal black washers.

For breweries and malting manufacturers :
Malting and drying drums ;
Heaters ;
Malt turners ;
Machines for cleaning and polishing malt ;
Machines for degermanising malt ;
Uncorking machines ;
Barrel testing machines ;
Machines for cleaning off pitch ;
Machines for caulking barrels with pitch ;
Apparatus for washing the infiltrations ;
Concentration apparatus;
Apparatus for racking off beer into barrels ;
Bottling machines ;
Apparatus for corking bottles.

For alcohol distilleries :
Potato washers ;
Pure yeast apparatus.

With regard to Tariff Nos. 820 *(b), and* 836.

Machines and apparatus for the drink trade used for the distribution but not for the sale of beer are liable to the conventional rates for brewery machinery and apparatus.

With regard to Tariff No. 852.

Bearings fitted with roller bearings are dutiable at the conventional rate.

With regard to Tariff No. 939.

The following semi-precious stones will be liable for duty at the conventional rate : amethyst, aquamarine, beryl, cornaline, chrysoprase, precious opal, precious topaz, garnet, hyacinth, jasper, malachite, moonstone, obsidian, olivine (chrysolith), onyx (black and white), peridot, tourmaline, turquoise.

Au nº 942 b) du tarif.

Les boutons-pression brevetés pour pantalons sont également soumis au droit conventionnel de 150— couronnes or.

Au nº 954 du tarif.

Les échantillons visés dans ce numéro du tarif seront déposés aux bureaux principaux de douane suivants : Budapest, Szob, Komárom.

Au nº 962 du tarif.

Les articles suivants en verre (à l'exception de ceux ornés de couleurs pyrogravées, d'argent ou d'or), ne seront pas dédouanés comme articles de fantaisie, mais selon leur qualité spécifique :

Vaisselle de table (p. ex. service à liqueur, à vin, à bière, et assortiments et services pareils, seaux à vin ; jattes, boîtes et plats à salade, à compôte, à fruits, à biscuits, à thé, à café, à beurre, à sucre, à confiture ; poivrier et salière ; porte-cure-dents et porte-serviettes bouteilles, pots et cruches ; burettes à huile et à vinaigre, vases à épices ; presses-citrons ; coupes, plateaux, surtouts de table, petites corbeilles, jardinières, petits plats et similaires) ;

Garnitures de toilette (p. ex. assortiments de flacons, cassettes, boîtes à poudre) ;

Services de fumeurs (p. ex. cendriers, porte-cendres, cassettes (boîtes) à cigares et cigarettes, briquets) ;

Garnitures de chambre et de table (chandeliers, même ceux avec briquets, garnitures de bureau, boîtes (cartels) de pendules, porte-montres, assiettes décoratives).

Les mêmes articles en terre (terre cuite, grès-cérame, argile, faïence) et en porcelaine (biscuit) ne seront également pas traités comme articles de fantaisie du nº 962 du tarif, mais selon leur espèce, pourvu qu'ils ne soient pas décorés de couleurs pyrogravées, d'argent ou d'or et qu'ils ne présentent pas par leur décoration particulière la qualité des objets de parure et de luxe.

Au nº 946 d) du tarif.

Il est entendu que les ustensiles de jardinage pour enfants, armes d'enfants et jouets, sonnant, ne seront soumis, dans le cas d'un règlement autonome ou conventionnel du nº 964 *d)* du tarif, à un taux moins favorable que les autres articles de ce numéro du tarif.

AUX ANNEXES A ET B.

DISPOSITIONS COMMUNES.

Les surtaxes, convenues dans les annexes tarifaires du traité aux droits d'entrée fondamentaux, seront calculées sur la base des taux conventionnels applicables, le cas échéant, à la position fondamentale.

Au nº 107 du tarif de douane tchécoslovaque et au nº 130 du tarif de douane hongrois.

I. Il est entendu que les bières, produites dans le territoire de l'une des Parties contractantes, et couvertes d'une attestation d'analyse officielle, ne seront assujetties par l'autre Partie contractante, ni à l'importation ni au trafic à l'intérieur, à des impôts, droits et taxes autres que la bière du même genre, de production indigène.

II. En outre, il est convenu que les attestations d'analyse à joindre aux envois de la bière seront réciproquement reconnues, sous réserve d'une vérification éventuelle par épreuves fortuites.

With regard to Tariff No. 942 (b).

Patent press buttons for trousers are also liable to the conventional duty of 150 gold crowns.

With regard to Tariff No. 954.

The samples mentioned under this tariff number will be deposited in the following principal Customs Houses : Budapest, Szob, Komárom.

With regard to Tariff No. 962.

The following glass wares (except those ornamented with pyro-engraved colours, silver or gilt) will not be liable as fancy goods, but according to their specific quality :

Table glass (for example liqueur, wine, and beer sets, both assorted, and of the same pattern, wine pails ; basins ; salad, stewed fruit and fruit bowls ; biscuit, tea, coffee, butter, sugar, and jam pots and dishes ; pepper-boxes and saltcellars ; toothpick and napkin holders ; bottles, jugs and ewers ; oil and vinegar cruets, spice boxes ; lemon presses ; cups, trays, epergnes, small baskets, flower stands, small dishes, and the like);

Toilet sets (*e. g.*, phials, jewel boxes, powder boxes),
Smokers' requisites (*e. g.* ash trays, ash holders, cigar and cigarette boxes, lighters),

Room and table decorations (candlesticks, even those with lighters, desk ornaments, clock cases, watch holders, decorative plates).

The same articles of earthenware (terra cotta, stone ware, clay, pottery), and of porcelain (biscuit), shall not be dutiable under Tariff No. 692 as fancy goods but will be treated according to their nature, provided that they are not ornamented with pyro-engraved colours, silvered or gilt, and that they do not, on account of their special decoration, constitute ornaments or luxury articles.

With regard to Tariff No. 946 (d).

It is agreed that children's garden implements, weapons and musical toys, shall not be subject, in the case of an autonomous or conventional regulation of Tariff No. 964 *(d)*, to a less favourable rate than the other articles mentioned under this Tariff number.

AD ANNEXES A AND B.

COMMON PROVISIONS.

The surtaxes on the basic import duties agreed upon in the tariff annexes to the Treaty shall be reckoned on the basis of the conventional rates applicable, if necessary, to the main item.

With regard to No. 107 of the Czechoslovak Tariff and No. 130 of the Hungarian Tariff.

I. It is agreed that beer manufactured in the territory of one of the Contracting Parties and provided with an official certificate of analysis shall not be subjected by the other Contracting Party, either upon importation or when on sale within the country, to taxes, duties and charges other than those to which beer of the same kind and of home production is liable.

II. Further, it is agreed that the certificates of analysis accompanying consigments of beer shall be recognised reciprocally, subject when necessary to tests made by taking samples at random.

Les deux Parties contractantes se notifieront mutuellement les offices autorisés à délivrer les attestations d'analyse.

III. Ne sera traitée à l'importation dans la République tchécoslovaque comme bière spéciale que celle indiquée du mot « spéciale » ou d'une autre expression répondant à cette idée (par ex. extrafine), ainsi que la bière répondant à un moût de plus de 12 degrés de saccharimètre, mesurés à une température de 14° R.

L'application d'indications de marques (bière de couronne, bière de salon, bière de mars, bière de cour, bière de bock, bière d'exportation, source originaire et similaire) n'entraîne pas l'imposition de la bière comme bière spéciale.

Il ne sera pas tenu compte des écarts de la limite décisive, pour l'imposition, qui ne dépassent pas 0,25 degrés de saccharimètre, pourvu qu'ils ne se présentent pas régulièrement.

IV. En tant que la République tchécoslovaque soumettra les bières, sans égard à leur gradualité, à l'imposition comme bières spéciales d'après le taux plus élevé, le Gouvernement royal hongrois pourra procéder, quant à la taxe de luxe, de façon analogue.

Aussitôt que la République tchécoslovaque passerait à l'imposition de la bière basée exclusivement sur la gradualité, simultanément aussi en Hongrie la taxe de luxe sur la bière ne sera prescrite que d'après sa gradualité.

Pour le cas où en Hongrie la limite de la taxe de luxe sur les bières serait réduite dans l'avenir à 12 degrés de saccharimètre (mesurés à une température de 14° R), pour les bières d'origine tchécoslovaque, les écarts qui ne dépassent pas 0.25 degrés de saccharimètre, ne seront pas pris en considération, pourvu qu'ils ne se présentent pas régulièrement.

Aux nos 205 d) 1 et 219 b) respectivement du tarif de douane tchécoslovaque et aux nos 565 a) 1 et 623 b) respectivement du tarif de douane hongrois.

Simultanément avec la conclusion du Traité de commerce entre la République tchécoslovaque et le Royaume de Hongrie, un accord des industries des deux Etats fabriquant des fils pour cordonniers et ficelles, a eu lieu en vue d'assurer le marché intérieur. Au sens de cet accord, le Traité de commerce ne contient aucune disposition à l'égard des droits des nos 205 *d)* 1 (fils pour cordonniers, bruts) et 219 *b)* (ficelles) respectivement du tarif de douane tchécoslovaque et des nos 565 *a)* 1 et 623 *b)* respectivement du tarif de douane hongrois.

Pour le cas où l'accord intervenu entre les groupes industriels des deux côtés serait résilié ou violé pendant la durée du Traité de commerce, même par une entreprise non existante à présent ou ne prenant pas part à l'accord, les deux Parties contractantes s'engagent à procéder à une assimilation des droits respectifs des deux côtés des nos 205 *d)* 1 (fils pour cordonniers, bruts) et 219 *b)* (ficelles) du tarif de douane tchécoslovaque, ainsi que des nos 565 *a)* 1 et 623 *b)* du tarif de douane hongrois, de manière suivante :

Les droits autonomes du tarif de douane tchécoslovaque, existant actuellement, seront à réduire à la moitié, si au moment donné les droits d'entrée hongrois mentionnés plus haut ne les dépassaient pas. Les taux hongrois doivent être, le cas échéant, réduits au même niveau, c'est-à-dire à la moitié des taux autonomes du tarif de douane tchécoslovaque, existant actuellement, pourvu qu'ils soient plus élevés que le niveau ci-dessus indiqué.

L'assimilation des droits doit être exécutée au plus tard dans un mois après qu'il a été constaté que les suppositions suscitées de cette assimilation sont données. Les suppositions seront considérées comme non données si les livraisons de la Tchécoslovaquie en Hongrie, des fils pour cordonniers du no 565 *a)* 1 du tarif de douane hongrois, ne dépassent pas 1.625 kg. par trimestre.

Le virement est permis, c'est-à-dire la quantité non épuisée dans un trimestre peut être transportée aux trimestres suivants de la même année.

Le contingent annuel de 6.500 kg. de fils pour cordonniers, pour l'année 1927, est majoré, par exception, de 1.000 kg., de sorte que dans cette année, 7.500 kg. de fils pour cordonniers pourront être exportés de la République tchécoslovaque en Hongrie, sans que les dispositions de cet accord en soient violées.

La nécessité de l'assimilation sera constatée par une commission arbitrale composée à base de parité d'un représentant du gouvernement de chaque Partie contractante et d'un représentant

Both Contracting Parties shall notify each other of the offices authorised to issue certificates of analysis.

III. Only beer described by the word " special " or by some similar expression (for example, " extra fine "), and beer corresponding to a wort of over 12 degrees according to the saccharometer, measured at a temperature of 14° R., shall be treated upon importation into the Czechoslovak Republic as " special " beer.

The application of trade designations (crown beer, saloon beer, March beer, court beer, bock beer, export beer, indications of origin and the like) does not render the beer liable to duty as " special " beer.

A margin of error not exceeding 0.25 saccharometer degrees over the taxation limit will not affect the duty, on condition that such errors do not occur regularly.

IV. Should the Czechoslovak Republic subject beers, irrespective of their strength, to the highest rate of taxation as " special " beers, the Royal Hungarian Government may take similar action in regard to the luxury tax.

As soon as the Czechoslovak Republic taxes beer exclusively on the basis of its strength, the luxury tax on beer in Hungary shall simultaneously be imposed solely on the strength of the beer.

If the limit for the luxury tax on beer in Hungary should in future be reduced for beers of Czechoslovak origin to 12 saccharometer degrees (measured at a temperature of 14° R), a margin of error not exceeding 0.25 saccharometer degrees will not affect the duty, on condition that such errors do not occur regularly.

With regard to Nos. 205 (d) 1 and 219 (b) of the Czechoslovak Tariff and Nos 565 (a) 1 and 623 (b) of the Hungarian Tariff, respectively.

An agreement between the industries of the two States engaged in the manufacture of boot-makers' threads and strings, in order to protect the home market, was entered into simultaneously with the conclusion of the Treaty of Commerce between the Czechoslovak Republic and the Kingdom of Hungary. The Treaty of Commerce accordingly contains no provisions concerning the duties under Nos. 205 (d) 1 (boot-maker's threads, unfinished) and 219 *(b)* (strings) in the Czechoslovak Tariff and Nos. 565 *(a)* 1and 623 *(b)* in the Hungarian Tariff, respectively.

If the agreement between the industrial groups of the two Parties should be cancelled or broken whilst the Treaty of Commerce is in force, even if by a concern not existing at present or not a party to the agreement, the two Contracting Parties undertake to effect an assimilation of the respective duties on each side under Nos. 205 *(d)* 1 (boot-makers' threads, unfinished) and 219 *(b)* (strings) of the Czechoslovak Tariff, and Nos. 565 *(a)* 1 and 623 *(b)* of the Hungarian Tariff, in the following manner :

The existing autonomous duties of the Czechoslovak Tariff will be reduced by half if, at that time, they are not exceeded by the above-mentioned Hungarian import duties. The Hungarian rates will be reduced to the same level, that is to say, to half the existing autonomous rates of the Czechoslovak Tariff, on condition that they are higher than the level mentioned above.

The assimilation of the duties must be effected at latest within a month after it has been established that the conditions necessary for this assimilation have arisen. The conditions shall be considered as not having arisen if the consignments from Czechoslovakia to Hungary of boot-makers' threads under No. 565 *(a)* 1 of the Hungarian Tariff do not exceed 1,625 kg. per quarter.

If the quota has not been attained in one quarter, the balance can be carried over to the succeeding quarters of the same year.

The annual quota of 6,500 kg. of boot-makers' threads for 1927 has been increased, by way of exception, by 1,000 kg. ; thus, 7,500 kg. of boot-makers' threads may be exported this year from the Czechoslovak Republic to Hungary without constituting a breach of the provisions of this agreement.

The need for assimilation will be established by an arbitral commission composed, in equal manner, of a Government representative of each Contracting Party and of a representative of

de chaque industrie intéressée, qui se réunira au plus tard dans les quatorze jours après la réquisition de l'Etat dont les droits sont plus bas au moment donné. Le lieu de siège de la commission arbitrale sera désigné par la partie réclamante. La décision de la commission arbitrale sera prise avec toutes les voix ou avec majorité. Si la commission arbitrale n'arrive à aucune résolution, une seconde décision de la commission arbitrale sera amenée, après la nomination d'un président faite par la commission d'un commun accord, au plus tard dans les quatorze jours suivant le jour auquel il a été constaté par la partie réclamante qu'une décision n'a pas eu lieu.

Si la commission arbitrale ne se met pas d'accord sur la personne du président, le sort en décide. Si les représentants, habilités par cet accord, de l'Etat contre les intéressés duquel la plainte est dirigée, font échouer par leur propre faute la réunion ou le fonctionnement non troublé de la commission arbitrale, il sera procédé à l'assimilation de la même manière que s'il était constaté par la décision de la commission arbitrale que les suppositions de l'assimilation sont données.

Au nº 630 du tarif de douane tchecoslovaque et au nº 458 du tarif de douane hongrois.

En ce qui concerne l'admission des spécialités pharmaceutiques ou d'autres préparations pharmaceutiques, les deux gouvernements se déclarent disposés à examiner toujours avec bienveillance la notification d'un produit de l'autre Etat en vue de la mise en vente générale et l'enregistrement et à ne pas refuser l'octroi du trafic du produit, en tant que celui-ci répond aux prescriptions existantes à l'intérieur.

Si une préparation d'origine tchécoslovaque ou hongroise est notifiée dans l'un des deux Etats contractants, l'admission à la mise en vente générale et à l'enregistrement ne sera pas refusée pour la raison unique qu'une préparation de composition similaire ou du même genre y est déjà admise à la vente générale et y est déjà enregistrée.

La question de savoir si la composition des préparations est du même genre, ne doit pas être jugée réciproquement dans un sens plus étroit que les dispositions actuellement en vigueur de l'ordonnance gouvernementale tchécoslovaque du 19 février 1926, nº 26 R. d. L. et O, ne le prévoient au paragraphe 1, alinéa 1.

Chaque réduction des droits d'entrée, accordée par l'un des deux Etats contractants aux produits pharmaceutiques d'une provenance quelconque, sera également consentie aux produits de la même composition, quant aux éléments efficaces, de l'autre Etat.

A L'ANNEXE D.

CONVENTION CONCERNANT LE TRAFIC PAR CHEMINS DE FER.

A l'article 4.

Il est convenu que dans les cas de restrictions du trafic ou d'accumulation de marchandises, les propres transports ne devront pas être favorisés au détriment des transports de l'autre Partie contractante. Dans ces cas, les transports accumulés de l'autre Partie devront être expédiés dans une proportion correspondant à la totalité des transports accumulés, en tenant compte de l'urgence motivée par la nature de la marchandise (animaux vivants, marchandises sujettes à une détérioration rapide).

A l'article 5.

Les Parties contractantes se sont mis d'accord pour entrer en pourparlers selon les stipulations du paragraphe 1, alinéa (3) des dispositions réglementaires de la Convention internationale sur les transports des marchandises par chemins de fer, dans le but d'établir des conditions plus favorables concernant les objets admis au transport sous certaines conditions.

A l'article 6, alinéa 2.

Les taxes directes qui contiennent des réductions de tarif accordées par voie de publication pour un terme de moins d'une année, devront être insérées dans l'appendice des tarifs directs respectifs, en disposant en même temps que la validité de ces taxes cesse automatiquement à l'expiration de la durée de validité des réductions accordées.

each industry interested ; the commission will meet not later than fourteen days after the State, whose duties are the lower at that time, has submitted its request. The place where the arbitral commission will sit will be appointed by the petitioning party. The arbitral commission will give its decisions unanimously or by majority. Should it not arrive at a decision, a chairman will be appointed by the commission by mutual agreement with a view to obtaining a second decision within fourteen days at latest from the day on which the petitioning party shall have placed it on record that no decision has been taken.

If the arbitral commission cannot agree as to the chairman, he shall be chosen by lot. If the representatives duly empowered by this agreement of the State against whose nationals complaint is made, prevent the meeting of the commission or the smooth working of the commission through their own fault, the assimilation will be effected as if the arbitral commission had decided that the conditions necessary for assimilation existed.

With regard to No. 630 of the Czechoslovak Tariff and No. 458 of the Hungarian Tariff.

As regards the admission of pharmaceutical specialities or other pharmaceutical preparations, both Governments declare that they will be prepared to give sympathetic consideration to the notification of a product of the other State with a view to its general sale and registration and that they will not refuse permission for the sale of the product if it complies with the laws of the country.

Should a preparation of Czechoslovak or Hungarian origin be notified in one of the contracting States, permission for general sale and registration shall not be refused for the sole reason that a preparation of similar composition or of the same kind is already admitted for general sale and registered in that country.

The question whether the composition of these preparations is of the same nature shall not be decided by either Party by any stricter criterion than that laid down in paragraph 1, (1) of the Czechoslovak Government Decree of February 19, 1926, No. 26, Collection of Laws and Decrees.

Any reduction in import duties granted by either of the contracting States to pharmaceutical products coming from any place of origin whatsoever shall also be granted to the products of the same composition, as regards the effective component parts of the other State.

AD ANNEX D.

CONVENTION REGARDING RAILWAY TRAFFIC.

Ad Article 4.

It is agreed that in the case of traffic restrictions or traffic congestion, neither Contracting Party shall favour its own traffic to the prejudice of the traffic of the other Contracting Party. In such a case the accumulated traffic of the other Party shall be forwarded in a proportion corresponding to the total of the accumulated traffic, due regard being had to the nature of the merchandise (live animals, perishable goods).

Ad Article 5.

The Contracting Parties have agreed to begin negotiations in accordance with the stipulations of paragraph 1, (3) of the executive provisions of the International Convention for the Transport of Goods by Rail, with a view to establishing more favourable conditions for goods admitted for transport under certain conditions.

Ad Article 6, paragraph 2.

Through rates containing duly published tariff reductions granted for a period of less than one year shall be inserted in the appendix to the respective through tariffs. It shall at the same time be laid down that these rates shall automatically cease to be valid upon the expiration of the period during which the reductions granted are valid.

A L'ANNEXE E.

CONVENTION CONCERNANT LE RÈGLEMENT DU TRAFIC FRONTIÈRE LOCAL.

1. *Au paragraphe* 1. — De la part de la Tchécoslovaquie, il fut déclaré que Bratislava et Lucenec ne seront pas incorporées dans la zone frontière.

2. *Au paragraphe* 4. — Pour autant que le règlement des limites des diocèses et paroisses en conformité de la frontière d'Etat n'aura pas eu lieu, il est entendu que le passage de la frontière dans l'autre territoire sera permis aux prêtres de l'une des Parties contractantes pour l'exercice de l'office et du service religieux (à l'exception de l'enseignement religieux), moyennant des permis de passage de frontière suivant le modèle au lit. *b)* du paragraphe 4.

Egalement, il sera permis aux habitants de la zone frontière de l'une des Parties contractantes d'aller à l'église dans l'autre territoire pendant le temps précité, moyennant des permis de passage de frontière, suivant le modèle au lit. *b)* du paragraphe 4.

Pour pouvoir visiter les bains minéraux situés dans la zone frontière, des permis de passage de frontière, suivant le modèle au lit. *b)* du paragraphe 4, seront délivrés aux habitants de la zone frontière sur la base d'un certificat médical, pour la durée de la cure.

Le passage de la frontière sera permis sur la base des permis de passage de frontière, suivant le modèle au lit. *b)* du paragraphe 4, aux habitants de la zone frontière qui exercent par profession le métier de pêcheur ou de voiturier.

Il est entendu, en outre, que des permis de passage de frontière suivant le modèle au lit. *b)* du paragraphe 4 seront délivrés aux habitants de la zone frontière, sur la base d'un certificat médical, en vue de leur admission à un hôpital situé dans la zone frontière de l'autre Partie contractante. Ces permis seront établis pour la durée du traitement dans l'hôpital.

3. *Au paragraphe* 5. — Pour empêcher que les porteurs des permis de passage de frontière n'essuient pas des pertes par la manipulation, lors de la délivrance du visa, puis de la prolongation ou de l'échange des permis échus, les deux Parties instruiront les autorités compétentes à cet effet de s'entendre sous peu sur le mode le plus rapide, sans difficultés, de cette manipulation.

4. *Aux paragraphes* 15 *et* 16. — Il est entendu que les feuilles de tabac ne sauraient être comprises par l'expression de « produits de l'agriculture ».

Le transport des blés battus ne sera permis qu'au cas où le blé a été battu sur le champ et transporté immédiatement de là au delà de la frontière. Les blés battus, transportés plus tard, jouiront de la franchise des droits de douane seulement lorsque le transport aura lieu jusqu'au 15 décembre de l'année de la moisson au plus tard et que l'agriculteur prouvera, par une pièce justificative que cette quantité, eu égard à la superficie cultivée correspond au résultat de sa récolte.

Seront considérés également comme produits de l'agriculture, pulpe de raisins de vin, jus de raisins et moût dont la fermentation n'est pas encore terminée, pourvu que ces produits passent la frontière à la fin de novembre de l'année de la vendange, au plus tard, et en tant qu'il sera prouvé, lors de cette importation ultérieure, que la quantité transportée répond à la superficie de la culture de la vigne.

L'importation ou l'exportation des machines agricoles à vapeur et à moteur (locomobiles, charrues, herses, batteuses, hâche-paille et similaires), effectuée sous le régime du trafic mentionné dans ces paragraphes, est soumise aux formalités du trafic d'annotation.

5. *Au paragraphe* 28. — Il reste réservé à une entente ultérieure à établir par voie administrative de fixer, pour certains districts qui sont détachés par la frontière de leurs débouchés ou marchés anciens, des conditions dans lesquelles le trafic de marché pourrait être admis.

6. Il est convenu, en outre, d'un commun accord, que le libre retour, sans formalités onéreuses et pénibles, sera assuré aux organes des finances, des douanes et de la gendarmerie en uniforme qui, dans l'exercice de leur service, se sont égarés, sans intention, dans le territoire de l'autre Partie.

AD ANNEX E.

CONVENTION CONCERNING THE REGULATION OF LOCAL FRONTIER TRAFFIC.

1. *With regard to paragraph* 1. — It was declared on behalf of Czechoslovakia that Bratislava and Lucenec shall not be included in the frontier zone.

2. *With regard to paragraph* 4. — So long as the diocese and parish boundaries do not correspond to the State frontiers, it is agreed that priests belonging to either of the Contracting Parties shall be allowed to cross the frontier into the territory of the other for the purpose of reading prayers and conducting divine service (but not to give religious instruction), on production of a frontier permit of the kind referred to in paragraph 4 *(b)*.

The inhabitants of the frontier zone of either of the Contracting Parties may attend church in the territory of the other during the period mentioned above if they are provided with frontier permits of the kind referred to in paragraph 4 *(b)*.

Frontier permits of the kind referred to in paragraph 4 *(b)* shall on production of a medical certificate, be issued for the period of their cure to inhabitants of the frontier zone who desire to visit the mineral baths in the frontier zone.

It is agreed that inhabitants of the frontier zone employed as fishermen or carriers shall be granted permission to cross the frontier on production of frontier permits of the kind referred to in paragraph 4 *(b)*.

It is further agreed that frontier permits of the kind referred to in paragraph 4 *(b)* shall be issued to inhabitants of the frontier zone, on production of a medical certificate, with a view to their being admitted to a hospital in the frontier zone of the other Contracting Party. These certificates shall be valid for the period of hospital treatment.

3. *With regard to paragraph* 5. — In order to prevent the holders of frontier permits from suffering prejudice in consequence of the procedure for issuing the visa, or for the extension or renewal of a permit, etc., both Parties shall instruct their competent authorities to concert measures at an early date as to the quickest and easiest method of dealing with permits.

4. *With regard to paragraphs* 15 *and* 16. — It is agreed that tobacco leaves shall not be included in the expression " agricultural products ".

The transport of threshed wheat will only be permitted when the wheat has been threshed on the spot and transported immediately across the frontier. Threshed wheat transported later will only enjoy exemption from Customs duty when the transport takes place not later than December 15 of the same year as the harvest, and when the farmer shall have proved by documentary evidence that this quantity, having regard to the area cultivated, corresponds to the amount of his harvest.

Wine grape pulp, grape juice and must, the fermentation of which is not yet finished, shall also be considered as agricultural products, on condition that these products cross the frontier not later than the end of November of the vintage year and upon proof being forthcoming at the time of subsequent importation that the quantity transported corresponds to the vine-growing area.

The importation and exportation of steam and motor agricultural machinery (locomobiles, ploughs, harrows, threshing machines, straw cutters and the like) carried out under the traffic régime mentioned in these paragraphs shall be subject to the formalities applicable to temporary importation.

5. *With regard to paragraph* 28. — The conditions under which market traffic may be admitted in certain districts which are separated from their former outlets or markets are reserved for a subsequent agreement to be established by the administrative authorities.

6. It is further mutually agreed that finance, Customs and gendarmerie officials in uniform who, in the exercise of their duties, may have strayed unintentionally into the territory of the other Party, shall be allowed to return without onerous or troublesome formalities.

A L'ANNEXE F.

CONVENTION RÉGLANT LE SECOURS MUTUEL AU DÉDOUANEMENT, L'EMPÊCHEMENT, LA POURSUITE ET LA PUNITION DES CONTRAVENTIONS AUX PRESCRIPTIONS DOUANIÈRES ET L'ASSISTANCE JUDICIAIRE RÉCIPROQUE EN MATIÈRES PÉNALES DOUANIÈRES.

A l'article 3.

1. Ci-dessous suit la liste fixée d'un commun accord des routes douanières existantes ou proposées.

N° d'ordre	Route douanière	N° d'ordre	Route douanière
1.	Výlok—Tiszabecs	25.	Jablonica—Felsőutaspuszta [2]
2.	Bodolov—Szatmárcseke	26.	Mačkaluk—Somoskő
3.	Asztély—Beregsurány	27.	Šiatoroš (Rad'ovce)—Somoskőujfalu
4.	Kosino—Barabás	28.	Fil'akovo—Somoskőujfalu
5.	Čop (gare)—Záhony	29.	Kalonda (gare)—Ipolytarnóc [2]
6.	Čop—Záhony	30.	Kalonda—Ipolytarnóc
7.	Perbeník—Damóc	31.	Pustatina Ráros—Nógrádszakál
8.	Perbeník—Láca	32.	Bušince—Nógrádszakál
9.	Sl. Nové Mesto (station)—Sátoraljaujhely	33.	Sl. Ďarmoty—Balassagyarmat
10.	Sl. Nové Mesto—Sátoraljaujhely	34.	Koláry—Balassagyarmat
11.	V. Kasimir—Felsőregmec [3]	35.	Hidvég—Drégelypalánk
12.	Michalany—Felsőregmec [3]	36.	Šahy—Hont—Drégelypalánk [1]
13.	Skároš—Hollóháza [3]	37.	Šahy (gare)—Drégelypalánk
14.	Košice—Hidasnémeti	38.	Šahy—Homok—Kemence
15.	Kehnec—Hidasnémeti	39.	Vyškovce—Kemence [2]
16.	Buzita—Krasznokvajda [1]	40.	Pastuchov—Vámosmikola
17.	Buzita—Szemere [1]	41.	Salka—Letkés [3]
18.	Turňa—Hidvégardó [2]	42.	Parkan (gare)—Szob
19.	Turňa—Tornanádaska [2]	43.	Parkan—Esztergom
20.	Turňa (gare)—Tornanádaska	44.	Karva—Piszke [2]
21.	Svätý Kríl'—Bánréve	45.	Komárno—Komárom
22.	Linhartovce—Bánréve [2]	46.	Komárno (gare)—Komárom
23.	Rimavská Seč—Bánréve	47.	Kolożnéma—Gönyü [2]
24.	Petrovce—Felsőutaspuszta [2]	48.	Petržalka—Oroszvár
		49.	Petržalka (gare)—Oroszvár

[1] Pas encore ouverte comme route douanière du côté de la Hongrie.

[2] Pas encore ouverte comme route douanière du côté de la Tchécoslovaquie.

[3] Actuellement non ouverte comme route douanière ni du côté de la Tchécoslovaquie ni de la Hongrie.

La déclaration, demandée par la Tchécoslovaquie ou bien par la Hongrie, des chemins de Beregszász-Beregdarócz, Starňa-Aggtelek et Pető-Pőstén comme routes douanières fera l'objet de constatations spéciales.

2. Les administrations douanières des deux Parties contractantes s'entendront directement, suivant le besoin, sur les mesures nécessaires, concernant l'application des dispositions relatives au cartel douanier.

AD ANNEX F-

CONVENTION REGARDING MUTUAL ASSISTANCE IN THE MATTER OF CUSTOMS CLEARANCE, THE PREVENTION, PROSECUTION AND PUNISHMENT OF INFRINGEMENTS OF THE CUSTOMS REGULATIONS, AND MUTUAL LEGAL ASSISTANCE IN CRIMINAL CASES RELATING TO THE CUSTOMS.

Ad Article 3.

1. The list, drawn up by common consent, of existing or suggested Customs roads is as follows :

No. of order	Customs road	No. of order	Customs road
1.	Výlok—Tiszabecs	25.	Jablonica—Felsőutaspuszta [2]
2.	Bodolov—Szatmárcseke	26.	Mačkaluk—Somoskő
3.	Asztély—Beregsurány	27.	Šiatoroš (Rad'ovce)—Somoskőujfalu
4.	Kosino—Barabás	28.	Fil'akovo—Somoskőujfalu
5.	Čop (station)—Záhony	29.	Kalonda (station)—Ipolytarnóc [2]
6.	Čop—Záhony	30.	Kalonda—Ipolytarnóc
7.	Perbeník—Damóc	31.	Pustatina Ráros—Nógrádszakál
8.	Perbeník—Láca	32.	Bušince—Nógrádszakál
9.	Sl. Nové Mesto (station)—Sátoraljaujhely	33.	Sl. Ďarmoty—Balassagyarmat
10.	Sl. Nové Mesto—Sátoraljaujhely	34.	Koláry—Balassagyarmat
11.	V. Kazimír—Felsőregmec [3]	35.	Hidvég—Drégelypalánk
12.	Michalany—Felsőregmec [3]	36.	Šahy—Hont—Drégelypalánk [1]
13.	Skároš—Hollóháza [3]	37.	Šahy (station)—Drégelypalánk
14.	Košice—Hidasnémeti	38.	Šahy—Homok—Kemence
15.	Kehnec—Hidasnémeti	39.	Vyškovce—Kemence [2]
16.	Buzita—Krasznokvajda [1]	40.	Pastuchov—Vámosmikola
17.	Buzita—Szemere [1]	41.	Salka—Letkés [3]
18.	Turňa—Hidvégardó [2]	42.	Parkan (station)—Szob
19.	Turňa—Tornanádaska [2]	43.	Parkan—Esztergom
20.	Turňa (station)—Tornanádaska	44.	Karva—Piszke [2]
21.	Svätý Král'—Bánréve	45.	Komárno—Komárom
22.	Linhartovce—Bánréve [2]	46.	Komárno (station)—Komárom
23.	Rimavská Seč—Bánréve	47.	Kolozsnéma—Gönyü [2]
24.	Petrovce—Felsőutaspuszta [2]	48.	Petržalka—Oroszvár
		49.	Petržalka (station)—Oroszvár

[1] Not yet open as a Customs road on the Hungarian side.

[2] Not yet open as a Customs road on the Czechoslovak side.

[3] At present not open as a Customs road either in Czechoslovakia or in Hungary.

The request made by Czechoslovakia or by Hungary that the Beregszász-Beregdarócz, Starňa-Aggtelek and Pető-Pőstén roads should be declared Customs roads shall form the subject of special investigation.

2. The Customs administrations of the two Contracting Parties shall, in accordance with requirements, make the necessary arrangements by direct consultation for applying the provisions relating to the Customs agreement.

A L'ANNEXE G.

CONVENTION VÉTÉRINAIRE, CONCERNANT LE TRAFIC DES ANIMAUX, DES MATIÈRES PREMIÈRES D'ORIGINE ANIMALE ET DES PRODUITS ANIMAUX.

1. Les dispositions de la Convention vétérinaire ne seront appliquées qu'aux provenances de l'une des Parties contractantes. L'admission des animaux ou objets qui proviennent d'autres Etats et doivent être importés à travers les territoires d'une Partie dans les territoires de l'autre Partie ou y être transportés en transit, ne rentre pas dans le cadre de la présente convention, pour autant que des dispositions spéciales n'ont pas été prises à ce sujet.

2. Tous les animaux importés des territoires de l'une des Parties contractantes dans le territoire de l'autre Partie sont soumis aux prescriptions de police vétérinaire en vigueur au pays d'importation.

Les animaux de boucherie (bêtes de l'espèce bovine, ovine, caprine, porcine et chevaline) peuvent être transportés dans tous les abattoirs et marchés aux bestiaux de boucherie publics qui sont surveillés par la police vétérinaire et pourvus des installations appropriées. La liste des abattoirs et marchés aux bestiaux de boucherie sera fixée, d'un commun accord, et ne pourra être modifiée que d'entente réciproque.

Les animaux qui ne sont pas destinés à l'abatage (bêtes de l'espèce bovine, ovine, caprine) doivent être immédiatement transportés seulement dans les établissements où l'on continuera à les entretenir. Les mesures de précaution de police vétérinaire que l'une des Parties contractantes jugerait nécessaires de prendre avant l'admission de ces animaux au libre trafic, seront limitées au minimum strictement nécessaire.

Les solipèdes qui ne sont pas destinés à l'abatage subiront, si tôt que faire se pourra, l'examen diagnostique à la frontière ou au lieu de destination, aux dépens de la partie intéressée. Les solipèdes destinés au transit ne seront pas soumis au procédé diagnostique.

3. Le transit direct des animaux vivants par chemin de fer ou bateau, des territoires de l'une des Parties contractantes à travers les territoires de l'autre, sera permis, aux conditions applicables à l'importation des animaux de boucherie, pour autant qu'il s'agit des provenances de l'une des Parties contractantes et que les animaux proviennent des territoires non fermés, dans le cas où il existe la certitude que le pays destinataire et le pays transitaire éventuels prendront les transports en charge.

Le transit direct de la viande fraîche et de la viande préparée d'autres matières premières d'origine animale et des produits, transportés des territoires de l'une des Parties contractantes à travers les territoires de l'autre par chemin de fer, en wagons fermés et plombés, ou par bateau, dans des espaces séparés et serrés, est admissible sans restriction, s'il s'agit des provenances de l'une des Parties contractantes.

4. Dans les stations d'entrée entrant en considération pour le trafic des animaux, les installations nécessaires à remplir le service de police vétérinaire, promptement et sans retard, seront établies.

Les stations d'entrée, entrant en considération pour le trafic réciproque des animaux, seront fixées d'un commun accord, avant la mise en vigueur de la Convention, et ne pourront être modifiées à l'avenir que d'entente.

5. Dans les circonscriptions communales de plus de 150 kilomètres carrés et sur des terres plus grandes, isolées ou des ensembles de terres connexes, il ne sera pas exclu de procéder, dans la mesure de leur configuration et de la garantie nécessaire y relative, à l'égard de la police vétérinaire, à une subdivision en rayons plus petits. Les deux Parties s'entendront, le cas échéant, sur la question de la possibilité d'admettre une telle division, ainsi que sur la fixation des limites naturelles de ces rayons. En ce qui concerne la pleuropneumonie contagieuse, une subdivision pareille ne sera pas applicable.

6. Pour les envois de volaille se composant de moins de 50 têtes, il ne sera exigé, au trafic frontière, lors de l'importation dans les territoires de l'une des Parties contractantes, que

AD ANNEX G.

VETERINARY CONVENTION CONCERNING TRAFFIC IN ANIMALS, RAW MATERIALS OF ANIMAL ORIGIN, AND ANIMAL PRODUCTS.

1. The provisions of the Veterinary Convention shall only be applied to animals and products coming from the territory of one of the Contracting Parties. The admission of animals or articles which come from other States and which must be imported through the territory of the one Party into that of the other or be conveyed in transit through that territory does not come within the scope of the present Convention unless special arrangements have been made on this matter.

2. All animals imported from the territory of either of the Contracting Parties into the territory of the other shall be subject to the veterinary police regulations in force in the importing country.

Animals intended for slaughter (horned cattle, sheep, goats, pigs and horses) may be taken to any slaughter-houses and public markets for cattle intended for slaughter which are under veterinary police supervision and properly equipped. The list of slaughter-houses and markets shall be drawn up by mutual agreement and shall similarly only be modified by mutual agreement.

Animals not intended for slaughter (horned cattle, sheep and goats) shall be taken without delay only to establishments where they will be kept ; the veterinary precautionary measures which either of the Contracting Parties may consider necessary before trade in these animals is allowed shall be restricted to what is absolutely necessary.

Horses, asses and mules not intended for slaughter shall as speedily as possible be examined for disease at the frontier or at the place of destination at the expense of the Party concerned. Horses, etc., intended for transit shall not be so examined.

3. The direct transit of live animals by rail or water from the territory of one of the Contracting Parties through the territory of the other shall be permitted subject to the conditions governing the importation of animals for slaughter, provided that the live animals in question come from the territory of the first Contracting Party and have not been sent from prohibited areas, and provided it is certain that they will be accepted by the country of destination and any other country through which they may have to be conveyed.

No restrictions shall be placed upon the direct transit of fresh meat, meat prepared from other raw materials of animal origin and meat products which are transported from the territory of one of the Contracting Parties through the territory of the other by rail in closed and sealed trucks, or by ship in isolated and closed storage rooms provided such meat or products come from the territory of one of the Contracting Parties.

4. In the stations of entry used for the traffic in animals, the necessary arrangements shall be made for the prompt carrying out of the veterinary police formalities.

The stations of entry used for the reciprocal traffic in animals shall be determined by common agreement before the coming into force of the Convention and they shall not be modified in the future except by agreement.

5. Communes exceeding 150 square kilometres in area and large isolated estates and groups of estates may be sub-divided into smaller areas, regard being had to their configuration and the consequent requirements of veterinary police supervision. The two Parties shall, if necessary, consider in consultation with each other the desirability of such sub-division and the fixing of the natural boundaries of these areas. No account will be taken of these sub-divisions in the case of contagious pleuro-pneumonia.

6. In the case of consignments of poultry in the frontier traffic, consisting of less than 50 birds, only the certificate of origin required from the local authority under Article 2 of the Veteri-

le certificat d'origine à délivrer par l'autorité locale, conformément à l'article 2 de la Convention vétérinaire. Les autres dispositions dudit article 2 ne s'appliquent pas à ces envois.

7. Aucun certificat d'origine ne doit être présenté au trafic frontière pour le fumier, au trafic postal pour les boyaux animaux, les gosiers, les estomacs et les vessies qui ne sont ni séchés, ni salés, et au trafic frontière, pour la viande fraîche et la viande préparée de chevaux, bœufs, porcs, chèvres et moutons, ainsi que pour la volaille morte, destinée à l'usage personnel des habitants des zones frontières, aussi bien qu'au trafic postal et de voyage privé.

8. Sera considéré comme trafic frontière, au sens des chiffres 6 et 7, le trafic d'un district administratif de frontière de première instance de l'une des Parties contractantes pour des usages dans un district similaire de l'autre Partie.

9. L'apparition de la rage chez les chiens et chats ne sera pas un obstacle à l'expédition du certificat d'origine prévu à l'alinéa 1 de l'article 2, pour d'autres animaux domestiques. Egalement l'apparition de la gale des moutons et chèvres n'empêchera pas l'expédition des certificats pour les solipèdes et l'apparition de la gale des solipèdes n'entravera pas l'expédition des certificats pour les moutons et chèvres.

10. Le renvoi des animaux suspects d'infection, prévu à l'article 3 de la Convention vétérinaire, ne se rapporte qu'aux animaux ayant été, suivant la preuve fournie, en contact avéré avec des animaux malades ou suspects de maladie, donc notamment aux animaux, soit transportés simultanément dans un wagon de chemin de fer ou sur un bateau, soit déchargés ou chargés dans la même station, sur la même rampe et le même jour.

11. Les blocus répressif et préventif à prononcer suivant l'article 5, seront restreints au district administratif contaminé et aux districts administratifs de première instance avoisinants et ne seront maintenus que pour la durée du danger de contamination.

Si l'épizootie entrant en considération a la tendance à se répandre sur des territoires plus étendus ou prend un cours particulièrement malin, ces dispositions peuvent être élargies même à des territoires plus étendus.

La durée du danger de contamination sera comptée jusqu'au moment auquel les délais, prévus à l'article 2, alinéa 2, à partir du jour de la déclaration officielle concernant la disparition de l'épizootie arrivent à l'échéance.

Si les délais pour la déclaration officielle concernant la disparition absolue d'une épizootie diffèrent dans les territoires des Parties contractantes, le délai plus long servira de règle.

Il ne sera admissible d'émettre des restrictions ou des prohibitions à propos de l'apparition ou de l'importation d'une épizootie que si ces mesures, en vue d'assurer la santé du bétail indigène, sont indispensables suivant l'état d'épizootie pour détourner le danger d'importation réellement menaçant.

12. La disposition, contenue dans le dernier alinéa de l'article 5 de la Convention vétérinaire, ne s'applique pas au trafic direct par chemin de fer dans des wagons officiellement fermés et au trafic direct par bateau dans des espaces séparés et serrés ; toutefois, tout complément de charge par des animaux vivants, tout transbordement et tout retardement du transport dans le district de frontière contaminé, y sera interdit.

13. Il est entendu que les mesures nécessaires peuvent être prises à l'égard de l'introduction des livres de contrôle dans les désinfectoires et de la surveillance officielle de la désinfection.

14. Les arrondissements des villes de Praha et Budapest seront traités comme des districts vétérinaires indépendants. Les chevaux provenant de Praha et de Budapest seront admis en général à l'importation, même dans le cas où ils seront munis d'un certificat d'origine et de santé, confirmé par l'autorité centrale compétente de l'Etat d'exportation, certificat qui indique le destinataire du cheval et atteste, au lieu du certificat à établir d'ordinaire en vue de confirmer que le lieu de provenance est indemne, officiellement que l'animal a été reconnu sain par le vétérinaire et qu'il ne règne, ni dans la ferme où il était mis à l'abri, ni dans ses environs, les plus proches, aucune maladie, soumise à la déclaration et transmissible aux chevaux.

nary Convention need be produced on such consignments being imported into the territory of either of the Contracting Parties. The remaining provisions of the said Article 2 shall not apply to such consignments.

7. No certificate of origin shall be required for manure in the frontier traffic, animal entrails, wind-pipes, stomachs and bladders, not dried or salted, which are sent by post, or for fresh and prepared horse flesh, beef, pork, goat's-meat, mutton or dead poultry in the frontier traffic, when they are intended for the personal use of frontier district inhabitants or sent by post or brought in personally by travellers.

8. For the purpose of Nos. 6 and 7 the term " frontier traffic " shall be understood to mean traffic in animals and articles coming from a frontier administration district of first instance in the territory of either of the Contracting Parties and intended for use in a similar district of the other.

9. The appearance of rabies in dogs and cats shall not prevent the issue for other domestic animals of the certificate of origin referred to in Article 2, paragraph 1. Similarly, the appearance of mange among sheep and goats shall not prevent the issue of certificates for horses, asses and mules, nor shall the appearance of mange among horses, etc. prevent the issue of such certificates for sheep and goats.

10. The refusal, as provided for in Article 3 of the Veterinary Convention, of animals suspected of being infected shall only apply to such animals as are proved to have been in contact with animals suffering from, or suspected to be suffering from, disease, and more especially therefore to animals conveyed at the same time in the same railway truck or ship, or entrained or detrained the same day at the same station and on the same platform.

11. The measures of prohibition to be applied under Article 5 with a view to stamping out and preventing disease shall be confined to the infected administrative district and neighbouring administrative districts of first instance and shall be maintained only so long as the danger of infection exists.

If the epizootic disease in question shows tendency to spread over a wider area or takes a particularly malignant form, these provisions may be extended to a wider area.

The danger of infection shall be regarded as subsisting up to the expiration of the lime limits specified in Article 2, paragraph 2, such periods being reckoned from the date on which the epidemic is officially declared to be at an end.

If the time limit for the official declaration of the termination of an epidemic is not the same in the territories of the two Contracting Parties, the longer period shall be taken.

Restrictions or prohibitions applied on account of the outbreak or importation of a disease shall be permissible only if the measures taken to safeguard the health of the home cattle are essential, regard being had to the character of the epidemic, to avert a real danger of the importation of the disease.

12. The provision contained in the last paragraph of Article 5 of the Veterinary Convention shall not apply to through railway traffic conveyed in officially sealed trucks or in isolated and properly closed portions of ships ; nevertheless, further loading of live stock, no transshipment and no transport delay in the infected frontier district shall be permitted.

13. It is understood that the necessary measures may be taken to introduce the employment of control registers in disinfection establishments and to supervise disinfection officially.

14. The urban districts of Prague and Budapest shall be treated as independent veterinary districts. The importation of horses from Prague and Budapest shall, as a rule, be allowed even in cases where they are accompanied by a certificate of origin and health endorsed by the competent central authorities of the exporting country, giving the name of the person receiving the horse and containing, in lieu of the certificate usually required as to the absence of disease in the place of origin, an official attestation that the animal was found, on veterinary inspection, to be in a healthy condition, and that the farm in which it was stabled and the immediate neighbourhood thereof were free from any notifiable disease communicable to horses.

15. Les chevaux de course et les trotteurs, ainsi que les chevaux pour des concours hippiques et jeux hippiques et les animaux les accompagnant peuvent être munis de certificats spéciaux au lieu des passeports de bétail. Les clubs, entrant en considération, seront autorisés à l'expédition de ces certificats par les deux gouvernements, d'un commun accord. Les certificats doivent porter le scellé et le visa du club respectif et contenir le nom et le domicile du propriétaire du cheval, la description exacte du cheval, sa provenance et le lieu de destination, ainsi que l'attestation du vétérinaire officiel, établissant la santé individuelle de l'animal et le fait que l'établissement d'où vient l'animal, était indemne pendant les derniers quarante jours.

16. L'importation des animaux qui, d'après la preuve fournie, sont destinés aux exhibitions de cirque, aux jardins d'acclimatation, aux forêts giboyeuses et aux installations similaires et qui, pour cette raison, sont hors du trafic général, ne dépend que de la production de l'attestation à délivrer par le vétérinaire officiel pour confirmer la santé individuelle des animaux et de ce que les animaux seront transportés par chemin de fer séparément d'autres animaux destinés au trafic commun, qu'ils seront reconnus entièrement sains à l'occasion de la visite à effectuer par le vétérinaire, lors du déchargement, et qu'ils seront conduits de la station de déchargement immédiatement au lieu de destination.

17. Le transit direct des animaux, des parties d'animaux, des produits et matières premières, ainsi que des objets qui pourraient communiquer des agents de la contagion, en provenance et à destination du territoire de l'une des Parties contractantes, à travers le territoire de l'autre, est admissible dans des wagons de chemin de fer fermés, sans une limitation quelconque et à la condition que les animaux sont sains et que les transports sont munis des documents nécessaires concernant la provenance indemne. Un contrôle vétérinaire à la frontière n'a pas lieu dans ce trafic.

Fait, en double exemplaire, à Praha, le 31 mai 1927.

Dr Jul. FRIEDMANN, *m. p.*
NICKL, *m. p.*

15. Race-horses and trotting-horses, and horses for riding competitions and equestrian sports, together with animals accompanying them, may be covered by special certificates in lieu of animal permits. The two Governments shall, by mutual agreement, authorise the clubs concerned to issue such certificates. These certificates must bear the stamp and endorsement of the club concerned, the name and address of the owner of the horse, full particulars of the horse, the name of the place from which it has come and of the place to which it is being sent, as well as the certificate of an official veterinary surgeon attesting that the particular animal is healthy and that the establishment from which it has come has been free from disease for the last forty days.

16. The importation of animals which can be shown to be intended for circus performances, zoological gardens, game forests and the like and on that account cannot be classed with ordinary traffic, shall be allowed, subject only to the production of individual official veterinary certificates of health, and to the proviso that such animals travel by rail separately from animals conveyed as ordinary traffic, that they are found to be healthy at the veterinary inspection which shall take place on detraining, and that they are taken direct from the detraining station to the place of destination.

17. The direct transit of animals, parts of animals, and products and raw materials of animal origin, as well as that of articles liable to carry infection, proceeding from and to the territory of one Contracting Party through that of the other shall be allowed without restriction in closed railway trucks, provided that the animals are healthy and that the consignments are accompanied by the prescribed documents attesting the absence of disease in the place of origin. There shall be no frontier veterinary inspection in these cases.

Done in duplicate at Prague, May 31, 1927.

(Signed) Jul. FRIEDMANN.
(Signed) NICKL.

N° 1521.

ITALIE ET SUISSE

Convention et règlement international pour la navigation sur le lac Majeur et le lac de Lugano. Signée à Lugano, le 22 octobre 1923.

ITALY AND SWITZERLAND

Convention and International Regulations regarding Navigation on Lake Maggiore and Lake Lugano. Signed at Lugano, October 22, 1923.

N° 1521. — CONVENTION [1] ENTRE L'ITALIE ET LA SUISSE ET RÈGLEMENT INTERNATIONAL POUR LA NAVIGATION SUR LE LAC MAJEUR ET LE LAC DE LUGANO. SIGNÉ A LUGANO, LE 22 OCTOBRE 1923.

Textes officiels français et italien communiqués par le Conseil fédéral suisse et par le ministre des Affaires étrangères d'Italie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 19 août 1927.

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE, d'une part, et LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, d'autre part, dans le but d'établir d'un commun accord le régime de la navigation sur le lac Majeur et le lac de Lugano, ont désigné pour leurs délégués, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. HEROLD, Robert, directeur de la Division des Chemins de fer du Département fédéral des Postes et des Chemins de fer, à Berne ;
M. TARCHINI, Elvezio, directeur du IVe Arrondissement des Douanes, à Lugano ;
M. STALDER, J.-Frédéric, ingénieur, adjoint de l'inspecteur de la Section de Mécanique du Département fédéral des Postes et des Chemins de fer, à Berne ;
M. WYLEMANN, Hermann, ingénieur du contrôle au Département fédéral des Postes et des Chemins de fer, à Berne ;
M. RUSCA, Luigi, ingénieur, à Bellinzone ;
M. VELADINI, Silvio, à Lugano ;

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE :

M. ACTON, Barone Grand'Ufficiale Enrico, Console Generale di S. M. nel Canton Ticino ;
M. CRISPO, Grand'Ufficiale Avvocato Antonio, Direttore Capo di Divisione nel Ministero dei Lavori Pubblici ;
M. BOSIO, Grand'Ufficiale Augusto, Ispettore Superiore Tecnico delle Dogane ed Imposte indirette ;
M. STOPPA, Commissaire Luigi, Capo Sezione nel Ministero della Guerra ;
M. FERRARIS, Giuseppe, Tenente Colonello di Porto ;
M. CAPIALBI, Nob. dei Conti, Uff. Dott. Ugo, Sottoprefetto di Varese ;
M. ABATE, Ing. Cav. Carlo, Ispettore principale nell' Ispettorato Generale delle Ferrovie ;
M. NAGEL, Grand'Ufficiale Ing. Carlo, Ispettore superiore dell'Ufficio Speciale delle Ferrovie, a riposo ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir vérifiés, sont convenus des articles suivants :

Article premier.

La navigation est libre tant sur les eaux suisses que sur les eaux italiennes des lacs Majeur et de Lugano. La liberté de navigation est subordonnée à l'observation des conditions fixées par la présente convention.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berne, le 5 août 1927.

TEXTE ITALIEN. — ITALIAN TEXT.

N° 1521. — CONVENZIONE[1] E REGOLAMENTO INTERNAZIONALE PER LA NAVIGAZIONE SUL LAGO MAGGIORE E SUL LAGO DI LUGANO DEL 22 OTTOBRE 1923.

French and Italian official texts communicated by the Swiss Federal Council and the Italian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place August 19, 1927.

IL GOVERNO DI SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA, DA UNA PARTE, ED IL CONSIGLIO FEDERALE SVIZZERO, DALL'ALTRA PARTE, allō scopo di stabilire di comune accordo il regime della navigazione sul Lago Maggiore e sul Lago di Lugano, hanno nominato a loro Delegati :

IL GOVERNO DI SUA MAESTÀ IL RE D'ITALIA, I SIGNORI :

ACTON barone grand'ufficiale Enrico, console generale di S. M. nel Cantone Ticino ;
CRISPO grand'ufficiale avv. Antonio, direttore capo di divisione nel Ministero dei lavori pubblici ;
BOSIO grand'ufficiale Augusto, ispettore superiore tecnico delle dogane ed imposte indirette ;
STOPPA comm. Luigi, capo sezione nel Ministero della guerra ;
FERRARIS Giuseppe, tenente colonnello di porto ;
CAPIALBI nob. dei conti uff. dott. Ugo, Sottoprefetto di Varese ;
ABATE ing. cav. Carlo, ispettore principale nell'Ispettorato generale delle Ferrovie ;
NAGEL grand'ufficiale ing. Carlo, ispettore superiore dell'Ufficio speciale delle Ferrovie, a riposo ;

IL CONSIGLIO FEDERALE SVIZZERO, I SIGNORI :

HEROLD, Robert, directeur de la division des Chemins de fer du Département fédéral des postes et des chemins de fer, à Berne ;
TARCHINI, Elvezio, directeur du IVe Arrondissement des Douanes, à Lugano ;
STALDER, J.-Frédéric, ingénieur, adjoint de l'inspecteur de la Section de Mécanique du Département fédéral des postes et des chemins de fer, à Berne ;
WYLEMANN, Hermann, ingénieur du contrôle au Département fédéral des Postes et des Chemins de fer, à Berne ;
RUSCA, Luigi, ingénieur, à Bellinzone ;
VELADINI, Silvio, à Lugano ;

i quali, dopo essersi comunicate le loro credenziali e averle verificate, si sono accordati sui seguenti articoli ;

Articolo 1.

La navigazione tanto nelle acque svizzere quanto nelle acque italiane dei laghi Maggiore e di Lugano è libera, subordinatamente alla osservanza delle norme contenute nella presente Convenzione.

[1] The exchange of ratifications took place at Berne, August 5, 1927.

Article 2.

Les bateaux servant à des buts militaires, de douane et de police ne doivent pas franchir la frontière politique.

Toutefois, sur le lac de Lugano, les bateaux italiens affectés au service de la douane pourront, dans des cas exceptionnels, franchir la frontière politique pour se rendre du bassin de Porto Ceresio à celui de Porlezza et vice versa. Ces passages n'auront lieu que de jour et sans arrêt. Ils seront annoncés à la direction des douanes suisses, à Lugano, au plus tard la veille du jour auquel ils devront avoir lieu. Ces transports pourront être soumis à la visite douanière suisse.

Sera accordé, sous les mêmes réserves et dans les mêmes conditions, le passage d'agents de la police italienne sur des bateaux de la douane ou sur des bateaux ordinaires.

Les bateaux affectés au service de la douane italienne et ceux exécutant des transports d'agents de la police ne pourront accomplir, dans les eaux suisses, aucun acte officiel, ni aborder en territoire suisse qu'en cas d'avarie ou de force majeure.

Les agents de la police italienne pourront également traverser les eaux territoriales suisses en qualité de passagers des courses régulières des services publics de navigation, toutefois sans interrompre leur voyage. S'il s'agit d'un transport de plus de six agents, il sera annoncé conformément aux dispositions de cet article. Dans les eaux suisses, les agents italiens devront déposer les armes et s'abstenir de tout acte officiel.

En ce qui concerne les communications avec l'enclave italienne de Campione, l'état actuel des choses demeure sans changement aussi longtemps que les deux Parties contractantes n'auront pas passé des accords spéciaux.

Article 3.

Chacun des Etats contractants exerce la haute surveillance sur la navigation dans les eaux comprises entre ses propres frontières politiques.

Article 4.

Les entreprises de navigation exécutant des transports réguliers et périodiques de personnes et de marchandises et touchant des ports des deux Etats contractants, doivent être munies, par chacun d'eux, d'un acte de concession contenant les dispositions auxquelles la navigation est soumise par l'Etat qui accorde la concession.

Les dispositions contenues dans les actes de concession ne pourront être contraires ni à la présente convention ni au règlement international annexé, et se rapporteront uniquement aux parcours dans les eaux respectives.

Article 5.

Tout concessionnaire d'un service public est tenu de recevoir et de transporter gratuitement, dans toute l'étendue de sa propre circonscription, les agents des gouvernements des Etats contractants chargés de la surveillance et du contrôle sur la navigation et la pêche, ainsi que leurs bagages.

Article 6.

Les conditions requises pour la construction et les agrès des bateaux, ainsi que les prescriptions relatives à la navigation, font l'objet d'un règlement international établi d'un commun accord par les deux Etats et annexé à la présente convention.

Articolo 2.

I natanti destinati a servizi militari, di dogana e di polizia non debbono oltrepassare la frontiera politica.

Tuttavia, sul lago di Lugano, i natanti italiani in servizio della dogana potranno, in casi eccezionali, oltrepassare la frontiera politica per portarsi dal bacino di Porto-Ceresio a quello di Porlezza e viceversa. Tali passaggi avranno luogo soltanto di giorno e senza fermate. Saranno annunziati alla Direzione delle dogane svizzere a Lugano al più tardi la vigilia del giorno nel quale dovranno aver luogo. Questi trasporti potranno essere sottoposti alla visita doganale svizzera.

Con le stesse riserve e nelle stesse condizioni sarà concesso il passaggio di agenti della polizia italiana su natanti della dogana o su natanti comuni.

I natanti in servizio della dogana italiana e quelli che eseguono trasporti di agenti della polizia non potranno effettuare, nelle acque svizzere, alcun atto ufficiale nè approdare in territorio svizzero che in caso di avaria o di forza maggiore.

Gli agenti della polizia italiana potranno anche traversare le acque territoriali svizzere in qualità di passeggeri delle corse regolari di servizi pubblici di navigazione, senza tuttavia interrompere il loro viaggio. Qualora si tratti del trasporto di oltre sei agenti dovrà darsene preavviso, in conformità alle disposizioni del presente articolo. Nelle acque svizzere gli agenti italiani dovranno deporre le armi ed astenersi da qualsiasi atto ufficiale.

Per ciò che riguarda le comunicazioni col territorio italiano di Campione, resta invariato lo stato attuale di cose, sino a quando le due Parti contraenti non avranno presi accordi speciali.

Articolo 3.

Ciascuno degli Stati contraenti esercita l'alta sorveglianza sulla navigazione nelle acque comprese nei propri confini politici.

Articolo 4.

Le imprese di navigazione che eseguano trasporti regolari e periodici di persone e di merci, e che tocchino scali di ambedue gli Stati contraenti, devono essere munite, da ciascuno di questi, di un atto di concessione, contenente le disposizioni alle quali la navigazione è sottoposta da parte dello Stato che accorda la concessione.

Le disposizioni contenute negli atti di concessione non potranno essere contrarie nè alla presente Convenzione nè al Regolamento internazionale annesso e riguarderanno unicamente i percorsi nelle rispettive acque.

Articolo 5.

Qualsiasi concessionario di un servizio pubblico è obbligato a ricevere e a trasportare gratuitamente per tutta l'estensione della propria circoscrizione gli agenti dei Governi degli Stati contraenti, incaricati della sorveglianza e del controllo sulla navigazione e sulla pesca, ed i loro bagagli.

Articolo 6.

Le condizioni richieste per la costruzione e l'attrezzatura dei natanti, nonchè le prescrizioni relative alla navigazione, formano oggetto d'un Regolamento internazionale stabilito di comune accordo tra i due Stati ed annesso alla presente Convenzione.

Article 7.

Pour toute embarcation, un permis de navigation doit être délivré par l'autorité compétente de l'Etat dans lequel le bateau a son port d'inscription sur le lac.

Pour les bateaux en service public, ce permis sera donné par un acte conforme au formulaire annexé au règlement international mentionné à l'article 6.

Pour les bateaux en service privé, le dit permis sera délivré conformément aux prescriptions en vigueur dans chacun des Etats contractants.

Article 8.

Les nouveaux bateaux et ceux qui ne possèdent pas encore de permis de navigation sont soumis à une inspection suivie d'un essai de stabilité et de marche.

Un procès-verbal des inspections et des essais sera dressé conformément aux dispositions du règlement annexé.

Article 9.

Les autorités suisses et italiennes s'assureront, par des visites périodiques, chacune pour les bateaux auxquels elles ont accordé le permis de navigation, que les bateaux sont entretenus dans un état offrant les garanties voulues pour la sécurité des transports auxquels ils sont employés.

Article 10.

La demande du permis de navigation sera renouvelée si le bateau a subi dans ses parties principales des transformations importantes de nature à modifier la charge maximum ou à influencer désavantageusement ses conditions de stabilité ou de marche ou si le bateau est transféré sur un autre lac.

Tout changement de propriétaire sera inscrit dans le permis de navigation.

Article 11.

Le permis de navigation et les attestations relatives aux visites périodiques délivrés par l'un des Etats contractants seront valables dans les eaux de l'autre Etat. Ces pièces devront toujours se trouver à bord.

En cas de retrait du permis, le gouvernement qui l'a délivré en avisera l'autre gouvernement dans un délai maximum d'un mois.

Article 12.

L'autorité compétente qui délivrera le permis de navigation décidera, dans chaque cas particulier, s'il y a lieu d'appliquer aux bateaux déjà en service au moment de l'entrée en vigueur de la présente convention les prescriptions du règlement annexé relatives à la construction et aux agrès.

Article 13.

Les autorités des Etats contractants exerceront une surveillance sur le personnel des bateaux et s'assureront de ses aptitudes par des examens appropriés.

Tout capitaine ou conducteur d'un bateau à vapeur, à moteur ou à voiles doit être muni d'une patente de navigation délivrée par l'autorité compétente de l'un des Etats contractants.

Les conditions relatives à l'octroi et au retrait de la patente sont fixées dans le règlement annexé.

Articolo 7.

Per qualsiasi natante dovrà essere rilasciata una licenza di navigazione dall'autorità competente dello Stato nel quale il natante ha il suo porto d'inscrizione sul lago.

Tale autorizzazione, per i natanti in servizio pubblico, sarà concessa con un atto conforme al formulario annesso al Regolamento internazionale di cui all'articolo 6.

Per i natanti in servizio privato, detto permesso sarà rilasciato conformemente alle prescrizioni in vigore presso ciascuno degli Stati contraenti.

Articolo 8.

I natanti nuovi e quelli ancora non muniti di permesso di navigazione sono sottoposti ad una ispezione seguita da una prova di stabilità e di marcia.

Un verbale delle ispezioni e delle prove sarà redatto in conformità delle disposizioni del Regolamento annesso.

Articolo 9.

Le autorità svizzere e italiane si assicureranno, mediante visite periodiche, ciascuna per i natanti ai quali esse hanno accordato la licenza di navigazione, che i natanti siano mantenuti in uno stato che offra le garanzie volute per la sicurezza dei trasporti ai quali sono impiegati.

Articolo 10.

La domanda della licenza di navigazione sarà rinnovata se il natante ha subito nelle sue parti principali delle trasformazioni importanti tali da modificare il carico massimo o da influenzare svantaggiosamente le sue condizioni di stabilità o di marcia, o se il natante verrà trasferito su altro lago.

Nel caso di cambiamento di proprietario se ne farà annotazione sulla licenza di navigazione.

Articolo 11.

La licenza di navigazione e gli attestati relativi alle visite periodiche rilasciati da uno degli Stati contraenti saranno valevoli nelle acque dell'altro Stato. Tali documenti dovranno sempre trovarsi a bordo.

In caso di revoca della licenza, il Governo che l'ha rilasciata ne avviserà l'altro in un termine non superiore ad un mese.

Articolo 12.

L'autorità competente che rilascerà la licenza di navigazione deciderà in ciascun caso particolare se sia opportuno d'applicare ai natanti già in servizio al momento dell'entrata in vigore della presente Convenzione le prescrizioni del Regolamento annesso, relative alla costruzione ed all'attrezzatura.

Articolo 13.

Le autorità degli Stati contraenti eserciteranno la sorveglianza sul personale dei natanti e si assicureranno delle sue attitudini a mezzo di esami appropriati.

Ogni capitano o conduttore di un natante a vapore, a motore o a vela, deve essere munito di una patente di navigazione rilasciata dall'autorità competente di uno degli Stati contraenti.

Le condizioni relative al rilascio ed al ritiro della patente sono stabilite nel Regolamento annesso.

Article 14.

Les deux Etats contractants fixeront, par des règlements internes, les prescriptions relatives à la visite et aux essais des bateaux et à la surveillance du personnel.

Ils s'engagent de même à régler, par des prescriptions internes, la question de l'éclairage, pendant la nuit, des points dangereux qui se trouvent à proximité des ports et des débarcadères et sur les routes habituelles des bateaux faisant un service public.

Les deux Etats contractants se donneront réciproquement connaissance de ces règlements et prescriptions et des modifications éventuelles, ainsi que des règlements internes qu'ils pourraient élaborer relativement à la police des ports et des rades situés sur leurs territoires respectifs.

Ces règlements et prescriptions ne pourront contenir des dispositions contraires au règlement annexé.

Article 15.

Les deux Etats contractants, reconnaissant l'intérêt qu'il y a à garantir la navigation sous le pont de Melide et au détroit de Lavena, s'engagent à continuer les négociations concernant les travaux de correction à exécuter pour la régularisation du niveau du lac de Lugano.

Article 16.

Les Etats contractants s'engagent à régler le service des douanes et du contrôle des passeports par des méthodes propres à favoriser le prompt fonctionnement des services publics de navigation.

Article 17.

Les dispositions des lois et des règlements relatives au services des douanes des deux Etats sont applicables aux bateaux de tout genre et à leur personnel. Sont réservées les exceptions et les facilités particulières résultant de conventions spéciales conclues par les administrations des douanes intéressées avec les entreprises de navigation titulaires d'une concession.

Article 18.

Pour tenir compte des conditions particulières des parties du lac de Lugano comprises entre les rives italienne et suisse, les deux Etats conviennent que, dans ces parties, les bateaux ne pourront être arrêtés ou visités par les agents douaniers respectifs qu'à une distance ne dépassant pas 150 mètres, de chacune des rives, excepté dans le golfe de Lavena, où cette distance est réduite à 100 mètres.

Dans le Stretto di Lavena, la visite n'aura lieu qu'à terre.

Les Etats contractants feront en sorte que la pêche soit entravée le moins possible par les services des douanes.

Article 19.

Si une contestation s'élève entre les deux Etats contractants au sujet de l'interprétation ou de l'application de la présente convention ou du règlement annexé, et si cette contestation ne peut être tranchée par la voie diplomatique, elle sera soumise à un tribunal arbitral.

Ce tribunal sera composé d'un représentant nommé par le Gouvernement italien, d'un représentant nommé par le Gouvernement suisse et de trois membres qui ne peuvent être ni ressortissants des Etats contractants ni avoir leur domicile sur le territoire desdits Etats, ou se trouver à leur service. Les Parties contractantes désigneront d'un commun accord ces trois membres ainsi que, parmi eux, le président du Tribunal arbitral.

Articolo 14.

I due Stati contraenti determineranno, mediante regolamenti interni, le prescrizioni relative alle visite ed alle prove dei natanti ed alla sorveglianza del personale.

Regoleranno altresì, mediante disposizioni interne, la questione dell'illuminazione, durante la notte, dei punti pericolosi che si trovino in prossimità dei porti e dei pontili o sulle rotte abituali dei natanti addetti ad un servizio pubblico.

I due Stati contraenti dovranno darsi reciprocamente conoscenza dei detti regolamenti e prescrizioni e delle modificazioni eventuali, e così pure dei regolamenti interni che fossero emanati circa la polizia dei porti e delle rade situate nel loro territorio rispettivo.

Tali regolamenti e prescrizioni non potranno contenere disposizioni contrarie al Regolamento annesso.

Articolo 15.

I due Stati contraenti, riconoscendo l'interesse che v'è a garantire la navigazione sotto il ponte di Melide e allo stretto di Lavena, s'impegnano a continuare i negoziati riguardanti i lavori di correzione da eseguire per la regolarizzazione del livello del lago di Lugano.

Articolo 16.

Gli Stati contraenti s'impegnano a regolare i servizi doganale e di controllo dei passaporti con metodi atti a favorire il pronto funzionamento dei servizi pubblici di navigazione.

Articolo 17.

Le disposizioni di legge e di regolamento relative al servizio delle dogane dei due Stati sono applicabili ai natanti di ogni genere ed al personale di essi. Si fa riserva per le eccezioni e le facilitazioni particolari risultanti da convenzioni speciali concluse dalle amministrazioni delle dogane interessate con le imprese di navigazione titolari di una concessione.

Articolo 18.

In considerazione delle condizioni particolari delle parti del lago di Lugano comprese fra sponde italiane e sponde svizzere, i due Stati convengono che in tali parti l'arresto e la visita dei natanti da parte dei propri agenti doganali possono effettuarsi solo ad una distanza inferiore a 150 metri da ciascuna delle rispettive sponde, eccetto che nel golfo di Lavena nel quale tale distanza è ridotta a 100 metri.

Nello stretto di Lavena la visita si effettuerà solo a terra.

Gli Stati contraenti faranno in modo che la pesca sia ostacolata il meno possibile dai servizi doganali.

Articolo 19.

Qualora sorgesse fra i due Stati contraenti una contestazione circa l'interpretazione o l'applicazione della presente Convenzione o del Regolamento annesso e se tale contestazione non potesse essere risolta in via diplomatica, essa sarà sottoposta ad un Tribunale arbitrale.

Tale Tribunale sarà costituito da un rappresentante nominato dal Governo italiano, da un rappresentante nominato dal Governo svizzero e da tre membri che non potranno essere nè oriundi degli Stati contraenti, nè avere il loro domicilio sul territorio dei detti Stati o trovarsi al loro servizio. Le Parti contraenti designeranno di comune accordo questi tre membri nonchè, tra essi, il presidente del Tribunale arbitrale.

A défaut de constitution du Tribunal arbitral par l'accord des Parties, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'une d'elles a notifié à l'autre le nom de son représentant, les trois membres étrangers aux Parties seront élus par application des dispositions de l'article 45, alinéa 4, 5 et 6, de la Convention[1] de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux.

Au lieu de se soumettre à la procédure d'arbitrage susindiquée, les Parties contractantes pourront convenir de saisir de la contestation la Chambre de la Cour permanente de Justice internationale de La Haye, appelée, aux termes de l'article 29 du statut de la Cour[2], à statuer en procédure sommaire, ou bien, sur requête d'une des Parties, la Cour permanente siégeant en séance plénière.

Article 20.

La présente convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées à Berne le plus tôt possible.

Elle entrera en vigueur trois mois après l'échange des ratifications et restera exécutoire jusqu'à l'expiration d'une année, à partir du jour où l'un ou l'autre des Etats contractants l'aura dénoncée.

Le règlement international annexé sera appliqué à partir de l'entrée en vigueur de la convention. Il pourra être modifié en tout temps, d'un commun accord, par les Etats contractants, sans exiger pour cela la dénonciation de la convention.

En foi de quoi les délégués ont signé la présente convention et le règlement international annexé en un texte en langue française et un texte en langue italienne, demeurant entendu qu'en cas de divergences, le texte français fera foi.

Fait en deux exemplaires, à Lugano, le vingt-deux octobre mil neuf-cent vingt-trois.

(Signatures)

E. ACTON,
Antonio CRISPO,
BOSIO,
Luigi STOPPA,
G. FERRARIS,
CAPIALBI,
Ing. C. ABATE,
C. NAGEL.

(Signatures)

HEROLD,
TARCHINI,
J.-Fréd. STALDER,
H. WYLEMANN,
L. RUSCA,
S. VELADINI.

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil de Traités*, troisième série, tome III, page 360.

[2] Vol. VI, page 379 ; vol. XI, page 404 ; vol. XV, page 304 ; vol. XXIV, page 152 ; vol. XXVII, page 416 ; vol. XXXIX, page 165 ; vol. XLV, page 96 ; vol. L, page 159; et vol. LIV, page 387, de ce recueil.

Qualora le Parti non si accordino per la costituzione del Tribunale arbitrale, entro due mesi a partire dal giorno nel quale una di esse ha notificato all'altra il nome del proprio rappresentante, si dovranno applicare, per l'elezione dei tre membri estranei alle Parti medesime, le disposizioni dell'articolo 45, commi 4, 5 et 6 della Convenzione[1] dell'Aja per la risoluzione pacifica dei conflitti internazionali.

Invece di seguire la procedura arbitrale suindicata, le Parti contraenti potranno convenire di deferire la contestazione alla Camera della Corte permanente di giustizia internazionale [2] dell'Aja, competente, a termini dell'articolo 29, dello statuto della Corte, a statuire in procedura sommaria oppure, su richiesta di una delle Parti, alla Corte permanente in seduta plenaria.

Articolo 20.

La presente Convenzione sarà ratificata e lo scambio delle ratifiche avrà luogo a Berna al più presto possibile.

Essa entrarà in vigore tre mesi dopo lo scambio delle ratifiche e resterà esecutoria fino al termine di un anno a partire dal giorno in cui l'uno o l'altro degli Stati contraenti l'avrà denunciata.

Il Regolamento internazionale annesso sarà applicato a partire dall'entrata in vigore della Convenzione. Esso potrà essere modificato in ogni tempo, di comune accordo, dagli Stati contraenti, senza che occorra per ciò denunciare la Convenzione.

In fede di che i Delegati hanno firmato la presente Convenzione ed il Regolamento internazionale annesso, in un testo in lingua italiana ed un testo in lingua francese, restando inteso che in caso di divergenze, farà fede il testo francese.

Fatto in due esemplari, a Lugano il 22 ottobre 1923.

(Firme :)

E. ACTON.
Antonio CRISPO.
BOSIO.
Luigi STOPPA.
G. FERRARIS.
CAPIALBI.
Ing. G. ABATE.
C. NAGEL.

(Firme :)

HEROLD.
TARCHINI.
J.-Fred. STALDER.
H. WYLEMANN.
L. RUSCA.
S. VELADINI.

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 100, page 298.

[2] Vol. VI, page 379 ; Vol. XI, page 404 ; Vol. XV, page 304 ; Vol. XXIV, page 152 ; Vol. XXVII, page 416; Vol. XXXIX, page 165; Vol. XLV, page 96; Vol. L, page 159; and Vol.LIV, page 387 of this Series.

ANNEXE.

RÈGLEMENT INTERNATIONAL

annexé à la

CONVENTION DU 22 OCTOBRE 1923 ENTRE L'ITALIE ET LA SUISSE CONCERNANT LA NAVIGATION SUR LES LACS MAJEUR ET DE LUGANO.

Remarques.

Dans ce règlement on entend par:

«Bateau»: toute embarcation affectée au transport des personnes ou des marchandises, quel que soit son type et son déplacement ;

« Vapeur » : toute embarcation à propulsion mécanique, quelle que soit son énergie motrice ;

« Bateau à vapeur » : plus spécialement un vapeur actionné par une machine à vapeur ;

« Bateau à moteur » : un vapeur actionné par tout autre moteur que celui à vapeur ;

« Bateau à voiles » : toute embarcation munie de voiles.

PREMIER CHAPITRE.

PERMIS DE NAVIGATION.

Article premier.

1. Le permis de navigation prévu à l'article 7 de la convention sera délivré après examen du bateau.

2. Cet examen fera l'objet d'un procès-verbal, dans lequel il sera formellement constaté que le bateau remplit toutes les conditions établies par le présent règlement.

DEUXIÈME CHAPITRE.

CONSTRUCTION DES BATEAUX.

A. CORPS DU BATEAU.

Article 2.

Les coques des bateaux doivent être construites avec de bons matériaux d'après les règles de l'architecture navale et être entretenues de manière à présenter toutes les garanties de solidité et de sécurité.

Article 3.

1. Le tirant d'eau du bateau en pleine charge doit être indiqué sur les flancs de la coque, soit par des plaques en métal bien visibles, soit par les limnimètres.

2. La hauteur du franc-bord en pleine charge doit être mesurée aux bateaux ayant des ouvertures sur les flancs (hublots, sabords, etc.), depuis le point le plus bas de ceux-ci, aux bateaux dont la

ALEGATO.

REGOLAMENTO INTERNAZIONALE

annesso alla

CONVENZIONE DEL 22 OTTOBRE 1923 TRA L'ITALIA E LA SVIZZERA PER LA NAVIGAZIONE SUI LAGHI MAGGIORE E DI LUGANO.

Avvertenze.

In questo Regolamento si intende :

Con la parola « natante » ogni galleggiante di qualunque tipo e dislocamento, destinato al trasporto delle persone o delle merci.

Con la parola « piroscafo » ogni natante a propulsione meccanica, qualunque sia la sorgente dell'energia motrice.

Con la dizione « natante a vapore » più specialmente un piroscafo azionato da una macchina a vapore.

Con la dizione « natante a motore » un piroscafo azionato da motore di qualsiasi tipo escluso quello a vapore.

Con la dizione « natante a vela » qualunque natante munito di vela.

CAPITOLO I.

LICENZA DI NAVIGAZIONE.

Articolo 1.

1. La licenza di navigazione prevista all'articolo 7 della Convenzione viene rilasciata a seguito di una visita di collaudo del natante.

2. Della visita effettuata viene redatto verbale, nel quale deve essere esplicitamente constatato che il natante soddisfa a tutte le condizioni stabilite nel presente Regolamento.

CAPITOLO II.

COSTRUZIONE DEI NATANTI.

A. SCAFO.

Articolo 2.

Lo scafo dei natanti deve essere costruito con buoni materiali, secondo le regole d'architettura navale ed essere mantenuto in condizioni tali da presentare tutte le garanzie di solidità e di sicurezza.

Articolo 3.

1. La pescagione del natante a pieno carico deve essere indicata sui fianchi dello scafo, sia a mezzo di placche metalliche ben visibili, sia a mezzo di scale graduate.

2. L'altezza del bordo libero a pieno carico deve essere misurata, nei natanti che abbiano delle aperture nei fianchi *(hublots,* portelli, ecc.) a partire dal punto più basso delle aperture stesse fino

coque n'a pas d'ouvertures sur les flancs depuis l'arête supérieure de la coque jusqu'à la ligne de flottaison en pleine charge, aux petits bateaux non pontés depuis l'arête supérieure du plat-bord ou de la fargue, si celle-ci forme une bordure étanche et solide tout autour du bateau.

3. Le franc-bord ainsi mesuré doit avoir au minimum :

a) Pour les bateaux pontés : 40 cm. ; il peut être réduit à 30 cm. si le déplacement en pleine charge ne dépasse pas 40 tonnes pour les bateaux transportant des personnes ; 80 tonnes pour les bateaux transportant des marchandises ;

b) Pour les bateaux non pontés : 50 cm. ; il peut être réduit à 40 cm. si le déplacement en pleine charge ne dépasse pas 10 tonnes pour les bateaux transportant des personnes, 20 tonnes pour les bateaux transportant des marchandises.

4. Les bateaux à voiles et à rames ne sont pas soumis aux dispositions du présent article.

Article 4.

L'épaisseur de la coque en fer ou en acier des bateaux doit correspondre aux normes de construction en vigueur dans l'Etat à la surveillance duquel le bateau est soumis.

Article 5.

1. Les bateaux à voyageurs avec coque en fer ou en acier qui ont un déplacement en pleine charge supérieur à vingt-cinq tonnes devront être divisés dans leur longueur au moins en quatre compartiments par trois cloisons transversales étanches en fer, situées, l'une vers l'avant, à une distance de l'étrave comprise entre le huitième et le quatorzième de la longueur totale du bateau, les deux autres aux extrémités de la chambre des machines. Ces cloisons, dont le nombre peut être augmenté suivant la grandeur du bateau, ont à leur partie inférieure une ouverture pour l'écoulement de l'eau, laquelle doit, en cas de besoin, pouvoir être fermée hermétiquement du pont ou du plancher du local qui se trouve immédiatement au-dessus. En dehors de l'ouverture indiquée ci-dessus, il ne peut en être pratiqué aucune dans la cloison de l'avant, et, si l'une des autres cloisons est percée d'une porte, celle-ci devra pouvoir être fermée du pont au moyen d'un mécanisme approprié.

2. Dans les bateaux à hélices, la cloison d'arrière doit être étanche au point où elle est traversée par l'arbre moteur.

3. De même, les ouvertures pratiquées dans les cloisons pour le passage de la tuyauterie ou de la conduite de la timonerie devront être rendues étanches.

4. Les cloisons transversales seront suffisamment renforcées pour pouvoir résister à la pression de l'eau.

5. Dans chacun des compartiments, le plancher doit pouvoir être levé facilement sur une largeur de soixante centimètres et sur les deux tiers de sa longueur au moins.

Article 6.

Dans le cas où le gouvernail est manœuvré au moyen d'une roue, le bateau doit tourner du même côté que la partie supérieure de cette roue. Le gouvernail doit pouvoir en outre être manœuvré à la barre en cas de besoin.

Article 7.

Tout vapeur dont le déplacement en pleine charge est supérieur à cinquante tonnes doit avoir la roue du gouvernail placée au-dessus de la partie centrale ou de la partie antérieure du bateau.

alla linea di galleggiamento a pieno carico ; nei natanti che non presentano aperture sui fianchi dello scafo a partire dalla linea superiore dello scafo medesimo fino alla indicata linea di galleggiamento ; nei piccoli natanti non pontati, dalla linea superiore del capodi banda o della frisata, se questa ultima costituisce una cintura stagna e solida tutto intorno al natante, fino alla linea di galleggiamento a pieno carico.

3. L'altezza del bordo libero così misurato non deve mai essere inferiore ai seguenti valori :

a) Per i natanti pontati : cm. 40, che potranno essere ridotti a cm. 30 per i natanti il cui dislocamento a pieno carico non superi 40 tonnellate se adibiti al trasporto di persone, 80 tonnellate se adibiti al trasporto di merci ;

b) Per i natanti non pontati : cm. 50, che potranno essere ridotti a cm. 40 per i natanti il cui dislocamento a pieno carico non superi 10 tonnellate se adibiti al trasporto di persone, 20 tonnellate se adibiti al trasporto di merci.

4. Sono eccettuate dalle disposizioni del presente articolo le barche a vela e quelle a remi.

Articolo 4.

Lo spessore dello scafo in ferro o in acciaio dei natanti deve corrispondere alle norme di costruzione in vigore nello Stato alla cui sorveglianza è sottoposto il natante.

Articolo 5.

1. I natanti adibiti al trasporto passeggeri che hanno lo scafo in ferro od in acciaio, e che hanno un dislocamento a pieno carico superiore alle venticinque tonnellate dovranno essere divisi nella loro lunghezza almeno in quattro scompartimenti per mezzo di tre paratie trasversali, stagne, in ferro, situate l'una verso la prora, ad una distanza dalla ruota di prora compresa tra un ottavo ed un quattordicesimo della lunghezza totale del natante e le due altre alle estremità della camera delle macchine. Queste paratie, il cui numero può essere accresciuto in relazione alle dimensioni del natante, avranno, nella loro parte inferiore, una apertura pel deflusso dell'acqua, la quale apertura deve, in caso di bisogno, potere essere chiusa ermeticamente dal ponte o dal locale che si trova immediatamente al di sopra. All'infuori dell'apertura su indicata, nessuna altra può esserne praticata nella paratia di prora ; se in una delle altre paratie è praticata una porta, questa dovrà poter essere chiusa dal ponte per mezzo di adatto meccanismo.

2. Nei natanti ad elica, la paratia poppiera deve essere resa stagna là dove è traversata dall'asse motore.

3. Analogamente dovranno essere rese stagne le aperture praticate nelle paratie pel passaggio delle tubazioni o degli organi pel comando del timone.

4. Le paratie trasversali saranno sufficientemente rinforzate per poter resistere alla pressione dell'acqua.

5. In ciascun scompartimento il pagliuolo deve poter essere facilmente sollevato su una larghezza di sessanta centimetri e sui due terzi almeno della sua lunghezza.

Articolo 6.

Quando il timone è manovrato a mezzo di una ruota, il natante deve girare nel medesimo senso della parte superiore della ruota stessa. Il timone deve inoltre poter essere manovrato con la barra a mano in caso di bisogno.

Articolo 7.

I piroscafi il cui dislocamento a pieno carico è superiore a cinquanta tonnellate debbono aver la ruota del timone disposta al disopra della parte centrale o della parte prodiera.

Article 8.

Le pont des bateaux affectés au transport des personnes, à l'exception des bateaux destinés à des buts sportifs, doit être garni de garde-corps d'une hauteur de 90 centimètres au moins. Les ouvertures servant à établir la communication entre les ponts et les compartiments sous les ponts ainsi que les claires-voies de la chambre des machines et des ponts, seront munies de barrières de la même hauteur, ou de grilles, pour prévenir les accidents.

Article 9.

Le nom ou le numéro du bateau figurant dans le permis de navigation seront inscrits en caractères bien visibles, d'au moins 8 cm. de hauteur, sur chaque côté de la coque.

Article 10.

1. Les vapeurs à roues doivent avoir au-dessous des tambours un garde-roue en fer, fixé à une distance maximum de 40 cm. au-dessus de la ligne de flottaison à lège.

2. Des sorties de sûreté doivent être établies pour les cabines qui se trouvent sous le pont principal, ainsi que pour la chambre des machines et la chambre de chauffe, mais pour ces deux dernières chambres seulement dans le cas où elles sont séparées et lorsque le personnel doit rester stationné entre une cloison transversale et les chaudières ou la machine.

3. Ces sorties doivent aboutir au pont principal ou au pont supérieur et être d'un accès facile. Leurs couvercles doivent pouvoir s'enlever facilement : de plus, sur le pont, elles seront entourées d'un garde-corps s'ouvrant d'un côté.

4. Les ouvertures rectangulaires des sorties de sûreté doivent avoir 60 sur 50 cm. au moins et les ouvertures rondes 50 cm. de diamètre au moins.

5. Si les circonstances l'exigent, des exceptions aux dispositions du présent article pourront être accordées par les autorités compétentes de chaque Etat.

Article 11.

Les bateaux destinés au transport des voyageurs et dont la capacité de chargement dépasse 60 personnes doivent être pontés.

B. Chaudières, moteurs et mécanismes auxiliaires.

Article 12.

Les chaudières et les moteurs doivent être entretenus avec soin et de façon à présenter toutes les garanties de solidité et de sécurité.

Article 13.

Les chaudières seront soumises à des inspections périodiques, conformément aux prescriptions du gouvernement sous le contrôle duquel se trouve le bateau.

Articolo 8.

Il ponte dei natanti destinati al trasporto di persone, eccettuati i natanti destinati a scopi sportivi, deve essere munito di parapetto di altezza non inferiore a novanta centimetri. Tanto le aperture che servono a stabilire comunicazioni tra i ponti ed i compartimenti sottostanti ai ponti quanto gli osteriggi della camera delle macchine e dei ponti, saranno muniti di ringhiere dell'altezza su indicata, o di griglie, per prevenire accidenti.

Articolo 9.

Il nome o il numero del natante, registrati nella licenza di navigazione, saranno scritti in caratteri ben visibili, di una altezza di almeno cm. 8, su ambedue i lati dello scafo.

Articolo 10.

1. I piroscafi a ruote debbono avere al disotto dei tamburi un guardaruota in ferro, fissato ad una altezza al disopra dell'acqua non superiore ai quaranta centimetri, con battello a vuoto.

2. Dovranno essere istituite uscite di sicurezza per le cabine che si trovino sotto il ponte principale ; inoltre, se la camera delle macchine e la camera delle caldaie sono separate ed allorchè il personale debba trattenersi tra una paratia trasversale e le caldaie o la macchina, dovranno essere istituite analoghe uscite di sicurezza anche per la camera delle macchine e la camera delle caldaie.

3. Tali uscite di sicurezza debbono mettere capo al ponte principale o al ponte superiore ed essere di facile accesso. I loro coperchi debbono potersi togliere facilmente ; inoltre esse saranno circondate, sul ponte, da una ringhiera aprentesi da un lato.

4. Le aperture rettangolari delle uscite di sicurezza debbono avere non meno di 60 × 50 centimetri e quelle circolari non meno di 50 centimetri di diametro.

5. In caso di bisogno le autorità competenti di ciascun Stato potranno consentire eccezioni alle disposizioni del presente articolo.

Articolo 11.

I natanti destinati al trasporto dei viaggiatori e che abbiano capacità di carico superiore a 60 persone, debbono essere pontati.

B. CALDAIE, MOTORI E MECCANISMI AUSILIARI.

Articolo 12.

Le caldaie ed i motori debbono essere costruiti e mantenuti con cura ed in modi da offrire tutte le garanzie di solidità e di sicurezza.

Articolo 13.

Le caldaie saranno sottoposte a periodiche ispezioni, secondo le prescrizioni vigenti nello Stato che ha la sorveglianza del natante.

Article 14.

1. Chaque chaudière doit être munie des appareils ci-après :

a) Deux soupapes de sûreté réglées de manière à se lever dès que la pression normale est atteinte. Chacune des soupapes doit suffire à maintenir, à elle seule (étant au besoin convenablement déchargée et quelle que soit l'activité du feu), la vapeur dans la chaudière à un degré de pression qui n'excède pas la pression normale ;

b) Deux appareils indicateurs de niveau, dont l'un, au moins, sera l'appareil ordinaire à tube de verre. Une ligne apparente ou un index placé à côté de ce dernier appareil doit indiquer le niveau minimum de l'eau de la chaudière ;

c) Un manomètre, avec robinet et bride de contrôle, bien visible à la chambre de chauffe. Le manomètre sera pourvu d'une marque indiquant la pression maximale de marche autorisée. Si ce manomètre n'est pas visible depuis le pont, on placera pour chaque chaudière ou groupe de chaudières un second manomètre identique sur le pont ou à un endroit bien visible du pont.

2. Toute paroi en contact avec la flamme par une de ses faces doit être baignée par l'eau sur la face opposée. Le plan d'eau doit être maintenu en toute circonstance, lorsque la chaudière est allumée, à une hauteur de 10 centimètres au moins au-dessus du point pour lequel la condition mentionnée ci-dessus cesserait d'être remplie. Cette position limite est indiquée par l'index du niveau d'eau mentionné à la lettre *b)* du premier alinéa. En cas d'oscillations du bateau, on prendra pour cette hauteur la moyenne des hauteurs observées.

3. Les prescriptions du présent article ne s'appliquent pas aux surchauffeurs de vapeur distincts de la chaudière.

Article 15.

1. Chaque chaudière ou groupe de chaudières sera alimenté par un double jeu d'appareils indépendants l'un de l'autre, chacun d'eux ayant une puissance suffisante pour fournir seul l'eau nécessaire dans les plus grands besoins.

2. Un de ces appareils doit être indépendant du fonctionnement de la machine.

3. Une soupape de retenue avec vanne doit être placée à la jonction de chaque tuyau d'alimentation sur la chaudière.

4. Les conduites d'alimentation doivent également être indépendantes l'une de l'autre et disposées de manière à ce que les deux appareils puissent être utilisés simultanément.

5. S'il y a plusieurs chaudières sur un bateau, l'alimentation doit se faire directement pour chacune d'elles, alors même qu'elles communiquent entre elles par leur partie inférieure.

Article 16.

1. Tous les tuyaux de prise de vapeur doivent être munis, à leur point de départ sur la chaudière, d'une soupape à vis permettant d'arrêter complètement l'arrivée de la vapeur. Ces soupapes doivent pouvoir être manœuvrées du pont du bateau, sans être toutefois à la portée du public.

2. La tuyauterie, les soupapes et les robinets établissant une communication avec l'extérieur seront fixés au bord au moyen de collerettes. Sont exceptées de cette disposition les conduites d'un diamètre intérieur de moins de 50 mm., qui débouchent au-dessus de la ligne du franc-bord. Les conduites aboutissant au-dessous de la ligne du tirant d'eau en pleine charge doivent se terminer par un robinet fixé à la coque.

Articolo 14.

1. Ogni caldaia deve essere fornita dei seguenti accessori :

a) Due valvole di sicurezza regolate in modo da sollevarsi appena venga raggiunta la pressione normale. Ciascuna valvola deve poter mantenere da sola (essendo all'occorrenza convenientemente scaricata e qualunque sia l'attività del fuoco) il vapore nella caldaia ad una pressione che non ecceda mai quella normale ;

b) Due apparecchi indicatori di livello d'acqua, dei quali uno, almeno, sarà l'ordinario apparecchio a tubo di vetro. Una linea ben visibile od un indice fissato a lato di tale ultimo apparecchio deve indicare il livello minimo dell'acqua in caldaia ;

c) Un manometro, con robinetto e flangia di attacco pel manometro campione, situato in posizione ben visibile nella camera delle caldaie. Sul manometro sarà messa in evidenza, con appariscente indicazione, la pressione massima di servizio autorizzata. Se tale manometro non è visibile dal ponte, si disporrà, per ciascuna caldaia o gruppo di caldaie, un secondo manometro identico sul ponte o in luogo ben visibile da questo ultimo.

2. Ogni parete che abbia una delle sue faccie a contatto con le fiamme deve essere bagnata dall'acqua sulla faccia opposta. Il livello dell'acqua deve essere mantenuto in ogni circostanza, quando la caldaia è accesa, ad una altezza di dieci centimetri almeno al disopra del punto per il quale la condizione precedente cesserebbe di essere soddisfatta. Tale posizione limite è resa nota dall'indice di livello di acqua di cui alla lettera *b)* del primo comma. In caso di oscillazioni del natante si prenderà per tale altezza la media delle altezze osservate.

3. Le prescrizioni del presente articolo non si applicano ai surriscaldatori di vapore distinti dalla caldaia.

Articolo 15.

1. Ciascuna caldaia o gruppo di caldaie sarà alimentata da due distinti apparecchi, indipendenti l'uno dall'altro, ciascuno dei quali dovrà avere una potenza sufficiente per fornire da solo l'acqua necessaria in qualunque evenienza.

2. Uno di questi apparecchi deve essere indipendente dal funzionamento della macchina.

3. Una valvola di ritenuta con robinetto d'isolamento deve essere applicata all'innesto di ciascun tubo di alimentazione sulla caldaia.

4. Le condutture di alimentazione debbono essere anche indipendenti l'una dall'altra e disposte in modo che i due apparecchi possano essere utilizzati contemporaneamente.

5. Se il natante è fornito di più caldaie, l'alimentazione deve farsi direttamente per ciascuna di esse, anche quando siano in comunicazione tra loro per la parte inferiore.

Articolo 16.

1. Ogni tubo di presa di vapore deve essere munito, al distacco dalla caldaia, di una valvola a vite, che permetta di intercettare completamente l'accesso del vapore nel tubo. Queste valvole debbono potersi manovrare dal ponte del natante, senza tuttavia essere a portata del pubblico.

2. Le tubazioni, le valvode ed i robinetti che stabiliscono una comunicazione con l'esterno dovranno essere fissati allo scafo a mezzo di collari. Vengono eccettuate da tale disposizione le condutture di un diametro interno inferiore a mm. 50 che hanno termine al disopra della linea del bordo libero. Le condutture che hanno termine al disotto della linea di pescagione in pieno carico debbono terminare con un robinetto fissato allo scafo.

Article 17.

1. Les machines des bateaux à vapeur doivent être pourvues des appareils suivants pour l'enlèvement de l'eau de la cale :

a) Une pompe de cale, mise en mouvement par la machine elle-même ;

b) Un tuyau avec robinet, permettant d'établir une communication entre la cale et le condenseur, de manière à faire de ce dernier appareil une véritable pompe de cale ;

c) Une pompe à main, établie dans la chambre de la machine pour le remplissage des chaudières, mais pouvant servir également de pompe de cale ou de pompe à incendie à l'aide d'une tuyauterie spéciale ;

d) Un éjecteur à vapeur de dimensions suffisantes avec tuyauterie aspirant dans les différents compartiments de la coque.

Article 18.

Les installations électriques doivent être conformes aux prescriptions concernant l'établissement et l'entretien des installations électriques à faible et à fort courant en vigueur dans chaque pays.

Article 19.

Les bateaux à moteur sont soumis aux dispositions des articles précédents, en tant qu'applicables, ainsi qu'aux prescriptions spéciales suivantes :

a) L'appareil moteur sera construit de façon que le bateau puisse modifier sa vitesse et marcher en arrière ;

b) Les moteurs employant des matières facilement inflammables, telles que la benzine, doivent être munis de l'allumage électrique ;

c) Sur le chalands à moteur, utilisés exceptionnellement pour le transport des voyageurs, le public ne pourra stationner près du moteur ou dans la cabine de ce dernier que si celui-ci est entouré d'une enveloppe ;

d) Les gazogènes à gaz pauvre ne peuvent être installés que sur des bateaux en fer et sur des bateaux en bois construits spécialement à cet effet ; le générateur sera, si possible, placé dans un local facilement aérable et séparé du moteur ;

e) Les réservoirs pour le liquide combustible doivent être d'une étanchéité parfaite et construits de façon à offrir toute sécurité au point de vue des dangers d'incendie. Ils seront placés aussi loin que possible du moteur, de préférence sous le pontage avant, et seront facilement accessibles ;

f) Les conduites d'alimentation des moteurs doivent être pourvues, à leur sortie des récipients, de vannes d'arrêt ou de robinets ;

g) La tuyauterie pour la conduite des matières combustibles, qui doit rester ouverte pendant la marche du moteur, sera facilement accessible en tout temps ;

h) Les conduites et les récipients doivent pouvoir résister à une pression d'au moins deux atmosphères. Les soudures à l'étain ou l'assemblage par joints à brides ne sont pas admis ;

i) Il y aura un dispositif permettant d'arrêter, à distance, l'amenée du liquide inflammable au moteur ;

k) Les tuyaux d'échappement des moteurs à explosion doivent être munis de silencieux efficaces et conduits jusque par-dessus bord, de manière que le bruit du moteur n'empêche pas d'entendre les signaux acoustiques. Ces tuyaux seront isolés au moyen d'une garniture et, s'ils passent à proximité de parties en bois du bateau, ils devront être refroidis d'une manière efficace ;

l) Tous les bateaux à moteur doivent être munis d'une pompe à main pour l'enlèvement de l'eau de la cale. Les bateaux dont le déplacement en pleine charge est supérieur à 15 tonnes doivent être munis d'une deuxième pompe, mise en mouvement par le moteur.

Articolo 17.

1. Le macchine dei natanti a vapore debbono essere fornite dei seguenti apparecchi utilizzabili al prosciugamento dell'acqua della sentina :

a) Una pompa di sentina, messa in moto dalla macchina stessa ;

b) Un tubo, con robinetto, che permetta di stabilire una comunicazione tra la sentina ed il condensatore, in modo da fare di questo ultimo apparecchio una vera pompa di sentina ;

c) Una pompa a mano, disposta nella camera della macchina, per il rifornimento delle caldaie, la quale possa servire egualmente da pompa di sentina o da pompa da incendio per mezzo di una speciale tubazione ;

d) Un eiettore a vapore di sufficienti dimensioni, con tubazione aspirante nei diversi compartimenti dello scafo.

Articolo 18.

Le installazioni elettriche a bordo debbono soddisfare alle prescrizioni relative all'impianto ed alla manutenzione delle installazioni elettrische a bassa e ad alta tensione in vigore presso ciascuno dei due Stati.

Articolo 19.

I natanti a motore sono sottoposti alle disposizioni di cui agli articoli precedenti in quanto applicabili, oltre alle seguenti disposizioni speciali :

a) L'apparato motore sarà costruito in modo da consentire variazioni di velocità e la marcia indietro ;

b) I motori che utilizzano materie facilmente infiammabili, quali la benzina, debbono essere muniti di accensione elettrica ;

c) Sulle chiatte a motore, utilizzate eccezionalmente pel trasporto viaggiatori, il pubblico non potrà trattenersi presso il motore o nella cabina dove questo è disposto se non nel caso in cui il motore stesso sia circondato da una custodia ;

d) I gasogeni a gas povero non possono essere installati che su natanti in ferro e su natanti in legno costruiti appositamente a tale scopo ; il generatore sarà, se possibile, disposto in un locale facilmente aerabile e separato dal motore ;

e) I serbatoi per il liquido combustibile debbono essere perfettamente stagni e costruiti in modo da offrire ogni sicurezza nei riguardi dei pericoli di incendio. Essi saranno disposti quanto più lontano è possibile dal motore, di preferenza al disotto del ponte di prora, e saranno facilmente accessibili ;

f) Le condutture di alimentazione dei motori debbono essere fornite alla loro uscita dai recipienti di valvole di chiusura o di rubinetti ;

g) La tubazione per la condotta delle materie combustibili, che deve restare aperta durante il funzionamento del motore, dovrà essere facilmente accessibile in ogni tempo ;

h) Le condutture ed i recipienti debbono poter resistere ad una pressione di almeno 2 kg. per cmq. Le saldature a stagno o il collegamento a mezzo di giunti a flangie non sono ammessi ;

i) A mezzo di speciale dispositivo dovrà potersi arrestare a distanza l'adduzione del liquido infiammabile al motore ;

k) I tubi di scappamento dei motori a scoppio debbono essere muniti di efficaci silenziatori e prolungati fin sopra la murata, in modo che il battito del motore non impedisca di percepire i segnali acustici. Questi tubi saranno opportunamente rivestiti di materiale coibente, e, qualora passino in prossimità di parti in legno del natante, dovranno essere efficacemente raffreddati ;

l) Tutti i natanti a motore debbono essere muniti di una pompa a mano per il prosciugamento dell'acqua della sentina ; i natanti di un dislocamento a pieno carico superiore. a 15 tonnellate debbono essere forniti di una seconda pompa messa in azione dal motore.

TROISIÈME CHAPITRE.

AGRÈS ET APPARAUX.

Article 20.

1 Les agrès désignés ci-après doivent se trouver constamment en bon état à bord des vapeurs dont le déplacement en pleine charge est supérieur à cinquante tonnes :

a) Un canot de dimensions suffisantes, suspendu de manière à pouvoir être mis à l'eau rapidement et muni d'au moins deux paire de rames, d'une gaffe et d'une bouée de sauvetage. Ce canot pourra être construit en bois ou en fer et sera pourvu de caisses à air, ou de dispositifs semblables, capables de le maintenir à flot alors même qu'il serait plein d'eau. Si le bateau a un déplacement en pleine charge supérieur à 175 tonnes, il sera pourvu de deux canots ;

b) Une ancre au moins, avec chaîne ou haussière de longueur suffisante, et disposée de manière à pouvoir être jetée facilement et rapidement ;

c) Un cabestan ;

d) Une cloche pour signaux fixée à l'avant du bateau ;

Sur les bateaux à vapeur un sifflet à vapeur et un cornet de brume. Le premier doit s'entendre à 2 km. et le second à 500 m. au moins ;

e) Les signaux acoustiques suivants :

Sur les bateaux à moteur dont la vitesse maximum dépasse 15 km. à l'heure, un appareil à air comprimé (sifflet, sirène ou cornet), dont le son puisse être entendu à une distance d'au moins deux kilomètres ; sur les bateaux à moteur marchant à une vitesse inférieure, le cornet de brume ordinaire suffit ;

f) Une boussole de dimensions convenables, dont la rose des vents aura un diamètre suffisant et sera gradué de 0 à 360°. La boussole doit être montée dans un habitacle approprié et doit pouvoir être éclairée la nuit. La boussole doit être accompagnée d'un livret de boussole contenant les indications de marche pour les différents services que le bateau peut être appelé à faire ;

g) Les porte-voix nécessaires pour la transmission des ordres du capitaine et du timonier au mécanicien ;

h) Les feux de position réglementaires conformément aux prescriptions du cinquième chapitre du présent règlement ;

i) Une échelle mobile, construite de manière à pouvoir être suspendue en dehors du bateau ;

k) Deux étiues ou gaffes d'une grandeur suffisante ;

l) Les cordages nécessaires pour les manœuvres du bateau ;

m) Des bouées de sauvetage : 1° pour petits bateaux portant jusqu'à 10 personnes ; 2° pour bateaux de 10 à 50 personnes, et un nombre proportionnel pour les bateaux plus grands.

Un nombre au moins double de ceintures de sauvetage.

Ces engins doivent être répartis sur différents endroits du bateau, être bien visibles et faciles à atteindre par les voyageurs ;

n) Une boîte de secours accompagnée d'instructions spéciales sur l'emploi des médicaments et les soins à donner aux noyés ;

o) Des appareils pour signaux de détresse, savoir : un pavillon spécial (rouge) pour signal de jour et des flammes de bengale à couleurs verte et rouge pour signal de nuit ;

p) Des coussins de sable avec planches et pointelles pouvant servir à aveugler des voies d'eau ;

CAPITOLO III.

ATTREZZI ED APPARECCHI.

Articolo 20.

1. Gli attrezzi indicati qui appresso debbono far parte della dotazione di bordo dei piroscafi di dislocamento a pieno carico superiore a 50 tonnellate : essi saranno sempre mantenuti in buono stato :

a) Un canotto di dimensioni sufficienti, sospeso in modo da poter esser messo sollecitamente in acqua, e fornito di almeno due paia di remi, di una gaffa e di un salvagente anulare. Tale canotto potrà essere costruito in legno od in ferro e sarà provvisto di casse d'aria o di dispositivi analoghi, capaci di mantenerlo a galla anche se sia pieno d'acqua. Se il piroscafo ha un dislocamento a pieno carico su periore a 175 tonnellate, sarà fornito di due canotti ;

b) Almeno un'ancora con catena o cavo di lunghezza sufficiente, disposta in modo da potersi facilmente e rapidamente affondare ;

c) Un argano ;

d) Una campana da segnali fissata a prora ;

e) Le segnalazioni acustiche seguenti :

Nei natanti a vapore un fischio a vapore ed un corno da nebbia. Il fischio deve potersi udire alla distanza di 2 km. ed il corno a quella di 500 metri almeno.

Nei natanti a motore con velocità massima superiore ai 15 chilometri all'ora, un apparecchio ad aria compressa (fischio, sirena o cornetta), il cui suono possa essere percepito ad una distanza di almeno 2 chilometri ; in quelli con velocità massima inferiore, un corno da nebbia ordinario ;

f) Una bussola di convenienti dimensioni con la rosa dei venti di diametro sufficiente e graduata da 0 a 360°. La bussola deve essere montata in una cassa adatta, deve potersi illuminare di notte e deve essere accompagnata da un libretto di bussola contenente le indicazioni delle ordinarie rotte per i differenti servizi ai quali può essere adibito il natante ;

g) I portavoce necessari per la trasmissione degli ordini del capitano e del timoniere al macchinista ;

h) I fanali di posizione regolamentari, conformemente alle prescrizioni del quinto capitolo del presente Regolamento ;

i) Una scala mobile costruita in modo da poter essere sospesa fuori bordo ;

k) Due ganci o gaffe di sufficiente grandezza ;

l) I cordami necessari per la manovra del natane ;

m) dei salvagente anulari : uno per piccoli natanti che portino fino a dieci persone, due per natanti da 10 a 50 persone e proporzionalmente per i natanti maggiori.

Un numero almeno doppio di cinture di salvataggio.

Tali apparecchi devono essere distribuiti in vari punti del natante, ove siano ben visibili e facilmente accessibili ai viaggiatori ;

n) Una cassetta di pronto soccorso, accompagnata dalle relative istruzioni per l'uso dei medicinali e per le cure da prestarsi ai colpiti da asfissia ;

o) Alcuni apparecchi per segnali di soccorso, e cioè una bandiera speciale (rossa) per segnali di giorno e dei fuochi di bengala a luce verde e rossa per segnali notturni ;

p) Dei sacchi di sabbia, con tavole e puntelli, utilizzabili a chiudere delle vie d'acqua ;

q) Une bâche servant en temps ordinaire à couvrir les marchandises et pouvant, à l'aide de cordage, être appliquée du dehors contre la coque pour aveugler une voie d'eau à un endroit non accessible depuis l'intérieur ;

r) Un nombre suffisant de tables et de bancs mobiles. Ils doivent se trouver sur les ponts, pouvoir flotter et offrir un point d'appui aux passagers en cas de sinistre ;

s) Les installations et engins nécessaires pour combattre efficacement un commencement d'incendie à bord.

2. Pour les vapeurs dont le déplacement en pleine charge ne dépasse pas 50 tonnes, les agrès et apparaux énoncés sous lettres *a), c), d), i), q), r)* du premier alinéa ne sont pas exigés. Ces bateaux devront cependant avoir à bord au moins quatre rames.

3. Les bateaux à moteur porteront à bord les instructions relatives au fonctionnement et à l'entretien du moteur ; ces instructions seront affichées à proximité du moteur.

4. Pour les bateaux à voiles dont le déplacement en pleine charge est supérieur à 50 tonnes, les agrès indiqués sous lettres *d), g), i), p), r), s)* du premier alinéa ne sont pas exigés. Comme signal acoustique, ils auront un cornet de brume.

5. Les bateaux à voiles d'un déplacement de 50 tonnes ou moins et les bateaux à rames doivent être pourvus seulement d'un cornet de brume ou d'un sifflet de poche et d'un nombre suffisant de rames, ainsi que d'une épuisette. Ils porteront aussi les feux prescrits au cinquième chapitre.

Article 21.

1. Tous les locaux d'un bateau affecté au transport de voyageurs doivent être pourvus d'appareils d'éclairage toujours prêts à être mis en service. Les bateaux sur lesquels est installé l'éclairage électrique auront un éclairage de réserve suffisant.

2. Lorsque l'éclairage se fait au pétrole, les lampes doivent rester fixées solidement aux parois ou suspendues au plafond, même quand elles ne sont pas allumées. L'usage du pétrole est interdit pour les lampes portatives déposées sur les tables ou sur le pont, sauf toutefois pour les lanternes de sûreté. La quantité de pétrole à bord ne pourra dépasser dix litres et ce liquide sera conservé dans un récipient en métal offrant toutes les garanties de sécurité et tenu dans un endroit à l'abri du feu.

3. Pour l'éclairage à l'acétylène, les appareils et conduites doivent satisfaire aux exigences des règlements internes de chaque pays Dans ce cas, le bateau sera pourvu d'un éclairage de réserve suffisant.

4. Les récipients des lampes à huile ou à pétrole doivent être en métal.

Article 22.

La chambre des machines doit contenir les outils, pièces de réserve et matériaux de tout genre nécessaires à l'entretien des machines et des chaudières, ainsi qu'aux réparations urgentes en cas d'avaries.

Article 23.

Les employés des bateaux doivent connaître l'usage de chacun des appareils de secours et savoir s'en servir pratiquement.

q) Un copertone, destinato normalmente a coprire le merci, che possa, con l'aiuto di cordami, essere applicato dal di fuori contro lo scafo per chiudere una via d'acqua in una parte non accessibile dall'interno ;

r) Un numero sufficiente di tavole o panche mobili. Esse devono trovarsi sui ponti, debbono poter galleggiare ed offrire un punto di appoggio ai passegieri in caso di sinistro ;

s) Le installazioni ed apparecchi necessari per combattere efficacemente un principio d'incendio a bordo.

2. Per i piroscafi il cui dislocamento a pieno carico non superi 50 tonnellate non sono richiesti gli apparecchi indicati alle lettere *a), c), d), i), q), r),* del 1° alinea. Tali natanti dovranno tuttavia avere a bordo almeno quattro remi.

3. I natanti a motore porteranno a bordo le istruzioni relative al funzionamento ed alla manutenzione del motore ; tali istruzioni saranno affisse in prossimità del motore stesso.

4. Per i natanti a vela il cui dislocamento a pieno carico è superiore a cinquante tonnellate non sono richiesti gli attrezzi indicati alle lettere *d), g), i), p), r), s),* del primo comma. Come segnale acustico essi avranno un corno da nebbia.

5. I natanti a vela di un dislocamento a pieno carico di 50 tonnellate o meno ed i natanti a remi debbono esser forniti soltanto di un corno da nebbia o di un fischio da tasca ed inoltre di un numero sufficiente di remi e di una sessola. Essi porteranno anche i fuochi prescritti al capitolo quinto.

Articolo 21.

1. Tutti i locali di un natante addetto al trasporto passeggieri debbono essere provvisti di apparecchi di illumina zione sempre pronti ad essere messi in servizio. I natanti sui quali è installata l'illuminazione elettrica avranno un sufficiente sistema di illuminazione di riserva.

2. Allorchè l'illuminazione di un natante si effettua col petrolio, le lampade debbono essere solidamente fissate alle pareti o sospese al soffitto, anche quando esse non siano accese. L'uso del petrolio è proibito per le lampade portatili, deposte sulle tavole o sul ponte, salvo tuttavia il caso dell'impiego di lanterne di sicurezza. La quantità di petrolio a bordo non supererà i dieci litri, e sarà conservata in un recipiente metallico, che offra tutte le garanzie di sicurezza e tenuto in luogo riparato dal fuoco.

3. Nel caso di illuminazione ad acetilene, gli apparecchi e le condotte relative debbono soddisfare alle esigenze dei regolamenti interni di ciascun paese. Anche in questo caso il natante sarà fornito di un sistema di illuminazione di riserva sufficiente.

4. I recipienti delle lampade ad olio o a petrolio debbono essere in metallo.

Articolo 22.

Nella camera delle macchine debbono essere contenuti tutti gli utensili, pezzi di riserva e materiali di qualsiasi natura necessari alla manutenzione delle macchine e delle caldaie ed alle riparazioni urgenti in caso di avarie.

Articolo 23.

Il personale di bordo deve conoscere l'uso di ciascuno degli apparecchi di soccorso e sapersene praticamente servire.

QUATRIÈME CHAPITRE.

PERSONNEL. — DROIT DE NAVIGATION. — SERVICE. — HORAIRES. PLAINTES. — POLICE.

Article 24.

1. L'équipage d'un vapeur doit comprendre les employés ci-après :

a) Un capitaine ou conducteur, commandant du bateau, qui a, comme tel, l'autorité sur tous les autres employés. Il est responsable du vapeur ;

b) Un pilote, qui dirige la manœuvre et en est responsable dans le cas où le capitaine ou le conducteur ne remplit pas lui-même ces fonctions ;

c) Un nombre suffisant de bateliers dont un doit être capable de tenir le gouvernail.

Le nombre des bateliers sera indiqué dans le permis de navigation.

d) Un mécanicien et éventuellement un mécanicien en second et les chauffeurs nécessaires pour le service de la machine. Le mécanicien en second ou un des chauffeurs doit pouvoir, au besoin, remplacer le mécanicien.

2. Pour les bateaux d'un déplacement limité (les limites seront fixées dans les règlements internes de chaque Etat contractant) les fonctions de capitaine ou conducteur et de pilote peuvent être confiées à une seule et même personne si le poste de commandement est placé et aménagé à cet effet.

3. Pour les petits bateaux à moteur des divers systèmes, les fonctions de conducteur et de mécanicien du bateau peuvent être remplies par une seule personne.

4. Le même employé ne peut être à la fois pilote et comptable.

5. Les fonctions de capitaine ou conducteur, de pilote et de mécanicien ne seront confiées, conformément aux prescriptions des règlements spéciaux de chacun des Etats contractants, qu'à des employés dont l'aptitude aura été constatée soit par des examens soit par des titres acquis.

Article 25.

1. La patente pour conduire un bateau prévue à l'article 13 de la convention, ne sera délivrée que sur production d'une pièce attestant une activité d'une durée suffisante sur un bateau du même genre que celui pour lequel la patente est demandée, et sous réserve d'un examen ou de titres acquis établissant la capacité du candidat.

2. La patente est personnelle et sera retirée par l'autorité compétente en cas d'abus ou d'infraction, de la part du titulaire, aux dispositions de la convention du présent règlement ou des règlements internes des Etats contractants, si cette infraction porte atteinte à la sécurité de la navigation. La patente sera également retirée au cas où le titulaire, pour des raisons d'âge ou d'infirmité ou pour d'autres motifs deviendrait incapable de conduire un bateau.

3. Pourront naviguer sans patente, les conducteurs de petits bateaux à voiles et de bateaux pourvus d'un moteur, d'une force maximum de 3 HP. ainsi que ceux des bateaux à moteurs et à voiles qui ne sont employés que passagèrement dans un but de sport.

4. Les prescriptions complémentaires nécessaires seront fixées dans les règlements internes de chaque Etat contractant.

Article 26.

1. Chacun des employés d'un bateau doit être apte à remplir le poste qui lui est confié.

CAPITOLO IV.

PERSONALE. — DIRITTO DI NAVIGAZIONE. — SERVIZIO. — ORARI. — RECLAMI. — POLIZIA.

Articolo 24.

1. L'equipaggio di un piroscafo deve comprendere il seguente personale :

a) Un capitano o conduttore, comandante del piroscafo, che, come tale, ha autorità su tutto il personale di bordo. Egli ha la responsabilità del piroscafo;

b) Un pilota, che dirige la manovra e che ne è responsabile, qualora il capitano o il conduttore non copra egli stesso tali funzioni ;

c) Un numero di marinai sufficiente : uno di essi deve essere capace di manovrare il timone.

Il numero di marinai sarà indicato nella licenza di navigazione ;

d) Un macchinista, ed eventualmente un macchinista in seconda, ed i fuochisti necessari pel servizio della macchina. Il macchinista in seconda o uno dei fuochisti deve potere, in caso di occorrenza, sostituire il macchinista.

2. Per i natanti di limitato dislocamento (entro i limiti che verranno stabiliti nei regolamenti interni di ciascuno degli Stati contraenti) le funzioni di capitano o conduttore e di pilota possono essere riunite in una sola persona se vi si presti la disposizione del posto di comando.

3. Nei piccoli natanti a motore dei diversi sistemi le funzioni di conduttore e di macchinista possono essere riunite in una stessa persona.

4. Lo stesso agente non può essere contemporaneamente pilota e contabile.

5. Le funzioni di capitano o conduttore, di pilota e di macchinista saranne affidate — in relazione alle prescrizioni dei regolamenti speciali di ciascuno degli Stati contraenti — soltanto a persone la cui attitudine sia stata riconosciuta, sia a mezzo di esami, sia in relazione ai titoli acquisiti.

Articolo 25.

1. La patente per condurre un natante prevista dall'art. 13 della Convenzione sarà rilasciata soltanto previa produzione di un certificato che comprovi una attività di sufficiente durata su un natante dello stesso tipo di quello pel quale la patente viene richiesta e sotto riserva di un esame o di titoli acquisiti che diano prova della capacità del candidato.

2. La patente è personale e sarà ritirata dall'autorità competente in caso di abuso o di infrazione, da parte del titolare, alle disposizioni della Convenzione, del presente Regolamento o dei regolamenti interni degli Stati contraenti, sempre che questa infrazione porti pregiudizio alla sicurezza della navigazione. La patente sarà del pari ritirata qualora il titolare per ragioni d'età o di malattia o per altri motivi divenga incapace di condurre un natante.

3. Potranno navigare senza patente i conduttori di piccoli natanti a vela e dei natanti provvisti di un motore di forza non superiore a 3 HP., come pure i conduttori dei natanti a motore ed a vela che siano impiegati transitoriamente a scopo sportivo.

4. Le prescrizioni complementari necessarie saranno stabilite nei regolamenti interni di ciascuno degli Stati contraenti.

Articolo 26.

1. Chiunque faccia parte del personale di bordo di un natante deve essere capace di esplicare le mansioni che gli sono affidate.

2. Toute personne autorisée à exercer sa profession moyennant délivrance d'un certificat de capacité, doit porter sa patente sur lui et la produire sur la réquisition des agents de l'autorité compétente de chaque pays riverain.

Article 27.

A partir de la mise en vigueur du présent règlement, on n'engagera pour l'équipe du bord que des personnes sachant bien nager.

Article 28.

Sauf le cas de force majeure, les bateaux affectés à un service public sont tenus de se conformer exactement à leurs horaires et de ne pas s'écarter de leur route habituelle.

Article 29.

Il est absolument interdit de charger les bateaux de manière à dépasser la ligne de flottaison en pleine charge indiquée dans le permis de navigation, et, en particulier, de prendre sur les bateaux transportant des voyageurs un nombre de passagers supérieur au chiffre autorisé.

Article 30.

1. Les capitaines ou conducteurs des bateaux affectés à un service public peuvent refuser de recevoir à bord les personnes qui se présentent en état d'ivresse ou qui se comportent d'une manière inconvenante. Ils peuvent faire descendre à la prochaine station les passagers qui, sur les bateaux, provoquent des rixes, tiennent des propos offensants ou se conduisent d'une manière inconvenante.

2. Les capitaines ou conducteurs ne doivent pas recevoir à bord des personnes suspectes de choléra et de peste. S'ils ne sont informés de la présence de pareils malades qu'après le départ, ils doivent les débarquer à la prochaine station, en avisant les autorités compétentes. Dans ce cas, on prendra sur le bateau les mesures sanitaires requises.

3. Les capitaines et conducteurs de bateaux en service public dresseront procès-verbal des infractions au présent règlement et aux règlements internes de chaque pays, concernant la navigation. Ils devront être assermentés.

Ils remettront leurs procès-verbaux à l'autorité compétente de l'Etat dans lequel l'infraction a eu lieu.

Article 31.

Un registre à pages numérotées, destiné à recevoir les réclamations des voyageurs, doit être tenu à bord de chaque bateau affecté à un service public. Ce registre doit être présenté à toute réquisition. Le capitaine ou conducteur peut également y consigner ses observations ou les faits qu'il lui paraît important de faire attester par les passagers. L'entreprise de transport est tenue de répondre le plus vite possible, par écrit, aux observations consignées dans le registre des réclamations.

Article 32.

Sur chaque bateau affecté à un service public seront affichés à un endroit accessible à tous les passagers :

a) L'horaire et le tarif ;
b) Un extrait du présent règlement contenant les articles 28, 29, 30, 31 ;
c) Le nombre de passagers que le bateau peut transporter ;
d) Un avis indiquant l'existence à bord du registre des réclamations.

2. Un exemplaire du présent règlement, ainsi que des règlements internes de chaque Etat contractant, devra toujours se trouver à bord.

2. Chiunque sia autorizzato ad esplicare le proprie mansioni mediante il rilascio di una patente, deve avere con sè tale documento per produrlo su richiesta degli agenti dell'autorità competente di ciascun paese rivierasco.

Articolo 27.

Entrato in vigore il presente Regolamento, non potranno essere assunte per l'equipaggio di bordo che persone le quali sappiano nuotare abilmente.

Articolo 28.

Salvo casi di forza maggiore, natanti adibiti ad un servizio pubblico sono tenuti a conformarsi esattamente ai loro orari e a non discostarsi dalle rotte abituali prestabilite.

Articolo 29.

E' assolutamente vietato caricare i natanti in modo da oltrepassare la linea di galleggiamento a pieno carico indicata nella licenza di navigazione ed in particolare, sui natanti che trasportano viaggiatori, di imbarcare un numero di passeggieri superiore a quello autorizzato.

Articolo 30.

1. Il capitano o conduttore di un natante adibito ad un servizio pubblico può rifiutarsi di ricevere a bordo persone che si presentino in istato di ubriachezza o che si comportino in modo sconveniente. Egli può far discendere alla stazione più vicina i passeggieri che a bordo provochino risse, che tengano discorsi offensivi o mantengano un contegno sconveniente.

2. Il capitano o conduttore non deve ricevere a bordo persone sospette di colera o di peste. Qualora egli fosse informato soltanto dopo la partenza della presenza a bordo di simili ammalati, deve sbarcarli alla più vicina stazione, avvertendone le autorità competenti. In questo caso verranno prese sul natante le misure sanitarie opportune.

3. I capitani e conduttori di natanti in servizio pubblico eleveranno verbale di contravvenzione in caso di infrazione al presente Regolamento ed ai regolamenti interni di ciascun paese, relativi alla navigazione. Essi dovranno prestare giuramento.

Essi trasmetteranno i verbali alle autorità competenti dello Stato nel quale l'infrazione ha avuto luogo.

Articolo 31.

Sarà tenuto a bordo di ogni natante adibito ad un servizio pubblico un registro a pagine numerate destinato a ricevere i reclami dei passeggieri. Tale registro dovrà essere presentato ad ogni richiesta. Il capitano o conduttore può anche inserirvi le proprie osservazioni od i fatti che egli giudichi di importanza tale da richiedere l'attestazione dei passeggieri. L'impresa di trasporto ha il dovere di rispondere, al più presto possibile, per iscritto, alle osservazioni fatte nel registro dei reclami.

Articolo 32.

1. Su ciascun natante adibito ad un servizio pubblico saranno tenuti affisi in località accessibile a tutti i passeggieri :

a) L'orario e la tariffa ;
d) Un estratto del presente Regolamento contenente gli articoli 29, 29, 30, 31 ;
c) L'indicazione del numero dei passeggieri che il natante è autorizzato a trasportare ;
d) Un avviso indicante la esistenza a bordo del registro reclami.

2. Un esemplare del presente Regolamento ponchè dei regolamenti interni di ciascuno degli Stati contraenti dovrà trovarsi sempre a bordo.

CINQUIÈME CHAPITRE.

FEUX. — RÈGLES A SUIVRE POUR PRÉVENIR LES ABORDAGES. — SIGNAUX EN TEMPS DE BROUILLARD.

I. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 33.

1. Dans les prescriptions qui suivent, tout bateau à voiles qui, bien que pourvu d'un moteur, ne marche qu'à l'aide de ses voiles, est considéré comme bateau à voiles. S'il fait usage de son moteur, qu'il se serve ou non de ses voiles, il est considéré comme vapeur.

2. Le bateau à voiles qui aura déployé ses voiles sera considéré comme voilier, même s'il fait simultanément usage de ses rames.

3. Un bateau est considéré, dans le sens du présent règlement, comme étant en marche, quand il n'est pas à l'ancre ou qu'il n'est pas empêché d'une manière quelconque de se mouvoir.

II. FEUX.

Article 34.

1 Les prescriptions concernant les feux — voir tableau des feux de position annexé au présent règlement — seront observées en tout temps du coucher au lever du soleil. Dans cet espace de temps, il est interdit de faire usage d'autres feux qui puissent être confondus avec les feux prescrits.

2. Le mot « visible » employé dans les prescriptions ci-après par rapport aux feux signifie « visible dans une nuit sombre à atmosphère claire ».

A. Bateaux en marche.

Article 35.

Tout bateau qui est en marche la nuit doit porter les feux suivants :

1. *Vapeurs :*

a) A la proue, à une hauteur de 2 mètres au moins au-dessus du pont principal, un feu blanc très intense, construit et disposé de manière à projeter une lumière uniforme sur tout le parcours d'un arc horizontal de 225 degrés, soit 112,5 degrés de chaque côté d'une ligne parallèle à l'axe longitudinal du bateau ;

b) A tribord, un feu vert construit et disposé de manière à projeter une lumière uniforme non interrompue en avant et du côté extérieur, sur le parcours d'un arc horizontal de 112,5 degrés à partir d'une ligne parallèle à l'axe longitudinal du bateau ;

c) A bâbord, un feu rouge construit et disposé de manière à projeter une lumière uniforme non interrompue en avant et du côté extérieur, sur le parcours d'un arc horizontal de 112,5 degrés, à partir d'une ligne parallèle à l'axe longitudinal du bateau ;

d) A la poupe, un feu blanc permettant de voir l'arrière du bateau, et projetant en arrière une lumière uniforme sur le parcours d'un arc horizontal de 135 degrés.

Les feux de côté doivent être placés de manière à indiquer autant que possible la plus grande largeur du bateau et à ne pouvoir être masqués par des objets ou par des personnes.

CAPITOLO V.

FANALI. — NORME PER EVITARE GLI ABBORDI. — SEGNALAZIONI IN TEMPO DI NEBBIA.

I. DISPOSIZIONI GENERALI.

Articolo 33.

1. Nelle prescrizioni che seguono ogni natante a vela che, pur essendo provvisto di un motore, navighi con le sole vele, è considerato come natante a vela, mentre se esso naviga utilizzando il motore, si serva o non delle vele, è considerato come piroscafo.

2. Il natante a vela che abbia spiegato le vele sarà considerato come veliero, ancorchè faccia contemporaneamente uso dei remi.

3. Un natante è considerato in moto agli effetti del presente Regolamento, quando non è all'ancora o non è comunque impossibilitato a muoversi.

II. FANALI.

Articolo 34.

1. Le norme concernenti i fanali — vedi tabella dei fanali di posizione annessa al presente Regolamento — saranno esservate durante tutto il tempo che intercede tra il tramonto ed il sorgere del sole. In tale intervallo di tempo è proibito di mostrare alcun altro fanale che possa esser confuso con i fanali prescritti.

2. La parola « visibile » adoperata nelle prescrizioni seguenti relativamente ai fanali, dovrà intendersi : « visibile in una notte oscura con atmosfera chiara ».

A) Natanti in moto.

Articolo 35.

Qualsiasi natante che sia in moto durante la notte deve portare i seguenti fanali :

1. *Piroscafi :*

a) A prora ad un'altezza di due metri almeno al disopra del ponte principale, un fanale a luce bianca, ben risplendente, costruito e disposto in modo da proiettare una luce uniforme su tutto il percorso di un arco orizzontale di 225 gradi, cioè 112.5 gradi da ciascun lato di una linea parallela all'asse longitudinale del natante ;

b) Al lato diritto, un fanale a luce verde, costruito e disposto in modo da proiettare una luce uniforme, non interrotta, all'innanzi e dal lato esterno, sul percorso di un arco orizzontale di 112.5 gradi, a partire da una linea parallela all'asse longitudinale del natante ;

c) Al lato sinistro, un fanale a luce rossa costruito e disposto in modo da proiettare una luce uniforme, non interrotta, all'innanzi e dal lato esterno, sul percorso di un arco orizzontale di 112.5 gradi, a partire da una linea parallela all'asse longitudinale del natante ;

d) A poppa, un fanale a luce bianca, che renda visibile la parte posteriore del natante e che proietti all'indietro una luce uniforme sul percorso di un arco orizzontale di 135 gradi.

I fanali laterali debbono essere disposti in modo da rendere evidente, per quanto possibile, la larghezza massima del natante e da non poter essere nascosti da oggetti o da

Ces deux feux doivent en outre être pourvus, du côté intérieur, d'un écran parallèle à l'axe longitudinal du bateau, se prolongeant en avant, de telle sorte que leur lumière puisse rayonner seulement sur le parcours de l'arc horizontal prescrit et ne soit pas visible de la proue par un observateur placé du côté opposé.

Sur les vapeurs dont le déplacement en pleine charge ne dépasse pas dix tonnes, les feux prévus sous lettres *b)* et *c)*, peuvent être placés dans l'axe longitudinal du bateau, l'un à côté de l'autre.

2. *Bateaux à voiles :*

Comme les vapeurs, à l'exception du feu blanc à l'avant, qu'ils ne doivent jamais porter.

3. *Bateaux à rames :*

Les bateaux à rames porteront un feu blanc, placé à l'avant et disposé de manière à être visible de tout l'horizon.

4. *Remorqueurs :*

Tout vapeur qui remorque un autre bateau doit, outre ses feux normaux, porter à l'avant un deuxième feu blanc, placé sur la même ligne verticale et à une distance d'au moins un mètre de l'autre. Au cas où le bateau remorque plus d'une embarcation et si la longueur totale du convoi remorqué dépasse 150 mètres, il portera un troisième feu blanc, au-dessus ou au-dessous des deux autres.

Chacun de ces feux devra avoir la même intensité et être placé de la même manière que le feu blanc mentionné sous *a)* du premier alinéa.

5. *Bateaux remorqués :*

Tout bateau remorqué devra porter à une certaine hauteur un feu blanc visible de tout l'horizon.

B. Bateaux arrêtés, engravés ou à l'ancre.

Article 36.

1. Les bateaux de tout genre et de tout déplacement qui sont à l'ancre ou au mouillage en plein lac, doivent porter un feu blanc, brillant, visible de tout l'horizon.

2. Les barques de pêche qui sont au mouillage près des filets, dans l'exercice de la pêche, doivent tenir toujours prêt et allumé un fanal à feu blanc et le montrer à temps pour éviter les collisions.

Article 37.

1. Tout bateau se trouvant engravé ou dans l'impossibilité de manœuvrer, doit porter, pendant la nuit, un feu blanc visible de tout l'horizon. Le jour, les vapeurs doivent hisser un pavillon blanc, les bateaux à voiles carguer les voiles et les bateaux à rames lever un ou plusieurs avirons.

2. Les feux et signaux mentionnés dans cet article doivent être considérés par les autres bateaux comme des signaux indiquant que celui qui les montre ne gouverne pas et ne peut donc pas manœuvrer pour les éviter.

Article 38.

Les barques utilisées pour le transport des marchandises qui sont au mouillage la nuit, la proue à terre, à proximité d'un débarcadère, porteront à l'arrière un feu blanc visible de tout l'horizon.

persone. Questi due fanali debbono inoltre essere provvisti, dal lato interno, di uno schermo parallelo all'asse longitudinale del natante, prolungantesi in avanti, in modo che la loro luce abbia ad irradiarsi soltanto nel settore prescritto e non sia visibile da un osservatore situato a prua dal lato opposto.

Sui piroscafi di un dislocamento a pieno carico non superiore a 10 tonnellate i fanali indicati alle lettere *b)*, *c)*, possono essere posti lungo l'asse longitudinale del natante, l'uno a fianco dell'altro.

2. *Natanti a vela :*

Come i piroscafi, tranne il fanale a luce bianca anteriore, che essi non dovranno mai portare.

3. *Natanti a remi :*

I natanti a remi porteranno un fanale a luce bianca, situato alla parte anteriore e disposto in modo da essere visibile da tutto l'orizzonte.

4. *Rimorchiatori ;*

Un piroscafo che rimorchi un altro natante deve, oltre i fanali normali, portare a prua un secondo fanale a luce bianca disposto sulla stressa linea verticale, ed alla distanza di almeno un metro dall'altro. Nel caso nel quale il natante rimorchi più di un galleggiante e la lunghezza totale del convoglio rimorchiato superi i 150 metri, esso porterà un terzo fanale a luce bianca al disopra o al disotto degli altri due.

Ciascuno di tali fanali dovrà avere la medesima intensità ed essere disposto nello stesso modo che il fanale a luce bianca di cui al comma *a)* del presente articolo.

5. *Natanti rimorchiati :*

Qualsiasi natante rimorchiato dovrà portare ad una certa altezza un fanale a luce bianca visibile da tutto l'orizzonte.

B. Natanti fermi : incagliati o all'ancora.

Articolo 36.

1. I natanti di qualsiasi tipo e dislocamento che sono all'ancora o ormeggiati in pieno lago debbono portare un fanale a luce bianca, brillante, visibile da tutto l'orizzonte.

2. Le barche da pesca che sono ormeggiate presso le reti, nell'esercizio della pesca, debbono tenere sempre pronto ed acceso un fanale a luce bianca e mostrarlo a tempo per evitare collisioni.

Articolo 37.

1. Qualunque natante che si trovi incagliato o nella impossibilità di manovrare deve portare, durante la notte, un fanale bianco visibile da tutto l'orizzonte. Di giorno, i piroscafi dovranno issare bandiera bianca, i velieri imbrogliare le vele ed i natanti a remi alzare uno o più remi.

2. I fanali e segnali indicati in questo articolo debbono essere considerati dagli altri natanti come segnali indicanti che chi li mostra non governa e non può quindi manovrare per evitarli.

Articolo 38.

I barconi da carico che di notte siano ormeggiati con la prua a terra, in prossimità di un pontile, porteranno posteriormente un fanale a luce bianca visibile da tutto l'orizzonte.

Article 39.

Les trains de bois doivent porter la nuit, sur chacun des quatre points les plus saillants, un feu blanc visible de tout l'horizon à une distance d'au moins 2 kilomètres.

Article 40.

Les feux indiqués à l'article 35 doivent être visibles aux distances suivantes :

Pour les vapeurs pouvant marcher à une vitesse de plus de 15 kilomètres à l'heure :
Le feu de proue et les feux de côté à 3 km. ;
Le feu de poupe à 1 km.

Pour les vapeurs marchant à une vitesse de 15 km. ou moins :
Le feu de proue et les feux de côté à 2 km. ;
Le feu de poupe à 1 km.

Pour les bateaux à voiles :
Les feux de côté à 2 km. ;
Le feu de poupe à 1 km.

Pour les bateaux à rames et les bateaux remorqués à 2 km.

C. Bouées et balises pour signaler des obstacles.

Article 41.

Les bouées et balises qui se trouvent en pleine eau ou dans le voisinage des débarcadères, pour signaler les routes ou les points dangereux, devront être éclairées la nuit au moyen d'un feu vert.

Article 42.

Les filets tendus et en général tous les engins de pêche fixés ou flottants, se trouvant en pleine eau, doivent être signalés au moyen de bouées peintes en blanc et éclairées de nuit par un feu blanc visible de tout l'horizon.

III. Règles a suivre pour prévenir les abordages.

Article 43.

1. Lorsqu'on prévoit un risque de collision, il faut relever constamment, si les circonstances le permettent, la position du bateau qui s'approche.

2. Lorsque la situation réciproque des bateaux ne change pas d'une manière appréciable, il y a lieu d'admettre que le danger de collision existe et de manœuvrer en conséquence.

3. Les signaux acoustiques à donner par les bateaux en temps de brume, de brouillard et de neige ou pour les manœuvres devront être ceux qui sont indiqués au « Tableau des signaux » annexé au présent règlement.

Articolo 39.

Le zattere di legname debbono portare di notte, su ciascuno dei quattro punti più sporgenti, un fanale a luce bianca visibile da tutto l'orizzonte ad una distanza di almeno due chilometri.

Articolo 40.

I fanali indicati nell'art. 35 debbono essere visibili alle seguenti distanze :

Per i piroscafi che possono procedere a velocità superiore a km. 15 all'ora :
I fanali di prora e laterali a km. 3 ;
Il fanale di poppa a km. 1.

Per i piroscafi di velocità non superiore a km. 15 ;
I fanali di prora e laterali a km. 2 ;
Il fanale di poppa a km. 1.

Per i natanti a vela :
I fanali laterali a km. 2 ;
Il fanale di poppa a km. 1.

Per i natanti a remi ed i natanti rimorchiati a km. 2.

Articolo 41.

Le boe ed i gavitelli che si trovano in acque aperte o nelle vicinanze dei pontili per segnalazioni di rotta o di punti pericolosi dovranno essere illuminate la notte mediante un fanale a luce verde.

Articolo 42.

Le reti in acqua ed in generale tutti gli attrezzi fissi o galleggianti inerenti alla pesca, disposti in acque libere, debbono essere segnalati a mezzo di boe dipinte in bianco e di notte illuminati mediante fanali a luce bianca visilili da tutto l'orizzonte.

III. Norme per evitare gli abbordi.

Articolo 43.

1. Allorchè si prevede il pericolo di collisione, occorre rilevare costantemente, se le circostanze lo permettono, la posizione del natante che si avvicina.

2. Qualora la situazione dei natanti, l'uno rispetto all'altro non si modifichi in misura apprezzabile, bisogna ri tenere che il pericolo esista e manovrare in conseguenza.

3. I segnali acustici cui debbono ricorrere i natanti in tempo di foschia, di nebbia o di neve, o per le manovre, debbono essere quelli indicati nella « Tabella dei segnali » annessa al presente Regolamento.

Article 44.

1. Lorsqu'un bateau à vapeur veut toucher une station, il annonce son approche par la cloche ou par un coup de sifflet prolongé. Le départ du bateau de la station est annoncé par un coup de sifflet prolongé.

2. Les bateaux à moteur donnent ces signaux soit au moyen du sifflet, soit du cornet de brume.

Article 45.

1. Lorsque deux vapeurs marchant sur la même ligne ou à peu près, mais en sens contraire, viennent à se croiser, chacun d'eux oblique à droite, de manière à laisser passer l'autre à sa gauche.

Au moment du croisement, les deux vapeurs doivent être éloignés d'au moins cinq fois la largeur du plus grand d'eux. Quelques minutes avant l'instant du croisement, chacun des vapeurs donne un coup de sifflet bref. A ce signal, qui sert de garde à vous pour le personnel, chaque employé se rend à son poste et y reste jusqu'à ce que le croisement ait été effectué.

2. Il ne sera fait aucune exceptions au présent article, sauf dans les cas de force majeure, où l'un des vapeurs ne pourrait obliquer à droite pour une cause quelconque, voisinage de la rive, barques avec filets à l'eau, etc.

En pareil cas, ce vapeur ralentira sa marche et au besoin arrêtera ses machines ; l'autre manœuvrera pour l'éviter. Le vapeur empêché de manœuvrer appellera l'attention de l'autre par le signal d'alarme prescrit (des coups brefs et répétés de sifflet ou de cornet de brume).

Article 46.

Si le croisement a lieu à proximité d'un débarcadère, la distance peut être réduite à deux largeurs de bateau; dans ce cas les deux vapeurs ralentissent leur marche, et ne reprennent leur vitesse normale qu'après le croisement.

Article 47.

Un vapeur en marche, qui rencontre sur sa route un bateau quelconque, doit signaler, à temps, la manœuvre qu'il exécutera par les signaux ci-après :

Un coup de sifflet bref : je viens sur tribord ;
Deux coups de sifflet brefs : je viens sur bâbord ;
Trois coups de sifflet brefs : je vais en arrière ;
Deux coups de sifflet prolongés : je continue ma route.

Article 48.

Lorsque deux vapeurs marchant sur des lignes perpendiculaires, ou à peu près, viennent à se croiser de manière à faire craindre un abordage, le vapeur qui constate l'autre à sa droite devra laisser la route libre à ce dernier en manœuvrant de façon opportune, soit en obliquant à droite pour passer en arrière, si le rivage ou d'autres obstacles ne s'y opposent pas, soit en arrêtant ou même en faisant machine arrière. Il donne le signal prescrit pour la manœuvre qu'il se propose d'exécuter.

L'autre vapeur continue sa route.

Articolo 44.

1. Allorchè un natante a vapore vuole approdare ad uno scalo, annunzierà la sua presenza colla campana od un colpo di fischio prolungato. La partenza del natante dallo scalo è annunziata con un colpo di fischio prolungato.

2. I natanti a motore danno tali segnali sia col fischio, sia col corno da nebbia.

Articolo 45.

1. Allorchè due piroscafi si vanno incontro con rotte di rettamente opposte, o quasi opposte, sì che ne risulti pericolo di collisione, ciascuno di essi dovrà accostare a dritta, in modo da poter passare a sinistra dell'altro.

Al momento dell'incrocio i due piroscafi debbono essere a distanza di almeno cinque volte la larghezza del più grande di essi. Qualche minuto prima dell'incrocio ciascuno dei piroscafi darà un colpo di fischio breve. A questo segnale, che serve per richiamare l'attenzione del personale, tutto il personale di bordo dovrà raggiungere prontamente il proprio posto e trattenervisi finchè l'incrocio non sia stato effettuato.

2. Il presente articolo non ha eccezioni, tranne nei casi in cui l'uno dei piroscafi non possa accostare a dritta per forza maggiore, come vicinanza della riva, barche con reti in acqua, ecc.

In tal caso questo piroscafo dovrà rallentare e se occorre fermare la macchina, mentre spetterà all'altro di evitarlo. Di quest'ultimo verrà richiamata l'attenzione da chi non può manovrare col segnale d'allarme prescritto (dei colpi brevi di fischio o di corno da nebbia).

Articolo 46.

Se l'incrocio ha luogo in prossimità di un pontile, la distanza può essere ridotta a due larghezze di battello, in questo caso i due piroscafi dovranno diminuire la loro velocità e non riprendere la velocità normale se non dopo che l'incrocio sia stato effettuato.

Articolo 47.

Un piroscafo in navigazione che incontri sulla sua rotta un qualsiasi natante, deve segnalare, con conveniente anticipo, la manovra che intende eseguire, a mezzo dei seguenti segnali :

un fischio breve : sto accostando a dritta ;
due fischi brevi : sto accostando a sinistra ;
tre fischi brevi : vado indietro ;
due fischi prolungati : continuo la mia rotta.

Articolo 48.

Allorchè due piroscafi, naviganti su rotte perpendicolari o quasi, vengono ad incrociarsi in modo da implicare pericolo di collisione, il piroscafo che rileva l'altro sulla propria dritta dovrà lasciare libera la rotta a quest'ultimo manovrando opportunamente, sia obliquando a dritta per passargli a poppa, se la riva od altri ostacoli non vi si oppongano, sia arrestandosi o dando addirittura macchina indietro. Esso dà il segnale prescritto per la manovra che si propone di eseguire.

L'altro piroscafo continua la sua rotta.

Article 49.

1. Lorsqu'un bateau s'aperçoit qu'il s'est approché d'un autre et qu'il existe un danger, il doit immédiatement donner le signal d'alarme au moyen du sifflet ou du cornet de brume (Voir annexe A). Ce signal d'alarme devra être répété aussitôt par l'autre bateau.

2. S'il s'agit de deux vapeurs, chacun d'eux doit s'arrêter immédiatement et, au besoin, marcher en arrière en donnant le signal prescrit.

3. S'il s'agit d'un vapeur et d'un bateau à voiles ou à rames, le vapeur doit laisser la route libre au bateau à voiles ou à rames, en arrêtant même ses machines ou en marchant en arrière, s'il est nécessaire.

Article 50.

Lorsqu'un vapeur veut devancer un autre bateau qui suit la même ligne que lui, il doit donner, en temps voulu, et avant d'exécuter la manœuvre nécessaire, le signal suivant : un coup de sifflet prolongé, suivi d'un coup de sifflet bref et d'un coup de sifflet prolongé.

Le bateau devancé doit continuer sa route.

Article 51.

1. Tout vapeur qui rencontre sur sa route un bateau ne pouvant se mouvoir librement (bateau à l'ancre, bateau occupé à tendre ou à lever des filets, voilier par calme plat, vapeur remorquant) doit manœuvrer de manière à l'éviter.

2. En toutes circonstances, un vapeur doit se tenir éloigné des bateaux non pontés en pleine charge et des barques lourdement chargées.

3. Le cas échéant, le vapeur ralentit sa marche ou arrête sa machine, de façon à écarter le danger résultant de l'effet de sa vague.

Article 52.

1. Quand un bateau est en détresse et demande du secours à d'autres bateaux ou à terre, il doit faire usage alternativement ou simultanément des signaux suivants :

De jour, il montrera un pavillon carré de couleur rouge et il donnera, à de brefs intervalles, des coups prolongés de sifflet ou de cornet de brume, ou de cloche (Voir annexe A).

De nuit, outre les signaux acoustiques indiqués ci-dessus, on allumera, l'un après l'autre, à de brefs intervalles, des feux de bengale (Voir article 20, litt. *o)*.

2. La bateaux qui vont au secours d'un bateau en détresse répondront au signal de secours par le signal d'alarme.

Article 53.

Il est interdit à tout bateau de s'approcher d'un vapeur en marche, soit pour se placer dans sa vague, soit pour communiquer avec lui, excepté dans le cas d'urgente nécessité, où le bateau doit appeler d'avance l'attention du vapeur en marche au moyen du signal d'alarme.

Article 54.

1. Il est interdit à tout bateau de se placer sur la route habituelle des vapeurs affectés à un service public aux heures de passage de ces derniers.

Articolo 49.

1. Allorchè un natante si accorga di essersi avvicinato ad altro natante in modo che vi sia pericolo, deve immediatamente fare il segnale d'allarme col fischio o corno da nebbia (vedi allegato A). Questo segnale d'allarme deve essere immediatamente ripetuto dall'altro natante.

2. Se si tratta di due piroscafi, ognuno di essi deve arrestarsi immediatamente ed anche, se è necessario, dare macchina indietro, facendo il segnale prescritto.

3. Se si tratta di un piroscafo e di un natante a vela o a remi, il piroscafo deve lasciare libera la rotta al natante a vela o a remi, all'occorrenza anche arrestandosi o dando macchina indietro.

Articolo 50.

Allorchè un piroscafo vuole sorpassare un altro natante che segue la medesima rotta, dovrà dare, in tempo utile, prima di effettuare la manovra necessaria, il segnale seguente : un fischio prolungato seguìto da un fischio breve e da un fischio prolungato.

Il natante sorpassato deve continuare la sua rotta.

Articolo 51.

1. Qualsiasi piroscafo che incontri sulla propria rotta un natante che non possa muoversi liberamente (natante all'ancora, natante occupato a tendere o a ricuperare reti, veliero in calma assoluta, natante che ne rimorchia altri) deve manovrare in modo da evitarlo.

2. In ogni circostanza un piroscafo deve tenersi lontano dai natanti non pontati a pieno carico e dalle barche notevolmente caricate.

3. Se le circostanze lo esignono, il piroscafo rallenta la propria marcia o arresta la macchina, in modo da evitare agli altri natanti il pericolo risultante dall'effetto dell'onda.

Articolo 52.

1. Allorchè un natante è in pericolo e domanda soccorso agli altri natanti od a terra, dovrà fare uso alternativamente o simultaneamente dei seguenti segnali :

Di giorno mostrerà una bandiera quadrata di color rosso e darà, a brevi intervalli, colpi prolungati di fischio o di corno da nebbia, o colpi di campana (vedere allegato *A*).

Di notte, oltre i segnali acustici sopra indicati, verranno, l'un dopo l'altro, a brevi intervalli, accesi dei fuochi di bengala (vedi articolo 20, lettera *o*).

2. I natanti che vanno in soccorso di un altro natante in pericolo risponderanno al segnale di soccorso col segnale di allarme.

Articolo 53.

E' proibito a qualsiasi natante di avvicinarsi ad un piroscafo in navigazione, tanto per disporsi nella sua scia, che per comunicare col battello stesso, fatta eccezione per i casi di urgente necessità, nei quali il natante deve preventivamente richiamare l'attenzione del piroscafo in movimento mediante il segnale di allarme.

Articolo 54.

1. E' vietato a qualsiasi natante di disporsi sulla rotta abituale dei piroscafi adibiti ad un servizio pubblico nelle ore di passaggio di essi. Tale prescrizione deve essere particolarmente osservata

Cette prescription doit être particulièrement observée de nuit, en temps de brouillard ou de neige, ainsi qu'à l'entrée et à l'intérieur des ports et dans le voisinage des débarcadères.

2. Lorsque les bateaux en service privé entendent le signal d'alarme donné par un bateau en service public régulier, ils doivent s'écarter de la route de ce bateau, ou, s'il est nécessaire, s'arrêter et attendre son passage.

3. Il est interdit aux pêcheurs de tendre leurs filets sur la route habituelle des vapeurs précités, ainsi qu'à proximité des débarcadères.

Article 55.

Quand deux bateaux à voiles suivent des routes qui les rapprochent l'un de l'autre, de manière à faire courir le risque d'un abordage, l'un des deux s'écartera de la route de l'autre d'après les règles suivantes :

a) Le bateau qui court largue doit s'écarter de la route de celui qui est au plus près ;

b) Le bateau qui est au plus près bâbord amures doit s'écarter de la route de celui qui est au plus près tribord amures ;

c) Si les deux bateaux courent largue, mais avec les amures de bords différents, le bateau qui a le vent par bâbord s'écarte de la route de celui qui le reçoit par tribord ;

d) Si les deux bateaux courent largue ayant tous les deux le vent du même bord, celui qui est au vent doit s'écarter de la route de celui qui est sous le vent ;

e) Le bateau qui est vent arrière doit s'écarter de la route de l'autre.

Article 56.

1. Le bateau auquel un autre bateau doit laisser la route libre devra garder sa propre route et maintenir sa vitesse.

2. Si pour cause de brouillard ou pour un motif quelconque, un bateau se trouve si près d'un autre qu'un abordage ne puisse être évité par la seule manœuvre du bateau qui doit céder le passage, l'autre bateau devra également manœuvrer de façon à éviter une collision.

Article 57.

Tout bateau qui, à teneur des dispositions du présent règlement, doit laisser la route libre à un autre bateau, doit éviter, si les circonstances le permettent, de passer devant celui-ci.

Article 58.

1. Pour le passage sous les ponts de Melide et de Bissone, les prescriptions internes de la Suisse font règle.

2. Au détroit de Lavena, les bateaux allant à Ponte Tresa ont la préséance sur ceux venant de cet endroit, mais les bateaux en service privé doivent toujours laisser le passage aux vapeurs faisant un service public.

di notte, in tempo di nebbia o di neve, monchè all'entrata o nell'interno dei porti e nelle vicinanze dei pontili.

2. I natanti in servizio privato, qualora odano il segnale di allarme dato da un natante in servizio pubblico regolare, debbono allontanarsi dalla rotta di quest'ultimo, o, se è necessario, fermarsi ed attenderne il passaggio.

3. E' vietato ai pescatori di tendere le reti sulla rotta abituale dei piroscafi di cui sopra, od in prossimità dei pontili.

Articolo 55.

Allorchè due velieri seguono delle rotte che li avvicinano l'uno all'altro, in modo da far sorgere, il pericolo di un abbordo, uno di essi dovrà manovrare per lasciare libera la rotta all'altro, secondo le seguenti norme :

a) Il veliero che naviga con vento largo dovrà lasciare libera la rotta all'altro che navighi stretto al vento ;

b) Il veliero che stringe il vento con mure a sinistra dovrà lasciare libera la rotta a quello che stringe il vento con mure a dritta ;

c) Se entrambi i velieri corrono a vento largo, ma con il vento da diversi lati, il veliero che riceve il vento sulla sinistra dovrà lasciare libera la rotta all'altro ;

d) Se entrambi i velieri corrono a vento largo, col vento dallo stesso lato, il veliero che si trova al vento lascerà la rotta libera a quello che è sotto vento ;

e) Il veliero che naviga con vento in poppa deve lasciare libera la rotta all'altro.

Articolo 56.

1. Un natante al quale debba esser lasciata libera la rotta da altro natante dovrà mantenere la propria rotta e la propria velocità.

2. Se, in conseguenza di nebbia o di qualsiasi altra causa, un natante si trovi così vicino ad un altro da non potersi evitare l'abbordo con la sola manovra di quello che deve cambiar rotta, anche l'altro natante dovrà manovrare nel modo più adatto ad evitare una collisione.

Articolo 57.

Qualsiasi natante che, a tenore delle disposizioni del presente regolamento, deve lasciare libera la rotta ad un altro, dovrà, se le circostanze lo permettono, evitare di passare a prora di quest'ultimo.

Articolo 58.

1. Per il passaggio sotto i ponti di Melide e di Bissone fanno regola le prescrizioni interne della Svizzera.

2. Nello stretto di Lavena i natanti diretti a Ponte Tresa hanno la precedenza su quelli che ne provengono, ma i natanti in servizio privato debbono lasciar sempre il passaggio ai piroscafi in servizio pubblico.

IV. SIGNAUX EN TEMPS DE BROUILLARD.

A. Bateaux en marche.

Article 59.

Tout bateau naviguant par temps de brouillard, de brume ou de neige fera entendre, de minute en minute, les signaux suivants :

a) Vapeurs marchant à une vitesse de 15 km.-h. ou plus : 2 coups prolongés de sifflet ;

b) Vapeurs marchant à une vitesse inférieure à 15 km.-h. : 1 coup prolongé de sifflet ou de cornet de brume ;

c) Bateaux à voiles et à rames : un coup prolongé de cornet de brume ou de sifflet de poche ;

d) Remorqueurs : un coup prolongé de sifflet suivi de deux coups brefs.

B. Bateaux arrêtés, engravés ou à l'ancre.

Article 60.

Tout bateau arrêté, engravé ou à l'ancre en pleine eau dans les conditions atmosphériques indiquées à l'article 59 et qui se trouve dans l'impossibilité de manœuvrer pour éviter un autre bateau qui s'approche de lui, fait entendre de minute en minute, au moyen de son appareil à signaler trois coups prolongés.

C. Règles générales.

Article 61.

1. Tout bateau naviguant dans les conditions indiquées à l'article 59, doit prendre les précautions nécessaires et tenir compte, avec soin, de toutes les circonstances du moment.

2. Tout vapeur qui entend les signaux de brume donnés par un autre bateau dont il ne connaît pas la position, doit, autant que les circonstances le permettent, arrêter sa machine afin de pouvoir mieux entendre et apprécier ces signaux ; il marchera ensuite avec précaution jusqu'à ce qu'il n'y ait plus de collision à craindre.

Article 62.

1. Dans les conditions atmosphériques indiquées à l'article 59, les croisements des vapeurs faisant un service public se feront, de préférence, dans les ports ou aux débarcadères. A cet effet les entreprises de navigation sont tenues de fixer, pour chaque période d'horaire, les stations de croisement.

2. Si les croisements, par suite de circonstances exceptionnelles, ne peuvent pas avoir lieu dans les ports ou aux débarcadères, les prescriptions suivantes doivent être observées :

Lorsque le vapeur arrive dans un endroit où, du fait de l'horaire, un croisement doit avoir lieu, il usera de la plus grande précaution en ralentissant sa vitesse et en arrêtant même à l'occasion la machine, pour mieux entendre.

Lorsqu'il aura reconnu la position de l'autre bateau et acquis la certitude qu'il passe à une distance suffisante, il donnera le signal de croisement réglementaire (Voir article 47), puis il reprendra sa marche normale.

Si les deux vapeurs paraissent se diriger l'un sur l'autre, les machines seront immédiatement arrêtées et elles ne pourront être remises en marche qu'après que la position relative des deux bateaux aura été bien déterminée.

VI. SEGNALAZIONI IN TEMPO DI NEBBIA.

A) Natanti in moto.

Articolo 59.

Ciascun natante che navighi in tempo di nebbia, di foschia o di neve farà sentire, di minuto in minuto, i seguenti segnali :

a) Piroscafi che navighino a velocità di 15 km. all'ora o superiore : due colpi prolungati di fischio ;

b) Piroscafi che navighino a velocità inferiore a 15 km. all'ora : un colpo prolungato di fischio o di corno da nebbia ;

c) Natanti a vela e a remi : un colpo prolungato di corno da nebbia o di fischio da tasca ;

d) Rimorchiatori : un colpo prolungato di fischio seguito da due colpi brevi.

B) Natanti fermi, incagliati o all'ancora.

Articolo 60.

Qualsiasi natante che si trovi fermo, incagliato o all'ancora in acque libere nelle condizioni atmosferiche indicate all'art. 59 e che sia nella impossibilità di manovrare per evitare un altro natante che gli si avvicini, dovrà far sentire di minuto in minuto tre colpi prolungati del suo apparecchio di segnalazione.

Articolo 61.

1. Qualsiasi natante che navighi nelle condizioni indicate dall'art. 59 deve prendere le precauzioni necessarie e tener conto con cura delle circostanze del momento.

2. Il piroscafo che oda i segnali di nebbia di altro natante la cui posizione è incerta, dovrà, per quanto le circostanze lo consentano, arrestare la macchina per meglio sentire e giudicare le segnalazioni, e quindi navigare con precauzione, finchè il pericolo di collisione non sia eliminato.

Articolo 62.

1. Nelle condizioni atmosferiche indicate all'art. 59 gli incroci dei piroscafi in servizio pubblico si effettueranno perferibilmente nei porti o ai pontili. A tale scopo i concessionari dovranno fissare preventivamente, per ciascun periodo di orario, gli scali di incrocio.

2. Se gli incroci, per circostanze eccezionali, non possono aver luogo negli scali dovranno osservarsi le seguenti prescrizioni :

Quando il piroscafo perviene in un punto dove, secondo l'orario, deve aver luogo un incrocio, userà la massima precauzione, diminuendo la velocità ed arrestando anche, all'occorrenza, la macchina per ascoltare ; allorchè avrà riconosciuta la posizione dell'altro piroscafo, e avrà la certezza che esso passa a sufficiente distanza, darà il segnale regolamentare di incrocio (vedi art. 47) e riprenderà la velocità normale.

Ove sorgesse il dubbio che i due piroscafi si dirigono l'uno sull'altro, si arresteranno immediatamente le macchine e non si rimetteranno in moto se non dopo che la posizione relativa dei due natanti sia stata ben determinata.

Article 63.

La nuit, ainsi que dans les conditions atmosphériques indiquées à l'article 59, le capitaine ou conducteur du bateau placera sur le pont un homme de vigie et disposera le personnel du pont et celui des machines de telle façon d'assurer la vigilance.

Article 64.

Les compagnies de navigation peuvent compléter les règles ci-dessus par les instructions spéciales visant les différents cas qui peuvent se présenter. Ces instructions ne contiendront jamais des clauses contraires à celles du présent règlement.

SIXIÈME CHAPITRE.

PORTS ET DÉBARCADÈRES

Article 65.

1. Tout débarcadère affecté à un service public doit avoir la nuit, à son extrémité, un fanal bien visible, avec flamme d'un fort calibre, éclairant la place de débarquement et projetant du côté du large un feu rouge visible à une distance d'au moins 2 kilomètres.

2. Ce fanal sera allumé du coucher du soleil à l'heure fixée par l'autorité compétente de l'Etat respectif.

3. Il ne doit pas se trouver, dans le voisinage des débarcadères, des feux pouvant provoquer erreur sur la route à suivre.

Article 66.

Chaque débarcadère doit être muni d'un instrument spécial pouvant être employé pour donner des signaux acoustiques en temps de brouillard (Voir tableau des signaux).

On fera usage de cet instrument quelque temps avant le passage d'un bateau affecté à un service public et jusqu'à son arrivée.

Article 67.

Les deux Etats contractants donneront les instructions nécessaires pour que les abords des débarcadères soient maintenus libres pour le passage des vapeurs en service public.

Article 68.

Dans l'intérêt de la pêche, il est interdit aux bateaux à vapeur de jeter leurs scories à une distance de la côte où la profondeur est inférieure à 50 mètres.

SEPTIÈME CHAPITRE.

FÊTES NAUTIQUES

Article 69.

Aucune fête nautique ne pourra avoir lieu sans l'autorisation de l'autorité compétente. On évitera dans l'organisation de ces fêtes tout ce qui pourra être une entrave pour les bateaux affectés à un service public.

Articolo 63.

Di notte, monchè nelle condizioni atmosferiche di cui all'art. 59, il capitano o conduttore del natante disporrà sul ponte un uomo di vigia e disporrà il personale di coperta e di macchina in modo da assicurare la vigilanza.

Articolo 64.

Le Compagnie di navigazione hanno facoltà di completare le norme precedenti con istruzioni speciali che illustrino i differenti casi che possono presentarsi. Tali istruzioni non dovranno contenere clausole contrarie a quelle del presente Regolamento.

Capitolo VI.

PORTI E PONTILI DI APPRODO

Articolo 65.

1. Ogni pontile da sbarco per natanti in servizio pubblico deve avere di notte, alla sua estremità, une lanterna ben visibile, con fiamma molto risplendente, che illumini il luogo di sbarco e proietti verso il lago una luce rossa visibile ad una distanza di almeno due chilometri.

2. Questa lanterna sarà accesa dal tramonto del sole fino all'ora fissata dall'autorità competente dello Stato nel quale si trova il pontile.

3. Non debbono mai trovarsi, nelle vicinanze dei pontili, fanali che possano indurre in errore sulle rotte.

Articolo 66.

Ogni pontile di approdo deve essere munito di uno strumento speciale che possa essere utilizzato per dare segnali acustici in tempo di nebbia ((vedi tabella dei segnali).

Si farà uso di tale strumento qualche tempo prima del passaggio di un natante effettuante un servizio pubblico, e fino al suo arrivo.

Articolo 67.

I due Stati contraenti daranno le istruzioni necessarie per chè le acque in prossimità dei pontili siano tenute libere per il passaggio dei natanti in servizio pubblico.

Articolo 68.

Nell'interesse della pesca, è proibito ai natanti a vapore di gettare le loro scorie ad una distanza dalla costa dove la profondità delle acque del lago sia inferiore a cinquanta metri.

Capitolo VII.

FESTE NAUTICHE

Articolo 69.

Nessuna festa nautica potrà aver luogo senza l'autorizzazione dell'autorità competente.

Nell'organizzazione di tali feste verrà evitato tutto ciò che possa costituire ostacolo ai natanti adibiti ad un pubblico servizio.

HUITIÈME CHAPITRE.

PÉNALITÉS

Article 70.

Toute infraction au présent règlement peut donner lieu à une plainte ou à un procès-verbal, qui est transmis aux autorités du lieu où l'infraction a été commise.

Les infractions seront punies des peines prévues par les lois en vigueur dans l'Etat respectif.

NEUVIÈME CHAPITRE.

DISPOSITIONS FINALES

Article 71.

Les propriétaires des vapeurs employés dans un but lucratif et les loueurs de bateaux devront s'assurer, dans les limites des prescriptions de l'Etat respectif, contre la responsabilité civile.

Article 72.

Dans le cas où des bateaux ont leur port d'inscription dans l'un des Etats contractants et qu'ils naviguent et stationnent normalement dans les eaux de l'autre Etat, les autorités compétentes de l'Etat qui a délivré le permis de navigation pourront déléguer leurs fonctions de surveillance et de contrôle prévues dans ce règlement aux autorités compétentes de l'autre Etat.

Article 73.

Pour tout ce qui n'est pas traité dans le présent règlement international, les dispositions de chaque Etat et des autorités locales feront règle, pourvu qu'elles ne soient pas contraires à celles du présent règlement.

Fait à Lugano, le 22 octobre 1923.

(Signatures)	*(Signatures)*
E. ACTON.	HEROLD.
Antonio CRISPO.	TARCHINI.
BOSIO.	J.-Fréd. STALDER.
Luigi STOPPA.	H. WYLEMANN.
G. FERRARIS.	L. RUSCA.
CAPIALBI.	S. VELADINI.
Ing. C. ABATE.	
C. NAGEL.	

Pour copie conforme :

Berne, le 18 août 1927.

Le vice-chancelier :

Leimgruber.

CAPITOLO VIII.

PENALITÀ

Articolo 70.

Qualsiasi infrazione al presente Regolamento può dar luogo ad un reclamo o alla redazione di un verbale, che viene trasmesso alle autorità del luogo ove avvenne l'infrazione.

Le infrazioni saranno punite con le pene previste dalle leggi vigenti rispettivamente nei due Stati contraenti.

CAPITOLO IX.

DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 71.

I proprietari di piroscafi adoperati a scopo di lucro ed i noleggiatori di natanti dovranno assicurarsi contro la responsabilità civile nei limiti delle prescrizioni del rispettivo Stato.

Articolo 72.

Nel caso di natanti che abbiano il porto d'iscrizione in uno degli Stati contraenti e che navighino e stazionino normalmente nelle acque dell'altro Stato, le autorità competenti dello Stato che ha rilasciata la licenza di navigazione potranno delegare le proprie funzioni di sorveglianza e controllo, di cui al presente Regolamento, alle autorità competenti dell'altro Stato.

Articolo 73.

In quanto non contrastino con le disposizioni del presente Regolamento internazionale e per quanto non sia in questo Regolamento contemplato, valgono le disposizioni dei singoli Stati e delle autorità locali.

Fatto a Lugano, il 22 ottobre 1923.

(Firme :)

E. ACTON.
Antonio CRISPO.
BOSIO.
Luigi STOPPA.
G. FERRARIS.
CAPIALBI.
Ing. C. ABATE.
C. NAGEL.

(Firme :)

HEROLD.
TARCHINI.
J.-Fréd. STALDER.
H. WYLEMANN.
L. RUSCA.
S. VELADINI

ANNEX A.

TABLEAU DES SIGNAUX

Numéro du signal	Signaux	Exécution des signaux		Art. du règl.
	A) *Signaux acoustiques pour les manœuvres, signaux d'alarme et de détresse.*			
1	Signal d'arrivée à une station, pour vapeurs	—	Un son de cloche ou un coup de sifflet prolongé.	44
2	Signal de départ d'une station, pour vapeurs	—	Un coup de sifflet prolongé.	44
3	Signaux d'indication de route :			
	Je viens sur tribord	U	Un coup de sifflet bref.	47
	Je viens sur bâbord	U U	Deux coups de sifflet brefs.	
	Je vais en arrière	U U U	Trois coups de sifflet brefs.	
	Je continue ma route.	— —	Deux coups de sifflet prolongés.	
4	Signal pour devancer un bateau, à donner par le bateau qui veut en devancer un autre	—U —	Un coup de sifflet prolongé suivi d'un coup bref et d'un coup prolongé.	50
5	Signal d'alarme	U U U U U U U	Des coups brefs et répétés de sifflet ou de cornet de brume	45-49 52-53
6	Signal de détresse, à donner pour demander du secours	— — — — — — —	Des coups prolongés de sifflet, ou de cornet de brume ou de cloche, à de brefs intervalles et simultanément ou alternativement : de jour ; un pavillon rouge — de nuit : des feux de bengale.	52
	B) *Signaux acoustiques en temps de brume, de brouillard ou de neige.*			
7	Vapeurs marchant à 15 km. ou plus . . .	— —	Deux coups prolongés de sifflet ou, à défaut, de cornet de brume.	59
8	Vapeurs marchant à moins de 15 km. . . .	—	Un coup prolongé de sifflet ou de cornet de brume.	59
9	Remorqueurs en marche	— U U	Un coup prolongé suivi de deux coups brefs de sifflet.	59
10	Bateaux à voiles et à rames en marche . .	—	Un coup prolongé de cornet de brume ou de sifflet de poche.	59
11	Bateaux arrêtés, engravés ou à l'ancre :	— — —	Trois coups prolongés de sifflet, de sirène, de cornet de brume, de cloche ou de sifflet de poche.	60
12	Ports et débarcadères : Signal à donner par les radeleurs	— — — —	Quatre coups prolongés de cornet de brume ou quatre sons de cloche.	66

Remarque. — Les bateaux à moteur donnent les signaux avec le sifflet à air comprimé ou avec le cornet de brume.

Chaque bateau auquel un signal a été donné, répondra par le signal prescrit pour la manœuvre qu'il se propose d'exécuter.

Les signaux Nos 7 à 11 doivent être donnés en minute, le No 12 chaque deux minutes.

Exécutions des signaux. — Dispositions concernant la durée des signaux, ainsi que les intervalles entre deux sons et entre deux signaux répétés :

Les coups brefs auront une durée d'une seconde ;
Les coups prolongés une durée de cinq secondes ;
L'intervalle entre deux sons de signal une durée d'une demi-seconde ;
L'intervalle entre deux signaux répétés, une durée de deux secondes au moins.

ALLEGATO *A*.

TABELLA DEI SEGNALI

Numero del segnale	Segnali	Esecuzione dei segnali		Art. del Regol.
	A) *Segnali acustici per le manovre, segnali di pericolo e di allarme.*			
1	Segnale d'arrivo ad uno scalo, per piroscafi	—	Un suono di campana od un colpo di fischio prolungato.	44
2	Segnale di partenza da uno scalo per piroscafi	—	Un colpo di fischio prolungato.	44
3	Segnali per indicazioni di rotta :			
	Sto accostando a dritta	U	Un fischio breve.	
	Sto accostando a sinistra	U U	Due fischi brevi.	
	Vado indietro	U U U	Tre fischi brevi.	47
	Continuo la mia rotta	— —	Due fischi prolungati.	
4	Segnale per sorpassare un natante, dato dal natante che vuole sorpassarne un altro	—U —	Un fischio prolungato seguito da 1 fischio breve e da un fischio prolungato.	50
5	Segnale di allarme.	U U U U U U U	Colpi brevi e ripetuti di fischio o di corno da nebbia.	45-49 52-53
6	Segnale di pericolo, per chiedere soccors o .	— — — — — —	Colpi prolungati di fischio o di corno da nebbia, o colpi di campana, a brevi intervalli e simultaneamente o alternativamente di giorno : una bandiera rossa — di notte : fuochi di bengala.	52
	B) *Segnali acustici in tempo di nebbia, foschia o neve.*			
7	Piroscafi che procedono a velocta di km. 15 o superiore	— —	Due colpi prolungati di fischio o in mancanza di questo, di corno da nebbia.	59
8	Piroscafi che procedono a velocità inferiore a km. 15	—	Un colpo prolungato di fischio o di corno da nebbia.	59
9	Rimorchiatori in moto	— U U	Un colpo prolungato seguito da due colpi brevi di fischio.	59
10	Natanti a vela e a remi in moto	—	Un colpo prolungato di corno da nebbia, o di fischio da tasca.	59
11	Natanti fermi, incagliati o all'ancora. . .	— — —	Tre colpi prolungati di fischio, di sirena, di corno da nebbia, di campana o di fischio da tasca.	60
12	Porti et pontili : Segnale che deve farsi dai pontili.	— — — —	Quattro colpi prolungati di corno da nebbia o quattro suoni di campana.	66

Note. — I natanti a motore danno i segnali col fischio ad aria compressa o col corno da nebbia.

Ciascun natante, al quale sia dato un segnale, risponderà col segnale prescritto per la manovra che esso si propone di effettuare.

I segnali dal 7 all'11 inclusi debbono essere dati di minuto in minuto, il segnale n. 12 ogni due minuti,

Esecuzione dei segnali. — Disposizioni relative alla durata dei segnali ed agli intervalli tra due suoni e tra due segnali ripetuti.

Per i segnali dati con i fischi a vapore, i fischi ad aria ed i corni da nebbia :

i colpi brevi avranno la durata di un secondo ;
i colpi prolungati la durata di cinque secondi ;
l'intervallo tra due suoni di segnale, la durata di un mezzo secondo ;
l'intervallo tra due segnali ripetuti, la durata di due secondi almeno.

ANNEXE B.

TABLEAU DES FEUX DE POSITION

Désignation des bateaux	Bateaux en marche	Bateaux à l'ancre	Bateaux engravés	Article du règl.
1° Vapeurs :	Un feu blanc à la proue, les feux de côté rouge et vert, et un feu blanc à l'arrière (Sur les vapeurs dont le déplacement en pleine charge ne dépasse pas 10 tonnes, les feux de côté peuvent être placés dans l'axe longitudinal du bateau, l'un à côté de l'autre.)	Un feu blanc visible de tout l'horizon	Un feu blanc visible de tout l'horizon	35 36 37
2° Bateaux à voiles :	Les feux de côté rouge et vert, et un feu blanc à l'arrière	Id.	Id.	35 36 37
3° Bateaux à rames :	Un feu blanc visible de tout l'horizon	Id.	Id.	35 36 37
4° Remorqueurs :	A l'avant deux ou trois feux blancs superposés, les feux de côté rouge et vert et le feu blanc à l'arrière	Id.	Id.	35 36 37
5° Bateaux remorqués :	Un feu blanc visible de tout l'horizon	Id.	Id.	35 36 37
6° Trains de bois :	Quatre feux blancs visibles de tout l'horizon	Quatre feux blancs visibles de tout l'horizon	Quatre feux blancs visibles de tout l'horizon	39

Remarque. — Les barques de pêche qui sont au mouillage près des filets, dans l'exercice de la pêche, doivent tenir toujours prêt et allumé un fanal à feu blanc et le montrer à temps pour éviter les collisions. (Art. 36.)

ALLEGATO *B.*

TABELLA DEI FANALI DI POSIZIONE

Designazione dei natanti	Natanti in moto	Natanti all'ancora	Natanti incagliati o nella impossibilità di manovrare	Art. del Regol.
1° Piroscafi	Un fanale a luce bianca a prora, un fanale laterale a luce verde a dritta, un fanale laterale a luce rossa a sinistra ed un fanale a luce bianca posteriormente (Sui piroscafi di un dislocamento a pieno carico non superiore a 10 tonnellate, i fanali laterali possono essere posti lungo l'asse longitudinale del natante, l'uno a fianco dell'altro).	Un fanale a luce bianca, visibile da tutto l'orizzonte	Un fanale a luce bianca, visibile da tutto l'orizzonte	35 36 37
2° Natanti a vela	Un fanale laterale a luce verde a dritta, un fanale laterale a luce rossa a sinistra ed un fanale a luce bianca posteriormente.	Id.	Id.	35 36 37
3° Natanti a remi	Un fanale a luce bianca visibile da tutto l'orizzonte.	Id.	Id.	35 36 37
4° Rimorchiatori	Anteriormente due o tre fanali a luce bianca sovrapposti, il fanale laterale a luce rossa, il fanale laterale a luce verde ed il fanale a luce bianca posteriormente.	Id.	Id.	35 36 37
5° Natanti rimorchiati	Un fanale a luce bianca visibile da tutto l'orizzonte	Id.	Id.	35 36 37
6° Zattere di legname	Quattro fanali a luce bianca visibili da tutto l'orizzonte.	Quattro fanali a luce bianca visibili da tutto l'orizzonte	Quattro fanali a luce bianca visibili da tutto l'orizzonte	39

Nota. — Le barche da pesca, ormeggiate presso le reti, debbono tenere pronto ed acceso un fanale a luce bianca, da mostrare in caso di bisogno (art. 36).

ANNEXE C.

PERMIS DE NAVIGATION.

POUR BATEAUX EN SERVICE PUBLIC.

Le .....
déclare que le .....
nommé .....
inscrit au port de ..... sous le N .....
propriété de ..... a été soumis à l'inspection prescrite par la Convention entre l'Italie et la Suisse concernant la navigation sur les lacs Majeur et de Lugano comme indiqué dans le procès-verbal N° ..... du ..... gardé par .....
et peut être employé au transport de ..... sur le lac .....

Le déplacement ..... tonnes à lège } en pleine charge
du bateau est de ..... » }

Le nombre maximum de voyageurs que le bateau est autorisé à transporter est de : .....

La charge maximum est de ..... tonnes.

La ligne de flottaison en } les limnimètres à la cote de .....
pleine charge passe par ..... } l'arête inférieure des plaques.

Le franc-bord du bateau en pleine charge est de .....
.....

Le bateau est pourvu de moteur à ..... de la puissance de HP. .....

L'équipage du bateau, non compris le service de caisse ou de bureau, sera, au minimum, le suivant :
Capitaine ou conducteur de bateau ;
Timonier ;
Sous-timonier ;
Batelier ;
Mécanicien ;
Mécanicien en second ;
Chauffeur.

Description sommaire du bateau .....
.....

Equipement .....
.....

Observations spéciales .....
.....

Changements de propriétaire .....
.....

Le présent permis est valable aussi longtemps que le bateau est en parfait état de service et qu'aucune modification importante ne sera apportée à sa construction ou à ses parties principales.

..... le ..... 192....

ALLEGATO C.

LICENZA DI NAVIGAZIONE

PER NATANTI IN SERVIZIO PUBBLICO

Il .....
dichiara che il .....
denominato .....
inscritto al porto di ..... sotto il N. ..... appartenente a .....
.....
è stato sottoposto al collaudo prescritto dalla Convenzione fra l'Italia e la Svizzera relativamente alla navigazione sui laghi Maggiore e di Lugano come da verbale, n. ..... in data .....
conservato presso .....
.....
e può essere adibito al trasporto di .....
sul lago di .....

Il dislocamento del natante è { a vuoto tonn. ..... / a pieno carico tonn. .....

I numero massimo di passeggieri che il natante è autorizzato a trasportare è di .....

Il carico massimo è di tonn. .....

La linea di galleggiamento a pieno carico passa per { i limnimetri alla quota di ..... / l'orlo inferiore delle placche .....

Il bordo libero del natante a pieno carico è di .....
.....

Il natante è fornito di motore a ..... della potenza di HP.

L'equipaggio del natante, non compreso il servizio di cassa o di ufficio, sarà costituito al minimo da :

Capitano o conduttore del natante ;
Timoniere ;
Sotto timoniere ;
Marinai ;
Macchinista ;
Macchinista in seconda ;
Fuochisti.

Descrizione sommaria del natante .....
.....

Attrezzatura .....
.....

Osservazioni speciali .....
.....

Cambiamento di proprietario .....
.....

La presente licenza è valevole finchè il natante è in perfetto stato di servizio e non sia stata apportata alcuna importante modificazione alla sua costruzione o alle sue parti principali.

..... il ..... 192....

Copie certifiée conforme :
Grandi.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1521. — CONVENTION BETWEEN ITALY AND SWITZERLAND AND INTERNATIONAL REGULATIONS REGARDING NAVIGATION ON LAKE MAGGIORE AND LAKE LUGANO. SIGNED AT LUGANO, OCTOBER 22, 1923.

THE SWISS FEDERAL COUNCIL, of the one part, and THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, of the other part, with the object of establishing by common agreement the conditions of navigation on Lakes Maggiore and Lugano, have appointed as their Delegates :

THE SWISS FEDERAL COUNCIL :

M. Robert HEROLD, Director of the Railways Division of the Federal Posts and Railways Department, at Berne.
M. Elvezio TARCHINI, Director of the IVth Customs Area, at Lugano ;
M. J. Frederick STALDER, Engineer, Assistant Inspector in the Mechanical Section of the Federal Posts and Railways Department, at Berne ;
M. Hermann WYLEMANN, Engineer-Superintendent in the Federal Posts and Railways Department, at Berne ;
M. Luigi RUSCA, Engineer, at Bellinzona ;
M. Silvio VELADINI, at Lugano ;

THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY :

Baron Enrico ACTON, Grand'Ufficiale, His Majesty's Consul-General in the canton Ticino ;
M. Antonio CRISPO, Grand'Ufficiale, Advocate, Chief of Section in the Ministry of Public Works ;
M. Augusto BOSIO, Grand'Ufficiale, Senior Technical Inspector of Customs and Indirect Taxes ;
Commendatore Luigi STOPPA, Chief of Section in the Ministry of War ;
Lieut.-Colonel Guiseppe FERRARIS ;
Dr Ugo CAPIALBI, Nobile dei Conti, Sub-Prefect of Varese ;
Cavaliere Carlo ABATE, Engineer, Chief Inspector of Railways ;
M. Carlo NAGEL, Grand'Ufficiale, Senior Inspector of Railways, retired ;

Who, after having communicated and verified their full powers, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

Navigation shall be free both in the Swiss and Italian waters of Lakes Maggiore and Lugano. Freedom of navigation shall be subject to the observance of the provisions laid down in the present Convention.

Article 2.

Vessels employed for military, Customs and police purposes may not cross the political frontier. Notwithstanding, on Lake Lugano, Italian customs vessels may, in exceptional cases, cross

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

the political frontier in order to proceed from the Porto Ceresio basin to that of Porlezza and *vice versa*. These journeys may take place only by day and without a stop. The Director of Swiss Customs at Lugano shall be notified beforehand, at latest on the day preceding that on which such journeys are to take place. These vessels may be subjected to Swiss Customs examination.

Authority to cross the frontier also will be accorded, subject to the same reservations and conditions, to Italian police officers on Customs vessels or on ordinary vessels.

Vessels in the service of the Italian Customs administration and those conveying police officers may not carry out any official act in Swiss waters nor land in Swiss territory except in cases of accident or of *force majeure*.

Italian police officers may similarly pass through Swiss territorial waters as passengers using the regular public navigation service, but without breaking their journey. If more than six officers are to cross together, notice shall be given according to the provisions of this Article. In Swiss waters Italian officials shall deposit their arms and refrain from any official act.

With regard to communication with the Italian enclave of Campione, the existing position shall remain unchanged so long as the two Contracting Parties have not concluded special agreements.

Article 3.

Each of the Contracting States shall have supreme control over navigation in the waters situated within its own political frontiers.

Article 4.

Shipping companies effecting regular and periodic transport of passengers and goods and calling at the ports of the two Contracting States must be provided by each of the latter with a deed of concession setting forth the conditions regarding navigation imposed by the State according the concession.

The provisions set out in the concession shall contain nothing contrary either to the present Convention or to the International Regulations annexed thereto, and shall apply solely to journeys in the waters for which the concession was granted.

Article 5.

Every holder of a public service concession shall accept and carry without payment throughout the whole of the particular area the Government officials of the Contracting States responsible for the supervision over and control of navigation and fisheries, as well as their luggage.

Article 6.

The conditions governing the construction of vessels and their gear, and the provisions relating to navigation shall be embodied in International Regulations established by common agreement between the two States and annexed to the present Convention.

Article 7.

A navigation permit shall be issued to every form of craft by the competent authority of the State in which the vessel has its port of register on the lake.

In the case of vessels plying in the service of the public, this permit shall be a document of the type annexed to the International Regulations mentioned in Article 6.

In the case of private vessels the said permit shall be granted in accordance with the provisions in force in each of the Contracting States.

Article 8.

New vessels and those not hitherto possessing a navigation permit shall be subject to a visit of inspection followed by stability and running tests.

A report on the inspection and tests shall be drawn up in accordance with the provisions of the Regulations annexed.

Article 9.

The Swiss and Italian authorities shall ascertain by the periodical inspection of all vessels to which they have granted navigation permits that the vessels in question are maintained in a condition which fulfils the necessary requirements for the safety of the transport service in which they are employed.

Article 10.

An application for a new navigation permit shall be submitted if the vessel has undergone in her main parts structural alterations of a kind likely to influence her maximum load or to react unfavourably on her stability or running powers, or if the vessel is transferred to another lake.

Every change of ownership shall be recorded on the navigation permit.

Article 11.

The navigation permits and the reports on the periodical visits of inspection issued by one of the Contracting States shall be valid in the waters of the other State. These documents shall always be kept on board.

In the case of the withdrawal of a permit the Government which issued it shall notify the other Government within a maximum period of one month.

Article 12.

The competent authority which issues the navigation permits shall decide in any particular case whether the provisions of the Regulations annexed hereto on construction and gear shall apply to vessels actually in service at the date when the present Convention enters into force.

Article 13.

The authorities of the Contracting States shall be responsible for the supervision of the vessels' crews and shall verify their qualifications by means of appropriate examinations.

Every master or navigator of a vessel propelled by steam, motor or sail shall be required to hold a navigation certificate issued by the competent authority of one of the Contracting States.

The provisions regarding the granting or withdrawal of the certificates are laid down in the annexed Regulations.

Article 14.

The Contracting States shall establish their own regulations relating to the inspection and trial of vessels and to the supervision of crews.

They further undertake to regulate by internal legislation the lighting at night of all dangerous points in the vicinity of ports and landing stages, or on the routes usually taken by vessels plying in the service of the public.

The two Contracting States shall notify each other of these regulations and provisions and of any subsequent modifications thereof and also of any regulations they may draw up regarding the policing of harbours and roadsteads situated in their respective territories.

These regulations and provisions shall not contain clauses which are contrary to the Regulations annexed hereto.

Article 15.

The two Contracting States, recognising the importance of keeping navigation open beneath the Melide Bridge and in the Lavena Straits, undertake to continue negotiations concerning the work to be carried out to regularise the level of Lake Lugano.

Article 16.

The Contracting States undertake to organise the Customs and passport services in such a way as to facilitate the punctual operation of the public navigation services.

Article 17.

The provisions of the laws and regulations relating to the Customs service of the two States shall apply to vessels of all kinds and to their crews, subject to any exceptions and special facilities which may be allowed under special agreements concluded between the Customs authorities concerned and shipping undertakings holding concessions.

Article 18.

In order to take into account the special conditions obtaining in the portions of Lake Lugano situated between the Italian and Swiss shores, the two States agree that within these portions vessels may only be stopped or visited by the respective Customs Officers at a distance not exceeding 150 metres from either shore, except in the Bay of Lavena where this distance is reduced to 100 metres.

In the Lavena Straits, the visit shall only be effected on land.

The Contracting States shall ensure that fishing is interfered with as little as possible by the Customs Service.

Article 19.

Should a dispute arise between the two Contracting States with regard to the interpretation or the application of the present Convention or of the annexed Regulations, and should it not be possible to settle this dispute by diplomatic negotiations, it shall be submitted to an Arbitral Tribunal.

This Tribunal shall be composed of one representative nominated by the Italian Government, one representative nominated by the Swiss Government and three members who shall not be nationals of the Contracting States nor have their domicile on the territory of the said States or be in their service. The Contracting Parties shall nominate these three members by common agreement and shall select one of their number to be the President of the Arbitral Tribunal.

Failing the constitution of an Arbitral Tribunal by agreement between the Parties, the three members who are not nationals of either Party shall, within a period of two months from the date on which one of the Parties has notified the other of the name of its representative, be elected by applying the provisions of Article 45, paragraphs 4, 5 and 6 of the Hague Convention for the Pacific Settlement of International Disputes.

Instead of submitting the dispute to the procedure of arbitration provided for above, the Contracting Parties may agree to submit it to the Permanent Court of International Justice at The Hague, to be heard and determined by summary procedure as provided by Article 29 of the Statute of the Court or else, at the request of one of the Parties, before the Permanent Court in full session.

Article 20.

The present Convention shall be ratified and the ratifications exchanged at Berne as soon as possible.

It shall enter into force three months after the exchange of the ratifications and shall remain in force for one year from the date on which it shall have been denounced by one or other of the Contracting States.

The International Regulations annexed hereto shall apply from the date of the entry into force of the Convention. They may be amended at any time by common agreement between the Contracting States without the necessity of denouncing the Convention.

In faith whereof the Delegates have signed the present Convention and the International Regulations annexed thereto in two texts, French and Italian, on the understanding that in cases of divergency the French text shall be authentic.

Done in duplicate, at Lugano, on the twenty-second of October, one thousand nine hundred and twenty-three.

(Signatures)

E. ACTON.
Antonio CRISPO.
BOSIO.
Luigi STOPPA.
G. FERRARIS.
CAPIALBI
Ing. C. ABATE.
C. NAGEL.

(Signatures)

HEROLD.
TARCHINI.
J. Fred. STALDER.
H. WYLEMANN.
L. RUSCA.
S. VELADINI.

ANNEX.

INTERNATIONAL REGULATIONS

annexed to the

CONVENTION OF OCTOBER 22, 1923, BETWEEN ITALY AND SWITZERLAND REGARDING NAVIGATION ON LAKES MAGGIORE AND LUGANO.

Remarks.

For the purposes of these Regulations :

The term " vessel " shall denote any craft conveying persons or goods, whatever its type and tonnage ;

The term " steamer " shall denote any mechanically propelled craft, whatever its motive power ;

The term " steam vessel " shall denote more especially a mechanically propelled vessel driven by steam ;

The term " motor-boat " shall denote a mechanically propelled vessel driven by any engine other than a steam engine ;

The term " sailing vessel " shall denote any kind of craft provided with sails.

CHAPTER I.

NAVIGATION PERMITS.

Article 1.

1. The navigation permit provided for in Article 7 of the Convention shall be granted after inspection of the vessel.

2. A report shall be drawn up on the basis of this inspection stating formally that the vessel fulfils all the conditions laid down in the present Regulations.

CHAPTER II.

CONSTRUCTION OF VESSELS.

A. THE HULL.

Article 2.

Hulls shall be constructed of sound materials according to the recognised principles of naval construction, and be so maintained as to comply with all the necessary requirements regarding strength and safety.

Article 3.

1. The draught of the vessel when fully loaded shall be indicated on the sides of the hull, either by means of conspicuous metal plates or by graduated scales.

2. In the case of vessels having apertures in the sides (scuttles, port holes, etc.) the amount of freeboard when the vessel is fully loaded shall be measured from the lowest point of these apertures ; on vessels without such apertures it shall be measured from the upper edge of the hull to the waterline, when fully loaded ; in small undecked vessels, from the upper edge of the gunwall or wash-board, provided the latter forms a water-tight margin all round the vessel.

3. The freeboard thus measured shall have a minimum of :

(a) 40 cms. for decked vessels ; this may be reduced to 30 cms. for vessels carrying passengers, provided the displacement when fully loaded does not exceed 40 metric tons ; in the case of vessels carrying goods, 80 metric tons.

(b) 50 cms. for undecked vessels ; this may be reduced to 40 cms. for vessels carrying passengers, provided the displacement when fully loaded does not exceed 10 metric tons ; in the case of vessels carrying goods : 20 metric tons.

4. Sailing and rowing boats shall not be subject to the provisions of the present Article.

Article 4.

The thickness of the iron or steel hulls must fulfil the requirements of the country responsible for the supervision of the vessel.

Article 5.

1. Passenger vessels with iron or steel hulls having a displacement when laden exceeding twenty-five metric tons shall be divided along their length into at least four compartments by three

iron transversal watertight bulkheads, one placed forward at a distance from the stem corresponding to from 1/8th to 1/14th of the total length of the vessel, the two others at either end of the engine-room. These bulkheads, the number of which may be increased according to the size of the vessel, shall have at their lower extremity an opening for the escape of water capable, when required, of being hermetically closed from the deck or from the floor of the compartment immediately above. No opening ,apart from that above indicated, may be made in the forward bulkhead, and if one of the other bulk-heads is pierced by a door, the latter must be capable of being closed from the bridge by means of an appropriate mechanism.

2. In screw-vessels the after bulk-head must be watertight where perforated by the propeller shaft.

3. Similarly, the apertures in the bulk-head for the passage of pipes or of the steering-gear must be water-tight.

4. The transversal bulk-heads must be sufficiently strong to withstand a pressure of water.

5. In each compartment the floor must be capable of being readily removed along a width of sixty centimetres and along two-thirds of its length at least.

Article 6.

When the rudder is controlled by means of a wheel, the vessel must turn in the same direction as the upper part of the said wheel. In case of necessity the rudder must moreover be capable of being controlled by means of a tiller.

Article 7.

Every vessel whose displacement when laden exceeds 50 tons shall have her steering whee above the middle or forward portion of the vessel.

Article 8.

The decks of passenger vessels, with the exception of vessels used for sport, must be provided with a taff-sail at least 90 centimetres high. In order to avoid accidents, the openings allowing communication between the decks and the compartments below deck and also the deck and engine room sky-lights, must be provided with rails of the same or with gratings.

Article 9.

The name or number under which the vessel is entered on the navigation permit shall be marked in conspicuous characters at least 8 centimetres high on each side of the hull.

Article 10.

1. Paddle steamers must have an iron guard fixed beneath the paddle boxes at a maximum distance of 40 centimetres above the waterline when unladen.

2. Safety exits must be provided for the cabins below the main deck and also the engine room and stoke-hold ; in the case of the last two, however, only when they are separate and when hands are stationed between a transversal bulk-head and the boilers or engines.

3. These exits must open on to the main or upper deck and be easy of access. Their covers must be easily removable and, on the deck side they must be surrounded by a rail opening laterally.

4. The rectangular openings provided as emergency exits must be at least 50 × 60 centimetres in size and circular openings at least 50 centimetres in diameter.

5. If circumstances so require, the competent authorities of either State may grant exceptions to the provisions of the present Article.

Article 11.

Passenger vessels whose capacity exceeds 60 persons must be decked.

B. Boilers, Engines and auxiliary Machinery.

Article 12.

Boilers and engines shall be so maintained as to fulfil all the necessary requirements in respect of strength and safety.

Article 13.

Boilers shall be periodically inspected in accordance with the regulations of the Government responsible for the supervision of the vessel.

Article 14.

1. Every boiler shall be provided with the following apparatus :

(a) Two safety valves operating immediately normal pressure is reached. Each safety valve must be adequate to maintain by itself (after blowing off steam, if necessary, and irrespective of the degree of heat of the furnace) a head of steam not exceeding the normal pressure ;

(b) Two water-gauges, one of which at least is to be of the usual glass type. A conspicuous line or index on the side of the latter should indicate the minimum level of water in the boiler ;

(c) A steam pressure-gauge with cock and control lever clearly visible in the stoke-hold. The gauge must be provided with a mark showing the maximum working pressure allowed. If this gauge is not visible from the deck, another identical gauge for each boiler or group of boilers shall be placed on deck or in a position clearly visible from the deck.

2. Every partition of which one surface is in contact with the fire shall be kept wet on its opposite surface. When there is a fire under the boiler the water level shall invariably be maintained at a height of at least 10 cm. above the point at which the condition mentioned above would no longer be fulfilled. This minimum position is shown by the index mentioned in clause b) in the first paragraph. When the vessel is rolling, the average of the observed heights shall be taken as the actual height.

3. The provisions of the present Article shall not apply to steam superheaters distinct from the boiler.

Article 15.

1. Each boiler, or group of boilers must be fed by two independent systems, each adequate to supply the maximum water requirements.

2. One of these systems must be independent of the working of the engines.

3. A non-return valve must be placed at the junction of each feed pipe with the boiler.

4. Feed pipes must also be independent and be so arranged as to allow of simultaneous employment of the two systems.

5. If the vessel possesses several boilers, the feed must de direct to each, even when lower portions of the boilers are in communication.

Article 16.

1. All steam pipes must be provided where leaving the boiler with a screw valve enabling steam to be shut off completely. These valves must be capable of being worked from the deck, but must be out of reach of the public.

2. Pipes, valves and cocks opening on the outside must be fixed to the plating by means of flanges. Pipes of less than 50 mm. internal diameter opening above the line of free board shall be exempt from this provision. Pipes opening below the water line when the vessel is laden must terminate in a cock fixed to the hull.

Article 17.

1. The engines of steamers shall be provided with the following apparatus for removing water from the bilges :

(a) A bilge pump driven by the engine ;

(b) A pipe with cock allowing the bilge to be connected up with the condenser, so constituting a bilge pump ;

(c) A hand pump, fixed in the engine room, for filling the boilers, but capable with the help of special piping of serving as a bilge pump, or fire engine ;

(d) A bilge ejector of adequate dimensions with suction pipes opening into the various compartments of the hull.

Article 18.

Electrical machinery must conform to the provisions in force in each country regarding the construction and maintenance of high and low voltage electrical machinery.

Article 19.

Motor vessels shall be subject to the provisions of the preceding Articles, wherever applicable, and also to the following special provisions :

(a) The engine must be constructed with variable speed gear and reverse ;

(b) Engines using highly inflammable material, such as benzine, must be provided with electrical ignition ;

(c) On motor lighters when, in exceptional cases, these carry passengers, the public shall only be allowed to stand near the engine or engine-room provided the engine is completely covered over ;

(d) Poor-gas generators may only be fitted to iron vessels and to wooden vessels specially constructed for the purpose ; if possible, the generator must be placed in a well-ventilated position at a distance from the engine ;

(e) The fuel-tanks must be absolutely water-tight and constructed so as to give complete security from fire. They must be placed as far as possible from the engine, preferably on the fore-deck, and be easy of access ;

(f) The engine feed-pipes where they emerge from the tanks must be provided with valves or cocks ;

(g) The fuel supply-piping which remains open while the engine is working must be easy of access in all weather ;

(h) The supply-pipes and tanks must be capable of withstanding a pressure of at least two atmospheres. Soldered or lap joints shall not be permitted ;

(i) There must be an arrangement which may be operated at a distance to prevent the access of fuel to the engine ;

(k) The exhaust-pipes of internal combustion engines must be provided with efficient silencers, opening above board in such a way that the noise of the engine shall not prevent sound signals from being heard. These pipes must be insulated and if in contact with wooden parts of the vessel must be effectively cooled ;

(l) All motor vessels must be provided with a hand-pump for removing water from the bilges. Vessels whose displacement when laden exceeds 15 metric tons must be provided with a second pump driven by the engine.

CHAPTER III.

GEAR AND FITTINGS.

Article 20.

1. The following fittings , in permanently good condition, shall be carried by vessels whose displacement when laden exceeds 50 metric tons :

(a) A boat of adequate size slung so as to permit of rapid launching and carrying at least two pairs of oars, a boat-hook and a life-buoy. This boat may be constructed of wood or iron and must be provided with air tanks or similar arrangements capable of keeping it afloat when full of water. A vessel whose displacement when laden exceeds 175 metric tons shall carry two boats ;

(b) At least one anchor with sufficient length of chain or cable, so placed as to allow it to be dropped readily and speedily ;

(c) A capstan ;

(d) A signal bell fixed in the bows ;

On steamers a steam whistle and fog horn. The former must be audible at two kilometres and the latter at 500 metres at least ;

(e) The following sound signalling apparatus :

On motor vessels whose maximum speed exceeds 15 kilometres per hour, an apparatus worked by compressed air (whistle, siren or horn) audible at a distance of at least two kilometres ; on motor vessels of lesser speed an ordiary fog-horn shall suffice ;

(f) A compass of suitable size, with a card of adequate diameter graduated from 0° to 360°. The compass must be housed in a suitable binnacle and be capable of being illuminated at night. The compass must be accompanied by a compass book containing particulars of the different routes which may be taken by the vessel ;

(g) Speaking tubes for transmitting orders from the captain and helmsman to the engineer ;

(h) Regulation position lights, in accordance with the provisions in Chapter 5 of the present Regulations ;

(i) A portable ladder suitable for use over the side of the vessel ;

(k) Two boathooks of adequate size ;

(l) Rope for working the vessel ;

(m) Lifebuoys : one for small boats carrying not more than ten persons, 2 for boats carrying from 10 to 50 persons, and a proportionate number for larger boats.

At least double the number of life-belts.

This apparel must be distributed over the vessel in conspicuous places and within reach of the passengers ;

(n) A first-aid chest accompanied by special instructions on the use of medicines and on methods of restoring life in cases of drowning ;

(o) Distress signals, viz., a special flag (red) for use by day and red and green Bengal lights for use by night ;

(p) Sandbags and planks for stopping leaks ;

(q) A tarpaulin normally used for covering cargo, but capable of being applied to the outside of the hull to stop a leak inaccessible from within.

(r) An adequate number of tables and movable benches. They shall be placed on deck and be capable of supporting passengers in case of shipwerck ;

(s) The necessary equipment for combating an outbreak of fire on board.

2. For steamers whose displacement when laden does not exceed fifty metric tons, the fittings decsribed under *(a)*, *(c)*, *(d)*, *(i)*, *(q)* and *(r)* in the first paragraph shall not be required. These vessels however shall carry at least four oars.

3. Motor vessels shall carry instructions regarding the working and upkeep of the engine ; these instructions shall be posted up in the neighbourhood of the engine.

4. For sailing vessels whose displacement when laden exceeds fifty metric tons, the fittings under *(d)*, *(g)*, *(i)*, *(p)*, *(r)* and *(s)* in the first paragraph shall not be required. As a sound signal they shall carry a fog-horn.

5. Sailing vessels of fifty tons displacement or less and rowing boats shall be provided with a fog-horn or boatswain's whistle, a sufficient number of oars and also a bailer. They shall also carry the lights prescribed in Chapter V.

Article 21.

1. All compartments of a passenger vessel shall be provided with lights in constant readiness for use. Vessels fitted with electric light shall be provided with adequate emergency lights.

2. When petroleum is used for lighting, the lamps must be firmly fixed to the walls or hung from the ceiling, even when not burning. The use of petroleum is forbidden for portable table or deck lamps, except in the case of safety lamps. The amount of petroleum on board may not exceed ten litres and must be stored in a perfectly safe metal receptacle at a distance from any fire.

3. As regards acetelyne lighting the apparatus and supply pipes must conform to the regulations in force in each country. The vessel shall be provided with adequate emergency lights.

4. The receptacles of oil or paraffin lamps must be of metal.

Article 22.

The engine-room shall contain all tools, spare parts and materials required for the upkeep of the engine and boilers and also for urgent repairs in cases of accident.

Article 23.

Crews must know the use of each piece of life-saving apparatus and be able to apply it.

CHAPTER IV.

PERSONNEL. — NAVIGATION CERTIFICATES. — SERVICES. — TIME-TABLES. — COMPLAINTS. — POLICE.

Article 24.

1. The crew of a steamer shall include the following officers :

(a) A captain or navigator in charge of the vessel with authority over all hands. He is responsible for the vessel ;

(b) A helmsman who steers the vessel and who is responsible for it when this duty is not discharged by the captain or navigator ;

(c) An adequate number of deck hands, one of whom should be capable of taking the wheel.

The number of deck hands shall be indicated in the Navigation Permit.

(d) An engineer and, if necessary, a second-engineer and the stokers required for tending the engine. The second-engineer or one of the stokers shall, if necessary, be able to take the place of the engineer.

2. For vessels of small displacement (the limits shall be fixed by the national regulations of each Contracting State) the work of the captain or navigator and of the helmsman may be discharged by one and the same person, provided the position and fittings of the captain's post so allow.

3. For small motor vessels of various kinds the work of helmsman and engineer may be performed by a single person.

4. The same member of the crew may not both steer and collect fares.

5. The duties of captain or navigator, of helmsman and of engineer shall, in accordance with the provisions of the special regulations of each Contracting State, only be entrusted to persons whose qualifications have been established by examination or past service in a similar capacity.

Article 25.

1. The navigation certificate provided for in Article 13 of the Convention shall only be accorded on production of documentary evidence of an adequate period of service on a vessel of a similar kind to that for which the certificate is required, after examination, or on the basis of previously acquired certificates establishing the qualifications of the candidate.

2. The certificate shall be non-transferable and shall be withdrawn by the competent authority in case of abuse or infringement by the holder of the provisions of the Convention, of the present Regulations or of the internal regulations of the Contracting States, if the infringement is such as to constitute a danger to navigation. The certificate shall also be withdrawn when, in consequence of age or infirmity or for other reasons, the holder is no longer competent to be in charge of a vessel.

3. No certificate shall be required in the case of persons in charge of small sailing-vessels and vessels propelled by a motor of less than 3 H. P., or of motor or sailing boats used only from time to time for sport.

4. Such additional rules as may be necessary shall be laid down in the internal regulations of each Contracting State.

Article 26.

1. Every member of a vessel's crew must be competent to discharge the duties entrusted to him.

2. Every person authorised to exercise his calling on the strengh of a certificate of competency shall carry the certificate on his person, and shall produce it when requested by the officials of the competent authority of either riparian country.

Article 27.

From the date of entry into force of the present regulations, no person shall be engaged as a member of crew unless he can swim well.

Article 28,

Except in cases of absolute necessity, vessels plying in the service of the public shall keep precisely to their respective time-tables and shall not deviate from their customary route.

Article 29.

It is absolutely forbidden to load vessels beyond the maximum load line indicated in the navigation permit and, in particular, to convey in passenger vessels a number of passengers in excess of that authorised.

Article 30.

1. Captains or persons navigating vessels plying in the service of the public may refuse to accept persons who are in a state of inebriety, or who act in a disorderly manner. They may set down at the next stopping place passengers who provoke quarrels on board, use offensive language or conduct themselves in a disorderly manner.

2. Captains or navigators may not accept on board persons suspected of cholera or plague. If informed of the presence of such persons only after sailing, they shall land them at the next stopping place and advise the competent authorities. In such cases, the necessary sanitary measures shall be effected on board the vessel.

3. Captains and navigators of vessels plying in the service of the public shall prepare a sworn statement of any infringements of the present Regulations or of the internal regulations of either country regarding navigation.

They shall forward their statements to the competent authority of the State in which the infringement occurred.

Article 31.

A register with numbered pages for entering complaints by passengers shall be carried by every vessel plying in the service of the public. This register shall be produced whenever required. The captain or navigator may also enter therein his own observations or facts which he may deem it important to have attested by passengers. The management must reply, as soon as possible, in writing, to the remarks entered in the register.

Article 32.

1. On every vessel plying in the service of the public there shall be displayed in a position accessible to all passengers :

(a) A time-table and list of fares ;
(b) An extract from the present Regulations containing Articles 28, 29, 30 and 31 ;
(c) The number of passengers which the vessel may carry ;
(d) A notice regarding the existence on board of the register for complaints.

2. A copy of the present regulations and also of the internal regulations of both Contracting States shall always be kept on board.

CHAPTER V.

LIGHTS. — RULES FOR PREVENTING COLLISIONS. — FOG SIGNALS.

I. GENERAL PROVISIONS.

Article 33.

1. In the following provisions any sailing vessel which, though equipped with a motor, is proceeding solely under canvas shall be regarded as a sailing-vessel. If she is using her motor, she shall be regarded as a mechanically-propelled vessel, whether she is employing canvas or not.

2. A vessel with sails set shall be regarded as a sailing vessel, even if at the same time she is using her oars.

3. For purposes of the present regulation, a vessel shall be regarded as under way when not at anchor or in any manner prevented from moving.

II. LIGHTS.

Article 34.

1. The provisions regarding lights — see table of position lights annexed to the present Regulations — shall be observed at all times from sunset to sunrise. Within such period it shall be forbidden to use other lights which may be confused with the regulation lights.

2l The word " visible " used in the following provisions relating to lights means " visible on a dark night in clear atmosphere ".

A. Vessels under way.

Article 35.

Every vessel under way at night shall carry the following lights :

1. *Steamers* :

(a) In the bows, at a height of at least 2 metres above the main-deck, a brilliant white light, so installed and placed as to show an unbroken light over an arc of the horizon of 225°, *i.e.*, 112.5° on either side of a line parallel to the long axis of the vessel ;

(b) On the starboard side, a green light so installed and fixed as to throw a uniform and unbroken light right ahead and outwards over an arc of the horizon of 112.5°, measured from a line parallel to the long axis of the vessel ;

(c) On the port side, a red light so constructed and fixed as to throw a uniform unbroken light right ahead and outwards over an arc of the horizon of 112.5°, measured from a line parallel to the long axis of the vessel ;

(d) In the stern, a white light illuminating the stern of the vessel and casting aft a uniform light over an arc of the horizon of 135°.

The side-lights are to be so fixed as to indicate as far as possible the greatest width of the vessel and shall be so disposed as to run no risk of being masked by objects or persons. Further, these two lights shall be provided on the inner side with a screen parallel to the long axis of the vessel, and extending forwards in such a way that their light shall fall solely within the limits of the arc of the horizon as prescribed and shall not be visible from the bows to an observer situated on the opposite side of the vessel.

On steamers whose displacement when laden does not exceed 10 metric tons, the lights provided for under *(b)* and *(c)* may be placed side by side along the long axis of the vessel.

2. *Sailing vessels :*

As for steamers, except for the white light forward, which is never to be carried.

3. *Rowing-boats :*

Rowing-boats shall carry a white light placed forward and visible all round.

4. *Tugs :*

A steamer when towing another vessel shall, in addition to her usual lights, carry a second white light forward placed vertically above the other at a distance of at least one metre. Where the tug is towing more than one vessel and the total length of the convoy exceeds 150 metres, she shall carry a third white light above or below the two others.

Each of these lights shall have the same intensity and be placed in the same manner as the white light mentioned under *a)* of the first paragraph.

5. *Towed vessels :*

Every towed vessel shall carry at a suitable height a white light visible all round.

B. Vessels stopped aground, or at anchor.

Article 36.

1. Vessels of every kind and tonnage at anchor or at moorings in the open lake shall carry a brilliant white light visible all round.

2. Fishing vessels moored near their nets when fishing shall always have a light and at hand a white flare to be shown in time to prevent collisions.

Article 37.

1. Every vessel aground or not under control shall carry at night a white light visible all round. By day steamers shall hoist a white flag, sailing vessels shall take in sail, and rowing boats hoist one or more oars.

2. The lights and signals mentioned in this Article shall be interpreted by other vessels as meaning that the vessel displaying them cannot steer so as to avoid them.

Article 38.

Vessels carrying cargo which are moored at night, bows landwards, in the neighbourhood of a landing stage, shall carry aft a white light visible all round.

Article 39.

Rafts shall carry at night at each of the four extremities a white light visible all round to a distance of at least two kilometres.

Article 40.

The lights described in Article 35 must be visible at the following distances :

In the case of steamers with a speed of more than 15 kilometres per hour :
The forward light and side-lights at 3 km ;
The stern light at 1 km.
For steamers with a speed of 15 km. or less :
The forward light and side-lights at 2 km. ;
The stern light at 1 km. ;
For sailing vessels :
The side-lights at 2 km. ;
The stern light at 1 km.
For rowing-boats and towed vessels, at 2 km.

C. Buoys and Beacons marking obstacles.

Article 41.

Buoys and beacons in open waters or in the neighbourhood of landing-stages marking channels or dangerous points shall be illuminated at night by means of a green light.

Article 42.

Nets set in open waters, and in general all fishing gear whether fixed or floating shall be marked by means of buoys painted white and illuminated at night by a white light visible all round.

III. Rules for avoiding Collision.

Article 43.

1. When there is any risk of collision, the position of the approaching vessel should, if circumstances permit, be kept under constant observation.

2. If no appreciable change takes place in the relative positions of the vessels, it may be assumed that there is risk of collision, and the navigator should steer accordingly.

3. The sound signals to be employed by vessels in mist, fog or snowstorm, or for communicating intentions shall be those given in the list of signals annexed to the present Regulations.

Article 44.

1. When a steamer desires to stop at a landing-stage, she shall announce her approach by ringing her bell or by sounding a prolonged blast. The departure of the vessel shall be announced by a prolonged blast.

2. Motor-boats shall make these signals with a whistle or fog-horn.

Article 45.

1. When two steamers proceeding on the same course or approximately the same course, but in opposite directions, are about to cross, each shall steer to the starboard allowing the other to pass on the port side.

The distance between the two steamers at the moment of crossing must be at least five times the width of the larger vessel. A few minutes before crossing, each steamer shall give a short blast. Upon this signal, which is intended as a warning to the crew, every member of the crew shall go to his post and remain there until the steamers have crossed.

2. There shall be no exception to the present Article except in cases of absolute necessity, where, for instance, one of the steamers is unable to steer to starboard owing to the proximity of the shore, boats with nets out, etc.

In such cases the steamer shall slacken speed, and if necessary, stop her engines ; the other shall steer so as to avoid her. The vessel unable to steer clear shall notify the other by the alarm signal prescribed (repeated short blasts on whistle or fog-horn).

Article 46.

If the crossing takes place in the neighbourhood of a landing stage the distance may be reduced to two vessels' widths ; in such cases the two vessels shall slacken speed and shall not resume their normal speed until the vessels have crossed.

Article 47.

A steamer under way meeting on her course any other vessel shall communicate her intentions by means of the following signals :

One short blast : am coming starboard of you ;
Two short blasts : am coming port of you ;
Three short blasts : am reversing ;
Two long blasts : am continuing my course.

Article 48.

When two steamers steering a course at right angles to one another, or approximately so, are about to cross in such a way as to involve risk of collision, the vessel which has the other on her own starboard side shall keep out of the way of the other, either by steering to starboard in order to pass astern, if the shore or other obstacles do not prevent this, or by stopping, or reversing. The vessel shall announce her intention by giving the prescribed signal.

The other vessel shall keep her course.

Article 49.

1. When a vessel perceives that another vessel is approaching and that danger exists, the former shall at once give the alarm signal by means of whiste or foghorn. (See Annex A.). This alarm signal shall at once be repeated by the other vessel.

2. If both are steamers, one shall stop immediately and if necessary reverse after giving the prescribed signal.

3. If one is a steam vessel and the other a sailing-vessel or rowing boat, the steamer shall keep out of the way of the sailing vessel or rowing boat by stopping her engine or if necessary reversing.

Article 50.

When a steamer intends to overtake and pass another vessel on the same course, she shall give timely notice of her intention by means of the following signal :

One long one short and one long blast in succession.
The other vessel shall keep her course.

Article 51.

1. Any steamer encountering a vessel unable to move freely (vessel at anchor pulling out or taking in nets, sailing boat becalmed, tug) shall steer so as to avoid her.

2. In all cases a steamer shall keep well clear of undecked vessels with full cargo and heavily-laden boats.

3. If necessary, the steamer shall slacken speed or stop in order to obviate danger from her wash.

Article 52.

1. When a vessel is in distress and requires assistance from other vessels or from land, she shall make use of the following signals, either alternately or together :

By day, fly a square red flag and give at short intervals prolonged blasts of whistle or foghorn or strokes of bell (see Annex A.).

By night, in addition to the sound signals indicated above, show Bengal lights in rapid succession (see Article 20, *(o)*).

2. Vessels proceeding to the assistance of a vessel in distress shall reply to the distress signal by the alarm signal.

Article 53.

No vessel may approach a steamer under way, whether to place itself in her wake or to communicate with her, except in case of urgent necessity ; in the latter case, the vessel shall previously attract the attention of the steamer by means of the alarm signal.

Article 54.

1. No vessel may take up her position on the course regularly followed by steamers plying in the service of the public at the times when the latter are due to pass.

This provision must be strictly observed at night, in fog or snow, and at the entrance to or within harbours and in the neighbourhood of landing stages.

2. On hearing the alarm signal given by a vessel in the regular service of the public, private vessels shall stand off the latter's course or, if necessary, stop and wait for her to pass.

3. Fishermen are forbidden to set their nets on the course regularly followed by the above-mentioned steamers, or in the neighbourhood of landing stages.

Article 55.

When two sailing vessels are approaching one another, so as to involve risk of collision, one of them shall keep out of the way of the other, as follows :

(a) A vessel which is running free, shall keep out of the way of a vessel which is close hauled ;

(b) A vessel which is clause hauled on the port tack shall keep out of the way of a vessel which is close hauled on the starboard tack ;

(c) When both are running free, with the wind on different sides, the vessel which has the wind on the port side, shall keep out of the way of the other ;

(d) When both are running free with the wind on the same side, the vessel which is to windward shall keep out of the way of the vessel which is to leeward.

(e) A vessel which has the wind aft shall keep out of the way of the other vessel.

Article 56.

1. The vessel which has priority shall keep her course and speed.

2. If, on account of fog or other causes, two vessels are so close that a collision cannot be avoided by the sole action of the vessel required to give way, the other vessel shall also steer in order to avoid a collisson.

Article 57.

Every vessel which, in accordance with the provisions of the present Regulations, is to keep out of the way of another vessel shall, if the circumstances of the case admit, avoid crossing ahead of the other.

Article 58.

1. For passage beneath the Melide and Bissone Bridges the Swiss Regulations shall apply.

2. In the Lavena Straits, vessels proceeding to Ponte Tresa shall have priority over those coming from that direction, but private vessels shall always keep out the way of steamers plying in the service of the public.

IV. Fog Signals.

A. Vessels under way.

Article 59.

Every vessel proceeding in fog, mist or snow shall give the following signals at intervals of one minute :

(a) Steamers proceeding at a speed of 15 km. per hour or more : 2 prolonged blasts ;

(b) Vessels proceeding at a speed of less than 15 km. per hour : one prolonged blast of whistle or foghorn ;

(c) Sailing vessels and rowing-boats : a long blast of foghorn or boatswain's whistle ;

(d) Tugs : one prolonged blast followed by 2 short blasts.

B. Vessels stopped, aground or at anchor.

Article 60.

Every vessel stopped, aground or at anchor in open waters in the atmospheric conditions stated in Article 59, and unable to steer so as to avoid another vessel approaching her, shall give by means of her signalling apparatus three long blasts at intervals of one minute.

C. General Rules.

Article 61.

1. Every vessel navigating in the weather conditions mentioned in Article 59 shall observe all the necessary precautions and shall take into consideration the particular circumstances at the moment.

2. Every steamer hearing fog signals from another vessel which it cannot locate, must as far as circumstances allow, stop her engines in order that the signals may become more audible ; she shall then proceed cautiously until there is no further risk of collision.

Article 62.

1. In the atmospheric conditions mentioned in Article 59, steamers plying in the public service shall cross preferably at ports or landing-stages. In consequence, shipping companies are required to determine crossing stations for the various time-tables.

2. If in consequence of exceptional circumstances crossings cannot be effected at ports or landing-stages, the following provisions shall be observed :

When a steamer reaches a spot where, according to the time-table, two steamers should cross, she should take the strictest precautions, by slowing down or if necessary stopping the engine, in order to hear better.

After locating the position of the other steamer and ascertaining that she will pass at a sufficient distance, she shall give the regulation crossing signal (See Article 47), and keep to her course.

If the two steamers seem to be converging, the engines shall be stopped immediately and shall not be restarted until the relative position of the two steamers has been ascertained precisely.

Article 63.

By night and also in the atmospheric conditions mentioned in Article 59, the captain or navigator of a vessel shall place a look-out man on deck, and post deck and engine hands so as to ensure a proper look-out.

Article 64.

Shipping companies may supplement the above rules by special instructions (to cover special circumstances). These instructions shall in no case contain provisions contrary to those of the present regulations.

CHAPTER VI:

PORTS AND LANDING STAGES.

Article 65.

1. At night every public landing-stage must be lit at its extremity by a conspicuous beacon illuminating the landing-place and casting towards the lake a red light visible for at least two kilometres.

2. This beacon shall be lit from sunset to an hour fixed by the competent authority of the particular State.

3. There shall be no lights in the neighbourhood of the landing-stage liable to cause confusion to navigation.

Article 66.

Every landing stage shall be provided with a special apparatus for emitting sound signals in foggy weather (see list of signals).

This apparatus must be used for some time previous to the arrival of a vessel plying in the service of the public up to the time she lies alongside.

Article 67.

The two Contracting States shall take the necessary steps to maintain a clear channel in the neighbourhood of landing-stages for steamers plying in the service of the public.

Article 68.

In the interests of fishing, steam vessels are forbidden to discharge clinker at a distance from the shore where the depth is less than 50 metres.

CHAPTER VII.

REGATTAS.

Article 69.

No regatta shall be held without the permission of the competent authority. In organising such regattas care shall be taken to ensure that there shall be no interference with vessels plying in the service of the public.

CHAPTER VIII.

PENALTIES.

Article 70.

Any infringement of the present Regulations may form the subject of a complaint or charge brought before the local authorities in the area where the infringement occurs.

The penalties for infringements shall be those in force in the respective States.

CHAPTER IX.

FINAL PROVISIONS.

Article 71.

Owners of steamers run for profit and persons hiring out boats shall, within the limits of the provisions of the respective States, insure against civil risks.

Article 72.

Where vessels have their port of register in one of the Contracting States and navigate or are normally stationed in the waters of the other State, the competent authorities of the State which has granted the navigation permit shall be at liberty to delegate their powers of supervision and control, provided for in these Regulations, to the competent authorities of the other State.

Article 73.

The provisions of either State and of the local authorities shall apply in all circumstances not covered by the present international Regulations, provided they are not contrary to the provisions of the present Regulations.

Done at Lugano, October 22, 1923.

(Signatures)

E. ACTON.
Antonio CRISPO.
BOSIO.
Luigi STOPPA.
G. FERRARIS.
CAPIALBI.
Ing. C. ABATE.
C. NAGEL.

(Signatures)

HEROLD.
TARCHINI.
J. Fréd. STALDER.
H. WYLEMANN.
L. RUSCA.
S. VELADINI.

ANNEX A.

LIST OF SIGNALS

No. of signal	Signals	How made		Art. of reg.
	A.) Sound signals for navigation, alarm and distress signals.			
1	Arrival signal at landing-stage, steamers .	—	One stroke of bell or one long blast.	44
2	Departure signal	—	One long blast.	44
3	Signals communicating change of course :			
	Going to port	U	One short blast.	47
	Going to starboard	U U	Two short blasts.	
	Going astern	U U U	Three short blasts.	
	Continuing my course	— —	Two long blasts.	
4	Overtaking signal, to be given by a vessel wishing to overtake and pass another vessel	— U —	One long, one short, and one long blast in succession.	50
5	Alarm signal	U U U U U U U	Repeated short blasts of whistle or fog-horn.	45-49 52-53
6	Distress signal, requesting assistance. . .	— — — — — — —	Long blasts of whistle or fog-horn or strokes of bell at short intervals and, simultaneously or alternately : by day ; a red flag — by night : Bengal lights.	52
	B) Sound signals in mist, fog or snow.			
7	Steamers proceeding at 15 km. p.h. or more	— —	Two log blasts of whistle or fog-horn.	59
8	Steamers proceeding at less than 15 km.p.h.	—	A long blast of whistle or fog-horn.	59
9	Tugs under way	— U U	A long blast followed by two short blasts.	59
10	Sailing-vessels and rowing-boats under way.	—	A long blast of fog-horn or boatswain's whistle.	59
11	Vessels stopped, aground or at anchor . .	— — —	Three long blasts of whistle, siren, fog-horn, boatswain's whistle, or strokes of bell.	60
12	Ports and landing stages : Signal to be given by vessels at roadstead	— — — —	Four long blasts of fog-horn, or four strokes of bell.	66

Note : Motor-boats give signals with compressed air whistle or with fog-horn.

Every vessel signalled shall reply by the prescribed signal for the particular evolution which it intends to execute.

Signals Nos. 7-11 are to be repeated every minute, No. 12 every two minutes.

Making signals : Provisions regarding the duration of signals and the intervals between two sounds and between two successive signals :

Short blasts shall last one second ;

Long blasts shall last five seconds ;

The interval between two sounds shall be half a second ;

The interval between two successive signals shall be two seconds at least.

ANNEX B.

TABLE OF POSITION LIGHTS

Description of vessels	Vessels under way	Vessels at anchor	Vessels aground	Art. of reg.
1. Steamers.	White light in bows, side-lights red and green, a white light in the stern (On vessels whose displacement when laden does not exceed 10 metric tons, the side-lights may be placed on the long axis of the vessel, side by side.)	A white light visible all round	A white light visible all round	35 36 37
2. Sailing vessels.	Side-lights red and green and a white light in stern	Id. Id.	Id. Id.	35 36 37
3. Rowing boats.	A white light visible all round	Id.	Id.	35 36 37
4. Tugs	Forward two or three white lights superposed, side-lights red and green and the stern-light white	Id.	Id.	35 36 37
5. Vessels in tow	A white light visible all round	Id.	Id.	35 36 37
6. Log-rafts	Four white lights visible all round	Four white lights visible all round.	Four white lights visible all round.	39

Note : Fishing boats at moorings near nets shall always have lit and at hand a white flare for showing in time to prevent collisions. (Art. 36).

ANNEX C.

NAVIGATION PERMIT

FOR VESSELS PLYING IN THE SERVICE OF THE PUBLIC.

The .....
declares that the .....
named .....
registered at the port of ..... under No. .....
owned by ..... has been inspected as prescribed in the Convention between Italy and Switzerland regarding navigation on Lakes Maggiore and Lugano as indicated in Statement No. ..... of .....
in the keeping of .....
and may be employed for the conveyance of ..... on Lake .....

The displacement of the vessel is ..... unladen / ..... laden

The number of passengers authorised for the vessel is .....

The maximum cargo is ..... metric tons.

The water-line when laden is at the level of water-line on hull ..... lower margin of plates.

The free-board of the vessel when laden is .....
.....

The vessel is provided with a ..... engine or motor of ..... HP.

The vessel's crew, not including clerical staff, will include at least the following :

Captain or navigator ;
Helmsman ;
Assistant helmsman ;
Deck hand ;
Engineer ;
Second engineer ;
Stoker.

Short description of vessel .....
.....

How fitted out .....
.....

Any special remarks .....
.....

Change of ownership.....
.....

The present permit is valid as long as the vessel is in efficient working condition and as long as no important change has been effected in the construction or main parts.

Dated the ..... day of ..... 192....

N° 1522.

ALLEMAGNE ET POLOGNE

Accord concernant les formalités douanières et des passeports, ainsi que le trafic ferroviaire à Korzeniow (Kurzebrack), avec protocole final. Signés à Berlin, le 16 juin 1926.

GERMANY AND POLAND

Agreement regarding Customs and Passport Formalities and regarding Railway Traffic at Korzeniow (Kurzebrack), with Final Protocol. Signed at Berlin, June 16, 1926.

TEXTE POLONAIS. — POLISH TEXT.

Nº 1522. — POLSKO-NIEMIECKA UMOWA [1] W SPRAWIE OBOPÓLNEJ ODPRAWY CELNEJ I PASZPORTOWEJ ORAZ W SPRAWIE RUCHU KOLEJOWEGO W KORZENIOWIE. PODPISANA W BERLINIE DNIA 16 CZERWCA 1926 R.

Textes officiels allemand et polonais communiqués par le delégué de la République de Pologne à la Société des Nations. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 20 août 1927.

POLSKA i NIEMCY, w celu ułatwienia ruchu osobowego i towarowego przez granicę pod Korzeniowem, postanowiły zawrzeć umowę w sprawie obopólnej odprawy celnej i paszportowej oraz w sprawie ruchu kolejowego w Korzeniowie.

Mianowani w tym celu pełnomocnicy, mianowicie :

ZA POLSKĘ :

Pan Maciej KOCZOROWSKI i
Pan Dr. Zygmunt KLECHNIOWSKI,

ZA NIEMCY :

Pan Poseł Dr. Paul ECKARDT,

uzgodnili następujące postanowienia :

Artykuł 1.

1. W ruchu osobowym i towarowym przez linję celną pod Korzeniowem będzie wykonywana odprawa celna i paszportowa wspólnie przez polskie i niemieckie władze celne i paszportowe w regule na opasce i to pod względem miejsca obok siebie, a co do czasu jedna po drugiej. W tym celu Polska przyznaje Niemcom prawo przedsiębrania odprawy celnej i paszportowej na opasce albo na koronie wału. Miejscowe władze celne i paszportowe porozumieją się ze sobą co do dostarczenia ewentualnie potrzebnych do tego odpowiednich pomieszczeń i co do ewentualnego wynagrodzenia za nie.

2. O ileby wykonywanie odprawy celnej i paszportowej okazało się dogodniejsze poza opaską i koroną wału z powodu wysokiego stanu wody, niekorzystnych warunków atmosferycznych lub z innych przyczyn, odprawa będzie dokonywana przy drodze, prowadzącej do opaski w miejscu, które miejscowe władze ustalą we wzajemnem porozumieniu. W tym celu Niemcy przyznają Polsce prawo przedsiębrania odprawy celnej i paszportowej w istniejących lub ewentualnie wybudować się mających budynkach przy drodze do opaski, do których odnosi się Układ [2], podpisany dnia 23 czerwca 1923 r., dotyczący używalności przez Polskę budynków w Korzeniowie oraz dostępu do tychże.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Varsovie, le 4 juillet 1927.

[2] Vol. LXVII, traité Nº 1537, de ce recueil.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

N° 1522. — POLNISCH-DEUTSCHES ABKOMMEN [1] ÜBER DIE GEMEINSAME ZOLL- UND PASSABFERTIGUNG UND DEN EISENBAHNVERKEHR IN KURZEBRACK, GEZEICHNET IN BERLIN AM 16. JUNI, 1926.

German and Polish official texts communicated by the Delegate of the Polish Republic accredited to the League of Nations. The registration of this Agreement took place August 20, 1927.

POLEN und DEUTSCHLAND haben in der Absicht, den Personen- und Warenverkehr über die Grenze bei Kurzebrack zu erleichtern, beschlossen, ein Abkommen über die gemeinsame Zoll- und Passabfertigung sowie über den Eisenbahnverkehr in Kurzebrack zu schliessen.

Die dazu Bevollmächtigten, nämlich :

FÜR POLEN :

Herr Maciej KOCZOROWSKI und
Herr Dr. Zygmunt KLECHNIOWSKI,

FÜR DEUTSCHLAND :

Herr Gesandter Dr. Paul ECKARDT,

haben sich über die folgenden Bestimmungen geeinigt :

Artikel 1.

1. Die Zoll- und Passabfertigung im Personen- und Warenverkehr über die Zollgrenze bei Kurzebrack wird von den polnischen und den deutschen Zoll- und Passbehörden gemeinsam und zwar räumlich nebeneinander, zeitlich nacheinander in der Regel auf dem Deckwerk vorgenommen. Zu diesem Zwecke räumt Polen Deutschland das Recht ein, die Zoll- und Passabfertigung auf dem Deckwerk oder auf der Dammkrone vorzunehmen. Über die Bereitstellung der hierzu etwa erforderlichen geeigneten Räume und über eine etwaige Vergütung hierfür werden sich die örtlichen Zoll- und Passbehörden miteinander verständigen.

2. Sollten hoher Wasserstand, ungünstige Witterungsverhältnisse oder sonstige Umstände die Zoll- und Passabfertigung ausserhalb des Deckwerks und der Dammkrone geeigneter erscheinen lassen, so erfolgt diese Abfertigung an einem im Benehmen zwischen den örtlichen Dienststellen festzusetzenden Orte am Zugangswege zum Deckwerk. Zu diesem Zwecke räumt Deutschland Polen das Recht ein, die Zoll- und Passabfertigung in den vorhandenen oder etwa neu zu errichtenden Baulichkeiten am Zugangswege zum Deckwerk vorzunehmen, auf die sich das am 23. Juni 1923 unterzeichnete Abkommen [2] über die Benutzung von Baulichkeiten in Kurzebrack durch Polen und über den Zugang zu diesen Baulichkeiten bezieht.

[1] The exchange of ratifications took place at Warsaw, July 4, 1927.

[2] Vol. LXVII, Treaty N° 1537, of this Series.

3. Każdy z obustronnych urzędów celnych jest upoważniony do przechowywania przesyłek towarowych wyłącznie pod swem własnem zamknięciem celnem w pomieszczeniach, do których ma prawo według ustępów 1 i 2.

4. Interesowane osoby prywatne mają wolny przystęp w towarzystwie właściwego urzędnika celnego do służbowych pomieszczeń i magazynów urzędów celnych .

Artykuł 2.

Urzędy ustanowione, w myśl artykułu 1, na obcym obszarze są eksponowanemi urzędami w rozumieniu niniejszej umowy.

Artykuł 3.

Na budynkach, używanych przez eksponowane urzędy, mogą być umieszczane godła państwowe uprawnionego Państwa.

Artykuł 4.

Przez ustanowienie eksponowanych urzędów nie zostają naruszone prawa suwerenne Państwa, na którego obszarze znajduje się urząd, o ile niniejsza umowa nie zawiera odmiennych postanowień.

Artykuł 5.

1. Przy odprawie celnej obowiązują obok siebie przepisy celne obu Umawiających się Stron. Przy wywozie będą stowosane przepisy celne Państwa, z którego odbywa się wywóz, tak długo, dopóki wywóz nie zostanie dokonany. Przy przywozie będą stosowane przepisy celne Państwa, do którego odbywa się przywóz, od chwili rozpoczęcia odprawy przywozowej.

2. Jeżeli urząd celny jednej Strony uzna za konieczne poddać rewizji celnej jakikolwiek przedmiot, oddany już do odprawy urzędowi celnemu drugiej Strony a znajdujący się jeszcze pod nadzorem celnym tej Strony, winien wezwany urząd celny oddać ów przedmiot, w celu ponownej odprawy, do rozporządzenia urzędowi celnemu Strony wpierw wspomnianej.

3. Jeżeli jedna Strona stwierdzi, że towar należy zająć, to druga Strona winna go oddać na rzecz Strony wpierw wspomnianej

4 Eksponowanym urzędom celnym jednej Strony przysługuje w granicach niniejszego artykułu prawo na obszarze drugiej Strony wkroczyć w razie naruszenia własnych przepisów celnych według tych przepisów i przewieźć na własny obszar przedmioty, zajętę lub zatrzymane na zabezpieczenie, oraz przytrzymane osoby — te ostatnie, w razie potrzeby, w asyście urzędników drugiej Strony. Przytrzymanie obywateli jednej strony przez urzędy drugiej strony jest nedopuszczalne. Natomiast, dopuszczający się wykroczenia może być przymusowo przyprowodzony w celu spisania protokółu o zaszłym fakcie. Do spisywania protokółu przed urzędnikiem jednej Strony należy przybrać urzędnika drugiej Strony. Przy rewizji może być stosowany przymus wobec obywateli jednej Strony przez urzędników drugiej Strony tylko za przybraniem urzędnika Strony wpierw wspomnianej.

Artykuł 6.

1. Przy odprawie paszportowej, dokonywanej w eksponowanym urzędzie, obowiązują obok siebie przepisy paszportowe obu Umawiających się Stron z tem zastrzeżeniem, że pierwszeństwo mają przepisy paszportowe Państwa, z którego następuje wyjazd.

3. Jede der beiderseitigen Zollstellen ist befugt, in den ihr nach den Absätzen 1 und 2 zustehenden Räumen Warensendungen ausschliesslich unter ihrem eigenen Zollverschluss zu lagern.

4. Zu den Dienst- und Lagerräumen der Zollstellen haben die beteiligten Privatpersonen in Begleitung eines zuständigen Zollbeamten freien Zutritt.

Artikel 2.

Die nach Artikel 1 auf fremdem Gebiet eingerichteten Dienststellen sind im Sinne dieses Abkommens exponierte Dienststellen.

Artikel 3.

An den von den exponierten Dienststellen benutzten Baulichkeiten dürfen Hoheitszeichen des berechtigten Staates angebracht werden.

Artikel 4.

Die Errichtung von exponierten Dienststellen beeinträchtigt nicht die Hoheitsrechte des Staates, in dessen Gebiete sich die Dienststelle befindet, soweit in diesem Abkommen keine abweichenden Bestimmungen enthalten sind.

Artikel 5.

1. Bei der Zollabfertigung gelten die Zollvorschriften der beiden vertragschliessenden Teile nebeneinander. Bei der Ausfuhr kommen die Zollvorschriften des Staates, aus dem die Ausfuhr erfolgt, solange zur Anwendung, bis die Ausfuhr beendet ist. Bei der Einfuhr kommen die Zollvorschriften des Staates, in den die Einfuhr erfolgt, von dem Zeitpunkt an zur Anwendung, zu dem die Eingangsabfertigung beginnt.

2. Hält die Zollstelle des einen Teiles die Untersuchung eines Gegenstandes für erforderlich, der schon der Zollstelle des anderen Teiles zur Abfertigung gestellt wurde, sich aber noch unter der Zollaufsicht dieses Teiles befindet, so hat diese Zollstelle den Gegenstand der Zollstelle des erstbezeichneten Teiles auf Erfordern zum Zwecke der nochmaligen Abfertigung zur Verfügung zu stellen.

3. Stellt der eine Teil fest, dass die Ware zu beschlagnahmen ist, so hat sie der andere Teil zugunsten des erstbezeichneten Teiles abzugeben.

4. Den exponierten Zollstellen des einen Teiles steht im Rahmen dieses Artikels auf dem Gebiete des anderen Teiles das Recht zu, bei Zuwiderhandlungen gegen die eigenen Zollvorschriften nach diesen Vorschriften einzuschreiten und beschlagnahmte oder als Sicherheit einbehaltene Gegenstände oder festgenommene Personen — diese, wenn nötig, unter Begleitung von Beamten des anderen Teiles — auf ihr eigenes Gebiet zu überführen. Eine Festnahme von Staatsangehörigen des einen Teiles durch die Dienststelle des anderen Teiles ist unzulässig. Statt dessen kann der Zuwiderhandelnde zwecks Aufnahme einer Verhandlung über den Tatbestand zwangsweise vorgeführt werden. Zu der Verhandlung vor dem Beamten des einen Teiles ist ein Beamter des anderen Teiles hinzuzuziehen. Bei der Untersuchung darf gegenüber Staatsangehörigen des einen Teiles körperlicher Zwang von den Beamten des anderen Teiles nur unter Hinzuziehung eines Beamten des erst bezeichneten Teiles ausgeübt werden.

Artikel 6.

1. Bei der Passabfertigung auf der exponierten Dienststelle gelten die Passvorschriften der beiden vertragschliessenden Teile nebeneinander mit der Massgabe, dass die Passvorschriften des Ausgangsstaates vorgehen.

2. Osoby, zamierzające wyjechać, mogą być odesłane zpowrotem, o ile nie posiadają ważnej legitymacji, wymaganej do wyjazdu. Należy je spowodować do powrotu do Państwa, z którego wyjeżdżają. W razie oporu mogą być one przymusowo odesłane zpowrotem.

3. Stosowanie przymusu przez urzędników eksponowanego urzędu jednej Strony w celu odesłania zpowrotem obywateli drugiej Strony jest jednak niedopuszczalne. Natomiast podróżni mogą być przymusowo przyprowadzeni w celu spisania protokółu o zaszłym fakcie. Do spisywania protokółu przed urzędnikiem jednej Strony należy przybrać urzędnika drugiej Strony. Po okończeniu protokółu należy zezwolić na dalszą jazdę.

Artykuł 7.

Eksponowane urzędy obu Umawiających się Stron mają prawo w obrębie pomieszczeń, przyznanych im do wyłącznego użytku, utrzymywać porządek i wydalać osoby prywatne, które naruszają ten porządek.

Artykuł 8.

Właściwe władze jednej Strony winny podawać do wiadomości właściwych władz drugiej Strony nazwiska oraz stanowiska służbowe pracowników, czynnych w swoich eksponowanych urzędach

Artykuł 9.

Pracownikom czynnym w eksponowanych urzędach dozwala się, na podstawie zaświadczenia, wystawionego przez właściwą władzę, na przekraczanie granicy w wykonywaniu i celem wykonywania ich służby oraz na pobyt na obszarze sąsiedniego Państwa w czasie służby bez paszportu i wizy. Zaświadczenie należy wystawiać według załączonego wzoru z ważnością na jeden rok.

Artykuł 10.

1. Personel eksponowanych urzędów winien nosić na obcym obszarze ubranie służbowe lub widoczne służbowe odznaki, o ile jest obowiązany je nosić w myśl przepisów w Państwie wysyłającem lub o ile wchodzi w styczność z publicznością w wykonywaniu służby w sąsiedniem Państwie.

2. Noszenie broni jest dozwolone tylko w wykonywaniu służbowej czynności.

3. Użycie broni jest dozwolone tylko w wypadku prawnie dopuszczalnej obrony.

Artykuł 11.

1. Pracownikom eksponowanych urzędów w czasie ich pobytu na obcym obszarze poręcza się potrzebną ochronę. Pracowników należy uważać także w Państwie sąsiedniem za urzędników w myśl ustawy karnej. O ile w wypadkach zniewag i urazów cielesnych jest obok skargi prywatnej pokrzywdzonego dopuszczalne także wniesienie skargi publicznej, Strony Umawiające się będą w danym razie korzystały z tej możliwości na rzecz czynnych na obszarze ich Państwa pracowników sąsiedniego Państwa w takiej samej mierze, jak na rzecz własnych urzędników.

2. Pracownicy eksponowanych urzędów podlegają pod względem dyscyplinarnego karania ich uchybień służbowych jedynie władzy dyscyplinarnej swych przełożonych władz w Państwie

2. Personen, die ausreisen wollen, können zurückgewiesen werden, wenn sie nicht mit einem für die Ausreise gültigen Ausweise versehen sind. Sie sollen veranlasst werden, in das Gebiet des Ausgangsstaates zurückzukehren. Im Weigerungsfalle können sie zwangsweise zurückgeführt werden.

3. Die Anwendung von Zwang durch die Beamten der exponierten Dienststelle des einen Teiles zur Zurückführung von Staatsangehörigen des anderen Teiles ist jedoch unzulässig. Statt dessen können die Reisenden zwecks Aufnahme einer Verhandlung über den Tatbestand zwangsweise vorgeführt werden. Zu der Verhandlung vor dem Beamten des einen Teiles ist ein Beamter des anderen Teiles hinzuzuziehen. Nach Abschluss der Verhandlung ist die Weiterreise zu gestatten.

Artikel 7.

Die exponierten Dienststellen der beiden vertragschliessenden Teile haben innerhalb der ihnen zum Alleingebrauch zugewiesenen Räumlichkeiten das Recht, die Ordnung aufrecht zu erhalten und Privatpersonen, die gegen die Ordnung verstossen, zu entfernen.

Artikel 8.

Die zuständigen Behörden des einen Teiles haben Namen und Dienststellung der bei ihren exponierten Dienststellen tätigen Bediensteten den zuständigen Behörden des anderen Teiles mitzuteilen.

Artikel 9.

Den bei den exponierten Dienststellen tätigen Bediensteten wird der Grenzübertritt in und zur Ausübung ihres Dienstes und der Aufenthalt im Gebiete des Nachbarstaates während des Dienstes unter Befreiung vom Pass- und Sichtvermerkszwang auf Grund eines von der zuständigen Behörde ausgestellten Ausweises gestattet. Der Ausweis ist nach dem anliegenden Muster mit einer Geltungsdauer von einem Jahre auszustellen.

Artikel 10.

1. Das Personal der exponierten Dienststellen hat auf fremdem Gebiete Dienstkleidung oder sichtbare Dienstabzeichen zu tragen, soweit es nach den Vorschriften im Entsendestaat zum Tragen von Dienstkleidung oder von Dienstabzeichen verpflichtet ist oder soweit es im Dienst im Nachbarstaate mit dem Publikum in Berührung tritt.

2. Das Waffentragen ist nur in Ausübung amtlicher Tätigkeit gestattet.

3. Der Gebrauch der Waffen ist nur im Falle rechtmässiger Verteidigung zulässig.

Artikel 11.

1. Den Bediensteten der exponierten Dienststellen wird bei ihrem Aufenthalt im fremden Gebiete der erforderliche Schutz gewährleistet. Die Bediensteten sind auch im Nachbarstaate im Sinne des Strafgesetzes als Beamte anzusehen. Soweit bei Beleidigungen und Körperverletzungen ausser der Privatklage des Verletzten auch die Erhebung der öffentlichen Klage zulässig ist, werden die vertragschliessenden Teile von dieser Möglichkeit vorkommendenfalls zugunsten der auf ihrem Staatsgebiete tätigen Bediensteten des Nachbarstaates in demselben Umfange Gebrauch machen wie zugunsten der eigenen Beamten.

2. Die Bediensteten der exponierten Dienststellen unterstehen für die disziplinarische Ahndung ihrer dienstlichen Verfehlungen lediglich der Disziplinargewalt ihrer vorgesetzten Behörden

wysyłającem. Osądzenie z przyczyny popełnienia przez nich w wykonywaniu służby w Państwie przyjmującem czynów karalnych, pozostawia się wyłącznie, o ile nie chodzi o obywateli Państwa przyjmującego, Państwu wysyłającemu na jego żądanie. Gdy takie żądanie zostanie przedstawione, Państwo przyjmujące powinno bezzwłocznie dostawić ściganego władzy, którą wskaże Państwo wysyłające. Żądanie o przekazanie osądzenia i o dostawienie ściganego powinna władza, właściwa do ścigania karnego w Państwie wysyłającem, przedstawić władzy, właściwej do ścigania karnego w Państwie przyjmującem.

Artykuł 12.

1. Pracownicy jednej Strony będą popierać czynnych na jej obszarze pracowników drugiej Strony przy wypełnianiu ich obowiązków służbowych, w szczególności w celu przeszkadzania przekroczeniom i ich wykrycia.

2. Władze i urzędu jednej Strony będą udzielały potrzebnej ochrony eksponowanym urzędom drugiej Strony i ich pracownikom, tudzież będą spełniały ich wezwania w tym względzie w takiej samej mierze, jak podobne wezwania własnych urzędów.

Artykuł 13.

1 Każda z obu Umawiających się Stron ma prawo wykonywać przez własnych urzędników nadzór nad czynnościami służbowemi swych pracowników, dokonywanemi na obszarze sąsiedniego Państwa.

2. Przy przekraczaniu granicy i przy czasowym pobycie na obszarze sąsiedniego Państwa urzędników, oznaczonych w ustępie 1, należy odpowiednio stosować postanowienia artykułów 9, 11 i 12.

Artykuł 14.

Przedmioty, przeznaczone do służbowego użytku eksponowanych urzędów i tam zajętych pracowników, będą mogły być przewiezione bez cła, opłat i należności za urzędowem zaświadczeniem właściwego urzędu i będą mogły być wywiezione zpowrotem bez pobrania cła, opłat i należności.

Artykuł 15.

1. Towarzystwo kolejki Kwidzyńskiej (Kleinbahngesellschaft Marienwerder) i jego prawni następcy są uprawnieni eksploatować na własny rachunek część kolejki, położoną na polskim obszarze między opaską a granicą państwową, w związku z eksploatacją pozostałych części kolejki Kwidzyńskiej w ten sposób, że wszelkie koszty odbudowy i utrzymania urządzeń kolejowych poniesie przedsiębiorstwo kolejowe i ono będzie pobierało wszelkie dochody z eksploatacji.

2. Dla ruchu, utrzymania i ewentualnych zmian części kolejki, położonych na polskim obszarze, są miarodajne obowiązujące w tym względzie polskie ustawy.

3. Przedsiębiorca kolejki jest uprawniony oddać wykonywanie ruchu i utrzymanie innemu przedsiębiorcy według powyższych postanowień W tym wypadku zostaje jednak odpowiedzialny za wypełnienie ciążących na nim zobowiązań.

4. Do pracowników kolejki, czynnych służbowo na polskim obszarze, mają odpowiednie zastosowanie postanowienia artykułów 9 do 14.

Artuykł 16.

1. Spory, wynikające z umowy niniejszej, rozstrzyga Sąd rozjemczy, w którego skład wchodzą sędziowie rozjemczy, mianowani po jednym przez każdą z Umawiających się Stron Sąd rozjemczy zbiera się tylko od wypadku do wypadku. Gdyby sędziowie rozjemczy nie doszli do porozumienia,

im Entsendestaate. Wegen der in Ausübung ihres Dienstes im Empfangsstaate begangenen strafbaren Handlungen wird die Aburteilung, soweit es sich nicht um Angehörige des Empfangsstaates handelt, dem Entsendestaat auf sein Verlangen ausschliesslich überlassen. Wird ein solches Verlangen gestellt, so ist der Verfolgte vom Empfangsstaat unverzüglich der vom Entsendestaate namhaft zu machenden Behörde zuzuführen. Das Verlangen auf Überlassung der Aburteilung und auf Zuführung des Verfolgten ist von der zuständigen Strafverfolgungsbehörde des Entsendestaates bei der zuständigen Strafverfolgungsbehörde des Empfangsstaates zu stellen.

Artikel 12.

1. Die Bediensteten des einen Teiles werden die auf seinem Gebiete tätigen Bediensteten des anderen Teiles in der Erfüllung ihrer dienstlichen Obliegenheiten, insbesondere zur Verhinderung und Aufdeckung von Zuwiderhandlungen, unterstützen.

2. Die Behörden und Dienststellen des einen Teiles werden den exponierten Dienststellen des anderen Teiles und deren Bediensteten den erforderlichen Schutz gewähren und den hierauf gerichteten Ersuchen in gleicher Weise Folge leisten wie entsprechenden Ersuchen eigener Dienststellen.

Artikel 13.

1. Jeder der beiden vertragschliessenden Teile hat das Recht, die von seinen Bediensteten auf dem Gebiete des Nachbarstaates auszuführenden Dienstverrichtungen durch eigene Beamte nachprüfen zu lassen.

2. Auf den Grenzübertritt und den vorübergehenden Aufenthalt der im Absatz 1 bezeichneten Beamten im Gebiete des Nachbarstaates finden die Bestimmungen der Artikel 9, 11 und 12 entsprechende Anwendung.

Artikel 14.

Gegenstände, die für den Dienstgebrauch der exponierten Dienststellen und der dort beschäftigten Bediensteten bestimmt sind, werden gegen eine amtliche Bescheinigung der zuständigen Dienststelle des Entsendestaates zoll-, abgaben- und gebührenfrei zur Einfuhr zugelassen und dürfen ohne Erhebung von Zöllen, Abgaben und Gebühren wieder ausgeführt werden.

Artikel 15.

1. Die Kleinbahngesellschaft Marienwerder und deren Rechtsnachfolger sind berechtigt, den Betrieb ihrer auf polnischem Gebiete liegenden Teilstrecke zwischen dem Deckwerk und der Staatsgrenze im Zusammenhange mit der Betriebsführung auf dem übrigen Teile der Marienwerderer Kleinbahn auf eigene Rechnung dergestalt durchzuführen, dass die sämtlichen Kosten für die Wiederhesrortellung und Unterhaltung der Bahnanlagen zu Lasten des Bahnunternehmens gehen, die sämtlichen Einnahmen aus dem Betriebe ihm zufliessen.

2. Für den Betrieb, die Unterhaltung und etwaige Änderungen der auf polnischem Gebiete liegenden Teilstrecke sind die hierfür gültigen polnischen Gesetze massgebend.

3. Die Unternehmerin der Kleinbahn ist berechtigt, Betrieb und Unterhaltung durch einen anderen Eisenbahnunternehmer nach den vorstehenden Bestimmungen ausführen zu lassen. Sie bleibt in diesem Falle für die Erfüllung der ihr obliegenden Verpflichtungen haftbar.

4. Auf die Kleinbahnbediensteten, die auf polnischem Gebiete dienstlich tätig sind, finden die Bestimmungen der Artikel 9 bis 14 sinngemässe Anwendung.

Artikel 16.

1. Über Streitigkeiten, die sich aus diesem Abkommen ergeben, entscheidet ein Schiedsgericht, das aus je einem von den vertragschliessenden Teilen zu ernennenden Schiedsrichter besteht. Das Schiedsgericht tritt nur von Fall zu Fall zusammen. Können sich die Schiedsrichter nicht einigen,

obiorą wówczas przewodniczącego, który wyda orzeczenie Jeżeli nie będą mogli zgodzić się na osobę przewodniczącego, Umawiające się Strony porozumieją się co do tego na drodze dyplomatycznej.

2 Każda Strona Umawiająca się zapłaci ewentualne należności zamianowanego przez nią sędziego rozjemczego. Należności przewodniczącego i koszty ogólne Sądu rozjemczego pokryją obie Strony po połowie.

Artykuł 17.

1. Umowa niniejsza podlegą ratyfikacji. Dokumenty ratyfikacyjne powinny być wymienione możliwie najrychlej. Umowa wejdzie w życie w pierwszym dniu miesiąca, następującego po wymianie dokumentów ratyfikacyjnych.

2. Na wniosek jednej z Umawiających się Stron mają się rozpocząć rokowania w przedmiocie zmiany niniejszej umowy.

Podpisano w Berlinie, dnia 16 czerwca 1926 r., w dwóch egzemplarzach w polskim i niemieckim języku, przyczem oba teksty są równoznaczne.

(L. S.) *(—)* Maciej KOCZOROWSKI. *(L. S.)* *(—)* Dr. ECKARDT.

(L S.) *(—)* Dr. KLECHNIOWSKI.

ZAŁĄCZNIK.

STRONA PRZEDNIA

Barwy państwowe — Zaświadczenie N°. ..... Ausweis

Ważne do ..... 192.....
Gültig bis zum

P. .....

Der (stanowisko służbowe) (Dienststellung) (nazwisko) (Name)

zamieszkały w .....
wohnhaft in

jest czynny służbowo jako .....
ist in der Eigenschaft als

w ..... dienstlich tätig
in

Pieczęć urzędowa ....., dnia ..... 192.....
Dienststempel den

..... Urząd .....

Podpis posiadacza
Unterschrift des Inhabers Dienststelle

.....

Podpis urzędnika wystawiającego zaświadczenie
Unterschrift des ausstellenden Beamter

STRONA ODWROTNA.

UWAGA.

Zaświadczenie należy zwrócić urzędowi, który je wydał, skoro ustanie służbowe zajęcie posiadacza zaświadczenia, a w każdym razie po upływie terminu ważności zaświadczenia.

ZUR BEACHTUNG.

Der Ausweis ist der Dienststelle, die ihn ausgestellt hat, zurückzugeben, sobald die dienstliche Verwendung des Ausweisinhabers aufhört, jedenfalls jedoch mit Ablauf der Geltungsdauer des Ausweises.

so wählen sie einen Obmann, der die Entscheidung trifft. Wenn sie sich über die Person des Obmannes nicht einigen können, werden sich die vertragschliessenden Teile darüber auf diplomatischem Wege verständigen.

2. Jeder Vertragsteil bezahlt etwaige Gebührnisse des von ihm ernannten Schiedsrichters. Die Gebühren des Obmanns und die allgemeinen Kosten des Schiedsgerichts werden von den Parteien je zur Hälfte getragen.

Artikel 17.

1. Dieses Abkommen soll ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen sobald wie möglich ausgetauscht werden. Das Abkommen tritt am ersten Tage des auf den Austausch der Ratifikationsurkunden folgenden Monats in Kraft.

2. Auf Antrag eines der vertragschliessenden Teile haben Verhandlungen zur Abänderung dieses Abkommens stattzufinden.

Geschehen in Berlin am 16. Juni 1926 in doppelter Ausfertigung, in polnischer und in deutscher Sprache, wobei beide Wortlaute gleiche Geltung haben sollen.

(L. S.) *(—)* Maciej KOCZOROWSKI. *(L. S.)* *(—)* Dr. ECKARDT.

(L. S.) *(—)* Dr. KLECHNIOWSKI.

ANLAGE.

VORDERSEITE.

Reichsfarben — Ausweis / Zaświadczenie — N° .....

Gültig bis zum ..... 192..... / Ważne do

Der .....

P. (Dienststellung) (stanowisko służbowe) — (Name) (nazwisko)

wohnhaft in ..... / zamieszkały w

ist in der Eigenschaft als ..... / jest czynny służbowo jako

in ..... dienstlich tätig. / w

Dienststempel / Pieczęć urzędowa — ..... den ..... 192..... / dnia

.....

Unterschrift des Inhabers / Podpis posiadacza — Dienststelle ..... / Urząd

.....

Unterschrift des ausstellenden Beamten
Podpis urzędnika wystawiającego zaswiadczenie

RÜCKSEITE.

ZUR BEACHTUNG.

Der Ausweis ist der Dienststelle, die ihn ausgestellt hat, zurückzugeben, sobald die dienstliche Verwendung des Ausweisinhabers aufhört, jedenfalls jedoch mit Ablauf der Geltungsdauer des Ausweises.

UWAGA.

Zaświadczenie należy zwrócić urzędowi, który je wydał, skoro ustanie służbowe zajęcie posiadacza zaświadczenia, a w każdym razie po upływie terminu ważności zaświadczenia.

PROTOKÓŁ KOŃCOWY

DO POLSKO-NIEMIECKIEJ UMOWY W SPRAWIE OBOPÓLNEJ ODPRAWY CELNEJ I PASZPORTOWEJ ORAZ W SPRAWIE RUCHU KOLEJOWEGO W KORZENIOWIE Z DNIA 16 CZERWCA 1926 R.

Przy podpisaniu polsko-niemieckiej umowy w sprawie obopólnej odprawy celnej i paszportowej oraz w sprawie ruchu kolejowego w Korzeniowie z dnia 16 czerwca 1926 r. pełnomocnicy obu Stron wyrazili zgodę co do następujących postanowień :

I. *Do artykułów* 1, 9, 11 *i* 12.

Postanowienia umowne ustępu 4 artykułu 1 oraz artykułów 11 i 12 niniejszej umowy stanowią rozszerzenie, a postanowienia umowne artykułu 9 zmianę tych postanowień umownych, które Umawiające się Strony powzięły w artykułach 5, 7 i 9 oraz ustępie 1 i 2 artykułu 12 umowy z dnia 23 czerwca 1923 r.

II. *Do artykułu* 11.

a) Naruszenia ustaw celnych i podatkowych, tudzież postanowień, zakazujących lub ograniczających przywóz lub wywóz, dokonane przez pracowników eksponowanych urzędów, nie mają być uważane za czyny, popełnione w wykonaniu służby.

b) Zastrzega się udzielanie prawa azylu według ogólnych zasad prawnych.

c) O wdrożeniu ścigania karnego przeciw pracownikowi z powodu czynu, popełnionego w czasie służbowego pobytu na obszarze sąsiedniego Państwa, należy bezzwłocznie zawiadamiać przełożoną władzę służbową ściganego.

d) Uregulowanie kwestji, która władza ma rozstrzygać o wniosku na przekazanie zasądzenia i na dostawienie ściganego, pozostawia się każdemu z obu Państw.

BERLIN, *dnia* 16 *czerwca* 1926 *r.*

(—) Maciej KOCZOROWSKI. *(—)* Dr. ECKARDT.

(—) Dr. KLECHNIOWSKI.

SCHLUSSPROTOKOLL

ZU DEM POLNISCH-DEUTSCHEN ABKOMMEN ÜBER DIE GEMEINSAME ZOLL- UND PASSABFERTIGUNG UND DEN EISENBAHNVERKEHR IN KURZEBRACK VOM 16. JUNI 1926.

Bei Unterzeichnung des polnisch-deutschen Abkommens über die gemeinsame Zoll- und Passabfertigung und den Eisenbahnverkehr in Kurzebrack vom 16. Juni 1926 haben die beiderseitigen Bevollmächtigten ihr Einverständnis über die nachstehenden Bestimmungen erklärt :

I. *Zu den Artikeln* 1, 9, 11 *und* 12.

Die Vereinbarungen im Artikel 1, Absatz 4, sowie in den Artikeln 11 und 12 dieses Abkommens stellen eine Erweiterung und die Vereinbarungen im Artikel 9 eine Änderung der Vereinbarungen dar, welche die vertragschliessenden Teile in den Artikeln 5, 7 und 9 sowie in dem Artikel 12, Absatz 1 und 2, des Abkommens vom 23. Juni 1923 getroffen haben.

II. *Zu Artikel* 11.

a) Verstösse der Bediensteten der exponierten Dienststellen gegen Zoll- und Steuergesetze sowie gegen Bestimmungen, welche die Ein- oder Ausfuhr verbieten oder beschränken, sind als in Ausübung des Dienstes begangene Handlungen nicht anzusehen.

b) Die Gewährung des Asylrechts nach allgemeinen Rechtsgrundsätzen bleibt vorbehalten.

c) Von der Einleitung einer Strafverfolgung gegen einen Bediensteten wegen einer während seines dienstlichen Aufenthalts im Gebiete des Nachbarstaates begangenen Handlung ist die vorgesetzte Dienstbehörde des Verfolgten unverzüglich zu benachrichtigen.

d) Die Regelung der Frage, welche Behörde über den Antrag auf Überlassung der Abteilung und auf Zuführung des Verfolgten zu entscheiden hat, bleibt jedem Staate überlassen.

BERLIN, *den* 16. *Juni* 1926.

(—) Maciej KOCZOROWSKI. *(—)* Dr. ECKARDT.

(—) Dr. KLECHNIOWSKI.

[1] TRADUCTION.

N° 1522. — ACCORD ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE, CONCERNANT LES FORMALITÉS DOUANIÈRES ET DES PASSEPORTS, AINSI QUE LE TRAFIC FERROVIAIRE A KORZENIOW (KURZEBRACK). SIGNÉ A BERLIN, LE 16 JUIN 1926.

LA POLOGNE et L'ALLEMAGNE, en vue de faciliter le trafic des voyageurs et des marchandises à la frontière près de Kurzebrack, ont décidé de conclure un accord concernant la réunion des services chargés de la visite douanière et du contrôle des passeports et le trafic ferroviaire à Kurzebrack.

Les plénipotentiaires désignés à cet effet, à savoir :

POUR LA POLOGNE :

M. Maciej KOCZOROWSKI ; et
M. le Dr Zygmunt KLECHNIOWSKY ;

POUR L'ALLEMAGNE :

M. le Dr Paul ECKARDT, ministre plénipotentiaire,

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

1. En ce qui concerne les voyageurs et les marchandises passant la frontière douanière près de Kurzebrack, les autorités polonaises et allemandes chargées de la visite douanière et du contrôle des passeports procéderont en commun à ces opérations, qui auront lieu successivement, sur des emplacements contigus, et, en règle générale, sur l'ouvrage de couverture (« *Deckwerk* »). A cet effet, la Pologne accorde à l'Allemagne le droit d'effectuer la visite douanière et le contrôle des passeports sur l'ouvrage de couverture (« *Deckwerk* ») ou la crête du remblai. Les autorités locales chargées de la visite douanière et du contrôle des passeports s'entendront au sujet de l'affectation aux services intéressés du nombre nécessaire de locaux appropriés et, le cas échéant, sur les indemnités auxquelles l'affectation de ces locaux donnera lieu.

2. Au cas où il serait jugé plus opportun, en raison du niveau élevé des eaux, du mauvais temps ou d'autres circonstances, de procéder à la visite douanière et au contrôle des passeports sur un emplacement autre que l'ouvrage de couverture (« *Deckwerk* ») et la crête du remblai, ces opérations seront effectuées dans un lieu qui sera choisi d'un commun accord par les services locaux, et qui devra être contigu au chemin d'accès à l'ouvrage de couverture (« *Deckwerk* »). A cet effet, l'Allemagne accorde à la Pologne le droit de procéder à la visite douanière et au contrôle des passeports dans les bâtiments déjà existants ou à construire éventuellement en bordure du chemin qui donne accès à l'ouvrage de couverture (« *Deckwerk* »), bâtiments visés par la Convention du 23 juin 1923, concernant l'utilisation par la Pologne des bâtiments situés à Kurzebrack et l'accès à ces derniers.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 1522. — AGREEMENT BETWEEN GERMANY AND POLAND REGARDING CUSTOMS AND PASSPORT FORMALITIES AND REGARDING RAILWAY TRAFFIC AT KORZENIOW (KURZEBRACK). SIGNED AT BERLIN, JUNE 16, 1926.

POLAND and GERMANY, desirous of facilitating passenger and goods traffic over the frontier in the neighbourhood of Kurzebrack, have decided to conclude an agreement concerning joint Customs and passport formalities and also concerning railway traffic at Kurzebrack.

The Plenipotentiaries designated for that purpose, namely :

FOR POLAND :

M. Maciej KOCZOROWSKI, ; and
Dr. Zygmunt KLECHNIOWSKI ;

FOR GERMANY :

Dr. Paul ECKARDT, Minister Plenipotentiary,

Have agreed on the following provisions :

Article 1.

1. Customs and passport formailities in respect of passenger and goods traffic crossing the Customs frontier at Kurzebrack shall be carried out jointly by the Polish and German Customs and passport authorities, in adjoining premises, one examination taking place immediately after the other, and as a general rule on the covering work *(" Deckwerk ")*. For this purpose, Poland grants Germany the right to carry out Customs and passport examination on the covering work or at the top of the glacis (" *Dammkronë* "). The local Customs and passport authorities shall agree together with regard to the equipment of suitable premises for this purpose, and with regard to payment of any expenditure involved thereby.

2. Should it appear preferable, in view of high water level, inclement weather or other circumstances, that the Customs and passport examination should be carried out elsewhere than on the covering work *(" Deckwerk ")* or top of the glacis (" *Dammkronë* "), such examination shall be carried out in a place chosen by agreement between the local authorities and situated on the road leading to the covering work *(" Deckwerk ")*. For this purpose Germany shall grant Poland the right to carry out Customs and passport examinations in buildings which already exist or may subsequently be erected on the approach to the covering work (" *Deckwerk* ") and which are referred to in the agreement signed on June 23, 1923, concerning the use of buildings in Kurzebrack by Poland and concerning access to the same.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

3. Chacun des deux services douaniers est autorisé à entreposer des marchandises, sous son contrôle douanier exclusif, dans les locaux qui lui sont réservés, conformément aux alinéas 1 et 2.

4. Les particuliers intéressés, accompagnés d'un fonctionnaire compétent de la douane, sont autorisés à accéder librement aux locaux de service et aux entrepôts des bureaux de douane.

Article 2.

Les services établis en territoire étranger, conformément à l'article premier, sont désignés, dans le présent accord, par le terme « postes détachés » *(exponierte Dienststellen)*.

Article 3.

Des écussons aux armes de l'Etat intéressé pourront être placés sur les bâtiments utilisés par les postes détachés.

Article 4.

Sauf dispositions contraires de la présente convention, la création de postes détachés n'entraîne aucune limitation des droits de souveraineté de l'Etat sur le territoire duquel se trouve le poste détaché.

Article 5.

1. En ce qui concerne le dédouanement, les règlements douaniers des deux Parties contractantes sont applicables l'un à côté de l'autre. S'il s'agit d'exportations, les règlements douaniers de l'Etat exportateur sont applicables jusqu'au moment où les formalités d'exportation sont terminées. S'il s'agit d'importations, les règlements douaniers de l'Etat importateur sont applicables à partir du moment où commence le dédouanement d'entrée.

2. Si le service douanier de l'une des Parties estime nécessaire l'examen d'un objet qui a été déjà présenté au service douanier de l'autre Partie en vue du dédouanement, mais qui se trouve encore sous le contrôle douanier de celui-ci, ce dernier est tenu, sur demande, de mettre l'objet en question à la disposition du service de la première Partie, en vue d'un nouveau dédouanement.

3. Si l'une des Parties constate que la marchandise doit être saisie, l'autre Partie est tenue de s'en dessaisir en faveur de la première.

4. En cas d'infraction aux règlements douaniers de leurs pays, les postes détachés ont, dans les limites du présent article, le droit d'intervenir, sur le territoire de l'autre Partie, conformément aux dispositions de ces règlements ; ils sont également autorisés à transporter sur leur propre territoire les objets saisis ou retenus à titre de gage, ainsi que les individus arrêtés, en faisant au besoin accompagner ces derniers par des fonctionnaires de l'autre Partie. Il est interdit aux services de chaque Partie d'arrêter des ressortissants de l'autre Partie. Par contre, tout contrevenant peut être amené de force devant le fonctionnaire compétent en vue de l'établissement d'un procès-verbal de constat. L'établissement de ce dernier ne doit avoir lieu qu'en présence d'un fonctionnaire de l'autre Partie. Au cours de l'enquête, les ressortissants d'une Partie ne doivent être fouillés par les fonctionnaires de l'autre Partie qu'en présence d'un fonctionnaire de la première Partie.

Article 6.

1. En ce qui concerne le contrôle des passeports au poste détaché, les règlements des deux Parties contractantes sont applicables l'un à côté de l'autre, le règlement du pays de sortie ayant toutefois la priorité.

3. Both Customs services shall be authorised to store goods in bond under their own control in the premises allotted to them under paragraphs 1 and 2.

4. Private persons whose interests are concerned shall be allowed free access to the service and store-rooms in the Customs offices, but must be accompanied by a competent Customs official.

Article 2.

The Customs services established in foreign territory shall be termed "detached services" *(exponierte Dienststellen)* for the purposes of this Agreement.

Article 3.

Shields bearing the arms of the State concerned may be displayed on the buildings used by the detached services.

Article 4.

Unless otherwise provided by the present Agreement, the creation of the said detached services shall in no way prejudice the sovereign rights of the State in whose territory they are established.

Article 5.

1. The Customs regulations of both Contracting Parties shall be applied conjointly for the clearance of goods. In the case of exports, the Customs regulations of the exporting State shall apply until the goods have been cleared for export. In the case of imports, the Customs regulations of the importing State shall apply as from the moment at which formalities in respect of clearance for import commence.

2. Should the Customs service of either Contracting Party think it necessary to examine an article which has already been presented to the Customs service of the other Party for clearance but is still under the latter's supervision, the last named Customs service shall be obliged to place the article in question at the disposal of the service of the former for fresh examination.

3. Should either Party find that the article in question should be seized, the other Party shall be obliged to hand it over to the first-named Party.

4. The detached services of one Party shall, within the limits laid down by the present Article, be entitled, in case of breaches of their own Customs regulations in the territory of the other Party, to take action in accordance with the provisions of the said regulations, and to remove articles seized or held as security and also persons arrested — if necessary accompanied by officials of the other Party — into their own territory. Nationals of one Party may not be arrested by officials of the other Party. Nevertheless, a person who has infringed the Customs regulations may be constrained to go before the authorities for an enquiry into the facts. When such proceedings take place before an official of one Party an official of the other Party must be present. The nationals of one Party may not be forcibly searched during an investigation by officials of the other Party except in the presence of an official of the first-named Party.

Article 6.

1. As regards the examination of passports by the detached services, the passport regulations of the two Contracting Parties shall be conjointly applied, provided however that the regulations of the country of departure shall have priority.

2. Les personnes qui ont l'intention de quitter le territoire d'une Partie peuvent être refoulées, si elles ne sont pas munies d'une pièce les autorisant à quitter ledit territoire. Elles devront, dans ce cas, être mises en demeure de retourner sur le territoire de l'Etat d'où elles viennent. En cas de refus, elles pourront être reconduites de force.

3. Toutefois, il est interdit aux fonctionnaires du poste détaché d'une des deux Parties de reconduire de force les ressortissants de l'autre Partie. Par contre, les voyageurs peuvent être amenés de force devant le fonctionnaire compétent en vue de l'établissement d'un procès-verbal de constat. L'établissement de ce dernier ne doit avoir lieu qu'en présence d'un fonctionnaire de l'autre Partie. Après la rédaction de ce procès-verbal de constatation, les voyageurs doivent être autorisés à continuer leur voyage.

Article 7.

Les postes détachés des deux Parties contractantes ont le droit de prendre toutes mesures utiles pour maintenir l'ordre dans les locaux réservés à leur usage exclusif et pour en éloigner les particuliers qui commettent des actes contraires à l'ordre public.

Article 8.

Les autorités compétentes de chaque Partie sont tenues de faire connaître aux autorités compétentes de l'autre Partie, le nom et les attributions des employés de leurs postes détachés.

Article 9.

Les employés des postes détachés porteurs d'une carte d'identité établie par l'autorité compétente sont autorisés à franchir la frontière dans et pour l'exercice de leurs fonctions et de séjourner sur le territoire de l'Etat voisin pendant leur service, sans être soumis à l'obligation du passeport et du visa. La carte d'identité sera conforme au modèle ci-joint et valable pour la durée d'une année.

Article 10.

1. Le personnel des postes détachés est tenu de porter sur le territoire étranger un uniforme ou des insignes de service apparents, si les règlements de l'Etat dont les employés relèvent prescrivent le port, soit d'un uniforme, soit d'insignes de service, ou si ces employés entrent en contact avec le public dans l'exercice de leurs fonctions sur le territoire de l'Etat voisin.

2. Le port d'arme n'est autorisé que pendant le service.

3. Les employés ne sont autorisés à faire usage de leurs armes qu'en cas de légitime défense.

Article 11.

1. Les employés des postes détachés jouiront pendant leur séjour sur le territoire étranger de toute la protection nécessaire. Ils seront considérés, même dans l'Etat voisin, comme des fonctionnaires, dans l'acception que donne à ce terme le Code pénal. En cas d'outrages ou de blessures, lorsque, indépendamment de l'action civile de l'intéressé, des poursuites peuvent être engagées, directement, par le ministère public, les Parties contractantes feront, le cas échéant, usage de cette faculté en faveur des employés de l'Etat voisin en fonctions sur leur territoire, dans la même mesure qu'elles le feraient en faveur de leurs propres fonctionnaires.

2. En ce qui concerne la répression disciplinaire des fautes de service, les employés des postes détachés relèvent exclusivement des pouvoirs disciplinaires de leurs supérieurs hiérarchiques dans

2. Persons intending to leave the territory of one Party may be refused entry to the territory of the other Party if they are not provided with papers authorising them to leave the said territory. In such cases they shall be required to return to the territory which they have quitted. Should they refuse to return they may be forcibly reconducted.

3. Nevertheless, the use of force by officials of the detached services of one Party for the purpose of reconducting nationals of the other Party to their own territory shall not be allowed. On the other hand a passenger may be forcibly brought before the authority for an enquiry into the facts. When such an enquiry is carried out before an official of one Party, an official of the other Party must be present. After the conclusion of the enquiry the person shall be authorised to continue his journey.

Article 7.

The detached services of both contracting Parties shall be entitled to maintain order in the premises provided for their exclusive use and to expel therefrom private individuals who behave in a disorderly manner.

Article 8.

The competent officials of each Party shall communicate the names and official positions of persons employed in their detached services to the competent authorities of the other Party.

Article 9.

Employees in detached services shall be allowed to cross the frontier during and for the purpose of the exercise of their duties, and shall be allowed to stay in the territory of the neighbouring State while so employed without being compelled to obtain passports and visas, provided that they have identity cards made out by the competent authorities. The said cards shall be made out in accordance with the attached model and shall be valid for one year.

Article 10.

1. The staff of the detached services shall, when in foreign territory, wear uniform or visible service badges, if the regulations of the State employing them prescribes the wearing of uniform or service badges, or if the exercise of their duties brings them into contact with the public in the neighbouring State.

2. Arms may only be carried by officials on duty.

3. Arms may only be used for purposes of lawful self-defence.

Article 11.

1. Employees of detached services shall be given the necessary protection during their residence in foreign territory . They shall continue to be regarded while in the neighbouring State as public officials, within the meaning of the penal code. In cases of insult or personal injury where, apart from any civil proceedings brought by the injured party the authorities have power to prosecute, the Contracting Parties shall exercise such right on behalf of the employees of the neighbouring State doing duty in their territory just as they would on behalf of their own officials.

2. As regards punishments for administrative offences, officials of the detached services shall be exclusively under the disciplinary authority of their official superiors in the State from which

l'Etat qui les a détachés. Le jugement des actes punissables commis par ces employés dans l'exercice de leurs fonctions sur le territoire de l'autre Partie, est laissé exclusivement à l'Etat qui les a détachés, si toutefois il le demande, à moins qu'il ne s'agisse de ressortissants de l'autre Partie. Si une demande de ce genre est présentée, le prévenu devra immédiatement être remis à l'autorité indiquée par l'Etat qui a détaché l'employé en question. L'autorité compétente en matière de poursuites pénales de l'Etat qui a détaché ledit fonctionnaire devra présenter la demande concernant le dessaisissement en vue du jugement et la livraison du prévenu à l'autorité correspondante de l'autre Partie.

Article 12.

1. Les employés de chaque Partie prêteront assistance aux employés de l'autre Partie en service sur le territoire du premier pays, pour leur permettre de remplir leurs fonctions et, notamment, de prévenir et de découvrir les infractions.

2. Les autorités et services de chaque Partie accorderont aux postes détachés de l'autre Partie et à leurs employés la protection nécessaire ; ils donneront suite aux requêtes formulées à cet effet dans les mêmes conditions qu'aux demandes émanant des services de leur propre pays.

Article 13.

1. Chacune des deux Parties contractantes a le droit de faire contrôler par ses propres fonctionnaires les actes de service accomplis par ses employés sur le territoire de l'Etat voisin.

2. En ce qui concerne le passage de la frontière et le séjour temporaire, sur le territoire de l'Etat voisin, des fonctionnaires visés à l'alinéa 1, les dispositions des articles 9, 11 et 12 seront applicables par analogie.

Article 14.

Les objets destinés à être utilisés, dans l'accomplissement de leurs fonctions, par les postes détachés et leurs employés, pourront être importés en franchise de tous droits de douane, taxes et redevances, sur le vu d'un certificat officiel du service compétent de l'Etat dont relève le poste détaché ; les mêmes objets pourront être réexportés également en franchise.

Article 15.

1. La Compagnie du chemin de fer à voie étroite de Marienwerder et ses successeurs juridiques sont autorisés à assurer, pour leur propre compte et en liaison avec les autres secteurs dudit chemin de fer, l'exploitation du secteur situé sur le territoire polonais entre l'ouvrage de couverture (« *Deckwerk* ») et la frontière politique, dans les conditions suivantes : Toutes les dépenses afférentes à la réfection et à l'entretien des installations ferroviaires seront à la charge de l'entreprise, qui encaissera également toutes les recettes d'exploitation.

2. En ce qui concerne l'exploitation, l'entretien et tous changements éventuels du secteur situé sur le territoire polonais, les lois polonaises relatives à la matière font autorité.

3. L'entreprise concessionnaire du chemin de fer à voie étroite est autorisée à faire assurer l'exploitation et l'entretien par une autre entreprise ferroviaire, conformément aux dispositions qui précèdent. Dans ce cas, elle reste responsable de l'exécution des obligations qui lui incombent.

4. Les articles 9 à 14 s'appliquent, par analogie, aux employés du chemin de fer à voie étroite qui exercent leurs fonctions sur le territoire polonais.

they have come. As regards punishable offences committed by officials in the performance of their duties in the State in which they are serving, judgment for such offences shall be left exclusively to the State from which they have come, should it so request, provided that no nationals of the State into which they are sent are implicated. Should such a request be made, the accused shall immediately be handed over by the State in which he is serving to the authorities designated by the State from which he has come. The request for leave to judge the case and for the handing over of the accused shall be made by the competent prosecuting authority of the State from which the official came to the competent prosecuting authorities of the State in which he was serving.

Article 12.

1. The officials of either Party shall assist the officials of the other Party who are serving in their territory in carrying out their official duties, particularly with a view to the prevention and discovery of offences.

2. The authorities and officials of each Party shall afford all necessary protection to the detached services of the other Party and to their officials and shall comply with any requests for such protection in the same manner as they would comply with similar requests made by their own services.

Article 13.

1. Each of the Contracting Parties shall be entitled to send its own inspectors to ascertain that the duties assigned to its officials in the territory of the neighbouring State are being satisfactorily performed.

2. The provisions of Articles 9, 11 and 12 shall apply to the crossing of the frontier by the officials referred to in paragraph 1 and their temporary residence in the territory of the neighbouring State.

Article 14.

Articles to be used in the performance of their duties by the detached services and officials whom they employ shall be admitted free of Customs duties, taxes and other charges, on production of an official certificate from the competent service of the State from which they have come, and shall be re-exported free of Customs duties, taxes and other charges.

Article 15.

1. The Marienwerder narrow-gauge railway company and its legal successors shall be entitled to provide at their own expense for operating their lines on Polish territory between the covering work (*" Deckwerk "*) and the political frontier, in connection with the operating of the other portion of the Marienwerder narrow-gauge railway on the basis that all expenses for repairs and upkeep of the permanent way and equipment shall be chargeable against the railway company and that all receipts shall accrue to the said railway company.

2. The operation, maintenance and any alterations that may be made on the lines situated on Polish territory shall be governed by the relevant Polish laws.

3. The narrow-gauge railway company shall be entitled to provide for working and maintenance of the line by another railway enterprise on condition that the above provisions are observed. In such cases the said railway company shall remain responsible for seeing that its obligations are carried out.

4. The provisions of Articles 9 to 14 shall apply by analogy to officials of the narrow-gauge railway on duty in Polish territory.

Article 16.

1. Les différends ayant trait à la présente convention seront tranchés par un tribunal arbitral, composé de deux arbitres, chacune des Parties contractantes en désignant un. Le tribunal arbitral ne se réunit que lorsqu'il est saisi d'un différend. Si les arbitres ne peuvent se mettre d'accord, ils éliront un surarbitre qui statuera. Au cas où ils ne pourraient s'accorder sur le choix du surarbitre, les Parties contractantes s'entendront à ce sujet par la voie diplomatique.

2. Chaque Partie contractante supporte les dépenses de l'arbitre désigné par elle. Les dépenses du surarbitre et les frais généraux du tribunal arbitral, seront divisés par moitié entre les Parties.

Article 17.

1. Le présent accord sera ratifié. Les instruments de ratification seront échangés aussitôt que faire se pourra. L'accord entrera en vigueur le premier jour du mois qui suivra l'échange des instruments de ratification.

2. Des négociations en vue de la modification du présent accord auront lieu à la demande de l'une des Parties contractantes.

Fait à Berlin, le 16 juin 1926, en double exemplaire, en langue polonaise et en langue allemande, les deux textes faisant également foi.

(L. S.) *(Signé)* Maciej KOCZOROWSKI. *(L. S.)* *(Signé)* Dr ECKARDT.
(L. S.) *(Signé)* Dr KLECHNIOWSKI.

ANNEXE

RECTO.

Couleurs nationales Carte d'identité N° .....

Valable jusqu'au ..... 192 .....

Le .....

(grade) (nom)

domicilié à .....

exerce à .....

les fonctions de .....

Cachet officiel. ..... le ..... 192.....

..... Nom de l'Administration

(signature du titulaire) .....

.....

(Signature du fonctionnaire qui délivre la carte).

VERSO.

AVIS

La carte d'identité doit être rendue à l'administration qui l'a délivrée, dès que les fonctions officielles du titulaire cessent et, au plus tard, à l'expiration du délai de validité de la carte.

Article 16.

1. Disputes arising out of the present Agreement shall be settled by an arbitral tribunal on which each of the Contracting Parties shall appoint an arbitrator. The arbitral tribunal shall only meet when a case arises. Should the arbitrators fail to come to an agreement they may choose a third arbitrator who shall decide. Should they not be able to agree on the appointment of the third arbitrator, the Contracting Parties shall come to an agreement on the matter through the diplomatic channel.

2. Each Contracting Party shall bear the expense of the arbitrator whom it appoints. The expenses of the third arbitrator and the general expenses of the arbitral tribunal shall be equally divided between the two Parties.

Article 17.

1. The present Agreement shall be ratified. The instruments of ratification shall be exchanged as soon as possible. The Agreement shall come into force on the first day of the month following the exchange of the instruments of ratification.

2. Negotiations for modifications in the present Agreement shall be commenced at the request of either of the Contracting Parties.

Done at Berlin, June 16, 1926, in duplicate in the Polish and German languages, both texts being authentic.

(L. S.) (Signed) Maciej KOCZOROWSKI. *(L. S.) (Signed)* Dr. ECKARDT.
(L. S.) (Signed) Dr. KLECHNIOWSKI.

ANNEX

FRONT.

National colours. Identity card No. .....

Valid till ..... 192.....

.....

(official position) (name)

domiciled at .....

exercises at .....

the duties of .....

Official stamp. ..... 192.....

..... Name of the Administration

(Signature of holder) .....

.....

(Signature of the Official issuing the card.)

BACK.

NOTICE.

This identity card must be returned to the Administration which issued it as soon as the holder ceases his official duties and in any case on the expiration of its validity.

PROTOCOLE FINAL

A L'ACCORD POLONO-ALLEMAND DU 16 JUIN 1926, CONCERNANT LES FORMALITÉS DOUANIÈRES ET DES PASSEPORTS, AINSI QUE LE TRAFIC FERROVIAIRE A KORZENIOW (KURZEBRACK).

En signant l'Accord polono-allemand du 16 juin 1926, concernant la réunion des services chargés de la visite douanière et du contrôle des passeports, et le trafic ferroviaire à Kurzebrack, les plénipotentiaires des deux Parties sont convenues des dispositions suivantes :

I. *Ad articles* 1, 9, 11 *et* 12.

Les stipulations de l'alinéa 4 de l'article 1, ainsi que des articles 11 et 12 du présent accord, constituent une extension, et les stipulations de l'article 9 une modification des dispositions dont les Parties contractantes sont convenues dans les articles 5, 7 et 9, ainsi que dans les alinéas 1 et 2 de l'article 12 de la Convention du 23 juin 1923.

II. *Ad article* 11.

a) Toute infraction des employés des postes détachés aux lois douanières et fiscales ainsi qu'aux dispositions qui prohibent ou restreignent les importations ou les exportations, ne sera pas considérée comme ayant été commise dans l'exercice des fonctions.

b) Les Parties se réservent le droit d'accorder le droit d'asile suivant les principes généraux du droit.

c) Au cas où des poursuites pénales seraient intentées contre un employé pour des faits commis pendant son séjour, pour raisons de service, sur le territoire de l'Etat voisin, l'autorité supérieure dont relève le prévenu devra immédiatement en être informée.

d) Il appartient à chaque Etat de décider à quelle autorité il incombe de statuer sur la requête par laquelle une Partie réclame le droit de juger le prévenu et demande la remise de ce dernier.

BERLIN, *le* 16 *juin* 1926.

(Signé) Maciej KOCZOROWSKI. *(Signé)* Dr ECKARDT.

(Signé) Dr KLECHNIOWSKI.

FINAL PROTOCOL.

TO THE POLISH-GERMAN AGREEMENT OF JUNE 16, 1926, REGARDING CUSTOMS AND PASSPORT FORMALITIES AND REGARDING RAILWAY TRAFFIC AT KORZENOW (KURZEBRACK).

When proceeding to sign the Polish-German Agreement of June 16, 1926, regarding the establishment of joint Customs and passport services at Kurzebrack and concerning railway traffic at that place, the Plenipotentiaries of the two Parties have agreed on the following provisions :

I. *Ad Articles* 1, 9, 11 *and* 12.

The provisions of paragraph 4 of Article 1, and those of Articles 11 and 12 of the present Agreement constitute an extension, and the provisions of Article 9 constitute an alteration of the provisions to which the Contracting Parties have agreed in Articles 5, 7 and 9, and in paragraphs 1 and 2 of Article 12 of the Convention of June 23, 1923.

II. *Ad Article* 11.

(a) Offences committed by employees of the detached services against the laws concerning Customs and taxation and against regulations prohibiting or restricting imports and exports shall not be regarded as having been committed in the exercise of their official duties.

(b) Both Parties reserve the right to grant right of asylum in accordance with the general principles of law.

(c) Should penal proceeedings be instituted against an official in respect of actions committed during his sojourn on duty in the territory of the neighbouring State, the administrative authority under which the said official is employed shall be immediately notified.

(d) Each State shall be free to determine the authority which shall decide upon requests made by the other Party to be allowed to judge accused persons and upon requests for the handing over of such persons.

BERLIN, *June* 16, 1926.

(Signed) Maciej KOCZOROWSKI.
(Signed) Dr. KLECHNIOWSKI.
(Signed) Dr. ECKARDT.

N° 1523.

BELGIQUE ET ESTONIE

Convention d'extradition, signée à Bruxelles, le 11 novembre 1926.

BELGIUM AND ESTONIA

Extradition Convention, signed at Brussels, November 11, 1926.

N° 1523 — CONVENTION[1] D'EXTRADITION ENTRE LA BELGIQUE ET LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE. SIGNÉE A BRUXELLES, LE 11 NOVEMBRE 1926.

Texte officiel français communiqué par les ministres des Affaires étrangères de Belgique et d'Estonie. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 24 août 1927.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et LA RÉPUBLIQUE D'ESTONIE, ayant résolu de conclure une convention pour l'extradition des malfaiteurs, ont désigné à cet effet comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Emile VANDERVELDE, son ministre des Affaires étrangères ;

ET LA RÉPUBLIQUE d'ESTONIE :

M. Charles PUSTA, son envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire près Sa Majesté le Roi des Belges ;

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article premier.

Les Gouvernements belge et estonien s'engagent à se livrer réciproquement, à l'exception de leurs nationaux, dans les circonstances et les conditions établies par le présent traité, les individus réfugiés de Belgique en Estonie ou d'Estonie en Belgique, qui, âgés de seize ans accomplis au moment du crime ou du délit, sont poursuivis ou condamnés pour un crime ou délit commis sur le territoire de la partie requérante.

Néanmoins, lorsque le crime ou le délit donnant lieu à la demande d'extradition aura été commis hors du territoire du pays requérant, il pourra être donné suite à cette demande si la législation du pays requis autorise la poursuite des mêmes infractions commises hors de son territoire.

Article 2.

Les crimes et les délits donnant lieu à extradition sont :

1° Assassinat, empoisonnement, parricide, infanticide, meurtre ;

2° Coups portés ou blessures faites volontairement avec préméditation, ou ayant causé une maladie paraissant incurable, une incapacité permanente de travail personnel, la perte de l'usage absolu d'un organe, une mutilation grave ou la mort sans intention de la donner ;

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Tallinn, le 27 juin 1927.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 1523. — EXTRADITION CONVENTION [2] BETWEEN BELGIUM AND THE REPUBLIC OF ESTONIA. SIGNED AT BRUSSELS, NOVEMBER 11, 1926.

French official text communicated by the Belgian and Estonian Ministers for Foreign Affairs. The registration of this Convention took place August 24, 1927.

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and THE REPUBLIC OF ESTONIA, having determined to conclude a convention for the extradition of certain offenders, have for this purpose named as Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Emile VANDERVELDE, His Minister for Foreign Affairs ;

THE REPUBLIC OF ESTONIA :

M. Charles PUSTA, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to His Majesty the King of the Belgians ;

Who, having communicated their full powers found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The Belgian and Estonian Governments undertake to deliver up to each other, under the circumstances and conditions established by the present Convention, persons other than their own nationals who have fled from Belgium to Estonia or from Estonia to Belgium, and who are accused or have been convicted of a crime or misdemeanour committed on the territory of the Party making application, provided that such persons have reached the age of sixteen at the time the offence was committed.

Nevertheless, when the crime or misdemeanour giving rise to the demand for extradition has been committed outside the territory of the country making requisition, the requisition may be granted provided that the laws of the country applied to permit the prosecution of the same offence when committed outside its territory.

Article 2.

The crimes and misdemeanours for which extradition may be granted are as follows :

(1) Assassination, poisoning, parricide, infanticide, murder ;

(2) Deliberate and premeditated assault or assault which has caused an apparently incurable disease, permanent incapacity for work, complete loss of the use of an organ, serious mutilation or unintended death ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Tallinn, June 27, 1927.

3° Administration volontaire ou coupable, mais sans intention de donner la mort, de substances pouvant la donner ou altérer gravement la santé ;

4° Avortement ;

5° Acte d'immoralité pouvant donner lieu à extradition d'après la législation des deux pays contractants ;

6° Bigamie ;

7° Enlèvement de mineurs ;

8° Enlèvement, recel, suppression, substitution ou supposition d'enfant ;

9° Exposition ou délaissement d'un enfant ;

10° Association de malfaiteurs ;

11° Vol, extorsion, escroquerie, abus de confiance, tromperie ;

12° Menaces d'attentat contre les personnes ou les propriétés punissables de la peine de mort, des travaux forcés ou de la réclusion ;

13° Offres ou propositions de commettre un crime ou d'y participer, ou acceptation desdites offres ou propositions ;

14° Attentat à la liberté individuelle et à l'inviolabilité du domicile commis par des parriculiers ;

15° Fausse monnaie comprenant la contrefaçon et l'altération de la monnaie, l'émission et la mise en circulation de la monnaie contrefaite ou altérée, ainsi que les fraudes dans le choix des échantillons, pour la vérification du titre et du poids des monnaies ;

16° Contrefaçon ou falsification d'effets publics ou de billets de banque, de titres publics ou privés ; émission ou mise en circulation de ces effets, billets ou titres contrefaits ou falsifiés ; faux en écriture ou dans les dépêches télégraphiques et usage de ces dépêches, effets, billets ou titres contrefaits, fabriqués ou falsifiés ;

17. Contrefaçon ou falsification de sceaux, timbres, poinçons, marques, coupons pour le transport des personnes ou des choses, timbres-poste ou autres timbres adhésifs ; usage de ces objets contrefaits ou falsifiés ; usage préjudiciable des vrais sceaux, timbres, poinçons et marques ; application méchante ou frauduleuse sur un objet d'art, un ouvrage de littérature ou de musique du nom d'un auteur ou de tout signe distinctif adopté par lui pour désigner son œuvre ; vente, exposition en vente, détention dans les magasins, introduction sur le territoire, pour être vendus, desdits objets ;

18° Faux témoignage et fausses déclarations d'experts ou d'interprètes, subornation de témoins, d'experts ou d'interprètes ;

19° Faux serment ;

20° Concussion, détournement commis par des fonctionnaires publics, corruption de fonctionnaires publics ;

21° Banqueroute frauduleuse et fraudes commises dans les faillites ;

22° Entraves volontaires à la circulation d'un convoi sur un chemin de fer par le dépôt d'objets quelconques, par le dérangement de rails ou de leurs supports, par l'enlèvement de chevilles ou clavettes ou par l'emploi de tout autre moyen de nature à arrêter le convoi ou à le faire sortir des rails ;

23° Incendie volontaire ;

24° Destruction de constructions, machines à vapeur ou appareils télégraphiques ; destruction ou dégradation de tombeaux, monuments, objets d'art, titres publics ou privés ; destruction ou détérioration de propriétés mobilières à l'aide de violences ou de menaces, destruction ou détérioration méchante ou frauduleuse de marchandises ou de matières servant à la fabrication ;

(3) The deliberate or culpable administering of substances capable of causing death or of seriously injuring health, but without intent to commit felony ;

(4) Abortion ;

(5) An act of immorality capable of giving rise to extradition under the laws of the two contracting countries ;

(6) Bigamy ;

(7) The abduction of minors ;

(8) The abduction, receiving, removal, replacement or substitution of a child ;

(9) The exposing or abandoning of a child ;

(10) Association with criminals ;

(11) Theft, extortion, swindling, abuse of confidence, fraud ;

(12) Threatened attacks upon persons or property, when punishable by death, hard labour or solitary confinement ;

(13) Offers or proposals to commit a crime or to be a party to it, or the acceptance of such offers or proposals ;

(14) Attempts by private persons against the liberty of the individual and the inviolability of the domicile ;

(15) Counterfeit currency, including the counterfeiting or altering of the currency, the uttering or putting into circulation of counterfeit or altered currency, and fraud in the choice of specimens for testing the standard and weight of coins ;

(16) The counterfeiting or falsification of public bonds or bank notes and public or private securities ; the issuing or putting into circulation of such counterfeit or forged bonds or securities ; forgeries in writing or in telegrams and the use of such counterfeit, or forged falsified telegrams, bonds, notes or securities ;

(17) The counterfeiting or falsification of seals, dies, marks, coupons for the conveyance of persons or things, postage or other adhesive stamps ; use of these counterfeit or forged articles ; abuse of genuine seals, stamps, dies and marks ; the malicious or fraudulent placing upon a work of art, or in a literary work or musical composition, of the name of an author or of any distinctive sign adopted by him to indicate his work ; the sale, offering for sale, possession in shops and introduction into the country for sale, of the said objects ;

(18) Perjury and false statements by experts or interpreters ; subornation of witnesses, experts or interpreters ;

(19) False swearing ;

(20) Embezzlement and malversation by public officials, bribery of public officials ;

(21) Fraudulent bankruptcy and fraud committed in bankruptcy ;

(22) Deliberate obstruction of railway traffic by the placing of objects of any kind on the line, by interfering with the rails or their supports, by removing bolts or pins, or by the use of any other means calculated to stop the train or cause it to leave the rails ;

(23) Arson ;

(24) Destruction of buildings, steam engines or telegraphic apparatus ; the destruction or defacement of tombs, monuments, works of art, or public or private title deeds ; destruction of, or injury to, movable property by means of violence or threats, wilful or fradulent destruction of or damage to goods or materials used in manufacture ;

25° Destruction et dévastation de récoltes, plantes, arbres ou greffes ;

26° Destruction d'instruments d'agriculture ; destruction ou empoisonnement de bestiaux ou autres animaux ;

27° Opposition à l'exécution de travaux publics ;

28° Abandon par le capitaine, hors les cas prévus par la loi des deux pays, d'un navire ou bâtiment de commerce ou de pêche ;

29° Echouement, perte, destruction par le capitaine ou les officiers et gens de l'équipage, détournements par le capitaine, d'un navire ou d'un bâtiment de commerce ou de pêche ; jet ou destruction sans nécessité de tout ou partie du chargement des vivres ou des effets du bord ; fausse route ; emprunts sans nécessité sur le corps, ravitaillement ou équipement du navire ou mise en gage ou vente des marchandises ou victuailles, ou emploi dans les comptes d'avaries ou de dépenses supposées ; vente du navire sans pouvoir spécial, hors le cas d'innavigabilité, vol commis à bord ; altération de vivres ou de marchandises, commise à bord par le mélange de substances malfaisantes ; attaque ou résistance avec violences et voies de fait envers le capitaine par plus du tiers de l'équipage ; refus d'obéir aux ordres du capitaine ou officier du bord, pour le salut du navire ou de la cargaison, avec coups et blessures ; complot contre la sûreté, la liberté ou l'autorité du capitaine ; prise du navire par les marins ou passagers par fraude ou violence envers le capitaine ;

30° Recèlement des objets obtenus à l'aide d'un des crimes ou délits prévus par la présente convention ;

31° Trafic d'esclaves ;

32° Résistance de la part des capitaines et gens de l'équipage aux ordres des officiers agissant en vertu des articles 42 et suivants de l'Acte général [1] de la Conférence de Bruxelles du 2 juillet 1890 ;

33° Infraction aux défenses concernant les armes à feu et les munitions prévues par les articles 8 et 9 dudit acte général.

Sont comprises dans les qualifications précédentes, la complicité et la tentative, lorsqu'elles sont punies par les législations des deux pays.

Dans tous les cas, crimes et délits, l'extradition ne pourra avoir lieu que lorsque le fait similaire sera punissable d'après la législation du pays auquel la demande est adressée.

L'extradition ne sera accordée pour les faits ci-dessus énumérés que s'ils entraînent dans les deux pays contractants une peine d'un an au moins d'emprisonnement.

Article 3.

L'extradition n'aura pas lieu :

1° Si, depuis les faits imputés, le dernier acte de poursuite ou la condamnation, la prescription de l'action ou de la peine est acquise, d'après les lois du pays où le prévenu s'est réfugié, au moment où la remise pourrait avoir lieu ;

2° Lorsque la demande en sera motivée par le même fait pour lequel l'individu réclamé a été poursuivi et mis hors de cause ou est encore poursuivi ou a déjà été jugé dans le pays auquel l'extradition est demandée.

Article 4.

Si l'individu réclamé est poursuivi ou condamné dans le pays requis pour une infraction autre que celle qui a donné lieu à la demande d'extradition, son extradition pourra être différée

[1] DE MARTENS, *Nouveau Recueil général de Traités*, deuxième série, tome XVI, page 3.

(25) Destruction or devastation of crops, plants, trees or shoots ;

(26) Destruction of agricultural implements ; destruction or poisoning of cattle or other animals ;

(27) Opposition to the execution of public works ;

(28) Abandonment of a merchant or fishing vessel by the captain, except in cases provided for by the laws of the two countries ;

(29) Stranding, loss or destruction by the captain or officers and crew ; appropriation of any ship or merchant or fishing vessel by the captain ; unnecessary jettisoning or destruction of all or part of the cargo, provisions or effects on board ; altering the course ; the unnecessary raising of money on the ship or on the ship's provisions or stores ; the pledging or offering for sale of merchandise or food and the insertion in the accounts of fictitious damage or expenditure ; the sale of the ship without special authority, except in the event of unseaworthiness ; pilferage ; the adulteration of food or the alteration of merchandise effected on board by admixture of noxious substances ; attack upon or resistances to the captain by more than one-third of the crew, accompanied by violence or assault ; the refusal to obey orders issued by the captain or officer in command, in the interests of the safety of the vessel or cargo, when accompanied by assault ; conspiracy against the safety, liberty or authority of the captain ; seizure of the vessel by crews or passengers by the use of fraud or violence against the captain ;

(30) Receiving of articles obtained by means of one of the crimes or misdemeanours covered by the present Convention ;

(31) Traffic in slaves ;

(32) Resistance by captains or crews to the orders of officers acting in virtue of Articles 42 *et seq.* of the General Act [1] of the Conference of Brussels, dated July 2, 1890;

(33) Offences against the regulations prohibiting the use of fire-arms and ammunition contained in Articles 8 and 9 of the said General Act.

The foregoing classes of offences shall include complicity in and attempts to commit such offences, when punishable under the laws of both countries.

In all cases and for all crimes and misdemeanours extradition may not take place unless the corresponding offence is punishable under the laws of the country to which the demand is made.

Extradition will not be granted for the above-named acts unless they are punishable with at least one year's imprisonment in both contracting countries.

Article 3.

Extradition shall not take place :

(1) If, subsequently to the acts alleged or to the last stage in the proceedings, or to the sentence, exemption from prosecution or punishment has been acquired by lapse of time under the laws of the country in which the accused person has taken refuge at the time when his surrender might take place ;

(2) When the requisition for extradition is based upon an offence in respect of which the person claimed has been prosecuted and discharged, or is still being proceeded against, or has already been judged, in the country to which the requisition for surrender is made.

Article 4.

If the person claimed is being proceeded against or has been convicted in the country applied to for an offence other than that for which extradition is requested, the extradition may be deferred

[1] *British and Foreign State Papers*, Vol. 82, page 55.

jusqu'à la fin de la poursuite et, en cas de condamnation, jusqu'au moment où il aura subi sa peine.

Dans le cas où il serait poursuivi ou détenu dans le même pays à raison d'obligations contractées envers des particuliers, son extradition aura lieu néanmoins sous réserve, pour ceux-ci, de faire valoir ensuite leurs droits devant l'autorité compétente.

Article 5.

L'extradition ne sera pas accordée si l'infraction pour laquelle elle est demandée est considérée par la partie requise comme un délit politique ou un fait connexe à un semblable délit.

L'étranger dont l'extradition aura été accordée ne pourra être poursuivi ou puni pour aucun délit politique antérieur à l'extradition, ni pour aucun fait connexe à un semblable délit, ni pour aucun des crimes ou délits non prévus par la présente convention.

Ne sera pas réputé délit politique ni fait connexe à un semblable délit l'attentat contre la personne du chef d'un Etat étranger ou contre celle des membres de sa famille, lorsque cet attentat constituera le fait soit de meurtre, soit d'assassinat ou d'empoisonnement.

L'individu extradé pourra toutefois être poursuivi ou puni contradictoirement dans les cas suivants pour une infraction autre que celle qui a motivé l'extradition :

1° S'il a demandé à être jugé ou à subir sa peine, auquel cas sa demande sera communiquée au gouvernement qui l'a livré ;

2° S'il n'a pas quitté, pendant le mois qui suit son élargissement définitif, le pays auquel il a été livré ;

3° Si l'infraction est comprise dans la convention et si le gouvernement auquel il a été livré a obtenu préalablement l'adhésion du gouvernement qui a accordé l'extradition. Ce dernier pourra, s'il le juge convenable, exiger la production de l'un des documents mentionnés dans l'article 7 de la présente convention.

La réextradition à un pays tiers est soumise aux mêmes règles.

Article 6.

La demande d'extradition devra toujours être faite par la voie diplomatique.

Article 7.

L'extradition sera accordée sur la production de l'original ou de l'expédition authentique soit du jugement ou de l'arrêt de condamnation, soit de l'ordonnance de la chambre du conseil, de l'arrêt de la chambre des mises en accusation ou de l'acte de procédure criminelle émané du juge compétent, décrétant formellement ou opérant de plein droit le renvoi du prévenu ou de l'accusé devant la juridiction répressive. Elle sera également accordée sur la production du mandat d'arrêt ou de tout autre acte ayant la même force, décerné par l'autorité étrangère compétente, pourvu que ces actes renferment l'indication précise du fait pour lequel ils ont été délivrés.

Ces pièces seront légalisées par le ministre des Affaires étrangères de l'Etat requérant, et, le cas échéant, par l'agent diplomatique ou consulaire dudit Etat. Elles seront accompagnées d'une copie du texte de la loi applicable au fait incriminé et, le cas échéant, d'une traduction en langue française et, autant que possible, du signalement de l'individu réclamé ou de toute autre indication de nature à constater son identité.

Article 8.

En cas d'urgence, l'arrestation provisoire sera effectuée sur avis, transmis par la poste ou le télégraphe, de l'existence d'un des documents mentionnés à l'article 7, à la condition toutefois que cet avis sera régulièrement donné au ministre des Affaires étrangères du pays requis.

until the conclusion of the proceedings and, in the event of a conviction, until he shall have undergone his sentence. Should he be proceeded against or detained in the same country by reason of obligations contracted towards private persons, his extradition shall, nevertheless, take place, subject to the right of such persons to present their claims before the competent authority later.

Article 5.

Extradition shall not be granted if the offence for which it is requested is regarded by the Party applied to as a political offence, or an act connected with a political offence.

An alien whose extradition has been granted may not be proceeded against or punished for any political offence committed prior to the surrender, nor for any act connected with a similar offence, nor for any crimes or misdemeanours not covered by the present Convention.

An offence committed or attempted against the person of the head of a foreign State or the members of his family shall not be considered to be a political offence or an act connected with a political offence when it constitutes murder, assassination or poisoning.

Nevertheless, the surrendered person may, in the following cases, be proceeded against or, if he has been given an opportunity of being heard, may be punished for an offence other than that for which extradition was granted :

(1) If he has asked to be judged or to serve his sentence, in which case his request shall be communicated to the Government which surrendered him ;

(2) If he has failed to leave the country to which he was surrendered within the month following his final release ;

(3) If the offence is covered by the Convention and if the Government to which he has been surrendered has previously obtained the approval of the Government granting extradition. The latter may, if it deems fit, require the production of one of the documents mentioned in Article 7 of the present Convention.

Re-extradition to a third country shall be subject to the same regulations.

Article 6.

The requisition for extradition must always be made through the diplomatic channel.

Article 7.

Extradition shall be granted on the production, either in the original or in a certified copy, of the judgment or sentence, or the decree of the *Chambre du Conseil*, the order of the *Chambre des mises en accusation* or the writ issued by the competent judge, expressly ordering or authorising as of full right the bringing of the detained or accused person before the criminal courts. Extradition shall also be granted on the production of the warrant of arrest or any other document having the same validity issued by the competent foreign authority, provided that these documents contain an exact description of the act in respect of which they have been issued.

These documents shall be legalised by the Minister for Foreign Affairs of the applicant State and, when necessary, by the diplomatic or consular agent of the said State. They shall be accompanied by a copy of the text of the law applicable to the subject of the charge, and, if necessary, by a translation in French, and, whenever possible, by a description of the person claimed, or of any other indications calculated to establish his identity.

Article 8.

In urgent cases, provisional arrest shall be effected on notification by post or telegraph of the existence of one of the documents mentioned in Article 7, provided, however, that such notification is regularly furnished to the Minister for Foreign Affairs of the country applied to.

Cette arrestation sera facultative, si la demande est parvenue directement à une autorité judiciaire ou administrative de l'un des deux pays.

L'arrestation provisoire aura lieu dans les formes et suivant les règles établies par la législation du gouvernement requis. Elle cessera d'être maintenue si, dans le délai de trois semaines à partir du moment où elle aura été effectuée, l'inculpé n'a pas reçu communication de l'un des documents mentionnés à l'article 7 de la présente convention.

Article 9.

Quand il y aura lieu à l'extradition, tous les objets provenant du crime ou du délit, ou pouvant servir de pièces à conviction, qui seront trouvés en la possession de l'individu réclamé au moment de son arrestation, ou qui seront découverts ultérieurement, seront, si l'autorité compétente de l'Etat requis en ordonne ainsi, saisis et remis à l'Etat requérant.

Cette remise pourra se faire même si l'extradition ne peut s'accomplir par suite de l'évasion ou de la mort de l'individu réclamé.

Sont cependant réservés les droits que des tiers auraient pu acquérir sur lesdits objets qui devront, le cas échéant, leur être rendus, sans frais, à la fin du procès.

Article 10.

Les frais d'arrestation, d'entretien et de transport de l'individu dont l'extradition aura été accordée, ainsi que ceux de consignation et de transport des objets qui, aux termes de l'article précédent, doivent être restitués ou remis, resteront à la charge des deux Etats dans les limites de leurs territoires respectifs.

Les frais de transport ou autres sur le territoire des Etats intermédiaires sont à la charge de l'Etat réclamant.

L'individu à extrader sera, s'il y échet, conduit au port que désignera le gouvernement réclamant, aux frais duquel il sera embarqué.

Article 11.

L'extradition par voie de transit sur les territoires respectifs des Etats contractants, d'un individu n'appartenant pas au pays de transit, sera accordée sur la simple production, en original ou en expédition authentique, de l'un des documents mentionnés dans l'article 7, pourvu que le fait servant de base à l'extradition soit compris dans la présente convention et ne rentre pas dans les prévisions des articles 3 et 5.

Les frais de transit seront à la charge de la partie requérante.

Article 12.

Lorsque, dans la poursuite d'une affaire pénale non politique, l'audition de personnes se trouvant dans l'un des deux pays ou tout autre acte d'instruction seront jugés nécessaires, une commission rogatoire, le cas échéant, accompagnée d'une traduction en langue française, sera adressée, à cet effet, par la voie officielle, sans préjudice du recours éventuel à la voie diplomatique ou consulaire et, à moins que le gouvernement requis ne constate l'impossibilité de la faire exécuter, il y sera donné suite en observant les lois du pays dans lequel l'audition ou l'acte d'instruction devra avoir lieu.

This arrest shall be optional if the requisition has been made direct to a judicial or administrative authority in one of the two countries.

Provisional arrest shall take place in the form and in accordance with the regulations established by the laws of the Government applied to. It shall be annulled if within three weeks of his arrest the accused has not received one of the documents mentioned in Article 7 of the present Convention.

Article 9.

In extradition cases all articles obtained as a result of the crime or misdemeanour, or which may serve as proof, found in the possession of the person claimed at the time of his arrest or discovered later, shall be seized and handed over to the applicant State if the competent authorities of the State applied to so decree.

These articles may be handed over even if extradition cannot take place owing to the escape or death of the person claimed.

Nevertheless, any rights to the said articles which may have been acquired by third parties shall be reserved, such articles being, if necessary, restored to them free of charge at the conclusion of the proceedings.

Article 10.

The expenses occasioned by the arrest, maintenance and conveyance of the person whose extradition has been granted, together with the cost of consigning and transporting objects which have to be restored or surrendered under the preceding Article, shall be borne by the two States within the limits of their respective territories.

The cost of conveyance or other expenses incurred on the territory of intermediate States shall be borne by the State applying for extradition.

The person to be surrendered shall, if necessary, be escorted to the port designated by the applicant Government and be placed on board at that Government's expense.

Article 11.

The extradition by transit through the respective territories of the Contracting States of person not belonging to the country of transit shall be granted on the production either in the original or in a certified copy, of one of the documents mentioned in Article 7, provided that the act for which extradition is granted is included in the present Convention and does not come under the provisions of Articles 3 and 5.

The expenses of transit shall be borne by the applicant Party.

Article 12.

If the proceedings in connection with a penal case of a non-political nature require the attendance in Court of persons in one of the two countries, or if any other judicial enquiry is deemed necessary, letters rogatory, if necessary accompanied by a French translation, shall be addressed for this purpose through the official channel, without prejudice to later recourse to the diplomatic or consular channels, and unless the Government applied to states that it is impossible, they shall be executed in conformity with the laws of the country in which the witness is to appear or the judicial enquiry is to be made.

Toutefois, les commissions rogatoires tendant à faire opérer soit une visite domiciliaire, soit la saisie du corps du délit ou de pièces à conviction, ne pourront être exécutées que pour un des faits énumérés à l'article 2 et sous la réserve exprimée au dernier paragraphe de l'article 9 ci-dessus.

Les gouvernements respectifs renoncent au remboursement des frais résultant de l'exécution des commissions rogatoires en matière pénale, même dans le cas où il s'agirait d'expertise, pourvu toutefois que cette expertise n'ait pas entraîné plus d'une vacation.

Article 13.

En matière pénale non politique, lorsque le gouvernement de l'un des deux pays jugera nécessaire la notification d'un acte de procédure ou d'un jugement à un individu résidant sur le territoire de l'autre pays, la pièce transmise par la voie officielle, sans préjudice du recours éventuel à la voie diplomatique ou consulaire et, le cas échéant, accompagnée d'une traduction en langue française, sera signifiée à personne, à la requête du ministère public du lieu de la résidence, par les soins d'un officier compétent et l'original constatant la notification sera renvoyé par la même voie au gouvernement requérant sans restitution des frais.

Article 14.

Si, dans une cause pénale non politique, la comparution personnelle d'un témoin est nécessaire, le gouvernement du pays où réside le témoin lui transmettra l'invitation qui lui sera faite.

Quant à l'indemnité à accorder au témoin, un accord interviendra dans chaque cas particulier entre le gouvernement requérant et le gouvernement requis.

Aucun témoin, quelle que soit sa nationalité, qui, cité dans l'un des deux pays, comparaîtra volontairement devant les juges de l'autre pays, ne pourra y être poursuivi ou détenu pour des faits ou condamnations criminels antérieurs, ni sous prétexte de complicité dans les faits, objets du procès où il figurera comme témoin.

Article 15.

Lorsque, dans une cause pénale non politique instruite dans l'un des deux pays, la communication de pièces à conviction ou de documents se trouvant entre les mains des autorités de l'autre pays sera jugée nécessaire ou utile, la demande en sera faite par la voie officielle, sans préjudice du recours éventuel à la voie diplomatique ou consulaire, et l'on y donnera suite, à moins que des considérations particulières ne s'y opposent et sous l'obligation de renvoyer les pièces et documents.

Les gouvernements contractants renoncent au remboursement des frais résultant, dans les limites de leurs territoires respectifs, de l'envoi et de la restitution des pièces de conviction et documents.

Article 16.

Les deux gouvernements s'engagent à se communiquer réciproquement, sans restitution des frais, les condamnations pour crimes ou délits de toutes espèces qui auront été prononcées par les tribunaux de l'un des deux Etats contre les sujets de l'autre.

Cette communication sera effectuée moyennant l'envoi par la voie diplomatique d'un bulletin ou extrait, le cas échéant, accompagné d'une traduction en langue française, de la décision définitive au gouvernement du pays auquel appartient le condamné.

Nevertheless, letters rogatory for the purpose of effecting either a domiciliary search or for the seizure of the *corpus delicti* or of articles serving as proof of the crime may only be executed for one of the acts mentioned in Article 2 and subject to the reservation expressed in the last paragraph of Article 9 above.

The respective Governments renounce all claims to the refund of expenses resulting from the execution of letters rogatory in penal matters, even in the case of expert enquiries, provided, however, that such enquiries have not occupied more than one sitting.

Article 13.

If in penal cases of a non-political nature the Government of one of the two countries deems it necessary that notification of a summons or of a judgment should be made to a person residing in the territory of the other country, the document shall be forwarded through the official channel, without prejudice to subsequent recourse to the diplomatic or consular channels, accompanied if necessary by a French translation, and shall be served on the person concerned at the request of the prosecuting authorities in the place where he is residing, through a competent official, and the original document showing that notification has been made shall be sent back by the same channel to the applicant Government, without refund of expenses.

Article 14.

If in a penal case of a non-political nature the personal attendance of a witness is required in Court, the Government of the country in which the witness resides shall transmit to him the subpoena calling upon him to appear.

With regard to the allowance to be paid to the witness, an agreement shall be concluded in each particular case between the applicant Government and the Government applied to.

No witness, whatever his nationality who, when subpoenaed in one of the two countries, voluntarily appears before the Courts of the other country may be prosecuted or detained in that country for previous acts or criminal convictions or on the ground of complcity in the acts forming the subject of the case in which he is a witness.

Article 15.

If, in a penal case of a non-political nature which is being investigated in one of the two countries, it is deemed necessary or expedient to obtain articles serving as proof of the crime or documents which are in the hands of the authorities of the other country, application shall be made for them through the official channel, without prejudice to subsequent recourse to the diplomatic or consular channels, and the request shall be granted unless there are special objections thereto, and subject to the obligation to return such articles and documents.

The contracting Governments renounce all claims to the refund of expenses resulting within the limits of their respective territories from the despatch and return of articles serving as proof of the crime and documents.

Article 16.

The two Governments undertake to communicate to each other, without refund of expenses, sentences for crimes or misdemeanours of all kinds pronounced by the Courts of either of the two States against nationals of the other State.

Such communication shall be made by the despatch through the diplomatic channel of a bulletin or extract of the final decision, accompanied if necessary by a French translation, to the Government of the country to which the convicted person belongs.

Article 17.

Le présent traité entrera en vigueur dix jours après sa publication dans les formes prescrites par les lois des deux pays.

Chacune des Parties contractantes pourra, en tout temps, le dénoncer en prévenant l'autre Partie de son intention, six mois à l'avance.

Il sera ratifié et les ratifications en seront échangées le plus tôt possible.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait en double exemplaire, à Bruxelles, le 11 novembre 1926.

(L. S.) E. VANDERVELDE. *(L. S.)* C. PUSTA.

Article 17.

The present Treaty shall enter into force ten days after its publication in the forms prescribed by the laws of the two countries.

Each of the Contracting Parties may denounce it at any time by giving the other Party six months' notice of its intention.

It shall be ratified and the ratifications shall be exchanged as soon as possible.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have thereto affixed their seals.

Done in duplicate at Brussels, November 11, 1926.

(L. S.) E. VANDERVELDE. *(L. S.)* C. PUSTA.

Imprimé
pour la SOCIÉTÉ DES NATIONS
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse)

Printed for the
LEAGUE OF NATIONS
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)